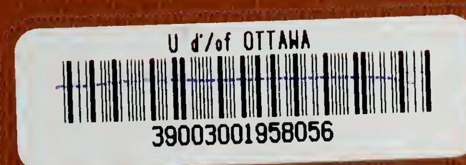

U d'/of OTTAWA
39003001958056



LA SUPRÉMATIE

DE

L'ANGLETERRE

Corbeil. — Typ. et stér. Crété

LA SUPRÉMATIE
DE
L'ANGLETERRE

SES CAUSES
SES ORGANES ET SES DANGERS

PAR JEANS
Auteur de l'Acier, ses usages, etc.

TRADUIT

Par M. BAILLE
COLONEL EN RETRAITE, OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER D'ACADÉMIE

PARIS
LIBRAIRIE GUILLAUMIN ET Cie
Éditeurs de la Collection des principaux Économistes, du Journal des Économistes,
du Dictionnaire de l'Économie politique,
du Dictionnaire universel du Commerce et de la Navigation, etc.
RUE RICHELIEU, 14

—

1887





A VOUS

MON CHER PIERRE

Je dédie ce travail en reconnaissance de l'encouragement que m'a donné votre exemple à mes débuts dans l'étude un peu ardue de l'économie politique.

BAILLE

COLONEL EN RETRAITE.

PRÉFACE DU TRADUCTEUR

L'Anglais garde, implantée au plus profond de son être, cette monade primitive d'endurance, de volonté, d'initiative sans fin, déposée dans l'âme anglaise d'abord par les longues et patientes batailles contre la violente mer qui entoure son île, puis par les âpres et sanglantes luttes politiques et religieuses qui ont amené le triomphe de la liberté. C'est à cette monade primitive qu'il faut faire remonter la supériorité de l'efficacité du travail anglais, et, par suite, la suprématie de l'Angleterre. ENGLISH PRIDE.

Les monades primitives n'ont rien à faire ici. Nous portons une énorme surcharge. Enlevons ce poids acclablant; désarmons, et le reste ira de soi. EUROPE.

Tout homme qui pense est forcé d'admettre que l'humanité est entrée dans l'ère de la grande industrie. Le livre de Jeans est consacré à constater pour le présent et à signaler pour l'avenir les conséquences de cet événement, de cet avènement si l'on veut. La première de toutes c'est l'importance immense, inappréciable de l'accumulation des capitaux. Jeans prouve, avec la dernière évidence, que la dilapidation de capital dont se rendent coupables les nations continentales est un crime de lèse-humanité. Pour chaque peuple en particulier, c'est aussi un crime de lèse-nation. Afin que le travail soit efficace, la première condition c'est qu'il dispose d'un capital suffisant et à bon marché. Aussi, à ce point de

vue (qui est le vrai), toute guerre est une folie, toute grève une sottise, et l'attitude de paix armée que garde l'Europe au prix de 18 ou 20 milliards par an est la plus folle et la plus coupable des stupidités. C'est une surcharge énorme que nous nous imposons au profit de l'Angleterre et des États-Unis.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que tout entrepreneur qui trouve facilement du capital à 2 ou 3 p. 100 peut payer mieux ses ouvriers et néanmoins battre sur le marché du monde ceux qui paient le capital 6, 12, et à plus forte raison 20 p. 100. Ce qui est vrai pour un particulier l'est aussi pour une nation. Celle qui possède le plus de capitaux disponibles (dont le gouvernement emprunte le moins souvent) dispose de ces capitaux avec le moindre intérêt, et peut donner à meilleur marché les produits ou résultats de toutes les entreprises : aliments, vêtements, logement, transports, etc., et par suite, s'emparer de la suprématie économique; le fait est si éclatant qu'il serait puéril d'insister.

Voyons maintenant ce qu'il faut penser des retentissantes affirmations de Henri George, dont les livres font encore tant de bruit parmi nos voisins des États-Unis et d'Angleterre.

Il affirme « que la misère qui règne au bas de l'échelle sociale est imputable à la marche même du progrès et non à des circonstances particulières ; » que « c'est au sein des sociétés qui, sous le rapport de la production industrielle, tiennent le premier rang, que la situation de l'ouvrier laisse le plus à désirer. »

En présence d'aussi audacieuses assertions bien des consciences furent troublées. Pour vérifier si les paroles de Henri George contenaient même une ombre de vérité, je résolus d'interroger les faits, et, en conséquence, je m'adressai à diverses sources d'information françaises et étrangères. Parmi les livres que je rencontrai dans mon enquête, celui de Jeans me parut si formel, ses informations me semblèrent puisées à des sources tellement sin-

cères et à l'abri de toute suspicion, que je pris le parti de le traduire comme une réponse irréfutable (pour les gens de bonne foi, les autres ne méritent pas qu'on s'en occupe) à tant d'affirmations bruyantes et mensongères.

Henri George et les légions de ses adhérents affirment que « c'est au sein des sociétés qui, sous le rapport de la production industrielle, tiennent le premier rang, que la situation de l'ouvrier laisse le plus à désirer ».

Jugez-en :

Là où la production industrielle est à peine organisée, dans l'Inde (300 millions d'âmes), l'ouvrier agricole gagne de 10 à 15 centimes par jour; en Chine (400 millions d'habitants), de 20 à 25 centimes; il vit de soupe, sans pain ni beurre, faite avec quelques herbages et un peu de riz; dans tout l'Orient, où la production industrielle n'existe qu'à peine, le travail ne reçoit en quelque sorte qu'un salaire nominal, et un semblant de nourriture, gagné par des journées écrasantes de 15 et 18 heures. Remontons rapidement l'échelle des nations industrielles et poussons jusqu'en Italie. Nous trouvons que le salaire de l'ouvrier est déjà dix fois plus élevé que dans l'Inde : l'ouvrier agricole gagne 1 franc et 1 fr. 50; l'ouvrier industriel 3 francs et plus. Faisons un pas encore, et arrivons à ces pays « qui tiennent le premier rang dans l'industrie », nous voyons les salaires s'élever rapidement; la soupe à l'herbe de l'Indou et la polenta de l'Italien faire place à une nourriture saine, variée, abondante, comprenant des articles de luxe nombreux comme le thé, le café, le sucre, le tabac, l'alcool, etc.

Henri George et ses adhérents basent donc leurs prétendues démonstrations sur une assertion d'une fausseté éclatante. Quiconque voudra lire l'ouvrage de Jeans pourra en acquérir la conviction absolue. Rassurez-vous, consciences alarmées; travaillons en paix : notre civilisation ne fait pas banqueroute. Continuez votre œuvre de persévérance, de génie, d'initiative, agriculteurs, savants, industriels ; l'avenir est au travail le plus efficace.

Ici j'arrive à la seconde des conclusions à tirer de l'œuvre de Jeans.

Il nous affirme que la suprématie de l'Angleterre tient essentiellement à la supériorité de l'efficacité de son travail. Cette supériorité est le prix d'efforts répétés, incessants.

« Soyez plus compétents, dit-il en s'adressant aux peuples rivaux, plus prévoyants, plus persévérants; faites preuve de plus d'initiative et d'économie : votre travail sera plus efficace, et, à votre tour, vous obtiendrez la suprématie.

— Et quand le charbon manquera à l'Angleterre, que deviendra la suprématie?

— J'ai confiance, répond Jeans : notre puissance d'initiative, l'accumulation de nos capitaux, le perfectionnement constant de nos procédés, maintiendront la supériorité d'efficacité de notre travail, et, par suite, notre suprématie. »

« Au mois de juillet 1850, écrit Bastiat, j'étais à Liverpool, où un quaker, constructeur de navires, nommé Baines, de la maison Hodsgon, mit à ma disposition ses livres et ses ateliers.

« Ne craignez-vous pas, lui dis-je, de divulguer des secrets qui font votre fortune?

— Non pas, répondit Baines, si mes procédés sont bons, comme je le crois, je ne demande pas mieux que l'humanité en profite, et, quant à moi, quel que soit le sort de cette industrie, j'ai la confiance d'utiliser toujours l'amour du travail et le peu de connaissances qu'il a plu à la Providence de me donner. »

Ce que Baines disait de lui-même l'Angleterre le répète par la voix de Jeans : « L'efficacité de notre travail nous gardera la suprématie.

« Mais l'Angleterre ne peut-elle se dépouiller elle-même de cette suprématie tant enviée, conquise par tant d'efforts? Oui, sans doute, car nous voyons en ce moment même (1886) arriver au ministère les représentants d'un parti, qui, dit M. Léon Say, « veut inaugurer un système social nouveau, en niant que ce soit l'énergie, l'initiative, et la responsabilité des individus qui puissent conduire l'huma-

nité à ses destinées » et qui affirme au contraire « qu'on doit tout demander à l'énergie, à l'initiative et à la responsabilité de l'État », c'est-à-dire à un être collectif qui ne se soustrait que trop aisément à toutes les responsabilités.

Si ce système l'emportait en Angleterre, si les grèves se multipliaient aux États-Unis par l'initiative des socialistes allemands, les circonstances seraient favorables pour les pays où continueraient à régner l'initiative individuelle et la paix sociale : le sceptre de l'industrie ne saurait rester entre les mains d'une nation immobilisée par le socialisme d'État ou secouée jusque dans ses fondements par le socialisme anarchique.

Toute nation qui laisse attaquer chez elle le capital, pain du travail, et détruit ainsi le mobile même qui forme ce capital, marche à la ruine. Affirmer que le capital fait concurrence au travail, c'est dire que la charrue fait concurrence au blé.

Servons-nous de nos yeux pour voir, et de nos oreilles pour entendre. Nous avons le devoir absolu de travailler, tous, à faire table rase des illusions; l'ouvrage de Jeans peut y contribuer.

Il est peut-être utile, en terminant, de résumer, en deux mots, l'œuvre que nous venons de traduire. Au point de vue des nations du continent européen, la conclusion pratique qui s'impose (voir surtout le chapitre XXVI) doit s'exprimer ainsi : Désarmement ou Ruine.

SUPRÉMATIE DE L'ANGLETERRE

INTRODUCTION ET ESQUISSE

L'auteur s'est proposé, dans les chapitres qui suivent, d'examiner, à l'aide des faits les plus récents et les plus dignes de foi, quelques-uns des problèmes économiques les plus importants de notre époque et dont la solution est la plus urgente. A cette fin, la théorie pure et l'argumentation didactique ont été, autant que possible, mises de côté, et les différentes questions étudiées soumises à l'épreuve des résultats exprimés en chiffres. La conséquence inévitable de cette méthode a été d'enlever à l'œuvre beaucoup de l'attrait que présentent les ouvrages soit de pure controverse, soit d'un caractère seulement descriptif; mais nous l'espérons, quiconque voudra étudier de près les faits invoqués, trouvera quelque compensation dans les renseignements que l'auteur a eu pour but principal de mettre à la portée de tous.

Il n'y a probablement jamais eu d'époque où des renseignements bien authentiques sur la situation de l'Angleterre aient été plus réclamés qu'en ce moment. Un esprit de malaise et d'inquiétude se répand de toutes parts; il semble tendre à rejeter bon nombre des principes économiques les plus sains, comme s'ils ne convenaient plus aux exigences du temps présent. De divers côtés on s'écrie que le soleil de l'Angleterre disparaît à l'horizon, ou qu'il est sur le point de disparaître. La crise commerciale qui a sévi depuis quelque temps et qui continue malheureu-

sement à se faire sentir a été attribuée à bien des causes diverses, sans qu'on ait toujours, ni même généralement, indiqué la véritable. La tendance, si naturelle à l'humanité tout entière, à exagérer les maux présents, et à refuser d'admettre qu'ils sont simplement la contre-partie, grossie ou amoindrie suivant le cas, de ce qui s'est passé auparavant, a rarement été plus apparente qu'en ce moment. Chacun oublie les leçons du passé et cherche des remèdes héroïques pour soulager ou guérir un malaise que l'expérience du passé prouve bien n'être qu'un choc en retour, et qui porte en lui-même son propre remède. « Sur quels principes nous appuyons-nous, dit Macaulay, pour ne prévoir que décadence dans l'avenir, lorsque nous ne voyons que progrès dans le passé ? » Certaines écoles de politiciens semblent admettre que la suprématie de l'Angleterre doit s'effacer, à mesure que d'autres pays font des progrès matériels, oubliant l'aphorisme d'Ovide :

Fertilior seges est alienis semper in agris,
Vicinumque pecus grandius uber habet.

« La moisson nous paraît toujours plus belle et le croît du troupeau plus grand chez notre voisin que chez nous. » Il est grand temps que ce pessimisme qui, pendant ces dernières années, s'est tant montré, comprenne qu'il n'y a aucune corrélation nécessaire entre le progrès des contrées étrangères et la ruine de l'Angleterre.

Nous avons donné à la situation de l'agriculture une grande part d'attention, ainsi que cela était naturel et convenable.

Nous ne prétendons pas avoir jeté beaucoup de nouvelles lumières sur cette question déjà si débattue, mais les problèmes économiques soulevés par l'état actuel, si peu satisfaisant, de cette grande industrie, ont été présentés, nous l'espérons du moins, de manière à les rendre facilement intelligibles, tout en épargnant à notre lecteur la fatigue de feuilleter les différents *livres bleus*, formalistes et prétentieux, que publie le parlement, et les autres pu-

blications officielles dans lesquelles il faut habituellement aller chercher les faits.

On s'est plaint sérieusement, pendant ces deux dernières années, des souffrances de l'agriculture et du commerce; mais ces plaintes ne sont certainement pas justifiées, comme on aurait pu s'y attendre, par les *rapports* officiels sur la propriété et la taxe du revenu. De 1880 à 1884, ces rapports montrent un accroissement continu de valeur annuelle; et 1884, généralement regardé comme une très mauvaise année, a donné sur 1883 une différence en plus de 16 millions sterling (400 millions de francs). Cet accroissement annuel de valeur n'a pas porté sur une ou deux catégories de propriétés seulement, il s'est étendu aux maisons, mines, hauts fourneaux, chemins de fer, canaux, usines à gaz, carrières, etc. Après tout ce que nous avons entendu dire de la décadence de l'agriculture, de la réduction des rentes et des bénéfices, on pouvait naturellement s'attendre à trouver un déclin considérable dans les valeurs annuelles de la propriété foncière. Cependant cette crainte n'est pas confirmée par les chiffres des tableaux sur la taxe du revenu, lesquels montrent que, en 1884, les valeurs annuelles des propriétés terriennes ont été plus élevées que dans toute autre année antérieure à 1873, et ne sont au-dessous du plus haut chiffre qu'elles aient jamais atteint, que de 4 millions de livres sterling (100 millions de francs), soit environ un shelling (1 fr. 15) par acre.

Les comptes rendus officiels des revenus du commerce et des professions indiquent un progrès remarquablement continu. En 1874, année regardée comme prospère, et pendant laquelle les bénéfices industriels ont été certainement plus élevés qu'ils ne l'ont été depuis, le montant des revenus susceptibles d'être soumis à la taxe, c'est-à-dire au-dessus de 100 livres sterling (2,500 fr.) par an, a été d'environ 125 millions sterling (3,125 millions). En 1884, le total ainsi taxé a monté à 137 millions sterling (3,455 millions), soit 14 millions sterling (350 millions de francs)

de plus qu'en 1874. Un fait plus frappant encore est le grand accroissement du nombre des revenus susceptibles d'être taxés ; cet accroissement prouve, en effet, une distribution plus égale de la richesse, et réfute pour sa part le mot d'ordre des socialistes prétendant que « les riches deviennent toujours plus riches, et les pauvres toujours plus pauvres ». Le nombre des revenus entre 200 et 1,000 livres sterling (de 5,000 à 25,000 fr.) imposés en 1874 était de 108,955 ; si on le compare à celui de 1884, qui est de 203,067, le résultat montre que, pendant les onze années où les pessimistes disent que notre commerce est allé de mal en pis, les revenus modérés de la classe moyenne se sont accrus de 88 p. 100. Les revenus dépassant 1,000 livres sterling (25,000 fr.) par an ne se sont accrus que de 13 p. 100, ce qui tend de nouveau à établir que ce ne sont pas ceux qui sont réellement riches, mais les classes moyennes, celles qui forment la moelle épinière de l'organisme commercial anglais, qui ont fait les plus solides progrès pendant ces dernières années.

Mais on allègue que nos progrès pendant la dernière décade n'ont pas été du tout en rapport proportionnel avec ceux des dix années précédentes. A certains égards, ceci est probablement très exact. Si nous prenons encore une fois les tables de l'impôt sur le revenu comme preuve et mesure de nos progrès, on voit qu'entre 1865 et 1875, le montant des revenus susceptibles d'être taxés s'est accru de 175 millions sterling (4,375 millions de francs), tandis que dans la période de 1874 à 1884 l'accroissement n'a été que de 85 1/2 millions sterling (2,138 millions de francs). Si l'accroissement de revenu dans la première période est capitalisé à 5 p. 100, il représente une somme de 3 milliards 500 millions sterling (87 milliards de francs) ajoutée au capital national, tandis que l'accroissement de revenu pendant la période de 1874-84 ne s'élève, au même taux de capitalisation, qu'à 1,710 millions sterling (42 milliards 750 millions de francs). Ainsi, quoique l'accroissement de notre revenu national de 1874

à 1884 n'ait été qu'environ 48 p. 100 de celui de la décade antérieure, « il s'élève cependant à plus de deux fois et un quart le montant de la dette nationale. » En d'autres termes, le capital représenté par l'accroissement du revenu national dans la décade 1874-84 serait suffisant pour payer deux fois la dette de l'Angleterre, en laissant la nation plus riche encore qu'elle n'était en 1873.

On a tenté, dans quelques discours politiques récents, de présenter la situation actuelle de l'Angleterre, comme moins satisfaisante qu'elle n'était il y a quelques siècles, en ce qui concerne « le bien-être du plus grand nombre ». — A l'appui de cette thèse, on invoque l'autorité du professeur Rogers. Or, s'il était réellement exact que la masse du peuple ne jouît pas aujourd'hui d'autant de bien-être qu'il y a quelques centaines d'années, ce résultat impliquerait de cruels reproches à notre civilisation tant vantée et à tous les hommes d'État ou philanthropes qui se sont efforcés, pendant des siècles, d'assurer l'amélioration du sort de la multitude. Mais si, d'autre part, il n'est pas vrai que les populations qui habitaient nos îles il y a quelques centaines d'années fussent mieux pourvues que leur postérité du XIXe siècle, toutes les tentatives pour répandre ce mensonge doivent être considérées comme pernicieuses, funestes, et tendant à produire l'anarchie et le mécontentement.

Le « bon vieux temps » dont il est tant parlé a été assez bien décrit par un auteur dont les travaux méritent un haut degré d'estime (1). « Au XIVe siècle, » dit-il, « la cabane du paysan anglais était faite de roseaux et de branchages enduits de boue. Son foyer n'avait pas de cheminée, et il n'y brûlait souvent que de la tourbe. Il n'était, par ses soucis et son mode d'existence, que d'un degré au-dessus du castor industrieux qui construisait sa digue dans le ruisseau du voisinage. Sa nourriture habituelle était composée de pois, de vesces, de racines de fougères,

(1) *Développement intellectuel de l'Europe*, par Draper, 5e édition, page 495.

et même d'écorce d'arbres. La population, quoique extrêmement disséminée, était sans cesse décimée par la famine et les maladies. C'était vraiment une misérable condition sociale que celle où l'on passait sans transition de la cabane en roseaux isolée au milieu des bruyères, et, des misérables chaumières des hameaux, aux murailles superbes du château et du monastère. La vie rurale n'avait fait que peu de progrès depuis l'époque de César; dans sa partie matérielle, elle était absolument négligée. »

Comparons pour notre édification cette condition sociale si bien décrite, avec celle d'aujourd'hui. Nous prouvons jusqu'à l'évidence, dans les pages qui suivent, que pendant les cent dernières années, des progrès considérables ont été faits dans tous les éléments essentiels de prospérité et de bien-être. Les bénéfices du travail ont augmenté dans une grande proportion; le prix des choses nécessaires à la vie a généralement diminué; une éducation convenable a été mise à la portée des plus pauvres et des plus humbles; la science médicale a gagné des victoires dont les pauvres se partagent les fruits aussi bien que les riches; les impôts ont été distribués de manière à peser moins lourdement sur les revenus les plus bas; le confort et les agréments de la vie, inconnus aux plus haut placés il y a cent ans à peine, ont été mis à la portée de tous; tout le monde est mieux nourri, mieux habillé, mieux logé, et en même temps l'objet de soins plus éclairés de la part tant de la loi que de l'Église et de l'État, qu'au temps de nos ancêtres. Malgré l'efficacité de toutes ces actions progressives, on ne saurait nier que toutefois la lutte pour l'existence est devenue plus vive et plus pénible. S'il y a de grands progrès, il y a encore bien de la pauvreté. Pour s'assurer une part dans les avantages qui forment l'avoir spécial de notre temps, il faut que l'individu soit plus habile et plus actif qu'autrefois. Ceux qui tombent en chemin payent probablement plus cher leur défaillance. « Les Anglais », dit Emerson, « sont prospères et paisibles parce qu'ils sont habitués à admettre que tout

homme ne doit compter que sur lui-même, et ne doit s'en prendre qu'à lui-même s'il ne sait pas maintenir et améliorer sa position sociale. » Mais il n'est nullement certain qu'il y ait aujourd'hui une plus grande somme de misère absolue qu'autrefois, malgré la difficulté plus grande de garder un bon rang dans le groupe serré des concurrents. Nos ouvriers agricoles, par exemple, reçoivent depuis quelques années un salaire suffisant pour donner à leur famille un confort modéré, tandis qu'autrefois ils avaient indispensablement besoin des secours de la paroisse. On se plaint vivement et non sans raison, qu'il y ait encore tant de pauvres au milieu de nous. Mais ceux qui formulent si hautement ces plaintes semblent oublier que le paupérisme fait moins de victimes maintenant qu'il n'en fit jadis dans la vieille Angleterre; j'entends par là qu'il n'y eut jamais d'époque où le nombre des pauvres, relativement à la population, ait été moindre qu'aujourd'hui (1).

Même à une époque aussi récente que 1850, la population recevant les secours de la paroisse, en Angleterre et dans le pays de Galles, était de 80 p. 100 plus nombreuse qu'en 1884, année extrêmement peu prospère cependant. La somme payée, par habitant, en secours aux pauvres, est aujourd'hui juste la moitié de ce qu'elle était il y a cinquante ans. C'est en considérant des phénomènes sociaux comme celui-là, qu'on se rappelle l'aphorisme de Sénèque: « Nos alarmes sont bien plus nombreuses que nos dangers, et nous souffrons bien plus souvent de nos craintes que de la réalité. »

En traitant la partie plus spécialement industrielle de

(1) Quoique le système d'assistance obligatoire des pauvres soit en vigueur en Angleterre et dans le pays de Galles depuis la 43e année du règne d'Élisabeth, il n'a été appliqué en Irlande qu'à partir de 1838. Quelque incomplets que soient les *Rapports* officiels, ils montrent qu'en 1850, 1 individu sur 19 recevait les secours de la paroisse ; en 1860, 1 sur 22; — en 1870, 1 sur 20; — en 1880, 1 sur 40; — enfin en 1884, 1 sur 34.

son sujet, l'auteur a trouvé convenable de consacrer quelques chapitres à la description de nos industries textiles, afin de montrer en action les principes et les lois qui dirigent nos manufactures. Nous aurions pu nous étendre bien plus longuement sur cette partie de notre sujet, mais non sans donner à notre ouvrage des dimensions plus considérables que celles qui lui étaient assignées. On se rendra sans doute un compte suffisant des conditions générales de l'industrie anglaise, pour ce qui concerne le coût relatif et l'efficacité du travail, les facilités de transport, la puissance des capitaux, le taux des profits, les ressources mécaniques, l'ampleur des opérations, etc., en lisant les divers chapitres où ces questions sont traitées.

Il est absolument nécessaire que quiconque essaye de se rendre compte des causes de la suprématie de l'Angleterre et de sa durée probable, étudie ses ressources en charbon. Le chapitre qui a été écrit sur ce sujet n'a pas la prétention de l'épuiser, mais on peut l'accepter comme présentant les faits principaux de la situation. Il est à craindre que, lorsque notre houille deviendra relativement chère, l'Angleterre ait dépassé le zénith de sa prospérité. Certains écrivains modernes ont prétendu que cette éventualité est bien plus rapprochée qu'on ne l'avait pensé jusqu'ici. Il est au moins probable que, quand il sera nécessaire d'aller chercher les couches de notre houille à une profondeur de 3,000 à 4,000 pieds, le coût du travail supplémentaire occasionnera une augmentation considérable de prix, qui amènera sans doute l'obligation de l'économie, la décroissance de l'exportation, et très probablement la diminution du nombre des manufactures qui font un grand usage du charbon, et qui n'ont qu'une marge de profits exceptionnellement étroite. L'économie de force, dans les machines les plus perfectionnées, a été poussée à un degré merveilleux pour les navires à vapeur et les locomotives. Dans certains cas, les navires de transport, marchant à une allure lente, ont réussi à accomplir de longs trajets avec une consommation moyenne d'une demi-once (15 grammes 1/2) de char-

bon par tonne et par kilomètre. A ce taux de consommation, et en admettant que le papier soit un combustible aussi efficace que le charbon, la flamme d'une lettre brûlée dans la grille d'un pareil steamer développerait une énergie suffisante pour faire avancer d'un mille une tonne de chargement. Pour les locomotives, la consommation de combustible a été abaissée à deux onces (62 grammes) de charbon par tonne et par mille. Dans ces deux cas cependant le minimum de dépense de combustible n'est compatible qu'avec un degré de vitesse peu considérable; lorsque de grandes vitesses sont exigées, la consommation de charbon s'élève en proportion. Cela étant ainsi, il est peu probable, en Angleterre au moins, que la vitesse soit jamais sacrifiée à l'économie de charbon; et de ce chef en conséquence les mesures d'économie qu'on peut espérer seront moins praticables que la théorie ne l'indique.

L'électricité conduira-t-elle un jour à une économie quelconque de charbon, soit qu'elle fournisse de la lumière, de la chaleur ou de la puissance motrice? ou bien le combustible liquide sera-t-il une source de force pour la propulsion des steamers? ce sont là des problèmes qui attendent encore leur solution. Ces deux modes d'action sont praticables, mais la probabilité de leur adoption générale est une toute autre affaire. Si l'huile de pétrole existait en quantité suffisante dans l'Europe occidentale, il y aurait de bonnes raisons de prévoir son adoption générale pour la génération de la force. Dans la mer Caspienne, où les résidus de pétrole forment le principal combustible employé pour les navires à vapeur, il a été prouvé qu'une tonne d'huile fait le travail de 2 ou 3 tonnes de charbon dans des fourneaux spécialement construits pour cet usage; ce qui amènerait nécessairement une grande économie d'espace utilisable. Il est cependant plus que probable que, si quelques ressources souterraines, d'huile ou de gaz naturel, encore absolument ignorées, ne se rencontrent pas chez nous ou dans l'une des contrées de l'Europe occidentale, tout ce que l'on peut espérer, c'est que le combustible liquide

se substitue au charbon dans une certaine mesure et de façon à diminuer l'exportation de la houille anglaise pour les pays pourvus d'huiles naturelles.

Dans toute la série des investigations politico-économiques, il n'est peut-être pas de sujet d'étude plus intéressant que celui de la rivalité entre l'Angleterre et les États-Unis pour la suprématie des manufactures et de l'industrie. La croissance des deux nations pendant les vingt-cinq dernières années a été l'un des faits les plus remarquables dans l'histoire du monde; ces deux pays ont de nombreux avantages communs; chacun d'eux possède aussi des avantages et des facilités qui lui sont propres. L'Angleterre, comme la plus ancienne des deux nations, jouit du bénéfice d'un commerce universel déjà établi, d'une marine marchande d'une efficacité et d'une mobilité extrêmes; d'une richesse d'invention et de procédés qui lui est plus ou moins propre, d'un prolétariat d'une habileté industrielle consommée, et de bien d'autres moyens de maintenir et d'améliorer sa place parmi les nations; toutes choses qu'un pays nouveau et non encore développé ne peut acquérir que par degrés et avec de grandes difficultés. D'autre part l'Amérique est en possession d'une énorme richesse de sol vierge s'offrant à la culture, sur lequel il a été possible à l'homme de récolter pour ainsi dire là où il n'avait pas semé; elle a cet autre avantage d'être débarrassée de toutes les coutumes et traditions du vieux monde en ce qui concerne la cession et la possession de la terre, elle n'est embarrassée par aucune loi de primogéniture, de substitution, d'hypothèques, ni par bien d'autres anomalies et défauts qui ont grandi autour du système terrien anglais; elle était, jusqu'à ces dernières années, presque absolument libre de toute dette nationale, et presque absolument exempte de toute forme d'impôt analogue à la taxe des pauvres; car comment y aurait-il des pauvres là où règne l'abondance pour tous? elle a de magnifiques voies fluviales intérieures qui rendent les transports faciles et peu coûteux; elle possède d'inépuisables richesses minérales de toutes sortes et, sur une

grande partie de son territoire, elle jouit d'un climat égal aux meilleurs du monde. Si nous considérons que telles étaient les différences essentielles, quoique nullement les seules, qui distinguaient, pendant la première moitié du XIXe siècle, les deux grandes communautés du monde anglo-saxon, il est important d'examiner les résultats acquis à chacune d'elles par le développement et l'usage de ces avantages spéciaux. C'est ce que nous avons fait avec quelque étendue dans le cours du présent ouvrage, tant par l'étude de leurs systèmes économiques opposés que par la comparaison de leurs progrès en industrie, agriculture, commerce et richesse. Il n'est pas nécessaire de s'excuser, et certainement nous ne nous excusons pas, de la place éminente donnée à la grande république américaine dans notre œuvre. Le développement agricole des États-Unis doit devenir le facteur dominant de l'avenir, non seulement pour l'Angleterre, mais pour presque tous les autres pays européens ; il affectera également les nations qui importent des céréales, et celles qui en exportent. Le développement industriel de l'Amérique, et les conséquences du tarif sur ce développement, sont des questions d'une importance première, et ont été l'objet de l'examen attentif auquel elles ont droit.

Quelques personnes penseront que nous nous sommes arrêté trop longuement aux manufactures comme distinctes de l'agriculture ; mais quand même cette critique serait juste pour d'autres pays, où l'agriculture est le principal et souvent le seul grand intérêt public, elle ne saurait s'appliquer à une contrée aussi essentiellement manufacturière que l'Angleterre. Toute la richesse de notre pays vient directement de ses manufactures, et il ne faut pas chercher bien loin les motifs pour lesquels l'industrie manufacturière contribue si puissamment à la richesse d'une nation. On les trouve dans la comparaison entre le prix des matières premières et celui des marchandises qu'elles servent à confectionner. Les manufactures anglaises consomment principalement des matières pre-

mières importées du dehors. L'approvisionnement de coton nous vient des États-Unis, de l'Inde et de l'Égypte; l'alcali nous vient de l'Espagne, la laine des colonies australiennes et de l'Amérique méridionale; le jute arrive de l'Inde; le commerce du papier s'alimente des spartes d'Espagne et des bois de la Norvège et de la Suède; la soie nous est fournie par la Chine, l'Inde et la France, et ainsi de suite pour les autres industries. Nous importons pour nos manufactures de coton une valeur de 47 millions sterling (175 millions) de matière première, et après avoir vêtu nos 37 millions d'habitants, nous exportons du coton ouvré pour 63 millions sterling (1 milliard 575 millions); la différence de valeur entre les deux chiffres provient principalement du travail industriel. Nous importons en spartes et pour nos manufactures de papier une valeur de 1 million 1/2 sterling (37 millions 1/2) et nous exportons du papier et des livres pour plus de 4 millions 1/2 sterling (112 millions). Il en est de même pour la laine et nos autres industries : la matière première est soumise à des procédés de manufacture qui accroissent sa valeur de toute celle du travail qui lui est incorporé; cet accroissement variant de deux fois le prix de la matière, à cent, et même parfois à mille fois ce prix. En thèse générale, cet accroissement est dû tout entier au prix du travail, et tombe pour la plus grosse part, comme salaire, aux mains des ouvriers employés dans nos principales industries. Aussi tout ce qui affecte le cours de notre développement industriel soit en bien, soit en mal, importe à toute la communauté.

Dans le chapitre qui traite du commerce de l'Angleterre, les faits récents recueillis à ce sujet ont été examinés avec quelques détails. Ils prouvent que si l'Angleterre n'a pas, pendant les dernières années, fait les « sauts et les bonds » qui ont caractérisé son commerce dans quelques périodes antérieures, elle a fait néanmoins des progrès réels; et si elle a exporté moins sur les marchés de l'Amérique et du continent européen, elle a envoyé davantage à ses propres possessions coloniales. En

raison de ce dernier fait, le chapitre consacré à l'examen de notre empire colonial ne saurait être regardé comme superflu.

On ne saurait non plus prétendre que, en considérant les conditions particulières de la suprématie de l'Angleterre, on s'est trop appesanti sur sa position hautement satisfaisante en ce qui concerne les machines qui aident à la production.

Il n'est pas difficile de se rendre compte que la pauvreté de l'Inde et d'autres nations orientales doit être en grande partie attribuée à la rareté des machines et à l'absence de cette minutieuse division du travail, qui est la conséquence de leur emploi, et qui forme un des traits les plus remarquables de l'industrie européenne moderne. Un écrivain, parlant récemment des artisans indous, fait remarquer que les produits de leur travail ne sauraient rivaliser avec ceux du travail étranger. Tout en gagnant à peine de quoi vivre, l'Indou ne peut produire à un bon marché suffisant pour soutenir la concurrence des machines, et en conséquence l'industrie se trouve dans un état d'extrême décadence. Ainsi, par exemple, le même homme qui coupe le bois, l'apporte à la maison, le scie, puis en fait une espèce de roue grossière qu'il porte lui-même à la ville voisine afin de la vendre pour un char du pays. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant de trouver que, sur une liste donnée de seize villes manufacturières, à l'exception de « la poterie dure de Mathra et Mirzapoor, des poteries à reliefs de Morodabad, des broderies argentées de Lucknow, des sculptures de Najina, et des parfums de Jounpore, il est à peine quelques autres manufactures dont les produits sortent de leur district natif. » Et voilà pourquoi encore sur une exportation constatée de 58 3/4 millions sterling (1500 millions) 6 1/2 millions sterling (160 millions) représentent la valeur de ce qui peut être proprement appelé marchandises manufacturées ; le reste, 93 1/2 p. 0/0, n'étant que de la matière première.

Certains écrivains ont pris l'habitude d'attribuer la su-

prématie de l'Angleterre à l'étendue de son littoral. L'auteur n'a pas cru devoir accorder une grande attention à cette hypothèse, parce que s'il est sans aucun doute avantageux à une nation manufacturière d'avoir une grande étendue de rivages maritimes, avec des ports amples et commodes, ces avantages ne sont pas d'une nécessité absolue pour réussir dans l'industrie, et il ne faut donc pas attacher trop d'importance à leur possession. L'Angleterre et la France ont toutes deux une grande étendue de littoral, tandis que la Suisse est un pays enfermé dans les terres. Néanmoins la Suisse a réussi à rivaliser avec ces deux grandes puissances dans plusieurs industries importantes, spécialement dans les soieries et l'horlogerie. Elle produit maintenant plus de soieries, et emploie plus d'ouvriers dans cette industrie que la Grande-Bretagne. Dans l'impression des calicots aussi, la Suisse se tient bien au niveau de l'Angleterre, tandis que son industrie des cotons et des lainages a énormément gagné pendant ces dernières années.

Il existe une divergence de vues et de pratique si considérable en ce qui concerne les lois fiscales et le système économique, qu'un ouvrage comme celui-ci ne pouvait les passer sous silence, non plus que leurs effets sur le bien-être national.

Il y a des pays dont les ressources naturelles pour le maintien des manufactures sont comparativement si minimes et si imparfaites, que s'ils veulent conserver quelque industrie nationale, il peut être indispensable qu'ils se donnent quelques droits protecteurs. La Norvège, par exemple, qui n'a pas de mines de charbon, ne pourrait jamais conserver des usines pour le fer et l'acier, en concurrence avec l'Angleterre et l'Allemagne, dont les ressources en charbon sont abondantes. De même la Suède, même avec son abondance de bon minerai de fer, et le bon marché de son travail, ne peut rivaliser comme prix avec les pays qui, à ces avantages, joignent celui de posséder la houille. Mais on ne saurait prétendre que tel soit

le cas pour les Etats-Unis. Les circonstances naturelles ne fournissent aucune raison pour que l'Amérique accorde la protection à son industrie nationale; en outre il n'est pas facile de comprendre pourquoi l'on accorde la protection aux manufacturiers du Nord, et on la refuse aux fermiers de l'Ouest. Il arrive assez souvent que ceux-là même qui ont le plus profité de la protection américaine, quand la convenance et l'opportunité de ce système ne sont pas en question et que leurs propres intérêts ne sont pas en jeu, ne sont pas les derniers à exprimer leur admiration pour le libre échange. L'absurdité du système protecteur a été exposée si souvent et si habilement, que l'auteur se croit presque obligé de s'excuser devant ses lecteurs « de tuer encore une fois ce mort » ; mais les nécessités de la crise économique actuelle, et les arguments spécieux mis en avant par ceux qu'on appelle « les partisans de la réciprocité » avec l'intention d'arriver au rétablissement de la protection, lui serviront d'excuse.

Les sujets traités dans ce volume lui donnent quelque apparence d'un traité d'économie politique, apparence que l'auteur était cependant désireux d'éviter. Il se rappelle, avec un sentiment profond de leur exactitude, ces paroles du professeur Jevons qui datent de 1870: « Il n'est personne dont la situation soit moins enviable que celle de l'économiste. Placé sur les régions frontières entre la science certaine et la conjecture, ses efforts et ses avis sont méprisés et rejetés de toutes parts. Qu'il découvre une loi sûre de la nature humaine et qu'il indique les maux qui surviendront si on la néglige, il est attaqué par toutes les classes de la société qui trouvent leur sens commun suffisant; on lui reproche d'être trop abstrait dans ses spéculations, de méconnaître les mystères du cœur humain et de ne pas estimer à leur valeur ses qualités affectives. » Nous avons pu encourir jusqu'à un certain point dans le présent volume les risques qu'indiquait ainsi M. Jevons; nous avons cependant évité autant que possible les spéculations abstraites et les hypothèses. et les faits cer-

tains ont été mis aussi souvent que possible à contribution. En résumé, le but principal de ce livre a été de fournir les renseignements qui peuvent être de temps en temps nécessaires pour établir et justifier la vraie place de l'Angleterre dans l'économie des nations.

Tout bien considéré, la condition actuelle de l'Angleterre, sans être peut-être aussi prééminente relativement qu'elle l'a été, est réellement aussi bonne, sinon meilleure qu'à aucune autre période antérieure. Quant à son avenir, dont quelques-uns se déclarent si grandement en souci, il y a des raisons de croire qu'elle est aussi loin des dangers imminents et de la ruine que prédisent les pessimistes, que de l'immunité de toute chance de péril et de décadence que proclament les grands optimistes. En résumé, l'Angleterre, ainsi que nous nous efforçons de le montrer clairement, a de nombreux risques à courir; elle peut prévoir plus d'un péril réel. Mais, après tout, telle a été toujours sa situation ; et si la rivalité des autres nations exige le déploiement, de la part du peuple anglais, d'une plus grande somme de tact, de vigilance et d'habileté, ces qualités n'ont jamais fait défaut à un appel urgent. Aussi, sans essayer de prédire ce qui arrivera, il est peut-être permis de renvoyer ceux que tourmentent des craintes peu justifiées sur ce que nous garde l'avenir, aux paroles prophétiques écrites par Macaulay il y a déjà près d'un demi-siècle : « Si nous prophétisions qu'en l'an 1930 une population de 50 millions d'âmes, mieux vêtue, mieux nourrie, mieux logée que les Anglais de notre temps, couvrira le territoire de nos îles ; que le Sussex et le Huntingdonshire seront plus riches que les plus riches parties du West-Riding et du Yorkshire ne le sont maintenant; qu'une culture perfectionnée comme celle d'un jardin à fleurs s'étendra jusqu'aux plus hauts sommets du Ben Nevis et du Helvellyn ; que des machines construites sur des principes encore inconnus seront à demeure dans chaque maison ; qu'il n'y aura plus de routes, mais des chemins de fer, et qu'on ne voyagera plus qu'avec l'aide

de la vapeur, que notre dette, tout immense qu'elle nous semble, n'apparaîtra plus aux enfants de nos petits enfants que comme un embarras sans importance, que l'on pourrait aisément payer en un an ou deux ; bien des gens me regarderaient comme atteint de folie. » Si toutes ces prophéties ne sont pas encore réalisées, des progrès tout aussi remarquables ont été faits dans d'autres directions. Les ombres que les événements futurs jettent devant eux doivent être singulièrement mensongères, si elles font croire que le progrès n'est pas destiné à continuer pendant bien des années encore.

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

> Ce doit être, en toutes circonstances, un travail d'un grand intérêt et d'une grande utilité que de rechercher les moyens par lesquels une communauté a atteint la prééminence entre les nations. Étudier les causes qui ont donné le premier rang à son propre pays semble presque un devoir. Si cette considération peut s'appliquer justement à un peuple et à une époque, c'est sans doute à notre pays et à la génération actuelle, qui ont fait faire à la civilisation les progrès les plus grands que l'humanité ait inscrits jusqu'ici dans ses annales.
>
> G. R. PORTER.

Si le lecteur veut bien prendre une carte du monde, il trouvera, à l'ouest de l'Europe, une toute petite île s'étendant partie dans l'Atlantique et partie dans l'Océan germanique. Elle est si petite, relativement au reste du monde, que sa superficie s'étend à peine sur la 400me partie des terres habitables du globe. Sa population, quoique une des plus denses qui aient été jamais mentionnées, n'est pourtant que la quarantième partie, environ, de celle de la terre. Géographiquement, elle n'est pas située au centre d'un grand continent; sa position est au contraire si insulaire et si isolée, qu'on pourrait croire qu'elle a été désignée par la nature pour rester à part du reste de la planète dont elle ne forme qu'une fraction en apparence si insignifiante.

Telles sont, pour la Grande-Bretagne, les conditions extérieures et visibles édictées par la nature. Il n'est pas de situation qui, dans son caractère général, puisse

paraître plus malheureuse et plus ingrate. Pourtant le pays a « franchi la barrière envieuse que lui imposait sa naissance » et s'est élancé d'un tel vol au-dessus de tous les obstacles créés par ses conditions géographiques, qu'il a atteint, dans l'histoire du monde, le rang le plus enviable et le plus envié, peut-être même le plus élevé de tous. Cette situation que M. Gladstone décerne en termes si éloquents à l'ancienne Grèce : « cette place unique, appropriée, distincte dans l'ordre providentiel de l'univers », c'est celle-là même qu'occupe aujourd'hui l'Angleterre. D'autres nations ont pu être aussi grandes en littérature et en philosophie ; d'autres pays peuvent avoir des droits égaux au renom de nourricières des sciences et des arts; d'autres peuples ont pu posséder à un aussi haut degré l'instinct militaire, et acquérir une aussi grande gloire dans l'art de la guerre ; mais quelle autre nation peut être à aussi juste titre digne de : « laisser le noble souvenir de son nom, comme un phare, un signal, sur les rocs de la renommée? »

Si un moderne Rip Van Winkle, s'éveillant après un sommeil de deux cents ans, venait à s'enquérir de ce qu'a pu devenir notre petit groupe d'îles, il exprimerait certainement un grand étonnement, sinon une incrédulité absolue. Voici, en effet, ce qu'on aurait à lui apprendre : D'abord, la population a presque quadruplé, et Londres, la capitale de l'empire, possède, à elle seule, en 1884, un nombre d'habitants égal à celui de toute l'Angleterre dans l'année où Rip Van Winkle s'endormit. De 1801 à 1881, la population de l'Angleterre et du pays de Galles s'est accrue de 200 p. 100, celle de l'Écosse de près de 150 p. 100; cette population plus nombreuse semble tout aussi prospère, et jouit d'une aisance tout aussi grande que l'ancienne ; tandis que matériellement son bien-être s'est amélioré à tous les points de vue; mais l'émerveillement du dormeur ne s'arrêterait pas là. Il y a deux cents ans l'Angleterre était déjà entrée dans la carrière fructueuse de la colonisation. Elle possédait ces territoires devenus maintenant les

États-Unis, dont on évaluait alors la population à 80,000 âmes, et qui comptent aujourd'hui 60 millions d'habitants principalement de race anglo-saxonne. L'Angleterre possédait en outre d'autres possessions au nombre de dix-sept, qui toutes, à part trois, avaient été acquises par colonisation. Mais il n'avait été presque rien fait encore pour leur peuplement, et le plus grand nombre d'entre elles étaient le domaine sauvage et désert d'aborigènes ou de féroces carnassiers.

Parmi les phénomènes remarquables de l'histoire de l'Angleterre pendant le dernier siècle, deux peuvent être à bon droit signalés. Le premier, c'est que l'Angleterre a trouvé moyen, par la plus coupable bévue, de perdre ses colonies américaines, qui depuis se sont développées de telle sorte qu'elles sont devenues la plus puissante et la plus prospère des Républiques modernes. Aujourd'hui les États-Unis sont les pourvoyeurs de leur ancienne mère patrie pour une grande partie de ses consommations alimentaires; par ce moyen et d'autres encore, ils sont arrivés à un degré de considération et d'importance qui leur était inconnu sous la domination britannique.

Le second phénomène, c'est que les dix-sept colonies possédées par l'Angleterre avant 1700 se sont multipliées au point d'atteindre aujourd'hui le nombre de 55.

Ce ne sont pas seulement les vastes ramifications de l'Empire colonial anglais qui peuvent exciter la surprise. L'accroissement étonnant de sa population et de ses richesses inspire encore une admiration plus profonde. Depuis 1700 tout le continent australien a été placé sous l'autorité de l'Angleterre, en commençant par la Nouvelle-Galles du Sud en 1787, et en finissant par les îles Fidji, en 1874. Ces territoires, qui n'étaient peuplés à la première de ces dates que d'une poignée d'aborigènes, ont acquis, en un espace de temps incroyablement court, une population européenne d'environ 4 millions d'habitants dont la prospérité est telle dans leurs nouveaux foyers, que leur richesse individuelle dépasse en moyenne celle de n'importe quel autre peuple sur la surface de la terre.

L'Inde tout entière, occupée d'abord très partiellement en 1625, par la compagnie des Indes orientales, est placée maintenant sous l'autorité britannique, avec une superficie de 1 million 1/2 de milles carrés, et une population très dense de 250 millions d'habitants; le Canada, avec son aire plus considérable encore de près de 3 millions 1/2 de milles carrés, conquis sur la France, partie en 1759, et partie en 1763, est devenu une portion intégrante de l'Empire britannique; ne disons rien de nos possessions d'Afrique, qui dépassent en superficie les îles Britanniques elles-mêmes, dans la proportion de 3 à 1.

En résumé, on trouve que ce petit groupe d'îles possède, en l'an 1884, un Empire dont l'étendue dépasse 8 millions 1/2 de milles carrés, ou environ 72 fois sa propre superficie, et contenant une population égale à près de neuf fois la sienne propre, et que, enfin, pour se servir des paroles du docteur Kolb (1), « l'Angleterre a étendu sa domination dans toutes les parties du monde jusqu'à dépasser l'ancien Empire romain aussi bien en superficie qu'en population » et que, en ce qui concerne le développement industriel et commercial et les richesses, l'Empire britannique n'a et n'a jamais eu d'égal.

Mais il y a encore d'autres phénomènes politiques et matériels, de nature à frapper l'imagination et à faire naître l'admiration de notre Rip Van Winkle supposé. Car il s'apercevrait que l'Angleterre, bien différente du vieil Empire romain, ne gouverne pas ses possessions coloniales avec une baguette de fer, et ne les force pas à lui payer tribut pour diminuer les charges de ses propres citoyens, mais que, au contraire, ses possessions sont généralement unies à la mère patrie par des liens bien plus légers et bien plus puissants; qu'elles sont presque toutes admises à jouir du self-government, qu'elles font leurs propres lois et décrètent leurs propres institutions; qu'elles ne sont pas même appelées à contribuer à l'entretien d'une armée et d'une

(1) *Progrès des nations*. Édition anglaise, page 177.

marine, qui sont constituées, cependant, en grande partie en vue de leur propre sécurité; que, même dans l'Inde, où elle gouverne un mélange de races étrangères par leurs traditions, leurs religions, et bien d'autres influences encore, l'Angleterre s'en remet, pour le maintien de sa domination, aux services que rend son gouvernement, et ne s'appuie, au milieu de cette immense population, que sur une poignée, pour ainsi dire, de ses propres soldats.

L'immensité de la superficie et de la population de l'Empire britannique n'est pas plus digne de remarque que l'extrême diversité des races et des langages qu'il embrasse. Jamais aucun empire des temps anciens ou modernes n'a été aussi polyglotte. Dans l'Inde seule, nous gouvernons 250 millions de sujets, parlant environ quatre-vingt-sept langages différents et comprenant une grande variété de races. En tête figurent 82 millions 1/2 d'habitants parlant l'hindoustani. Puis, viennent 39 millions parlant la langue du Bengale; 17 millions le telugu; 17 millions le mahratte; 16 millions le punjabi; 13 millions le tamil; 9 millions 1/2 le guzrati; 8 millions 1/2 le canarèse; et ainsi de suite, en suivant une échelle décroissante jusqu'aux races comme les Lepcha, les Kurumba, les Khampti, et les Singpo, ayant une si faible population qu'elles ne comptent chacune pas même cinq mille âmes. Il est à remarquer aussi que, tandis que les Anglais sont la race dominante de l'Inde, ils n'occupent que le 22e rang comme nombre; le total de la population parlant anglais en 1881 ne s'élevait en effet qu'à 202 920, sur une population native dépassant mille fois ce nombre.

La suprématie de l'Angleterre doit toujours être regardée comme presque identifiée avec celle du langage qui porte le nom de langue anglaise.

Quelles que soient les différences d'opinion qui puissent se faire jour sur d'autres points, il est à peine possible de concevoir l'Angleterre et sa nombreuse famille de colonies en désaccord sur son droit à être acceptée par la population parlant anglais, comme le foyer central de ses lois, de sa

science, de sa richesse et de son commerce. Et si la suprématie de l'Angleterre se mesure à cet étalon, on verra qu'elle est aussi indiscutable qu'en toute autre matière.

En 1801 la langue anglaise n'était parlée que par 21 millions d'hommes, 14 millions 1/2 d'entre eux habitaient le Royaume-Uni. En 1884, 100 millions d'hommes, au moins, reconnaissent l'anglais comme leur langue maternelle, sur lesquels 37 millions résident dans la mère patrie.

Dans l'intervalle, la population parlant anglais s'est accrue à l'intérieur du Royaume-Uni de 21 millions d'âmes, tandis que la population parlant anglais, en dehors de ce royaume, s'est augmentée de 65 millions d'âmes et plus. Prenons les sept principales langues européennes comme points de comparaison, nous voyons que, de 1801 à 1884, toute la population parlant français, y compris les colonies, etc., s'est augmentée de 16 millions d'âmes; la population parlant allemand, de 39 millions; les populations parlant italien et espagnol, chacune de 15 millions; le russe a gagné 36 millions d'âmes, et le portugais 5 millions, tandis que l'anglais, par lui-même, ses branches et ses tributaires, en a gagné 79 millions. En d'autres termes, si nous représentons par 100 le nombre total des hommes parlant ces sept langues, l'anglais ne contribuait à ce chiffre, en 1801, que pour une partie aliquote de 12,9; le français, 19,6, l'Allemand 18,4, l'espagnol 16, et le russe 18,9. Mais en 1884, l'anglais est représenté par 27,1, le français seulement par 13,0, l'allemand 18,6, l'espagnol 11,4, le russe 18,3. — Ces chiffres prouvent nettement que, au commencement de ce siècle, l'Angleterre, en ce qui concerne l'universalité et la domination du langage, n'occupait que le 5e rang parmi les nations du monde; tandis que, en 1884, la population parlant anglais est devenue bien supérieure à n'importe quelle autre.

On fait souvent des comparaisons entre l'Empire britannique et les plus grands empires des temps modernes. Mais ces comparaisons manquent de justesse parce que leurs

éléments sont trop dissemblables. L'Empire de l'Angleterre embrasse à la fois plus de superficie terrestre et plus de population qu'on n'en connaissait au temps de l'ancienne Grèce et de Rome. Des contrées qui, réunies, embrasseraient une étendue plus grande que deux fois l'Europe, reconnaissent maintenant l'autorité de la Grande-Bretagne. Ce pays hautement favorisé possède en différentes parties du globe une influence à laquelle l'histoire moderne n'a rien de comparable. Et cette autorité ne tient pas à la crainte de la coercition, ou à la terreur qu'inspirent d'invincibles armées, ni à la supériorité de ses armes. Absolument et relativement, la Grande-Bretagne a l'une des plus petites armées de toutes les nations de l'Europe, en exceptant, bien entendu, quelques puissances de troisième ordre. Relativement à la population, l'armée britannique n'a pas gardé l'égalité proportionnelle avec celles des autres nations. En 1881, l'Angleterre n'avait sur pied que 54 soldats par dix mille habitants, tandis que la France en avait jusqu'à 131, l'Allemagne 99, la Russie 111, l'Autriche 72, l'Italie 134 et la Belgique 84. Aussi, malgré l'immense Empire qu'elle doit sauvegarder, et la valeur extraordinaire de ses richesses et de son commerce, l'Angleterre ne possède en ce moment, relativement à sa population, qu'une armée très peu considérable. Sans aucun doute, si ce fait enseigne une leçon, c'est que l'influence et l'autorité ne dépendent pas nécessairement des seuls bataillons en armes; et qu'il y a une puissance morale inhérente au caractère et à la dignité d'un peuple, qui compte bien plus que la valeur des bataillons; or l'Angleterre possède cette puisance à un degré sinon unique, du moins très remarquable.

En outre, que peut-on concevoir de plus capable d'exciter les émotions d'un vrai patriote que la grandeur de nos intérêts maritimes et commerciaux, ayant pour conséquence la prospérité matérielle de notre pays?

Il y a deux cents ans, la houille était un minéral méprisé, encore peu connu dans les arts et les manufactures, et absolument rejeté comme source de chaleur et de lu-

mière (1). Maintenant il est reconnu comme le plus grand élément de notre richesse nationale; et la production des mines de houille de la Grande-Bretagne seule a passé de 2 ou 3 millions de tonnes par année au commencement de ce siècle, à environ 160 millions de tonnes. Un demi-million de mineurs sont employés à l'extraction de la houille, et un nombre supplémentaire de près de trois millions d'âmes, c'est-à-dire une population presque égale à toute celle de l'Angleterre en 1550, dépend de leur travail.

Enfin que peut-on citer de plus remarquable dans l'histoire des nations, que l'accroissement de la marine marchande de l'Angleterre? Dans le cours du siècle actuel, notre flotte a quadruplé comme tonnage, et a bien plus que quadruplé comme efficacité. Le tonnage à vapeur du Royaume-Uni dépasse en ce moment celui de toutes les autres nations du monde réunies, et continue à s'accroître rapidement, d'année en année. En fait, l'Angleterre exécute à elle seule la moitié des transports commerciaux du monde entier.

Il n'est pas utile que nous parlions du développement des chemins de fer et des télégraphes, ni de l'invention de la locomotive, du gaz d'éclairage, de la lumière électrique, parce que ce sont des perfectionnements que l'Angleterre et les autres nations possèdent en commun. Mais on reconnaîtra, comme le résultat principal de ce que nous avons signalé plus haut du développement des ressources minérales et maritimes, qu'elle est devenue « l'atelier du monde », et qu'elle exporte et importe une quantité de marchandises plus grande que toute autre nation; que le montant de ses exportations par tête d'habitant est d'environ deux fois celui de la France ou de l'Allemagne, près de trois fois celui des États-Unis, sept fois celui de la Russie, et environ cinq fois celui de l'Empire d'Autriche; qu'elle file et tisse pour l'humanité presque entière, que pour les

(1) Quand on apporta pour la première fois de la houille dans Londres, le peuple refusa d'en faire usage en raison de ses effets sur l'atmosphère.

fers, sa fabrication et son exportation dépassent en volume et en importance celles de toutes les autres nations réunies, en exceptant les États-Unis; et que, comme corollaire, ses citoyens en général sont en mesure de se procurer les plus hauts salaires, et le plus ample confort, avec moins d'heures de travail, que ceux de n'importe quelle autre nation moderne.

Quand le lecteur aura complètement embrassé et compris les remarquables phénomènes que nous venons de signaler, il sera amené probablement à poser les trois questions suivantes :

1° Quelles ont été les causes de cet accroissement remarquable d'empire, d'industrie et de commerce ?

2° Les autres nations du monde ont-elles marché aussi vite que nous dans la voie du progrès, et sinon, pourquoi? Quelle cause peut les empêcher de nous rejoindre et même de nous dépasser dans l'avenir?

3° Est-il possible que le progrès qui a signalé jusqu'ici la carrière de l'Angleterre soit destiné à continuer; et si non, à quel moment et de quelle manière la suprématie de l'Angleterre commencera-t-elle à décliner ?

Les pages suivantes ont été écrites dans l'intention d'étudier et autant que possible de résoudre ce triple problème. Mais, avant d'entreprendre l'examen des détails du sujet, on peut faire observer ici, en termes plus généraux, que la suprématie de l'Angleterre ne peut être attribuée à une cause unique ni expliquée par une seule considération. Elle est le produit de bien des influences diverses, les unes très apparentes et très proches, les autres mystérieuses et éloignées; mais toutes sont nécessaires pour expliquer suffisamment le résultat auquel elles ont contribué par elles-mêmes et par leur réunion. Ce n'est pas seulement l'histoire de l'Angleterre, comme l'histoire est ordinairement écrite, qui peut nous faire comprendre clairement les causes qui ont déterminé et affirmé notre suprématie nationale. Cette suprématie est l'œuvre d'influences qui ont un caractère scientifique plus ou moins prononcé. Elle tient aux circons-

tances géologiques et minéralogiques qui ont donné leur valeur à nos ressources minérales; à des conditions de climat, de température, etc., qui sont du ressort de la science appelée géographie physique; à des considérations de race, qui sont du domaine de l'ethnographie; à des appréciations géographiques sur notre situation relativement aux autres pays, et particulièrement relativement à la mer; et enfin à des conditions hyétographiques d'humidité déterminées par la chute des pluies. Cependant toutes ces considérations, toutes grandes et importantes qu'elles soient, n'épuisent pas entièrement le nombre des influences qui ont fait l'Angleterre ce qu'elle est.

Beaucoup d'autres qui appartiennent plus particulièrement au domaine de l'économie politique ont produit, chacune pour sa part, un certain effet. Par exemple, des idées justes sur les impôts et les finances, la liberté d'agir et de contracter; la non-intervention de l'Etat; la sécurité de la propriété; l'absence de monopoles; l'importation libre des matières premières nécessaires aux manufactures, et l'absence complète de restrictions sur les exportations; voilà quelques-uns des plus apparents parmi les facteurs nombreux à l'aide desquels la « science appelée parfois maudite » mesure la capacité de progrès et de développement d'une nation.

Il est extrêmement important que nous nous efforcions de reconnaître le caractère des dangers qui ont assailli, et qui enfin ont abattu les autres nations arrivées autrefois ou naguère au point élevé de puissance que l'Angleterre a atteint aujourd'hui. Jamais aucune nation n'a été si sûrement en possession des éléments essentiels d'une prospérité et d'une gloire continues, que son avenir fût à l'abri de vicissitudes et de dangers prévus ou imprévus. Il ne serait pas sage d'accepter une opinion trop optimiste en ce qui concerne l'avenir de l'Angleterre, et de supposer qu'elle soit garantie par quelque immunité mystérieuse, inconnue aux autres nations, des chances d'une décadence finale. Mais il n'y a pas de motif pour que cette décadence,

si elle doit nous atteindre tôt ou tard, ne soit pas entravée par la connaissance, en temps utile, des voies par lesquelles elle peut nous assaillir. Comme la suprématie de l'Angleterre ne s'appuie pas sur une cause unique, il n'est pas probable qu'elle soit détruite ou même sérieusement mise en péril par une influence unique, quelles que soient son énergie et sa puissance. Beaucoup d'Anglais admettent que le soleil de d'Angleterre se couchera quand ses mines de charbon seront assez épuisées pour qu'on soit obligé d'aller chercher ce combustible à plus de 4 000 pieds de profondeur. Mais il ne faut pas oublier que Carthage était grande par son commerce, la Phénicie par sa suprématie maritime, la Grèce par la littérature et les arts, Rome par son prestige civil et militaire, sans posséder la houille, ce soutien moderne du rang et de la puissance. Ce n'est pas le charbon qui donna à Anvers, au milieu du XVIe siècle, sa grande renommée industrielle et maritime. Ce n'est pas l'épuisement de ses ressources minérales qui réduisit l'Espagne, devenue la plus grande puissance de l'Europe, maîtresse d'un empire égal à celui de Charmagne, et plus grand que celui de Napoléon, à la situation politique relativement insignifiante qu'elle occupe aujourd'hui. Ce n'est pas le charbon qui donna à Gênes, Livourne, Venise et Florence la splendeur qu'elles atteignirent dans le XIIIe siècle; et ce ne fut pas la disparition de ce combustible qui causa leur déclin. C'est sans le secours de la houille que l'Angleterre s'éleva pendant le règne d'Élisabeth à une hauteur de gloire et de puissance que, depuis, elle n'a jamais atteinte. Les causes du déclin d'un peuple doivent être cherchées dans des influences d'une tout autre nature.

Bien des nations ont atteint la suprématie, et beaucoup plus encore l'ont perdue par suite d'agressions militaires. Si l'on tient compte de l'expansion de l'empire anglais sur tout le globe, ce danger n'est pas absolument imaginaire. D'autres États, encore, ont perdu leur prééminence en raison de leur opulence excessive et des vices que

cette richesse avait engendrés. Le caractère anglais n'a pas de tendance à tomber dans cette ornière ; cependant l'extrême richesse de l'Angleterre pourrait peut-être devenir une cause de faiblesse, en même temps qu'elle est une source d'énorme puissance.

D'autres États encore, ayant atteint autrefois une grande renommée, Venise par exemple, ont perdu le sceptre de la puissance par suite du détournement des courants commerciaux vers d'autres horizons. La position insulaire de l'Angleterre et le libre accès dans tous les ports du monde la garderont longtemps sans doute contre ce danger. Ce même « Sillon d'argent » qui en fait une île est aussi sa plus sûre protection contre le risque de ces invasions qui ont si souvent amené le démembrement et la ruine d'États n'ayant pas une aussi heureuse position maritime. C'est un système commercial suranné qui est maintenant, plus que jamais, la cause la plus probable de décrépitude nationale. Or, encore de ce côté, l'Angleterre n'a rien à redouter. Elle a vu distinctement, depuis longtemps déjà, l'erreur qu'elle commettait par la pratique soit du système mercantile ou égoïste, soit du système de la réciprocité ; et tous les changements économiques opérés pendant ces derniers temps dans sa législation fiscale ont été dirigés invariablement vers la suppression de toute restriction commerciale.

En dernier lieu, quelques États autrefois très prospères ont eu le malheur, la Hollande par exemple, de plier et enfin de succomber sous le poids d'un système fiscal épuisant. L'Angleterre n'est assurément pas entièrement exempte de tout danger de ce chef. Il y a eu un mouvement continu vers l'accroissement des charges fiscales, à ce point qu'il n'est peut-être pas dans le monde entier une nation plus lourdement taxée ; mais, d'autre part, il n'est peut-être pas d'autre nation dont les taxes soient aussi minimes relativement à son revenu, si bien que, si nous pouvons maintenir notre revenu actuel, nous pouvons laisser sommeiller toute appréhension sur ce point.

D'après ce qui précède, il est évident que l'Angleterre, différant en cela de tant d'autres nations illustres qui l'ont précédée, ne tire pas sa suprématie d'une source unique. Mais si les sources de cette suprématie sont nombreuses, les dangers qui la menacent ne le sont pas moins. Nous essayerons, à mesure que notre travail avancera, de mesurer loyalement ces dangers, sans passion alarmiste, mais avec la résolution de les exposer sans les atténuer ni les voiler, là même où ils sont le plus menaçants.

CHAPITRE II

DISTRIBUTION INDUSTRIELLE DE LA POPULATION.

> La division du travail, la multiplication des arts de la paix, qui n'est pas autre chose qu'une grande liberté pour chaque homme de choisir son travail suivant ses facultés, de gagner sa vie par le métier qui lui rapporte le plus, tout cela remplit l'État de travailleurs utiles et heureux. Ces travailleurs, créant la demande par la tentation même de leurs produits, sont rapidement et sûrement rémunérés par une bonne vente. Et c'est ainsi que le travail remplace avantageusement la police et les dix commandements.
>
> EMERSON.

En thèse générale, on peut affirmer hardiment que la nation qui possède l'industrie la plus variée a des chances, toutes choses égales d'ailleurs, pour être la plus prospère, la plus puissante et la plus satisfaite. L'agriculture, quoique la première et la plus essentielle de toutes les professions, est bien loin de fournir les meilleurs résultats au point de vue industriel et commercial. Prenez un pays presque exclusivement agricole comme la Russie, et comparez-le à un autre pays presque exclusivement industriel comme la Belgique, et la comparaison tourne invariablement en faveur du pays industriel. Si encore un pays purement agricole est comparé à un autre, à demi agricole et à demi manufacturier, ce dernier l'emportera sûrement dans la balance. Il y a plusieurs raisons évidentes pour qu'il en soit ainsi. L'homme est un animal sociable, et il ne jouit jamais, dans la retraite et l'isolement de la campagne, de ce grand et libre développement de ses plus hautes facul-

tés que lui procure, dans la vie urbaine, la fréquentation de ses semblables. En outre, l'agriculture ne fait appel, en aucune circonstance, à l'exercice de son intelligence au même point que les manufactures. En effet, pour exercer la plupart des métiers, il est nécessaire de se soumettre à une certaine éducation de l'œil, de l'oreille, de la main, ou de l'intelligence, qui varie, bien entendu, suivant le degré et le caractère de l'habileté requise pour réussir dans l'emploi ; mais qui, en tout cas, même dans les métiers les moins exigeants, fait ordinairement appel à la manifestation et à l'exercice de qualités intellectuelles plus hautes que la routine du labourage. Ces qualités plus hautes exigées par le travail industriel reçoivent presque toujours, en compensation, une rémunération plus élevée que celle du simple laboureur. Ce rehaussement du prix de son travail fait naître chez l'ouvrier la conscience de sa dignité et de son importance ; il sent qu'il n'est plus simplement une unité sans valeur, qu'il est devenu un des éléments utiles de la communauté, qu'il a des intérêts engagés dans la fortune politique et le bon gouvernement du pays ; et, dernière considération qui n'est pas la moindre, que son habileté plus grande lui assure des moyens plus étendus que ceux du manœuvre ordinaire pour subvenir, non seulement à sa subsistance, mais encore à toutes ces dépenses supplémentaires diverses exigées par ses besoins et ses devoirs comme citoyen.

A ce point de vue, il est donc important d'examiner les questions suivantes : l'Angleterre est-elle égale aux autres nations, ou leur est-elle supérieure ? jusqu'où s'étend cette supériorité ? quel est le chiffre de sa population manufacturière et celui de sa population agricole ? l'une de ces populations s'accroît-elle de manière à l'emporter sur l'autre ? dans quelle proportion cet accroissement a-t-il lieu absolument d'abord, puis relativement aux autres nations ?

On peut résoudre ces questions avec une approximation suffisante en se reportant aux recensements faits à différentes époques. Il n'est plus une seule nation ayant les

moindres prétentions à la connaissance des usages civilisés qui ne dresse l'état des diverses occupations de ses habitants. Ces tableaux sont évidemment plus ou moins complets; mais il n'en est pas de parfaits, et bon nombre d'entre eux laissent beaucoup à désirer. Une des opérations les plus difficiles et les plus délicates que l'enquêteur social soit appelé à entreprendre, c'est d'essayer de tirer un résultat coordonné et régulier des systèmes variés adoptés pour l'établissement et la classification des états de recensement (1).

Une des plus grandes difficultés que rencontre toute tentative de comparaison entre les conditions des nations, en ce qui concerne les occupations de la population, est due à la diversité des en-tête ou titres dont se servent les différents pays pour leurs états de recensement. Ainsi le « census » des États-Unis comprend sous l'en-tête « service personnel et professionnel » près de deux millions de laboureurs, dont la grande majorité aurait dû être comprise sous la dénomination de « agriculteurs », mais qui ayant été recensés sous le nom d' « ouvriers », ont été classés dans la catégorie indiquée plus haut. Puis encore dans le « census » anglais, les « jardiniers domestiques » sont inscrits sous l'en-tête « classe des serviteurs », tandis qu'aux États-Unis tous les jardiniers sont portés comme « agriculteurs », et l'on n'a point essayé de séparer les uns des autres. Enfin, dans le recensement français, la gendarmerie et la police sont classés comme faisant partie des « professions libérales », tandis qu'en Angleterre et aux États-Unis, elles sont portées comme appartenant au « gouvernement général ou local du pays. » Ces exemples ne sont donnés que comme types du manque de coordination en cette matière; et ils pourraient être indéfiniment multipliés.

Dans le Royaume-Uni la grande majorité de la classe travailleuse est engagée sous une forme ou une autre dans

(1) Ce sujet a été souvent mis en discussion dans les réunions des congrès de statistique, et il paraît probable qu'on arrivera enfin à établir plus d'uniformité.

les manufactures. Le recensement de 1881 indiquait que les 23 centièmes de la population totale étaient ainsi employés, ou, en mettant à part l'Irlande, 24,50 p. 100 dans l'Angleterre et le pays de Galles, et 24,40 p. 100 en Écosse. Aucun autre pays du monde n'offre une proportion d'ouvriers de manufactures approchant de celle-là. Toutes les autres nations, à l'exception de la Belgique, ont une plus grande partie de leur population engagée dans l'agriculture que dans les manufactures. La table sommaire suivante va rendre ce fait apparent en ce qui concerne les principales nations du monde :

Proportion de la population des divers pays engagée dans l'agriculture et dans l'industrie.

PAYS.	PROPORTION POUR CENT DE LA POPULATION engagée dans les	
	MANUFACTURES.	L'AGRICULTURE.
Angleterre et Galles	24.5	5.3
Écosse	24.4	7.0
Irlande	13.3	19.0
Etats-Unis	7.6	15.3
Prusse	13.0	17.0
France	12.0	18.0
Autriche	10.0	28.0
Belgique	17.2	14.6
Inde	14.6	28.0
Moyenne	13.2	23.1

Un des traits les plus frappants de l'histoire récente, sociale et économique de l'Angleterre moderne ressort de l'examen du changement survenu dans les occupations. En 1851, la population totale de l'Angleterre et du pays de Galles était de 17,926,000 habitants ; la proportion engagée dans l'agriculture était de 2,011,000, ou 11,2 p. 100 du total. En 1881 le nombre des habitants engagés dans l'agriculture, sur une population de 25,974,000

âmes est de 1,383,184, ou, comme on l'a indiqué plus haut, 5,3 p. 100 du total. En même temps que la population agricole diminuait ainsi de 628,000 travailleurs, il se produisait un accroissement notable du nombre des Anglais engagés dans les occupations industrielles et commerciales. Entre 1861 et 1881, la population industrielle s'élevait de 5,184,201 à 6,373,367, présentant ainsi un accroissement de 1,192,166, ou 23 p. 100. Dans ce même intervalle la partie commerciale de la population s'accroissait de 366,418 ou 59 p. 100.

La relation numérique des classes engagées dans les diverses occupations, entre elles, et avec la population totale, à chacun des recensements de 1861 et 1881 est indiquée dans le tableau suivant :

OCCUPATION.	ANNÉE 1861.		ANNÉE 1881.	
	NOMBRE TOTAL.	p. 100 sur toute la LONGUEUR.	NOMBRE TOTAL.	p. 100 sur toute la LONGUEUR.
Profess. dites libérales.	481.957	2.4	646.975	2 5
Domestiques.	1.307.782	6.7	1.803.810	7.0
Agriculture.	2.010.454	10.0	1.383.184	5.3
Commerce.	613.710	3 0	960.661	3.7
Industrie	5.184.201	27.7	6.373.367	24.5

On voit que la seule classe dans laquelle il se soit produit un changement vraiment radical, relativement à la population totale, est celle des agriculteurs. Nous n'avons pas à en chercher bien loin le motif. Il est évidemment dû à deux causes prédominantes que voici : 1° l'introduction plus générale des machines, en même temps que la tendance à l'exploitation de grandes usines, et 2° le remplacement des céréales par les herbages.

Il est digne de remarque que ces changements, ont marché *pari passu*, de front, avec un accroissement considérable de la partie improductive de la communauté,

qui était de 50 p. 100, sur toute la population en 1861, et de 57 p. 100 en 1881. Il peut se faire que cet accroissement de la population oisive soit dû en partie à ce qu'un nombre de personnes plus grand qu'autrefois peut se permettre d'abandonner le travail; mais il semble qu'il soit résulté surtout de l'emploi plus restreint du travail féminin, ce qui devrait être salué comme un signe de prospérité croissante. On doit remarquer que, tandis que l'accroissement de notre population productive, entre 1861 et 1881, était de 15,7 p. 100, l'accroissement de notre population ouvrière féminine était moindre de 5 p. 100. Mais ce n'est pas tout. Pendant ce même laps de temps, le nombre des femmes employées dans le travail des champs, si pénible et si peu convenable pour leur sexe, est tombé de 378,882 à 64,840; le nombre de celles qui sont engagées dans des occupations commerciales, de 38,290 à 19,467, et celui des femmes occupées dans les manufactures de 1,579,169 à 1,578,189, si bien que, dans ces trois classes d'emplois, tous les trois peu ou pas du tout convenables au sexe faible, il y a eu en 1881 une décroissance qui n'est pas moindre de 323,765 unités sur le chiffre de 1861. D'autre part, il est satisfaisant de pouvoir ajouter que le nombre des femmes engagées dans les occupations dites professionnelles a plus que doublé.

Parmi les nombreuses réponses qui ont été faites à cette question : Quel est le signe qui atteste le mieux la civilisation? celle qui probablement a soulevé le moins de contradiction propose comme mesure de la civilisation l'affranchissement de la femme. Il n'est pas douteux que plus une nation se civilise et s'enrichit, plus le sort de la femme s'améliore. Au lieu d'être condamnée, comme elle l'est dans un grand nombre de pays barbares ou à demi civilisés, à porter sa part entière de la servitude du labourage et de la manufacture, elle reprend sa véritable place dans le ménage, elle s'occupe de l'éducation et de l'instruction de ses enfants; et nous trouvons une preuve sûre de perfectionnement dans ce fait que les vingt dernières années

ont enlevé tant de milliers de femmes à la servitude qu'elles auraient eu à supporter dans des circonstances moins heureuses et moins prospères; et d'autant plus que, pendant cet intervalle, aucune législation spéciale n'a rendu ce changement obligatoire.

Une analyse plus minutieuse du compte rendu des occupations, dans les recensements des diverses années, montre que ce n'est pas tant dans le commerce en grand que dans les industries plus petites et de moindre valeur que notre accroissement s'est marqué. Ceci, dans une certaine mesure, est un symptôme tout à fait réconfortant et encourageant.

Nous procéderons maintenant à la comparaison de la situation de notre propre pays avec celle des États-Unis en ce qui concerne la distribution des occupations, spécialement dans les industries manufacturières. Le nombre total des personnes engagées dans ces industries à différentes périodes nous est fourni comme suit par les recensements des États-Unis pendant la période 1850-1880 :

ANNÉE.	HOMMES au-dessus de 16 ans.	FEMMES au-dessus de 15 ans.	TOTAUX (1).
1850	731.137	225.922	957.059
1860	1.040.349	270.897	1.311.246
1870	1.615.598	323.770	1.939.368
1880	2.019.035	531.669	2.550.704

Ces chiffres indiquent qu'il y a eu aux États-Unis un accroissement de 166 p. 100 dans le nombre des employés des manufactures, de 1850 à 1880, enfants exclus. Il n'est pas nécessaire d'ajouter que cette proportion est beaucoup plus élevée que celle de n'importe quel autre État européen pendant la même période. Si nous ne faisons porter notre

(1) En addition des totaux le recensement de 1870 compte : 114,628 enfants, et celui de 1880 en indique 181,920. Les deux recensements décadaires précédents ne portent pas cette mention.

comparaison que sur les nombres absolus, nous constaterons que dans l'intervalle plus court et plus récent de 1860 à 1880, le Royaume-Uni et les États-Unis ont marché d'un pas à peu près égal; l'accroissement ayant été de 1,241,000 personnes aux États-Unis, tandis qu'il était de 1,189,000 dans notre propre pays. Ce fait est remarquable à plus d'un égard : il prouve que l'ancien centre de l'énergie productive de la race anglo-saxonne est tout aussi vigoureux et progressif que le nouveau. Il prouve aussi que, avec un système économique diamétralement opposé à celui des États-Unis, l'Angleterre a obtenu des résultats au moins aussi satisfaisants que sa grande rivale de l'autre côté de l'Atlantique. Nous disons au moins aussi satisfaisants, parce qu'il ne faut jamais oublier qu'aux États-Unis la population, et en conséquence les besoins de chaque jour, a crû bien plus rapidement que celle de l'Angleterre, si bien que le progrès de l'industrie manufacturière chez les Américains a eu pour but principal de subvenir aux besoins indigènes, tandis que chez nous il s'est surtout manifesté par une augmentation d'exportation.

Il serait intéressant et instructif .de pouvoir comparer l'accroissement de la population manufacturière des divers pays avec l'accroissement du produit de leurs manufactures, nous serions mis à même de calculer approximativement l'avancement relatif en capacité industrielle de la population ouvrière de ces pays. Il est en effet important de ne pas oublier que le seul accroissement du nombre des employés ne répond pas nécessairement à un accroissement proportionnel des produits du travail. Les interruptions dans le travail journalier, les grèves, les chômages, les changements de procédés et de machines, les accidents qui surviennent aux machines, les crises commerciales, et bien d'autres causes encore, tendent plus ou moins à troubler la régularité du travail, partout, mais dans certains pays plus que chez les autres. Nous ne connaissons aucun moyen d'arriver à l'évaluation de la valeur moyenne du produit annuel du travail d'un ouvrier che nous. Il nous

est facile de dire quelle est la valeur moyenne des exportations de nos manufactures par ouvrier employé, dans l'année d'un recensement; mais nous n'avons pas la quantité d'articles manufacturés consommés dans le pays, et il est impossible de le savoir.

Cependant aux États-Unis, les rôles du recensement donnent la valeur totale des produits manufacturés pour chaque année de recensement, et en divisant cette somme par le nombre des employés, le résultat nous indique que la valeur moyenne annuelle des produits du travail de chaque ouvrier, déterminée à l'aide de la valeur générale des produits manufacturés, s'est élevée, de 1,065 dollars en 1850, à 1438 dollars en 1860, puis à 2,182 dollars en 1870. La valeur du travail de chaque ouvrier a donc doublé dans ces vingt années. En 1880 la moyenne n'a été que de 2,105 dollars, mais ce déclin a été dû en partie, probablement, à la diminution des prix, qui doit évidemment influer matériellement sur le résultat; mais en somme il est certain qu'une grande part de l'augmentation entre 1850 et 1870 provient du progrès dans les procédés et les machines, qui assure une bien plus grande production pour un même travail.

Sur le continent européen, comme nous l'avons vu déjà, il y a bien plus de personnes engagées dans l'agriculture que dans les manufactures; mais ce nombre varie suivant les différents pays. C'est la Belgique qui, de toutes les nations de l'Europe continentale, a le plus grand nombre d'employés dans les occupations industrielles relativement à sa population. Après la Belgique, la France et l'Allemagne occupent les rangs les plus élevés comme pays manufacturiers. Mais pour montrer combien la France est en retard sur l'Angleterre dans la production des principaux articles manufacturés, nous n'avons qu'à comparer les deux pays en ce qui concerne le nombre des ouvriers employés dans la fabrication des textiles. Le tableau suivant présente les chiffres officiels :

MANUFACTURES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS EMPLOYÉS EN Angleterre.	France.	EXCÉDENT en ANGLETERRE.
Coton	723.754	97.833	625.921
Laine et lainages	251.686	110.904	160.782
Toile jutes et chanvre	139.835	60.585	70.250
Textiles mélangés	70.128	35 586	36.542
Soie (brute)	»	50.307	»
Soie (en pièces)	61.131	63.302	»
Totaux	1.246.534(1)	428.517	

Il ressort de ce tableau que le nombre des ouvriers employés dans les industries textiles est deux fois plus grand en Angleterre qu'en France, même en tenant compte du nombre beaucoup plus grand des ouvriers qu'occupe la production de la soie dans le dernier de ces pays. Le nombre des ouvriers des industries textiles en Allemagne est porté dans le plus récent recensement à 512,208, soit presque 20 p. 100 de plus qu'en France.

En ce qui concerne les autres industries, le tableau suivant montre quel est, pour les principales nations manufacturières du monde, le nombre d'ouvriers appartenant aux industries les plus répandues :

(1) Ce total ne comprend pas un nombre d'ouvriers imprimeurs sur calicots, tisseurs, etc., s'élevant à plus de 62,000.

TABLEAU.

MANUFACTURES.	NOMBRE TOTAL DES OUVRIERS DES DEUX SEXES EMPLOYÉS EN		
	Grande-Bretagne.	États-Unis.	France.
Porcelaines.........	60.028	9.891	26.164
Verres et cristaux...	23.638	25.763	24.943
Papier, etc..........	27.111	24.422	33.677
Raffineries de sucre..	4.411	5.857	7.099 (1)
Fer et acier........	241.346	140.970	65.352
Mines..............	501.112	220.000	117.705 (2)
Totaux......	857.646	426.903	274.940

En ce qui concerne les manufactures, la Russie est bien en arrière du reste de l'Europe. Le nombre total des employés dans les douze industries principales de ce pays (après l'agriculture) était, en 1870, d'environ 725,000; sur ce chiffre, le plus grand nombre de beaucoup (270,000) étaient engagés dans l'industrie du coton. Après le coton venait l'industrie du fer, avec 150,000 ouvriers, puis la fabrication du drap avec 70,000. Mais depuis 1870 ces chiffres ont sensiblement grossi.

L'industrie sucrière, par exemple, a doublé en étendue et en importance depuis 1872, quoiqu'il n'y ait pas eu d'accroissement matériel dans le nombre des manufactures en activité (3). Les statistiques industrielles en Russie sont malheureusement tellement arriérées qu'il est impossible d'indiquer même approximativement quelle est la proportion de la production relativement au nombre des ouvriers. Pourtant Mulhall (4) estime à 140 millions de livres la

(1) On pourrait ajouter à ces chiffres 57.667 personnes employées dans la culture de la canne à sucre.

(2) C'est seulement le nombre des employés dans les mines de fer et de charbon.

(3) La Russie produit maintenant, dans 237 usines, 280.000 tonnes de sucre par an, à mettre en regard de 1 million de tonnes par an que produit le Royaume-Uni.

(4) *Dictionnaire de statistique*, p. 113.

quantité totale de coton employée en Russie, et la moyenne annuelle de toile de coton produite par chaque ouvrier, seulement à 780 livres ou environ 1/4 de la moyenne produite en Angleterre.

C'est ici peut-être le moment d'étudier les différences qui existent entre les divers États de l'Europe relativement au chiffre des habitants enlevés aux occupations productives pour grossir le nombre des soldats ou des marins. Quelques faits et quelques considérations générales peuvent suffire à montrer toute l'importance de ce sujet. Le nombre total des hommes requis par les armées de terre et de mer dans toute l'Europe s'évaluait, en 1881, à 3,185,000. La somme totale dépensée pour l'entretien de ce nombre énorme de combattants n'est pas moindre de 147 à 150 millions sterling par année (3,750 millions de francs), soit une moyenne d'au moins 46 livres sterling (1,150 fr.) par soldat. Il n'est pas nécessaire de constater longuement l'épuisement des ressources nationales qu'implique le système des armées permanentes. Rien n'est plus évident. Mais le montant et le poids de cette dépense varient dans les divers pays, suivant le nombre des soldats, les prix divers de leur entretien, et la dépense générale, relativement au chiffre de la population et à la richesse de la nation. La Grande-Bretagne semble faire pour sa marine et son armée la dépense la plus considérable de toutes les nations européennes, en exceptant seulement la France et la Russie; cependant la force numérique des troupes qu'elle entretient est moins grande, de plus de moitié, que dans chacun de ces deux pays. Nous dirons, sous une autre forme, que la moyenne de la dépense annuelle par soldat est de 113 livres sterling (2,825 fr.) en Angleterre, tandis qu'elle n'est que de 52 livres (1,300 fr.) en France, et seulement de 34 livres (850 fr.) en Russie (1).

(1) Ces moyennes ne s'appliquent pas, évidemment, seulement à l'équipement et à l'entretien des soldats actuellement sous les armes, mais aussi à la dépense faite pour les approvisionnements de guerre.

Sans aucun doute, comme compensation de ce surplus de dépense, nos troupes possèdent un degré d'efficacité plus grand, et si nous considérons l'immensité des intérêts que notre armée et notre marine sont appelées à défendre, nous pouvons admettre que nous payons, sous cette forme de frais défensifs, une prime d'assurance moindre que toute autre nation dans le monde. Ce n'en est pas moins une chance d'infériorité pour nous, que d'être dans l'obligation de continuer ces frais considérables, tout en luttant contre la rivalité de pays comme les États-Unis, qui n'ont pas à supporter le fardeau d'une aussi énorme dépense.

en y joignant toutes les sommes qui peuvent être regardées comme directement ou indirectement consacrées à l'entretien d'une force militaire efficace.

CHAPITRE III

ÉTAT AGRICOLE DE L'ANGLETERRE.

Le souverain et la nation ne devraient jamais perdre de vue que la terre est l'unique source de richesses, et que c'est l'agriculture qui les multiplie. — Quesnay. Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume agricole.

Quoique son agriculture ait cessé depuis longtemps d'être la source principale de richesse pour la Grande-Bretagne, et quoiqu'il semble que cette agriculture doive contribuer de moins en moins à l'alimentation du pays, elle reste et probablement restera toujours la plus importante parmi les industries qui contribuent à la richesse et à la prospérité nationales. La population du Royaume-Uni est maintenant plus nombreuse dans les manufactures que dans l'agriculture, mais cette dernière emploie toujours un bien plus grand nombre d'ouvriers que l'une quelconque des autres industries. Bien plus encore, elle fournit du travail à un plus grand nombre d'Anglais qu'une demi-douzaine des autres industries du pays. Cette seule circonstance serait suffisante pour que l'agriculture obtînt une place éminente dans toute étude des conditions de notre prospérité nationale, mais il est plus nécessaire encore qu'à l'ordinaire d'arrêter sur elle notre attention dans un moment où sa situation et son avenir probable excitent des appréhensions du caractère le plus grave, et où les agriculteurs attendent, pour ainsi dire, le verdict qui doit déterminer leur vraie place dans l'économie future de l'État.

Il existe un si grand nombre d'excellents ouvrages sur l'agriculture anglaise en général, qu'il serait déplacé d'essayer rien qui ressemblât à une histoire détaillée de ses vicissitudes et de ses progrès ; mais on peut admettre quelques remarques ayant pour but d'expliquer les circonstances à travers lesquelles elle a atteint sa situation économique actuelle.

C'est seulement sous le règne d'Élisabeth que l'agriculture commença à être pratiquée d'une façon effective et intelligente. On a calculé qu'à l'époque de la conquète normande, la population vivant des produits du sol n'atteignait pas deux millions d'âmes, et que la consommation moyenne de ces produits était bien inférieure à celle du temps présent, aussi bien pour la qualité que pour la quantité. Entre la conquête et le règne d'Élisabeth, l'élevage du mouton avait pris peut-être plus d'extension que toute autre branche de l'agriculture. Ce système, très encouragé par l'usage croissant de la laine, était lucratif pour les propriétaires du sol, mais nuisible à l'industrie rurale elle-même, et ce préjudice est signalé dans le préambule du Statut qui parle avec quelque étendue des souffrances infligées aux indigents par l'accroissement des troupeaux, et l'extension des terrains de pâture (1). Un quart seulement de la superficie du pays était labourée à l'époque d'Élisabeth. Mais l'encouragement que cette reine accorda à toutes les améliorations commença bientôt d'avoir son contre-coup sur les méthodes agricoles. Harrison affirme que sous ce règne un acre de terre produisait autant que deux l'avaient fait naguère. Le rendement moyen en blé s'éleva à 20 bushels par acre ; en orge à 32, et en avoine à 42. Cet accroissement était dû à la plus grande habileté et aux meilleurs soins des fermiers, qui avaient appris à accorder plus d'attention aux engrais et à la judicieuse rotation des récoltes.

A partir de cette époque l'agriculture a continué à se

(1) 25 Henri VIII, c. xv.

perfectionner et à fleurir. Les fermages étaient bas et les taxes légères. Gregory King a calculé que la rente totale du royaume en 1688 s'élevait à environ 10 millions de livres sterling. Cela fait une moyenne d'environ 3 sh. 8 d. par acre, ou moins de la moitié de la rente moyenne des terrains labourés aux États-Unis à l'époque actuelle, et très peu de chose de plus que la moyenne actuelle du fermage de ces terres en Russie. Le nombre total des fermiers de notre pays était alors évalué à 150,000, ce qui, en admettant que les fermiers cultivassent seuls le sol, donnerait une moyenne de 370 acres à chaque ferme (1). Le revenu moyen d'un fermier à cette époque est évalué par le même auteur à 42 l. 10 sh. par an. Mais il ne dit pas s'il est question du revenu net ou brut. Si c'est le premier, on peut admettre que les fermiers en 1688 étaient « à l'aise » par comparaison avec ceux de l'époque actuelle, en tenant compte de ce que le pouvoir d'achat de l'argent était alors au moins trois fois plus grand qu'il ne l'est maintenant. Mais le fermier du XVIIe siècle, s'il payait moins de rente, d'impôts et de taxes, et s'il trouvait des travailleurs (quand il en employait) à un prix qui ne s'élevait pas même au tiers de ce qu'ils coûtent maintenant, voyait ces avantages diminués par le prix de vente généralement plus bas des produits agricoles. Le bœuf et le mouton ne coûtaient pas alors un tiers du prix actuel, et la moyenne du prix nominal du blé était aussi bien moindre.

Dans son voyage au nord de l'Angleterre entrepris en 1768, Young examina plus de 70,000 acres de terre dont la rente moyenne était de 10 sh. par acre, y compris les meilleures et les plus mauvaises. Il estimait la superficie de tout le pays alors en culture à 32 millions d'acres et il évaluait le total de la rente agricole à environ 16 millions sterling. Capitalisant cette rente sur le pied d'un intérêt annuel de 3,33 p. 100, Young estimait la valeur du sol à

(1) Mais ceci n'est peut-être guère probable, car il y avait alors cent soixante mille francs tenanciers qui sans doute cultivaient aussi leurs propres terres, quoiqu'il n'en soit pas fait mention.

536 millions sterling; le matériel d'exploitation à environ 110 millions sterling, et la valeur des maisons à 100 millions sterling. Les salaires des 836,000 personnes employées au travail agriçole étaient estimés à 14 millions 1/2 sterling, soit une moyenne annuelle de 17 l. 9 sh. par tête; mais cette évaluation ne comprenait pas le travail du fermier que Young déclarait être général et nécessaire.

Dans le compte rendu statistique de M. Culloch on trouve un tableau de la superficie et de la moyenne brute de la vente de la terre dans le Royaume-Uni pour les années 1811 et 1815. Ce tableau montre que la rente brute s'est élevée de 28 millions sterling environ dans la première de ces années, à 32 millions 1/2 dans la dernière, la moyenne de la rente ayant été de 17 sh. 1 1/4 deniers en 1811 et 17 sh. 7 1/2 deniers en 1815. On voit que dans cette dernière année la rente moyenne était à peu près double de celle de 1768. A partir de cette date les variations de la rente brute peuvent être suivies approximativement, par un examen des rôles dressés en vertu des lois sur la propriété et la taxe du revenu; ces rôles montrent qu'entre 1815 et 1843 l'accroissement moyen de rente par acre a été seulement de 3 sh. 6 d. La rente moyenne dans le Middlesex était à cette dernière date de 2 l. 17 sh. 5 d., et en 1845 de 2 l. 3 sh., si bien que, entre ces deux dernières années, il y eut une diminution nominale de 14 sh. 5 d. par acre (1). Sir James Caird a estimé la rente moyenne des terres cultivées dans la Grande-Bretagne à 27 sh. par acre en 1857, et 30 sh. en 1880.

Jusqu'au commencement du siècle actuel, l'Angleterre était, à un degré plus ou moins marqué, un pays d'exportation pour le blé; la moyenne annuelle des importations de blé en Angleterre même jusqu'en 1820 n'atteignait pas un demi-million de quarters. Entre 1821 et 1830, d'après Porter, une partie de la population ne dépassant guère un demi-million d'âmes, sur un total de 15 millions 1/2, se

(1) Mais on doit remarquer qu'en 1815 il existait une monnaie de billets fort dépréciée.

nourrissait de blé étranger. Pendant les quarante années qui finissent en 1844, la production croissante de blé, dans le Royaume-Uni, suffit aux besoins d'une population d'environ 15 millions 1/2 d'âmes, au taux de 8 bushels par tête et par an.

Les besoins de l'alimentation de la population nécessitèrent, comme nous venons de le voir, une culture beaucoup plus étendue du blé pendant la première partie du siècle, et une diminution croissante des terres de pâture. Mais depuis 1850 l'agriculture anglaise a suivi une marche tout à fait opposée. La facilité avec laquelle les céréales peuvent être importées des États-Unis et d'autres contrées a amené la cessation de la culture du blé dans ceux des comtés anglais où la production du lait et l'élevage du bétail se sont trouvés lucratifs ; il en est advenu que, tandis que 4 millions d'acres étaient cultivés en blé en 1870, moins de 3 millions d'acres sont soumis à cette culture en 1883.

La quantité totale de blé nécessaire pour la consommation de la Grande-Bretagne, pendant les quatorze années finissant en 1880, a été de 5 bushels 1/2 par tête, pour toute la population, en y comprenant le blé du pays et le blé importé ; mais sur ce chiffre, il n'en a été récolté dans le pays, en 1882, qu'une quantité suffisante pour les besoins de 13,600,000 personnes, tandis que dix ans auparavant la récolte nationale pouvait suffire à 17,300,000 personnes.

En même temps qu'avait lieu chez nous cette diminution de la superficie consacrée à la culture des céréales, il se produisait une énorme augmentation dans la culture du blé aux États-Unis. C'est d'ailleurs cette augmentation qui a été la cause déterminante de la diminution chez nous, en forçant le fermier anglais à se rejeter sur d'autres branches de culture, où la concurrence est moins ardente. D'autres pays nouveaux ont marché dans la même voie que les États-Unis. Le Canada, le continent australien, la Russie, la Hongrie, les principautés danubiennes, et enfin

la dernière, mais non pas la moins à craindre, l'Inde anglaise, ont pratiqué sur une telle étendue et avec un si grand succès la culture des céréales, qu'ils ont presque réussi à évincer le fermier anglais.

Il reste beaucoup à faire pour donner de l'extension à nos opérations agricoles. Il est probable que, dans notre pays, où les fermages et les impôts sont si élevés et le travail si cher, la culture des céréales ne sera plus désormais bien rémunératrice, en raison de la concurrence des États-Unis et des autres contrées. Mais il n'y a pas de bonnes raisons, du moins nous n'en voyons pas, pour que l'Angleterre continue à importer pour 12 millions sterling (300 millions) de beurre, et 5 millions sterling (125 millions) de fromage; on ne voit pas bien non plus pourquoi nos fermiers et éleveurs laissent l'importation annuelle des œufs monter au nombre de 6 ou 700 millions, puisque l'élevage du bétail et de la volaille est à la fois si facile et si profitable.

On doit admettre que si le traitement réellement scientifique des laitages était généralement pratiqué comme dans certaines parties du Cheshire, les agriculteurs pourraient tirer un profit bien plus élevé de cette branche de travail. M. Coleman, dans ses rapports à la commission royale d'agriculture en 1882, donne des détails sur la marche d'une grande ferme-laiterie du Cheshire, où l'on fait le beurre et le fromage en quantités considérables, et où le bénéfice moyen sur 100 quintaux environ a été de 15 l. 14 sh. 4 d. en 1878; 14 l. 8 sh. 7 1/2 d. en 1879; et 21 l. 1 sh. 5 d. en 1880.

On peut craindre que notre disposition croissante à importer, au lieu d'augmenter la quantité de blé récolté sur nos terres, produise un sérieux découragement chez nos agriculteurs, et nous fasse en conséquence négliger d'utiliser pleinement la richesse de notre sol. Il est vraiment effrayant de songer que la valeur de nos importations alimentaires a passé de 27 millions sterling (675 millions de fr.) à 127 millions sterling (3125 millions de fr.) de 1840 à

1884 ; cette augmentation sera mieux appréciée si nous disons que si notre population a grandi de 34 p. 100 dans cet intervalle, nos importations alimentaires se sont accrues de 530 p. 100 ; chaque habitant du Royaume-Uni consommait une valeur d'environ 21 sterling de nourriture importée en 1840; la consommation de ces mêmes aliments est arrivée, en 1883, à une moyenne de près de 5 livres sterling par tête. Disons qu'à la première date l'importation de plusieurs des plus importantes fournitures alimentaires était interdite : par exemple le mouton, le bœuf, la vache, le poisson et la viande de bœuf. Ce n'est qu'en 1845 que le lard fut admis en franchise ; l'importation des pommes de terre fut soumise à une taxe jusqu'en 1846 ; le jambon, jusqu'en 1853 ; le beurre, le fromage, les œufs et le riz, jusqu'en 1860 ; le blé et la farine, jusqu'en 1869 ; et le sucre jusqu'en 1874.

Un publiciste américain a affirmé que « si chaque acre de terre des Iles-Britanniques recevait la culture la plus intensive, ses habitants ne pourraient pas, quand même, en tirer une alimentation suffisante pour les nécessités ordinaires de la vie ». Cette assertion est loin d'être parfaitement exacte. Un pays est plus ou moins capable de nourrir ses habitants suivant la nature des récoltes qu'il produit. On a calculé que si les 50 millions d'acres de terres de labour et de pâture utilisés dans le Royaume-Uni en 1880 n'étaient semés absolument que de blé, et produisaient en moyenne 1420 l. b. (soit 25 boisseaux) à l'acre, la récolte totale serait suffisante pour nourrir 93 millions d'habitants en admettant une consommatiou moyenne de 2 l. b. par jour (1). Le docteur Hunter a aussi calculé que, tandis qu'une ferme-laiterie de 100 acres ne peut nourrir que 53 personnes, la même superficie en blé suffit pour 250, et cette même aire en pommes de terre peut en alimenter 683. Aussi est-ce peut-être une erreur économique d'avoir un aussi grand nombre de fermes-lai-

(1) Rapport de l'Association britannique pour l'avancement des sciences, 1881, p. 749.

teries et de négliger les céréales; mais tant que la pâture permanente, qui utilise maintenant la moitié de la terre cultivée du Royaume-Uni, sera plus lucrative pour le fermier que la récolte du blé, ce qui est évidemment le cas à l'époque actuelle, la tendance à l'accroissement de la superficie consacrée à l'élève du bétail plutôt qu'à l'augmentation de l'aire des terres à céréales continuera sa progression en dépit de ce que les 25 millions d'acres occupés maintenant par la pâture ne peuvent suffire à la consommation alimentaire annuelle que de 1,128,634 individus, tandis que 11 millions d'acres en blé peuvent fournir, d'après l'évaluation ci-dessus, des aliments pour 20 millions de personnes.

La nature des récoltes a sans aucun doute un rapport plus ou moins intime avec les conditions de fermage du sol. C'est là un sujet sur lequel nous nous arrêterons avec plus de détails dans une autre partie de cet ouvrage. Mais nous dirons dès à présent qu'en matière de tenure du sol, un grand changement s'est fait en Angleterre à une époque relativement récente. Le nombre des propriétaires, aussi bien que celui des fermiers, est devenu moindre, relativement à la population totale, au lieu de devenir plus grand d'année en année, comme dans la plupart des contrées de l'Europe.

Les recherches de Gregory King, relatives à la situation économique du pays, en l'année 1688, sont connues de quiconque étudie les statistiques sociales et économiques. En l'absence de tout compte rendu officiel, il serait peu sage de s'appuyer avec une confiance absolue sur l'exactitude des chiffres destinés à rendre compte de la condition du pays à cette date reculée. Sous le bénéfice de cette observation, il est probable toutefois que King, dont les évaluations sont citées avec approbation par sir F. Eden (1), ne s'éloignait pas beaucoup de la réalité. Or, quelles sont ses indications? En 1688, la population de l'Angleterre était de

(1) Etat des pauvres.

5 millions 1/2 d'habitants, sur lesquels 750,000 étaient des fermiers ; puis 280,000 francs tenanciers de la classe supérieure, et 660,000 de la classe moins aisée. Il n'indique pas bien nettement le nombre du personnel employé par l'agriculture. Ce personnel paraissait se diviser en deux catégories : la première formée « des laboureurs et des serviteurs extérieurs », au nombre de 1,275,000, et inscrits comme possédant un revenu moyen de 15 livres sterling par famille; et la seconde formée des « paysans et indigents » dont le revenu annuel, par famille, n'est évalué qu'à 6 l. sh. 10 d.

La distribution du sol entre les habitants du Royaume-Uni est différente, à bien des points de vue, de celle des autres pays. Et d'abord, le nombre des habitants du pays inscrits comme propriétaires terriens n'est que de 0,5 p. 100 de la population totale; tandis qu'il est de 9 p. 100 en France, 5 p. 100 en Allemagne, 14 p. 100 en Russie, 9 p. 100 en Autriche, 7 p. 100 en Italie, et 8 p. 100 aux États-Unis. Il en résulte que la superficie moyenne des tenures ou possessions d'un seul propriétaire dans notre pays est beaucoup plus grande que dans les autres contrées de l'Europe ; elle atteint environ 390 acres, tandis que la moyenne n'est que de 32 acres en France, 37 acres en Allemagne, 41 acres en Autriche, 35 en Italie, 18 en Belgique et 150 à 160 aux États-Unis. La superficie moyenne des propriétés en Europe est d'environ 80 acres, soit 79 p. 100 de moins que la moyenne du Royaume-Uni.

Le nombre total des fermiers de la Grande-Bretagne est évalué à 560,000. En divisant entre eux la quantité totale de terre en culture, nous obtenons une moyenne de 62 acres par ferme. Mais il faut remarquer qu'en Irlande où l'on compte 600,000 habitants appelés fermiers, la superficie moyenne des fermes n'est que de 25 acres.

Il n'est pas difficile de tirer d'une comparaison entre notre pays et les États-Unis bien des conclusions qui peuvent être d'une utilité extrême à l'agriculture anglaise.

Le premier point qui nous frappe en examinant les statis-

tiques agricoles des deux pays est la différence considérable dans le nombre des ouvriers employés pour obtenir le produit brut dans chacun d'eux. Le Royaume-Uni, avec une superficie cultivée de 50 millions d'acres, occupe 2,650,000 ouvriers agricoles. Les États-Unis, avec une superficie totale de terre en culture montant à 284 millions 3/4 d'acres, occupaient une population agricole de 7,670,000 ouvriers. On voit en conséquence que tandis qu'il y a dans le Royaume-Uni un ouvrier pour 19 acres, les États-Unis n'en emploient qu'un pour 37 acres; ceci semble prouver au premier abord que le travail est plus efficace aux États-Unis qu'en Angleterre, et c'est vrai en effet dans certains cas. Les machines agricoles de toutes espèces sont utilisées bien plus généralement dans le nouveau monde que dans l'ancien; et le haut prix du travail humain rend nécessaire de faire tous les efforts pour l'économiser le plus possible. Mais d'autre part le sol de l'Amérique est beaucoup moins fertile, au moins en ce qui concerne les céréales, que celui de l'Angleterre. Le rendement moyen par acre dans notre pays est très rapproché de 30 boisseaux; aux États-Unis en 1880 il n'était que de 13 boisseaux par acre. Pour ce rendement, l'Inde se place entre les deux grandes nations parlant anglais, avec une moyenne de 18,7 boisseaux.

Le prix relatif du terrain est de la plus extrême importance dans toutes les questions agricoles; seul le prix du travail est un facteur plus considérable, et encore l'assertion est-elle discutable. La rente du sol en Angleterre a beaucoup varié pendant ces dernières années. En ce moment (1885) elle est peut-être de 25 p. 100 au-dessous de ce qu'elle était en 1880, où, comme nous l'avons indiqué plus haut, elle était évaluée par Sir James Caird à 30 shillings par acre. Dans quelques districts elle est bien supérieure, dans d'autres elle est beaucoup moindre.

Le prix de la terre en France, comme dans d'autres pays, varie suivant la localité, la proximité d'un marché, la nature du sol, la densité de la population, et plusieurs

autres considérations. Dans le district consulaire du Havre, d'après un rapport récent, la terre de culture en bonne condition valait, en 1882, 64 liv. sterl. par acre (1,600 fr.) et donnait un revenu de 32 à 35 shillings par acre. Cependant les petites fermes de 12 à 18 acres s'amodiaient à un prix plus élevé, quelquefois jusqu'à 45 shilling par acre. Depuis 1882 ces taux ont baissé.

CHAPITRE IV

LA DÉPRESSION DE L'AGRICULTURE.

« Je pense que l'Angleterre sera un jour vaincue industriellement dans la Nouvelle-Angleterre ou au Bengale. »

HORACE WALPOLE.

La situation de l'agriculture anglaise a donné lieu depuis longtemps et non sans raison à de grandes appréhensions, et peut-être même à un profond découragement. Depuis bien des années les agriculteurs se sont trouvés environnés de périls et de difficultés aussi insurmontables que ceux auxquels est exposé, d'après Hudibras, « l'homme qui veut toucher au fer rouge ». Les mauvaises récoltes ont été plus souvent la règle que l'exception, les taxes locales se sont accrues sans cesse, le travail est devenu de plus en plus cher et moins productif, la concurrence étrangère a fait tomber les prix presque au degré le plus bas qui ait été signalé pendant toute une génération, et en outre les prévisions de l'avenir sont peu favorables à nos intérêts comme communauté agricole.

M. Coleman, dans un Rapport sur l'agriculture du Cheshire, destiné à la Commission royale d'agriculture, a classé comme suit d'après leur importance les causes de la crise agricole en Angleterre pendant les dernières années, dans le tableau suivant :

Mauvaises saisons................	31 1/4 p. 100
Concurrence étrangère...........	31 1/4 p. 100
Manque de sécurité du capital engagé..........................	12 1/2 p. 100
Injuste répartition des taxes locales.	12 1/2 p. 100
Accroissement du prix du travail et des dépenses en général.......	12 1/2 p. 100
Total............	100 p. 100

Les différences entre 1845 et 1881, dans une ferme de 141 acres du Cheshire, sont ainsi évaluées :

	1845.	1881.	ACCROISSEMENT p. 100.
Valeur imposable.........	213^l,18^s,10^d	285^l,00^s	34
Taxe des pauvres.........	7 , 2 , 8	28 ,10	300
Salaire avec nourriture (homme)...............	11 ,13 , 6	20 ,00	82
Salaire d'une femme avec nourriture..............	6 ,10 , 0	13 ,10	118

Ces différences suffisent peut-être à elles seules pour expliquer la peine plus grande qu'éprouve aujourd'hui le fermier anglais pour joindre les deux bouts. Mais ce ne sont pas les seules difficultés avec lesquelles il s'est trouvé aux prises. Peut-être même ne sont-ce pas les plus sérieuses.

D'après M. Shaw-Lefèvre, l'étendue de la dépression est représentée par une perte de 200 millions de livres sterling (5 milliards) dont les quatre cinquièmes ont été supportés par les fermiers et un cinquième par les propriétaires. Les causes de perte pour les fermiers ont déjà été signalées ; ce sont principalement la diminution dans le rendement des céréales, résultat des mauvaises récoltes ; le bas prix des produits agricoles, et les épizooties. Les propriétaires, eux, ont été atteints par la réduction ou la remise des fermages. Si la perte des fermiers est distribuée sur toute la Grande-Bretagne, elle représente une moyenne d'environ 300 livres pour chacun des 560.000 fermiers que l'on estime être engagés dans l'agriculture. Si les pertes

des propriétaires sont réparties sur les 60,000 possesseurs de plus de 100 acres de terre dans le Royaume-Uni, la perte moyenne est d'environ 600 livres sterling pour chacun d'eux.

Voilà des résultats qui semblent suffisamment désastreux. Mais il ne faut pas oublier que, jusqu'en 1875, la situation de l'agriculture dans notre pays était extrêmement prospère, tellement prospère que de 1857 à 1875 le gain des propriétaires, d'après l'accroissement des cotes appréciatives de la valeur du terrain, a été de plus de 11 millions sterling par an, laquelle somme capitalisée au taux annuel du 3,33 p. 100 donne un accroissement de capital de 331,650,000 livres sterling (plus de 8 milliards). De même l'accroissement du capital des fermiers pendant cette même période, par suite de l'élévation de la valeur du bétail, a été de 114 millions sterling (2,850 millions) (1). Le prix du blé pendant les neuf années finissant en 1874 a atteint 55 sh. 3 d. par imperial quarter (environ 3 hectolitres). Pendant les neuf années suivantes la moyenne n'a été que de 46 shillings par quarter. Le rendement moyen de blé pendant la première période était de 28 bushels par acre, tandis que pendant la seconde période il n'a été que de 26 bushels; il est donc évident que c'est la diminution de 9 shillings sur le prix de vente, plutôt que la réduction de deux quarters sur le rendement, qui a été la cause des pertes du cultivateur. Il n'est pas facile de donner une évaluation précise de ces pertes, mais si l'on peut s'en rapporter aux estimations officielles du rendement de nos récoltes pendant les neuf années se terminant en 1884, elles doivent s'élever à près de 50 millions sterling (1,250 millions) rien que pour le blé. Cette grande diminution de la valeur des récoltes en céréales a coïncidé avec une perte de bétail dont on peut apprécier la gravité et l'étendue par le fait suivant. Tandis que la superficie des pâturages permanents passait de 23 millions 1/2 d'acres en 1874 à 25 millions 1/2 en 1883, le nombre de bestiaux tombait de

(1) *Almanach de la réforme financière pour l'année* 1885, p. 97.

10,281,036 dans la première de ces années à 10,097,000 dans la dernière; et celui des moutons de 34,873,000 à 28,347,000 (1).

L'effet le plus immédiat des souffrances de notre agriculture a été de détourner du pays une grande quantité du capital nécessaire pour une culture convenable. Les autorités agricoles ne sont pas absolument d'accord sur le montant du capital nécessaire pour une bonne culture ; ce capital, il est à peine nécessaire de le dire, varie suivant la nature du sol et celle des moissons que l'on veut produire. Sir James Caird affirme qu'une ferme valant 50 livres à l'acre pour le propriétaire exige 10 livres de plus par acre pour fournir au fermier un capital de culture suffisant (2). Si nous acceptons cette évaluation comme une moyenne, il s'ensuivrait que les fermiers du Royaume-Uni auraient besoin pour leur exploitation d'un capital de 500 millions sterling (12,500 millions de francs). Mais il est extrêmement douteux que les intérêts agricoles puissent réunir cet énorme capital; et le professeur Thorold Rogers, qui a étudié minutieusement ce sujet, affirme que dans deux, au moins, des plus fertiles comtés de l'Angleterre « le capital moyen des fermiers, sur une terre louée environ 30 shilling l'acre, était beaucoup au-dessous de 6 livres par acre (3). » En agriculture, comme dans tant d'autres industries, et plus encore peut-être que dans la plupart, le vieil axiome reste vrai : « C'est l'argent qui produit l'argent. » Par une dépense judicieuse en améliorations, M. Lawes a réussi à tripler la récolte habituelle d'un herbage. Sir Thomas Brassey mentionne un cas où, par le même procédé, un autre agriculteur bien connu « a obtenu un rendement de plus de 10 livres par acre en regard d'un produit moyen dans le Royaume-Uni, estimé seule-

(1) Le Rapport annuel de la section de l'agriculture du conseil privé admet que la maladie des pieds et de la bouche a attaqué 800,000 têtes de bétail pendant l'épizootie qui a éclaté avant 1883.

(2) *Adresse présidentielle à la Société de statistique*, 1881.

(3) *Quelques chapitres sur le travail et les salaires*, p. 109.

ment à 6 l. 10 sh. », à l'aide d'une dépense de 16 livres par acre en améliorations, sur lesquelles il réalisa néanmoins un beau déboursé (1).

On ne saurait mettre en doute que le commerce international en blés et farines n'ait favorisé le développement de l'agriculture en Amérique et au Canada aux dépens de celui de l'Europe. L'Angleterre n'est pas seule à souffrir. La crise existe dans toute l'Europe, à part la Russie, et précisément pour les mêmes causes. Le blé, le fromage, le porc américains (2) se vendent partout. Les hauts tarifs ne parviennent pas à les exclure. La protection à l'agriculture nationale ne suffit pas pour la protéger. Lady Verney raconte que. dans un récent voyage à travers la France, elle a entendu les agriculteurs français se plaindre amèrement « des déplacements d'industrie et de commerce » produits par cet envahissement. Les Américains vendent meilleur marché les céréales et certains produits des fromageries. Les laines fines de la Saxe sont « ruinées par les laines des moutons australiens, de qualité bien inférieure, mais préférées par les manufacturiers, pour les marchandises à bas prix ; » ce qui cause de grandes souffrances en Allemagne (3). Aux difficultés signalées plus haut, se sont ajoutés, en France, le phylloxéra et la maladie des vers à soie, qui ont causé des pertes sérieuses aux industries vinicoles et séricicoles.

Parmi les causes diverses qu'on assigne à l'état actuel de l'agriculture anglaise, les unes sont susceptibles de remède, et les autres ne le sont point. On peut espérer que le mal provenant des mauvaises saisons, du manque de sécurité pour le capital engagé, et de la répartition inégale des taxes, passera plus ou moins vite : dans le premier cas par suite d'influences climatériques et météorologiques favo-

(1) *Travail étranger et salaires anglais*, p. 400.

(2) *Revue contemporaine*, janvier 1082.

(3) L'importation des conserves américaines de porc salé, qui devenait un article important de la nourriture journalière des classes ouvrières, est maintenant interdite en France.

rables; dans les deux autres, par l'intervention de l'opinion publique et du législateur. Mais quant à la concurrence des pays étrangers, à laquelle on attribue 31 p. 100 de la dépression totale, il est à craindre qu'elle soit sans remède. Il n'est pas probable que l'Angleterre impose de nouveau un droit sur l'importation du blé, plus que jamais nécessaire à l'alimentation de la communauté, afin de rendre artificiellement à une exploitation particulière, toute souffrante et menacée qu'elle soit, une prospérité qui serait préjudiciable au bien-être de la nation en général. Ce ne serait pas non plus tenir compte de l'expérience du passé que de faire disparaître la légère part d'influence attribuée au coût plus élevé du travail, en diminuant ce coût; quoiqu'il soit très probablement nécessaire, comme il est parfaitement possible de réduire grandement la dépense de ce chef par un usage plus général des machines.

Il y a tant de différence dans les affirmations, et en apparence dans les renseignements, sur l'influence qu'aura la concurrence étrangère sur la culture des céréales en Angleterre, qu'il est presque impossible de tirer de la masse des témoignages apportés de part et d'autre, des données qui puissent conduire à une conclusion positive et digne de confiance. Que les États-Unis et le Canada puissent produire le blé à meilleur marché que l'Europe occidentale, cela va sans dire. Les raisons en sont assez évidentes. Le fermage moyen de la terre aux États-Unis est d'environ 8 sh. par acre, tandis qu'il va jusqu'à 20 et 30 sh. dans le Royaume-Uni. Les impôts sont presque tous plus légers là-bas qu'ici, et les machines sont employées bien plus généralement. L'importance de cette dernière économie n'est peut-être pas, à beaucoup près, appréciée aussi généralement qu'elle devrait l'être. La plus grande étendue moyenne des fermes en Amérique permet l'application des machines agricoles en bien plus grand nombre que dans des pays comme l'Angleterre, la France ou l'Allemagne, où les fermes sont habituellement beaucoup plus petites. Les moissonneuses, qui accomplissent le travail de vingt hommes

se servant de la faux, sont universellement adoptées en Amérique, mais leur usage est beaucoup moins répandu en Angleterre. Aussi a-t-on calculé que si l'employé qui manie la moissonneuse en Amérique reçoit un salaire trois fois plus grand que l'ouvrier d'une ferme anglaise (nous exagérons volontairement la différence entre les deux rémunérations), il est évidemment possible d'épargner le tiers de 20 livres sterling, autrement dit 6 ou 7 livres sur chaque payement de 20 livres que le fermier anglais, qui n'emploie pas de moissonneuse, fait pour la moisson. Dans le Royaume-Uni, la superficie moyenne des trois quarts des fermes est de 50 acres, et au-dessous. On peut admettre que dans plus de la moitié de ces fermes on n'emploie pas de moissonneuses, d'abord parce que le fermier anglais ne se rend pas entièrement compte de l'économie qu'elles assurent, et en second lieu parce que, quand même il s'en rendrait compte, il est rarement en position de faire la dépense que nécessiterait un tel achat. Ce serait un grand gain pour l'agriculture non seulement de l'Angleterre, mais de toute l'Europe, qu'un usage généralisé plus largement des machines agricoles; cependant le gain serait évidemment moindre que dans les contrées telles que les États-Unis, où la main-d'œuvre atteint des prix bien supérieurs à ceux de nos pays. Mais si le fermier américain possède un avantage considérable sur son confrère anglais sous le rapport du fermage, des taxes, des machines qui épargnent le travail, sa supériorité sur d'autres points n'est pas à beaucoup près aussi évidente. Son rendement moyen, pour une superficie donnée, est considérablement moindre que celui du fermier anglais, qui jouit du sol le plus fécond du monde pour la production du blé; et si le fermier américain veut emprunter de l'argent, comme il en a généralement besoin, pour ses outils, ses instruments, son bétail, il ne peut le faire qu'à des conditions beaucoup plus dures que celles qu'obtient facilement l'agriculteur anglais. De là vient cette situation que sir James Caird a décrite récemment comme générale dans le Dakota : « les fermiers en sont

presque réduits à la banqueroute, obligés qu'ils sont de vendre leurs blés dans cette région lointaine à 1 sh. 6 d. ou 2 shellings par bushel ; les pauvres diables sont tout à fait mal dans leurs affaires » (1). De là aussi des changements continuels dans la condition des travailleurs, qui abandonnent la ferme pour l'atelier, abandon prouvé par ce fait que, de 1870 à 1880, le nombre des ouvriers ne s'est accru que de 29,5 p. 100 dans l'agriculture, tandis qu'il croissait de 41,7 p. 100 dans l'industrie. Aussi a-t-on fait remarquer récemment (2) que si, dans les circonstances normales, l'agriculture américaine devrait employer 2,300,000 personnes, pendant la dernière période décennale le fermage était devenu si peu lucratif, que le nombre des ouvriers s'y consacrant ne dépassait probablement pas la moitié de ce chiffre, soit 1,150,000. Le grand secret pour cultiver économiquement, comme pour fabriquer économiquement, c'est d'agir sur une base très étendue. Dans une entreprise comme la grande ferme Bell du Canada, embrassant 100 milles carrés, le blé produit se vend avec bénéfice à 11 sh. 2 d. le quarter, et ce blé peut être livré à Liverpool, avec le taux de transport courant en 1884, de manière à payer 8 p. 100 du capital engagé dans sa production, tant que le prix de vente ne tombe pas au-dessous de 23 shellings par quarter (3). Mais ce serait une grave erreur de croire que telle est la moyenne du coût de la production du blé soit au Canada, soit aux États-Unis ; et le prix du blé, comme celui de toute autre marchandise, se détermine non par les plus hauts, mais par les plus bas prix auxquels il peut être produit avec une marge suffisante de bénéfice.

Peut-être la tendance de l'agriculture américaine l'a-t-elle entraînée trop loin pendant ces dernières années du côté de la production des céréales. Il est probable que,

(1) *Times*, février 1885.

(2) *Bulletin de New-York*, février 1885.

(3) Lettre du docteur Edmond au *Times*, sur la culture du blé au Canada.

si les prix ne s'élèvent pas, la culture du blé sera abandonnée sur une grande étendue de terre ; mais, même dans ce cas, l'agriculteur anglais n'aurait que peu de sujets d'espoir, puisque d'autres contrées ont suivi la même direction que l'Amérique et produisent beaucoup plus de blé qu'elles n'en peuvent consommer (1).

La concurrence dont souffre tellement l'agriculture anglaise ne lui est pas faite seulement par l'Amérique ou l'Inde, et il est probable qu'elle ne cesserait pas, même si ces deux centres d'approvisionnement disparaissaient entièrement. Les Principautés Danubiennes ont, pendant ces dernières années, grandement élargi leur commerce de produits agricoles, et il en est de même de la Hongrie et de la Russie. En 1883 le prix moyen du blé f. o. b. à Galatz, sur le Danube, était de 30 sh. 9 d. par quarter, et les chargements étaient amenés en Angleterre à 2 sh. 9 d. par quarter. C'est une baisse de 3 sh. 3 d. par quarter sur les prix les plus bas de 1879. De même la farine coûtait, en 1883, 12 sh. 6 d. par quintal à Galatz, et l'avoine seulement 13 sh. 10 d. par quarter.

Il semble que ce soit la destinée manifeste de l'Angleterre de diminuer graduellement sa production de blé; il ne faut qu'un examen très rapide de la statistique de son

(1) Production et consommation du blé par tête dans différents pays.

CONTRÉES.	PRODUCTION.	CONSOMMATION.	DÉFICIT.	EXCÉDENT.
	Bushels.	Bushels.	Bushels.	Bushels.
Autriche	14.35	13.57	»	0.78
Danemark	36.80	30.83	»	5.97
France	19.94	24.02	4.08	»
Allemagne	21.15	23.71	2.56	»
Grande-Bretagne	11.90	20.02	8.12	»
Hollande	12.50	16.25	3.75	»
Italie	9.45	9.62	0.17	»
Russie	20.22	17.97	»	2.25
Espagne	17.98	17.68	»	0.30
Europe	16.50	17.66	1.16	»
Canada	40.30	38.11		2.19
États-Unis	48.10	40.66		7.44

approvisionnement pour justifier cette conclusion. Porter estimait qu'en 1810, 600,000 habitants de ce pays se nourrissaient de blé étranger. De 1841 à 1844 ce nombre est arrivé à environ 2 millions, et maintenant la partie de notre population qui dépend du blé étranger pour sa nourriture est environ la moitié de la population totale.

Mais tandis qu'on ne saurait raisonnablement s'attendre à voir jamais les fermiers anglais retrouver les prix de 80 shillings ou même 60 shillings par quarter de blé, ils peuvent encore, par une culture judicieuse, améliorer grandement leur situation présente. On peut fort bien douter que le fermier anglais ait jusqu'ici fait le meilleur usage possible de ses ressources. Malgré les désavantages indubitables dont nous parlions tout à l'heure, de nombreuses circonstances militent en sa faveur. Sa terre est peut-être la plus fertile qu'il y ait au monde, et c'est là un important avantage ; dans aucun autre pays on ne trouvera un sol pouvant donner une récolte moyenne de 25 à 30 bushels à l'acre. Bien des contrées seraient heureuses si elles obtenaient la moitié de cette moyenne. Le fermier anglais ne paye pas d'ailleurs un fermage plus élevé que la moyenne des fermiers européens. On a calculé que la rente moyenne payée en Angleterre pour la terre de culture est maintenant de 20 à 30 shillings par acre, elle est de 24 shillings en France, 30 en Belgique, 30 en Hollande, et 24 en Danemark. Mais s'il y a là un fait que l'on ne doit pas perdre de vue, il a moins d'effet sur notre agriculture que la rude concurrence de la Russie, où l'on estime que l'acre de terre ne coûte que 4 shillings, et que celle des États-Unis, où la terre est évaluée à 8 shillings par acre (1).

C'est de plus un fait indiscutable et indiscuté que, à part les céréales, le fermier anglais, s'il supporte des charges plus considérables, obtient un meilleur prix moyen de ses produits que dans tout autre pays. On devait natu-

(1) Ces chiffres sont donnés sous la garantie de Mulhall, *Dictionnaire de statistique*.

rellement s'attendre à ce qu'il fût engagé par ce haut prix à entreprendre la fourniture des produits qui donnent le plus grand bénéfice et à sacrifier les céréales. Mais il n'a pas encore pris ce parti. Il produit toujours près de 200 millions de quintaux de blé, 25 millions de quintaux de viande, et 80 millions de quintaux de récoltes destinées à nourrir son bétail. Il est même douteux qu'il n'ait pas diminué, pendant ces dernières années, sa production de nourriture animale. En tout cas, nous trouvons dans un document récent, établi par Sir Joseph Pease, que de 1878 à 1883 la production nationale de bœuf et de mouton (non compris l'Irlande) est tombée de 14,076,388 quintaux à 13,626,226, tandis que l'importation étrangère montait de 2,077,693 quintaux à 3,734,751. Autrement dit, le pour cent de viande anglaise est tombé de 88,37 à 80,21 du total, en même temps que la quantité de viande étrangère importée passait de 11,63 à 19,79 p. 100. D'après ce document il paraîtrait que l'Angleterre n'a pas encore accru sa production de bétail, tandis qu'elle a grandement diminué sa production de céréales (1). L'épidémie du bétail a eu, sans doute, beaucoup d'influence sur le fait en question.

Dans les conditions que nous venons de dépeindre, le fermier anglais doit-il être plaint ou blâmé ? Il ne serait pas difficile de montrer qu'il y a encore un grand avenir pour John Bull s'il fait preuve d'une exploitation intelligente et scientifique. Il est toujours nécessaire de cultiver une certaine quantité de blé, ne fût-ce que pour avoir de la paille à sa disposition. Mais, dans l'avenir, la ferme anglaise ne pourra se suffire avec la culture des céréales. Le fermier anglais doit essayer de chasser du marché national l'énorme quantité de produits laitiers que le continent déverse maintenant sur ce marché.

(1) L'autorité de ce document est quelque peu affaiblie par ce fait que, d'après le même auteur, la production nationale pour 1884 aurait atteint 14,261,548 quintaux, soit un accroissement de 635,322 sur l'année précédente.

Voilà un débouché qu'il peut gagner facilement avec de la volonté. Il faut aussi qu'il s'efforce de suivre l'exemple des Américains en faisant un usage plus étendu des machines. Il est probable que par ce moyen il pourra épargner 10 à 15 p. 100 sur le nombre des ouvriers qu'il emploie maintenant. Le parlement doit s'occuper des taxes qui pèsent si lourdement aujourd'hui sur l'agriculture; on peut déjà discerner quelques indices de son désir de rendre leur fardeau moins lourd aux cultivateurs. Il semble certainement très anormal que, le coût de la vie ayant été réduit de façon sensible pour la communauté en général, le fermier continue à fléchir sous le poids accru de taxes aussi énormes : taxes qui souvent le forcent à payer des shillings là où auparavant il ne payait que des pence. Il ne faut pas oublier cependant que cette situation n'est pas sans quelques compensations; si le fermier paye des salaires plus élevés par ouvrier, il emploie beaucoup moins d'ouvriers (1). S'il paye des taxes plus lourdes, il a l'avantage de routes meilleures, pour ne rien dire des transports par chemins de fer, qui le mettent facilement à portée de marchés étendus et certains, qui ne lui étaient autrefois d'aucune utilité.

Mais si la situation du fermier a été mauvaise pendant ces dernières années, celle du propriétaire n'a été nullement meilleure.

Combien rapporte annuellement la terre cultivée en Angleterre? Sir James Caird va nous fournir la réponse. En 1878, d'après lui, la rente annuelle de la terre dans le Royaume-Uni, non compris les rentes des mines et des fermes au-dessous de 10 acres, était de 69,172,000 livres sterling sur lesquelles 51 millions de livres provenaient de l'Angleterre et du pays de Galles, 7,600,000 de l'Écosse, et 9,900,000 de l'Irlande. La valeur en capital de cette rente annuelle est évaluée à 2 milliards de livres sterling (50 milliards de francs). Mais on ne doit pas supposer que cette

(1) Le nombre total des personnes employées pour l'agriculture en Angleterre était de 2,010,464 en 1861, et de 1,383,184 en 1881.

somme représente la richesse réelle des propriétaires de terres; il n'y a probablement jamais eu une propriété ou même (soit dit en passant) aucun capital, qui ne soit plus ou moins grevé par des dettes. C'est là une situation commune à tous, quelle que soit l'étendue du domaine. C'est aussi la grande cause de la souffrance des ryots de l'Inde, des métayers d'Italie, des paysans propriétaires de France et d'Allemagne, des francs-tenanciers d'Australie et des États-Unis, aussi bien que des grands propriétaires fonciers de notre pays. Il est toujours plus ou moins difficile d'indiquer avec quelque exactitude le montant de la dette actuelle d'une classe quelconque, mais si les calculs de M. A. Arnold sont corrects, la propriété terrienne est endettée en Angleterre d'une somme qui n'est pas moindre de 400 millions sterling (10 milliards), ce qui, à 5 p. 100, absorberait 20 millions de livres (500 millions de francs) ou tout près du tiers du total de la rente annuelle. Il est fort possible qu'en ce moment la proportion de la rente actuelle des terres du Royaume-Uni ainsi absorbée soit plus grande encore que ne l'estime M. Arnold. La réduction des rentes provenant de l'agriculture dans les dernières années a été énorme. Le président de l'Institut du Cadastre établissait, en novembre 1884, que la réduction moyenne, à Hants, avait été de 59,2 p. 100; à Worcester de 51 p. 100; et à Northampton de 40 p. 100. M. A. Arnold mentionne le cas d'un fermier de l'Essex qui prit dernièrement la location d'une ferme contiguë à la sienne, et d'un fermage habituel de 300 livres sterling, aux conditions vraiment extraordinaires que voici : aucun fermage pour la première année; 75 livres sterling pour chacune des trois années suivantes, et 150 livres par an pour le reste de son bail. Si ce mouvement s'est produit ailleurs avec autant d'énergie, il serait possible que la propriété terrienne, après le payement de ses obligations hypothécaires annuelles, se trouvât réduite à un revenu net de moins de 20 millions sterling par an au lieu de 69 millions comme nous l'avons indiqué plus haut.

L'énorme différence que peut produire une bonne ou une mauvaise récolte sur la prospérité générale d'un pays peut être démontrée par l'exemple des États-Unis. Le tableau suivant indique les variations de la valeur des différentes récoltes de ce pays entre 1871 et 1881.

ANNÉES.	MAÏS.		ORGE.		POMMES DE TERRE.	
	RENDEMENT MOYEN par acre.	VALEUR MOYENNE du RENDEMENT par acre.	RENDEMENT MOYEN par acre.	VALEUR MOYENNE du RENDEMENT par acre.	RENDEMENT MOYEN par acre.	VALEUR MOYENNE du RENDEMENT par acre.
	Bushels.	Dol.-cents.	Bushels.	Dol.-cents.	Bushels.	Dol.-cents.
1871....	30.5	12.26	22.7	18.30	98.6	58.83
1875....	27.7	10.86	20.6	16.73	110.5	48.06
1878....	31.4	7.74	23.6	13.67	69.9	41.14
1879....	28.7	9.50	24.0	14.11	98.9	43.09
1880....	25.8	9.28	24.5	16.32	91.0	44.00
1881....	21.7	11.47	20.9	17.21	53.5	48.63

Nous ferons observer maintenant que pour le premier article, le maïs, il y a une différence de 4,52 dollars, ou 58 p. 100, entre la meilleure (1871) et la plus mauvaise (1878) des années de la série. Si nous appliquons cette différence aux 16,331,000 acres de la récolte de maïs en 1881, on trouvera que le total s'élève en chiffres ronds à environ 16 millions sterling (400 millions), rien que pour cette seule céréale ; il en est de même, *mutatis mutandis*, de toutes les autres récoltes. La superficie totale des terres en culture aux États-Unis en 1880 est de 223 millions d'acres; et il est évident que s'il y a une différence seulement d'un dollar par acre, dans la valeur des récoltes entre une année et une autre, elle représente une perte ou un gain qui n'est pas moindre de 46 1/2 millions de livres sterling (1,162,500,000 fr.).

Quant à l'avenir de l'agriculture britannique, bien des gens ne s'en préoccupent qu'avec un sentiment de profond découragement. Ils disent que nous ne pouvons soutenir la

concurrence des terres vierges des États-Unis, du Canada, et de nos colonies d'Australie avec un fret océanique qui n'est guère que de 1 schelling par bushel entre ces pays et les grands centres de consommation anglaïs. Ils font remarquer qu'en Angleterre nous n'avons pas seulement à payer une rente moyenne de 25 à 30 shellings par acre de terre cultivée, mais que nous portons une surcharge de taxes s'élevant à environ 5 shellings de plus, tandis que, dans les nouveaux pays, les fermiers ont la terre pour rien ou presque rien, et ne payent que des taxes nominales. Ils ajoutent que, pour obtenir un résultat quelconque, l'agriculteur anglais doit dépenser en engrais une grosse somme, variant entre 50 et 100 p. 100 de la rente actuelle ; qu'il doit être attentif à la rotation des récoltes, et que la culture doit atteindre une extrême intensité, tandis que le fermier américain, disposant d'une étendue sans limites de terre fertile, peut laisser la paille pourrir sur le sol, sans qu'aucune autre fumure soit nécessaire, sans recourir à aucune rotation de récoltes, aussi longtemps que la terre garde sa fertilité première ; qu'enfin sa terre étant épuisée, ce qui est l'affaire de peu d'années, il peut l'abandonner pour un autre lot du même sol vierge. On ajoute que la situation est la même pour l'élevage du bétail. Que peut faire, s'écrient les pessimistes, un éleveur anglais contre les ranchos à bétail du Nevada, de la Californie et du Texas, où l'on obtient 90 veaux de toute centaine de vaches, ou de génisses ayant plus de deux ans; où les éleveurs peuvent amener leur bétail en Angleterre, battre nos agriculteurs sur leurs propres marchés, et se faire 50 à 60 p. 100 de revenu annuel rien que sur le bétail, sans compter la valeur croissante de leurs terres, et enfin où les troupeaux peuvent paître à leur guise dans des pâturages naturels d'étendue illimitée, loués pour un prix très rapproché de rien ?

L'avenir n'offre-t-il donc nulle espérance? Les agriculteurs anglais sont-ils forcés de se résigner à la suprématie de ces terres lointaines et de l'accepter comme inévitable ?

Heureusement, ce n'est pas là le verdict des personnes les plus autorisées en pareille matière. L'opinion de Sir James Caird est que le principe général du système à l'aide duquel l'agriculteur britannique a atteint sa prééminence « continuera à rester maître du terrain ». Il repousse la proposition de rétablir une taxe de 5 shellings sur le blé importé, en faisant remarquer que : la proximité de nos divers centres de population (Londres n'est plus maintenant que l'un d'eux), qui sont les marchés les meilleurs du monde, donne une protection naturelle bien plus élevée que celle-là, et il termine en demandant : s'il est supposable que le fermier anglais, avec toute l'habileté dont il a hérité, et celle qu'il a acquise, avec le travail dont il dispose à bien meilleur marché que l'Amérique, soit incapable de soutenir la lutte contre son compétiteur étranger (1). Deux circonstances doivent probablement, avant peu, peser sur l'importation des blés américains. La première, c'est le prix croissant de la culture, conséquence de l'épuisement des terres vierges que leur proximité rend facilement accessibles ; la seconde, c'est l'accroissement probable du prix de transport sur les chemins de fer, conséquence de l'amélioration générale du commerce, et de l'abandon des tarifs de combat. Il est aussi à prévoir que le coût de la culture peut être affecté par la hausse du prix du travail, dont le taux, pendant ces dernières années, a été plus favorable que d'ordinaire aux opérations agricoles.

L'élevage du bétail donne plus d'espérances, et il est plus facile de prévoir son avenir que celui de la culture des céréales. Tout d'abord l'approvisionnement en bestiaux ne marche pas de pair avec la population du monde. Les hommes ont une tendance à se multiplier bien plus vite que les animaux dont ils se nourrissent principalement. Ainsi, tandis qu'il existe 13 à 1,400 millions d'êtres humains sur la terre, l'approvisionnement de bêtes

(1) *Journal de la Société de statistique* pour 1881.

à cornes, en comptant les animaux sauvages et domestiques, ne dépasse pas 250 millions de têtes. L'Australie a été jusqu'ici une exception à cette règle, mais il n'en est pas de même des États-Unis. D'après le *census* de 1880, le bétail de ce dernier pays comptait 40 millions de têtes, ce qui donnerait une quantité annuelle d'un peu plus de 41 lbs. de viande de bœuf par chaque tête d'habitant. La consommation moyenne actuelle des habitants des États-Unis est de beaucoup au-dessus de ce chiffre, d'où l'on a conclu que l'Amérique consomme le produit naturel tout entier de ses troupeaux, et en même temps les jeunes animaux qui devraient être réservés pour l'avenir (1). Il est vrai que cette conclusion n'est ni reflétée ni justifiée par la statistique de nos importations de viande de bœuf des États-Unis, puisque, dans les dernières années, elles se sont considérablement accrues. Mais il se peut aussi que cette augmentation rende avant peu les nécessités du marché national américain si urgentes, qu'elles obligent à interrompre ce commerce qui s'est si rapidement développé (2). Mais il est certain, dans tous les cas, que le bétail ne pourra être élevé en Amérique ni d'une façon permanente, ni pour longtemps encore, à aussi bas prix qu'il l'a été jusqu'ici. « C'est une question, » dit Sir Thomas Brassey, « de savoir si le gouvernement des États-Unis n'imposera pas un droit pour le pâturage dans les terrains nationaux, quand le commerce se sera développé, et que l'on saura qu'il est lucratif pour les éleveurs de troupeaux (3). » M. Tait dit avec plus de précision que « d'ici à peu d'années la plus grande partie des terres arrosables du Texas sera livrée à la culture, et vendue à des prix considérablement accrus » (4). Il est à peine nécessaire d'ajouter que toute aug-

(1) *Les champs de bétail du Far-West*, par J. S. Tait, p. 25.

(2) De 1875 à 1883 nos importations d'Amérique ont plus que doublé.

(3) *Travail étranger et salaires anglais*, p. 377.

(4) *Terres à bétail dans le Far-West.*

mentation du prix d'élevage, en Amérique, quelque légère qu'elle soit, doit avoir une action favorable au fermier anglais. Il n'est pas probable que notre approvisionnement de viande de bœuf nous soit fourni en quantité un peu considérable d'aucune autre source, au moins d'ici à longtemps. Le Canada souffre en ce moment de la rareté du bétail ; il ne possède, en effet, non compris les bœufs de travail, qu'environ 3 millions de bêtes à cornes pour tout le pays. Ce n'est donc, en moyenne, qu'une tête de bétail par habitant. L'Australie peut nous envoyer des moutons en grande quantité ; mais il n'est pas probable que son approvisionnement en bœufs soit surabondant avant bien des années, et la distance sera toujours une barrière naturelle contre les importations venant des antipodes.

On a beaucoup parlé dans ces derniers temps de la quantité de blé que l'Inde serait capable de fournir à l'Angleterre. Qu'il soit possible de faire beaucoup dans cette direction, cela est pleinement évident si l'on se rend compte de ce qui a été déjà fait. De 1878 à 1884, nos importations de blé indien sont devenues douze fois plus considérables. Il semble cependant que les agriculteurs anglais aient moins à craindre l'Inde que l'Amérique. On ne doit pas oublier que la population de l'Inde est déjà, dans bien des provinces, plus dense que celle de notre propre pays et qu'elle subsiste entièrement sur ses récoltes : puis encore que le fret est beaucoup plus élevé pour l'Inde que pour les États-Unis ou le Canada.

Les ressources du *Dominion* canadien sont si vastes qu'elles n'ont pas encore été complètement évaluées. L'avenir développera sans doute une importation de blé canadien bien plus grande qu'elle n'a été jusqu'ici. Sur une zone très étendue du grand nord-ouest, court une bande de terre appelée la *Ceinture fertile*, où les récoltes moyennes sont aussi abondantes que celles du Royaume-Uni. Dans le Canada en général le rendement par acre est de cent pour cent plus élevé qu'aux États-Unis. Mais le travail a le désavantage d'une population clairsemée et de

communications rares et en mauvais état. Tant que ces difficultés ne seront pas vaincues, le commerce d'exportation du Dominion ne peut guère prendre un développement en rapport avec ses ressources de production et d'exportation.

Le nuage noir qui est depuis si longtemps suspendu sur l'agriculture anglaise a donc aussi sa bordure argentée. La crise n'est pas de celles qui exigent des remèdes héroïques ; la proposition d'imposer des droits sur l'importation du grain, et de donner des primes à la culture nationale du blé, n'est donc ni nécessaire ni raisonnable. « Le vieil ordre change et fait place au nouveau. » Pour s'adapter à ce changement, les agriculteurs anglais ont à combattre des difficultés sérieuses et exceptionnelles. Mais la terre cultivable est le seul article d'échange qu'il soit impossible de multiplier, et le résultat final de la crise de transition dont nous sommes témoins n'amènera probablement pas les désastres et la démoralisation que tant d'écrivains ont pris l'habitude de prédire.

CHAPITRE V

PAYSANS PROPRIÉTAIRES

« Une nation qui a un territoire étendu à cultiver, et des facilités pour exercer un grand commerce en matières premières, doit avoir soin de ne pas encourager l'emploi du capital et du travail dans les manufactures et dans la production des articles de luxe, au préjudice de l'agriculture; parce que, avant toutes choses, il faut qu'un pays soit bien peuplé de cultivateurs prospères. »

QUESNAY.

L'idée que la prospérité générale du pays serait matériellement accrue par l'extension du système des paysans propriétaires semble de plus en plus faire son chemin. M. Chamberlain s'est déclaré le défenseur de ce système, et on a demandé récemment au Parlement d'accorder sa haute sanction à une tentative de sa mise en pratique. La Chambre des communes a été saisie sous ce titre : *Acte relatif au propriétaire et au petit fermier*, 1885, d'un Bill ayant pour principal objet de faciliter l'acquisition du sol aux paysans de la Grande-Bretagne et du pays de Galles. Ce but serait atteint par l'intermédiaire des autorités sanitaires urbaines et rurales qui auraient le droit de faire, sur l'argent mis à leur disposition par le trésor, des avances aux tenanciers, pour leur permettre d'acheter leurs fermes, avec cette réserve qu'il ne serait acheté aucune propriété au-dessus de 150 acres; la petite ferme est définie « un terrain d'au moins un acre, et ne dépassant pas 30 acres ». On propose de donner aux autorités locales le droit d'acheter, d'affermer, de vendre ou d'échanger tout

terrain situé dans leur circonscription et placé dans les conditions de la loi, comme aussi de faire toutes améliorations telles que drainages, irrigations, déboisements, etc.

Il n'entre pas dans le plan de cet ouvrage de critiquer les dispositions quelconques ayant pour but la création ou l'extension d'une classe de paysans propriétaires. Mais d'abord ce système doit-il augmenter ou diminuer le bien-être général du pays? puis, la comparaison avec les autres nations sera-t-elle plus ou moins favorable à l'Angleterre, après ce changement effectué? Voilà des questions qui tombent nettement et immédiatement dans le domaine de toute enquête sur les conditions de notre suprématie.

Comme le problème qui est soumis à notre considération se présente associé aux noms des plus grands économistes politiques, il est juste de voir tout d'abord comment l'économie politique l'apprécie.

M. Culloch fait remarquer que les paysans propriétaires (en France), malgré leur travail et leur économie, sont « généralement misérables, chargés de dettes, et fortement attachés à la routine. Bien des petits propriétaires ne touchent que rarement à la viande de boucherie et sont trop heureux de trouver une occasion d'augmenter leurs maigres ressources, en travaillant pour un salaire journalier sur d'autres propriétés plus étendues. Ces petits propriétaires ne sont pas à beaucoup près aussi à l'aise que les cultivateurs à gages en Angleterre » (1).

Sismondi exposait des vues bien différentes. Écoutons-le : « Partout où l'on trouve des paysans propriétaires, dit-il, on trouve aussi le bien-être, la sécurité, la confiance dans l'avenir, et l'indépendance, qui assurent à la fois le bonheur et la vertu... De tous les cultivateurs ceux-là sont les plus heureux, et en même temps nulle part la terre n'occupe et ne nourrit abondamment, sans s'épuiser, un nombre aussi grand d'habitants que dans les contrées où ils sont presque tous propriétaires (2) ».

(1) Note 19 dans la *Richesse des nations* de Smith.
(2) *Études d'économie politique*. Essai III.

John Stuart Mill, qui a consacré le sixième et le septième chapitre de son second volume (1) à l'étude de ce sujet, est plus disposé à se rallier aux vues de Sismondi qu'à celles de M. Culloch. Il admet comme certain qu'il n'y a « aucune connexité nécessaire entre le système des paysans propriétaires et l'imperfection des méthodes de production », que ce système est aussi « favorable que défavorable, sous divers points de vue, à l'usage le plus efficace des puissances du sol ; qu'aucun autre des modes de l'économie agricole n'a un effet aussi avantageux sur le travail, l'intelligence, la frugalité et la prudence de la population, et ne tend aussi puissamment à décourager une multiplication imprévoyante ; qu'en conséquence aucun des modes de production n'est aussi favorable au bien-être physique et moral du peuple tout entier ».

Le professeur Fawcett montre moins d'enthousiasme à cet endroit. Il pense que tous les avantages attribués à ce système sont « presque entièrement dus à ce que le cultivateur possède le sol qu'il travaille ; que ce mode de propriété a de grands avantages sociaux » ; mais que les avantages économiques sont loin d'être aussi évidents, quoique les meilleures « autorités semblent unanimes sur la grande somme de travail produite par cette classe, qui diffère essentiellement en ce point des tenanciers-fermiers ».

Les conditions dans lesquelles la terre est affermée en Angleterre diffèrent sur plusieurs points importants de celles qui existent dans tous les autres pays. Le nouveau *Domesday Book* montre que les 33 millions d'acres formant l'aire de l'Angleterre et du pays de Galles sont occupés par 972,836 personnes. Mais, sur cette superficie totale, 5,386,913 acres, ou plus de 16 p. 100, sont entre les mains de 293 propriétaires, tandis que 4,297,754 acres seulement, ou 13 p. 100, sont exploités par des propriétaires qui ne possèdent chacun qu'une superficie au-dessous de 100 acres. Puis, sur les 972,836 propriétaires de terres en Angleterre

(1) *Principes d'économie politique.*

et dans le pays des Galles, il y en a 703,289 qui possèdent moins d'un acre chacun, leur tenure totale ne s'élevant qu'à 151,148 acres, soit une moyenne d'un cinquième d'acre par tête, tandis que tel membre du Peerage possède à lui seul 30,000 acres de plus que ces 703,289 personnes réunies.

La rente moyenne de la terre en Angleterre et dans le pays de Galles, d'après ce même document, est ou était, en 1875, de 3 l. 0 sh. 2 d. par acre. Mais il y avait une différence énorme entre les maxima et les minima de rente. La rente moyenne des tenures au-dessous d'un acre n'était pas moindre de 194 l. 14 sh. 1 d. par acre ; celle des propriétés de 10,000 acres et au-dessus, était de 1 l. 6 sh. 8 d. seulement par acre. Entre ces deux extrêmes, le montant de la rente est généralement en proportion inverse de l'étendue de la propriété. Dans le premier cas, où la tenure moyenne est d'environ un cinquième d'acre, la rente représente non la valeur des champs, mais la valeur de la terre dans les villes. En étudiant la valeur moyenne de la terre autant que le nouveau Domesday Book peut renseigner à ce sujet, toutes les tenures au-dessous d'un acre d'étendue peuvent être négligées. On s'aperçoit que, cette élimination effectuée, il reste 32,852,000 acres. qui donnent une rente totale de 70,226,000 livres, soit une moyenne de 2 l. 1 sh. par acre, tandis qu'en tenant compte seulement des 15 millions d'acres occupés par des propriétaires de 2,000 acres chacun et au-dessus, il en résulte que la rente moyenne n'est plus que d'environ 1 l. 5 sh. par acre, ou 12 sh. par acre au-dessous de la moyenne générale des terres consacrées à l'agriculture. Ces chiffres semblent démontrer jusqu'à l'évidence que nous sommes loin d'avoir atteint en Angleterre le maximum de rente que peut produire la terre, même en tenant compte de cette circonstance qu'une certaine partie des terrains occupés par les grands propriétaires n'est pas cultivée. Mais cette réduction affecte à peine la valeur moyenne de la terre en Angleterre où la proportion de ma-

récages et de forêts est relativement petite ; et on doit se rappeler aussi que le fermage payé pour un bon marais est quelquefois aussi élevé que celui d'une superficie égale de terres parfaitement cultivées. Ainsi donc, autant que ces chiffres peuvent le faire, ils justifient la conclusion que, si la terre était divisée entre un plus grand nombre de mains, elle fournirait une rente moyenne plus forte, ce qui est une autre manière de dire qu'elle deviendrait plus productive.

On peut jeter un peu plus de lumière sur la situation que fait aux agriculteurs anglais l'étendue habituelle de leurs fermes en la comparant avec celle des cultivateurs de l'Allemagne, pays qui non seulement est très rapproché du nôtre, mais où les conditions agricoles sont identiques sous bien des rapports. Dans cette comparaison, la première chose qui frappe est la quantité beaucoup plus grande de petites propriétés en Allemagne que chez nous. D'après des statistiques publiées en 1882 (1), il y avait alors 5,276,344 propriétaires en Allemagne; en divisant entre eux les 100 millions d'acres sous culture, nous obtenons une moyenne de 19 acres seulement par parcelle. Dans le Royaume-Uni, pendant la même année, le nombre total des parcelles était de 1,173,724 et l'étendue moyenne de chacune était de 43 acres. En Allemagne, plus des trois quarts, ou exactement 76 62 p. 100 du nombre total des propriétés, étaient au-dessous de 5 hectares ou de 12 1/2 acres. En Angleterre, 73 p. 100, ou à peu près la même proportion du nombre total des propriétés, étaient au-dessous de un acre (2). En Allemagne 24,476 tenures étaient entre 100 et 1000 acres comme étendue. En Angleterre 51,090 tenures étaient dans la même condition. Enfin, en Allemagne on ne trouvait que 515 propriétés au-dessus de 1000 hectares, tandis que, en Angleterre 10,888 étaient au-dessus de 1,000 acres.

Il est cependant un point sur lequel l'Angleterre semble

(1) *Rapport du bureau impérial de statistique*, 5 juin 1882.

(2) Mais ces parcelles étaient sans doute pour la plupart des jardins potagers, etc.

avoir une supériorité indubitable sur l'Allemagne. Dans les 73 p. 100 des propriétés de notre pays au-dessous d'un acre, il est probable que les trois quarts au moins sont occupés par des cottagers, des jardiniers, des garçons de ferme, etc., etc., qui ne dépendent pas de leur propriété pour leurs moyens d'existence, mais qui y trouvent quelque supplément à l'alimentation qu'ils tirent de leur salaire. En Allemagne, au contraire, ils sont en très grande majorité dans la dépendance absolue de ce qu'ils récoltent sur leurs propriétés. L'opinion de personnes expertes est qu'en Allemagne il faut 12 1/3 acres de terre pour fournir à une famille moyenne de 5 personnes le blé nécessaire pour sa subsistance, en réservant les semailles. S'il en est ainsi, comme 76,62 p. 100 des propriétés en Allemagne sont au-dessous de cette superficie, et comme 58,02 sur ce nombre sont au-dessous de 5 acres, il devient clair que le plus grand nombre des paysans propriétaires doivent se trouver dans une position précaire. Cette lutte contre la misère, est d'autant plus âpre et intolérable que plus de la moitié des propriétaires de terres en Allemagne sont incapables de récolter une quantité de grain suffisante pour leurs propres besoins ; il faut donc qu'ils achètent le complément indispensable pour leur approvisionnement ; et comme le blé est chargé d'un droit d'importation de 1 sch. 6 d. par quintal, son prix, qu'il soit importé ou récolté, est artificiellement accru pour le consommateur allemand, tandis que le consommateur anglais reçoit cet aliment à sa porte, absolument libre de toute taxe. Si l'Allemagne pouvait récolter une quantité de blé suffisante pour tous ses besoins, cela ne serait véritablement qu'un petit malheur, ou du moins un mal dont on ne sentirait que très légèrement les effets les plus sérieux ; mais, bien loin d'être dans cette situation, l'Allemagne a importé pendant les dix dernières années une quantité de grain et de farine s'élevant de 37 à 75 millions de quintaux par année, ce qui est une moyenne bien au-dessus d'un quintal par tête d'habitant ; et ses importations de blé et de seigle (ses principaux aliments), en

1882, se sont élevées à 16 p. 100 de toute la production nationale (1).

En ce qui concerne la France, voici comment Lady Verney décrit la condition de ses paysans propriétaires (2).

« Ils sont, » dit-elle, « d'une frugalité qui va presque jusqu'à l'excès; ne mangent presque que du pain de seigle, ce qui engendre une maladie particulière (des étourdissements, des fièvres, quand le grain a été attaqué par l'ergot). Ils ne boivent pas le vin qu'ils récoltent et consomment seulement le petit lait de leurs propres vaches. Le morcellement de la terre est si grand et les hypothèques si lourdes que les paysans ne peuvent pas vivre du produit de leurs champs. Dans une mauvaise année ils sont réduits à l'inanition... La mine fatiguée des enfants fait mal à voir... L'aspect maladif des femmes en général, et même aussi des hommes dans les champs, frappe le visiteur; ils sont trop peu nourris et travaillent au delà de leurs forces. Une ferme de 120 à 150 acres est regardée comme une propriété considérable. Le prix de fermage des terres est de 30 à 35 shellings par acre pour les meilleures, le propriétaire partageant de moitié avec son fermier le produit des vignes plantées entre les autres cultures. La quantité du travail fait par les femmes est énorme. »

Ceux qui préconisent l'établissement en Angleterre du système des paysans propriétaires ne peuvent certainement pas tirer grand encouragement de « l'exemple moderne » de l'Inde, où l'on s'efforce de l'établir. Dans les provinces unies du nord-ouest et de l'Oudh, les fermes moyennes ne dépassent pas 7,78 acres, pour une famille d'environ 4 personnes, habituellement. Quelques cultivateurs possèdent des parcelles plus étendues, mais la majorité en exploite de plus petites encore. Les paysans qui cultivent ces parcelles possèdent ordinairement leurs bœufs de charrue, à l'aide desquels ils labourent le sol. Leurs habi-

(1) La production nationale a été de 8,923,000 tonnes; les importations de 1,345,000 tonnes.

(2) *Revue contemporaine*, janvier 1882.

tudes de vie sont laborieuses à l'extrême, mais leur travail acharné ne peut leur fournir qu'une nourriture misérablement grossière, et leurs taxes augmentent constamment. Ils ne peuvent suffire à l'achat des instruments nécessaires pour procéder avec efficacité et économie à la culture de leurs champs et à l'enlèvement de leurs récoltes. C'est pourquoi il faut environ quatre-vingt-dix ouvriers, ou même plus, dans l'Inde pour produire une récolte de blé qu'on obtiendrait avec quatre seulement en Angleterre, à l'aide de tous les instruments de culture maintenant usités (1). Voilà le grand secret de tous les succès qu'obtient l'agriculture anglaise et des difficultés qui accablent celle de l'Inde.

Un ouvrage publié récemment par un Indien natif (2) contient, autant que j'en puis juger, la meilleure description que j'aie lue de la condition des habitants, cultivateurs ou industriels, de ce pays. Il serait difficile d'imaginer une histoire plus lamentable que celle de cette lutte constante et infructueuse contre une misère écrasante. Environ 60 p. 100 de la population des provinces du centre sont des *asamis* (propriétaires) ou des *ryots* (ouvriers), mais c'est là une distinction plus nominale que réelle, puisque les asamis travaillent aussi comme ouvriers. Au-dessus d'eux sont les *kashtkars* (fermiers ou cultivateurs) formant environ 15 p. 100 de la population, et plus haut encore, les *zemindars* (grands propriétaires) et les *pattidars* (sous-propriétaires), au nombre d'environ 5 p. 100.

Les asamis de l'Inde se rapprochent beaucoup, comme occupations, des métayers d'Italie et des cottiers de l'Irlande. Leur position est encore moins sûre et moins satisfaisante que celle des paysans propriétaires de France et de quelques autres pays. On dit qu'ils travaillent jour et nuit, aussi bien que leurs femmes et leurs enfants, sur la petite pièce de terre qui leur a été louée par les zemindars. Malgré le rude travail du père et de sa famille, les pauvres

(1) *Nos difficultés et nos besoins dans l'Inde*, p. 131.

(2) *Nos difficultés et nos besoins dans la voie du progrès dans l'Inde*, par Syed Mahommad Hossain de Lucknow.

gens n'obtiennent que rarement un repas suffisant une fois en vingt-quatre heures. Quoique leurs champs produisent toute espèce de récoltes, ils ne peuvent satisfaire leur faim qu'avec le grain le plus grossier et le moins cher de la saison. Chaque année la rente est augmentée plus ou moins... Les terres qui, au temps de Nawabi, ne se payaient qu'une roupie, en coûtent maintenant de 4 à 8. La condition d'un ouvrier ordinaire ne semble être en rien préférable ; il est vrai qu'elle ne saurait devenir plus mauvaise. Pour mener la charrue, construire, couvrir les maisons, etc., il ne reçoit qu'à peu près 3 livres de grains par jour, tandis que les jeunes gens et les femmes ne reçoivent qu'environ 2 liv. comme salaire d'une pleine journée de travail. Le salaire de l'ouvrier ordinaire est évalué à environ 2 deniers par jour.

Il n'est pas sans intérêt de comparer la condition du peuple de l'Inde avec celle de la population de notre province dont l'annexion à l'empire britannique est beaucoup plus récente, du Burmah. Une partie de cette province a été acquise en 1826, mais elle n'a été tout entière soumise à l'autorité britannique qu'en 1852. Le *Land and revenue Act* de 1876 a donné force de loi au mode d'achat usité avant l'occupation britannique. D'après cet acte, la propriété d'une terre peut être acquise soit par une occupation et une culture continues de douze années, soit par une concession spéciale de l'État. Le premier de ces modes d'acquisition est le plus usité pour les terrains qui sont dans un état de culture avancé; les nouveaux venus ont recours au second mode, pour les terrains encore à l'état vierge ou à peu près.

Sur la superficie totale du Burmah anglais, 3,450,000 acres sont tenus en concession directe du gouvernement. L'aire moyenne de chacune de ces concessions n'est que de 7,05 acres; la taxe moyenne est de 11,81 roupies par ferme, et le taux moyen du revenu par acre varie de 5 *roupies* à 2 *annas* par acre. Le profit net à l'acre varie de 2 1/2 à 18 roupies (de 5 à 36 sh.), en sorte que le revenu moyen de chaque ferme peut varier de 1 l. 15 sh. à 12 l.

12 sh. (1). Si maintenant nous ajoutons à ces chiffres que 2,562,000 personnes ou 70 p. 100 de la population totale vivent par l'agriculture, on peut apprécier là condition générale du peuple. Il faut de plus se souvenir que le fardeau des taxes dans le Burmah, comme dans tous les autres États qui sont soumis à l'autorité britannique, n'a pas cessé de s'accroître. Le revenu total, impérial et local des taxes, a passé de 1 million 1/2 à 3 millions sterling entre 1872 et 1883. Pendant cette même période, la population s'est accrue d'environ 1 million d'âmes, en sorte que la quotité par tête s'est élevée de 11 sh. 3 1/4 d. à 16 sh. 5 7/8 d., dans ce petit nombre d'années. Cette augmentation de 45 p. 100 ne serait pas sérieusement sentie dans une contrée européenne, mais la plus légère addition à leur charge d'impôts, déjà trop lourde, pèse comme une meule attachée au cou du paysan de l'Inde ou du Burmah.

La rente moyenne des terres par acre dans le Burmah anglais et le produit moyen pour chaque espèce de récolte en 1882 sont indiqués dans le tableau suivant :

RÉCOLTES.	RENTE MOYENNE PAR ACRE.		PRODUIT MOYEN PAR ACRE EN LBS.	PRIX MOYEN PAR PANIER DE 80 LBS.	
	Roupies (1).	Annas (2).		Roupies.	Annas.
Riz..............	3	9	1.351	3	0
Petites graines alimentaires.....	1	8	»	4	0
Graines à huile..	2	3	620	5	11
Sucre...........	2	12	5.542	7	13
Coton...........	2	1	414	9	10
Indigo..........	2	3	229	7	0
Tabac...........	6	15	731	17	1
Noix de coco.....	3	2	»	»	»
Légumes........	3	0	836	»	»
Feuilles de bétel.	13	8	3.764	»	»
Plantains........	1	14	1.510	»	»
Oignons.........	1	2	4.130	»	»

(1) Dans ces calculs, la roupie a été convertie à son prix maximum d'échange, 2 sh.

(2) 16 annas = 1 roupie = 1 sh. 9 d. à 2 sh., suivant le cours.

Le prix du travail ordinaire dans le Burmah anglais atteint en moyenne dix annas par jour (environ 1 sh.), ce qui est bien au-dessus du prix de l'Inde (1).

En Chine le système des paysans propriétaires se pratique bien plus encore que dans l'Inde. Une grande partie du sol du Céleste Empire est la propriété de familles de paysans ; chaque membre de ces familles a une portion désignée et prend part à la culture. Si la famille ne suffit pas à exécuter tout le travail nécessaire, elle se fait assister par des voisins, d'après la loi qui est appelée « huang-kung » ou principe du lendemain, c'est-à-dire : « vous travaillez pour nous aujourd'hui et nous travaillerons pour vous demain. » Dans le cas rare où l'on prend un ouvrier, on lui donne trois pence par jour et la nourriture. Les paysans chinois vivent principalement de végétaux ; les mahométans seuls font usage de la viande de bœuf ; des provinces entières n'ont pas un mouton, et les chèvres sont loin d'être nombreuses. Cependant les Chinois sont de bons agriculteurs, à leur façon du moins. Aucun peuple n'a montré plus d'habileté à tirer parti de la terre. « Les fermiers, nous dit-on, atteignent, à l'aide de longues échelles, des champs placés en bordure au-dessus de précipices, qui autrement seraient inaccessibles, et bravent les torrents des montagnes et les cascades pour s'emparer des limons arrachés par les eaux aux collines abruptes et s'en faire des champs cultivés (2). » C'est pour cela que la culture en terrasses des Chinois est devenue fameuse, aussi bien que la variété de plantes et d'arbres qu'ils font croître successivement; l'autorité que nous venons de citer en donne une liste où leur nombre s'élève à soixante-cinq.

Le Japon, comme la Chine et l'Inde, a une population presque exclusivement vouée à l'agriculture, et pourtant, sur une aire totale de 160,000 carrés, il n'y a guère en culture, dit-on, qu'un dixième de cette superficie. Sur ce dixième, près des deux tiers sont des terres à riz, qui pro-

(1) Rapport de l'administration du Burmah anglais de 1882 à 1883.

(2) *Rapports des conseils de Sa Majesté*. N° 7, 1883.

duisent en moyenne 20 bushels par acre, ce qui donne en conséquence une récolte d'environ 136 millions de bushels. Sur cette quantité les 2/3 sont retenus pour la consommation locale, d'où il suit que la consommation moyenne annuelle de riz par tête est de 243 livres ou 0l,66 par jour (1). Pendant les cinq années qui finissent en 1875, le prix du riz était descendu aussi bas que 0,27 d. par livre dans le nord du Japon, et monté à 0,85 dans le sud ; le prix moyen pour tout le pays étant environ de 0,65 d. ou près de trois liards par livre. Dernièrement encore, le riz servait généralement au Japon à payer les salaires, etc. ; en résumé, c'était l'étalon des valeurs. Maintenant encore l'impôt terrien se paye pour une part considérable avec cette denrée ; c'est encore avec elle que l'on prépare le *saké*, breuvage alcoolique universellement usité au Japon.

Il est peu de contrées où la terre soit aussi divisée qu'en Italie, et il n'en est aucune où le système appelé métayage, dans lequel le fermier paye le propriétaire par l'abandon d'une partie spécifiée de la récolte, soit pratiqué plus habituellement. Il paraît que le métayer est en position de se créer une meilleure existence que l'ouvrier, et que dans certains cas il a la possibilité de faire quelques épargnes. Ceci paraîtra d'autant plus remarquable que les fermes ou tenures ne dépassent pas une moyenne de 10 à 12 hectares en superficie. En Toscane, sur 26,772 propriétaires de terres taxés en 1880, 19,853 au moins avaient un revenu imposable de moins de 100 francs (4 l. 3 s. 4 d.), et pour 14,883 autres, le revenu variait entre 100 et 1,000 francs.

La condition économique de deux familles types de métayers, en Toscane, est très clairement tracée dans un rapport officiel récent dressé par le marquis Albergotti dei Giuddici, qui établit qu'une ferme de la commune d'Arezzo, d'une étendue d'environ 25 hectares, et cultivée

(1) Ces chiffres ont été communiqués par le ministre des finances du Japon au consul de Sa Majesté à Yeddo, et ils peuvent en conséquence être regardés comme aussi dignes de foi qu'une statistique peut l'être dans ce pays.

par cinq hommes et deux femmes, avec cinq enfants travaillant tous plus ou moins, donnait un produit total montant à la somme de 170 l. st., sur laquelle une moitié, 85 l. st., appartenait au métayer. Il fallait déduire de cette dernière somme le prix des aliments consommés, montant à un total de 49 l. st., en sorte que le demeurant pour l'habillement et autres dépenses diverses n'était que de 36 l. soit 3 l., pour chacun des travailleurs de la ferme, enfants compris.

La même autorité donne les détails de l'exploitation d'une seconde ferme à métayer, composée de 12 hectares sur une colline, dont 6 hectares en culture, et les six restants formés de bois et de terres stériles. Ici la famille se composait de trois hommes, deux femmes, et cinq enfants. La valeur des produits de la ferme montait à 103 l. st. sur lesquelles moitié au métayer. De cette dernière somme 35 l. 3 sh. sont à déduire pour le prix de la nourriture consommée, laissant 16 l. 7 sh. pour l'habillement et les autres dépenses, soit une moyenne de 1 l. 15 sh. pour chaque membre de la famille.

On comprendra facilement que ces résultats ne peuvent être atteints qu'avec beaucoup de travail. Sur la petite surface de 6 hectares en culture, on récolte treize produits agricoles variés, dont voici la liste, comprenant seulement la part du métayer :

			Valeur totale.
	hect.	fr.	fr.
Blé	17.50	à 22.50	393.75
Maïs	3.50	13.90	40.65
Haricots	0.12	32.70	3.92
Vin	4 50	35.00	157.50
Piquette	3.50	4.00	14.00
Huile	3.41	85.00	289.85
Fruits			0.70
Lin et chanvre	10 kil.	à 0.85	8.50
Volailles			15.00
Vers à soie	15 —	4.50	67.50
Profits sur le bétail			200.00
Laine	6 —	2.70	16.20
Fromage	10 —	1.35	13.50
Total			1221.07

La coutume, en Italie, est de donner en location les petites fermes pour trois, six ou neuf ans. De grandes fermes sont souvent louées pour douze ans. 32 pour 100 de la population sont engagés dans l'agriculture. Le salaire moyen d'un travailleur ordinaire est d'environ 1 franc par jour. « Les ouvriers font un voyage de 40 à 50 milles dans le but de s'engager dans les travaux les plus bas et les plus malpropres, comme le lavage du riz, afin de gagner 30 francs pour un travail de 40 jours en pleine chaleur d'été, et n'ayant pour provisions que du pain qu'ils apportent ou qu'ils peuvent se procurer dans le voisinage. » C'est un dicton, à Novare, que « l'agriculteur est la proie de toutes sortes de privations depuis son berceau jusqu'à sa tombe. » Pendant son enfance il est confié aux soins des étrangers, ou se roule dans la fange ; à sept ans il reçoit chaque année pendant quelques mois une instruction élémentaire et passe le reste de l'année à garder les chèvres ; à dix ans il gagne déjà quelques minces salaires ; à douze ans il travaille régulièrement ; à quinze il pratique les plus durs travaux de la ferme. Les hommes se lèvent en été à 2 heures du matin ; en hiver à 4 heures. Dans la première saison ils travaillent douze à quatorze heures par jour. Les jeunes filles prennent part au travail des champs dès l'âge de quatorze à quinze ans. La nuit, ils attrapent des grenouilles ou du poisson dans les marais, et volent du grain ou du bois (1).

Mais quelles que soient les misères du sort d'un métayer italien, celui de l'ouvrier agricole ordinaire est encore plus pénible. Nous avons vu que le métayer et les membres de sa famille, dans la plus petite des deux fermes dont il a été question, ont une marge d'environ 1 l. 13 sh. par tête pour les dépenses autres que l'alimentation indispensable, laquelle coûte en moyenne 3 l. 10 sh. par tête et par an. Mais quand il s'agit de l'ouvrier agricole ordinaire, cette marge si petite n'existe même pas. Le marquis Alber-

(1) *Rapports consulaires pour* 1883.

gotti donne l'évaluation suivante du revenu moyen annuel de l'ouvrier agricole de la Toscane en 1880 :

180 jours de travail à 1 franc.............	180 fr.
Salaire d'une femme pour 20 journées de moisson et de vendange avec nourriture.	20 fr.
Salaire d'une femme au tressage des chapeaux de paille........................	12 fr.
Divers................................	30 fr.
Total..................	242 fr.

Toujours d'après le marquis Albergotti, le coût moyen de la nourriture et du logement pour la famille serait de 369 francs par année, soit une moyenne de 75 francs pour chaque membre d'une famille de cinq personnes. On a fait remarquer, relativement à cette évaluation, que certaines autorités la considèrent comme poussée trop au noir. En hiver les ouvriers cherchent un emploi au chemin de fer, ou à un autre travail en dehors de la commune ; ils peuvent gagner 2 à 3 francs par jour ; avec cette assistance, les petits salaires qu'ils reçoivent au moment de la moisson, le glanage des châtaignes dans les districts montagneux, pour lequel ils reçoivent une rémunération en nature et un peu d'argent, ils arrivent à joindre les deux bouts.

Après avoir examiné les conditions qui, dans les différents pays, président aux divers modes de distribution de la terre, il est utile d'essayer de savoir si l'Angleterre doit tirer un plus grand avantage de la continuation du système actuel de distribution des terres, ou de l'adoption générale du système de paysans propriétaires, autrement dit de savoir si la suprématie de l'Angleterre aurait à gagner ou à perdre par le maintien du *statu quo*.

Dans un chapitre précédent nous avons montré qu'il existe dans le Royaume-Uni environ 1,170,000 propriétaires de terres, sur lesquels, il est vrai, 10,888 détiennent plus de 51 millions d'acres, ou 70 p. 100 du tout. Ajoutons que, d'après M. Caird, les 75 centièmes du sol anglais se

composent de fermes d'environ 165 acres. Pour exprimer le même fait sous une forme plus significative, disons que sur l'étendue entière du sol de l'Angleterre, dont la superficie s'élève environ à 73 millions d'acres, moins de 5 millions sont divisés en lots plus petits que 50 acres. Les avocats du système des paysans propriétaires, y compris la ligue de la *nationalisation des terres*, ont l'habitude d'invoquer le mot célèbre d'Arthur Young : « Donnez à un homme la possession assurée d'un rocher nu, et il le transformera en un jardin ; donnez-lui un jardin avec neuf ans de bail, et il le transformera en un désert. »

Mais ce mot, l'expérience de l'agriculture anglaise l'a-t-il confirmé ? Il existe dans la Grande-Bretagne environ 560,000 fermiers ; probablement moins du vingtième de ces cultivateurs sont possesseurs de la terre qu'ils exploitent. Mais ont-ils, en conséquence de ce fait, négligé leur devoir envers le sol? N'est-il pas notoire que, par la vertu d'un travail supérieur, le sol de l'Angleterre, qui naturellement n'était pas des meilleurs, a été rendu le plus fertile du monde entier?

La vérité est que l'agriculture, ainsi que nous l'avons démontré ailleurs, atteint l'efficacité la plus grande là où elle est exercée axec le maximum d'habileté et de capital; or ni l'un ni l'autre ne sont à la portée du paysan propriétaire ordinaire. S'il est exact d'affirmer qu'une moyenne de 10 livres sterling par acre est nécessaire pour exploiter avantageusement une ferme, il s'ensuit que tout paysan qui a l'occasion d'acquérir un lot de 10 acres aurait besoin d'un capital de 100 livres sterling pour l'exploiter. Mais comment un travailleur qui se trouve sans cesse sur la limite extrême du dénuement pourrait-il se procurer cette somme? A moins qu'il n'ait un capital à lui, il doit l'emprunter. S'il devient un emprunteur systématique, il cesse d'être un libre propriétaire. Et si jamais des sociétés financières tiennent sous leurs hypothèques le sol de l'Angleterre, nous aurons simplement établi d'invisibles prêteurs d'argent, vivant dans des cités lointaines, à la place des grands

propriétaires « landlords » que nous voyons, et qui, en Angleterre, vivent sur leurs domaines, et habituellement se font honneur de leur propriété. Qu'y a-t-il dans le changement proposé qui puisse transformer notre industrie, réorganiser notre système social et offrir un millénium paradisiaque aux 35 millions d'habitants de nos îles (1)?

Qu'il y ait de grands avantages sociaux dans le système des paysans propriétaires, c'est ce que peu de personnes sont disposées à nier. Que la terre ainsi « occupée » puisse être amenée à un rendement plus élevé que le rendement actuel, cela est possible, mais non très probable. Il est certain qu'elle ne pourrait être rendue plus fertile qu'avec une plus grande somme de travail, et c'est là, après tout, la grosse question. Que mille acres de terre soient réunis en une seule ferme, et ils seront cultivés suivant des principes scientifiques, avec les machines les meilleures et les plus efficaces qui existent. Divisez cette ferme en cent parcelles de 10 acres chacune, et le travail manuel viendra prendre la place des aides mécaniques de la culture, en exigeant une augmentation de dépense considérable.

On prétend que le système des paysans propriétaires fait produire au sol plus que l'exploitation en grande ferme. C'est très probable. Le travail à la bêche est, comme chacun le sait, celui qui assure les meilleures récoltes. Mais appliquer le travail à la bêche à la culture générale des terres, ce serait tout simplement faire reculer la civilisation de mille ans. Ce n'est pas le rendement absolu qu'il faut considérer, mais le prix auquel on l'obtient; et il est évident que si l'on parvenait à faire rendre au sol de l'Angleterre le double de la quantité de blé qu'il produit en ce moment, avec une dépense trois ou quatre fois supérieure au coût actuel, ni le pays en général, ni aucune des parties qui le composent, n'en tireraient le moindre avantage.

La situation de l'Angleterre comme nation industrielle

(1) *Remèdes à la misère sociale*, par Frédéric Harrison.

diffère essentiellement de celle de tout autre pays. Dans bien des contrées, c'est l'agriculture qui détermine le taux courant du salaire, et le pouvoir de se procurer les nécessités et les douceurs de la vie qui en provient; en Angleterre, ce sont les manufactures. Il est évident, en conséquence, qu'en étudiant les avantages comparatifs du système des paysans propriétaires, il faut que nous comparions cette catégorie de cultivateurs non pas avec l'ouvrier agricole ordinaire, mais avec la classe bien plus nombreuse de ceux qui pratiquent le travail manuel dans nos mines et dans nos fabriques. Il est difficile de prétendre, nous le croyons, qu'un fermier qui cultive à la bêche ses 10 ou 20 acres de sol ait quelque probabilité d'obtenir, aux prix actuels des produits agricoles, un avantage matériel quelconque sur l'ouvrier industriel. Dans les pays où il n'existe que peu d'industries manufacturières donnant des bénéfices, comme l'Inde, la Chine, l'Italie et même la Russie, le paysan propriétaire ou le métayer peuvent être plus à l'aise que le simple ouvrier qui ne gagne que 3 deniers, ou au plus 1 shilling par jour, juste assez pour ne pas mourir de faim. Mais il n'en est pas de même dans un pays comme l'Angleterre, où le petit propriétaire n'a pas le moyen de recourir au travail extérieur, et où les produits agricoles sont offerts à sa porte même, à plus bas prix qu'il ne peut les livrer, si l'on accorde à son travail la valeur courante du marché. D'autres pays peuvent se permettre de négliger les petites économies, et tolérer un système qui exige l'emploi de trois hommes pour exécuter le travail d'un seul. L'Angleterre ne le peut pas. L'économie du travail est l'air même qu'elle respire; cette économie est incompatible avec le système des paysans propriétaires appliqué en grand; en conséquence il est juste de conclure que ce système n'est pas adaptable à l'Angleterre. Cette conclusion n'est d'ailleurs pas opposée au principe de la propriété de l'occupant : beaucoup d'entre nous se rallieront sans hésitation à la pensée de M. Frédéric Harrison, qu'il faut en arriver, en fin de compte, à la

propriété de l'occupant, mais sans limite légale à l'étendue de cette propriété.

Je ne parle pas ici des avantages possibles des fermes coopératives qui n'ont été essayées en Angleterre qu'à titre d'expérience et dans des limites restreintes. Il est d'ailleurs raisonnable d'admettre que si douze ou vingt fermiers peuvent se réunir pour acheter et mettre en œuvre des machines, la culture de leurs terres peut devenir plus économique; mais sans nous occuper des résultats généralement peu avantageux de l'industrie coopérative dans notre pays, on peut croire que, comme chacun des fermiers ainsi associés aurait besoin des mêmes machines à la même époque de l'année, cela seul suffirait pour rendre leur coopération impraticable.

CHAPITRE VI

L'APPROVISIONNEMENT ALIMENTAIRE DE L'ANGLETERRE.

C'est un point de controverse entre les économistes que celui de savoir si pour un pays quelconque, et particulièrement pour le nôtre, c'est un grand inconvénient que d'être forcé à importer une partie considérable de son approvisionnement alimentaire. M. Porter admet que « un État ou une colonie peu considérable peut exister, sans danger ni inconvénient trop grand, dans des conditions qui l'obligent à recourir aux productions des autres contrées pour nourrir ses habitants; mais un examen rapide et un calcul très simple suffisent pour prouver qu'il ne saurait jamais en être ainsi pour un État d'une population nombreuse ». Et il continue en disant : « Pour fournir au Royaume-Uni un seul article, le blé, il faudrait employer plus de deux fois le nombre des navires qui entrent maintenant dans nos ports, si toutefois il était possible de se procurer dans les pays d'approvisionnement une quantité de grain suffisante (1). »

John Mill, d'autre part, a fait remarquer judicieusement que « le pays le plus régulièrement et le plus abondamment approvisionné de nourriture est celui qui tire ses aliments de la superficie la plus étendue (2). » Pour l'Angleterre, cette affirmation s'est vérifiée de bien des manières et pendant une longue période de temps. Malthus a calculé que, en prenant le taux moyen des soixante années qui ont précédé 1720, l'ouvrier n'a pu payer avec son salaire d'une

(1) *Progrès de la nation*, éd. 1847, page 136.

(2) *Principes d'économie politique*, livre II, chap. x, section 1re.

journée que les 2/3 d'un peck, mesure de 9 litres de blé, tandis que, de 1720 à 1750, sa journée de salaire a pu payer un peck tout entier.

Le prix moyen du blé en Angleterre pendant les cinquante années qui se terminent en 1715 a été, d'après les tables d'Eton, de 41 sh. 7, 3/4 d. pour un quarter (3 hectolitres), et pendant les vingt-trois dernières de ces années il a été de 45 sh. 8 d., tandis que, pour les cinquante années qui ont suivi, il n'a été que de 34 sh. 11 d. (1). Il est vrai que pendant les premières années du siècle actuel, et même jusqu'au rappel des *Corn laws*, le prix du blé s'est élevé plus haut; mais pendant les dix ou même quinze années dernières, il a repris le niveau de la première moitié du siècle dernier, tandis qu'en même temps les salaires de la classe ouvrière se sont énormément augmentés. Il est donc bien clair que l'accroissement des importations de blé a marché de pair avec la réduction du prix de cette céréale.

L'Angleterre est bien loin d'être la première nation qui ait eu largement recours aux importations pour subvenir aux besoins alimentaires de sa population. Athènes s'est trouvée autrefois dans la même nécessité. Son sol peu favorable à l'agriculture ne pouvait fournir assez de produits pour nourrir sa population, en sorte que l'importation des aliments devint un objet important de commerce et attira également l'attention du législateur. Les avances en argent faites aux propriétaires de navires par les capitalistes athéniens devinrent une branche importante de leurs affaires; mais la loi prescrivait qu'aucune somme ne devait être prêtée sur un navire en partance, à moins qu'une part de son chargement de retour ne consistât en blé ou en autres provisions. Elle ordonnait en outre la présentation en premier lieu de tout blé importé, sur le marché d'Athènes. En échange, Athènes fournissait de la quincaillerie, des armes (2), des meubles, des vêtements et des articles de fantaisie aux colonies et autres pays d'où elle

(1) Malthus, *Sur l'économie politique*, p. 225.

(2) Le père de Démosthènes possédait une manufacture d'armes.

tirait son approvisionnement alimentaire. En ce point, elle était donc un type précurseur de l'Angleterre et pratiquait déjà le système moderne de l'échange.

Notre communauté, en général, et notre classe salariée en particulier sont grandement intéressées à savoir s'il est probable que le « soutien de la vie » continuera à nous être livré aux prix exceptionnellement bas des dernières années. Pour résoudre ce problème, il faut jeter le regard loin de nous-mêmes. Ce n'est plus maintenant la condition de notre marché national, ce n'est plus le coût de la production d'un bushel de blé sur notre sol, qui établit le prix auquel le peuple anglais peut acheter son pain de chaque jour; c'est la concurrence entre l'Angleterre, l'Inde et la Russie; c'est la condition et l'étendue des récoltes dans le Dakota et le Manitoba lointains; l'application de la science et de l'industrie économiques aux fermes de l'Ouest américain; enfin la cote des frets de traversée de l'Océan, qui doivent désormais déterminer ce prix.

Les faits ont singulièrement contredit dans ces derniers temps les opinions, à cet endroit, de certains économistes et de quelques autres publicistes. Il est maintenant avéré qu'il n'y a aucune difficulté réelle à nous procurer chez les étrangers tout ce qui est nécessaire à nos besoins alimentaires, quand même ils seraient bien plus considérables qu'ils ne le sont maintenant; mais il y a toujours un certain nombre d'Anglais qui pensent que moins nous importerons de blé et de farine de l'étranger, et plus nous en cultiverons chez nous, mieux cela vaudra pour nos intérêts présents et futurs.

Il semblerait presque qu'en cette matière les intérêts de l'agriculture ne soient pas d'accord avec ceux du reste de la nation. Il saute aux yeux que si le blé étranger est importé plus largement d'année en année, non seulement il prend la place du blé récolté dans nos champs, mais il tend aussi à abaisser le prix de vente, et que c'est le blé importé, et non pas celui qui est cultivé chez nous, qui détermine ce prix; il n'est pas moins évident que si le prix

du blé reste bas, l'intérêt de l'agriculture, ou du moins l'intérêt de celle de ses branches qui est vouée à la production du blé, doit être lésé en proportion de la baisse. D'autre part, l'intérêt des classes industrielles et commerciales, en tant que séparées de la classe agricole, est d'encourager et de protéger autant que possible nos importations de blé pour les deux motifs spéciaux suivants : 1° parce que le prix du blé importé doit nécessairement régulariser celui du blé cultivé chez nous, et maintenir ainsi le bas prix de tous les deux pour le consommateur; 2° parce qu'on ne peut faire un grand commerce d'importation sans un développement des exportations proportionnel, quoique non pas nécessairement égal. Il s'ensuit que si notre commerce d'importation venait à décroître, nos exportations montreraient bientôt la même tendance.

Cette dernière assertion s'applique éminemment au commerce entre l'Angleterre et les États-Unis. Ainsi nos exportations vers ce marché, naguère excellent, ont subi une grave réduction pendant ces deux ou trois dernières années. Mais il est probable que l'existence d'un fret de retour, ou l'absence complète de tout ce qui peut ressembler à ce fret, explique suffisamment ce phénomène, et détermine le plus ou moins d'activité du commerce d'exportation. Pour peu qu'elles y trouvent un profit, quelque mince qu'il soit, nos manufactures, en dépit du haut tarif qui a pour but de les exclure totalement, peuvent encore présenter, et parfois même présentent réellement leurs marchandises sur les marchés des États-Unis; mais cela devient absolument impossible si l'armateur ne peut s'assurer aucun fret de retour. Dans ce cas le prix du transport à travers l'Atlantique est aussi rapproché que possible du double de ce que l'on payerait dans le cas contraire, et si cette différence s'élève seulement à 5 sh. par tonne, elle suffit dans bien des cas pour rendre toute transaction impossible.

Étudions la question un peu plus en détail. L'Angleterre a en ce moment une population qu'on ne peut évaluer à

moins de 37 millions d'âmes. On ne connaît pas exactement combien de blé consomme, sous toutes les formes, ce nombre d'habitants. Quelques autorités ont fixé la moyenne à huit bushels par personne et par année (1); à ce taux les habitants de notre pays consommeraient 300 millions de bushels par an. La quantité actuelle de blé cultivée dans le Royaume-Uni est estimée de 165 à 175 millions de bushels, sur lesquels 1/4 est réservé pour semence, ce qui laisse disponible environ 130 millions de bushels; c'est approximativement la nourriture d'une moitié de la population totale de l'Angleterre et du pays de Galles. Mais aux États-Unis, les quantités récoltées en l'année 1882 sont évaluées, pour le blé, à plus de 504 millions de bushels; pour le maïs à 1,617 millions de bushels; pour l'avoine, à 488 millions de bushels, sans parler de grandes quantités d'orge, de seigle et de sarrazin. On voit donc que si l'on adopte notre consommation par tête comme moyenne de celle des États-Unis, ce pays récolte chaque année assez de grains pour nourrir près de dix fois sa population actuelle.

L'accroissement de la culture des céréales marche d'un pas si rapide dans les nouveaux pays du monde, et spécialement dans nos propres colonies et aux États-Unis, que cette augmentation continue nous convie à examiner sérieusement si, avec le temps, les blés ne nous seront pas livrés à un prix qui exclurait de nos marchés anglais le blé cultivé dans nos champs, et qui forcerait nos agriculteurs à se consacrer entièrement aux récoltes fourragères. Dans les six années se terminant en 1882, la superficie cultivée en blé, rien qu'aux États-Unis, s'est accrue de 93 à 126 millions d'acres, soit de 35 p. 100. Dans le même intervalle la quantité totale de grain récolté s'est élevée de 2,178 millions à 2,699 millions de bushels, soit de près de 25 p. 100. Le même mouvement a lieu dans nos colonies

(1) Porter, dans son *Progrès de la nation*, admet que la consommation annuelle par tête est de six à huit bushels; d'autres ne l'ont évaluée qu'à 5 1/2 bushels (Le bushel contient 36 litres 35 centilitres).

et aux Indes. Le Canada a énormément étendu, de 1875 à 1884, son aire cultivée en céréales. Dans l'Australie du Sud, la superficie cultivée a passé de 959,000 acres en 1871 à 1,400,000 acres en 1880. Dans la province de Victoria, la quantité de blé récoltée a monté de 5,500,000 bushels en 1873, à environ 10 millions de bushels en 1881, soit un accroissement de près de 100 p. 100; en même temps la population n'augmentait que d'environ 100,000 âmes, ou 13 p. 100 (1). En Australie la superficie en blé était à peu près d'un million d'acres en 1867, et de 3,500,000 acres en 1882. Dans l'Inde, on affirme qu'il est possible de cultiver une quantité de blé suffisante pour nourrir toute la population de l'Angleterre, après avoir subvenu à la consommation locale; et ce fait que, de 1879 à 1883, la production a passé de un peu plus de 1 million de quintaux à 19 millions est loin de contredire cette affirmation (2). Il ne faut pas non plus oublier que la Russie, qui nous envoie maintenant plus de 13 millions de quintaux de grain chaque année, peut augmenter considérablement cette fourniture, tout en suffisant complètement à ses propres besoins.

Ces renseignements sur la situation générale semblent presque prouver que, bien loin de subir une perte quelconque par suite de la diminution de la production du blé sur notre territoire, le peuple anglais y pourra trouver des avantages; et on peut admettre que plus la concurrence grandira sur nos marchés, plus ces avantages seront marqués. L'expérience a complètement justifié cette prévision. Le prix du blé a fait preuve d'une tendance continue vers un bon marché de plus en plus marqué depuis 1867, et dans l'intervalle entre cette année et 1882, la baisse a été d'environ 20 shellings par imperial quarter (3 hectolitres ou à peu près 225 kilog.). Concurremment avec ce mouvement, nos importations de blé et de farine se sont élevées de 38,222,000 quin-

(1) *Almanach pour* 1882, page 432.

(2) *Rapports sur les progrès moraux et matériels de l'Inde*, pour 1882, p. 53.

taux à 77,225,000; autrement dit, elles ont juste doublé.

Jusqu'où descendront les prix dans l'avenir? C'est une question qui dépend principalement des trois considérations suivantes :

1° L'étendue de la concurrence entre les pays à blé sur les marchés anglais.

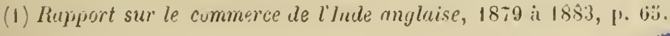
2° Le prix le plus bas possible de production dans ces divers pays.

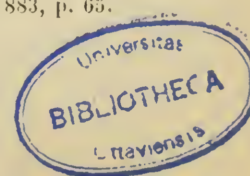
3° La cherté ou le bon marché des moyens de transport.

Il est à peine nécessaire de s'arrêter sur la première de ces conditions. A moins que les apparences actuelles ne soient extrêmement trompeuses, la vivacité de la concurrence pour une fourniture aussi sûre et aussi lucrative que l'approvisionnement de John Bull en un article aussi indispensable que le blé ne fera que s'accroître. Les colonies, les Etats-Unis, l'Inde, la Russie et la Hongrie sont avides de s'assurer la part du lion dans cet immense commerce, et ceux qui parviendront à s'emparer de cette part devront, pour la garder, se contenter d'un taux moyen de profits plus petit que celui dont ils ont joui jusqu'ici.

Quant au prix minimum auquel le cultivateur peut livrer le blé avec profit, il doit varier suivant la fertilité du sol, les salaires payés au travail agricole, les prix et conditions de la « tenure » du sol, et autres éléments analogues.

On a affirmé que dans les provinces centrales de l'Inde, à une distance d'environ 400 milles, à vol de corneille (en ligne droite) de Calcutta, le prix de détail du blé est de 5 sh. 7 d. à 6 sh. 6 d. par quarter y compris le profit assez considérable du commerçant indigène; en sorte que le prix auquel le blé peut être livré par le cultivateur indien ne doit pas dépasser 5 à 6 shellings par quarter (1). Ce prix ne s'applique évidemment qu'à des localités éloignées de tout grand centre de population, où la terre est d'un prix extrêmement bas et où les salaires sont très minimes.


(1) *Rapport sur le commerce de l'Inde anglaise*, 1879 à 1883, p. 65.



Mais, même dans ces conditions, le prix auquel le blé peut être livré dans l'Inde doit donner quelque indication du prix auquel on peut le vendre aux États-Unis. La principale différence entre les deux pays est celle du prix du travail. Dans l'Inde le travail est d'un bon marché excessif. Dans le Punjaub, les salaires agricoles varient de 2 à 6 deniers par jour (de 0 fr. 20 à 0 fr. 60); dans l'Oudh, 1 1/2 denier (0 fr. 15); dans les provinces centrales, 1 1/2 à 3 deniers; dans la présidence de Bombay, de 3 à 6 deniers (1). Aux États-Unis, d'autre part, le salaire, même des nègres, descend rarement au-dessous de 18 à 20 shellings par semaine, avec la nourriture. Dans l'Inde au contraire il y a 70 millions d'êtres humains vivant de l'agriculture, sur lesquels probablement une moitié (2) donne son travail à moins de 6 deniers par jour. En Amérique le total de la population agricole est de 7,670,000 personnes sur lesquelles plus de la moitié sont des ouvriers recevant des salaires de 15 à 30 shellings par semaine, avec la nourriture en plus. La production agricole des États-Unis est, de ce fait, chargée d'au moins 3 millions sterling (75 millions de francs) de salaires de plus qu'il ne serait nécessaire pour un nombre égal d'ouvriers indous. Mais cette différence, toute grande qu'elle semble au premier abord, est plus apparente que réelle; il faut se rappeler en effet qu'il faut la répartir sur une énorme production, non seulement de blés et de fourrages, mais largement aussi de tabac et de coton (3). La population agricole des États-Unis a produit, rien qu'en grains, 350 millions de quarters en 1880; soit une proportion d'environ 120 quarters par ouvrier employé. Donc, en tenant compte de ce que les États-Unis jouissent

(1) *Rapport sur les progrès moraux et matériels de l'Inde*, 1872.

(2) Recensement de 1881.

(3) En 1880, la production des grains aux États-Unis a été de 2,718 millions de bushels.

Pommes de terre	167 millions de	bushels.
Tabac	446 —	livres.
Coton	6 1/2 —	balles.
Sucre	348 —	livres.

de l'immense avantage d'un sol extrêmement fertile ; d'un climat bien plus tempéré que celui de l'Inde, et permettant une plus grande somme de travail en un temps donné ; et en considérant aussi que la terre est tenue à des conditions tellement avantageuses, que la simple propriété coûte ordinairement un prix égal (ou à peine plus élevé) à celui qui est payé en Angleterre comme rente annuelle, il n'est pas déraisonnable de conclure que, dans les vastes espaces des États de l'Ouest, le blé peut être produit à un prix différant très peu de celui de l'Inde, et dépassant certainement à peine 10 shellings par quintal. Au Canada, les conditions de production (mais malheureusement pour le Dominion, pas encore celles de distribution) sont tellement semblables, qu'on peut le regarder comme ne faisant qu'un, à ce point de vue, avec les États-Unis.

Ces évaluations ne sont pas en désaccord avec les faits. Quant au prix « le plus bas » auquel l'Amérique et le Canada peuvent, avec profit, fournir le blé à la consommation anglaise, les opinions et les renseignements diffèrent grandement. Mais le traité de M. Atkinson, auquel nous nous sommes déjà reporté, montre que le blé peut être emmaganisé, dans le Dakota, y compris toutes les dépenses de récolte, à un prix variant de 5 à 10 dollars par acre, le produit par acre au Dakota s'élevant de 12 à 20 et même jusqu'à 25 bushels. Si, calculant d'après ces chiffres, on trouve que 16 bushels de blé, ou deux quarters, représentent dans les greniers du Dakota une valeur de 7 dollars, autrement dit 28 sh., c'est une moyenne de 14 sh. par quarter de valeur sur place. En s'appuyant sur ces données, l'auteur américain affirme que, avec nos services actuels de chemins de fer et de bateaux à vapeur, et des prix de transport moyens, les fermiers américains peuvent sans aucun doute lutter contre l'Inde et la Russie sur les marchés anglais tant que les prix ne seront pas inférieurs à 34 shellings par quarter dans Mark Lane, à moins que les prix ne soient plus avantageux en Amérique.

La situation des pays fournisseurs de blé dont nous

avons parlé appelle maintenant notre examen. A ce point de vue, les États-Unis occupent une position bien plus avantageuse que l'Inde, tant en raison du taux moins élevé du fret sur les principaux railways, que par suite de la moindre distance de l'Angleterre. La tendance des dernières années a été de ce côté aussi dans le sens de l'abaissement des prix. Sur quelques-uns des principaux railways de l'Union américaine les taux de transport ont été réduits de plus de 100 p. 100 dans les quinze dernières années. Sur une des lignes les plus importantes ce taux a été réduit de moitié depuis 1873 (1). Pour le fret de traversée de l'Océan, la réduction a été tout aussi marquée.

Ces réductions du fret sur les chemins de fer américains et sur la traversée de l'Océan, de San Francisco et de New-York en Angleterre, ont été une des causes principales du bon marché exceptionnel du blé pendant les deux ou trois dernières années. Une autre circonstance a contribué à ce résultat, c'est la concurrence entre les chemins de fer et les canaux des États-Unis. Le plus grand marché de grains dans le monde est peut être Chicago. Entre cette ville et New-York le blé peut-être transporté soit entièrement par rails, soit entièrement par eau. Les chemins de fer et les canaux de l'ouest à l'est ont tous deux réduit considérablement leurs prix pendant les dernières années, comme nous le faisons voir ailleurs. Les réductions de prix pour la traversée de l'Océan ont été peut-être plus remarquables encore. En 1878 le taux du transport de New-York à Liverpool pour un bushel de blé était de 7 3/4 deniers ($0^f,75$); en 1884, il n'était plus que de 4 1/2 d. ($0^f,45$). L'effet de ces réductions a été de faire descendre le prix du transport d'un quarter (3 hectolitres) de blé entre Chicago et Liverpool, de 8 sh. 5 d. en 1878, à 5 sh. 11 d. en 1884.

En tenant compte de ce qui s'est passé jusqu'ici, nous

(1) Sur le chemin de fer de Pensylvanie le taux moyen par tonne et par mille était de 1,416 cents (0 fr. 07) en 1873, et de 0,819 cents 0 fr. 04) en 1883.

ne nous abandonnons pas à un vain rêve quand nous prévoyons la possibilité de voir le blé récolté à l'étranger se vendre avant longtemps, sur nos marchés, moins de 30 shellings par quarter. Ce qui aura lieu pour le blé se fera aussi, *mutatis mutandis*, pour les autres substances alimentaires, le bœuf et le mouton, les pommes de terre et les navets, et peut-être même le foin et le trèfle. On a prétendu que les bas prix récents n'ont pas été très profitables aux producteurs des États-Unis. Mais si l'Inde, ou tout autre pays, peut fournir le blé à meilleur marché que l'Amérique, le fermier américain doit se conformer à ce prix ou subir l'exclusion du marché le meilleur du monde. Un fait défie toute contestation. L'Angleterre obtiendra le maximum d'avantages en donnant le champ le plus étendu possible à la concurrence entre les pays producteurs de blé ; et toute tentative de limiter l'étendue de ce champ de concurrence serait une grave erreur économique.

CHAPITRE VII

SYSTÈME ÉCONOMIQUE DE L'ANGLETERRE.

« Pour nos gouvernements, la meilleure méthode de donner l'élan au progrès national, c'est de se borner à remplir leurs fonctions légitimes, c'est-à-dire de laisser le capitaliste chercher l'emploi le plus lucratif de ses fonds, le marchand chercher le prix le plus rémunérateur pour ses marchandises, le travail et l'intelligence trouver leur récompense naturelle, la paresse et la folie leur inévitable punition. »

MACAULAY.

Il n'y a peut-être pas une des questions intéressant notre prospérité nationale, et particulièrement la situation des classes ouvrières, qui ait été plus discutée pendant ces derniers temps, que celle du mérite relatif de la protection et du libre échange. On peut dire que, dans la pratique, l'Angleterre seule, parmi les nations du monde, accorde une liberté de commerce absolue, n'ayant pour limites que les seules nécessités de son budget. Il semble que le système choisi par toutes les autres nations de la Chrétienté devrait l'emporter sur les préférences et la sagesse d'une seule. Cependant il est peu de personnes dans notre pays qui osent défendre la protection pour ses propres mérites. Les Anglais admettent presque tous que, quel que puisse être le parti le plus avantageux pour les autres pays, l'Angleterre a beaucoup plus à gagner par le libre échange que par la protection sous une forme quelconque, soit qu'elle se montre à visage découvert dans le vieux système des lois sur les céréales, soit qu'elle se cache sous

le voile léger et moderne de « l'échange loyal » et de la réciprocité.

Dans son discours du 27 janvier 1846, sir Robert Peel faisait les remarques suivantes en faveur du libre échange, et contre l'argument du danger que courrait le commerce britannique si les autres nations refusaient la réciprocité :

« Croyez-le bien, votre exemple finira par l'emporter. Quand cet exemple pouvait être invoqué en faveur de la restriction, on en faisait fréquemment usage ; quand on pourra l'employer pour montrer que l'adoucissement des tarifs a été favorable à nos intérêts, cette constatation sans doute n'excitera d'abord que peu d'attention et d'émulation à l'étranger ; mais le bon sens des populations, du grand corps des consommateurs l'emportera ; et en dépit de la résistance soit des gouvernements, soit des organes constitués et officiels du commerce, la raison et le sens commun amèneront partout l'adoucissement des droits élevés. »

Après un intervalle de quarante années, il est intéressant de voir jusqu'à quel point les prévisions de sir Robert Peel se sont réalisées ou ont des chances de se réaliser. Sur le budget total des cinq principales nations du continent la somme provenant des douanes représente encore les vingt centièmes du total. L'Angleterre reste presque seule à tirer son revenu de taxes portant uniquement sur les importations d'articles de luxe. Dans presque tous les autres pays on prélève des droits sur les articles de nourriture les plus ordinaires et les plus nécessaires. Le lard et le jambon, par exemple, subissent un droit d'entrée à la frontière de quatorze pays pour le moins. Le beurre n'est admis dans dix de ces mêmes pays qu'en payant des droits qui varient, de 1 sh. 0 1/4 d. par quintal en France, à 35 sh. 3 d. en Portugal. Dans seize pays, le fromage paye des droits d'importation allant de 1 sh. 2 3/4 d. en France, à 39 sh. 5 d. en Russie. Le bœuf salé aussi, qui dans plusieurs contrées est un aliment habituel, et dont les classes vivant de salaires sont presque seules à faire usage, supporte un droit d'importation dans quinze pays. Il n'est

pas non plus une seule contrée européenne, à l'exception de la Belgique et de l'Angleterre, qui n'impose une taxe sur l'un ou l'autre des nombreux modes d'importation du poisson, ajoutant ainsi au prix normal un supplément s'élevant jusqu'à 35 p. 100 ; et ce ne sont là que quelques-unes des nombreuses folies dont beaucoup de nations, d'ailleurs éclairées, se rendent coupables.

Examinons maintenant quelques-uns des motifs allégués pour justifier cet état de choses. Les principaux arguments employés pour la défense de la protection, en ce qui concerne les États-Unis, et s'appliquant certainement tout aussi bien aux autres contrées protectionnistes, se résument comme suit :

1° Aucune nation des temps modernes, n'ayant pas de manufactures, se contentant d'exporter des matières premières en échange de marchandises fabriquées à l'étranger, et ayant ses habitants presque tous engagés dans la culture du sol, n'a réussi à conquérir la richesse, la prospérité et la puissance.

2° Si pendant les cinquante années qui viennent de s'écouler, l'Amérique avait admis un système de commerce absolument libre avec le monde entier, elle n'aurait jamais pu atteindre son développement industriel d'aujourd'hui ; elle ne serait encore aujourd'hui qu'une gigantesque colonie agricole, échangeant les produits de ses champs contre les marchandises provenant des manufactures et des fabriques d'Europe.

3° Avec le système de la protection, l'Amérique a pu développer ses immenses ressources minérales pour ainsi dire illimitées, encourager et accroître ses industries manufacturières, si bien qu'aujourd'hui, non seulement elle est indépendante et capable de suffire à ses propres besoins, mais elle exporte à l'étranger et peut même disputer à l'Angleterre les marchés du monde.

4° Le tarif protecteur a été l'agent le plus important, et même l'agent indispensable du développement des industries manufacturières des États-Unis.

5° Les classes ouvrières des États-Unis, soumises au système de la protection, jouissent d'un plus haut degré de prospérité que les mêmes classes en Angleterre, avec le système du libre échange (1).

Répondre en détail à ces arguments, ce serait entreprendre un exposé de toute la controverse entre les systèmes antagonistes de la protection et du libre échange. C'est une œuvre qui a été si bien et si complètement achevée par feu le professeur Fawcett et d'autres écrivains, qu'il serait évidemment superflu d'essayer de la renouveler ici. Mais on peut montrer brièvement qu'aucun des cinq arguments présentés ne touche au fond du problème, et qu'ils sont tous les cinq basés sur des hypothèses qui ne sont ni justes ni même défendables. Les contre-propositions suivantes seront peut-être une réponse suffisante :

1° Aucune nation des temps modernes ne manque entièrement de manufactures. Les pays d'Europe qui dépendent le plus des manufactures étrangères sont l'Italie et l'Espagne. Pendant le dernier demi-siècle, le premier de ces pays a conquis le rang de grande puissance, ce qui ne l'a point empêché de devenir en même temps très prospère. Si l'Espagne n'est ni riche, ni puissante, la faute en est non à son manque de manufactures, mais au caractère de sa population et aux vices de ses institutions. L'Australie, par contre, dont la population est exclusivement agricole, a conquis la richesse, la prospérité et la puissance plus rapidement que toute autre nation des temps anciens ou modernes (2).

2° Il est impossible de dire ce que l'Amérique serait

(1) *Le libre échange au point de vue américain. Revue contemporaine*, juillet 1880.

(2) La richesse de l'Australie s'est accrue, entre 1860 et 1882, d'environ 400 millions de livres sterling, ou de 47 livres sterling par habitant. Le revenu d'un Australien s'élève en moyenne à 44 livres par an, ou 17 livres par tête de plus que celui de l'habitant des États-Unis, et 9 livres par tête de plus que celui de l'habitant du Royaume-Uni. Sur la richesse totale de l'Australie 258 millions de livres sont en terres, et 112 millions de livres seulement en manufactures, etc.

aujourd'hui avec un système économique autre que celui qu'elle a choisi. Ce que l'on sait, c'est que la protection a énormément accru pour le consommateur américain le prix de toutes les choses qui ne sont pas purement des matières premières; et qu'elle a, en conséquence, augmenté artificiellement le coût du travail, et, sans nécessité, rendu plus difficile aux manufacturiers américains, soit de subvenir aux besoins de leur propre population, soit de développer leur vente sur les marchés neutres.

3° L'Amérique a certainement réussi à développer ses ressources et son industrie avec la protection; mais que n'aurait-elle pas fait si elle n'avait été ni embarrassée ni retenue par le fardeau que ce système impose inévitablement? Les ressources minérales des États-Unis sont si grandes qu'aucun autre contrée du monde ne peut les dépasser. Aussi rien, que la plus coupable négligence des moyens et occasions, n'aurait pu empêcher leur développement. Dans le système actuel, leur mise en exploitation a été beaucoup plus coûteuse qu'autrement, et cet excès de dépense, bien loin d'aider l'Amérique dans l'exportation de ses produits, a eu l'effet exactement contraire (1). Toute l'histoire des exportations américaines prouve d'une manière concluante que c'est en matières premières, et non en manufactures, que consiste la richesse du pays, que c'est de la production des matières premières que dépend sa prospérité; et ce n'est que répéter le plus rebattu des truismes de dire qu'on ne peut faire une plus grande folie que de frapper ceux qui produisent toute cette richesse, en taxant les articles manufacturés qu'ils consomment, afin

(1) La valeur totale des exportations des États-Unis, de 1851 à 1860, s'est élevée à 48 millions de livres sur lesquels 2 1/4 millions seulement étaient des objets manufacturés. De 1861 à 1870, la valeur moyenne annuelle des exportations a été de 47 1/2 millions de livres sterling; mais 1,800,000 seulement venaient des manufactures. Entre 1870 et 1880, la valeur moyenne annuelle des exportations américaines s'est élevée à plus de 111 millions sterling, mais 14 1/4 millions seulement provenaient des articles manufacturés, tout le reste était en matières premières.

d'enrichir d'une façon artificielle un petit groupe de gros industriels.

4° On peut peut-être admettre que les industries manufacturières se sont développées plus rapidement et plus largement avec la protection qu'elles ne l'auraient fait sous un autre système, quoique ce ne soit rien moins que prouvé. Il est en effet très possible de concevoir un développement encore plus considérable de l'industrie, sous le régime de la liberté absolue du commerce. Car les choses ne se passent pas comme si la protection avait tout à fait exclu les produits des manufactures étrangères. Si elle avait réussi à obtenir ce résultat, sa « raison d'être » aurait été bien plus apparente, et les maux évidents qu'elle a causés auraient pu lui être grandement pardonnés. Mais les importations d'articles manufacturés aux États-Unis ont constamment augmenté d'année en année (1), et comme d'une façon générale le montant de ces importations a été inversement proportionnel au développement des industries américaines, et n'a fait que subvenir aux besoins nationaux des États-Unis, quand ces industries ne pouvaient les satisfaire, il n'y a pas de bonne raison pour supposer que ces importations auraient été plus considérables avec un système économique différent. Les États-Unis ont toujours joui et jouiront toujours d'une protection naturelle contre les produits moins chers des manufactures de l'Europe, ce sont les frais de traversée de l'Atlantique qui la constituent. Elle devrait être, et nous croyons réellement qu'elle est suffisante, à elle seule, pour permettre aux manufacturiers américains de rester les maîtres de leurs propres marchés.

5° On peut encore admettre que les classes ouvrières, en général, jouissent aux États-Unis d'une prospérité plus grande qu'en Angleterre ; mais rien ne prouve que cet

(1) La valeur totale des importations aux États-Unis, formées presque entièrement d'objets manufacturés, a passé de 67 millions sterling en 1861 à 95 millions en 1871, et à 130 millions en 1881. En 1861, les importations montaient à 35 shellings par tête ; en 1881, à 60 shellings par tête.

avantage, s'il existe, soit dû à la protection. Si elle était la seule cause de cette différence, pourquoi n'aurait-elle pas réussi à donner en Allemagne, en Italie, en Russie, et dans d'autres pays où la protection florit également, les mêmes résultats que l'on attribue à sa puissance en Amérique? En effet, dans ces pays, le taux moyen des salaires est au-dessous de ceux de l'Angleterre, autant qu'il est au-dessus en Amérique. Ainsi quand les protectionnistes américains cherchent à établir une loi de cette nature, ils devraient se rappeler qu'une loi générale ne peut s'appuyer sur des exceptions, et comme les hauts salaires dans les pays protectionnistes sont l'exception et non pas la règle, les prescriptions les plus élémentaires du bon sens doivent les obliger à abandonner une position si peu défendable.

On nous permettra d'ajouter quelques mots de plus. S'il est vrai que dans la plupart des pays européens les salaires sont plus bas qu'en Angleterre, en dépit des tarifs protecteurs, il est aussi incontestable que ces tarifs tendent à accroître le prix de la vie. Il va sans dire qu'ils ont élevé le prix de toutes les marchandises manufacturées aux États-Unis. Dans ce pays la location des maisons, et l'habillement, sont peut-être de 100 p. 100 plus chers qu'en Angleterre, et il en est de même pour beaucoup d'autres nécessités de l'existence, dans la production desquelles le travail a une grande part. Les salaires plus élevés payés en Amérique suffisent-ils, après avoir supporté l'augmentation du prix de la vie, à laisser à l'ouvrier une somme disponible plus grande que les salaires moins élevés, mais ayant une puissance d'achat plus grande de l'Angleterre? C'est là un problème difficile à résoudre. Mais c'est certainement la plus insigne des erreurs de prétendre que la protection protège les classes ouvrières contre le renouvellement des crises périodiques, avec leurs conséquences ordinaires de chômage pour les ouvriers et de réduction des bénéfices pour les patrons, qui est un des traits habituels de l'histoire de l'industrie anglaise. L'une des autorités américaines les plus dignes de foi rend compte

que, de 1882 à 1884, plus de 300,000 ouvriers ont été privés de travail dans les villes des divers États, tandis que, pendant le même intervalle, les salaires étaient réduits dans presque toutes les industries principales du pays, suivant une proportion qui a varié de 10 à 25 p. 100 (1). On a fait des récits de la déplorable condition générale des classes ouvrières en Amérique pendant cette période. Le ralentissement dans la construction des chemins de fer laissa des milliers d'ouvriers absolument sans travail. Aucune autre entreprise ne vint compenser cette réduction et donner le moyen d'occuper les ouvriers jetés ainsi sur le marché du travail; et il s'ensuivit une misère générale et presque sans exemple en Europe, dans de semblables conjonctures. En Angleterre, les crises de cette nature font beaucoup de mal et sont malheureusement trop fréquentes; mais en Amérique elles sont considérablement aggravées par les effets du système même institué, dit-on, comme le principal soutien de l'industrie et du travail. Quelles que soient les circonstances, un artisan doit avoir un toit pour abriter sa tête. En Angleterre, les locations sont comparativement si peu chères que, si le travail est mal rémunéré ou s'il est impossible de se procurer un emploi, la dépense de logement n'est pas aussi vivement ressentie que dans un pays où les prix des locations sont devenus, par la hausse artificielle de toutes les espèces de valeurs, le double de ce qu'ils devraient être. En Angleterre encore, l'ouvrier peut, dans les plus fâcheuses circonstances, obtenir les nécessités de la vie au minimum de prix. Les principaux éléments de sa nourriture quotidienne lui sont fournis au meilleur marché possible, sans être chargés d'aucuns droits, sans restrictions d'aucune espèce. Dans les pays protectionnistes, c'est une ressource qui manque absolument aux classes ouvrières, dans leurs détresses les plus affreuses, dans leurs plus mauvais moments. En Allemagne le blé étranger, dont la con-

(1) Voir *Dradstreet* pour 1885.

sommation s'est accrue dans les dernières années, est soumis à un droit peu considérable il est vrai, mais qui ne laisse pas néanmoins de renchérir le prix du pain. La loi interdit à l'artisan du Havre de manger du lard importé d'Amérique, il est obligé de limiter sa consommation à l'article national, quel qu'en soit le prix. Il en est de même de beaucoup de denrées d'un usage général. La liberté du commerce entraîne nécessairement le minimum des prix, tandis que la protection conduit au maximum.

Mais l'Angleterre n'a pas encore, jusqu'ici, recueilli tous les avantages qu'elle est en droit d'attendre de la pratique du libre échange. En ce qui regarde les céréales, il est presque certain qu'elles vont avant peu baisser considérablement de prix. Les réductions qui ont eu lieu dans le taux du fret pendant les quelques années dernières ont été très marquées. Le fret moyen en 1879, par les lacs et les canaux, de Chicago à Buffalo, distance de 900 milles, n'a été que d'environ 6 sh. 6 d. par tonne de blé, et 6 sh. 3 d. par tonne de maïs; de Buffalo à New-York, distance de 500 milles par canaux, il a été de 9 sh. 8 d. par tonne de blé, et 9 sh. 4 d. par tonne de maïs. Voilà donc du blé et du maïs parcourant une distance totale de 1,400 milles depuis leur lieu de production, jusqu'à leur chargement à bord d'un navire à New-York, au prix d'environ 16 shellings par tonne ou 4 shellings par quarter. Pour le fret de traversée de New-York à Liverpool et Londres, la réduction est encore plus frappante. Le blé, qui payait encore 12 shellings par quarter en 1875, a été transporté à un taux aussi bas que 3 deniers ou 3 deniers 1/2 par bushel en 1879; et depuis cette date le taux moyen n'a probablement pas dépassé 4 d. 1/2 à 6 d. par bushel, ou 2 sh. 8 d. par quarter. Ne nous étonnons donc pas si le blé nous était désormais régulièrement livré à Londres avec une charge moyenne de transport ne dépassant pas 5 sh. 6 d. (6 fr. 50) ou 6 sh. (7 fr. 50) par quarter, pour une distance de près de 5,000 milles, y compris le voyage par les lacs et les canaux, entre Chicago et New-York. C'est l'effet inévitable de

liberté du commerce d'apporter au consommateur tous les avantages qui résultent de la possibilité d'acheter sur le marché le moins cher; or, la facilité de s'assurer le pain à bas prix n'est que l'un des avantages que comporte ce système.

Considérons-nous maintenant l'autre côté de la question? Un Rapport du Consul de Sa Majesté à Savannah (1) nous fournit un exemple frappant des résultats que produit quelquefois la protection, ou qui du moins l'accompagnent. En 1860, année que l'on peut regarder comme appartenant à la période de protection modérée, les salaires moyens payés dans les filatures de coton à Savannah étaient de 361 dollars 40 cents par an ; en 1879, année qui représente le haut tarif de la période de protection, les salaires ne se sont élevés qu'à 240 dollars 17 cents; c'est une diminution d'environ 34 p. 100. Dans les filatures de laine, les salaires moyens de la première période étaient de 359 dollars 26 cents, et dans la dernière de 293 dollars 5 cents, avec une diminution correspondante du prix de l'existence : la différence entre les deux périodes aurait pu être sans importance. Mais l'auteur du rapport continue en nous montrant que, tandis qu'en 1860 le prix de 58 articles de fournitures d'intérieur était de 72 dollars 28 cents, le prix de ces mêmes marchandises en 1879 était de 100 dollars; d'où il conclut à une différence de 33 1/2 p. 100 dans la puissance d'achat de l'argent en faveur de la période de la protection modérée (2). Ainsi une diminution moyenne de 28 p. 100 dans les salaires a eu lieu en même temps que s'accusait une augmentation moyenne de 33 1/2 p. 100 dans le coût de la vie.

L'un des traits les plus remarquables des tarifs protectionnistes, c'est leur extrême variabilité, non seulement de période en période, mais d'année en année, prouvant ainsi presque jusqu'à l'évidence le manque de système et d'unité

(1) Rapport sur les produits et l'industrie de la Géorgie pour 1882.
(2) Il n'est pas fourni de détails permettant de vérifier l'exactitude absolue ou approximative de ces chiffres.

de vues, et faisant un contraste curieux et désavantageux avec la certitude absolue et la consistance des principes du libre-échange. Dans les premières années de l'histoire commerciale des États-Unis, le tarif était léger. Jusqu'en 1808 le montant du droit n'a jamais dépassé, pour une année quelconque, 16 p. 100 de leur valeur totale. Mais en 1813 ce chiffre montait à 60 p. 100; il retombait, l'année suivante, à 47 p. 100; deux ans plus tard il baissait encore jusqu'à 25 p. 100; en 1818, il ne montait plus qu'à 14 p. 100; en sorte que, en six ans, le montant des droits de douane avait varié de 330 p. 100. Depuis cette époque la même tendance s'est toujours montrée quoique sous une autre forme. A partir de 1833, quand un tarif de compromis fut adopté jusqu'en 1844, les droits de douane restèrent au-dessous de 20 p. 100 de la valeur totale des importations. De 1844 à 1855, à l'exception de deux années seulement, ces droits ont dépassé cette limite, quoique le tarif alors en vigueur ne fût destiné ostensiblement qu'à procurer des revenus au trésor. En 1864 un tarif général hautement protecteur fut inauguré, et pendant les quinze années suivantes, avec deux exceptions seulement, le taux moyen *ad valorem* des droits perçus sur toutes les importations (je comprends dans le total, les marchandises non imposées aussi bien que les marchandises imposées) fut au-dessus de 30 p. 100; et en prenant seulement les marchandises imposées, de plus de 40 p. 100.

Mais les variations du tarif sont tout aussi remarquables quand on les soumet à une analyse plus détaillée; il ne semble pas au premier examen que le tarif soit établi avec l'intention de donner une protection égale à toutes les industries; il n'est pas établi non plus de manière à protéger plus complètement les industries qui, par suite de circonstances spéciales, ont le plus besoin de son appui. Il est aussi loin d'être simplement un tarif de revenu, qu'un tarif absolu de protection. Pourquoi, par exemple, avec le tarif de 1881, le taux moyen du droit *ad valorem* sur la laine est-il de 60 p. 100, tandis que, sur le coton, il n'est

que de 38 p. 100? Pourquoi les manufactures de soie payent-elles un droit de 59 p. 100 tandis que celles de jute et de chanvre ne payent que 21 p. 100? Voici un autre problème qui n'est pas moins embarrassant : pourquoi le coton filé ne paye-t-il aucun droit d'entrée tandis que d'autres matières brutes, existant également dans le pays, payent 25 p. 100, comme le charbon par exemple, et même 48 p. 100 *ad valorem* comme le sel? Comme si ces anomalies ne suffisaient pas, pourquoi cette différence considérable entre le charbon et le sel? La vérité est que d'un bout à l'autre le tarif américain est un tissu d'absurdités, d'anomalies et de contradictions. Il ne repose sur aucun principe fixe, il ne présente aucun caractère national, n'exprime aucun sentiment national, n'est utile à aucun dessein national. Il est faible là où il devrait être fort, il soutient les forts et pèse sur les faibles. Il taxe des nécessités de la vie comme le blé et la farine, le fer, le coton en pièces, et il accorde l'entrée libre à des produits de luxe, comme le thé, les fourrures, l'ivoire et les œuvres d'art. C'est la *platform* à l'aide de laquelle le *politicien* de profession fait jouer les ficelles de l'esprit de parti. On fait varier ce tarif d'année en année, non pas tant avec un dessein honnête, sérieux, persistant, que dans le but de jeter un gâteau à Cerbère, et de contenter l'hydre à mille têtes de l'agiotage et de la corruption. En raisonnant par analogie, on croirait impossible qu'un système si contraire au caractère de vigueur, de confiance en soi, d'habileté des Américains puisse se perpétuer; mais force est bien d'avouer en même temps que son glas funèbre, suivant les apparences, n'est pas encore sonné, quoique certains symptômes le présagent dans un avenir plus ou moins lointain.

L'Italie peut être citée comme un autre des nombreux exemples de pays qui ont plus perdu que gagné en imposant des droits sur les articles de consommation domestique. Le gouvernement italien taxe plus ou moins lourdement non seulement les marchandises dont la population

peut à la rigueur se dispenser, mais il commet la bévue de taxer aussi les articles d'alimentation. Par exemple, un droit de 8 sh. 2 d. par quintal est imposé sur le lard et le jambon; de 6 sh. 1 d. sur le beurre salé; de 3 sh. 3 deniers sur le fromage; de 8 sh. 2 d. sur le bœuf; de 1 sh. 1 4/7 d. sur le chocolat et le cacao; et ainsi de suite pour nombre d'autres articles. La prospérité de l'Italie en est-elle la conséquence? Répondons à cette question par la citation suivante, empruntée au dernier rapport du secrétaire de l'ambassade anglaise à Rome (1). M. Beauclerck constate que « dans les plaines un ouvrier de ferme ne reçoit jamais d'autre viande qu'un peu de porc, et que lors même qu'il semble rassasié il souffre d'inanition chronique, parce que ses aliments manquent de qualités nutritives. » — Il écrit encore que le salaire moyen des ouvriers agricoles, 1 franc par jour, est bien loin de suffire à procurer la nourriture, l'habillement, et les plus simples nécessités de l'existence à un homme, et bien moins encore à un ménage avec enfants. Tant que des hommes font 40 ou 50 milles pour s'engager dans les travaux les plus bas et les plus malpropres, comme le nettoyage du riz, afin de gagner 30 francs en 40 jours de travail à la chaleur de l'été, n'ayant à manger que le pain qu'ils apportent ou se procurent dans le voisinage, il n'est pas étonnant que l'on appréhende des troubles sociaux, et que la loi sur l'instruction obligatoire reste en grande partie une lettre morte; il n'est pas étonnant non plus que le paysan, « chassé par le besoin et la misère, s'éloigne, tout en larmes, de la pauvre chaumière qu'il aime pour chercher une meilleure fortune dans des terres lointaines, laissant sa femme et ses enfants lutter contre la faim et se tirer d'affaire comme ils peuvent ». La situation n'est pas meilleure dans les districts industriels. « Dans les poudreries, écrit le même auteur, l'ouvrier ne reçoit que de 1 shelling à 1 shelling 6 deniers par jour, et dans les cas d'accidents par

(1) Rapport de M. Beauclerck sur la condition agricole du royaume d'Italie. 1884.

explosions, qui ne sont pas rares, les entrepreneurs ne font absolument rien pour les victimes. « Puis encore : « dans les carrières de marbre de Carrare, les salaires moyens n'atteignent que 2 fr. 50 à 3 francs par jour. Les habitations des ouvriers sont extrêmement misérables. Leurs enfants, épuisés par un travail prématuré, sont petits et minces, et, devenus adultes, restent pâles, maigres, courbés et affaiblis. »

Examinons maintenant des pays purement agricoles comme la Hongrie et une grande partie de l'Autriche. La Hongrie, seule, importe pour plus de 6 millions sterling de marchandises de toute espèce, sans compter celles qu'elle reçoit de l'Autriche, d'une valeur de 18 1/2 millions de livres sterling. Ces marchandises sont en grande partie des tissus destinés à vêtir la population ; puis du fer et de l'acier, principalement sous forme de machines destinées à la culture de la terre, à l'exploitation des chemins de fer, etc. Dans la fabrication de ces divers produits, la Hongrie ne peut opposer à l'étranger qu'une concurrence inhabile, et quoiqu'elle ne parvienne pas à développer sa propre industrie à un degré quelque peu important à l'aide des droits qu'elle impose, elle ne craint pas d'accroître le prix de presque tous les articles de consommation courante par l'élévation de ses droits d'importation.

L'Autriche, qui n'a qu'un petit nombre de manufactures et qui est, par conséquent, obligée d'avoir recours aux importations de divers pays, est néanmoins, comme d'autres nations continentales, attachée à la protection plutôt qu'au libre-échange. En 1882, la valeur des marchandises qu'elle a importées s'est élevée à plus de 65 1/2 millions de livres sterling, sur lesquelles il a été payé une taxe totale de 3,773,812 livres sterling, soit 5,7 p. 100 de la valeur importée. Mais, bien loin de frapper les articles de luxe exclusivement ou même principalement, ces droits portent surtout sur des marchandises d'usage journalier, car nous trouvons, dans la longue liste des importations imposées, le grain, le riz, la farine, les légumes, les fruits, parmi les aliments,

et le coton, les laines, le lin, le chanvre, le jute, parmi les articles destinés au vêtement Si l'Autriche constatait, comme conséquence de ce système, que son industrie se développe rapidement, et que ses importations décroissent d'année en année, sa politique économique pourrait au moins avoir l'air d'être justifiée par les résultats ; mais, bien loin qu'il en soit ainsi, le nombre et la nature des articles d'importation augmentent sans cesse. Nous ne citerons qu'un ou deux cas pour prouver que de tels errements sont incapables de produire aucun résultat avantageux. Un droit dépassant 4 livres sterling par tonne est perçu sur les plaques en fer et en acier des navires. Cette protection a-t-elle encouragé l'industrie locale de la fabrication de ces plaques? Les statistiques de l'industrie autrichienne montrent que 3,400 personnes seulement, dans tout l'empire, sont occupées dans cette industrie. Le jute et le lin sont frappés de droits qui varient de 3 livres sterling à 7 livres par quintal. Les industries du jute et du lin sontelles conséquemment florissantes en Autriche? Au contraire, on ne compte que 940 personnes employées pour la première, et 1,992 pour la seconde. Il n'existe pourtant pas de motifs réels pour que l'Autriche ne fasse pas une concurrence heureuse à l'Angleterre dans ces industries. Le principal centre d'approvisionnement est plus rapproché de ses rivages que des nôtres : le travail dont elle dispose est moins cher : et elle a comme marché naturel toute sa propre population et celle des principautés danubiennes. On sait pourtant qu'avec le secours de la protection et les avantages indiqués, elle ne fournit pas la vingtième partie de la quantité vendue par l'Angleterre, et se trouve obligée d'avoir grandement recours à nous pour aider sa production trop limitée.

Si nous examinions cette question en ce qui concerne les autres pays protectionnistes, nous trouverions les mêmes tendances et les mêmes résultats. Mais il est inutile de multiplier davantage les exemples.

L'erreur qui forme la base d'un grand nombre de théo-

ries protectionnistes, comme nous l'avons déjà dit, c'est de prétendre qu'un pays doit développer ses manufactures, sans considérer si ses ressources sont adaptées à ce développement, et de croire que des tarifs protecteurs sont un moyen sûr d'obtenir ce résultat.

Le peuple des États-Unis n'accepte pas l'opinion assez souvent exprimée que c'est « sa destinée manifeste » de fournir au reste du monde, ou du moins à une grande partie du monde, « les matières premières d'alimentation et de recevoir en échange les articles manufacturés des autres pays. Il agit comme s'il pensait qu'il doit « faire le gâteau, puis le manger lui-même » ; et comme s'il pouvait protéger ses industries nationales jusqu'à 40 p. 100 de la valeur totale du produit, et en même temps faire une concurrence victorieuse, sur les marchés neutres du monde, aux produits des nations qui ont rejeté toute protection ! Ce qui prouve assez clairement combien cette espérance est futile, ce sont les tableaux officiels des exportations de ce pays, montrant que 15 p. 100 seulement du total exporté en 1884 sont formés d'articles manufacturés, contre environ 74 p. 100 de produits agricoles, ou bien en adoptant les termes de la statistique gouvernementale : « les exportations des manufactures n'ont été que d'environ 2 p. 100 des produits manufacturés du pays ». On explique que cette proportion minime d'exportation provient de ce que, en raison de circonstances particulières, le prix de production de certains articles s'est beaucoup accru. En 1865 le montant total des droits perçus sur les importations aux États-Unis a dépassé 16 millions sterling, le taux moyen *ad valorem* sur les articles imposés n'ayant pas été au-dessous de 47, 56 p. 100. En 1884, le montant total des droits ainsi perçus a dépassé 38 millions sterling représentant une moyenne *ad valorem* de 41, 7 p. 100 sur les marchandises imposées. Mais la valeur des marchandises entrées en franchise s'était accrue dans l'intervalle à un tel point que, tandis que la moyenne *ad valorem* des droits sur les articles libres et imposés réunis était de 38, 4 p. 100

en 1856, elle était descendue à 28,5 p. 100 en 1884. En conséquence l'Amérique a fait des progrès marqués vers un commerce plus libre, pendant ces vingt années. Ce progrès n'a peut-être pas été bien considérable et il est sans doute assez regrettable que 68 p. 100 des importations totales soient encore soumises à un droit moyen *ad valorem* de 41,7 p. 100; mais avec la seule exception de l'année 1874, où ce droit a été juste de 1 p. 100 plus bas, il n'y a pas eu une seule année, dans les vingt dernières, où la moyenne des droits sur les importations ait été aussi basse qu'en 1884.

Cela pourra sembler un paradoxe, mais nous maintenons néanmoins comme vrai que l'Angleterre aurait probablement plus à craindre la concurrence des autres nations manufacturières si elles abolissaient leurs droits protecteurs. Pourquoi cela? tout simplement parce que, tant que le système actuel de protection est maintenu, il n'est pas probable que les contrées protectionnistes soient capables de lutter sur les marchés neutres avec un pays libre échangiste. Mais d'autre part, si les pays maintenant protectionnistes et aussi bien dotés que nous en ressources naturelles venaient à abjurer leurs erreurs économiques et à se convertir à la foi véritable, ils pourraient très probablement avec le temps, en rejetant les entraves qui arrêtent maintenant leur développement, devenir de formidables rivaux sur les marchés auxquels ils n'ont aucun accès en ce moment. Supposons un instant que les États-Unis soient capables de produire les textiles à aussi bon marché que la Grande-Bretagne, il n'y aurait alors aucune bonne raison pour que les tissus du Massachussetts et du Connecticut ne vinssent pas faire une concurrence victorieuse sur tous les marchés du monde à ces mêmes produits venus d'Angleterre. On peut dire que le fret de la traversée de l'Océan serait alors contre les manufacturiers américains; mais il n'en coûterait nécessairement pas plus pour exporter l'article manufacturé qu'il ne nous en coûte à nous maintenant pour recevoir le coton brut d'où l'Angleterre tire les

tissus qui lui ont fait une réputation dans toutes les parties du monde. Il en est de même pour beaucoup d'autres marchandises dont les matières premières sont en plus ou moins grande quantité importées d'Amérique. Mais il est évident que tant que les États-Unis augmentent artificiellement le prix de leurs objets manufacturés par de hauts salaires, des installations coûteuses, des transports chers et ainsi de suite ; ils ne peuvent espérer d'obtenir un débouché pour des articles manufacturés subissant la concurrence de ceux que l'Angleterre a heureusement la facilité de produire avec le système du libre-échange. Ce système, s'il n'entraîne pas de très hauts salaires, donne des avantages plus qu'équivalents, comme la vie à bon marché, les locations à bas prix, l'habillement peu coûteux, sans parler d'avantages communs à l'employeur et à l'employé. L'ouvrier qui travaille au cœur même de l'Angleterre, à Birmingham, Manchester ou Bradfort, peut acheter son blé et sa farine à aussi bon marché que le paysan russe (1) ou le fileur de coton du Massachusetts, tandis qu'il peut se procurer un grand nombre d'articles de luxe et d'utilité à bien meilleur marché que ses concurrents.

Il n'est pas sans intérêt de considérer un instant quelle serait la situation du peuple anglais, si les gouvernants venaient à retourner au système qui a précédé le rappel des *corn laws*. Les défenseurs d'un droit sur le blé importé ont-ils jamais sérieusement examiné quel serait l'effet d'une telle mesure ? L'Angleterre importe maintenant plus de 600 millions de quarters de grains par année ; frappons cette quantité d'une taxe de 5 shellings par quarter ; le produit dépassera 175 millions de livres sterling. Sur qui tomberait principalement le poids de cette taxe ? Non sur les classes hautes ou moyennes, qui ne forment d'ailleurs

(1) Les salaires, en Russie, sont peut-être plus bas que dans tout autre pays de l'Europe, et cependant le vice-consul Lowe rapporte qu'à Berdiansk, pendant une des dernières années, le prix du blé s'élevait à 40 et 48 sh. par quarter, c'est-à-dire à plusieurs shellings par quarter de plus qu'en Angleterre dans cette même année.

qu'une petite minorité de la population totale, et sont plus capables de porter un tel fardeau; mais sur le gros des classes laborieuses; sur les 8 millions d'ouvriers qui vivent, ainsi que leurs familles, de l'industrie manufacturière. L'imposition d'une telle taxe serait équivalente à une charge de près de 5 livres par tête, sur chaque homme, femme ou enfant dans les trois royaumes. Et quelle serait la compensation de ce fardeau? Prétendra-t-on que les salaires en seraient augmentés? Rien ne justifie une telle assertion. Pense-t-on que notre commerce avec les autres nations en serait amélioré ? Ce serait simplement supposer que l'on peut donner plus d'efficacité au travail de l'artisan et de l'ouvrier en augmentant pour lui la dureté et la difficulté de l'existence. Personne ne croira et n'affirmera sérieusement que les autres nations seraient plus disposées à recevoir nos articles manufacturés si leurs prix s'accroissaient, ce qui serait inévitable avec des salaires plus élevés; ou bien si leur qualité était moindre, ce qui arriverait probablement par suite de l'abaissement, physique d'abord, et en conséquence intellectuel, de la capacité des ouvriers.

Ainsi, pour résumer toute la question, il est difficile de ne pas admettre que l'Angleterre gagne considérablement, en comparaison des autres nations, par le système des importations libres. En théorie comme en pratique, son système économique est juste. Il permet de se procurer toutes les nécessités et bien des agréments de la vie à un prix moins élevé, toutes choses bien considérées, que dans n'importe quel autre pays du monde. C'est une question bien discutée que celle du pays où la vie est à meilleur marché. Une réponse qui tiendrait compte de toutes les conditions du problème serait difficile à fournir, mais il y a de bonnes raisons de penser que l'Angleterre est certainement un pays où la vie n'est pas plus chère que dans beaucoup d'autres, tandis que le taux des salaires payés aux artisans anglais est généralement plus élevé que celui de la même classe d'ouvriers dans les contrées protectionnistes.

Nous avons vu, d'autre part, que sauf de rares exceptions, qui ne servent qu'à confirmer la règle, la protection ne saurait donner, d'une façon permanente, des salaires plus élevés; qu'elle rend presque impossible tout commerce d'exportation, qu'elle accroît sensiblement le prix de toutes les marchandises dans les pays où elle est pratiquée ; et qu'enfin elle ne parvient pas à supprimer entièrement ce qu'elle a principalement pour mission d'empêcher, c'est-à-dire l'importation des produits et des articles manufacturés des autres pays.

CHAPITRE VIII

LE COMMERCE DE L'ANGLETERRE.

« L'or et le fer sont bons
Pour acheter le fer et l'or ;
Les toisons et les aliments sur toute la terre
S'échangent pour des aliments et des toisons. »

La nation la plus commerçante de l'antiquité était celle de Carthage; et c'était, contrairement à ce qui se passe dans les temps modernes, un sujet de raillerie pour les écrivains de l'époque. Les Carthaginois faisaient un grand commerce par terre et par mer; ils traversaient d'une part le mystérieux désert décrit par Hérodote comme « le rivage sablonneux qui borde la Libye féconde en bètes féroces, et qui s'étend depuis la Thèbes égyptienne jusqu'aux colonnes d'Hercule » ; et d'autre part, le large Atlantique, qu'Himilco, un de leurs chefs de mer, décrit comme « la mer ouverte, au delà des colonnes, où le brouillard épais repose sur les eaux ; l'Océan qui rugit autour de la terre; la mer sans limites » (1). Et c'est dans l'aspect de leur pays, aussi bien que dans leur manière d'être et dans leurs idées, que les Carthaginois ressemblaient en plus d'un point à l'Angleterre moderne. Diodore de Sicile, en racontant l'expédition des Siciliens sous Agathoclès, décrit ainsi le pays de Carthage :

« Il était couvert de jardins et de grandes plantations,

(1) Sextus Avenus, cité par Heeren.

et coupé par des canaux... On voyait une succession continue de propriétés boisées, ornées de constructions élégantes qui trahissaient l'opulence de leurs propriétaires. Ces habitations étaient bien garnies de tout ce qui est nécessaire aux plaisirs de l'homme... D'un côté s'étendaient des prairies remplies de troupeaux de bestiaux et de moutons ; dans les parties basses étaient rangées des troupes de juments poulinières de race. »

La ressemblance ne s'arrête pas là, car les Carthaginois, comme les Anglais, se distinguaient par l'étendue de leurs colonies et par leur industrie manufacturière. Carthage, suivant Aristote, conservait l'affection de sa population en « envoyant continuellement des essaims de ses citoyens dans les pays voisins, et en les élevant par ce moyen à la propriété ». Comme les colonies anglaises actuelles, celles de Carthage recevaient leur approvisionnement d'articles manufacturés de la mère patrie, et lui envoyaient en échange des produits agricoles; en sorte que, comme le remarque Thucydide, « dès que les colonies furent établies au delà de la mer, plusieurs villes commencèrent à s'appliquer à la navigation et au commerce, et les échanges qui eurent lieu furent avantageux des deux parts ».

Il n'est pas de chapitre plus intéressant dans l'histoire de l'Angleterre que celui de la croissance et des vicissitudes de son commerce. Mais ce n'est pas un sujet que nous puissions aborder ici, sinon en ce qui concerne les événements du temps passé qui pourraient éclairer ceux de l'époque présente.

M. Culloch a expliqué très clairement comment on en était venu à regarder l'excédent de la valeur des exportations d'un pays sur la valeur des importations, comme la seule cause et la mesure des progrès de la richesse de ce pays (1). A l'époque où florissait ce que l'on connaît maintenant sous le nom de système mercantile, afin de per-

(1) *Principes d'économie politique*. Édition 1825, page 29.

mettre aux classes commerçantes « d'obtenir des approvisionnements à bon marché, et d'exploiter leur industrie au mieux de leurs intérêts, l'exportation du blé et des matières premières de manufactures était strictement interdite; en même temps des droits très lourds, et des prohibitions absolues, venaient empêcher l'importation des articles manufacturés de l'étranger et assurer aux fabricants anglais le monopole complet du marché national ». Cette mesure des bénéfices du commerce fut longtemps regardée comme infaillible par la généralité des marchands et des hommes d'État, et elle formait, pour employer les paroles mêmes de l'auteur que nous venons de citer, « le trait principal du système d'économie politique adopté dans le but d'encourager l'industrie manufacturière aux xive, xve, xvie et xviime siècles par toutes les nations de l'Europe. A l'époque où écrivait M. Culloch on était encore persuadé « qu'une nation devait se féciliter chaque année de l'excédent de ses exportations sur ses importations ».

« La manie de réglementation » que les premiers économistes ont été presque unanimes à condamner, parce « qu'elle tourmentait l'industrie de mille manières pour la détourner de ses voies naturelles; parce qu'elle faisait croire à chaque nation que l'aisance de la nation voisine était incompatible avec la sienne même; parce qu'elle fomentait cet esprit de rivalité commerciale qui a été la cause, immédiate ou éloignée, du plus en plus grand nombre des guerres modernes; parce qu'elle a poussé chaque nation à employer la force ou la ruse pour extorquer des traités de commerce de la faiblesse ou de l'ignorance des autres, sans aucun avantage réel pour elle-même; parce qu'elle a inondé la terre de sang et ruiné quelques-unes de ces nations dont elle devait porter la puissance et la richesse au comble » (1), ce système est le même qui, sous un autre nom, et avec des prétentions et et un but à peine déguisés, se présente à nous de temps en

(1) *Cours d'économie politique* de Storch, t. I, page 122.

temps comme une panacée universelle contre les maux du capital mal rémunéré, du travail sans emploi, de la détresse générale du commerce, et c'est aussi ce système que l'Angleterre, seule parmi les grandes nations commerciales du monde, a entièrement répudié et abjuré pour jamais.

Retracer dans ce livre la croissance des principes du libre-échange dans notre pays, depuis le jour où sir Dudley North en énonça l'esprit dans cette maxime : « le monde entier n'est qu'une seule nation ou un seul peuple relativement au commerce, et les nations n'y sont que des personnes », cela n'entre nullement dans les intentions de l'auteur de ce livre. Mais il est fort important, par rapport à la croissance commerciale des différents pays, de considérer les résultats comparatifs obtenus, tant par l'échange libre que par la protection, pour le développement du commerce et de l'industrie nationale.

Une pétition à la Chambre des communes, faite en 1820 par un grand nombre des principaux marchands de Londres, renferme à notre sens la démonstration la plus complète et la plus convaincante qui existe des bienfaits du libre-échange. Ce document sonnait pour ainsi dire le glas mortuaire de la protection et de la réciprocité. A l'égard de la première on y lisait que « l'absence de toute restriction a pour effet de donner la plus grande extension possible au commerce avec l'étranger, et la meilleure direction au capital et à l'industrie du pays ; » il disait encore que « la maxime d'acheter au meilleur marché, et de vendre le plus cher possible, qui dirige tout marchand dans ses affaires personnelles, est aussi la meilleure règle applicable au commerce d'une nation ». La pétition soutenait encore, très justement, que « si comme moyen diplomatique, il pouvait être utile parfois de présenter l'annulation de prohibitions particulières, ou de droits élevés, comme le prix de concessions correspondantes faites en notre faveur par d'autres États, il ne s'ensuivait pas que nous devrions maintenir nos restrictions dans le

cas où les concessions demandées par nous n'auraient pas été obtenues; car nos restrictions n'en seraient pas moins préjudiciables à nos propres capitaux et à notre propre industrie, quand même d'autres gouvernements persisteraient à conserver des règles contraires à l'économie politique.

A cette époque (1820) le commerce total de l'Angleterre avec l'étranger était évalué à environ 80 millions sterling (2 milliards) sur lesquels près de 50 millions d'exportations, en y comprenant la réexportation des marchandises étrangères et coloniales déjà importées dans les ports anglais (1). Mais depuis lors les exportations n'ont jamais pu se tenir à la hauteur des importations, et en 1845 la valeur déclarée ou réelle des exportations n'était arrivée qu'à 60 millions sterling tandis que celle des importations s'était élevée à 75 millions sterling; les réexportations de marchandises étrangères et coloniales s'étaient maintenues pendant ce temps entre 8 et 16 millions sterling par année.

M. Newmarch a montré que de 1860 à 1875 l'accroissement *par tête* des importations et exportations pour les cinq principales nations du monde a suivi cette marche :

	Valeurs en shillings.	
	Importations.	Exportations.
France	32	34
Autriche	26	12
Russie	15	19
États-Unis	10	11
Royaume-Uni	100	52

Le *montant absolu* de l'accroissement des importations

(1) Il est très difficile de faire une comparaison exacte entre une période et une autre, avant 1854, parce que jusque-là la valeur réelle des importations et exportations de produits étrangers et coloniaux n'était pas indiquée par le Bureau de commerce. L'étalon de valeur officielle auquel toutes les importations étaient rapportées jusque-là était constitué par l'année 1694, et on le conservait dans les comptes publics, parce qu'on supposait qu'il donnait une évaluation correcte de la quantité de marchandises représentant la somme de nos transactions annuelles avec les autres pays.

et des exportations dans les mêmes pays, pour la même période a été :

	Valeurs en livres st.	
	Importations.	Exportations.
France	53	64
Autriche	52	24
Russie	60	33
États-Unis	41	38
Royaume-Uni	164	90

M. Newmarch fait remarquer que l'accroissement de l'importation du Royaume-Uni était normal, tandis que celui des autres pays figurant dans ce tableau était fortement grossi par l'arrivée de commandes que nécessitait l'extension des chemins de fer. Quant à ce qui concerne les exportations, tandis que les autres pays voyaient beaucoup s'augmenter leurs exportations de matières premières, l'accroissement pour le Royaume-Uni a porté presque entièrement sur les marchandises manufacturées.

Nous allons soumettre cette question à une autre épreuve, celle de l'accroissement de l'exportation seule, chez les principales nations du monde, de 1869 à 1880, période qui comprend quelques-unes des meilleures et aussi quelques-unes des plus mauvaises années qu'ait connues le commerce de l'Angleterre, et qui est assez rapprochée du moment actuel pour indiquer ce que l'on peut appeler les tendances générales. Le tableau suivant montre que, parmi les dix nations qui y sont inscrites, le montant absolu de l'accroissement des exportations, par tête de la population, classe ces nations dans l'ordre suivant :

1. Canada.
2. États-Unis.
3. Belgique.
4. Autriche.
5. Australie.
6. 7. 8. France, Allemagne et Russie.
9. Royaume-Uni.
10. Inde.

Mais on observera que, si l'on excepte nos colonies australiennes et la Belgique, les exportations de l'Angleterre *per capita* sont toujours plus considérables que celles de n'importe quel autre pays, plus que doubles de celles de la France, aussi bien que de celles des États-Unis.

Tableau de la valeur totale, par tête d'habitant, des exportations des divers pays dans chacune des années 1869 et 1880.

CONTRÉES.	VALEUR DES EXPORTATIONS PAR TÊTE EN 1869 en liv. st.	VALEUR DES EXPORTATIONS PAR TÊTE EN 1880 en liv. st.	ACCROISSEMENT EN 1880 en liv. st.
	liv. s.	liv. s.	liv. s.
France	3.06.0	3.14.0	0.08.00
Allemagne	2.16.0	3.04.0	0.08.00
Autriche	1.04.0	1.16.0	0.12.00
Russie	0.10.0	0.18.0	0.08.00
États-Unis	1.10.0	3.08.0	1.18.00
Belgique	8.02.0	8.16.0	0.14.00
Italie	»	1.11.0	»
Espagne	»	1.12.0	»
Royaume-Uni	6.02.7	6.09.5	0.06.10
Possessions anglaises	»	»	»
Canada	0.04.0	4.07.0	4.03.00
Inde	0.06.0	0.08.0	0.02.00
Australie	17.09.0	18.00.0	0.11.00

Un des traits qui donnent le plus d'espérance et de satisfaction dans le commerce d'exportation du Royaume-Uni est l'accroissement pendant les dernières années des exportations non classées à l'avance aux tableaux, et des exportations supplémentaires. Cet accroissement peut sans doute être accepté comme mesure et preuve de la création de nouvelles petites industries. De 1856 à 1877, nos exportations sous le premier en-tête ont passé de 13 millions sterling à 37 millions sterling; ou autrement dit, elles se sont élevées de 11 p. 100 seulement du total en 1856, à 19 p. 100 du total en 1877. Les importations supplémen-

taires se sont accrues dans le même intervalle de 38 à 84 millions sterling.

D'après l'opinion de M. Newmarch, ces deux augmentations indiquent nettement un commerce vigoureux et inventif, dans lequel la création incessante d'industries nouvelles élargit sans cesse les classifications et les catégories du passé.

De nombreux pessimistes s'effrayent grandement du déclin d'une certaine portion de notre commerce avec des pays qui ont appris depuis longtemps à subvenir à leurs propres besoins et qui, ce qui est de la plus grande importance pour arriver au but, possèdent toutes les ressources nécessaires. Ces alarmistes semblent oublier que de nouveaux marchés s'ouvrent incessamment à l'initiative anglaise, que nous possédons dans nos propres colonies un champ susceptible d'une extension presque indéfinie, et qu'une grande partie du monde reste encore en dehors de la sphère de notre influence commerciale. De nombreuses régions tempérées de la terre attendent encore la culture. Une carrière illimitée s'ouvre encore à l'emploi des capitaux, au développement des ressources minérales et autres, à l'extension et au reliement des railways, dans des régions à peine connues à la civilisation européenne. On peut objecter que ces régions ne s'ouvriront que lentement et difficilement au progrès, si même elles s'ouvrent un jour. Mais ceux qui font cette objection semblent oublier combien est récente la croissance de notre énorme commerce avec nos colonies du Nord-Amérique et de l'Australasie, et peut-être est-il utile de leur rafraîchir un peu la mémoire sur ce point. Dans chacune des années 1840 et 1883, les exportations de produits anglais ont été :

	1840.	1883.
Pour les colonies de l'Amérique du Nord	2.847.000 liv. st.	9.155.000 liv. st.
Colonies australasiennes	1.939.000	24.216.000
Cap de Bonne-Espérance	384.000	4.536.000
Inde anglaise,	6.023.000	31.874.000

Ainsi, pour ces quatre marchés, l'accroissement de nos exportations pendant les quarante années qui se terminent en 1880 a dépassé 660 p. 100. Autrement dit, la valeur de notre commerce est devenue huit fois plus grande; ou bien, sous une autre forme, elle s'est accrue tous les cinq ans de 100 p. 100, par rapport à l'année 1840. L'accroissement de la quantité, si on la distingue de la valeur déclarée, a été plus grand encore.

Nous sommes loin de prétendre que les chiffres qui indiquent la croissance récente de notre commerce colonial s'appliquent également à notre commerce avec les autres nations. Pour ce dernier, en effet, dans quelques cas au moins, nous avons perdu du terrain aussi bien absolument que relativement. Mais au total nous sommes en progrès; ce progrès peut être suivi très clairement sur les tableaux de notre appendice, où sont inscrites les valeurs réelles de nos importations et de nos exportations de 1840 à 1883. On y voit que, entre 1854 et 1883, la proportion de la valeur de nos importations, par tête de la population du Royaume-Uni, a passé de 5 l. 10 sh. 2 d. à 11 l. 19 sh. 9 d.; soit une augmentation de 100 p. 100. Pour notre commerce d'exportation les chiffres correspondants sont 3 l. 10 sh. 2 d. en 1854, et 6 l. 14 sh. 8 d. en 1883, ce qui fait encore un accroissement de tout près de 100 p. 100.

Mais cette méthode de calcul elle-même ne saurait faire comprendre d'une manière suffisante l'étendue réelle de notre progrès, car c'est un des faits les plus notoires que dans l'intervalle entre les deux périodes dont nous parlons les prix de vente de nos articles manufacturés ont subi une réduction considérable, en sorte que la même valeur, en 1883, représente une bien plus grande quantité de transactions qu'en 1854; nous pouvons citer un ou deux exemples. Le fer en barres du Staffordshire méridional, dont nous exportons des quantités considérables, se vendait à un prix moyen de 11 l. 10 sh. en 1854, tandis que, en 1883, son prix moyen est juste la moitié de ce chiffre. En conséquence une valeur égale en 1883 représente le

double d'affaires. Le prix moyen du fer d'Ecosse en gueuse, dont nous exportons aussi de grandes quantités, était de 79 sh. 9 d. en 1854 et seulement de 46 sh. 9 d. en 1883, en sorte que, ici encore, la moyenne des prix était plus élevée de 72 p. 100 en 1854. L'abaissement des prix est tellement semblable pour chacun des divers articles d'exportation qu'il est probablement exact d'affirmer que, si la valeur de nos exportations, par tête de notre population, s'est accrue de 100 p. 100 dans cet intervalle, l'accroissement du volume ou de la quantité a été tout près du double, soit 200 p. 100.

Une conclusion plus ou moins défavorable à la solidité de la position commerciale de l'Angleterre a été souvent mise en avant parce que ses importations dépassent ses exportations. Mais c'est là une erreur bien souvent exposée et réfutée. Aussi nous contenterons-nous de faire ici trois remarques seulement sur ce sujet :

1° Le commerce britannique a toujours eu, comme caractéristique plus ou moins marquée, que la valeur des importations a dépassé celle des exportations, et il en est et en sera toujours ainsi d'une façon sensible pour tous les pays manufacturiers, par comparaison avec les pays purement agricoles ou producteurs de matières premières, parce que la tendance des manufactures qui réussissent est d'encourager un haut prix du travail, et de rendre ainsi plus profitable d'importer le blé et les matières premières en général que de les produire.

2° Tandis que les comptes rendus des importations sont habituellement complets, ceux des exportations sont extrêmement incomplets, puisqu'ils ne tiennent aucun compte de :

(*a*) Les profits sur les placements à l'étranger, autrement dit les revenus faisant retour à l'Angleterre ;

(*b*) La valeur des frets à l'extérieur, qui sont compris dans les totaux de nos importations, et créent ainsi une différence importante, qu'il faudrait retrancher pour établir une juste balance.

3° Le commerce de l'Angleterre est sur ce point dans les

mêmes conditions que celui des principaux pays du monde, qui présentent tous, en balance annuelle, un excédent nominal des importations sur les exportations.

C'est une erreur généralement admise quoique pernicieuse, de supposer que le commerce de l'Angleterre avec toutes les nations étrangères est plus grand comme quantité et comme valeur que celui de toute autre nation rivale. Il s'en faut bien qu'il en soit ainsi. A dire vrai, l'Allemagne fait un commerce d'exportation plus considérable que celui de l'Angleterre avec le plus grand nombre des nations européennes, par exemple la Russie, la Norvège, la Suède, le Danemark, la Hollande et la Belgique. La France exporte plus que nous en Belgique, en Italie et en Espagne ; et il faut signaler que, tandis que les exportations de ces pays ont progressé, nous avons relativement perdu du terrain. En 1872, nos exportations en Hollande étaient près de deux fois celles de la Prusse ; en 1882, les exportations de la Prusse dépassent de beaucoup celles de l'Angleterre. Naguère les exportations d'Angleterre en Italie n'étaient que d'un million et demi sterling au-dessous de celles de la France, en 1882 les exportations de l'Angleterre ne s'étaient pas sensiblement accrues, tandis que celles de la France s'étaient augmentées jusqu'à dépasser les nôtres de 3 millions sterling 1/2. En 1871 nos importations en Russie étaient environ 60 p. 100 de celles de l'Allemagne, en 1881 elles ne sont plus que 49 p. 100. En 1873, l'Angleterre exportait en Norvège et en Suède beaucoup plus que l'Allemagne ; en 1882 ces pays ont reçu de l'Allemagne plus que de l'Angleterre. La baisse de notre commerce avec la Belgique est encore plus alarmante ; en 1872 la valeur des marchandises anglaises que recevait la Belgique dépassait de plus de 2 millions sterling celle des marchandises allemandes ; en 1882, la Belgique recevait de l'Allemagne pour 1 million sterling 1/2 de plus que de l'Angleterre. Et même, en dépit du traité trop vanté avec la France, nous n'avons pas réussi à maintenir la supériorité relative de nos importations chez elle.

En 1872 l'importation d'Allemagne en France s'était élevée à 54 p. 100 de celle de l'Angleterre ; en 1882 elle a été de 65 p. 100. Si nous passons enfin aux États-Unis, nous voyons que tandis que 40 p. 100 de l'importation totale venaient de notre pays en 1872, le pour cent des importations anglaises en 1882 n'est plus que d'environ 26 ; en même temps l'Allemagne a augmenté son exportation aux États-Unis de 10 millions de dollars, la France de 45 millions de dollars, la Belgique d'environ 16 millions de dollars, et la Hollande d'à peu près 6 millions de dollars, tandis que la valeur des importations anglaises diminuait de 53 millions de dollars. La situation n'est pas meilleure si nous examinons les statistiques de notre commerce avec les nouveaux marchés, qui avaient fait naître de meilleures espérances. De 1873 à 1882, il y a eu un déclin absolu de nos exportations au Chili, tandis que celles de l'Allemagne et de l'Italie ont augmenté. Nos exportations en Chine n'ont donné qu'un très léger accroissement (3 millions de taels) de 1872 à 1882, tandis que celles des États-Unis ont septuplé, celles du continent européen ont sextuplé, et celles du Japon ont presque doublé.

Il convient que les manufacturiers et les marchands anglais examinent sérieusement comment et par quels moyens les autres nations ont ainsi progressé à notre détriment, quels sont par exemple les produits reçus par les États-Unis, de la France et de l'Allemagne, que l'Angleterre ne puisse fournir, et surtout quels sont ceux qu'ils reçoivent de ces pays rivaux en quantités toujours croissantes. L'examen des tableaux des importations aux États-Unis fournit une réponse catégorique à toutes ces questions. Ces tableaux montrent que sur l'importation reçue par l'Amérique en marchandises de toute espèce, dont le total s'élève en gros à une valeur de 667 millions 1/2 de dollars (en 1884), environ 244 millions 1/2 ont été reçus de la Grande-Bretagne et de ses dépendances ; 74 millions 1/2 de la France et des possessions françaises ; et 65 millions de l'Allemagne ; et on constate, ainsi que nous l'avons dit

plus haut, que la France et l'Allemagne augmentent toutes deux leur part proportionnelle du total. Analysons-nous de plus près chaque article, nous trouvons que la France et l'Allemagne ne l'emportent pas tant sur nous pour nos principaux produits manufacturés, que pour les marchandises que l'Angleterre ne peut pas produire, ou bien ne s'est pas encore appliquée à produire. Les États-Unis n'importent plus maintenant les mêmes quantités relatives d'articles de luxe et d'articles de nécessité qu'il y a un demi-siècle ou même vingt ans. L'Amérique, comme nous l'avons vu ailleurs, devient, ou même est devenue, un pays fort riche. Avec la richesse viennent la satisfaction des goûts, et des habitudes de luxe. Le mobilier d'un simple squatter dans sa hutte, sur son défrichement, diffère de celui d'un grand propriétaire de mine ou d'un *railway-king*, qui loge dans la cinquième avenue, autant que les deux situations sociales peuvent différer. Aussi constatons-nous que c'est presque entièrement en produits indigènes et en articles de luxe que la France et l'Allemagne prennent le pas sur l'Angleterre. Ainsi la liste de trente articles de cette sorte, formée d'après les tableaux officiels du commerce étranger des États-Unis en 1884, montre que la France et l'Allemagne ont fourni ensemble 140 p. 100 de plus que l'Angleterre à nos cousins transatlantiques; la valeur officielle des importations pour chaque pays est celle-ci :

France	13.500.000	dollars.
Allemagne	11.300.000	—
Angleterre	10.631.000	—

Puis encore les États-Unis sont de grands importateurs de soieries et de vins, et aucun de ces deux articles ne fait partie de la liste qui donne les résultats ci-dessus. En 1884 les importations de vins français et allemands ont atteint une valeur de 2 millions de dollars, tandis que les importations de cette nature venues d'Angleterre ne se sont pas élevées même au douzième de cette valeur. Il n'est

pas du tout certain que l'Angleterre ne puisse pas arriver à tenir tête à l'Allemagne pour la fabrication des soieries, mais cette industrie a toujours été indigène sur le sol français, il n'est donc pas étonnant que la France envoie aux États-Unis une plus grande quantité de soieries que l'Allemagne et l'Angleterre réunies ; mais il n'est pas du tout aussi naturel d'admettre que l'Allemagne contribue de 50 p. 100 de plus que l'Angleterre à cette importation ; c'est pourtant ce qui a lieu.

Ces observations s'appliquent à chacun des trente articles de luxe dont nous parlons. Pourquoi la France envoie-t-elle aux États-Unis des gants pour une valeur dix fois plus grande que ne le fait l'Angleterre ? Pourquoi l'Allemagne fournit-elle en poupées vingt fois la valeur de ce qu'envoie l'Angleterre ? Quel motif peut empêcher l'Angleterre de faire concurrence à la France dans la fabrication et l'exportation des parfums, des fleurs artificielles, de l'orfèvrerie, des boutons de toilette, des corsets, perles, éventails, ornements en bronze, etc. ? Pourquoi les Allemands envoient-ils en Amérique des instruments de musique pour une valeur de 1,295,000 dollars, et les Anglais pour 60,000 seulement ? Et pourquoi les Allemands ont-ils une telle supériorité pour les eaux minérales, les couleurs au goudron et la vaisselle d'argent qu'ils ont en quelque sorte banni les Anglais du marché américain pour la fourniture de ces articles ? Quelque explication que l'on puisse donner de tous ces faits, la réponse ne saurait probablement appuyer les criailleries des partisans de la réciprocité et des protectionnistes. Toutes les nations du continent ont, comme nous-mêmes, établi des industries spéciales à l'aide de soins infinis et continuels pour satisfaire les exigences des acheteurs. Leurs artisans sont devenus supérieurs en habileté et en aptitude, en ce qui concerne ces industries spéciales, comme nos propres ouvriers en ce qui regarde les cotonnades et les lainages. Puis d'autres industries comme le commerce de la sardine en France, et l'industrie des eaux minérales et des couleurs au goudron en Alle-

magne, se sont plus ou moins implantées à l'aide de ressources locales spéciales, et l'Angleterre n'est pas tellement dénuée de ressources semblables, qu'elle doive envier celle des autres. Mais on peut affirmer d'une manière générale et avec la plus entière confiance que, en ce qui concerne les industries qui sont pratiquées en grand, l'Angleterre reste facilement première (*facile princeps*). Comme preuve, prenons l'industrie des lainages. On peut dire qu'il y a des raisons spéciales pour que l'Angleterre excelle dans la fabrication du fer et de l'acier, ou bien encore dans les industries du cuivre, de l'étain ou du plomb. Chacun de ces produits est particulièrement indigène sur le sol anglais. Mais pourquoi l'Angleterre a-t-elle approvisionné les États-Unis, en 1884, en lainages dont la valeur égalait celle des exportations similaires de la France et de l'Allemagne réunies? Ces marchandises n'étaient pas, pour la plupart, fabriquées avec des laines anglaises, mais avec des laines étrangères; et ces laines sont tout aussi bien à la disposition des autres pays qu'à celle de l'Angleterre, tandis que d'autre part il n'est, en Europe du moins, pas d'autre pays qui paye le travail aussi cher. Les motifs qui ont permis à l'Angleterre de garder la primauté pour les lainages et les cotonnades sont très analogues à ceux qui ont mis les nations continentales en état de faire vivre ces petites industries considérables dont nous venons de parler. Aucune nation ne peut espérer d'être toujours la première dans toutes les industries. Le climat, le sol, les produits naturels, le génie, le caractère de la nation et bien d'autres circonstances variables, déterminent par leur réunion ce qui doit être spécial à chacune d'elles.

Les faits précédents doivent être placés en regard de l'énorme accroissement de notre commerce colonial, sur lequel nous avons déjà appelé l'attention, et prouvent incontestablement que l'Angleterre n'a pas de monopole, ni même de suprématie assurée sur les marchés neutres. Le terrain qu'elle a perdu, tout important qu'il soit, n'est presque rien en comparaison de celui qu'elle a gagné. Mais

elle est continuellement avertie que sa position commerciale unique ne peut être maintenue qu'à l'aide de la vigilance, de l'énergie et des soins les plus extrêmes; qu'elle est attaquée « corps à corps » sur tous les marchés neutres, par des rivaux toujours attentifs à saisir toutes les chances d'assaillir sa position, et qui, dans bien des cas, ont déjà enlevé ses avant-postes. Jusqu'à quel point l'Angleterre est déjà préparée et se prépare encore à lutter contre ses rivaux, c'est ce que nous examinerons ailleurs.

En étudiant l'avenir du commerce anglais, nous pouvons tirer une leçon instructive d'une comparaison entre les situations relatives de nos diverses colonies d'Australasie, parce que nous sommes ainsi mis à même d'apprécier le niveau que quelques-unes d'entre elles ont atteint, et ce que les autres ont encore à faire pour y arriver. En 1882 l'Australie occidentale avait 31,798 milles carrés de territoire par 1000 habitants; dans Victoria la superficie n'était que de 97 milles pour ce même chiffre. L'Australie occidentale exportait des marchandises pour une valeur de $0^{l},59$ par mille carré, tandis que les exportations de Victoria étaient de $143^{l},03$. L'Australie occidentale n'avait que 0,031 habitants par mille carré de territoire; Victoria en avait 10,311. Les cinq autres colonies australasiennes prenaient position entre ces deux extrêmes. Qui pourrait dire à quelle époque la superficie moyenne de 1049 milles par 1,000 personnes pour toute l'étendue des colonies australasiennes sera réduite à la moyenne des 97 milles de Victoria? Et qui aura l'audace de prédire l'époque où la moyenne de 10,311 habitants par mille carré de territoire de cette dernière colonie prendra la place de 0,953 habitants par mille carré, qui est la moyenne pour la superficie totale des colonies australasiennes en 1882?

Le gouvernement anglais a récemment nommé une Commission royale « pour s'enquérir de l'étendue, de la nature et des causes probables de la dépression qui existe depuis quelques années dans les diverses branches du com-

merce et de l'industrie ». Il y a quelques motifs de croire qu'une portion assez considérable de la communauté espère et compte que cette enquête aura pour résultat l'imposition de droits ayant pour but d'exclure les marchandises étrangères des marchés anglais, et probablement aussi de donner spécialement à l'industrie agricole les moyens de lutter avec plus de succès contre la concurrence des blés américains. Pour atteindre ces deux buts on a inondé le pays d'une littérature protectionniste, sous le nom, qui ne la déguise guère, de *fair trade*, commerce loyal. Les fermiers anglais demandent à grands cris un droit sur les céréales. L'artisan anglais semble disposé à croire que si les articles manufacturés de l'étranger étaient absolument exclus, il serait, de quelque façon mystérieuse, mis hors de peine. Les libre-échangistes les plus convaincus et les plus patients ont des motifs sérieux d'être mécontents de la situation actuelle des choses. Le premier ministre(1) a lui-même fait entrevoir très nettement que si le pays désire un retour aux droits protecteurs, dans de certaines limites, le gouvernement ne mettra aucun obstacle sérieux à cette mesure. Le libre-échange est mis en question en ce moment plus qu'il ne l'a jamais été. La crise peut produire des résultats importants, et il est nécessaire que nous examinions son caractère, sa portée et ses tendances.

Le premier caractère qui frappe quiconque étudie la dépression actuelle du commerce est sa ressemblance générale, dans ses traits essentiels, avec les crises antérieures, qui ont passé et ont été suivies par un « élan » de prospérité encore plus marqué que la dépression; le second c'est que, bien loin d'être limitée au Royaume-Uni, cette dépression s'étend presque sur le monde entier.

Il n'est pas nécessaire de discuter la première de ces considérations; c'est un fait évident et reconnu.

Quant à la seconde, il est intéressant de comparer la

(1) Lord Salisbury.

situation de l'Angleterre libre-échangiste avec celle des États-Unis d'Amérique, grandement protégés, et nous serons ainsi mis à même de voir à quel point le libre-échange a causé du tort à l'une, et jusqu'où la protection a préservé l'autre.

L'examen des comptes rendus du Bureau de commerce montre que les exportations de produits anglais ont atteint leur valeur maximum en 1872, où elles montèrent à plus de 256 millions sterling 1/4. Cette somme présentait un accroissement de 33 millions sur l'année précédente, et elle était arrivée à ce total extraordinaire, non pas tant en conséquence d'une plus grande quantité d'exportations, que par suite d'un accroissement considérable de valeur. Mais à partir de 1873, l'accroissement se transforma en un mouvement continu de décroissance, qui se réfléchit dans la diminution de la valeur déclarée du total de nos exportations et aussi dans chacun des articles de ce total. Cette tendance à la baisse fut arrêtée un instant en 1880, quand la valeur officiellement déclarée de nos exportations offrit un accroissement de 24 millions st. sur l'année précédente. En 1881, il y eut un nouvel accroissement d'environ 1 million, et en 1882 une autre augmentation de plus de 7 millions, en sorte que, de 1879 à 1882, la valeur déclarée de nos exportations s'est accrue exactement de 50 millions sterling. Jusque-là, il n'existe certainement aucun symptôme de décadence. En 1883 nos exportations présentèrent une décroissance sur 1882, d'un peu plus d'un million 1/2, et en 1884 une autre diminution de plusieurs millions sterling. Cette dernière semble avoir eu lieu surtout dans nos exportations de fer et d'acier, en raison de la réduction de la consommation de fer pour les railways dans le monde entier, mais toute personne qui a étudié l'histoire des applications du fer est bien convaincue que ce ne peut être qu'un ralentissement temporaire.

Si maintenant nous en venons aux tableaux d'exportations des États-Unis, nous constatons que les deux ou trois dernières années de dépression ont affecté le commerce de

ce pays plus défavorablement encore que le nôtre. Le déclin dans la valeur totale des exportations des États-Unis de 1881 à 1884 n'a pas été moindre de 162 millions de dollars, ou près de 32 millions $^{1}/_{2}$ de livres sterling. Nous avons vu que de 1879 à 1882 la valeur des exportations de produits anglais s'était accrue de 50 millions sterling. On voit donc que, pour ces mêmes années, la valeur des exportations des États-Unis n'a augmenté que de 8 millions sterling, en sorte qu'il y a une différence de 42 millions sterling en faveur des exportations anglaises (1). En d'autres termes il est prouvé clairement que le commerce américain, constaté par ses exportations, en dépit de la protection dont jouissent ses industries et de ses énormes ressources naturelles, n'a pas été aussi florissant que celui de l'Angleterre.

Mais on allègue souvent que quand même nous continuons à maintenir la quantité de nos exportations vers d'autres pays, nos manufactures ne réalisent qu'un profit très minime, si tant est qu'elles obtiennent un profit quelconque, et qu'il est désirable de prendre des mesures pour relever aussi bien le profit du capitaliste que le salaire de l'ouvrier. La conclusion est juste, mais ici encore nous trouvons que l'Angleterre n'est pas seule à continuer ses travaux industriels avec cette absence de profit malheureusement trop certaine, et si nous prouvons que les mesures de protection les plus extrêmes n'ont pas réussi, quand le commerce souffre d'une dépression aussi générale que celle qui sévit maintenant, à empêcher l'atténuation des profits, nous serons en droit d'affirmer que la protection n'aurait pas mieux réussi à protéger nos propres manufactures.

Dans un chapitre de cet ouvrage nous étudions en détail la moyenne des profits de l'industrie dans différents pays; en comparant d'une façon générale l'Amérique et le

(1) Mais il est juste d'observer que, aussi bien en 1880 qu'en 1881, les exportations des États-Unis étaient au-dessus de celles de 1882, principalement à cause des grandes livraisons de céréales.

Royaume-Uni, pour une période donnée d'années, la moyenne américaine sera sans doute plus élevée, comme on doit s'y attendre pour un pays où le taux moyen de l'intérêt est habituellement double du nôtre, ou même plus encore ; mais il est probable en même temps que les profits en Amérique sont sujets à de plus grandes fluctuations. En tout cas nous sommes en état d'indiquer d'une manière générale, d'après des sources américaines, quelle a été la condition des profits pendant les deux dernières années; et, si l'industrie anglaise, dans son ensemble, présente une situation plus mauvaise, sa marche doit en vérité avoir été bien pénible. Dans le rapport annuel du Bureau de statistique du travail de l'Illinois pour 1884, nous trouvons les résultats d'une enquête très étendue sur les profits et les salaires dans un grand nombre d'industries locales pendant cette année. Ces résultats sont ainsi résumés en ce qui concerne les profits : « Sur les 1,666 établissements qui ont envoyé leurs bilans, 9 seulement présentent une perte considérable, c'est-à-dire que la valeur du produit, dans 9 cas, est moindre que le coût de la matière et du travail employés, sans compter les frais généraux; 1657 établissements, ou 99 p. 100 du total, présentent un bénéfice brut, et 1128, ou 68 p. 100, un profit net; tandis que 530, ou 32 p. 100, indiquent une perte nette, c'est-à-dire qu'un tiers environ de ces établissements, après prélèvement sur leurs profits bruts de 6 p. 100 comme intérêt du capital, et de 10 p. 100 sur la valeur des produits pour couvrir les dépenses incidentes (amortissement, etc.), *présentent des balances en perte.* » Une investigation analogue, entreprise par le Bureau du travail de Massachusetts pendant l'année précédente, avait indiqué que 33 p. 100 des 2,440 établissements engagés dans les 21 industries particulières à cet état donnaient une perte nette sur leurs comptes de l'année.

Quelques personnes pourront supposer, avec quelque raison, que les industries en perte sont probablement celles qui n'auraient jamais dû être entreprises, parce

qu'elles ne convenaient pas à cet État ou à ce pays. Il est bien facile de répondre à cette objection. Sur le nombre total des établissements engagés dans la construction, 57 p. 100 ont donné une perte nette; sur ceux qui pratiquaient l'industrie des conserves alimentaires, 88 p. 100 sont dans le même cas; sur ceux qui produisent de la farine, 75 p. 100; sur les manufactures traitant le cuir, 31 p. 100; parmi les fabricants de wagons et de matériel de chemins de fer, 64 p. 100; et sur ceux qui fabriquent des lainages, 62 p. 100. Voici bien, ici, 7 grandes industries indigènes (sur les 34 qu'a examinées le Bureau de l'Illinois), où une moitié et même plus, des établissements les pratiquant, n'a pu réaliser un profit net (1); et si ces industries ou la majorité d'entre elles ne sont pas convenables pour une ville comme Chicago, où peuvent-elles être pratiquées avec espérance de succès ?

On peut manquer de confiance dans les affirmations d'un corps officiel, non par crainte d'une erreur consciente ou d'un désir préconçu d'arriver à un certain résultat, mais parce que les agents employés peuvent ne pas réussir à obtenir les données nécessaires pour présenter exactement les faits; mais comment récuser le témoignage des *comptes rendus* des sociétés manufacturières privées, établis pour leurs actionnaires et destinés à eux seuls? A l'aide des rapports de 31 sociétés de la nouvelle Angleterre, le Bradstreet's a récemment élaboré un document dont il résulte que 14 d'entre elles ont payé moins de 5 p. 100 en 1884, et qu'en 1885 (jusqu'au 30 juin) 15 n'ont payé aucun dividende. Des résultats de cette nature se sont produits si généralement pendant les deux ou trois années dernières, que des exemples semblables pourraient être facilement multipliés.

Si le proverbe que « la misère aime à vivre en compagnie » est vrai, le manufacturier anglais, dans sa situation

(1) Rapport du Bureau pour 1884, p. 120.

appauvrie, doit ressentir une certaine consolation. Les conditions sur le continent européen sont les mêmes qu'aux États-Unis, et il en est de même encore aux Indes et dans quelques-unes de nos colonies. La dépression du commerce qui nous cause en ce moment tant d'inquiétudes, et contre laquelle on propose tant de remèdes héroïques, n'est pas limitée à une seule nation et n'est pas associée spécialement avec la décadence industrielle de l'Angleterre, plus qu'avec celle d'autres pays. Nous n'essayerons pas d'examiner les mérites de ces soi-disant remèdes. Ils sont généralement compris dans les deux formules suivantes : taxer lourdement les importations d'articles manufacturés étrangers; ou allouer des primes aux industries particulièrement atteintes. D'après toutes les analogies et d'après l'expérience du passé, on ne peut espérer, ni de l'un ni de l'autre, les résultats que l'on veut obtenir; et s'ils réussissaient à protéger momentanément quelques intérêts particuliers, ce ne pourrait être qu'aux dépens de la communauté : une taxe sur le blé importé frapperait la classe ouvrière tout entière. Un droit sur les articles manufacturés donnerait probablement un élan malsain et factice à des industries qui ne sont probablement pas aussi bien adaptées aux ressources de l'Angleterre que celles dans lesquelles nous avons atteint une prééminence si bien méritée. L'avenir contredirait absolument les leçons du passé, si le seul remède réel n'est pas de continuer patiemment le système qui a déjà si bien réussi au commerce anglais. A savoir : multiplier les importations et laisser les exportations se tirer d'affaire par elles-mêmes.

CHAPITRE IX

APPLICATIONS MÉCANIQUES ET NOUVEAUX PROCÉDÉS.

« Le bon marché et la qualité sont
Et seront toujours les lois maîtresses et directrices
Du commerce. » YARRANTON.

Si l'on écrivait une histoire complète de l'industrie anglaise, il est probable que le développement des procédés et des machines fournirait les plus intéressants épisodes et d'excellentes leçons. Le perfectionnement des machines depuis leur conception la plus grossière, jusqu'à leur forme la plus parfaite; la merveilleuse économie qu'elles ont produite dans les arts et les manufactures; le déplacement de travail qu'elles ont occasionné, et la foule de nouvelles occupations ou de nouvelles formes de travail qu'elles ont engendrées; l'opposition faite au remplacement du travail à la main par les machines, tant par l'avarice et la mauvaise volonté des employeurs que par le manque de prévision et l'ignorance des classes ouvrières; le bon marché croissant des marchandises et l'amélioration générale qui en fut la conséquence, les conditions sociales et économiques provenant de l'amélioration des méthodes et des procédés de production; les efforts faits par les parties intéressées pour s'assurer le monopole des inventions utiles, et pour en réserver les bénéfices à un pays ou à un lieu particulier; telles sont quelques-unes des phases pleines d'intérêt de la question que nous sommes sur le point d'examiner.

Il n'y a pas beaucoup plus d'un demi-siècle qu'un comité nommé pour s'enquérir des causes de la dépréciation du

travail dans la Grande-Bretagne formula les conclusions suivantes : « Les privations et la détresse de l'artisan et de l'ouvrier anglais s'aggravent par les manifestations de la puissance de la vapeur, et par son application libre à toutes les fonctions et à tous les produits réservés autrefois à la main de l'homme, ce qui diminue la demande de travail humain ; tandis que l'offre du travail s'accroît, et amène, en conséquence, une tendance à diminuer de plus en plus les salaires en général. Pendant ce temps les revenus du rentier, de l'homme oisif, de l'employé et du pensionné du gouvernement restent fixes et permanents, et les conséquences résultant de l'extension incessante des taxes alimentant les revenus fixes pèsent avec une force toujours plus grande sur l'artisan et l'ouvrier, qui voient diminuer sans cesse les facultés et les ressources destinées à leur permettre de supporter ce fardeau. »

La citation qui précède indique assez ce que les ouvriers pensaient de ces applications mécaniques pendant les premières années de ce siècle.

La suprématie industrielle et commerciale de l'Angleterre, spécialement en ce qui concerne l'amélioration des méthodes d'exploitation des manufactures, a sans aucun doute été très favorisée par les encouragements accordés à l'immigration des étrangers apportant avec eux la connaissance d'industries et de métiers qui n'étaient alors que très peu pratiqués chez nous. La tolérance pour toutes les formes de religion ; la liberté civile et religieuse absolues ; un accueil cordial à tous les persécutés quittant leur patrie pour chercher un refuge dans notre pays ; une reconnaissance facile de la supériorité des procédés et des méthodes qu'ils nous apportaient ; l'absence de toute jalousie à l'égard de la position faite à ceux qui pouvaient nous enseigner ce que nous ignorions encore ; une application énergique de toutes les additions ainsi faites à notre stock scientifique, voilà les conditions qui ont contribué à établir la haute situation actuelle de l'Angleterre parmi les nations, tout autant que les ressources en charbon fossile, la fertilité du

sol, ou la facilité des transports par mer, quelque grands qu'aient été à notre avis aussi ces avantages.

On remarquera, parmi les inventions et les progrès à l'aide desquels l'Angleterre a conquis en partie sa suprématie, combien sont nombreuses les industries qui lui sont venues de la France et de l'Allemagne. Les manufactures de lainages doivent beaucoup aux Flamands, forcés de quitter leur patrie par les envahissements de la mer. L'industrie de la soie fut introduite par un certain nombre de réfugiés français qui passèrent en Angleterre après la révocation de l'Édit de Nantes. La fabrication de la coutellerie fut implantée dans le nord de l'Angleterre par des colons allemands. Nous pourrions multiplier les exemples de cette nature presque à l'infini. La vérité est que, suivant les expressions de Jevons, « presque toutes les industries pratiquées en Angleterre jusque dans le siècle dernier étaient d'origine continentale; l'Angleterre, dernièrement encore, était novice et inférieure dans les arts ». Et comme preuve de cette infériorité il constate que « les machines à force motrice animale, la roue à aubes à double effet, la pompe à chaîne, les inventions à courant d'air, comme les soufflets, le van, les lampes, les fourneaux, puis encore les chariots à roues pour les mines nous sont venus de l'Allemagne ».

Mais, si l'Angleterre d'il y a un siècle était en arrière des autres pays pour les résultats de son génie inventif, elle a amplement pris sa revanche, et affirmé sa suprématie, depuis cette époque.

La machine à vapeur de Watt, les locomotives de Trevethick et Stephenson, le métier à filer de Arkwright, la mule-jenny de Crompton, la fileuse de Hargreaves, la navette volante de Kaye, le métier de Cartwright, les rouleaux à rainures de Cort, le haut fourneau de Neilson, le procédé pneumatique de Bessemer, la fournaise à gaz régénératrice de Siemens, voilà un certain nombre des inventions et des procédés qui ont donné à l'Angleterre sa haute prééminence parmi les nations manufacturières du monde, et qui ont associé son nom avec les progrès les

plus précieux et les plus profitables pour l'humanité. Beaucoup de ces inventions ont moins d'un siècle d'ancienneté ; la priorité dans leur application, assurée à l'Angleterre par le fait de son initiative, lui a conféré des avantages qui durent encore à présent. Tout le reste du monde avait besoin de cette force que Boulton entreprit de lui fournir, et c'est un article dont nous continuons encore à l'approvisionner.

L'étendue du bienfait qu'a répandu sur l'humanité l'usage de la puissance de la vapeur et des machines qui épargnent la main-d'œuvre est trop évidente pour que nous jugions utile de traiter ce sujet avec quelque détail. Il n'y a pas de fait qu'une histoire des prix mette plus nettement en lumière. Babbage a constaté que, en conséquence de ces améliorations, le coût d'un grand nombre d'articles d'un usage journalier, dont il avait recueilli les prix de vente pour chacune des années 1812 et 1832, avait diminué dans cet intervalle de 50 à 90 pour 100(1). Sur vingt et un articles qu'il a cités, les prix de douze ont été réduits de plus de 60 p. 100. On pourrait multiplier à l'infini les exemples de cette nature. Cette tendance a été universelle ; plus les procédés de fabrication ont été compliqués et perfectionnés, plus grande a été, en général, la réduction de prix procurée par ce progrès mécanique. Peut-être trouvera-t-on l'exemple le plus frappant de cette loi dans les lainages. Il y a 200 ans, il fallait 10 hommes et 25 femmes travaillant pendant 61 jours, pour produire une pièce de drap qui pourrait maintenant être achevée en autant d'heures par deux ouvriers.

La grande différence, entre 1800 et 1830, dans le prix des articles manufacturés, est due évidemment à l'introduction, pendant cet intervalle, des métiers à vapeur et d'autres aides mécaniques du travail. M. Baines établit que, dans la période ancienne, tout bon tisseur à la main pouvait produire 2 pièces de toile de coton de 9 pouces sur 8, par semaine ; chaque pièce ayant 24 yards de lon-

(1) *Organisation des manufactures.*

gueur et contenant 100 fils à la trame par pouce. En 1823 un tisseur âgé de 15 ans et conduisant 2 métiers pouvait tisser 7 pièces semblables dans une semaine; en 1826 un tisseur âgé de 15 ans et dirigeant 4 métiers pouvait tisser 12 pièces semblables par semaine; et en 1845 un tisseur âgé de 16 à 20 ans et aidé par une fillette de 14 ans pouvait achever 22 pièces semblables par semaine.

Porter cite un exemple très intéressant de l'effet produit par la liberté des importations et les améliorations apportées aux applications mécaniques (1). Il est emprunté à la nature et à l'évaluation des dépenses en matériel et en travail nécessaires pour la construction d'un navire de 74 canons, soit de 1,706 tonnes, dans chacune des années 1805 et 1836. Il montre que pour tous les articles de dépense, excepté l'un des moins importants, il y a eu une réduction sensible dans la dernière année relativement à la première. Tandis que le navire de 1805 coûte en moyenne 36 l. 11 sh. 3 d. par tonne, celui de 1836 ne coûte que 26 l. 4 sh. 7 d. Autrement dit le coût moyen de la tonne est de 38 p. 100 plus élevé dans la première que dans la dernière année. La différence dans la quantité du travail est un des articles les plus frappants qui soient compris dans ce calcul. Le travail des charpentiers monte à 4 l. 12 sh. par tonne en 1803, et seulement à 3 l. 3 sh. par tonne en 1836; le travail des ouvriers ordinaires est réduit de 12 à 7 shillings par tonne; celui des calfats de 12 à 10 shillings; et celui des forgerons de 2 l. 5 sh. à 2 livres par tonne.

Quelle est la nation qui possède l'avantage d'avoir le système le meilleur et le plus complet de machines épargnant la main-d'œuvre? C'est une question souvent posée dans les discussions sur le progrès industriel comparatif des divers pays. Elle n'est nullement susceptible d'être tranchée à la légère. C'est une question, au contraire, qui ne peut être résolue qu'à l'aide d'une investigation patiente et minutieuse des conditions relatives de chaque industrie.

(1) *Progrès de la nation*. Éd. 1847, p. 596.

Un point est hors de discussion. L'époque est passée depuis longtemps où les économistes se demandaient si la « machinery » n'était pas un grand mal, en raison de la tendance immédiate à enlever leur emploi aux ouvriers manuels. Toutes les classes, y compris même les ouvriers les plus illettrés, sont maintenant disposées à admettre que, ainsi que l'écrit M. Culloch, « les perfectionnements de la *machinery* sont semblables par leurs effets aux perfectionnements de l'habileté et de la dextérité de l'ouvrier », et que « quoique ces perfectionnements l'obligent parfois à changer d'emploi, ils n'ont aucune tendance à diminuer la demande réelle du travail ».

Nous disions tout à l'heure qu'il est pratiquement impossible de comparer un pays avec un autre, en ce qui concerne l'extension qui peut être donnée avec efficacité à l'emploi des machines, sans entrer dans des dissertations sur chaque manufacture, auxquelles il ne faut pas songer dans un ouvrage comme celui-ci. Il faudrait d'abord un expert pour analyser chaque industrie, et pour l'analyser non pas à la légère, mais avec toute la précision et l'intelligence que pourraient lui assurer l'expérience et la spécialité. Et, même alors, il serait difficilement possible d'émettre des conclusions qui fussent acceptées par tout le monde, parce qu'il y a juste autant de manières de voir différentes parmi les ingénieurs sur la meilleure machine à adopter dans une circonstance donnée, qu'il y en a parmi les dénominationalistes sur la question de savoir quelle est la meilleure religion. Prenons l'exemple d'une imprimerie de journal. Il en est qui préfèreront la machine Walter, d'autres celle de Marinoni, d'autres celle de Victory, et d'autres enfin la machine perfectionnée de Hoc. Chaque machine est appelée à exécuter exactement la même fonction, celle de produire, en un temps donné, un nombre indiqué de feuilles imprimées; et chacune peut, à sa manière, remplir cette fonction également bien ; il existe néanmoins de grandes différences entre les unes et les autres : différence de prix d'achat, de tendance à se dété-

riorer, de durée, de volume et de ce que les ingénieurs appellent *getatability* (disponibilité, etc.).

Il n'y a pas de longues années encore que nos manufacturiers, dans leur vive défiance, ne permettaient pas à leurs rivaux, surtout s'ils étaient étrangers, d'examiner leur outillage quand il était nouveau. Maintenant encore, ce sentiment domine en grande partie dans plusieurs de nos grands ateliers. On sent en effet que la protection donnée par la loi des brevets n'est pas suffisante dans ce cas. La grande dépense et les difficultés qu'entraîne la prise d'un brevet détournent bien des gens de faire patenter les petites améliorations, qui n'ont peut-être qu'une faible portée isolément, mais qui contribuent, par leur réunion, à une économie considérable dans la production. Mais on ne saurait douter que cette jalousie et ce sentiment d'exclusion ont reçu plus d'un échec pendant ces dernières années. Et quel a été le résultat? C'est simplement que les manufacturiers du monde entier sont déjà ou possèdent les moyens de se mettre sur le pied d'une complète égalité les uns avec les autres, *en ce qui concerne les applications mécaniques et les nouveaux procédés*. La supériorité d'une fabrique, d'un district, ou d'un pays, sur un autre, n'est plus par conséquent, comme elle l'était autrefois, une supériorité basée sur une utilisation plus complète des machines, mais plutôt sur les ressources naturelles, la proximité d'un centre d'approvisionnement en matières premières, d'un port d'embarquement, ou d'un chemin de fer; sur la modicité des frets et la modération des salaires; sur l'efficacité du travail et la bonne direction générale de l'entreprise, résultant d'une éducation solide, de l'expérience et de cette instruction technique qui a tant fait pour mettre les nations continentales sur un pied d'égalité absolue avec nous. Nous pouvons en être sûrs, à mesure que les nations nos rivales croîtront en richesse et en habileté manufacturière, elles ne resteront pas longtemps en arrière de nous pour l'efficacité de leurs machines. En quelques points déjà on peut dire que l'Angleterre est distancée, il

est certain, comme nous l'avons montré ailleurs, que l'Amérique emploie la mécanique agricole beaucoup plus que l'Angleterre, et qu'en conséquence l'agriculture américaine se sert beaucoup moins du travail humain pour un produit donné.

Mais on ne peut se procurer les outils et les instruments sans un capital. En agriculture comme pour les manufactures, les procédés perfectionnés et les nouvelles méthodes de travail ont entraîné l'usage des machines en bien plus grand nombre qu'autrefois, et nécessité par conséquent la disponibilité d'un capital plus considérable pour un produit donné. Young, dans son *Tour dans le Nord*, calcule que le capital agricole moyen de l'Angleterre s'élevait à environ 4 livres sterling par acre en 1770, donnant un total d'environ 128 millions de livres sterling. M. Culloch, en 1853, estimait que le capital moyen employé par l'agriculture ne devait pas être moindre de 6 à 7 livres sterling par acre, formant un total d'environ 208 millions de livres. A l'époque actuelle il faut un capital bien plus fort même que ce dernier chiffre pour fournir à une ferme un matériel d'exploitation convenable. On affirme que la ferme d'expérimentation du collège royal d'agriculture, établie à Cirencester et comprenant 500 acres, a entraîné une dépense d'environ 2 livres 10 shellings par acre rien que pour les instruments. Si tout le terrain sous culture du Royaume-Uni exigeait les mêmes frais, le montant du capital représenté par les seuls engins agricoles ne serait pas moindre de 125 millions sterling. C'est une consolation de savoir que, si nous sommes encore en arrière de certains autres pays à ce point de vue, nous avons au moins des moyens plus amples que beaucoup d'entre eux pour conserver l'efficacité supérieure de notre outillage.

Il y a des personnes qui pensent que les pays ayant à leur disposition des cours d'eau abondants ont un avantage considérable sur ceux qui doivent nécessairement avoir recours à la vapeur; tout bien considéré cela est douteux; le rapport de la Commission royale sur l'instruction technique

établit, en ce qui concerne les filatures de coton de Windisch, sur le lac de Lucerne, que les turbines nécessaires pour fournir la force motrice, avec le canal, les digues, etc., coûtent plus de 70,000 livres sterling, ou presque autant que les usines elles-mêmes, et ce rapport cite l'opinion du directeur affirmant que « la dépense annuelle de réparations, en tenant compte des ravages des inondations, est incomparablement plus grande que celle des machines à vapeur complètes ». Il faut aussi considérer que « les chutes d'eau sont presque toujours, comme dans ce cas, peu favorablement situées, loin des marchés où l'on achète la matière première, et où l'on vend les articles manufacturés ». Aux États-Unis, les chutes d'eau, qui sont nombreuses, sont rapidement abandonnées, et remplacées par la vapeur.

A part de petites exceptions, qu'il ne serait ni convenable ni franc de feindre ignorer, il y a de nombreuses raisons de croire que la suprématie de l'Angleterre, en ce qui concerne l'étendue et l'efficacité de son outillage de production, n'est pas encore en danger, mais elle n'est pas cependant inattaquable. Cela est si évident que bien des personnes très autorisées pensent qu'il est imprudent de donner aux nations étrangères, comme on le fait généralement maintenant, l'accès libre et sans restriction de nos fabriques et de nos ateliers ; ou, autrement dit, de leur permettre d'étudier en détail tous les avantages que nous pouvons avoir sur elles en matière de perfectionnement mécanique. La controverse est ancienne et elle a été résolue autant qu'elle peut l'être, il y a plus d'un demi-siècle. La prohibition de l'exportation des machines, qui a été un des traits distinctifs du système économique de l'Angleterre jusqu'à ces dernières années, ne pourrait être renouvelée sous aucun prétexte. Nous ne saurions reprendre possession du monopole dont nous avons joui autrefois. Les nations du continent possèdent des mécaniciens et des ingénieurs d'autant de talent que les nôtres. Quelques-unes sont même en avance sur l'Angleterre pour le système d'instruction technique qui forme la base de la supériorité en mécanique.

Et il faut bien admettre que si d'autres nations reçoivent beaucoup de nous, elles nous donnent beaucoup en retour. Il n'y a pas, il ne saurait y avoir en cette matière un avantage auquel toutes les nations ne participent pas. Les expositions remplissent de mieux en mieux leur fonction la plus haute, qui est de supprimer tout exclusivisme et d'unifier le monde entier, comme s'il n'était qu'une seule nation, en ce qui concerne les inventions et les procédés ayant pour but d'économiser le travail et d'abaisser le prix de la production.

S'il était nécessaire de prouver cette thèse, on pourrait montrer la punition dont est inévitablement frappé tout pays, comme tout individu, qui s'enferme dans son exclusivisme et sa vanité égoïste; l'Empire chinois en est un exemple éclatant. Les anciennes annales de la Chine prouvent que cet empire était arrivé à un haut degré de civilisation et de culture. Même à une époque aussi récente que 1688, un écrivain de quelque renom constatait que les Chinois « exécutaient toute espèce de travail mécanique avec un nombre bien moindre d'outils et avec plus de soins que nous ne le faisons nous-mêmes. De même que, dans ce pays, il n'existe pas un pied de terre restant inculte, il n'est pas d'homme ni de femme, jeune ou vieux, boiteux, sourd ou aveugle, qui n'ait, afin de gagner sa vie, quelque commerce ou quelque emploi. Toute chose a son utilité et peut être mise à profit; par exemple, rien que dans la ville de Pékin, il existe plus de mille familles qui n'ont pas d'autre industrie pour subsister, que de vendre des allumettes pour les boîtes à briquet, ou des mèches pour les chandelles... La navigation est si usuelle et si universelle dans ce royaume, qu'il est à peine quelques villes ou cités, particulièrement dans les provinces du Nord, qui ne jouissent du bénéfice d'une rivière, d'un canal ou d'une partie navigable de mer, si bien qu'il y a presque autant d'habitants sur l'eau que sur la terre ferme » (1). Ce que la Chine était alors, elle l'est encore

(1) *Une nouvelle histoire de la Chine*, par Gabriel Magaillans, Londres, 1688.

aujourd'hui. Tandis que d'autres nations ont progressé par « sauts et bonds », la Chine est restée immobile.

Mais si l'Angleterre peut toujours réclamer la supériorité, elle n'a certainement pas une avance aussi grande qu'autrefois sur les autres nations manufacturières. Un comité de la Chambre des communes examinant l'exportation des outils et des machines s'exprimait ainsi, il y a un demi-siècle :

« Si nous supposons en effet que le même outillage dont nous nous servons en Angleterre puisse être importé par le continent, c'est l'opinion de quelques-uns des témoins les plus intelligents entendus par nous, que l'absence d'organisation dans les manufactures étrangères, le manque de division du travail dans leurs usines, d'habileté et de persévérance chez leurs ouvriers, et d'initiative chez les maîtres, en même temps que le peu d'estime relative que l'on accorde aux maîtres manufacturiers sur le continent; la rareté comparative du capital, et le manque de beaucoup d'autres conditions avantageuses détaillées dans le rapport, empêcheraient les étrangers de parvenir en aucun degré à faire concurrence à nos principales manufactures.

« Il faut aussi remarquer que les perfectionnements constants et même presque journaliers, qui se font dans notre outillage, comme dans ses divers modes d'application, exigent que tous ces moyens et ces avantages, que nous venons de signaler, soient en action constante, et que par conséquent dans l'opinion de plusieurs des témoins, quand même l'Europe serait en possession de tous les outils dont on se sert maintenant dans le Royaume-Uni, quand même elle aurait l'assistance d'artisans anglais, néanmoins, en raison des avantages naturels et acquis que possède notre pays, les manufacturiers du Royaume-Uni continueraient à garder pendant des années encore la supériorité dont ils jouissent en ce moment.

« Les facilités importantes et nombreuses que nous possédons pour la construction des machines et la fabrication des marchandises, n'appartiennent à aucun autre

pays; et il n'est pas probable qu'aucun autre pays puisse en jouir à un aussi haut degré, d'ici à une époque indéterminée. *Il est admis, par tous, que notre habileté est sans rivale ; que notre peuple n'a pas d'égaux en industrie et en puissance productrice; que son génie, prouvé par le perfectionnement continuel de nos machines et de la production de nos marchandises, est sans parallèle et probablement sans limites.* »

L'ineffable vanité des rédacteurs de ce rapport n'est guère d'accord avec notre expérience actuelle. En vérité, il n'est probablement pas une seule de ces affirmations, prise dans son sens absolu, qui ne soit regardée maintenant comme en désaccord avec les faits. Dans tous les cas, il n'y a certainement rien dans la nature des choses qui puisse empêcher les nations rivales de se procurer tous les avantages mécaniques dont l'Angleterre peut ou pourra jouir un jour. Quand les nations sont encore dans l'enfance industrielle, le manque de connaissances techniques spéciales et de capital suffisant peut exercer sur elles une influence qui leur rend difficile la concurrence avec des pays producteurs, plus anciens et plus solidement organisés. Mais ces difficultés ont cessé depuis longtemps d'agir sur les principaux pays industriels du monde. Il est certain qu'aucune nation européenne ne peut se trouver maintenant dans la nécessité de se priver d'importer un nouveau procédé ou une amélioration mécanique, parce qu'il ne serait pas compris, ou en raison de son prix élevé. Les autres nations donnent à leurs opérations manufacturières tout autant de développement, et à leur exploitation tout autant de perfectionnement qu'en Angleterre. Quelques-unes des fabriques de cotonnades les plus vastes du monde sont dans le Massachusetts ; les plus considérables usines d'acier fondu sont en Allemagne ; la plus grande usine pour le cuivre est dans le Michigan ; la fabrique de montres la plus importante est à Lowell; les fabrications de soieries les plus étendues sont en France et en Suisse. Et il est peu d'industries, actuellement pratiquées à l'étran-

ger sur un pied d'égalité avec l'Angleterre, pour lesquelles les pays étrangers ne puissent donner aussi bien que recevoir des leçons bien dignes d'être acceptées.

On doit remarquer combien l'opinion publique a entièrement changé en ce qui concerne les résultats économiques des machines. Sismondi affirmait gravement que « l'invention de machines qui produiraient les cotonnades à 5 p. 100 au-dessous des prix actuels occasionnerait le renvoi de tous les fileurs et tisseurs de coton en Angleterre, tandis que l'accroissement de demande des autres marchandises fournirait à peine du travail à 5 p. 100, ou un vingtième, de ce grand nombre d'ouvriers renvoyés; en sorte que si un perfectionnement de cette nature venait à se produire, une grande majorité de ces ouvriers seraient réduits à mourir de faim ou à se faire admettre au workhouse » (1). C'est à M. Culloch et à Mill qu'était réservée la tâche de réfuter ces idées de l'ancien monde. Mais maintenant encore on s'aperçoit que les ouvriers s'opposent quelquefois avec opiniâtreté à l'essai de nouveaux procédés ou de nouvelles machines, et les patrons sont souvent détournés de prendre de nouvelles voies en raison de la mauvaise volonté montrée par leurs employés. Cette mauvaise volonté n'éclate plus aujourd'hui suivant la mode caractéristique des briseurs de métiers et des Luddites. Elle prend plus fréquemment la forme dite « *cussedness* », ou d'un refus persistant d'essayer loyalement l'invention nouvelle, et de l'affirmation *a priori* qu'elle n'a pas le sens commun ni sa raison d'être.

Mais en dépit des nombreux obstacles opposés à leur perfectionnement, les aides mécaniques de la production, ainsi que nous l'avons vu, ont fait de merveilleux progrès pendant les dernières années, tant dans notre pays qu'ailleurs. On ne pourrait citer une seule industrie, sauf peut-être la poterie (2), où le travail de l'ouvrier n'ait pas été

(1) *Nouveaux principes*, t. II, p. 235.

(2) La roue du potier est aujourd'hui à peu près la même qu'au temps de Ptolémée.

grandement allégé et où la production en un temps donné n'ait pas été énormément accrue par l'usage des appareils qui épargnent le travail.

C'est répéter le plus rebattu des truismes d'affirmer que les manufactures, en apportant une plus grande économie dans la production, par l'emploi des machines, sont de la plus extrême importance pour la prospérité d'un pays. Un exemple frappant de la supériorité des industries mécaniques, sur l'agriculture ou la production des matières premières, au moins quant au résultat pécuniaire, est fourni par Babbage ; d'après cet écrivain, une livre de cuivre valant 1 livre sterling prend une valeur de 52 livres sterling quand elle est incorporée dans certains tissus métalliques ; 1 livre de fer en barres valant 1 livre sterling, après avoir été façonnée en canons de fusil tordus et damasquinés, prend une valeur de 238 livres sterling ; sous la forme de lames de canif, elle arrive à valoir 675 livres sterling, et, quand elle est travaillée en boucles d'acier poli, à l'usage de l'ornement personnel, sa valeur s'élève à 896 livres sterling. Ce sont, il est vrai, des cas extrêmes d'accroissement de valeur ; mais dans tout article manufacturé on reconnaît cette même tendance de donner à la matière première qui a servi à le fabriquer un grand accroissement de valeur, représenté presque exclusivement par le prix du travail.

Si donc, par une invention ou une méthode meilleure, le prix du travail est réduit de moitié dans un certain pays, relativement aux autres, la différence, tant qu'elle dure, peut être considérée comme un gain tout clair. A quel usage ce bénéfice est, ou devrait-il être employé, c'est une question que nous n'avons pas à traiter ici.

Il serait intéressant et aussi extrêmement important d'analyser, si cela était possible, les conditions comparatives de la nation anglaise et de ses rivales dans l'industrie manufacturière, en ce qui concerne les différences de valeur du produit dues, d'une part, à la diversité des machines employées, et d'autre part aux variations dans les salaires

des ouvriers. Si ces différences pouvaient être évaluées avec une exactitude mathématique, elles détermineraient immédiatement, dans ses conditions essentielles, la vraie place de l'Angleterre dans la lutte pour la suprématie industrielle. Dans un autre chapitre nous constatons la situation comparative de l'Angleterre, quant au taux des salaires industriels. Mais il existe une habitude trop invétérée d'admettre que le taux des salaires détermine le prix de production. C'est, sans doute, un élément important de cette détermination, mais ce n'est pas le seul, à beaucoup près; ce n'est même pas nécessairement le principal. L'*efficacité du travail*, dans laquelle nous comprenons l'organisation de l'outillage, est habituellement un facteur plus important encore de ce problème. S'il en était autrement, il est évident que le travail à hauts salaires de l'Amérique et de l'Angleterre n'aurait aucune chance de succès, contre le travail à vil prix de l'Inde et du Japon. Si les salaires seuls devaient régler cette question, les industries de Manchester seraient transférées à Yeddo; celles de Birmingham au Bengale; Warora prendrait la place occupée maintenant par la Pensylvanie, et Scheffield et Pittsburg verraient « pâlir leurs feux inefficaces » devant le soleil levant de Calcutta et de Madras.

La suprématie industrielle d'un pays ou d'une zone quelconque ne dépend pas nécessairement du travail à bon marché, c'est là une affirmation qui peut être prouvée de bien des manières; mais il serait à peine possible d'en montrer un exemple plus frappant que celui que nous fournit l'histoire de l'industrie en Irlande. La nature des choses ne s'oppose pas à ce que les fabriques de lainages et de cotonnades ne florissent pas aussi bien dans l'île sœur qu'en Angleterre; au contraire, Belfast et Dublin peuvent fournir du travail à bien meilleur marché, et aussi des facilités de transport par mer bien plus grandes que Manchester ou Leeds. Ces deux derniers grands centres manufacturiers ont en effet un désavantage évident si on les compare avec les deux capitales irlandaises, à cause de

leur éloignement plus grand de la mer; et de la nécessité qu'implique cet éloignement de rompre charge pour la réception et l'envoi de leurs marchandises. Puis encore les ports irlandais sont plus rapprochés que n'importe quel centre manufacturier anglais, de la source d'où l'on tire les matières premières; cet avantage, quoique léger peut-être, n'en est pas moins évident. Et cependant, en dépit de toutes ces circonstances favorables, l'industrie ne semble pas prendre racine facilement en Irlande, d'après toutes les apparences.

Nous ne doutons pas que si l'industrie de l'Irlande ne prospère pas comme celle de l'Angleterre, c'est qu'elle est incapable de maintenir l'efficacité de production qui provient d'un travail expert et bien dirigé, aidé par les inventions mécaniques les plus économiques et les plus perfectionnées. C'est ce même défaut qui empêche l'Inde et d'autres pays dans les mêmes conditions, de rivaliser avec les contrées où les salaires sont tellement plus élevés; et c'est l'état contraire des choses qui permet à l'Angleterre d'une part de donner au travail des salaires tellement au-dessus de ceux des pays indiqués, et de rendre d'autre part leur concurrence presque absolument impossible. L'efficacité de ses moyens de production est, peut-être, le point le plus solide de l'armure industrielle de l'Angleterre, et c'est sans doute aussi le point le moins vulnérable. Nos producteurs et nos ouvriers sont naturellement inventifs et adroits de leurs mains. Ils sont rarement satisfaits des choses telles qu'ils les trouvent. Là où une autre nation « se reposerait et serait satisfaite », ils n'admettent point la perfection définitive. A cette liste de qualités inhérentes et caractéristiques, il faut ajouter les avantages acquis que voici : un grand capital disponible; la réputation, jusqu'ici restée à peu près, intacte de produire des marchandises de bonne qualité et à bas prix; et d'incomparables facilités d'accès aux marchés du monde. Avec tous ces avantages il n'est point facile de battre l'Angleterre; cependant les concurrents sont encore loin d'avoir parcouru toute la

carrière; le champ qui s'ouvre à l'application des inventions mécaniques, même aux occupations domestiques les plus vulgaires, est encore immense. On a calculé que si l'on adoptait généralement les machines à faire le pain, le nombre des personnes employées à ce travail pourrait être réduit à un cinquième de ce qu'il est maintenant. On pourrait économiser considérablement de la même manière sur le nombre des femmes employées comme laveuses et blanchisseuses; si les tailleurs et les fabricants de vêtements faisaient un usage plus étendu de la machine à coudre, leur nombre et leur travail seraient également réduits de beaucoup. Dans l'industrie de la construction le plus simple arrangement mécanique pourrait remplacer facilement le travail de l'aide-maçon; le nombre des briquetiers pourrait, d'après un calcul, être ramené de près de 50,000, à moins de la moitié de ce chiffre, si le type le plus nouveau de machines à fabriquer les briques remplaçait universellement le travail à la main. Des exemples analogues pourraient se multiplier à l'infini. Qui peut dire combien de Watts, de Arkwrights, de Stephensons et de Bessemers encore à naître peuvent s'élever bientôt pour remplir la page de l'histoire qui racontera les révolutions futures de l'industrie?

CHAPITRE X

LA RÉMUNÉRATION DU TRAVAIL.

Le fait que les salaires du travail en général, « travail perfectionné ou travail de manœuvre, intellectuel ou manuel, travail de l'homme ou de la femme », se sont accrus, est tellement évident qu'il n'est pas nécessaire d'accumuler des chiffres pour l'établir. Mais il n'est peut-être pas aussi manifeste, au premier coup d'œil, que cet accroissement de salaire ait été profitable à notre suprématie nationale. Il ne serait pas difficile de montrer que les nations chez lesquelles le taux des salaires est relativement bas sont néanmoins comparativement prospères; et il ne serait pas impossible de développer la proposition symétrique, à savoir, que l'élevation des salaires et la décadence nationale marchent la main dans la main.

Quelle que soit la portée de ces considérations, on admettra sans doute généralement que la moyenne comparative des salaires est un sujet d'une importance réelle pour le maintien de la suprématie nationale, particulièrement dans un pays essentiellement manufacturier comme l'Angleterre; on peut donner bien des raisons pour justifier cette assertion, et entre autres :

1° Si les ressources de tous les pays manufacturiers, et l'efficacité de leur travail, étaient à peu près semblables, la nation qui pourrait s'assurer même le plus léger avantage pour le coût du travail aurait probablement les meilleures chances de s'emparer des marchés neutres.

2° Un taux suffisant (ce qui n'implique pas nécessairement un taux élevé) des salaires est nécessaire pour maintenir l'efficacité du travail.

3° La nation obligée de payer le travail d'un prix excessif doit, *cæteris paribus*, subir un désavantage dans la lutte pour la suprématie commerciale.

4° Si les salaires montrent dans un pays quelconque une tendance à s'accroître plus vite et plus largement que dans les autres, on peut raisonnablement présumer que les espérances d'avenir de ce pays, quelque brillantes qu'elles soient temporairement, subiront de ce chef quelque échec ultérieur.

5° Comme le prix des objets manufacturés est en somme presque entièrement formé des salaires du travail, le bon marché ou la cherté relative de cette dernière marchandise (en tenant compte, bien entendu, de son efficacité aussi bien que de son coût nominal) doivent être surtout la cause déterminante de la situation industrielle d'un pays.

Après toutes ces réflexions faites, dans le dessein de faire ressortir l'importance de cette partie de notre sujet, occupons-nous maintenant de décrire la marche et la tendance des salaires dans les divers pays, afin de pouvoir apprécier la situation réelle de l'Angleterre à ce point de vue. En premier lieu, examinons les conditions du travail agricole à différentes époques. M. Thorold Rogers nous fournit (1) le tableau statistique suivant des salaires dans l'agriculture anglaise à des dates diverses, non compris la nourriture ni le logement :

	Schellings.	Deniers.
1767 à 1789	7	6 par semaine.
1799 à 1803	10	
1804 à 1810	12	
1811	12	9
1814 à 1818	de 10.6	à 10.10
1819 à 1821	de 8.6	à 9
1821 à 1822	8	
1824	9.4	
1857	10.4	
1860	11.7	
1866	13.0	

(1) *Six siècles de travail et de salaires.*

Ces chiffres montrent que, pendant les cent années finissant en 1866, les salaires du travail agricole dans notre pays se sont accrus d'environ 100 p. 100. Pour corroborer ces faits nous pourrions citer bien d'autres témoignages; mais ceux-là sont suffisants pour indiquer la tendance des salaires pendant la période dont il s'agit.

Depuis 1866, l'accroissement du taux des salaires agricoles a continué plus ou moins rapidement dans notre pays, et aussi, mais à un moindre degré, sur le continent européen avec des variations causées principalement par la concurrence plus ou moins active des emplois industriels. Puisqu'il existe des différences de près de 100 p. 100 dans les salaires des divers districts du Royaume-Uni, pour un travail agricole exactement de même nature, il n'est pas facile d'indiquer une moyenne générale (1). Afin d'approcher autant que possible de cette moyenne, nous avons choisi les salaires payés dans vingt et un des principaux comtés d'Angleterre (2) tels qu'on les a présentés au parlement, et nous avons trouvé qu'ils représentent une moyenne de 13 sch. 1 d. 1/2 par semaine; mais si nous prenons pour base le travail à la tâche, la moyenne monte un peu au-dessus de 16 schellings par semaine (3). Ces chiffres s'appliquent à 1869-70, et depuis ce temps il y a eu des accroissements considérables, principalement dans les comtés manufacturiers. Le taux des salaires payés pour le travail agricole en 1878 a été le sujet d'une enquête faite par M. Escott (4), qui a trouvé après examen de nombreux comptes rendus, que le taux moyen à cette époque, pour le travail d'un homme fait, était de 15 schelings par semaine « sans compter les sommes extra, gagnées pendant la mois-

(1) Dans le Northumberland et le Cumberland, le taux maximum est de 22 schellings par semaine; dans le Dorset et le Wilts, il n'est que de 11 à 12 schellings.

(2) Voir les *Statistiques mélangées* du Royaume-Uni, part VIII, p. 335.

(3) Nous n'avons pris que quatorze comtés comme base de la moyenne des salaires obtenus par le travail à la tâche.

(4) *L'Angleterre, son peuple, son gouvernement et ses occupations.*

son, ni les allocations de bière et de lait ». Les salaires nominaux sont en effet accompagnés dans la grande majorité des cas par des « avantages » d'une valeur variable, mais généralement assez élevée, et il ne faut pas oublier que le plus grand nombre des laboureurs mariés ont leur propre gain considérablement augmenté par le travail de leurs femmes et de leurs enfants (1).

Si nous passons maintenant du travail élémentaire, celui de l'homme de peine, au travail intelligent et perfectionné, il est probablement impossible de produire une preuve plus convaincante du progrès qui a été fait dans la rémunération des classes ouvrières pendant les cent dernières années, que celle que nous fournissent les salaires des ouvriers typographes. On peut dire avec plus ou moins de vérité de tous les autres ouvriers, que leur rémunération a été affectée par des causes sans relation immédiate avec la tendance naturelle des valeurs, ou qui même lui sont complètement étrangères. Dans presque toutes les industries manufacturières l'outillage a été perfectionné à un tel point que les conditions actuelles de production diffèrent absolument de celles d'il y a cent ans. Dans la plupart de nos manufactures, un ouvrier, à l'aide de nos méthodes et de nos procédés perfectionnés, est capable maintenant d'accomplir beaucoup plus de travail en un temps donné, qu'il n'aurait pu le faire à aucune autre époque antérieure. En certains cas l'effet de ce changement a été d'abaisser la moyenne des salaires au lieu de l'élever. Dans les industries du coton et de la laine, cette tendance est résultée de la

(1) M. H.-J. Little donne l'exemple suivant des gains d'un travailleur agricole et de sa famille ; ce tableau nous semble d'ailleurs un peu optimiste :

	l. s. d.
Laboureurs, 52 semaines à 15 sh.	39.17.00
Sa femme, salaires occasionnels	4.16.10
Jeune fille, travail d'été occasionnel	5.9 .05
Fils aîné, travail constant	12.8 .04
Jeune fils, en été et par occasion	5.11.4
Compte de moisson	24.17.10 1/2
Glanage	4.00.00
Total	97.00.09 1/2 (2.425 fr. 95

substitution du travail, comparativement élémentaire, des femmes et des enfants au travail perfectionné de l'ouvrier, et elle s'est produite exactement en proportion de cette substitution. La surveillance d'un métier à vapeur n'exige pas la même force et la même capacité que le tissage à la main, et pendant le temps que ce dernier a mis à disparaître, les salaires des tisserands ont diminué graduellement, tandis que, en même temps, s'élevait le taux de la rémunération de l'employé qui le remplaçait. Même pour les travailleurs agricoles, les conditions du travail sont bien différentes aujourd'hui de ce qu'elles étaient il y a cinquante ou cent ans. L'agriculture est devenue une occupation bien plus scientifique qu'elle ne l'était alors ; des machines nombreuses ont été mises au service de l'agriculture ; l'intervention des moissonneuses, des batteuses mécaniques, des charrues à vapeur, et de cent autres nouveaux engins ayant pour but d'économiser l'effort humain, a fait une révolution dans le travail de la ferme comme dans celui de la fabrique, et cette révolution s'est fait plus ou moins sentir, suivant la somme de capital et de talent qu'on appliquait jadis à cet effort.

Le métier de l'imprimeur n'a subi aucun de ces changements et incidents qui ont si vivement affecté les autres catégories du travail. Le procédé pour le placement des caractères généralement en usage aujourd'hui est pratiquement le même que l'on employait au temps du roi Georges III. Évidemment nous ne prétendons pas, en parlant ainsi, donner à croire que la typographie prise en général n'a éprouvé aucune modification considérable dans cet intervalle. La presse à imprimer d'aujourd'hui diffère du tout au tout de celle d'il y a cent ans. Dans presque toutes les autres branches de cette industrie de grands changements et de grands progrès ont eu lieu. Mais pour le seul travail du placement des caractères, qui occupe de beaucoup le plus grand nombre d'ouvriers, il n'y a eu pour ainsi dire aucun changement (1). Cependant nous trouvons que le

(1) Des machines à placer les caractères ont été proposées plusieurs fois, mais jusqu'à présent elles n'ont été que très peu mises en usage.

taux moyen des salaires payés aux compositeurs à Londres a passé de 20 schellings par semaine de 63 heures en 1784. à 36 schellings par semaine de 54 heures en 1884, tandis qu'à Édimbourg la moyenne des salaires s'élevait de 17 schellings par semaine de 66 heures à 30 schellings par semaine de 54 heures (1). Si nous cherchons à l'aide de ces nombres la valeur exacte de la moyenne par heure, nous trouvons que l'accroissement à Londres a été de 3 d. 8 (0 fr. 38) à 7 d. 6 (0 fr. 76) par heure, ou exactement 100 p. 100, tandis qu'à Edimbourg il y a eu en même temps un accroissement de 3 d. 9 par heure ou 144 p. 100. Dans cette dernière ville les salaires payés il y a cent ans étaient de 13 schellings par semaine au-dessous de ce qu'ils sont aujourd'hui, tandis que la durée du travail était plus longue de 12 heures, ou 22 p. 100 en plus. A Londres les salaires de 1784 étaient au-dessous de ceux de 1884 de 16 schellings par semaine, tandis que le nombre des heures de travail était plus grand d'environ 17 p. 100.

Selon ce qui précède, l'accroissement dans les salaires des imprimeurs aurait été plus grand, de 1784 à 1804, qu'il ne l'a été depuis, ce qui est en désaccord avec la statistique générale des variations. En effet, en 1784, comme nous l'avons dit déjà, la moyenne des salaires payés à Londres était de 20 schellings par semaine ; en 1886 la moyenne est de 36 schellings par semaine, tandis que la durée du travail a été diminuée de 11 p. 100. De 1804 à 1866, l'accroissement n'a été que de 6 schellings par semaine, le nombre d'heures restant le même. Depuis 1866 il n'y a eu aucun changement matériel dans les salaires des compositeurs, mais le nombre des heures de travail a été réduit d'abord à 60, puis à 54. A Edimbourg le taux moyen a passé de 18 schellings en 1800 à 25 schellings en 1840 par semaine de 66 heures. Depuis 1840 les heures ont été réduites de 12 par semaine et la moyenne des salaires a augmenté de 5 schellings par semaine.

(1) Ces chiffres ont été gracieusement fournis à l'auteur par la presse Ballantyne, qui existe depuis environ un siècle.

De même que les imprimeurs, les ouvriers qu'emploie l'industrie de la construction ont participé à l'accroissement général des salaires pendant ces dernières années, sans tenir compte des troubles spéciaux ni des variations dans les modes et procédés de travail. Nous pouvons citer de nombreux témoignages à l'appui de cette assertion. Les comptes rendus de l'hôpital de Greenwich donnent le taux des salaires payés aux artisans de cette catégorie jusqu'en 1729. En choisissant l'année 1785, et comparant les salaires d'alors avec ceux qui sont indiqués dans la « Statistique mélangée du Royaume-Uni » comme payés en 1880, nous trouvons les chiffres compris dans le tableau suivant :

MÉTIERS.	MOYENNE DU SALAIRE JOURNALIER EN		ACCROISSEMENT EN 1880.	
	1785.	1880.	Total.	p. 100.
	s. d.	s. d.	s. d.	
Briquetier	2.04	6.0	3.8	157
Maçon	2.10	6.0	3.2	112
Charpentier	2.07	6.0	3.5	132
Plombier	3.03	6.6	3.3	100

Il ne faut pas oublier que cet accroissement des salaires a coïncidé avec une réduction considérable dans les heures de travail. La moyenne du nombre des heures de travail par semaine n'est pas exactement indiquée en 1785, mais en 1880 elle est de 49 heures, la règle étant de travailler 52 heures 1/2 en été, et 47 pendant le reste de l'année.

L'accroissement réel de gain a donc été bien plus considérable même que les chiffres ci-dessus ne le constatent.

Pendant le demi-siècle qui finit avec 1880 l'accroissement des salaires dans l'industrie de la construction à Londres n'a pas été aussi marqué que la réduction des heures de travail. Nous prenons dans les sources officielles déjà citées les chiffres suivants qui constatent ce fait :

OCCUPATIONS.	MOYENNE DU SALAIRE JOURNALIER EN		ACCROISSEMENT EN 1880.	
	1830 (1).	1880.	Total.	p. 100.
	s. d.	s. d.	s. d.	
Briquetier	4.10	6.0	1.2	24
Maçon	5.6	6.0	0.6	9
Charpentier	5.8	6.0	0.6	6
Plombier	5.5	6.6	1.1	20

Nous ne savons d'ailleurs si cela est dû à quelque cause provenant des « caprices des chiffres », ou si en réalité les salaires payés à Londres aux ouvriers constructeurs ne se sont pas accrus dans les dernières années aussi vite que ceux de la province. Ce qui est certain, c'est qu'en 1884 M. Lord, alors président de la chambre de commerce de Manchester, établissait que, entre 1850 et 1883, les salaires dans les industries du bâtiment se sont accrus d'environ 40 p. 100. Un autre écrivain (2) a montré que les salaires payés dans les trois principales branches de l'industrie de la construction en 1834 et 1884 étaient les suivants :

MÉTIERS.	MOYENNE DU SALAIRE PAR SEMAINE.		POUR CENT DE L'ACCROISSEMENT.
	1834.	1884.	
	s. d.	s. d.	
Maçon	24.0	32 0	33
Menuisier	24.0	36.0	50
Briquetier	23.0	36.0	56

(1) Pour un motif dont nous ne nous rendons pas compte, le taux des salaires payés à Greenwich entre 1826 et 1830 a été plus élevé que celui des salaires payés dans plusieurs des années qui ont suivi immédiatement.

(1) Adresse présidentielle de M. Montgomery à la Société statistique de Manchester en 1884.

Ce qui indique un accroissement moyen de 46 p. 100 dans le demi-siècle qu'embrassent les documents en question. Si maintenant nous limitons la comparaison à un intervalle plus court, voici les salaires payés par semaine dans les industries de construction à Manchester en 1850 et 1883, suivant un tableau de M. Lord :

MÉTIERS.	MOYENNE DES SALAIRES PAYÉS EN		ACCROISSEMENT EN 1883.	
	1880.	1883.	Total.	p. 100.
	s. d.	s. d.	s. d.	
Menuisiers	24.0	36.4	12.4	50
Briquetiers	26.0	38.7	12.7	47
Maçons	24.0	32.8	8.8	34
Plâtriers	26.0	36.4	10.4	40
Hommes de peine	17.0	22.9	5.9	35

Nous allons maintenant réunir les données utilisables relativement à l'accroissement des salaires dans le dernier demi-siècle en comparant deux tableaux publiés récemment par les autorités déjà citées, le premier par M. Lord, montrant l'accroissement p. 100 des salaires payés dans cette partie du Lancashire entre 1850 et 1883 ; le second par M. R. Montgomery, président de la Société de statistique de Manchester, montrant l'accroissement des salaires dans les mêmes industries entre 1834 et 1884.

MÉTIERS.	CHIFFRES DE M. MONTGOMERY de 1834 à 1884. — P. 100 d'accroissement.	CHIFFRES DE M. LORD de 1850 à 1883. — P. 100 d'accroissement.
Fileurs....................	63	de 16.27 à 74.72
Tisseurs...................	43	de 35.16 à 74.72
Teinturiers................	16	» »
Imprimeurs sur calicot....	46	50 0
Apprêteurs................	47	40 0
Blanchisseurs.............	32	30 0
Mécaniciens	18	10 30
Verriers..................	40	» »
Industrie de la soie........	37	» »
Constructeurs	46	39 76
Tailleurs.................	53	» »

Les chiffres ci-dessus, d'une signification évidente, sont assez rapprochés de la réalité pour permettre une conclusion générale relativement au caractère et à l'étendue du mouvement des salaires pendant la période à laquelle ils s'appliquent.

Il y avait eu cependant un accroissement considérable des salaires avant la plus ancienne des dates citées plus haut, comme le prouvent avec évidence d'autres renseignements également dignes de confiance. Les salaires journaliers payés à l'hôpital de Greenwich dans chacune des années 1729, 1779 et 1829, étaient les suivants :

MÉTIERS.	1729.	1779.	1829.
	s. d.	s. d.	s. d.
Charpentiers...........	2.6	2.6	5.8 1/2
Menuisiers.............	2.6	2.8	5.8 1/2
Maçons................	2.6	2.10	5.6
Plombiers	3.0	3.0	5.9
Briquetiers	2.6	2.4	4.10

On voit, d'après ces chiffres, que dans le siècle qui apré-

cédé 1829, le taux moyen des salaires payés dans les environs de Londres s'est accru de 100 p. 100, accroissement dépassant de beaucoup la différence constatée dans le prix de l'existence pendant la même période; et que la presque totalité de cet accroissement a eu lieu dans la deuxième partie de cette période. Cependant le mouvement fut loin d'être uniforme. Là où le métier ne fut pas affecté par les changements dans les méthodes et les procédés industriels, la différence est en faveur de la seconde période ; mais dans bien des cas, comme dans le tissage, où un outillage perfectionné prit la place du travail à la main, les salaires s'abaissèrent souvent au lieu de s'élever. Nous trouverons un exemple frappant de ce fait dans les variations des salaires payés aux tisserands travaillant avec le métier à main, entre 1795 et 1834, telles qu'elles sont constatées dans le Rapport du Comité des tisserands à la main en 1834, rédigé par un des filateurs principaux de Bolton ; les voici :

Salaires par semaine pour tisser un 6 quarts de batiste à 60 fils.

ANNÉE.	SALAIRE.	ANNÉE.	SALAIRE.	ANNÉE.	SALAIRE.	ANNÉE.	SALAIRE.
	s. d.		s. d.		s. d.		s. d.
1795	33.3	1805	25.0	1815	14.0	1825	8.6
1796	33.3	1806	22.0	1816	12.0	1826	7.0
1797	29.0	1807	18.0	1817	9.0	1827	6.6
1798	30.0	1808	15.0	1818	9.0	1828	6.0
1799	25.0	1809	16.0	1819	9.6	1829	5.6
1800	25.0	1810	19.6	1820	9.0	1830	5.6
1801	25.0	1811	14.0	1821	8.6	1831	5.6
1802	29.0	1812	14.0	1822	8.6	1832	5.6
1803	24.0	1813	15.0	1823	8.6	1833	5.6
1804	24.0	1814	24.0	1824	8.6	1834	5.6

Les prix de ce tableau sont confirmés par d'autres rapports faits à la Chambre des communes en 1812, qui démontrent que le prix payé à Stockport aux tisserands conduisant des métiers à main, pour le tissage d'une pièce de 24

yards de batiste est tombé de 25 schellings en 1802 à 10 schellings en 1812, soit de 60 p. 100.

Mais les exemples d'une diminution aussi énorme sont comparativement rares. L'introduction des machines dans le travail tend tout d'abord à troubler les relations habituelles de l'offre et de la demande sur le marché du travail, et à causer des fluctuations violentes dans le taux des salaires. Mais, à la longue, l'instabilité cesse et l'équilibre se rétablit en se mettant d'accord avec les tendances générales de ce marché, qui ont toujours été, quand on considère une série d'années, dans le sens de la hausse, probablement en raison de l'économie produite par l'application des machines plutôt que pour toute autre cause. Nous verrons, quand nous arriverons à traiter la question des salaires payés dans divers pays par rapport à leur pouvoir d'achat, que si le plus grand accroissement absolu n'a pas eu lieu en Angleterre, nous pouvons montrer du moins que l'augmentation des salaires dans ce pays a coïncidé avec une plus grande réduction du coût moyen de la vie que dans tout autre centre industriel.

Mais ce n'est pas assez de démontrer que la situation de la population industrielle en Angleterre s'est grandement améliorée, du moins en ce qui a trait aux salaires. La véritable portée et les effets de cette amélioration ne peuvent être convenablement appréciés qu'en les comparant avec les variations correspondantes dans d'autres parties du monde.

C'est une opinion fort répandue que les salaires se sont accrus en Angleterre plus rapidement et plus amplement que partout ailleurs en Europe, et que pour ce motif nous sommes maintenant dans une condition beaucoup plus désavantageuse que dans les périodes antérieures de ce siècle, relativement au prix de production de toutes les principales marchandises. Mais il n'en est rien, et cette opinion est erronée. En réalité, les salaires n'ont pas augmenté pendant les cinquante dernières années, aussi largement dans notre pays que dans quelques autres. Cela ne veut pas dire que la situation de notre population ouvrière

ne s'est pas améliorée à un plus haut degré qu'ailleurs. En Angleterre, les salaires ont haussé concurremment avec une baisse notable dans le coût de l'existence, pour tous les articles nécessaires, sauf un petit nombre. Sur le continent, au contraire, l'accroissement des salaires a été généralement accompagné par un acroissement parallèle dans le coût de la vie, et en conséquence, par une diminution du pouvoir d'achat des salaires.

Cette distinction est rendue frappante par l'exemple de la Suisse.

Le canton de Zurich renferme de grandes filatures, appartenant à MM. Hurlimann, lesquelles ont été en activité constante depuis plus d'un demi-siècle. Un tableau des salaires payés à chaque catégorie d'ouvriers dans chacune des années de cette longue période montre que, entre 1835 et 1871, il s'est produit un accroissement de salaires atteignant 122 p. 100, soit une proportion moyenne de 3 6/15 p. 100 par an (1). Le coût de la nourriture et du logement, par jour, en 1835 est de 4 d. 1/2 (0 fr. 45), tandis qu'en 1871 il est porté à 9 d. 1/2 par jour (0 fr. 95). Ainsi, par conséquent, parallèlement à l'amélioration moyenne de 122 p. 100 des salaires, s'est fait un accroissement moyen de 101 6/15 p. 100 dans le coût de la nourriture et du logement. La plus grande partie de l'accroissement dans les deux cas a eu lieu depuis 1857. On constate que la plus grande augmentation s'est produite dans le salaire des jeunes filles et des enfants (de 4 1/2 à 11 d. 1/2 par jour, soit 233 p. 100, tandis que le moindre pour cent d'amélioration est celui des contre-maîtres, dont les salaires présentent cependant l'augmentation absolue la plus forte.

En Belgique, comme dans les autres contrées de l'Europe, il s'est produit une amélioration considérable des salaires pendant les dernières années. L'étendue de cette amélioration est indiquée, avec le taux journalier compara-

(1) Voir *Rapports des agents consulaires et diplomatiques de Sa Majesté relativement à la condition des classes industrielles et à la puissance d'achat de l'argent dans les pays étrangers*. P. 362.

tif des salaires, dans le tableau suivant, emprunté à deux sources d'une autorité incontestable, les chiffres les plus anciens provenant de la « Statistique commerciale » de M. Gregor, et les derniers du « Rapport de la Commission royale sur l'instruction technique :

MÉTIERS.	ANNÉE 1845.		ANNÉE 1881.	
	s.	d.	s.	d.
Mineurs	1	4	3	0
Artisans	1	3 1/2	2.9 à 3.3	
Laboureurs	0	11	2.6	
Forgerons	1	3	2.3 à 3.6	
Ouvriers en fer	1	4	3.3 à 4.6	

Ces chiffres démontrent, pour chacun des cas typiques inscrits, une amélioration bien au-dessus de 100 p. 100. Les salaires payés en Belgique en ce moment sont, en général, très approximativement semblables à ceux du nord de la France.

Si nous comparons la condition de l'agriculteur anglais avec celle de son congénère français, en ce qui concerne le prix nominal du travail, nous trouvons que le premier possède un avantage considérable. En France, le montant moyen du salaire perçu par un laboureur en 1872 (le prix actuel est à peu près le même) était de 6 l. 16 sch. 9 deniers 1/2 par an avec la nourriture en plus, et si nous ajoutons la valeur des aliments consommés par ce laboureur, que lord Brabazon évalue à 4 deniers 3/4 par jour, on voit qu'un ouvrier laboureur coûte à son maître en moyenne environ 14 l. 3 sch. 2 deniers 3/8 par an (1).

Dans les comptes rendus statistiques officiels de la France pour 1882, nous trouvons un tableau des salaires payés dans 62 métiers différents que les maires des principales villes ont adressé au gouvernement. Il montre en moyenne

(1) Rapports des agents consulaires et diplomatiques à l'étranger, de Sa Majesté, etc.

que les salaires journaliers ordinaires payés dans toutes les industries qu'il embrasse montaient à 1 fr. 89 en 1853 et à 3 fr. 08 en 1881, donnant ainsi une différence de 1 fr. 10, ou 63 p. 100, en faveur de la dernière de ces dates. Quand la nourriture était fournie, le salaire moyen, en 1853, montait à 0 fr. 96 et en 1881 à 1 fr. 52, ce qui fait un accroissement de 0 fr. 56 ou 58 p. 100. De ces données officielles on peut conclure que la moyenne des salaires payés pour le travail d'un artisan en France, en 1881, n'était que d'environ 2 sch. 6 d. par jour ou 15 schellings par semaine, ce qui n'est, en fait, qu'un salaire moyen égal à celui de l'ouvrier agricole anglais en dehors de ses invariables « privilèges ou avantages ».

On trouvera que dans certains cas l'accroissement des salaires en Allemagne a été plus grand que dans tout autre pays sur lequel nous possédons des informations dignes de foi. Cet accroissement s'est fait remarquer plus spécialement dans les industries mécaniques, et, fait assez curieux, c'est dans ces mêmes industries que l'Angleterre a été serrée de plus près par la concurrence allemande. Un rapport fait par le consul de Sa Majesté à Francfort en 1884 indique que dans un grand établissement mécanique à Bockenheim, près de la ville, la moyenne des salaires payés à tous les ouvriers employés, pris en bloc, pour les jours de travail d'une année, a passé de 26 l. 14 sch. en 1866 à 51 l. 9 sch. en 1883. C'est donc un accroissement d'environ 96 p. 100 en 18 ans. Cet accroissement n'a pas été cependant continue ; il s'est produit évidemment en suivant les variations dans les conditions du commerce. En 1873, la moyenne était de 2 livres sterling par employé, au-dessus de celle de 1883, et de 104 p. 100 plus élevée que celle de 1866 ou sept ans auparavant. En 1870, la moyenne était descendue à 46 l. 4 sch., soit une diminution de 13 p. 100 sur 1873. C'est de là que les salaires s'élevèrent graduellement jusqu'au taux moyen maximum de 54 l. 3 sch. qu'ils atteignirent en 1882 ; depuis ce moment ils ont baissé considérablement. Ainsi, en Allemagne, les salaires n'ont

pas, comme chez nous, atteint leur taux le plus élevé en 1873, et les réductions générales n'ont pas été non plus aussi considérables. On voit au contraire, en analysant les tableaux de salaires de la filature Bockenheim, que la moyenne des dix années qui ont suivi 1873 n'a été que de 3, 8 p. 100 au-dessous de celle de cette année.

La moyenne annuelle des salaires payés dans cet établissement a été obtenue en multipliant le salaire journalier par 290, moyenne du nombre des jours de travail réel. Il semblerait, d'après ce chiffre, que chaque ouvrier ajoute en moyenne, au dimanche, 23 jours de fête ou de repos par année. Cette moyenne diffère-t-elle en plus ou en moins de celle des ateliers anglais? C'est ce que nous n'avons aucun moyen de déterminer. Dans quelques industries, le nombre des jours d'arrêt du travail est beaucoup plus grand que dans d'autres; dans toutes, on observe le « Saint Lundi » plus généralement qu'il n'est désirable.

Voici un résumé des salaires moyens payés à la filature Bockenheim :

Ouvriers ayant le plus d'habileté et d'expérience..................	65 à 95	sch. par semaine.
Ouvriers moyens, menuisiers, etc.	45 à 60	—
Ouvriers manœuvres............	37 à 47	—
Artisans sortant d'apprentissage..	22 à 30	—
Apprentis......................	10 à 15	—

Il est intéressant de comparer les salaires des artisans allemands avec ceux qu'indique sir Thomas Brassey comme payés dans les établissements dits du Canada, à Birkenhead, pendant la période de 1854-70. Suivant les tableaux fournis par cette excellente autorité (1) le taux des salaires payés aux forgerons, meuniers, chaudronniers, ouvriers des forges, peintres et mouleurs, était plus bas en 1870 qu'en 1854, dans certains cas, de 4 schel-

(1) *Travail et salaire.*

lings par semaine. Sur 13 métiers différents inscrits au tableau, la moyenne des salaires payés montait à 30 sch. 3 1/2 d. en 1854, et 29 sch. 10 d. en 1870, donnant ainsi une réduction moyenne de 5 1/2 deniers par semaine par tête, dans cette dernière année. Il est évident que ces chiffres, considérés en eux-mêmes, justifieraient cette conclusion que toute différence qui peut s'être produite dans le taux des gages pendant ces 17 années a tourné contre les ouvriers plutôt qu'en leur faveur, autant que les usines dites du Canada peuvent en fournir une preuve. Mais on courrait risque de se tromper gravement en rendant avec trop de hâte un tel jugement. En 1854 le nombre des artisans habiles était probablement moindre en Angleterre relativement à la demande que dans aucune des années suivantes, ce qui eut pour effet d'élever les salaires payés à cette catégorie d'ouvriers, beaucoup plus haut que la moyenne générale des salaires. En outre il est bien connu que feu M. Brassey était un maître généreux, et que ses ateliers, spécialement au temps dont il est question, alors qu'on posait des rails pour les chemins de fer dans toutes les parties du monde, ont toujours donné l'exemple des plus hauts salaires payés dans tout le pays.

L'examen des tableaux déjà cités, montrant les salaires payés dans le district de Manchester, pour les années 1850 et 1870, ce qui, pratiquement, embrasse la même période que les chiffres de M. Brassey, nous paraît appuyer la conclusion que nous venons d'énoncer.

Ces considérations montrent avec netteté la nécessité de prendre bien garde de donner une application générale au tableau des salaires payés dans un district particulier à une époque donnée. Ces chiffres sont susceptibles d'être modifiés et changés par beaucoup de circonstances locales et spéciales, et dans la grande majorité des cas il est extrêmement difficile de reconnaître, et encore plus difficile peut-être d'indiquer avec précision d'où proviennent ces modifications. Nous trouverons un curieux exemple de ce fait, en comparant les salaires des tisserands pour le coton entre

1816 et 1840, tels qu'ils sont donnés par Porter (1), avec ceux qu'indique Babbage (2) pour la même industrie et pendant la même période. D'après les chiffres de Porter, il semblerait que la moyenne des salaires a baissé dans cet intervalle de 16 à 11 schellings par semaine, tandis que Babbage indique un résultat tout à fait différent. La contradiction est due probablement à des circonstances locales dont le rapport ne fait pas mention. Il est bien connu que les salaires peuvent tomber dans telle branche d'une industrie, tandis qu'en même temps ils s'élèvent dans toutes les autres branches de cette même industrie; et *vice versa*.

Nous nous proposons maintenant d'examiner les fluctuations dans les salaires payés aux États-Unis, et de les comparer avec celles qui se sont produites dans notre propre pays. Une semblable comparaison entre les conditions industrielles des deux nations les plus puissantes et les plus riches du monde ne saurait manquer de jeter quelque lumière sur les problèmes que nous avons exposés, et peut aussi nous aider à discerner quelques symptômes de l'avenir.

Il y a cependant cette difficulté, en ce qui concerne les États-Unis, que les comptes rendus dignes de foi du taux des salaires payés avant la guerre de sécession sont excessivement restreints, et généralement moins exacts qu'on pourrait le désirer. Aucune nation n'a fait davantage pour systématiser et rendre abordables les renseignements de cette nature pour les vingt dernières années, mais avant cette période, aucune nation n'avait fait moins de progrès sur ce point. Même les renseignements sur les salaires des travailleurs agricoles avant cette guerre sont à peine acceptables, car, en fait, le travail du nègre était le seul employé en dehors de celui du colon ou propriétaire et de sa famille; ce dernier, évidemment, n'était pas apprécié

(1) *Progrès de la nation*, I, 187.
(2) *Organisation des manufactures.*

sous forme de salaire hebdomadaire ou annuel (1). Un tableau de M. Edward Atkinson (2) indique la moyenne annuelle des salaires dans une filature de coton du Massachusetts, à différentes dates entre 1830 et 1885 ; les ouvriers produisant pendant toute cette période des articles de la même espèce et de la même qualité, dans des conditions générales approximativement identiques. Ce tableau, disons-nous, est le document le plus topique qu'il nous a été possible de consulter à cet égard.

Moyennes du salaire par ouvrier et par année.

Année.	Dollars.
1830	164 en or.
1840	175 en or.
1850	190 en or.
1860	197 en or.
1870	275 en billets.
1870	240 en or.
1880	259 en or.
1883	287 en or.
1884	290 en or.

De ces chiffres on peut conclure que, tandis que le taux des salaires ne s'est accru que d'environ 20 p. 100 dans les 30 années se terminant en 1860, il s'est élevé, dans les 10 années suivantes, d'environ 40 p. 100 (3). Pendant le demi-siècle dont nous parlons, l'amélioration totale a été d'environ 76 p. 100, tandis qu'elle était, dans le Royaume-Uni, de 83 p. 100 dans les filatures, et 43 p. 100 dans le tissage, chiffres reconnus par M. Montgomery, pour une période approximativement la même, ainsi que nous l'avons déjà indiqué.

(1) Cette affirmation est confirmée par une remarque de M. James Russel Lowell, ambassadeur américain, en réponse à une critique de l'auteur dans une réunion de la Société des arts en 1885.

(2) Mécanisme et métaphysique de l'échange.

(3) Les salaires pour 1870 sont indiqués en papier-monnaie déprécié c'est un fait qu'il ne faut pas perdre de vue.

On ne peut guère douter que l'effet d'une grande guerre soit habituellement d'augmenter la demande de travail, de fournir à l'ouvrier des emplois plus nombreux et mieux rétribués, et d'augmenter les salaires de toute la classe ouvrière. La guerre civile des États-Unis fournit peut-être l'exemple le plus remarquable de cette tendance. Entre 1861 et 1867, c'est-à-dire entre l'année qui a précédé immédiatement la guerre et celle qui l'a suivie, l'accroissement moyen des salaires dans les principales industries a été le suivant (1) :

Filatures de coton..................	63 p. 100
Tissages de laine......................	65
Filatures de laine.....	79
Raffineries de sucre..................	59
Fabriques d'outils pour l'agriculture....	68
Usines à gaz...........................	70
Manufactures de cuirs................	71
Verreries..............................	63
Papeteries	84
Construction des navires.............	63
Travail agricole......................	50

et ainsi de suite pour les autres industries. Pendant la même période, les salaires en Angleterre ont moins varié qu'ils ne l'ont fait depuis, et ce n'est qu'après la guerre que la grande différence qui existe maintenant entre les gains comparatifs du travail dans les deux pays est devenue si marquée.

M. Edward Young a comparé l'accroissement des salaires aux États-Unis avec cet accroissement en Angleterre. Il a trouvé que, en 1867, le premier dépassait le second des quantités représentées par les pour cent suivants :

(1) *Rapport du commissaire spécial du revenu des États-Unis pour l'année* 1868.

Filatures de coton	47 p. 100
Tissages de laine	24
Filatures de laine	58
Raffinerie de sucre	65
Laminoirs	48
Usines à gaz	62
Manufactures de cuirs	48
Verreries	45
Cristalleries	45
Papeteries	93
Ateliers de construction des navires	62

Or il est assez remarquable que ces tant pour cent de différences sont généralement moins élevés que ceux qui représentent l'accroissement des salaires aux États-Unis dans les mêmes industries, entre 1861 et 1867 ; d'où il suivrait que, si le taux des salaires en Angleterre n'a pas varié beaucoup entre ces deux années, le travail anglais aurait été mieux rétribué en 1861 que le travail similaire en Amérique. Mais il n'en était pas tout à fait ainsi, comme nous le verrons encore.

Il y a eu, de 1861 à 1867, de considérables améliorations de salaires dans plusieurs des industries principales de notre pays, mais dans aucun cas, probablement, l'accroissement n'a dépassé 25 p. 100, et certainement il a été loin d'égaler, en moyenne, celui qui s'est produit aux États-Unis. En conséquence le travail américain et le travail anglais se rapprochaient bien davantage, pour le taux des salaires, avant la guerre, et il semble que c'est cet événement qui a amené l'énorme accroissement qui a mis une si grande différence entre le taux des salaires de l'Amérique et celui de l'Angleterre. Cette amélioration, bien entendu, a marché parallèlement avec un accroissement probablement encore plus grand dans le coût de la vie. Le prix du travail ne peut être beaucoup accru, toutes les autres conditions restant presque les mêmes, sans qu'il y ait accroissement dans le coût de tout ce que ce travail est employé à produire, mais c'est une question que nous traiterons plus longuement tout à l'heure.

Maintenant, à quelles causes peut-on principalement attribuer le grand accroissement de salaire qui s'est produit pendant le dernier quart de siècle ou à peu près? On trouvera, nous le pensons, qu'il a suivi et a été principalement causé par :

1° L'introduction universelle, dans les industries et les métiers, des machines, ce qui a assuré une bien plus grande production de toutes les marchandises à un prix considérablement moindre.

2° Une subdivision du travail plus minutieuse qui, en même temps que l'introduction de nouveaux procédés et de nouveaux engins, a permis à l'artisan d'acquérir plus d'efficacité et d'habileté dans la sphère plus limitée des opérations qu'il est appelé à exécuter.

3° Les facilités procurées par les chemins de fer et les bateaux à vapeur pour mettre en rapport les producteurs et les consommateurs dans le monde entier, donnant ainsi l'assurance que, s'il n'est pas créé de restrictions artificielles, le marché de toutes les autres contrées sera ouvert aux productions principales et spéciales des manufactures de chaque pays; ou, en d'autres mots, la perfection plus grande du mécanisme de l'échange.

Maintenant si nous admettons que ce sont là les causes déterminantes du taux moyen des salaires, et les critères d'après lesquels leur hausse ou leur baisse peut être prévue, il est naturel que nous nous demandions, non sans quelque anxiété, s'il existe des considérations dans la nature des choses qui puissent raisonnablement faire prévoir le maintien des salaires à leur taux actuel, ou bien amener la hausse ou la baisse.

Celui-là serait un homme hardi qui oserait affirmer que nous avons atteint la perfection dans les découvertes mécaniques ou les inventions scientifiques; toute affirmation semblable serait instantanément réfutée par tout ce qui se passe autour de nous. Partout où nous jetons les yeux, nous trouvons à l'œuvre ce même esprit toujours actif, s'efforçant de perfectionner les procédés et le mécanisme des

manufactures. Les comptes rendus du Patent office prouvent que, bien loin d'avoir disparu du milieu de nous, cet esprit n'a jamais été plus acharné à sa tâche, si bien qu'il se passe rarement une année sans que les moyens de production soient encore plus perfectionnés et les dépenses encore plus réduites dans toutes nos principales manufactures. C'est précisément cette même tendance qui règne dans la subdivision du travail. A mesure que les opérations manufacturières se poursuivent sur une échelle de plus en plus étendue, on trouve que la plus réelle des économies est de rechercher sans cesse une plus grande subdivision des opérations, afin que chaque ouvrier atteigne et exerce la plus grande habileté possible dans l'œuvre spéciale qui lui est confiée. On ne saurait visiter une fabrique sans y trouver ce principe en première ligne, comme la source principale du succès ; et il serait facile de prouver par un examen comparatif des prix pendant une période relativement récente, que l'observation de cette loi continue à donner des fruits nombreux. Il en est de même de nos moyens de transport, dont on cherche par tous les moyens à réduire les prix. Le transport par chemin de fer ne coûte pas, à beaucoup près, autant qu'il y a vingt ans. Les perfectionnements à la locomotive lui ont donné une plus grande puissance de traction en même temps qu'ils ont diminué la consommation du combustible, la charge moyenne est beaucoup plus considérable qu'auparavant, en sorte que la dépense par tonne ou par voyageur est distribuée sur une plus forte quantité ou un plus grand nombre, et de grandes améliorations et économies ont aussi été introduites dans le service général. Nos steamers océaniques atteignent maintenant une capacité deux et même trois fois plus grande qu'il y a quelques années, si bien que les frais en salaires et combustible, les deux principales causes de dépense, se répartissent sur un bien plus grand nombre de tonnes de chargement, et qu'une grande économie est réalisée de ce chef (1).

(1) En 1875, le plus grand steamer à flot, à l'exception du *Great-Eastern*, ne comportait que 5 491 tonnes de tonnage brut ; en 1884, il n'y

Mais, après tout, ce sont là des améliorations dont notre pays ne possède nullement le monopole. Dans le plus grand nombre des cas, l'Angleterre a, sans aucun doute, gagné une bonne avance, et dans tous elle a pu garder sa supériorité. Mais les conditions mêmes qui ont principalement assuré notre prééminence, et amélioré la situation générale, sociale et économique de notre population, sont probablement celles qui, plus que toutes les autres causes, menacent de renverser la supériorité qu'elles ont créée. Expliquons cette assertion qui peut paraître un paradoxe. Sans l'économie extraordinaire apportée dans la production de nos marchandises, les nations étrangères ne les auraient pas achetées comme elles l'ont fait; sans les facilités offertes par nos chemins de fer et nos steamers, nos consommateurs étrangers n'auraient pu ni imiter ni même connaître les détails de nos manufactures, comme ils l'ont fait; et sans les occasions qui leur sont ainsi offertes, nos anciens clients n'auraient pu devenir nos concurrents autant qu'ils le sont aujourd'hui (1). La question que décidera l'avenir est de savoir à quel point cette rivalité puissante et croissante portera préjudice à l'industrie anglaise. Jusqu'ici, elle ne nous a pas été très nuisible. Notre commerce subit sans doute une grande dépression, mais il en est de même de celui de toutes les nations européennes; quelques-unes même ont souffert plus sérieusement que nous. Nous avons perdu du terrain sur quelques-uns de nos meilleurs marchés du continent, et aussi aux États-Unis, mais rien ne prouve que ce résultat ne se serait pas produit même sans le secours

avait pas moins de 17 navires au-dessus de cette contenance, et sept d'entre eux pouvaient porter plus de 7000 tonnes. Depuis 1865, la consommation moyenne de charbon, dans nos meilleurs steamers, a été réduite de près de moitié pour un résultat donné.

(1) Je comprends parfaitement la portée de l'ingénieux argument de M. Giffen « que l'accroissement des manufactures étrangères est favorable plutôt que contraire au commerce de l'Angleterre, mais je ne lui accorde nullement la valeur que l'auteur y attache.

artificiel des tarifs protecteurs! D'autre part il n'est pas prouvé non plus que nous aurions maintenu notre supériorité sur ces marchés, si la liberté absolue des échanges avait été la règle au lieu d'être une rare exception existant à peine. L'Amérique, par exemple, a montré récemment qu'elle peut produire certains articles principaux, elle vient réellement de les produire et de les vendre à aussi bon marché qu'il nous est possible de les livrer en Angleterre; quoique ces mêmes articles continuent à être chargés en Amérique, comme importations, de droits qui varient entre 40 et 70 p. 0/0 de leur valeur. Bien plus, l'Amérique a été capable de vendre au Canada, en concurrence avec les manufacturiers anglais, des marchandises qui sont exclues de ses propres rivages par le tarif prohibitif que nous avons signalé. C'est de ce côté que les avertissements de Cassandre sont probablement les plus nécessaires et les plus pratiques. Si les nations qui, par notre exemple, se sont si largement instruites, et sont arrivées à cette supériorité manufacturière, qui naguère nous était absolument propre, réussissent à nous battre sur les marchés neutres, notre position deviendra vraiment dangereuse. Et c'est cette considération qui doit principalement déterminer les salaires de l'avenir. Si nos rivaux industriels continuent à maintenir la distance relative qui sépare nos dépenses en salaires des leurs, la situation peut rester bonne. S'ils diminuent les salaires, ou, ce qui est à peu près la même chose, s'ils assurent une plus grande efficacité au travail que rétribuent les salaires qu'ils payent maintenant, il faudra que l'Angleterre *s'en préoccupe;* il est donc de la plus grande importance pour notre avenir que nous suivions de très près les fluctuations des salaires à l'étranger. Le temps est passé où chaque industrie avait son domaine exclusif et ses secrets particuliers. L'Angleterre n'a plus guère, ou peut-être même n'a plus de supériorité dans ses procédés ou ses machines qui ne puissent être empruntés ou dérobés par nos voisins, si ce n'est déjà fait. Il n'y a pas non plus grand'chose dans les pays étrangers qui soit

un livre fermé pour les manufacturiers anglais. « Le succès est aux plus actifs, à ceux qui ont l'énergie et la capacité de suivre le développement des marchés du monde, d'adopter les améliorations les plus efficaces et les plus modernes, de fabriquer avec la plus grande économie. Or, dans toutes ces conditions indispensables, nous croyons que l'Angleterre reste jusqu'ici *facile princeps.* Mais dans aucune de ses supériorités elle n'est nécessairement invulnérable ; il n'existe pas de monopole pour la suprématie commerciale, et la situation que l'Angleterre a si noblement acquise deviendra chaque année plus ardue et plus difficile à conserver.

CHAPITRE XI

COUT DU TRAVAIL DANS LES DIFFÉRENTS PAYS.

Nous avons étudié dans le chapitre précédent les tendances à la hausse des salaires chez différentes nations ; il devient maintenant nécessaire, pour arriver à une appréciation exacte de leurs conditions économiques relatives, de comparer ces nations en ce qui concerne le coût du travail.

Que ce soit cette considération qui détermine la suprématie finale des manufactures d'une nation, toutes autres choses égales, cela est chose indiscutable. Mais avant tout et pour éviter toute chance d'erreur, il nous faut obtenir une définition correcte et spécifique du terme « coût du travail », autrement nous pourrions être conduits à nous tromper et à tromper les autres. Le montant du salaire payé pour un certain temps, ou une certaine quantité de service, ne représente pas toujours ni invariablement le prix véritable de l'ouvrage fait. Il faut considérer le travail par rapport à sa qualité, son efficacité, et le caractère de l'œuvre à laquelle il est employé aussi bien que par rapport à sa rémunération nominale. Le paysan du Bengale qui est payé deux ou trois deniers par jour rend des services qui sont nominalement bien meilleur marché que ceux du producteur de blé dans le Dakota, qui reçoit peut-être 30 ou 40 fois plus pour la même période de travail ; mais si l'agriculteur américain produit, comme il le fait souvent, grâce à l'aide de ses machines perfectionnées, 45 à 50 bushels de blé par jour, là où le ryot avec ses outils

surannés et sa lente allure n'en produit que deux ou trois, le travail le plus payé peut, après tout, être le plus économique. On peut citer encore un exemple d'une importance bien plus considérable. Le nombre des agriculteurs de toutes catégories aux États-Unis est, comme nous l'avons montré ailleurs, bien moindre pour une superficie donnée que dans notre propre pays. Certes, il est très possible que des différences de climat ou de fertilité du sol, etc., rendent une telle disparité nécessaire, mais si cette différence était due surtout à la plus grande efficacité du travail agricole américain, aidé par des machines perfectionnées, il est presque certain qu'on trouverait que le travail payé plus cher de ce pays est, après tout, meilleur marché que le nôtre.

M. Atkinson, de Boston, a été tellement frappé par ces considérations, qu'il appelle l'attention sur les assertions suivantes qu'il regarde comme des contre-vérités populaires :

1° Le prix de production d'un article peut être obtenu en comparant les salaires dans les divers pays où il se fabrique.

2° Des salaires bas sont nécessaires pour que le coût de la production soit minime ; et de hauts salaires ont toujours pour conséquence un coût élevé de production.

3° Comme les ouvriers travaillent pour des salaires, le salaire entre directement dans le prix de production, et, en conséquence, le travail à bon marché ne peut être assuré que par un taux infime des salaires.

4° Un producteur doit nécessairement pouvoir obtenir des ouvriers à des salaires peu élevés pour produire des marchandises à bon marché.

Ces assertions fallacieuses doivent se remplacer par les contre-propositions suivantes :

1° Le taux des salaires n'est nullement la mesure même du prix en argent de la production ; ce prix doit être calculé en faisant le total de tous les salaires, et en le divisant par le produit, afin d'établir le coût en argent de l'unité de mesure, que ce soit le yard, le baril ou la livre.

2° L'abaissement des salaires n'est pas essentiel pour que le coût de production soit minime ; au contraire, cet abaissement indique ordinairement la cherté de la production, c'est-à-dire une grande quantité de travail humain, et un gros total de salaires infimes. Par contre, un taux élevé des salaires peut indiquer, et indique habituellement un coût de production peu élevé, c'est-à-dire une petite proportion de travail humain et une somme proportionnelle peu élevée de hauts salaires pour une quantité donnée de produits.

3° Travail à bon marché, dans son vrai sens, et taux infime des salaires, ne sont pas des termes synonymes, mais au contraire sont habituellement tout à fait contradictoires.

4° Un chef d'industrie n'est nullement dans la nécessité de s'assurer le travail à un taux de salaires abaissés, afin de produire des marchandises à bon marché ; mais il peut payer et il paye habituellement des salaires élevés, dans le but même d'assurer la production des marchandises au prix le plus bas, afin d'être capable de les vendre au meilleur marché possible,

On taxera probablement d'exagération ces affirmations dans leur teneur absolue ; toutefois elles se présentent sous le couvert d'un ensemble imposant de preuves et ne peuvent manquer de produire cette impression avec laquelle un lecteur prudent et attentif devrait toujours recevoir une assertion relative au coût de production, basée sur la seule statistique des salaires.

Il faut en même temps se rappeler qu'il n'existe pas d'autre critérium de la capacité de produire à bon marché, si évident, si facile à saisir, que celui du taux des salaires, et que, en conséquence, il n'y a pas d'autre témoignage qui soit en même temps d'une valeur aussi grande et aussi susceptible d'une application immédiate. L'efficacité comparative du travail ne peut être déterminée que par des expériences portant sur une longue période, et même, si l'on fait ces expériences, il est rare que les conditions de la comparaison soient aussi strictement exactes et parallèles

qu'elles devraient l'être, pour avoir une valeur réelle. La même remarque s'applique au mérite comparatif des machines qui prêtent leur aide au travail manuel ; ce mérite doit être déterminé non pas seulement par leur capacité reconnue d'exécuter une certaine quantité de travail en un certain temps, mais aussi par le rapport de leur puissance de production avec leur prix d'achat, leur fragilité, leur durée, etc.

Il est encore une autre difficulté à peine moins formidable qui accompagne toute tentative de comparaison entre les taux moyens des salaires dans les différents pays. Il arrive rarement qu'une manufacture soit exploitée dans deux contrées dans des conditions absolument identiques. Chaque pays ou à peu près possède des méthodes de travail propre et des applications mécaniques qui lui sont plus ou moins spéciales. Il n'est pas deux pays où la durée du travail soit exactement pareille ; il n'est pas deux pays où la proportion relative des femmes et des enfants employés aux adultes mâles soit tout à fait semblable ; bien plus, il arrive rarement que les salaires payés dans deux districts quelconques d'un même pays soient parfaitement identiques, même dans une industrie de même nature. Qui peut dire quel est le taux moyen du salaire d'un agriculteur en Angleterre ? Il varie, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, de 17 ou 18 schellings par semaine dans le nord, à 10 sch. 6 d. ou 11 schellings dans les comtés du sud et de l'ouest ; mais comment arriver à la vraie moyenne? Pour établir correctement cette moyenne, il serait nécessaire de s'assurer des salaires payés actuellement, non seulement dans chaque comté, mais dans chaque subdivision de comté, alors même l'erreur serait encore possible. Toute cette opération est si laborieuse et sujette à tant de causes d'illusion qu'il est douteux qu'après toute cette peine prise, on puisse atteindre autre chose qu'une grossière approximation des faits réels. Et si la difficulté est grande pour un emploi simple et si semblable à lui-même en général, que le travail agricole, combien plus sérieuse doit-elle se rencontrer

quand il s'agit de l'industrie manufacturière, dans laquelle les conditions sont si variables, si incertaines, et si souvent contradictoires et indéterminées? Quiconque étudie de bonne foi la statistique des salaires doit admettre que dans cette étude les obstacles qu'il rencontre sont presque insurmontables. Il découvre que les méthodes de travail varient presque d'un district à un autre ; que le nombre des heures de travail est rarement uniforme ; que dans certains cas les salaires sont largement accrus par le travail supplémentaire ; que dans d'autres ils sont grandement réduits par le défaut de demande ; qu'ici la moyenne est élevée par la limitation du nombre des apprentis ; tandis que là elle est diminuée par la cause inverse, et il arrive encore, même assez fréquemment, que le nom donné à l'emploi varie d'un district à l'autre dans un même pays.

Après avoir ainsi déblayé la voie, nous allons étudier, avec autant de soin que les données utilisables le permettent, les différences entre les salaires du travail dans divers pays.

Et tout d'abord en ce qui concerne le Royaume-Uni. Le taux moyen des salaires dans une occupation déterminée, en ce pays, aussi bien que la question plus étendue du revenu total et individuel de toute la population des ouvriers, ont été, de temps à autre, l'objet d'investigations très détaillées et très habiles faites par des statisticiens de renom. Le professeur Léoni Lévi, qui plus que tout autre peut-être a consacré du temps à ce sujet et l'a traité avec une rare compétence, a publié tout récemment un livre (1) que nous recommandons à l'étude de tout lecteur qui pourrait trouver intérêt à examiner le sujet de plus près; il calcule que le gain moyen d'un ouvrier faisant partie de la population industrielle du Royaume-Uni tout entier est de 45 livres 16 sh. par an (1,143 francs) et que la moyenne des gains de la population salariée tout entière du pays, domestique, commerciale, agricole et industrielle, en y comprenant un

(1) *Gains et salaires des classes ouvrières*. Londres, 1885.

certain nombre des classes dites professionnelles, est de 42 l. 14 sh. (1). Le *census* des États-Unis permet heureusement de faire la comparaison entre la moyenne des salaires payés dans cette république et les moyennes auxquelles est arrivé le savant professeur pour le Royaume-Uni, et le tableau suivant donne la série des chiffres des deux évaluations.

NATURE DES OCCUPATIONS.	MOYENNE DU GAIN ANNUEL PAR PERSONNE EMPLOYÉE DANS		DIFFÉRENCE.
	le Royaume-Uni.	les États-Unis.	
Service domestique........	35l.17.0	63l.00	27l.3 .0
Manufactures.............	45 .16.0	72 .06	26 .4 .0
Agriculture...............	35 . 5.0	52 .00	16 .15.0

Ces chiffres nous montrent que le taux moyen des salaires aux États-Unis est plus élevé de 75 p. 100 dans les services domestiques, de 56 p. 100 dans les manufactures, et de 49 p. 100 dans l'agriculture que dans notre propre pays. Nous avons déjà montré la nécessité de n'adopter ces généralisations très étendues qu'avec une grande réserve. Tout ce que l'on peut dire de cette évaluation, c'est qu'elle est probablement aussi rapprochée de la vérité qu'il est humainement possible. Mais afin de confirmer la confiance dans ces chiffres, nous allons les soumettre à des témoignages non pas plus dignes de foi, mais puisés à d'autres sources.

Le bureau de statistique du travail dans le Massachusets a entrepris, en 1884, de déterminer quelles sont les différences entre les taux des salaires des diverses occupations dans cet État et dans la Grande-Bretagne. En tenant compte de ce que le nombre des heures de travail est plus

(1) On permettra à l'auteur de constater ici que cette somme est, à quelques shellings près, exactement la moyenne annuelle des gains telle qu'il l'avait évaluée lui-même dans une note lue devant la Société de statistique quelques mois avant la publication du rapport du professeur.

grand en Amérique que dans notre propre pays, les salaires ont tous été ramenés à la moyenne payée pour chaque heure dans les deux pays.

Moyenne par heure des salaires payés dans la Grande-Bretagne et aux États-Unis (Massachusetts en 1883.

OCCUPATIONS.	MOYENNE DES SALAIRES PAR HEURE DANS la Gr.-Bretagne.	les États-Unis.	DIFFÉRENCE par accroissement AUX ÉTATS-UNIS. P. 100.
	d.	d.	d.
Engins d'agriculture	8.9	8.54	4.2
Outils d'artisans	4.53	9.83	117.1
Bottes et souliers	4.16	9.78	135.1
Briques	»	6.74	»
Commerce de construction.	7.00	12.49	78.4
Voitures et wagons	4.53	11.50	153.9
Habillement	6.25	8.57	37.1
Cotonnades	4.16	5.37	29.2
Marchandises de lin et de jute	2.63	5.38	104.8
Préparations alimentaires..	2.44	8.17	217.5
Ameublement	7.58	9.27	22.4
Verrerie	»	10.23	»
Chapellerie (fourrure, laine et soie	5.10	9.17	79.9
Bonneterie	4.30	5.41	25.7
Liqueurs, drèche et distillerie	»	9.28	»
Machines et machinerie...	6.62	9.86	48.8
Métaux et articles métalliques	6.88	9.45	37.3
Imprimerie	5.14	9.78	90.1
Impression, teinture, blanchiment et dernière main aux tissus de coton	4.57	7.22	57.9
Pierres (tailleur de)	»	12.05	
Articles en bois.	»	10.16	
Lainages	4.34	5.75	32.5
Tricots	3.21	6.10	89.7

Ce tableau indique de remarquables variations comme salaire entre une occupation et une autre, et quelquefois, là où on se serait le moins attendu à trouver cette différence. Mais il est un fait qui ressort encore plus pleinement, et qui, par sa portée dans le sujet que nous discutons, est

plus important que tout autre. On trouvera en examinant les principales industries, celle du coton, du fer et de l'acier, des laines, de la bonneterie, des outils et des machines, que l'éxcédent moyen en Amérique sur notre propre pays, réduit à l'étalon de l'heure, n'est que de 40 p. 100 environ.

Le Massachusetts, quoique le grand centre des industries textiles américaines, et à d'autres points de vue, l'un des états manufacturiers les plus importants de l'Amérique, ne présente pas la plus haute moyenne de salaires. Dans quelques industries même, les salaires payés dans cet État particulier sont au-dessous de ceux de tous les autres États principaux, et ceci explique suffisamment le fait, que la moyenne d'accroissement sur le taux général des salaires du Royaume-Uni, dans la table dernière, ne correspond pas, en ce qui concerne les principales industries, avec celle qui a été donnée antérieurement pour la république des États-Unis tout entière. Ce fait est suffisamment éclairci par la comparaison entre les moyennes des salaires journaliers payés en 1883 dans les principales villes des États-Unis (1).

(1) Un rapport du consul général Booker sur les échanges, la navigation et le commerce de New-York pour l'année 1882 (Série commerciale, n° 32, 1883) contient le détail suivant des salaires journaliers payés pendant cette année.

OCCUPATION.	NEW-YORK.	CINCINNATI.	SAINT-LOUIS.	CHICAGO.	PHILADELPHIE.	BOSTON.	BALTIMORE.
	D.-c.	D.-c.	D.-c.	D.-c.	D.-c.	D.-c.	D.-c.
Poseurs de briques	4.00	4.50	4.50	3.50	3.50	3.20	3.50
Maçons en briques (fronts)	5.00	4.50	3.25	4.00	4.00	3.50	4.00
Charpentiers	3.50	3.00	4.25	3.00	2.75	3.00	2.50
Menuisiers	3.50	2.50	3.00	3.50	2.25	3.00	2.50
Ajusteurs	3.50	3.00	5.50	3.50	1.90	3.00	2.50
Fondeurs	3.50	2.50	3.00	2.00	2.50	2.00	2.50
Serruriers	3.50	2.50	1.60	2.75	2.00	2 00	2.50
Hommes de peine	2.00	1.50	2.00	1.75	2.25	2 50	2.50
Peintres	3.00	2.50	2.75	3.00	2.50	2.50	2.25
Plâtriers	4.00	3.50	4.00	3.00	3.00	3.50	3.50
Maçons	4.00	3.50	3.50	3.75	3.50	3.00	3 50
Tailleurs de pierres	4.00	3.50	3.50	3.75	3.25	3.50	3.25
Plombiers	3.00	3.00	2.50	2.75	2 50	2.75	3.00
Couvreurs en ardoises	3.00	3.50	3.50	2.75	3.00	2.75	3.00

Il serait facile de reproduire plusieurs tableaux semblables, mais nous nous en abstenons, le caractère général des différences entre les salaires des deux pays, et entre les différentes villes principales d'Amérique, ressortissant assez des documents cités. Nous allons donc maintenant examiner les résultats de la comparaison entre la Grande-Bretagne et les pays du continent. Cependant faisons remarquer d'abord, en ce qui concerne le taux des salaires payés dans le Royaume-Uni, qu'il n'a pas été publié de statistique officielle accessible au public et digne d'une entière confiance. Les volumes de « Statistiques diverses » publiés par le Bureau du commerce, tous les trois ans, contiennent la liste des salaires payés à un certain nombre d'occupations ou d'industries choisies dans différentes villes ; mais la valeur de ces documents, qui pourrait être considérable, est grandement réduite et même devient presque nulle pour effectuer des comparaisons, par ce fait qu'ils s'appliquent rarement, dans deux publications consécutives, à la même ville ou au même district. Dans un compte rendu triennal, le taux des salaires des maçons sera donné par exemple pour Edimbourg, et dans le suivant pour Belfast ; or il peut être de quelque importance pour l'une de ces villes de connaître le taux des salaires payés à la même date dans l'autre ; mais ce n'est pas le moyen de favoriser les études de statistique comparative sur la variation du taux des salaires, dans leurs causes et leurs effets, que de publier des comptes rendus qui s'appliquent tantôt à une extrémité du royaume et tantôt à une autre. Il semble qu'il ne serait pas difficile de rendre ces documents bien plus uniformes et plus complets qu'ils ne l'ont été jusqu'ici. Ils sont généralement fournis dans les localités par les chambres de commerce, qui doivent être capables de présenter des données correspondantes en tout temps, si bien qu'il semble qu'il y ait peu ou pas d'excuses pour ce sérieux amoindrissement de la valeur de ces comptes rendus, sur lequel nous appelons l'attention.

Abandonnant maintenant cette digression, nous allons

essayer d'étudier les différences entre le taux des salaires en Angleterre et sur le continent. En 1878 le gouvernement américain chargea ses consuls dans les différentes parties du monde de rassembler et de lui envoyer les comptes rendus du taux des salaires payés dans les principales industries de leurs divers districts consulaires. Ces rapports importants ont été publiés par le secrétaire d'État en 1879 et leur collection fournit peut-être pour les salaires des différents pays le meilleur guide qui ait été jusqu'ici mis à la portée du public, au moins depuis les rapports de même nature faits au Foreign Office par nos propres consuls, en 1870, sur la demande de lord Clarendon, et continués deux années plus tard à la requête de lord Granville. Voici un sommaire de ces rapports :

TABLEAU.

Taux comparatif des salaires par semaine, en Europe et aux États-Unis, en 1878.

OCCUPATION.	BELGIQUE.	DANEMARK.	FRANCE.	ALLEMAGNE.	ITALIE.	GRANDE-BRETAGNE.		ÉTATS-UNIS	
								NEW-YORK.	CHICAGO.
	s. d.	s. d.	s. d.	s. d.	s. d.	s. d.	s. d.	s. d.	s. d.
Boulangers	18.4	17.8	23.1	14.7	16.3	27.2 à	27.6	21.2	33.10
Forgerons	18.4	16.3	22.8	14.9	16.5	29.4	33.10	42.3	38.0
Relieurs	»	15.6	20.2	15.11	16.3	27.2	32.7	50.9	38.4
Briquetiers	25.0	»	16.8	15.0	14.4	31.7	37.7	50.7	25.5
Menuisiers-ébénistes	20.0	»	25.0	16.6	20.7	32.1	35.4	38.0	29.9
Charpentiers et menuisiers	22.6	17.8	22.7	16.8	17.5	30.6	34.4	38.0	29.8
Ouvriers à la ferme	»	»	13.1	12.0	14.7	14.2	17.8	»	»
Hommes de peine, porte-faix	12.6	»	»	12.2	10.10	18.9	20.10	25.4	21.2
Peintres	17.6	17.3	20.5	16.4	19.2	30.2	34.0	42.4	25.6
Plâtriers	22.6	»	»	15.10	18.1	32.0	42.2	42.3	38.1
Plombiers	25.0	»	22.11	15.0	16.3	29.8	35.3	50.9	50.10
Imprimeurs	»	19.3	19.7	20.0	16.3	31.4	32.3	34.1	50.9
Cordonniers	»	13.9	19.9	13.0	18.0		30.7	50.9	38.3
Tailleurs	»	17.1	21.3	14.11	17.11	20.10	30.5	42.5	25.9
Étameurs	20.0	16.3	18.5	15.2	15.0	25.0	30.5	42.3	38.0

La valeur de ces chiffres est considérablement amoindrie par le manque d'informations exactes sur les districts auxquels ils s'appliquent. On trouvera, par exemple, que quoiqu'il puisse y avoir certains districts en Italie où le taux moyen des salaires est plus élevé que dans certains districts d'Allemagne, cependant la moyenne des salaires est indubitablement plus élevée en Allemagne qu'en Italie; cependant le tableau donnerait à croire qu'elle est plus basse. On trouvera aussi que dans une grande partie de l'Allemagne, et spécialement dans les provinces rhénanes et la Westphalie, les salaires moyens sont tout aussi élevés sinon plus élevés que ceux de France; pourtant l'impression contraire ressortirait irrésistiblement de l'examen du tableau. Mais dans d'autres districts et particulièrement dans la Saxe et la Silésie, les taux des salaires sont très bas. Les détails spécifiques suivants sont fournis par le consul des États-Unis à Brême (Allemagne) il dit :

« Le taux des salaires pour les ouvriers agricoles varie extrêmement dans l'étendue de l'empire allemand ; il s'élève ou s'abaisse suivant que la localité se rapproche ou s'éloigne de centres manufacturiers. Comme exemple je donne ci-dessous le taux actuel par jour des salaires dans diverses parties de l'Allemagne :

Brême et voisinage	2 sh.	4 d.	
Hauts plateaux de Bavière	2	2	1/2
Haute vallée du Rhin	1	8	1/2
Basse vallée du Rhin	1	3	1/2
Lac de Constance et environs	1	8	
Plateaux moyens	2	4	1/2
Haute-Alsace	1	10	1/2

« Ces laboureurs se nourrissent eux-mêmes.

« Les salaires payés maintenant dans le district consulaire, comprenant la Silésie et une partie des provinces rhénanes sont les suivants :

« Fabricants de machines, serruriers, maréchaux, chaudronniers, plombiers, charpentiers, menuisiers, maçons, voituriers, 2 sh. 11 d. 1/2 par jour (se nourrissent eux-mêmes).

« Terrassiers, ouvriers à la journée, selliers et cordonniers, 1 sh. 11 d. $^1/_2$ par jour, sans nourriture.

« Bouchers, boulangers, ramoneurs, 2 sh. 5 d. $^1/_2$ par jour, sans table ni logement.

« Bouchers, boulangers, brasseurs, 8 sh. 11 d. par semaine, avec la table et le logement.

« Cuisinières, 7 l. 10 sh. à 8 l. 19 sh. 2 d. à l'année, avec la table et le logement.

« Cuisiniers, 10 l. 8 sh. 4 d. par an, suivant leur mérite, avec la table et le logement.

« Tisseurs et ouvriers de factorerie, 14 sh. 10 d. par semaine, sans la table.

« Artisans et mécaniciens, 2 sh. 11 d. $^1/_2$ par jour. »

Ces exemples suffisent pour indiquer le taux général des salaires en Allemagne; si l'on tient compte du nombre plus grand des heures de travail, ce taux est bien au-dessous de celui de l'Angleterre.

En ce qui concerne la France, les salaires varient énormément entre Paris et la province; les différences sont beaucoup plus grandes qu'entre la métropole et les districts ruraux d'aucun autre pays. Dans certaines catégories, celle des briquetiers par exemple, l'écart s'élève à 100 p. 100, et, en général, tandis que les salaires des artisans de Paris sont à peu près les mêmes que ceux des grandes villes manufacturières d'Angleterre, à part la métropole, ceux que l'on paye en province sont bien au-dessous des plus bas salaires donnés au travail anglais. Cependant il y a eu dans les dernières années une tendance à rapprocher la moyenne de la campagne du niveau des salaires de la ville. Depuis 1853 l'accroissement moyen des salaires dans vingt-trois des métiers principaux a été de 65 p. 100 en province, et seulement de 53 à Paris. En 1882 un maçon parisien recevait jusqu'à 6 sh. 3 d. par jour; un tailleur 6 sh. 8 d. ; un couvreur 6 shillings; un charpentier, un peintre 5 sh. 10 d. Ces salaires sont à peu près égaux à ceux de villes comme Manchester et Leeds; mais il ne faut pas oublier que le nombre des heures de travail en France est beaucoup plus

grand. Un rapport officiel (1) montre que, tandis que ces salaires étaient payés à Paris, les mêmes métiers en province ne recevaient que moitié de ces prix, et la moyenne du salaire journalier des cinq métiers spécifiés plus haut ne s'y élevait en 1883 qu'à environ 3 shillings par jour.

C'en est assez sur le caractère général de la question du travail pour la France. A ce sujet, il n'y aurait pas de plus grande erreur que de regarder Paris comme le type du reste du pays. La capitale est en réalité aussi entièrement distincte des provinces, en général, par le caractère de ses industries, le taux de ses salaires, le coût de la vie et bien d'autres aspects économiques, que si elle faisait partie d'un autre hémisphère. La France en général a pour caractéristique les salaires peu élevés, et le grand nombre d'heures de travail. Si l'on peut indiquer une différence, la moyenne des salaires est plutôt plus élevée que celle de la Belgique, mais dans un certain nombre de provinces du sud cette moyenne est décidément plus basse. Ce qui n'a pas empêché le pays de faire de remarquables progrès pendant ces dernières années. En 1869 la valeur annuelle du commerce et de l'industrie de la France était évaluée à 1,181 millions sterling (29,525 millions) ou 31 livres par habitant (775 fr.); en 1880 cette valeur était estimée à 1,325 millions sterling (33,125 millions) ou 35 l. 12 sh. par habitant (885 fr. 50). En même temps ce pays perdait deux provinces et payait une indemnité de guerre de 200 millions sterling, sans parler de l'énorme dépense et des pertes entraînées par la guerre, que M. Giffen a estimées à plus de 500 millions sterling (12,500 millions). Il n'est peut-être pas moins remarquable que l'Allemagne, quoique plus riche du montant de l'indemnité indiquée ci-contre, et ayant moins souffert des dépenses nécessaires pour soutenir la guerre, n'a montré en 1880 qu'un accroissement de commerce et d'industrie qui ne dépasse les chiffres de 1869 que de 6 1/2 par tête, tandis que l'accrois-

(1) L'*Annuaire statistique* pour 1884.

sement a été de 15 pour la France et 9 pour la Grande-Bretagne. Les chiffres cités ici ne doivent pas cependant être regardés comme une indication d'un progrès également remarquable de la France sur les marchés du monde. La vérité est que le progrès indiqué a eu lieu surtout dans les importations, qui se sont accrues de 55 p. 100, contre un accroissement de 6 p. 100 seulement en exportations, pendant la période que nous considérons. M. Mulhall montre très justement, dans cette circonstance, qu'en France, « les importations l'emportent de 48 1/2 p. 100 sur les exportations (juste la même proportion qu'en Angleterre), et pourtant la France ne marche pas à la banqueroute, *mais elle accumule de la richesse chaque année.* » Nous avons vu cependant que cet accroissement de richesse n'a pas pour base un grand accroissement de sa puissance manufacturière sur les marchés neutres.

En ce qui concerne la Belgique, il n'est pas de pays européen plus fréquemment cité comme exemple de ce que peut le bas prix du travail contre l'Angleterre. Il n'est certainement pas d'autre pays dans l'Europe continentale qui ait l'avantage d'un travail à aussi bon marché relativement à son efficacité, aussi voyons-nous que la Belgique a la proportion la plus élevée d'industrie par habitant, de toutes les nations continentales, excepté la seule Hollande. Et cette industrie s'est développée avec une initiative caractéristique; de 1870 à 1880, la valeur des intérêts commerciaux et industriels de la Belgique s'est accrue, dit-on, d'au moins 55 millions sterling (1,375 millions). Sur cet accroissement 39 millions sterling (975 millions de francs) appartiennent au commerce, et 12 millions sterling (300 millions) aux manufactures. En 1870, la richesse commerciale et industrielle de ce pays représentait une moyenne de 37 l. 1 sh. (926 fr.) par habitant; en 1880 elle est égale à 44 livres sterling (1,100 fr.), présentant ainsi un accroissement d'environ 20 p. 100.

Dans le chapitre précédent nous avons montré que de 1845 à 1884 le taux des salaires, en Belgique, dans certains

métiers principaux, s'est accru de plus de 100 p. 100, ce qui est bien au-dessus de la moyenne d'accroissement dans le Royaume-Uni pendant la même période. Il y a quarante ans, la moyenne du salaire journalier des artisans, mineurs, ouvriers en fer, etc., était de 1 sh. 3 d. à 1 sh. 4 d. (1 fr. 45 à 1 fr. 55). En Angleterre la moyenne de la même période serait au moins double de ce chiffre; en ce moment les salaires payés dans les mêmes emplois sont : 2 sh. 6 d. à 2 sh. 8 d. (de 2 fr. 90 à 3 fr. 10) par jour en Belgique, et en Angleterre 4 sh. 6 d. à 5 sh. (de 5 fr. 20 à 5 fr. 75) (1). Il semble donc que la différence du taux des salaires entre les deux pays reste aujourd'hui ce qu'elle était il y a quarante ans; mais si nous ajoutons à l'accroissement des salaires anglais la réduction qui a eu lieu dans les heures de travail, nous avons chance de trouver que le coût relatif du travail en Belgique, où la journée est toujours de 12 heures, est moindre maintenant qu'il n'était alors; autrement dit, si nous nous en rapportons au seul étalon des salaires, la Belgique est maintenant en meilleure situation que jamais pour faire concurrence à l'Angleterre.

Quoique la Russie ne soit pas encore parvenue à la situation d'une grande nation manufacturière, elle a fait, depuis peu, de tels progrès dans cette direction, qu'elle commande notre attention.

Les industries de la Russie ont pour centres principaux le voisinage de Moscou et de Saint-Pétersbourg ; dans cette dernière ville et ses environs immédiats il existe 930 manufactures avec 291,279 employés et produisant des marchandises pour une valeur qui dépasse 105 millions de roubles par an. Dans la province de Moscou on trouve 2,516 manufactures employant 188,853 personnes et fabriquant des marchandises d'une valeur annuelle de 167 millions 1/2 de roubles. En 1875 Saint-Pétersbourg employait 41,164 ouvriers dans 521 manufactures et produisait des

(1) Ceci est évidemment un chiffre approximatif basé sur la moyenne de plusieurs districts ; il ne prétend pas à une exactitude absolue, dans son application à un district particulier.

marchandises d'une valeur totale de 83 millions de roubles (1), mais ces deux centres sont les seuls de tout l'empire qui aient quelque importance. Il n'existe d'ailleurs que 127 villes dans toute la Russie ; 25 possèdent plus de 25,000 habitants et 11 seulement en ont plus de 50,000. La population rurale au moment de l'émancipation des serfs était évaluée à 60 millions de paysans, dont 23 millions appartenaient à l'État, 23 autres millions à des particuliers et 3 millions à des apanages ou autres catégories (2).

Il est certainement difficile de fournir un tableau digne de foi du taux des salaires en Russie ; la majeure partie du peuple s'occupe d'agriculture sous une forme qui peut être appelée « système des paysans propriétaires », chaque laboureur ayant une certaine quantité de terres qu'il doit cultiver et d'où il tire principalement sa subsistance. Le travail manufacturier, comme nous le verrons dans un autre chapitre, est bien moins payé qu'en Angleterre; il en est de même pour les industries mécaniques. Mais il n'est pas question jusqu'ici, pour la Russie, de rivaliser avec le reste de l'Europe soit pour la rémunération, soit pour l'efficacité du travail. La Russie peut envoyer au dehors d'énormes quantités de blé, de pétrole, de chanvre, de lin, parce qu'elle a des ressources spéciales pour la production de ces denrées; il est très probable que nous en recevrions tout autant, même si le travail russe était une marchandise beaucoup plus coûteuse qu'il ne l'est en ce moment. Les prix généraux du travail des artisans peuvent être évalués d'après le compte rendu suivant des salaires payés aux puits à pétrole de Baku sur la mer Caspienne :

Ouvriers, 1 shelling par jour.
Maçons, 3 à 4 shellings par jour.
Charpentiers, 2 à 3 shellings par jour.
Forgerons, 2 shellings par jour.
Chauffeurs, 40 shellings par mois.
Contre-maîtres, 100 shellings par mois.

(1) Gallenga, *Voyage d'été en Russie*, p. 137.
(2) *La Russie* de Mackenzie Wallace, p. 146, 167, huitième édition.

Mécaniciens (allemands), 25 livres sterling (625 fr.) par mois.

Chimiste analysateur, 25 livres sterling par mois.

Élèves (10 heures par jour), 7 l. 10 sh. (186 fr.) par mois.

On trouve ces salaires élevés en Russie, où un lieutenant de la marine impériale ne reçoit que 10 livres (250 fr.) et un capitaine 25 livres (625 fr.) par mois. Les salaires payés à Moscou et à Saint-Pétersbourg sont beaucoup moindres; ces salaires sont-ils adaptés au degré d'efficacité qu'ils représentent? C'est une question à laquelle nous ne pouvons nous arrêter ici.

L'Italie est le seul autre pays de l'Europe auquel nous donnerons une attention spéciale. On sait généralement que le prix nominal du travail y est relativement très bas, et que les industries y sont dans un état très arriéré; quoique, sauf en matière de charbon, l'Italie ait des ressources naturelles au moins égales à celles de toute autre nation européenne. Le taux des salaires payés dans la principale usine de machines à Livourne, celle des frères Orlando, qui emploie 600 personnes, est indiqué dans un rapport consulaire récent comme au tableau suivant (1) :

OCCUPATION.	1re CLASSE.	2me CLASSE.	3me CLASSE.
	Lire (2). Lire.	Lire. Lire.	Lire. Lire.
Modeleurs	5.50 à 4.00	3.75 à 3.25	3.00 à 2.50
Ajusteurs	4.50 à 4.00	3.75 à 3.25	3.00 à 2.50
Tourneurs	4.50	3.75 à 3.25	3.00 à 2.50
Fabricants de bouilleurs	8.00 à 5.50	4.00 à 3.50	3.00 à 2.50
Mouleurs	5.00 à 4.00	3.75 à 3.25	3.00 à 2.50
Charpentiers	5.50 à 4.50	3.75 à 3.50	3.00 à 2.75
Soudeurs, étameurs	» »	2.50	» »
Mécaniciens et chauffeurs	5.00 à 3.25	2.75 à 2.50	2.25
Hommes de peine	4.00 à 2.00	» »	» »
Apprentis et élèves	2.00 à 0.50	» »	» »

(1) *Rapports des consuls de Sa Majesté Britannique*. N° 21, 1884, p. 692.

(2) La lire = 10 deniers = 1 franc.

Les salaires ci-dessus représentent dix heures de travail; le système du travail à la pièce permet aux ouvriers d'augmenter largement leur gain; nous parlerons plus tard des salaires payés en Italie dans l'industrie textile.

L'étude du problème que nous nous sommes proposé dans ce chapitre ne pourrait être regardée comme complète, si nous ne poussions pas nos investigations beaucoup plus loin, et si nous ne considérions pas la question des conditions du travail, telle qu'elle se présente à nous en ce qui concerne l'état actuel et l'avenir probable de ces races asiatiques, sur une partie desquelles nous exerçons une souveraineté si étendue et si importante, et desquelles aussi selon toutes apparences, nous devons attendre plus tard une concurrence sérieuse.

Nous ne trouvons ni dans l'Inde ni dans la Chine cette tendance générale à une élévation considérable des salaires, que nous avons reconnue dans les pays européens. Ce que le travail était il y a des siècles, il l'est encore de tous points aujourd'hui, sauf que les taxes sont plus lourdes, et que, en conséquence, la proportion d'argent disponible pour la nourriture est moins grande. Quelques écrivains ont même prétendu à ce sujet que, sous le gouvernement anglais, la condition du travailleur dans l'Inde est devenue plus mauvaise qu'elle n'était sous la dynastie mogole; mais nous ne voyons aucune preuve suffisante de cette assertion; les statistiques sur ce sujet sont, comme on pouvait s'y attendre, extrêmement succinctes et ne sont pas aussi dignes de foi qu'on pourrait le désirer.

Les Orientaux sont loin d'avoir l'habitude, quelles que soient les circonstances, de collectionner des données statistiques; et quand ils entreprennent cette tâche, ils ont une tendance déplorable à exagérer suivant leurs préférences particulières. Cependant Abul Fazl, ami et ministre d'Alkbar (1556-1605), a jeté une vive lumière sur la condition de l'Inde à cette époque. D'après cette autorité, voici quels étaient les salaires des artisans employés par Sa Majesté :

Briquetiers, 2 deniers 1/4 à 4 deniers par jour.

Charpentiers, 1 denier 1/3 à 4 deniers par jour.

Scieurs, 1 denier 3/4 par jour.

Maçons, 1 denier 3/4 à 2 deniers par jour.

Plongeurs pour nettoyer les puits, 1 denier 3/4 à 2 deniers 1/3.

Hommes de peine et couvreurs, 1 denier 1/3 à 1 denier 3/4.

Porteurs de palanquin, 5 sh. 9 d. à 8 sh. 6 d. par mois.

Gardiens d'éléphants, 4 sh. 9 d. 1/2 à 9 sh. 7 d. par mois.

Vétérinaires, 7 sh. 8 d. par mois.

Porteurs d'eau, 4 sh. 9 d. 1/2 par mois.

Balayeurs, 3 sh. 1 d. 1/2 par mois.

En ce qui regarde la condition actuelle du travailleur industriel indien ou artisan, un écrivain du pays fait remarquer que, quoique sa situation semble belle en comparaison de celle du cultivateur, l'artisan n'est pourtant pas plus à l'aise, parce qu'il ne laisse travailler ni sa femme ni sa famille; au contraire, l'ouvrier agricole autorise ce travail. Les salaires moyens de quelques-unes des classes principales d'artisans sont indiqués comme suit :

Lohar (forgeron), 3 deniers à 5 par jour (30 à 50 cent.).

Barhai (charpentier), 3 deniers à 5 par jour (20 à 50 cent.).

Darzi (tailleur), 3 deniers à 5 par jour (30 à 50 cent.).

Tous avec *chabena* (grains grillés), pour le déjeuner et un repas le soir s'ils travaillent tard.

Kombar (potier), 1/4 de denier pour 2 ou 3 pots.

Naddaf (cardeur), 1 denier à 1 d. 1/2 pour carder 4 l, bs, de coton et en confectionner une couverture.

Jolahas (tisseurs), 2 d. à 3 d. par jour.

Pathar (faiseurs de dentelles), comme les tisseurs.

Chawkida (porteurs de messages dans les villages), de 10 shellings à 3 livres par an.

Patwaris (maîtres d'école de village), 1 livre à 8 livres par an.

En moyenne, le revenu de l'artisan ou de l'employé industriel dans l'Inde ne dépasserait pas 3 deniers par tête, et moins encore pour les ouvriers des factoreries textiles, les tisserands et les ouvriers en produits chimiques, etc.

Les principales industries de la Chine, en dehors de l'agriculture, sont les forges de fer et de cuivre, la fabrication du charbon de bois, de la chaux, du savon, de la poterie, et les manufactures de papier. Dans le district d'Ichang les ouvriers de ces métiers reçoivent environ 4 deniers par jour, et leur nourriture en outre. Une grande partie de la population subsiste par le batelage et la pêche; le taux du salaire payé à un batelier loué est d'environ 1 denier par jour, sans la nourriture. Mais ces chiffres ne peuvent être regardés comme représentant le gain total des travailleurs; beaucoup d'entre eux emploient leurs heures de loisir à ramasser des champignons dont on fait une grande exportation, ainsi qu'à élever des abeilles et des vers à soie dont ils font souvent un commerce lucratif.

C'en est assez pour faire bien comprendre que, dans l'étude des différences entre les salaires des divers pays, il faut éviter de ne prendre en considération que le montant nominal pendant une période donnée. Si nous disons qu'en Angleterre la moyenne du salaire payé à un artisan est de 20 shellings, tandis qu'elle est de 30 shellings aux États-Unis, nous donnons une idée très imparfaite des faits réels, à moins d'ajouter que, dans ce dernier pays, le nombre des heures de travail a été approximativement de 10 à 15 p. 100 plus grand qu'en Angleterre, contre une différence nominale de 50 p. 100 dans les salaires. Il est donc de la plus haute importance de comparer non seulement le taux des salaires, mais aussi le nombre des heures de travail auxquelles ce salaire s'applique. Mais ici encore notre tâche est extraordinairement difficile. Il n'existe pas deux nations qui aient les mêmes règles ou les mêmes habitudes quant aux heures de travail. Dans

quelques industries textiles, la durée du travail est spécialement limitée par la loi, et dans ce cas il est très simple de constater les faits ; mais quand il est question de manufactures non réglementées, il devient difficile et presque impossible de donner la moyenne de la durée du travail, même pour une seule industrie principale, à plus forte raison pour tous les métiers exercés dans un pays. Prenons la construction comme exemple du manque d'uniformité en cette matière. A Liverpool, les briquetiers travaillent, en moyenne, 55 heures par semaine en été, et 47 h. 1/2 en hiver ; à Darlington, 49 1/2 et 45; à Sheffield, 49 1/2 et 47 ; à Glasgow, 51 et 43 ; à Londres, 52 1/2 et 47 ; à Birmingham, 54 et 47 3/4, et à Folkestone 56. Dans bien des cas, la durée du travail diffère, entre une catégorie et une autre, dans la même factorerie ou le même atelier. A Glasgow, suivant des comptes rendus fournis par la Chambre de commerce (1), les mécaniciens travaillent 54 heures par semaine ; c'est la durée presque invariable pour cette classe d'ouvriers dans tout le pays, mais les chauffeurs travaillent 65 heures et les dessinateurs 47 h. 1/2, et ainsi de suite pour les autres métiers : *ab uno disce omnes*.

Après ces éclaircissements préalables, il nous faut faire remarquer que dans toute l'Europe continentale, la durée du travail est plus longue que chez nous. Prenons l'industrie textile comme exemple. A Roubaix, centre de l'industrie des lainages en France, le nombre des heures de travail est de 72 par semaine ; on commence chaque matin à 6 heures, 2 heures sont accordées pour les repas, et la besogne se termine à 8 h. 30 du soir quatre fois par semaine, soit une durée de 12 h. 1/2 par jour, et permettant ainsi d'arrêter le travail à 6 heures le lundi et à 7 h. 30 le samedi. C'est certainement un grand contraste avec les ateliers anglais, où le travail ne dure que 56 heures par semaine, et où le travail est suspendu à 5 h. 30 du soir, et

(1) *Statistique mélangée du Royaume-Uni*, part. II.

à 1 heure de l'après-midi le samedi. Dans les filatures de laine et de coton de l'Allemagne et de la Belgique, les heures de travail sont à peu près les mêmes qu'en France.

Dans les ateliers de lainage de Biella, en Italie, les heures de travail varient de 12 h. 1/2 par jour en été, à 11 h. 1/2 en hiver. Le travail commence en été à 5 heures, et continue jusqu'à 7 heures du soir, avec 1 h. 1/2 pour les repas. En hiver la durée s'étend de 7 heures du matin à 8 heures du soir, avec un intervalle égal. Dans les filatures de soie de l'Italie du Nord, le travail dure 94 h. 1/2 par semaine ou 15 h. 3/4 par jour, non compris les heures des repas; les ateliers restent ouverts de 5 heures du matin à 10 heures du soir. Le tableau suivant donne la comparaison entre les heures de travail à l'étranger et les nôtres.

Heures de travail dans les différents pays.

PAYS.	HEURES PAR SEMAINE.		P. 100 DE L'EXCÈS SUR LA GRANDE-BRETAGNE.	
	TISSAGES.	FABRIQUE de machines.	TISSAGES.	FABRIQUE de machines.
Allemagne........	72	60	28	15
France...........	72	60	28	15
Autriche.........	66	66	18	27
Russie............	72 à 84	72	28 à 50	38
Suisse............	66	66	18	27
Belgique..........	72	62	28	20
Italie..............	69 à 90	72	23 à 60	38
Hollande.........	72	64	28	23
États-Unis........	60	60	8	15
Royaume-Uni.....	56	52 (1)	»	»

Il y a lieu de faire observer ici que ces chiffres, quoique exacts, si on les applique aux districts principaux aussi bien qu'aux grandes industries, ne peuvent être acceptés comme représentant les prix de tous les districts et de toutes les

(1) Dans quelques fabriques de machines, le nombre des heures de travail est de 54 par semaine; mais pour le plus grand nombre des établissements ce nombre ne s'élève en moyenne qu'à 52.

industries. On peut tenir pour certain, cependant, qu'ils représentent suffisamment la condition générale des différentes contrées comprises dans le tableau, en ce qui concerne les heures de travail. Un autre fait assez important par son effet sur le taux des salaires, c'est le plus ou moins d'extension de l'emploi des femmes et des enfants. Nous en traitons spécialement dans un autre chapitre. En ce qui concerne les enfants, la situation des diverses nations européennes se rapproche beaucoup plus maintenant qu'à l'époque où le *Factory Act* fut appliqué pour la première fois dans notre pays. L'Angleterre, qui a donné le premier exemple de cette grande amélioration, a eu la satisfaction de voir l'Allemagne et la France la suivre dans cette voie, et elles ont bientôt marché plus vite qu'elle dans la direction qu'elle avait indiquée. En Allemagne, les enfants au-dessous de 14 ans ne peuvent être employés dans aucun atelier, et relativement à la population industrielle, le nombre des enfants employés comme ouvriers est probablement moindre que dans n'importe quel autre pays du monde.

En France, le nombre des enfants occupés dans les ateliers est moins grand qu'en Angleterre. Les enfants au-dessous de douze ans ne peuvent travailler dans les ateliers français, et à partir de cet âge ils doivent passer à l'école deux heures par jour. En Italie, au contraire, en l'absence de toute loi sur les ateliers, les enfants commencent à travailler à huit ans ; à cet âge si tendre, ils font souvent la pleine journée de 12 h. 1/2 ; leurs salaires dans les ateliers varient de 4 à 7 deniers par jour ($0^f,40$ à $0^f,70$).

A cet égard, la Russie ressemble jusqu'ici à l'Italie et les choses y sont probablement encore pires. Un des professeurs de l'Université de Moscou, qui a entrepris récemment une enquête sur les conditions de l'industrie en Russie, a trouvé que le travail des jeunes enfants est employé dans ce pays d'une manière beaucoup plus fréquente que dans aucune autre contrée européenne. Dans les ateliers de papiers de tapisserie de Moscou, 38 p. 100 des

ouvriers sont des enfants au-dessous de 15 ans; dans les ateliers de meubles et de pianos, 27 p. 100; dans les verreries, 25 p. 100; dans les manufactures de tabac, 24 1/2 p. 100. Un cinquième des enfants employés étaient au-dessous de 12 ans, et un grand nombre d'entre eux n'avaient pas 10 ans. Pourtant, en 1882, une loi a été passée pour limiter l'emploi des jeunes enfants dans les ateliers russes. D'après cette loi, les enfants de 10 à 12 ans ne seront autorisés à travailler que dans des circonstances exceptionnelles. De 12 à 15 ans, les enfants ne devront pas travailler plus de 8 heures par jour. L'emploi des enfants au-dessous de 10 ans est absolument interdit.

En Autriche, des réformes bien nécessaires ont eu lieu en 1884. La nouvelle loi défend aux enfants au-dessous de 20 ans de travailler plus de 10 heures par jour, et interdit d'employer ceux qui sont au-dessous de 14 ans. Dans les manufactures, la journée de travail est limitée à 11 heures, les enfants au-dessous de 14 ans ne doivent être employés à aucun travail régulier; de 14 à 16 ans, ils ne doivent être occupés qu'à un travail léger, et non susceptible d'être préjudiciable à leur santé (1). Le travail de nuit est interdit aux femmes et aux enfants. Le dimanche doit être observé comme jour de repos complet, et les personnes au-dessous de 18 ans doivent avoir un loisir suffisant pour assister aux écoles du soir.

La Suisse a presque la même loi que l'Autriche et l'Allemagne en ce qui regarde le travail des enfants. Aucun enfant au-dessous de 14 ans n'est autorisé à occuper un emploi, et le travail des enfants au-dessous de 18 ans ne doit jamais dépasser 11 heures par jour.

En Belgique, il n'existe pas de loi pour la réglementation du travail des enfants, mais d'après une entente entre les employeurs, les enfants au-dessous de douze ans ne sont pas généralement admis dans les ateliers. Il y a quel-

(1) La loi autrichienne est maintenant à peu près semblable à celle qui est en vigueur depuis quelques années dans l'empire allemand.

ques années, dans le district de Verviers, on fit une enquête sur le nombre des enfants d'un âge tendre employés dans les ateliers de lainages, et on constata que 51 seulement étaient âgés de moins de douze ans.

De tout ce que nous avons dit jusqu'ici, il ressort évidemment que l'Angleterre ne peut rien perdre à la comparaison avec les autres pays européens en matière de travail juvénile. Il est très peu honorable pour les États-Unis que des milliers d'enfants de 10 à 12 ans soient encore employés dans les ateliers de la Nouvelle-Angleterre; mais il est douteux que le pays en général bénéficie d'une manière quelconque de cette lacune de la loi.

On s'attend probablement à nous voir résumer les données si variées que nous venons de présenter, avec l'intention de montrer les différences exactes qui existent entre les taux des salaires dans les différents pays dont nous avons parlé. Mais beaucoup des conditions constatées sont tellement dissemblables que si nous essayions quelque chose de semblable, notre œuvre tiendrait plus du contraste que de la comparaison. En réalité, le résultat de la comparaison entre les salaires des divers pays ne saurait être résumé en une formule précise, et il est nécessaire de considérer ces salaires divers, en tenant compte des circonstances qui tendent à les modifier et à limiter la portée de leur application.

Parmi les plus évidentes de ces circonstances on peut appeler l'attention sur ce fait, que l'économiste ne peut s'appuyer que sur des chiffres partiels et, par conséquent, incomplets. Il ne saurait déterminer la moyenne exacte des salaires pour une contrée quelconque, car non seulement le taux varie grandement d'un district à un autre, mais des différences existent souvent entre deux localités voisines ou appartenant au même comté. De plus, il est manifeste qu'on doit faire une distinction entre le salaire nominal et le salaire net. Dans quelques districts il est habituel de faire sur les salaires des déductions considérables dans un but local ou commercial; dans d'autres cette pra-

tique existe à peine. Puis encore, le taux des salaires reste rarement stationnaire pendant une longue période de temps; il est susceptible de variations continuelles, qu'il faut apprécier et dont il faut tenir compte pour arriver à une moyenne exacte (1). Les salaires sont, en outre, continuellement affectés par des changements de procédés et par l'introduction de nouvelles applications mécaniques, comme nous l'avons vu déjà dans le tissage pour les métiers à main vis-à-vis des métiers à vapeur. Mais toutes ces considérations, tout en prouvant la difficulté d'arriver à la certitude d'une démonstration mathématique, pour les points principaux de cette enquête, ne sauraient vicier sa conclusion générale, ni obscurcir les vraies conclusions et le caractère de la question du travail telle qu'elle se pose entre les divers États d'Europe et le reste du monde. Il est possible que l'Angleterre ne soit pas en danger de perdre sa suprématie à cause des salaires relativement plus élevés que reçoivent ses artisans, mais on verra, à mesure que nous avancerons dans cette étude, que d'autres pays attachent une grande importance à la possession de leur travail à meilleur marché et d'une plus longue durée, et que le travail plus coûteux de l'Amérique ne se réfléchit que trop vivement dans les conditions commerciales de ce pays.

Il paraît convenable maintenant de se demander quelle sera la tendance que suivra probablement dans un avenir prochain la rémunération relative du travail européen et du travail américain. Est-il probable que le prix du travail dans notre pays s'élève au niveau du salaire dans les États-Unis, ou bien y a-t-il plus de chances pour que le prix du travail dans ce dernier pays descende au niveau de celui de l'Angleterre? De grandes conséquences dépendent de la solution finale de ce problème. Si, comme bien des per-

(1) Cette remarque est spécialement applicable aux mineurs et aux ouvriers en fer, quand leur salaire est réglé par une échelle mobile suivant les fluctuations du prix de vente des marchandises qu'ils produisent.

sonnes semblent le supposer, le niveau des salaires payés aux États-Unis devait s'abaisser sans qu'il y eut un mouvement analogue en Angleterre, il est alors plus que probable que nous devrons nous accommoder d'une concurrence beaucoup plus vive sur les marchés neutres, faite par nos rivaux Américains. Et c'est là une prévision qui a de puissants arguments en sa faveur. Le taux plus élevé de la rémunération des occupations manufacturières a poussé beaucoup de ceux qui s'adonnaient naguère à l'agriculture dans les États-Unis, à l'abandonner pour se livrer aux industries mécaniques et minières. On calcule que pendant les dix années qui se termineront en 1890, plus d'un million de personnes qui, dans les circonstances naturelles, seraient allées augmenter la population agricole, se seront portées de préférence vers les manufactures ou d'autres emplois productifs; si bien que le supplément de travail utilisable en ce sens dépassera de beaucoup la demande. Il s'en suivra une diminution dans le taux des salaires, qui pourra amener comme conséquence un développement considérable des manufactures américaines. On affirme aussi que, de 1882 à la fin de 1884, près de 350,000 personnes employées dans les manufactures des principales villes des États-Unis se sont vu enlever leurs occupations. Ce dernier fait est attribuable, bien entendu, tout autant et peut-être plus directement à une diminution des opérations manufacturières causées par la dépression générale du commerce, plutôt qu'à un encombrement du marché du travail. Mais, quelle qu'en soit la cause, ce mouvement a produit et continuera à produire un effet certain. Les salaires sont invariablement réduits quand l'afflux du travail dans une industrie donnée est en grand excès sur la demande, et, aux États-Unis, dans l'intervalle ci-dessus indiqué, des réductions dans le taux des salaires ont eu lieu dans presque toutes les industries importantes; elles se sont élevées de 5 à 30 p. 100. Un des traits remarquables de cette période c'est que, en dépit d'un tarif qui exclut la possibilité de toute concurrence étran-

gère, en ajoutant en moyenne 43 p. 100 au prix de tout ce qui est nécessaire à l'existence, sauf les aliments, et qui a pour but ostensible de maintenir à son taux élevé la rémunération du travail en Amérique, la crise récente a eu un effet encore plus funeste pour les ouvriers américains ainsi protégés, que pour ceux de l'Angleterre libre-échangiste.

CHAPITRE XII

INDUSTRIES TEXTILES DE L'ANGLETERRE.

Le coton.

En étudiant, comme nous nous proposons de le faire ici, les conditions comparatives dans lesquelles se trouve l'Angleterre comme nation manufacturière, l'industrie cotonnière mérite notre premier rang d'examen, en raison de sa vaste étendue, de son importance, et parce qu'elle fournit l'exemple le plus remarquable que présente l'histoire du monde d'une industrie s'établissant et atteignant d'immenses proportions dans des conditions qui, certainement, n'étaient pas défavorables à son développement, mais qui, néanmoins, n'étaient pas de nature à donner des facilités d'un caractère local ou spécial.

Quand on étudie la croissance de notre industrie cotonnière, la première réflexion qui se présente, c'est qu'elle est entièrement à la merci des importations de matière première. A ce point de vue, elle diffère de presque toutes nos autres principales industries. Nous importons de grandes quantités de laine pour nos manufactures de lainages, mais nous en produisons aussi de grandes quantités chez nous. Nous recevons d'Espagne et d'Italie des quantités considérables de minerai de fer pour nos industries métallurgiques, mais notre propre sol nous en fournit encore bien davantage. Notre grande industrie des produits chimiques dépend des importations de pyrites venant d'Espagne, mais dans la pratique, toutes les autres matières

premières nécessaires aux fabriques d'alcali sont indigènes. Dans les papeteries, nous employons beaucoup de matières importées, mais nous en trouvons beaucoup aussi dans notre pays. Pour toutes ces industries, et pour beaucoup d'autres que nous pourrions énumérer, nous trouvons chez nous une certaine proportion de matières premières nécessaires pour la prospérité de leur exploitation. Mais en ce qui concerne le commerce des cotonnades, chaque once de matière première utilisée est importée de l'étranger, et néanmoins la Grande-Bretagne doit soutenir sur les marchés du monde la concurrence de pays qui ont le privilège de récolter la matière première, et qui la transforment aussi en articles manufacturés.

Malgré le désavantage provenant du supplément de dépense que nécessite l'entrée de la matière première, qu'il faut amener de distances qui varient entre 5,000 et 10,000 milles, des plantations de cotonniers de la Caroline, des plaines de l'Inde et du delta d'Égypte jusqu'aux usines du Lancashire et du Cheshire, l'Angleterre a pu jusqu'ici se maintenir sur les marchés du monde. Elle a perdu un peu de terrain, relativement mais non absolument. Existe-t-il dans la nature des choses des motifs pour qu'elle ne puisse conserver sa supériorité qui paraît basée non sur la possession de ressources naturelles spéciales, mais sur la fondation beaucoup moins solide et beaucoup moins permanente de l'habileté pratique, l'outillage le plus perfectionné et la disponibilité du capital, avantages qui peuvent tous être possédés un jour à un égal degré par des pays rivaux qui cultivent, en outre, la matière première sur leur propre sol?

Après la question de nos approvisionnements alimentaires, se range l'étude très importante des ressources comparatives que possèdent les divers pays pour continuer à exercer une industrie dont les produits sont d'un emploi si général pour l'humanité. L'Angleterre peut-elle espérer de maintenir sa supériorité comme principale fournisseuse de cotonnades, ce qui a été jusqu'ici pour elle l'une des

sources de ses plus beaux bénéfices? Est-il probable qu'elle puisse continuer à prouver au monde, comme elle l'a fait jusqu'à présent, que la possession des matières premières indigènes n'est pas essentielle pour la création et la prospérité d'une grande industrie? Ou, en d'autres termes, notre pays parviendra-t-il à démontrer que les qualités qu'il possède à un si haut degré, l'habileté acquise, l'aptitude spéciale et les ressources mécaniques, seront suffisantes dans l'avenir, comme elles l'ont été dans le passé, pour lui permettre de garder sa supériorité sur d'autres pays mieux dotés par la nature, mais moins riches en qualités acquises?

C'est ce que nous allons examiner à l'aide des faits et des chiffres. Dans une notice lue devant la Société de statistique de Manchester en 1877, M. Joseph Spencer a donné la statistique suivante du nombre des broches en activité dans les filatures de coton du monde, à des dates différentes, pendant le dernier demi-siècle :

Dates.	Royaume-Uni.	Continent européen.	États-Unis d'Amérique.
1832	9.000.000	2.800.000	1.200.000
1845	17.500.000	7.500.000	2.500.000
1875	37.500.000	19.500.000	9.500.000

L'accroissement a été de :

1832-45	8.500.000	4.700.000	1.300.000
1845-75	20.000.000	12.000.000	7.000.000
Acc. total..	28.500.000	16.700.000	8.300.000

On voit que si l'accroissement de l'emploi du coton pendant les cinquante dernières années dans les manufactures du continent européen est égal aux 3/4 et dans celles des États-Unis d'Amérique à la moitié de l'accroissement dans la Grande-Bretagne, il n'est pas moins vrai que nos filateurs ont tenu en activité un nombre de broches dépassant de 243 p. 100 celui des broches américaines et de 72 p. 100 celui des filatures du continent.

Ces résultats semblent contradictoires, mais ils ne le sont

qu'en apparence. L'accroissement absolu dans le poids du coton consommé pendant les 50 années a été de :

Grande-Bretagne.............	1.016.000.000 lbs.
Continent européen..........	737.000.000
Amérique....................	501.000.000

Ainsi, la Grande-Bretagne a pris sur l'accroissement total 37,8 p. 100 de plus que le continent d'Europe, et 102,7 p. 100 de plus que les États-Unis d'Amérique (1).

Jusqu'à un certain point ces chiffres sont certainement satisfaisants. Mais des tableaux établis par MM. Ellison et Co montrent que le commerce du coton de la Grande-Bretagne a fait peu de progrès pendant les années les plus récentes, tandis que celui des États-Unis et de l'Europe continentale en faisait d'énormes. La quantité du coton brut importé pour être façonné n'a augmenté entre 1873 et 1883 que de 1,52 p. 100 dans la Grande-Bretagne, tandis qu'elle s'accroissait de 41,73 p. 100 dans l'Europe continentale ; et aux États-Unis, dans le même intervalle, l'emploi du coton brut augmentait de 61,2 p. 100. D'après ces chiffres, il semblerait que si la Grande-Bretagne n'a pas absolument rétrogradé, ses progrès dans les dernières années ont été inférieurs à ceux des nations concurrentes, quoiqu'elle emploie encore près de 3 millions 1/2 de balles, sur un total d'un peu plus de 9 millions mis en œuvre tant aux États-Unis qu'en Europe, soit, pour l'Angleterre, tout près de 40 p. 100 du total de la quantité manufacturée.

La perte relative de terrain qu'impliquent ces chiffres ne paraît pas devoir être attribuée à ce que les filateurs de coton d'Angleterre auraient négligé d'adopter les perfectionnements de l'outillage et des procédés de fabrication. Au contraire, il existe des preuves abondantes que, de ce côté, l'Angleterre conserve facilement *la première place*. L'efficacité du travail des usines anglaises continue, comme

(1) En moyenne, dans le Royaume-Uni, les fils produits sont plus fins et la marchandise est plus légère que sur le continent européen et aux États-Unis d'Amérique.

autrefois, à n'être pas surpassée. Cette supériorité est démontrée par bien des preuves concluantes. De 1850 à 1879, le nombre moyen de broches par ouvrier employé dans nos filatures a passé de 63 a 91, soit un accroissement de 44 1/2 p. 100. De 1850 à 1862, l'accroissement de même nature n'avait été que de 6 p. 100, c'est-à-dire que le nombre des broches par ouvrier avait passé de 63 à 67. Aux États-Unis, qui sont maintenant, après le Royaume-Uni, le plus grand pays manufacturier du monde, l'accroissement du nombre des broches par ouvrier atteignait environ la même proportion p. 100 que dans le Royaume-Uni ; mais, aux dernières dates, la productivité moyenne des ouvriers fileurs de coton du Royaume-Uni, exprimée par le nombre des broches mises en travail par chaque ouvrier, était de 47 p. 100 plus grande que celle de la même classe de travailleurs en Amérique.

Quoique ces faits généraux ressortent bien de l'analyse des rapports officiels dans les deux pays, il n'en est pas moins important de rappeler qu'ils peuvent être, et même qu'ils sont sujets à des modifications importantes. Il est possible que le nombre des broches non employées à un moment donné dans le Royaume-Uni soit plus grand qu'aux États-Unis, relativement au nombre des ouvriers employés. Dans ce cas, évidemment, la différence constatée en faveur de l'Angleterre devrait être réduite d'une quantité correspondante. Il est aussi probable que, aux États-Unis, il y a plus de métiers employés relativement aux broches, ce qui réduirait encore un peu plus la différence. Mais il est extrêmement probable que ces deux circonstances sont bien loin de modifier la situation de manière à supprimer la différence totale de 47 p. 100.

L'industrie du coton est, parmi les grandes industries, une de celles qui emploient le plus d'ouvrières relativement au nombre des ouvriers. Le travail des femmes est généralement moins cher, il est aussi plus *assidu* et plus *suivi* que celui des hommes ; et il est probable que l'avenir de l'industrie cotonnière dépendra beaucoup de l'extension

donnée à l'emploi des femmes et des enfants. L'Angleterre et le continent, ce dernier un peu plus lentement, ont marché dans le même sens, c'est-à-dire que la proportion des ouvrières aux ouvriers s'est accrue. Les États-Unis, au contraire, ont suivi une direction opposée. Ainsi, en 1851, le nombre total des personnes employées dans nos industries textiles était de 907,200, sur lesquelles 460.801, ou 52 p. 100, étaient des femmes. En 1871, 58 centièmes sur un total de 939,630 appartenaient à cette catégorie, et enfin, le recensement montre qu'en 1881 les 62 centièmes 1/2 du nombre total des employés appartenaient au sexe féminin. Aux États-Unis, au contraire, la proportion des femmes est descendue, de 64 p. 100 en 1850, à 49 p. 100 en 1881. Ainsi que nous l'avons vu, il ne semble pas que l'industrie anglaise des cotons ait perdu de son efficacité par suite du fait que nous venons de signaler, en la comparant à la même industrie en Amérique.

Une méthode, qui s'est développée dans l'industrie du coton et dans beaucoup d'autres industries, a été jugée favorable à l'économie de la production : c'est le système moderne des grandes manufactures. Toutes choses égales, on constate généralement que le pays qui peut mettre en activité les fabriques les plus considérables et les mieux équipées, produit avec le plus d'économie et peut, en conséquence, s'assurer la meilleure situation sur les marchés du monde. Dans le Royaume-Uni comme partout ailleurs, le système des grandes usines est d'une institution comparativement moderne, et, à part l'observation que nous venons de faire, nous ne dirons rien de plus de ses mérites ou de ses défauts. Mais, chose digne de remarque, tandis qu'avant les inventions auxquelles sont attachés les noms d'Arkwright, Crompton et Lee, presque tout le filé et le tissage étaient faits à domicile par les ouvriers, ce mode de fabrication est maintenant inconnu dans la pratique. Les grandes usines se multiplient de plus en plus et réunissent un plus grand nombre d'ouvriers. Le nombre moyen des broches par fabrique est tombé de 10,868 en 1850 à 10,525 en 1862, ce qui signifie

que, pendant cette période, les bénéfices du commerce de coton avaient attiré un grand nombre de petits capitalistes, qui ne pouvaient travailler qu'avec des ressources restreintes ; mais quand le profit devint moindre, beaucoup de petites usines s'aperçurent qu'elles ne pouvaient soutenir la concurrence des grandes fabriques, et elles disparurent ou bien elles allèrent s'absorber dans des établissements plus considérables, ce qui éleva le nombre moyen des broches par fabrique de 10,525 en 1862 à 15,399 en 1851 et à 16,531 en 1878. En même temps qu'avait lieu cette augmentation dans le nombre des broches, il y eut un accroissement moyen dans le nombre des métiers à vapeur, de 129 à 192 par usine, et un accroissement de 171 à 181 dans le nombre moyen des ouvriers. On remarquera donc qu'il y a, pendant l'intervalle indiqué, un accroissement moyen de 46 p. 100 dans le nombre des broches, et de 49 p. 100 dans le nombre des métiers à vapeur par usine établie, tandis que l'accroissement du nombre des ouvriers employés n'a été que de 6 p. 100. Ce fait entraîne l'une ou l'autre de ces deux conclusions : que la puissance moyenne de production de chaque ouvrier s'est grandement accrue, circonstance que nous avons déjà constatée et commentée ; ou bien que le nombre proportionnel des broches et des métiers inoccupés était beaucoup plus grand dans la première période que dans la seconde. Mais nous n'avons pas de renseignements sur ce point. Aux États-Unis, la puissance moyenne des usines en activité est aussi devenue plus grande d'année en année. La moyenne du nombre des broches par filature, en 1831, n'était que de 1,556, tandis qu'en 1880 elle était de 14,092. Dans la première de ces années le nombre d'employés par filature était de 65, dans la dernière il était de 220; il s'ensuit que la puissance moyenne des filatures, en tant qu'elle est représentée par le nombre des broches, s'est accrue de 800 p. 100, tandis que le nombre moyen des ouvriers employés s'accroissait de 240 p. 100 dans la période que nous examinons. Mais il existe aux États-Unis une grande différence dans l'étendue moyenne des filatures

suivant qu'elles appartiennent à un groupe d'États ou à un autre. Dans les États de la Nouvelle-Angleterre qui contiennent 82 p. 100 de toute la puissance productrice de cotonnades du pays, la portée moyenne de chacune des 439 filatures en activité en 1880 s'élevait à 19,663 broches, c'est-à-dire 3,132 broches de plus que la moyenne du Royaume-Uni. Dans les États du Sud, au contraire, les 161 filatures n'avaient qu'une moyenne de 3,367 broches chacune. Ainsi, les filatures de la Nouvelle-Angleterre étaient, en moyenne, six fois plus considérables que celles des États du Sud.

Il est instructif de constater que, même dans les pays où les matières premières de cette industrie sont abondantes, il n'est pas habituel d'élever des filatures sur les points où ces matières sont le plus rapprochées. Aux États-Unis, par exemple, la grande masse de coton se récolte dans les États du Sud ; cependant ces États ne possédaient en 1880 qu'un demi-million de broches au total, en regard de 8 millions 1/2 dans la Nouvelle-Angleterre, où l'on ne récolte pour ainsi dire pas de coton. Le principal motif de ce fait, c'est probablement que, dans les États de la Nouvelle-Angleterre, l'habileté spéciale et l'aptitude qui caractérisent le travail de nos filatures anglaises se rencontrent en bien plus grande quantité. Dans le sud, au contraire, où la population est surtout agricole, cette qualité de travail est difficile à obtenir. En outre les États de la Nouvelle-Angleterre possèdent des moyens de transport faciles pour accéder sur les marchés où les cotonnades américaines trouvent leurs meilleurs débouchés, moyens qui font défaut aux États du Sud.

Le prix comparatif auquel les filatures peuvent s'établir dans les divers pays et la somme qu'il est, en conséquence, nécessaire de dépenser pour atteindre un résultat donné, sont d'une importance considérable pour le succès des puissances rivales sur les marchés neutres. Toutes choses égales d'ailleurs, l'avantage de n'engager qu'un capital minime relativement à la masse des produits détermine le résultat de la lutte. A ce point de vue l'Angleterre

occupe une position nettement supérieure à celle de tout autre pays. En effet, beaucoup d'autres contrées jusqu'aux derniers temps, et même pour un grand nombre jusqu'au moment actuel, se procuraient dans le Lancashire les machines et les ouvriers habiles nécessaires à l'établissement de leurs usines, et ajoutaient ainsi un tiers ou la moitié, au prix que coûte la création d'une installation semblable en Angleterre. Mais ce n'est pas là un avantage sur la permanence duquel nous puissions compter. L'Amérique a déjà pris des arrangements pour fournir la plus grande partie du matériel qui lui est nécessaire. L'augmentation de dépense que nous venons d'indiquer se reflète curieusement dans les tableaux du *Census*, rendant compte du capital engagé dans l'industrie cotonnière. En 1831 le capital placé dans les filatures de coton américaines s'élevait à 6,514 livres sterling par 1,000 broches. En 1860, le capital employé pour le même résultat n'est plus que de 3,766 livres sterling; en 8180 il s'élève de nouveau et arrive à 3,910 livres sterling (1). Mais ce dernier chiffre représente la dépense moyenne pour tout le pays, et cette moyenne varie considérablement suivant les divers groupes d'États. Dans la Nouvelle-Angleterre, comme on peut s'y attendre en raison de la proximité des fabriques de machines et de l'abondance du travail technique, la dépense moyenne de capital par millier de broches n'a été que de 3,632 livres sterling; mais dans le groupe des États du centre, elle s'est élevée à 4,459 livres sterling; dans les États du sud, elle est arrivée à 6,412 livres sterling ; enfin, dans les États de l'ouest, elle n'a pas été moindre de 7,125 livres ou presque exactement le double de celle des États de la Nouvelle-Angleterre. D'après ces chiffres, on voit que, dans le Lancashire, où le prix de fondation d'une usine est plus modéré même que dans la Nouvelle-Angleterre, les

(1) Cet accroissement est dû, suivant toute apparence, à la hausse considérable des salaires pendant ces vingt années (1860 à 1880). Cette hausse dans les industries manufacturières aurait été de plus de 60 p. 100, entre 1860 et 1870, d'après M. Edward Young.

dépenses nécessaires pour une production donnée sont au-dessous de la moitié de celles qui sont indispensables dans les États d'où nous tirons principalement notre approvisionnement de coton brut. Un calcul bien simple fait voir jusqu'à quel énorme degré cette circonstance favorise l'Angleterre. Si nos manufactures de coton exigeaient précisément la même dépense par 1,000 broches que celles de la Nouvelle-Angleterre, le capital engagé dans l'industrie du coton chez nous s'élèverait à 170 1/2 millions de livres. Mais si notre dépense moyenne par manufacture était égale à celle des États du Sud, le total s'élèverait au-dessus de 301 millions sterling (7,525 millions de fr.), c'est-à-dire à 130 millions 1/2 de plus (3,262,500,000 fr.). Jusqu'ici, nous n'avons pas de statistique digne de foi du capital engagé dans notre industrie cotonnière ; mais on peut assurément l'évaluer à 15 ou 20 p. 100 de moins par millier de broches, même que celui des États de la Nouvelle-Angleterre.

En étudiant les différences qui existent dans le taux des salaires payés aux ouvriers cotonniers dans les pays rivaux, il n'est pas sans importance d'examiner brièvement leurs conditions comparatives dans le passé avant d'en venir à celles du temps présent. Dans cette recherche, un des premiers phénomènes qui appelle notre attention, c'est le singulier parallélisme dans l'accroissement de la rémunération du travail dans les divers pays. Ce parallélisme est attesté par un si grand nombre de faits authentiques qu'on peut presque l'accepter comme une loi. Pour l'industrie cotonnière, on constate que, de 1834 à 1884, la moyenne des salaires de tous les ouvriers employés dans les filatures du Lancashire s'est accrue de 63 p. 100 (1). Dans les usines de coton de la Nouvelle-Angleterre, les salaires moyens payés à la même catégorie d'ouvriers se sont élevés, entre 1840 et 1884, de 64 p. 100 (2). En France (Nord), entre 1840 et

(1) Discours de M. R. Montgomery devant la société de statistique de Manchester. Novembre 1884, p. 14.

(2) Métaphysique et mécanisme de l'échange de M. Atkinson.

1882, la moyenne des salaires payés aux employés de cette catégorie s'est accrue de 100 p. 100, néanmoins le montant de l'accroissement n'a pas été aussi considérable qu'en Angleterre ou aux États-Unis, car le taux p. 100 s'établit sur une somme beaucoup plus petite. Il en a été presque absolument de même en Belgique et en Allemagne qu'en France : les salaires des ouvriers cotonniers ont presque doublé pendant les cinquante dernières années.

Nous allons comparer maintenant le taux des salaires payés aujourd'hui aux ouvriers cotonniers des divers pays. Mais quelque importante que puisse être une pareille comparaison, un mot d'avertissement sur le danger qui existe toujours d'attacher une importance exagérée aux variations de salaires ne paraît pas inutile. De simples différences de cette espèce ne sont pas toujours, ni même généralement, décisives, dans le problème de la production économique, quoiqu'elles aient évidemment une grande importance, et qu'elles puissent devenir finalement décisives, si toutes les autres influences sont égales. Mais c'est ce qui n'est pas, et ne sera probablement jamais.

L'Angleterre est placée comme un tampon entre les tendances contraires des marchés du travail ; elle doit lutter d'une part contre les salaires considérablement plus élevés qui se paient aux États-Unis, et de l'autre contre le travail beaucoup moins rémunéré de l'Europe continentale. D'après toutes les apparences, et quoique notre opinion ait l'air d'un paradoxe, elle doit beaucoup plus redouter le travail à salaires élevés de la Nouvelle-Angleterre que le travail à bas prix de la Belgique et de la Suisse.

En prenant toujours nos données dans les documents officiels, nous établirons le tableau suivant des salaires moyens par semaine chez quatre des principales nations productrices de cotonnades dans le monde, en 1880 :

Valeurs en schellings et en deniers.

	ANGLETERRE.	ÉTATS-UNIS LOWELL.	FRANCE.	BELGIQUE.
Hommes..	22.6	39.6	17.0	15.6
Femmes..	14.0	24.9	10.6	9.6
Enfants..	7.6	14.1	5.6	4.9

Ces chiffres peuvent être considérés, d'une manière générale, comme présentant bien les différences entre ces divers pays en ce qui concerne les taux moyens des salaires. Il existe d'autres différences qui sont peut-être plus importantes, et que nous examinerons ailleurs avec l'attention qu'elles méritent, par exemple le nombre des heures de travail; la proportion des jeunes femmes et des enfants employés, relativement aux adultes du sexe masculin; et les degrés d'habileté et d'efficacité qui distinguent chacune de ces catégories de travailleurs.

Mais la question des salaires est dominée par une considération qui mérite un certain examen avant de pousser plus loin; la voici : c'est que les taux des salaires dans les divers pays tendent de plus en plus à s'égaliser. En Amérique, la moyenne des salaires payés dans l'industrie cotonnière a passé, entre 1860 et 1870, de 39 livres sterling à 58 par ouvrier (1); c'est une augmentation d'environ 50 p. 100. C'est là un accroissement beaucoup plus grand que celui de n'importe quel autre pays, pendant la même période. On ne pouvait espérer qu'il se maintiendrait. Aussi trouvons-nous que, entre 1870 et 1880, non seulement il n'y a pas eu d'augmentation dans la moyenne des salaires, mais cette moyenne est revenue maintenant de

(1) J'ai fait la conversion pour ces nombres à 4 sch. 2 d. par dollar, et j'ai puisé mes chiffres dans les tableaux officiels des census décennaux. Ils s'appliquent évidemment au pays considéré comme un tout, et quoiqu'on puisse leur faire subir différentes modifications, ils sont assez dignes de foi pour indiquer les tendances dont nous parlons.

58 livres sterling à 49 livres sterling par ouvrier, ce qui fait une réduction de 18 p. 100. On n'aperçoit aucune diminution analogue dans les salaires des autres pays. En Angleterre, pendant ce même intervalle, le taux moyen du salaire d'un fileur de coton s'est élevé de 30 p. 100, d'après les calculs de M. Lord. En France (Nord) le salaire d'un fileur s'est accru entre 1870 et 1881 de 4 sch. 4 d. (5 francs) à 4 sch. 10 d. (5 fr. 60) ; celui d'un raccordeur de 1 sch. 4 d. à 2 sch. ; et celui des ouvriers manœuvres de 1 sch. 6 d. à 1 sch. 10 d. En Belgique, dans le même intervalle, l'accroissement a été à peu près le même, et aussi en Allemagne, comme rapport, sinon comme montant. La réduction, qui semble avoir été limitée aux États-Unis, a donc eu pour tendance le rétablissement d'un équilibre que la guerre civile avait beaucoup contribué à détruire. Le tableau suivant montre comment cette réduction a été distribuée dans les divers groupes d'États :

ÉTATS.	MOYENNE ANNUELLE DU SALAIRE PAYÉ par ouvrier employé pendant l'année		
	1860.	1870.	1880.
	liv.	liv.	liv.
Nouvelle-Angleterre	41	61	51
États du centre	38	55	47
États du sud	29	38	34
États de l'ouest	39	52	43
États-Unis en général	39	58	49

Afin de jeter encore plus de lumière sur les chiffres qui précèdent, il n'est pas inutile d'ajouter que 125,000 sur les 172,000 ouvriers cotoniers employés en 1880, ou environ 70 p. 100 du total, étaient occupés dans les États de l'Est et recevaient les salaires les plus élevés du tableau.

La question des salaires pourrait être traitée avec beaucoup plus de détails, mais cela n'est peut-être pas nécessaire pour le but que nous nous proposons, lequel est surtout de fournir les éléments d'un jugement sur les condi-

tions comparatives d'exploitation de cette grande industrie en ce qui concerne le prix du travail.

Il n'est probablement aucune industrie, dans les temps modernes, qui offre un exemple aussi frappant des phénomènes économiques causés par l'application des machines perfectionnées et la subdivision du travail. Il est inutile de parler de la condition des choses, avant l'invention du métier à vapeur, et de la mule-jenny automotrice. A cette époque il fallait des quantités d'ouvriers pour exécuter le travail qu'un seul peut accomplir maintenant. Mais les économies effectuées dans des temps bien plus récents ont été aussi fort remarquables. M. Edward Atkinson (1) a montré que, dans les États de la Nouvelle-Angleterre, le coût du travail, par yard d'étoffe de coton, était en 1830 d'environ 8 d.; en 1840 d'environ 7 d.; et, en 1860, il était tombé à moins de 4 d.; ce dernier prix a été le plus bas qui ait été atteint aux États-Unis, parce que les améliorations introduites depuis la guerre civile ont été contre-balancées par le grand accroissement de salaire qui l'a suivie. Mais, malgré le prix beaucoup plus grand du travail (en 1880 il est juste le double de ce qu'il était en 1830), le salaire payé par yard de coton manufacturé n'est, en ce moment, guère que la moitié de ce qu'il était autrefois. Le tableau suivant met en relief l'efficacité croissante du travail dans cet intervalle.

Nombre de yards produits chaque année par ouvrier, dans la Nouvelle-Angleterre.

Années.	Yards.	
1830	5.321	
1840	9.607	
1850	12.164	
1860	21.760	
1870	19.293	
1880	28.000	Des changements dans la machinery ont affecté la production
1883	26.641	
1884	28.032	

(1) *Métaphysique et mécanisme de l'échange.*

Ces résultats sont puisés dans les livres d'une des principales usines du Massachusetts et s'appliquent précisément à la même espèce de manufacture pour toute la période, ce qui doit évidemment leur donner la plus grande valeur parce que les conditions de la comparaison sont exactes et parfaites. Ils montrent en résumé que l'efficacité du travail est devenue 6 1/2 fois plus grande en 50 ans. Cet accroissement d'efficacité dans le travail s'est montré en même temps qu'une diminution de moins de moitié dans le coût de la production, après toute déduction faite de l'accroissement des salaires, etc.

Les facilités et les avantages comparatifs que possèdent les deux pays, pour le maintien et la prospérité des manufactures de coton, se reflètent dans les comptes rendus des exportations du Royaume-Uni et des États-Unis. En dépit de la vivacité croissante de la concurrence, l'Angleterre a vu d'année en année s'accroître ses exportations de cotonnades. En 1870 la valeur de nos exportations dans ce genre était de 56 3/4 millions sterling (1,418 millions); en 1880, elle était de 63 3/4 millions (1,593 millions). Mais cette différence représente un accroissement bien plus grand en quantité ou volume que l'on ne pourrait le croire si l'on n'analysait pas les détails des nombres cités; ainsi il y a eu dans cet intervalle de dix ans une augmentation de poids de 22 millions de livres (lbs) dans les fils de coton exportés, et de 1200 millions de yards de coton en pièces. Comparons ces chiffres avec ceux qui expriment la croissance de l'industrie cotonnière aux États-Unis. La valeur moyenne annuelle des cotons manufacturés exportés des États-Unis pendant les cinq années se terminant en 1884 a été de 2 1/2 millions de livres sterling, c'est-à-dire 5 à 6 p. 100 seulement de la valeur totale du coton manufacturé dans le pays, pendant cette période. La valeur moyenne des importations de coton manufacturé aux États-Unis pendant cette même période de cinq ans a été de 6 1/2 millions sterling par

an, ou près de 17 p. 100 de la valeur totale du coton manufacturé dans le pays. Ces chiffres prouvent nettement que l'Angleterre approvisionne le monde entier de cotonnades, tandis que l'Amérique n'est pas encore parvenue à subvenir entièrement à sa propre consommation.

Une des causes qui ont empêché l'industrie cotonnière américaine de s'assurer une exportation considérable, ce sont les grands bénéfices que veulent obtenir les manufacturiers. Dans cette industrie, comme dans beaucoup des plus importantes, il semble que le temps des grands profits est passé; dans tous les cas, pendant les dernières années la tendance des prix a été vers une baisse continue, et pourtant la marge des bénéfices est déjà excessivement étroite. Entre 1873 et 1883 la valeur moyenne de la pièce de cotonnade exportée du Royaume-Uni a diminué de 0 d. 89 par yard (0 fr. 089) ou de 23 p. 100, en même temps les salaires des fileurs et des tisseurs ont été maintenus au niveau d'autrefois. Dans une période bien plus courte, de 1880 à 1884, le prix moyen de la cotonnade *Orléans middling* est tombé de 7 d. 06 à 6 d. 30 par yard, ou de 10,7 p. 100 environ; le prix moyen de vente du fil (32 s. tordu) de 10 d. à 8 d. 63 par livre b. ou 13,70 pour 100; et le prix moyen du calicot (8 1/4 lb. shirtings) de 7 s. 5 3/4 d. à 6 sch. 6 d. ou de 13,09 p. 100. Il n'y a, en conséquence, qu'un profit bien moindre pour le producteur; dans le cas du fil, la diminution est de 3 p. 100 et, pour le calicot, elle est un peu au-dessous de ce chiffre. Cette diminution de profit n'a pas été contrebalancée par une économie dans la production, quoique des progrès aient été faits continuellement dans cette direction. Dans une période que l'on peut dire récente, la moyenne du travail des broches à filer a passé de 4,000 à 8,000 révolutions par minute. Des perfectionnements dans la machine à vapeur ont permis d'obtenir une production égale avec une consommation de combustible réduite à la moitié de ce qui était nécessaire il y a quelques années; et il n'est pas rare de

voir, dans les usines les plus modernes, deux jeunes filles et un homme, surveillant une couple de métiers ou mules qui à elles deux font agir une série de mille broches (1).

Un des principaux dangers que l'avenir réserve à notre industrie cotonnière semble devoir être la concurrence de l'Inde et de la Chine ; ce sont les deux grands marchés du monde pour les cotonnades; toutes les deux peuvent cultiver la matière à aussi bon marché que partout ailleurs dans le monde; elles peuvent aussi fournir du travail sinon très efficace, du moins à bas prix pour faire marcher les manufactures. On affirme que la dépense pour produire une livre de fil n° 20 à Bombay, y compris le charbon est de 2 d. 5/8 à 3 d. suivant la perfection et le développement de l'usine. Le coût de la production est à peu près le même à Manchester. Jusque là par conséquent les conditions sont égales. Mais l'usine de Manchester doit dépenser, en intérêts et autres menus frais, environ 1 d. 1/4 par livre, pour importer le coton de Bombay ; et environ 2 d. de plus par livre pour ramener le fil à Bombay, ce qui fait une différence nette de 3 d. 1/4 par livre en faveur de l'Inde (2).

De grands progrès se sont faits pendant les dernières années, dans la voie du développement de l'industrie du coton dans l'Inde. En 1884, il y avait 81 usines ou fabriques en activité employant 62,836 ouvriers, et disposant d'un capital de 5 millions sterling 3/4. En 1878 il existait 42 usines dans la seule présidence de Bombay, elles avaient 1,095,000 broches et employaient 10,131 métiers. En 1884 ces nombres s'étaient accrus jusqu'à 61 usines, 1,540,000 broches et 14,299 mètres, employant en tout 45,504 ouvriers et possédant un capital de 4,543,000 livres sterling. La quantité de coton employée dans les usines de Bombay

(1) Dans les nouvelles usines de la compagnie de Glascow, que l'auteur a eu le plaisir de visiter tout récemment, chaque mule ou métier fait marcher plus de mille broches, et il ne faut que deux jeunes filles et un homme pour conduire deux métiers.

(2) *Solution du problème de l'Inde.*

en 1884 était de 1,454,000 balles. Mais l'Inde, quoique possédant le travail le plus abondant et le moins cher qu'il y ait au monde, est entravée par le manque de capital, et parce que les Anglais hésitent à engager leur fortune dans un pays où notre pouvoir est si souvent menacé, qu'il semble précaire et incertain. Si les capitalistes anglais pouvaient éprouver à Bombay le sentiment de sécurité dont ils jouissent à Bolton, il est possible que la concurrence de l'Inde donnât bientôt une tournure différente à la situation et à l'avenir de cette industrie. Un fait assez curieux, c'est que, bien que le coton soit récolté en grande quantité en Chine et qu'on puisse se procurer du travail technique dans ce pays pour 4 d. par jour avec la nourriture, cette industrie n'y a fait jusqu'ici aucun progrès réel. On affirme que la fabrication de cotonnade de Shanghaï est restée fermée depuis plus de deux ans, en partie par manque du capital nécessaire, et en partie par l'incapacité de l'administration. Ainsi les Chinois, qui exportent de grandes quantités de coton brut, sont forcés d'importer la plus grande quantité du coton manufacturé dont ils ont besoin ; les importations, dans le seul port de Shang-haï, atteignent près de 12 millions de pièces par année.

Il est difficile d'obtenir des informations vraiment dignes de confiance sur les industries textiles de la Russie. Un des aperçus les plus complets et les plus dignes de foi sur ce mystérieux sujet nous est fourni par le *Voyage d'été* de Gallenga, qui décrit la grande manufacture de coton de Krähnholm, fondée en 1856 par un marchand de Brême, et disposant d'un capital d'un million sterling. L'établissement consomme 40,000 balles ou 7,562 tonnes de coton par an (c'est environ la centième partie de la consommation des manufactures du Royaume-Uni) (1) et produisait, en 1880, 6,518 tonnes de fil, avec 1,998 tonnes de tissus variés (2). Le nombre total des ouvriers était de 4,827.

(1) Les importations de coton brut, dans le Royaume-Uni, en 1883, se sont élevées à 774,250 tonnes.

(2) M. Gallenga semble avoir commis ici une erreur, les articles

Chaque ouvrier a donc mis en œuvre environ 2,830 livres de coton. La moyenne des salaires mensuels est de 14 roubles papier pour un fileur, et 16 pour un tisseur; mais les bons ouvriers gagnent bien davantage. Il y a treize heures de travail par jour ; on commence à 5 heures du matin pour finir à 8 heures du soir, avec deux heures d'intervalle pour les repas. On n'emploie aucun enfant au-dessous de 12 ans. On affirme que les bénéfices s'élèvent à 50 p. 100 du capital engagé.

M. Atkinson (1) donne les éléments d'une comparaison fort importante, ayant pour but de montrer les différences extraordinaires qui peuvent se produire et qui se produisent souvent, entre un district utilisant un travail très habile et très efficace, les machines et les procédés les plus perfectionnés, ainsi que d'autres conditions favorables à une production économique, et un autre district qui n'est pas encore en possession de ces avantages. Dans la Nouvelle-Angleterre où le travail est parfaitement organisé, cinq personnes produisent en une année 140,000 yards de calicot ; dans la Caroline du Nord où les conditions du travail sont contraires, le même nombre d'ouvriers ne produit que 2,400 yards. Aussi, dans la Nouvelle-Angleterre, le coût d'un yard de coton, en allouant 287 dollars en moyenne à chaque ouvrier, n'atteint que 1,08 cents (0 fr. 108) tandis que, dans la Caroline du Nord, en admettant le même taux de salaire, le coût moyen par yard ne serait pas moindre de 58,49 cents, (0 fr. 5849). C'est sans doute un cas un peu extrême; mais il n'en montre pas moins, avec une netteté frappante, la différence qui met un district ou une province à même de prendre une situation maîtresse, tandis qu'un autre ne peut arriver péniblement qu'au troisième ou quatrième rang.

Il n'est rien de plus intéressant dans l'histoire de l'industrie cotonnière, que la décroissance du prix du coton brut,

manufacturés avec le coton brut ne peuvent vraiment dépasser de 954 tonnes la matière première employée.

(1) Métaphysique et mécanisme de l'échange.

et du fil de coton, pendant la première partie de ce siècle, provenant de la production plus abondante et plus rapprochée du premier, et des perfectionnements dans la fabrication du second. Entre 1802 et 1818, le prix du coton brut s'élevait en moyenne à un peu plus de 22 deniers par livre. Entre 1826 et 1832 la moyenne correspondante n'était plus que 6 d. 8 par livre. Dans l'intervalle il s'était donc produit une diminution qui n'était pas moindre de 15 d. 2 par livre, soit d'environ 70 p. 100. Mais on trouve une diminution plus considérable encore dans le prix du coton tordu (fil); le coût moyen, entre 1805 et 1808, atteignait environ 33 d. 8 par livre, et n'était plus que de 18 d. 6 pour la seconde période citée, la diminution s'élevant ainsi à 20 d. 2 par livre. En 1805 la différence entre le prix du coton brut et celui du fil de coton s'élevait à 20 d. 2 par livre; en 1821 elle était tombée à environ 10 d. et en 1831 elle n'était plus que de 5 à 6 d. par livre. En 1884, la valeur moyenne déclarée des importations de coton brut était de 2 d. 85, et celle des exportations de fil de 12 d. 24 par livre.

CHAPITRE XIII

L'INDUSTRIE DES LAINAGES.

Après l'industrie cotonnière, celle de la laine et des lainages est la plus importante de nos industries textiles. Elle a le quatrième rang parmi nos industries nationales, non compris l'agriculture, et elle se classe immédiatement après notre grande fabrique du fer, pour le nombre des ouvriers à qui elle fournit directement du travail.

L'histoire de cette industrie des lainages est singulièrement pleine d'événements et de vicissitudes. Aucune n'est plus indigène, et il n'en est pas d'aussi ancienne chez nous dans le passé. Depuis que l'Angleterre a une histoire, elle a produit des lainages d'une espèce ou d'une autre. Comparées à l'industrie de la laine, celles du coton, de la soie ou même du fer peuvent se regarder comme des parvenues d'hier. On ne se tromperait pas, peut-être, en affirmant que c'est par les lainages que l'Angleterre a débuté dans sa longue et heureuse carrière manufacturière. Certainement elle avait déjà fait beaucoup dans la voie de la production et de l'exportation des articles de laine avant d'avoir filé une once de coton ou exporté une tonne de fer.

L'avance que notre pays s'était ainsi assurée dans la confection des lainages, il a toujours su la maintenir depuis. L'Angleterre est aujourd'hui, pour cet article, le pays le plus producteur du monde, mais elle est bien loin d'être la nation qui fournit le plus de laine brute, elle a perdu depuis longtemps sa prééminence à cet égard ; et elle est de plus en plus dépassée par d'autres centres de population, et

spécialement par les plus récents ; le fait en lui-même n'est pas de ceux qui doivent causer beaucoup d'alarme. L'énorme avance que l'Angleterre conserve depuis si longtemps dans le commerce des cotonnades est une preuve certaine que l'approvisionnement indigène de matière première n'est nullement indispensable, pour garder sa suprématie manufactière. Mais on doit faire cette distinction très importante entre le coton et la laine, que toute nation est plus ou moins pourvue d'un approvisionnement indigène de cette dernière, tandis que toutes les nations européennes partagent avec l'Angleterre le désavantage de dépendre d'autres pays pour l'approvisionnement du premier. Autrement dit : il n'existe, en réalité, aucune nation européenne qui ne possède chez elle les moyens de pratiquer une industrie des lainages assez étendue, indépendamment de toutes les autres. Mais en même temps on doit remarquer que toutes les nations européennes, excepté peut-être la Russie, sont dans le même cas que l'Angleterre en ce qu'elles ne peuvent donner de l'essor à l'industrie des lainages au delà de certaines limites, qu'en recourant à la production étrangère pour la matière première.

N'ayant pas l'intention de faire l'historique de l'industrie des lainages, nous n'essaierons pas de retracer la voie qu'elle a suivie au milieu de la multitude des perfectionnements par lesquels sa situation présente se distingue de l'ancienne. Tout ce qui peut être utile, c'est d'examiner ses derniers développements, surtout par rapport à la concurrence qui nous est faite par d'autres pays. Quels que soient les avantages que l'Angleterre a pu posséder, en fait de procédés ou de méthodes, aux époques antérieures de l'industrie de la laine, il est bien à craindre qu'ils aient cessé depuis longtemps d'exister. La tendance inévitable de notre système de manufactures modernes est de ramener toutes les principales nations du monde à un niveau presque uniforme pour la connaissance des procédés et des applications mécaniques, ou, du moins, pour les moyens d'acquérir cette connaissance. Après avoir constaté ce fait,

il nous reste à examiner quels sont les avantages spéciaux, naturels ou acquis, que possède chacune des principales nations manufacturières pour poursuivre l'industrie des lainages dans les conditions actuelles.

Il y a eu une diminution d'environ 20 mille ouvriers dans le personnel de notre industrie de la laine et des lainages, entre 1871 et 1881, ce qui pourrait faire admettre, à première vue, que la puissance de nos manufactures est en déclin ; cette conclusion semble s'imposer d'une manière plus sérieuse encore, quand on constate que nous avions déjà, en 1871, 5558 ouvriers de moins que dix ans auparavant. Mais toute idée de déclin doit être entièrement abandonnée après analyse des tableaux de nos importations de matières premières, et de nos exportations d'articles manufacturés. La vérité est que, de 1861 à 1881, nos importations de laine ont augmenté de plus de 200 p. 100. Cet accroissement d'importation de la matière première a coïncidé avec une diminution considérable dans le nombre des ouvriers employés dans nos fabriques de lainages, et ces deux faits, malgré toute la marge possible accordée pour les erreurs commises dans l'établissement des chiffres du tableau, prouvent qu'une économie considérable de travail humain a été opérée pendant cette période. Le tableau suivant fera mieux apprécier l'importance de cette économie.

Importations de laine dans le Royaume-Uni.

ANNÉES.	IMPORTATIONS DE LAINE.	NOMBRE D'OUVRIERS EMPLOYÉS.	LIVRES DE LAINE IMPORTÉES PAR EMPLOYÉ.
	lbs.		
1861	147.172.000	238.814	616
1871	323.036.000	253.490	1.274
1881	451.141.000	233.256	1.934

Ces chiffres sont pleinement confirmés par ceux de nos exportations, lesquels montrent que, de 1861 à 1881, la

quantité de lainages exportés du pays a passé de 54 millions à 277 millions de livres. Nous ne prétendons pas que les chiffres ci-dessus fournissent une mesure exacte des progrès qui ont été faits par l'industrie des lainages, dans les vingt années dont il est question ; il faut pour cette évaluation avoir recours à beaucoup d'autres considérationsque celle de la laine importée. En effet, le progrès est nécessairement affecté par la quantité de laine récoltée dans notre pays pendant chacune des deux décades dont il s'agit, par le caractère des articles dans lesquels la matière première a été transformée, par le plus ou moins de finesse de la laine elle-même, et par d'autres éléments encore, plus ou moins variables, et ayant plus ou moins d'influence. Mais quelle que soit l'atténuation du résultat présenté due à ces éléments, même en donnant à chacun d'eux son degré le plus extrême d'importance, il n'en reste pas moins le fait indubitable d'un énorme accroissement de puissance productive chez les ouvriers, comme dans les machines. Cet accroissement tend soit à abaisser le prix de l'article manufacturé, soit à augmenter la rémunération du travail utilisé pour sa production, soit enfin à ces deux résultats réunis. Il est donc nécessaire de remarquer que, s'il y a eu une décroissance sensible du nombre des ouvriers dans notre industrie lainière, cette décroissance a coïncidé non pas avec une diminution correspondante de production, mais avec une augmentation énorme.

Nous jetterions une lumière plus vive et plus utile sur ce sujet, si nous pouvions indiquer si la quantité de laine fournie par le pays s'est accrue pendant l'intervalle que nous considérons et dans quelle mesure cette augmentation a eu lieu. Cet accroissement de plus de 200 p. 100 dans nos importations est-il la conséquence d'une différence matérielle quelconque dans la production de notre laine anglaise ? une opinion répandue est que la dernière période de vingt ans a vu une augmentation considérable dans le nombre de nos troupeaux ; que de grandes fermes à moutons ont souvent pris la place des petites cultures, et que

l'élève du bœuf et du mouton a remplacé la récolte des céréales. Mais on ne peut citer aucun fait authentique à l'appui de cette opinion, et il est prouvé d'une manière indéniable par les comptes rendus agricoles du conseil du commerce (1) que le nombre total des moutons du pays a diminué pendant ces dernières années. M. Mulhall évalue la décroissance à 10 millions de livres de laine, entre 1870 et 1880 (2). C'est là une diminution d'environ 6 p. 100 pendant la décade, ce qui n'est pas, après tout, d'une grande importance, et ne saurait justifier aucune anxiété réelle si, pendant ce même intervalle, la production de la laine n'avait pas plus ou moins considérablement augmenté dans quelques autres pays, comme les chiffres suivants, puisés à la même source autorisée, suffisent à le montrer :

Production de la laine dans divers pays, de 1870 à 1879.

PAYS.	MILLIONS DE LBS.		PROPORTION SUR LE TOTAL GÉNÉRAL DU MONDE.	
	1870.	1879.	1870.	1879.
Australie.....	193	392	13.43	22.14
La Plata......	198	240	13.78	13.56
Afrique du sud.	41	46	2.84	2.70
Etats-Unis....	165	208	11.46	11.74
Gr.-Bretagne..	170	160	11.80	9.03
Le continent européen...	640	670	44.55	37.83
Inde, etc.....	30	51	2.14	3.00
Total.......	1.437	1.767	100.00	100.00

Nous voici maintenant en face de la question des progrè relatifs de la Grande-Bretagne dans la fabrication des lai

(1) Le nombre total des moutons du Royaume-Uni était de 30,313,0C en 1874 et de 26,068,000 en 1884.

(2) *Feuille de balance du monde*, p. 19.

nages. On peut citer des cas nombreux où l'Angleterre a diminué sa production de matière première en même temps qu'elle augmentait considérablement la production des articles manufacturés à la fabrication desquels cette matière première est destinée. Que l'Angleterre ait largement développé son industrie des lainages pendant le dernier quart de siècle, c'est ce que nous avons déjà constaté par l'énorme accroissement des importations de laines brutes et l'exportation des articles manufacturés confectionnés avec cette laine. Mais si nous trouvons que d'autres pays ont fait des progrès plus grands encore que les nôtres, l'accroissement de nos importations et de nos exportations ne sera pas absolument aussi rassurant que nous pourrions le désirer.

Les États-Unis, comme la nation industrielle la plus importante après l'Angleterre elle-même, réclament une place prééminente dans notre étude. Dans ce pays, le nombre des ouvriers employés dans les industries de la laine a passé, de 1840 à 1880, de 21,342 à 161,557; le capital total engagé dans ce commerce s'est élevé d'environ 16 millions à 32 millions de livres sterling et la valeur totale des produits a monté de 20 1/2 à 53 1/2 millions de livres sterling.

Mais ce grand accroissement n'a pas eu lieu en conséquence de demandes d'achat faites à l'extérieur de produits des États-Unis, mais bien dans le seul but de satisfaire la demande de l'intérieur. La population des États-Unis en 1840 était de 17 millions d'âmes; en 1880 elle était de 50 millions. Nous voyons donc que les produits de l'industrie nationale des lainages ont atteint approximativement une valeur égale dans les deux années *par tête de la population*. Mais dans la première année, 1840, le peuple des États-Unis recevait de l'Angleterre une bien plus grande partie des articles manufacturés dont il faisait usage que dans la dernière année. Maintenant encore cependant, les États-Unis importent des lainages pour une valeur de 30 à 40 millions de dollars par an, tandis que leurs exportations

de cette même marchandise ne sont évaluées officiellement qu'à un peu plus d'un quart de million de dollars (1). Autrement dit, les importations de laine brute et manufacturée, en 1881, atteignaient 6,36 p. 100 du total des importations de cette même année, tandis que les exportations de laines et lainages ne formaient que les 0,04 des exportations totales du pays.

Il est donc évident que, jusqu'ici du moins, on ne saurait dire que les États-Uuis soient entrés dans la compétition pour les marchés neutres; et, en réalité, ils ne conservent le marché national qu'en imposant des droits presque prohibitifs surtout aux marchandises anglaises. Mais quel sera l'avenir?

L'Amérique, à l'aide de l'accroissement énorme de ses troupeaux et de son infatigable énergie, peut-elle espérer de faire concurrence aux lainages anglais, comme elle fait déjà concurrence à un si grand nombre de nos articles manufacturés?

Le problème est double. D'abord jusqu'à quel point les salaires payés dans les industries de la laine en Amérique permettent-ils une économie dans la production égale à celle de l'Angleterre? En second lieu quel est le taux d'intérêt qu'exigent les capitaux américains pour se consacrer à la production d'articles manufacturés pour la consommation étrangère?

Jusqu'à présent les conditions restent à peu près égales entre les deux pays; l'Amérique produit, il est vrai, maintenant environ deux vingtièmes de laine brute de plus que la Grande-Bretagne; mais cette différence peut à juste titre être regardée comme nulle, en raison de sa population plus nombreuse.

(1) En 1881 les importations aux États-Unis et les exportations de ce pays, en laines et lainages, ont été les suivantes:

	Importations. Dollars.	Exportations. Dollars
Laine brute	9.703.368	19.217
Articles manufacturés	31.156.426	331.083
Total	40.859.794	350.300

L'un des premiers points à considérer dans une étude sur l'économie du travail, c'est la proportion de femmes et d'enfants employés, relativement au nombre des ouvriers adultes. La première catégorie reçoit invariablement un salaire beaucoup moindre et cependant l'efficacité de son travail est tout aussi grande pour les manœuvres ordinaires qu'entraîne la fabrication textile.

Aux États-Unis la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants employés dans les branches principales de l'industrie des lainages, en 1880, est indiquée ci-dessous (1).

Nombre d'ouvriers employés dans l'industrie américaine des lainages.

CATÉGORIE COMMERCIALE.	TOTAL DES EMPLOYÉS.	POUR CENT DE		
		HOMMES au-dessus de 16 ans.	FEMMES au-dessus de 15 ans.	ENFANTS.
Lainages.....	86.504	54.31	33.95	11.74
Laine filée....	18.803	34.22	50.38	15.40
Tapis.........	20.371	49.60	42.07	8.33
Bonneterie....	28.885	27.02	61.30	12.68

Dans la Grande-Bretagne les tableaux de l'âge des employés des fabriques ne sont pas établis de la même manière qu'aux États-Unis, en sorte qu'une comparaison strictement exacte est difficile. Mais les différences qui existent entre les deux pays en ce qui concerne l'emploi des femmes et des enfants semblent sans importance ; l'analyse d'un rapport récent sur les fabriques montre que dans nos industries des laines et des lainages, en général, le nombre des femmes employées était de 54 p. 100 du total, et celui des enfants au-dessous de 13 ans de 15 p. 100

(1) Rapport du 10° recensement. Vol. II, p. 34

L'élément principal de différence semblerait donc être l'emploi plus fréquent des femmes, dans les manufactures anglaises, mais les fabriques américaines emploient généralement un plus grand nombre d'enfants très jeunes. Tout bien considéré, il est peu probable que l'un ou l'autre des deux pays trouve dans cette différence une supériorité marquée pour l'économie des résultats.

Mais il en est tout autrement quand il s'agit des salaires absolus; la Grande-Bretagne jouit de l'avantage indéniable d'un travail moins cher, dont le taux varie suivant les localités, en sorte qu'il est difficile d'indiquer la différence exacte.

Un examen récent, fait par le bureau de statistique du travail du Massachusetts sur le coût comparatif du travail dans cet État et en Angleterre, donne la moyenne des salaires payés dans chacun de ces deux pays pour les industries de la laine et des lainages : en voici le tableau :

	GR.-BRETAGNE.	ÉTATS-UNIS.	MONTANT DE LA DIFFÉRENCE.
Industrie de la laine filée.	s. d.	s. d.	s. d.
Salaire moyen par semaine des hommes.........	32.0	32.2	0.2
— — femmes..........	13.0	27.2	14.2
— — jeunes personnes.	8.4	20.8	12.4
— — enfants..........	»	15.0	»
Lainages.			
Salaire moyen par semaine des hommes.........	25.0	35.0	10.0
— — femmes..........	14.6	25.1	10.7
— — jeunes personnes.	12.0	16.6	4.6
— — enfants..........	3.4	12.7	9.3

Au sujet de ces chiffres comme de tous les autres tableaux des salaires dans les industries textiles, il est nécessaire de se rappeler que le travail employé est prin-

cipalement celui des femmes et des jeunes filles et c'est dans leurs salaires que l'on trouve les plus grandes différences. On remarquera aussi que les enfants américains reçoivent des salaires presque quatre fois plus grands que ceux des jeunes ouvriers anglais, et que les salaires des femmes sont, généralement aussi, plus élevés d'autant, de l'autre côté de l'Atlantique. Mais d'autre part les ouvriers des fabriques aux États-Unis travaillent ordinairement plus longtemps que ceux d'Angleterre, cette différence peut être évaluée à 10 p. 100 au moins, ce qui évidemment est loin de compenser la différence des salaires.

Il nous serait facile de confirmer l'exactitude des chiffres précédents par d'autres citations que nous avons sous la main. Mais il n'est pas nécessaire d'accumuler des colonnes de chiffres pour prouver un fait si généralement connu et admis. Le seul point qui puisse être discuté, c'est de savoir dans quelle mesure les manufacturiers américains sont entravés par la cherté plus grande du travail chez eux. Si nous admettons, comme nous avons le droit de le faire, que la différence contre eux provenant de ce fait est d'environ 10 schellings par livre sterling dépensée en salaires, nous arrivons à déterminer la somme à placer à son débit par un procédé simple et facile. Le Census pour 1880 admet que le total des salaires payés aux États-Unis dans les industries de la laine et des lainages s'élevait à environ 9 millions 1/2 de livres sterling, et s'il est exact de dire *grosso modo* que 10 schellings en Angleterre ont autant de puissance que 20 en Amérique pour se procurer le travail dans les fabriques, il s'ensuit que, sur la production totale de ces industries pendant l'année du recensement 1882, l'Amérique se trouve avoir fait une dépense de 4 millions 1/2 sterling (150 millions de francs) plus grande que n'aurait fait notre pays (1). Cette constatation suffit à elle seule

(1) Un opuscule récemment publié par M. E. A. Hartshorn de Troy (État de New-York) donne les salaires payés dans deux fabriques de lainages situées dans l'État de New-York, et à Aberdeen (N. B.) en

pour permettre d'affirmer que l'Amérique n'est pas sur le point de rivaliser avec l'Angleterre sur les marchés neutres. Mais il ne faut pas oublier non plus que, dans les industries textiles, les salaires sont loin de représenter une aussi grande proportion de la valeur de produit fabriqué que dans certaines autres; et dans l'industrie lainière, spécialement, la valeur de la matière première employée aux États-Unis a été reconnue comme trois fois et demie plus grande que les salaires payés pour sa transformation en marchandises manufacturées. Autrement dit, tandis que la valeur des articles fabriqués aux États-Unis était, en 1880, de 53 millions 1/2 sterling, environ 33 millions de ce total étaient représentés par la matière première, et 9 millions 1/2 seulement par les salaires.

Examinons maintenant le second terme de la comparaison entre notre industrie lainière et celle des États-Unis; c'est l'influence que doit probablement exercer le taux général des profits sur les manufactures textiles. En Europe la tendance récente est prononcée du côté d'une réduction de bénéfices sur une quantité donnée de produits, mais en même temps vers une production bien plus considérable par fabrique et par ouvrier. Aux États-Unis, au contraire, les profits se sont élevés tout récemment encore à une hauteur exceptionnelle. En 1880, l'année du dernier recensement, les profits de cette branche d'industrie paraissent avoir varié de 28 p. 100 dans les tapis, à 47 p. 100 dans la bonneterie, et 51 p. 100 dans la chapellerie de laine, sans compter bien entendu la dépréciation, les mauvais payeurs, etc., pour lesquels on doit allouer de 10 à 15 p. 100. La moyenne de profit sur l'industrie tout entière, après les déductions dont nous venons de parler, ressort à 35 p. 100; ce bénéfice, il est à peine nécessaire de le dire, dépasse de beaucoup ce qui suffirait probablement pour satisfaire l'Anglais, le plus âpre

1883; il en résulte que, en moyenne, les salaires américains étaient de 103 p. 100 plus élevés que les salaires anglais.

au gain (1), même si la moitié de ce bénéfice était employée à combler le déficit des créances incertaines indiquées plus haut.

Depuis que ces lignes ont été écrites, un article a paru dans le *Bradstreet's*, donnant le taux des dividendes payés, pendant une série d'années, par 36 des principales sociétés manufacturières de cotons et de lainages de la Nouvelle-Angleterre. En analysant les tableaux du *Bradstreet's* on trouve que le taux moyen des dividendes payés par ces sociétés pendant les douze années se terminant en 1884 a été de 7,3 p. 100. Cette moyenne comprend un certain nombre de sociétés qui paraissent n'avoir pas payé de dividende pendant plusieurs années. Elle comprend aussi deux années particulièrement mauvaises, 1883 et 1884. Cependant, même dans cette dernière année, 21 des sociétés distribuent de 5 à 10 p. 100, et cinq d'entre elles au-dessus de 10 p. 100. Dans les États de l'ouest ou du sud, il est probable que les dividendes s'élèvent plus haut. La Nouvelle-Angleterre est le Manchester de l'Amérique, et quoique les manufactures de textiles y soient exploitées avec une efficacité qui n'est atteinte nulle part sur le continent américain, la concurrence y est bien plus vive que dans l'ouest ou dans le sud, où les consom-

(1) Les chiffres cités ici sont donnés en détail dans les tableaux du Census pour 1880, comme il suit :

NOMENCLATURE.	CAPITAL TOTAL.	TOTAL DES SALAIRES.	VALEUR TOTALE de la MATIÈRE PREMIÈRE.	VALEUR TOTALE DES PRODUITS.	POUR CENT DU PROFIT sur le CAPITAL ENGAGÉ.
	liv.	liv.	liv.	liv.	liv.
Filés de laine	19.219.113	5.167.278	20.169.122	32.121.344	35
Lainages	4.074.809	1.136.605	4.402.726	6.709.988	28
Feutres	391.651	87.952	506.142	723.930	33
Chapeaux de laine	723.166	378.643	957.155	1.703.314	51
Tapis	4.293.717	1.367.044	3.796.975	6.358.560	28
Bonneterie et tricots	3.115.918	1.340.295	3.042.190	5.833.445	47
Total pour les États-Unis.	31.818.374	9.477.817	32.874.310	53.450.581	35

mateurs locaux payent les marchandises plus cher. Si nous ajoutons que, d'après l'opinion de plusieurs manufacturiers, l'industrie anglaise de la laine n'a, depuis des années, jamais donné plus de 3 p. 100 en moyenne, il est clair que l'Amérique attend et obtient de plus hauts profits. Cependant ces bénéfices, dans les dernières années depuis 1881, ont constamment une tendance vers la baisse, en dépit de la taxe sur les importations de lainages, qui en augmente le prix de plus de 50 p. 100. C'est un problème curieux, et qui ne manque pas d'importance pour notre propre pays, de savoir jusqu'où se développera cette tendance à la réduction des bénéfices. On peut très justement admettre que si la moyenne du taux des dividendes dans une industrie quelconque tombe au-dessous de 5 p. 100, cette industrie sera abandonnée dans un pays comme les États-Unis, où tant d'autres débouchés lucratifs sont ouverts au capital. Mais il ne s'ensuit pas nécessairement que le commerce anglais en serait amélioré. Il est bien plus probable que la production serait réorganisée de manière à rendre aux manufactures des États-Unis les bénéfices moyens, et tout avantage que les Anglais pourraient en obtenir pendant le cours de cette transition ne serait que temporaire.

Il serait intéressant de pouvoir comparer le capital engagé dans les industries lainières des États-Unis et de la Grande-Bretagne, relativement aux résultats obtenus. Mais il n'est possible de faire cette comparaison que d'une manière très indirecte et approximative. Le rapport sur le recensement des États-Unis montre que dans l'industrie des laines filées, l'emploi d'un capital de 232 livres sterling est nécessaire pour chaque ouvrier. Dans celle des lainages, le capital, par employé, est de 220 livres sterling. Il n'existe pas de statistique détaillée de la même espèce pour la Grande-Bretagne, mais si nous adoptons la même moyenne de capital par employé, il s'ensuivrait que la somme engagée dans les industries correspondantes du Royaume-Uni est approximativement de :

Industrie des filés.............	31.374.000 liv. st.
Industrie des lainages.........	31.240.000 —
Total..............	62.614.000 —

Il semble qu'en France l'industrie des filés et des lainages a fait pendant les trente dernières années presque autant de progrès que dans le Royaume-Uni. Un rapport officiel (1) sur l'industrie des laines en France porte que, entre 1851 et 1878, le nombre total des broches pour la laine peignée a passé de 850,000 à 2,470,000, Alsace comprise pour les deux années, de manière à rendre la comparaison exacte. En Angleterre, le nombre des broches dans les fabriques de lainage s'est accru dans le même intervalle de 875,830 à 2,581,000 broches; il y a donc eu un très léger avantage en faveur de l'Angleterre. Le développement de l'industrie des laines en France est dû à l'introduction des améliorations mécaniques, qui, depuis 1869, ont amené dans le prix du peignage une diminution de 25 p. 100 et dans celui du filage un peu plus de la moitié, en même temps qu'un accroissement d'environ 40 p. 100 dans le salaire des ouvriers. Il n'y a pas, entre la France et l'Angleterre, une différence aussi grande qu'on le suppose communément. Le taux nominal est plus élevé en Angleterre ; mais comme il arrive souvent qu'en France des hommes sont employés pour faire le travail qu'exécutent en Angleterre des femmes ou des enfants, le résultat ne diffère guère, et si l'on ajoute que la durée du travail est d'environ 30 p. 100 plus longue en France, la différence devient si minime qu'il ne reste plus réellement à considérer que l'efficacité relative du travail. Nous traitons ce sujet dans un autre chapitre ; mais nous pouvons faire remarquer ici que si l'on divise le nombre total des ouvriers employés dans l'industrie de la laine par le nombre des broches et des métiers, le résultat indique *une supériorité chez l'ouvrier français* aussi bien sur ceux de l'An-

(1) *Rapport* de M. Kœchlin-Schwarz, juré de l'Exposition internationale de Paris en 1878.

gleterre que sur ceux des États-Unis. En ce moment la France possède moitié du nombre des broches de la Grande-Bretagne, et un peu plus de moitié du nombre des métiers de toute espèce. Mais son industrie, comme celle de l'Angleterre, dépend des matières premières fournies par l'étranger, car elle a importé, en 1883, 161,000 tonnes de laine, d'une valeur de 13 millions 1/2 sterling, tandis que ses exportations n'ont monté pendant cette même année qu'à une valeur de 1 million 1/2 de livres sterling en laine brute, et 2 millions 1/2 de livres sterling en lainages manufacturés.

L'Allemagne et la Belgique possèdent toutes deux l'avantage d'un travail à bon marché et suffisamment efficace, et toutes deux ont accompli, dans les dernières années, de grands progrès matériels dans le développement de leurs industries lainières. Dans le premier de ces pays, Elberfeld, Barmen, Mulhouse et Chemnitz (Saxe) prospèrent par l'industrie des laines. Entre ces centres d'industrie et nos villes plus populeuses de Bradford et Leeds, il existe une grande rivalité, qui chaque année devient plus vive. Il existe, en même temps, à un haut degré une sorte de réciprocité amicale, qui ne laisse pas d'être aussi assez curieuse. La proportion la plus grande des fils, lustre et demi-lustre, employés en Saxe est filée à Bradford. A Chemnitz les manufacturiers achètent des laines filées et des chaînes d'étoffe à Bradford, et des fils de coton à Manchester; ils payent les frais de transport et les droits d'importation de ces fils à l'entrée en Allemagne; ils en fabriquent des marchandises de fantaisie, les finissent, les emballent et payent le transport de retour pour Londres, Bradfort et Manchester, où ils les vendent dans les centres mêmes de concurrence (1). Ajoutons les exportations que Verviers fait en Ecosse, de filés de laine cardés et filés à l'aide d'un outillage acheté en Angleterre, et qui met en œuvre des laines de l'Amérique du Sud achetées auparavant

(1) *Rapport de la commission royale sur l'industrie technique*, vol. I, p. 321.

à Londres ou à Liverpool. Voilà un exemple d'un commerce spécial créé par une étude approfondie des détails et soutenu par le bon marché du travail des fabriques belges (1). Il semble exact qu'en Allemagne et en Belgique beaucoup des progrès faits dans les industries textiles sont dus à l'extrême aptitude dont font preuve les ouvriers du pays pour se rendre maîtres des détails techniques de leur métier; mais c'est ici un besoin auquel on subvient maintenant plus facilement dans notre pays, depuis qu'on a établi des écoles de tissage à Glascow et dans d'autres villes.

Au point de vue économique, il existe bien des différences importantes entre les manufactures textiles anglaises et celles du continent. Sur le continent la durée du travail est de 10 à 20 p. 100 plus longue qu'en Angleterre, et dans ce dernier pays, les salaires s'élèvent de 25 à 50 p. 100, et dans certains cas plus encore, au-dessus de ceux de l'Allemagne et de la Belgique. D'autre part les manufacturiers du continent font généralement des dépenses beaucoup plus considérables pour l'organisation de leurs fabriques. Dans un cas cité par la Commission royale de l'instruction technique, celui de MM. Parmentier et Cie, de Gand, qui peut être regardé comme typique, « tout l'outillage, composé de 150,000 broches et de 1,200 métiers, avait été importé d'Angleterre, » en sorte que, « avec le droit d'entrée, le coût du transit et de l'installation, ajouté au prix payé en Angleterre, la dépense totale était de 25 p. 100 au moins plus grande qu'elle n'eût été dans le Lancashire. » Il y a encore cette considération, dont nous nous occupons avec détails dans un autre chapitre, de l'efficacité indubitablement plus grande du travail anglais, qui contribue probablement plus que toute autre circonstance à maintenir l'industrie anglaise au premier rang. On ne peut dire avec certitude s'il y a avantage réel à n'avoir, comme la Belgique, ni loi sur les fabriques, ni ouvriers à demi-journées, ni limite pour l'âge auquel les enfants peuvent

(1) *Rapport de la Commission royale sur l'industrie technique*, vol. I, p. 506.

être admis au travail de la manufacture, et pour la durée de ce travail. Mais on affirme que, dans bien des cas, les ouvriers du Continent, s'ils ne possèdent pas l'énergie et la capacité des nôtres pour achever une quantité voulue de travail dans un temps donné, l'emportent par la supériorité de leurs produits; et en fait, le Président de la Chambre de commerce de Verviers a affirmé à la Commission royale de l'éducation technique que c'est cette qualité qui fait vivre principalement l'industrie de cette ville. Que les marchandises anglaises puissent être regardées comme inférieures aux marchandises belges, voilà un fait qui frappera bien des personnes comme une révélation extraordinaire; mais, d'après ce qu'on voit, on ne saurait douter que, sur certains points, les manufacturiers du Continent aient fait plus de progrès que leurs rivaux anglais, et ces derniers peuvent considérer ce fait comme digne de réflexion et se demander pourquoi 75 p. 100 au moins des filés fabriqués à Verviers avec de la laine importée sont expédiés dans la Grande-Bretagne (1). On voit souvent que le plus grand danger qu'ait à redouter une industrie d'un pays quelconque, c'est l'établissement de cette même industrie dans un autre pays offrant les matières premières dans de meilleures conditions. L'Angleterre n'a pas ce risque à courir, du moins en ce qui concerne l'Europe. La Grande-Bretagne possède en ce moment un nombre beaucoup plus considérable de moutons, et elle peut probablement, en conséquence, disposer d'une plus grande quantité de laine récoltée chez elle que tout autre pays de l'Europe, excepté la Russie. Mais il y a eu dans presque toutes les contrées européennes, pendant les dix ou quinze dernières années, une telle consommation de moutons, que dans un avenir qui n'est pas très éloigné, cela est à craindre, nous ne pourrons trouver assez de laine pour l'énorme emploi que nous en faisons. Depuis dix ans l'approvisionnement de moutons en Allemagne est tombé de 28 à 25 millions; en France de 30 à 23 millions; en

(1) La valeur des filés ainsi exportés dans notre pays n'est pas évaluée à moins de 1 million sterling par an.

Hongrie de 15 à 9 1/4 millions; en Autriche de 5 à 3 3/4 millions; et même en Norwège et en Suède, le stock a diminué de près de 200,000. La conséquence de cette tendance générale a été de forcer ces vieux pays européens à recourir de plus en plus aux contrées nouvelles pour leur approvisionnement de laine; mais même dans ces nouveaux pays, à l'exception de l'Australie et de la Plata, l'accroissement des troupeaux n'a pas été assez grand pour combler les diminutions survenues dans les anciens États. En Amérique le stock des moutons et des agneaux s'est accru pendant les dix dernières années d'environ 15 millions de têtes ; mais pendant ce même intervalle la population s'est accrue d'un nombre plus que correspondant, en sorte que les États-Unis sont à peine capables de suffire à leurs propres besoins; il en est de même au Canada, où le nombre des moutons est à peine suffisant pour fournir la laine nécessaire aux vêtements de la nation. Si donc il arrive, comme on peut le supposer, que notre industrie lainière soit arrêtée dans sa carrière, il est probable que cette catastrophe proviendra de l'épuisement de la matière première plutôt que de toute autre cause. L'accroissement des approvisionnements de laine, comme l'accroissement du nombre des moutons, ne marche pas avec autant de rapidité que les besoins croissants de l'humanité.

CHAPITRE XIV

SOIE, JUTE, ETC.

Soie.

Parmi les grandes industries du monde, il n'en est aucune qui ait subi tant de fluctuations et qui ait eu à supporter d'aussi grandes variations de l'offre et de la demande que celle de la soie. Les grands centres de cette industrie ont passé d'un pays à un autre et d'un district à un autre plus fréquemment et plus rapidement que ceux d'aucun des autres textiles. A une époque elle a fleuri en France, à une autre en Angleterre, à une troisième en Allemagne, et à une quatrième en Suisse. Dans chacun de ces pays elle semble maintenant perdre du terrain, tandis qu'aux États-Unis, où elle paraissait ne pouvoir trouver aucune facilité spéciale, elle a fait dans ces dernières années de très remarquables progrès. Sur le continent européen, Lyon est et restera peut-être longtemps l'un des centres spéciaux de l'industrie de la soie; mais cette ville ne semble pas continuer à être aussi spécialement indentifiée avec elle qu'autrefois: tandis que, à Spitalfields, qui fut naguère un centre, et à Macclesfield, qui en fut un autre un peu moindre, cette industrie décroît rapidement. Ces faits sont en corrélation avec des problèmes industriels qui valent la peine d'être étudiés.

Jusqu'à l'année 1660 les manufactures de soie étaient à peine connues en Angleterre. Quelque temps après cette date, l'usage des soieries de l'Inde fut interdit par la couronne et le parlement, et cette défense jointe à l'interrup-

tion du commerce avec la France causée par les événements politiques, introduisit cette industrie dans le pays. Vers 1713 les approvisionnements de soie brute venaient principalement de la Turquie et des Indes orientales, et nous importions d'Italie de la soie organsinée pour une valeur d'environ 240,000 livres sterling par année. La totalité des importations de soie de toutes espèces à cette époque, était évaluée à 565,000 livres sterling. Mais alors déjà, notre industrie séricicole était exposée à une grande concurrence de la France, où « dans les provinces de Languedoc, Provence et Vivarais, on produit de si grandes quantités de soie brute et organsinée, que les habitants n'ont guère besoin de celle de l'étranger, et le peu qui en est importé en France, paye pour la douane et le transport 3 schellings de moins par livre que la même quantité importée d'Italie dans la Grande-Bretagne, ce qui, en même temps que le bon marché du travail, en France, rend la soie française manufacturée bien moins chère que la nôtre (1). »

En 1712, on proposa l'introduction franche de tout droit des soieries françaises en Angleterre. Cette proposition fut vivement combattue dans l'intérêt de l'industrie de la soie dans notre pays ; on affirmait que cette mesure causerait la perte de nos manufactures de soie, et, en conséquence, la misère des ouvriers qui en vivent; l'alanguissement de la navigation entre nous, l'Italie et la Turquie ; et enfin bien d'autres maux. Il paraît que l'industrie de la soie s'était assuré, à cette époque, une bonne situation dans Londres, spécialement dans la paroisse de Saint-Giles, Cripplegate, où plus de six mille personnes y trouvaient leurs moyens d'existence. C'était, bien entendu, longtemps avant l'introduction du métier à la Jacquard et quand les métiers à la main étaient les seuls en usage, en sorte que l'emploi, même de 6,000 ouvriers, est loin de représenter une production considérable, si nous la mesurons d'après les ap-

(1) *Opuscule sur l'état des manufactures de soie et de laine.* 1873.

préciations et les idées actuelles. Néanmoins l'industrie de la soie continua de fleurir dans la métropole jusqu'au milieu du siècle présent, où, comme nous le verrons plus loin, elle semble être entrée dans la voie de la décadence.

Si nous reculons d'un siècle et demi dans le passé, nous trouvons que l'Angleterre n'a encore acquis que peu de renom dans les grandes industries des temps modernes, et ne possède probablement la suprématie dans aucune d'elles. Bien des gens pensaient alors que les manufactures de soie étaient plus importantes pour nous que celles de tout autre textile. Cette opinion était principalement fondée sur ce que les Chinois, dont Gee évalue le nombre, en 1670, à 200 millions, portaient surtout des vêtements de soie. Les Jésuites voyageurs déclaraient que cette étoffe était « si commune et si peu chère que cinq vêtements complets de soie, en Chine, ne coûtaient pas plus qu'un seul habillement de laine en Europe. » Au commencement du XVIII[e] siècle, notre pays s'approvisionnait de soieries surtout en France et en Italie. Mais le roi de Sardaigne prélevait un droit si élevé sur les soieries exportées qu'elles coûtaient jusqu'à 20 shellings la livre; comme les soies de Chine n'étaient chargées que d'un droit de 4 shellings par livre, l'industrie commença à prendre racine en Angleterre. En 1730, il n'y avait « qu'une seule machine mue par l'eau dans tout le royaume, pour organsiner la soie, » et on sourit volontiers en lisant que « si cette machine était détruite par un incendie ou tout autre accident, cela mettrait en grand danger le maintien de l'art d'organsiner la soie chez nous. »

De tout ce que nous avons dit déjà, on peut inférer que les manufactures de soie ont toujours été considérées comme exotiques en Angleterre. Quoique les préparateurs de soie se soient formés en association dès l'année 1562, et malgré l'incitation puissante que leur apporta l'émigration des protestants français à la suite de la révocation de l'édit de Nantes, en 1685, on ne put parvenir à élever le ver à soie en Angleterre, et il fallut toujours importer la matière

première de la Chine, de l'Inde, de l'Italie ou de la France.

« Pendant plus d'un siècle avant 1825, » dit M. 'Culloch, « l'histoire des manufactures de soie (en Angleterre) ne présente guère qu'une série ininterrompue de plaintes, de la part des manufacturiers, sur le déclin de leur industrie, causé par l'importation clandestine des soieries étrangères, et sur les efforts impuissants faits par le Gouvernement pour empêcher cette contrebande. En conséquence de ce système, l'énergie des manufactures fut paralysée, et malgré nos progrès étonnants dans les autres industries, et notre supériorité dans la machinery qu'on y emploie, l'effet du monopole est tellement mortel que les machines dont nous faisions usage en 1825 dans la fabrication des soieries étaient bien inférieures à celles de la France et de l'Allemagne. »

Heureusement on ne laissa pas cette situation se perpétuer. On commença à introduire des améliorations dans les manufactures de soie comme dans celles des autres textiles, jusqu'à ce que l'Angleterre fût, sur ce point, tout à fait à la hauteur de l'Italie, à laquelle, en vérité, un Anglais nommé Lombes emprunta subrepticement ses procédés les plus importants. En conséquence, la quantité de soieries produite par les manufacturiers anglais s'accrut énormément. Dans la période décennale 1814-1823, notre consommation moyenne annuelle de toutes sortes de soieries était de 1,940,000 livres anglaises; entre 1824 et 1833, elle monta à 3,968,000 l. b. s.; et entre 1833 et 1843 la moyenne ne fut pas moindre de 5,200,000 l. b. s. Pendant cette période, par conséquent, notre industrie de la soie augmenta de 200 pour 100. M. 'Culloch évaluait la valeur de nos manufactures de soie, en 1836, à plus de 10 millions sterling ; et il calculait que le nombre total des personnes employées dans cette industrie était alors de 207,304. Ce chiffre comprenait les personnes employées dans la distribution aussi bien que celles qui travaillaient à la production des marchandises, mais, même dans cette condition, il montre que ce commerce avait alors atteint

des proportions auxquelles peu d'autres auraient pu se comparer.

Depuis l'année 1850, un changement très remarquable et très important s'est fait dans notre industrie de la soie. De tous les côtés, elle s'est vu attaquer et affaiblir visiblement, elle s'est montrée moins capable que les autres de se défendre contre la concurrence du continent ; et son manque de vitalité a presque justifié la crainte qu'elle cessât bientôt de compter parmi nos principales industries.

Les causes de cette décadence ne sauraient manquer de faire naître l'inquiétude nationale. Cependant elles ne sont pas tellement apparentes qu'on puisse les distinguer facilement. La mode y est probablement pour quelque chose. Comparativement à d'autres articles, les soieries sont moins portées maintenant qu'elles n'étaient autrefois. Le manque de goût dont on a accusé nos manufacturiers peut aussi avoir participé à ce déclin. Probablement aussi la multiplication des petites fabriques a eu pour effet de diminuer l'économie de production en même temps que disparaissait entièrement la petite marge de profit qu'avaient encore les fabricants et les marchands de soieries. Dans tous les cas nous avons à expliquer ce fait remarquable : tandis que les fabriques se sont multipliées excessivement pendant les quarante dernières années ou environ, le nombre total des broches aussi bien que celui des ouvriers employés à diminué. En 1850 il y avait 277 manufactures de soie dans la Grande-Bretagne, employant 42,244 ouvriers, soit une moyenne de 152 par fabrique. En 1878, le nombre des manufactures s'était élevé à 706, et le nombre des ouvriers employés était tombé à 40,985, soit une moyenne de 58 ouvriers seulement par fabrique. La même tendance s'est fait sentir dans l'outillage mécanique. En 1850 chaque fabrique avait en moyenne 4,424 broches ; en 1861, 1,736 ; et en 1878 seulement 1,443, ou moins d'un tiers de la moyenne de 1850. Aux États-Unis, c'est la tendance contraire qui s'est manifestée. Le nombre des fabriques dans ce pays s'est accru de 67 en 1850, à 382 en 1880 ; le nombre

des ouvriers employés a passé de 1,723 à 31,200; et le nombre moyen des ouvriers par fabrique de 26 à 82. Il paraît donc que, tandis que l'étendue moyenne de nos fabriques de soieries, indiquée par le nombre des ouvriers employés, diminuait de 62 p. 100, celles des fabriques des États-Unis s'accroissait de 216 p. 100

Or, s'il est vrai, comme nous avons essayé de le prouver ailleurs, que la fabrication en grand a une grande influence sur l'économie du travail, le fait que nous venons de constater a beaucoup plus d'importance qu'on ne le suppose ou ne l'admet généralement. Il y a un point hors de question. Tandis que l'industrie des soieries diminuait et dépérissait en Angleterre, celle des États-Unis allait de l'avant « par sauts et par bonds. » Un accroissement de plus de 460 p. 100 dans le nombre des manufactures, et de plus de 1,700 pour 100 dans le nombre des ouvriers employés, en 30 ans, c'est une proportion progressive rare, même dans les annales industrielles de l'Amérique. Évidemment ce progrès a été accompagné et même en grande partie causé par la certitude de bénéfices généralement élevés, quoique depuis quelque temps il y ait une diminution prononcée. Autant que les tableaux du *Census* peuvent éclairer ce sujet, ils montrent que le profit moyen sur le capital engagé dans l'industrie de la soie en Amérique s'élevait en 1850 à 62 p. 100; en 1860 à 57 p. 100; en 1870 à 39 p. 100 ; et en 1880 à 36 p. 100; ces profits sont calculés sans prélèvement de l'amortissement du capital fixe, et sans allocation de prévision pour les mauvaises créances, etc., mais ces causes ne peuvent avoir que peu d'action sur la différence entre une période et une autre. Ce taux de bénéfices s'est maintenu, malgré la continuité et la vivacité de la concurrence faite par les États continentaux et l'accroissement des salaires dans le pays même. La moyenne des salaires aux États-Unis s'est accrue de 35 livres sterling (875 fr.) par an pour un ouvrier en 1850, à 60 livres sterling (1,500 fr.) en 1880. Il ne paraît pas que cet accroissement de rémunération ait été accompagné par un accroissement

correspondant dans le valeur du travail exécuté; cette valeur montait à 22,000 livres sterling par centaine d'ouvriers en 1850, et à environ 23,000 livres sterling en 1880; mais elle avait été beaucoup plus grande dans chacune des années de recensement 1860 et 1870, quand les prix de vente étaient plus hauts. Il faut remarquer aussi que, aux États-Unis, le capital engagé dans l'industrie de la soie a pris un énorme accroissement, absolument et relativement, pendant la période dont nous parlons. Le capital engagé a passé de 678,300 dollars en 1850, à plus de 19 millions de dollars en 1880, tandis que la proportion du capital engagé par centaine d'ouvriers a été de 39,900 dollars dans la première année et 61,299 dollars dans la dernière.

Ce n'est pas sans regret que nous constatons le progrès remarquable fait par les États-Unis, en même temps que la décadence indéniable subie par l'Angleterre. Il est intéressant de remarquer que la soie est le seul textile qui ait subi une décadence sérieuse. Il est important aussi, s'il n'est pas consolant, de savoir que l'Angleterre n'est pas seule, à beaucoup près, à perdre son rang dans l'industrie des soieries. Un rapport commercial récent constate que l'industrie de la soie, à Berlin, qui nourrissait naguère 4,000 ouvriers, diminue graduellement. Les quelques manufactures qui tiennent bon transportent les fabriques dans des centres plus petits et moins chers, comme Bernau et Brandenburg, Cette décadence est attribuée pour une grosse part à la concurrence française ; mais en examinant les statistiques françaises, nous trouvons que, là aussi, les manufactures de soieries diminuent, et spécialement dans le voisinage de Lyon.

Pendant que l'industrie de la soie déclinait ainsi en Angleterre et en Allemagne, et jusqu'à un certain point en France, elle faisait des progrès marqués en Suisse, où elle employait 56,285 ouvriers en 1882, tandis que celle du coton en employait 40,669; l'horlogerie 39,367 et la fabrication des machines 17,776. A Bâle, on fait usage des métiers Jacquard à la vapeur pour une grande partie du

travail; au contraire on se sert encore des métiers à main dans les districts de Lyon et Saint-Étienne. Les artisans employés dans les fabriques de soieries à Bâle gagnent de 7 s. 3 d. à 23 s. 9 d. par semaine (1). Ces prix semblent bas par rapport à ceux de l'Angleterre et des États-Unis, mais ils sont princiers si on les compare à ceux que l'on accorde de l'autre côté des Alpes. De la même source nous apprenons que, dans le nord de l'Italie, où existent près de 70 manufactures de soieries, les ouvriers les mieux payés reçoivent à peu près 1 s. 2 d. par jour, et que 5 d. par jour sont considérés comme un salaire convenable pour les enfants (2). C'est pour ces misérables salaires que les ouvriers travaillent 15 heures 3/4 par jour, en dehors des heures des repas. « Cette durée se répète pendant six jours, ce qui fait un total de 94 heures 1/2 de travail par semaine. » Les commissaires anglais peuvent justement remarquer que « les touristes anglais, quand ils voyagent avec tant de plaisir à travers quelques-uns des plus charmants districts du nord de l'Italie, ne se doutent guère que parmi tous ces signes extérieurs de fertilité et d'abondance, la bataille de la vie ne peut se soutenir qu'au prix d'efforts aussi incessants ». Il paraît cependant que l'Angleterre, où les ouvriers ne travaillent guère chaque semaine que pendant un nombre d'heures un peu plus grand que la moitié du temps exigé des Italiens, et reçoivent des salaires deux fois plus considérables, exporte néanmoins sur les marchés neutres, aux États-Unis par exemple, au moins trente fois plus de soieries que l'Italie.

(1) *Rapport des secrétaires d'ambassades et de légations de Sa Majesté* n° 23, 1878.

(2) *Rapport de la commission de l'instruction technique*. Vol. I, p. 279.

Jute, lin et chanvre.

C'est avec plaisir que nous détournons les yeux d'une industrie dans laquelle l'Angleterre a, par un motif quelconque, décidément perdu du terrain, pour les reporter sur une autre qui ne présente aucun symptôme de décadence ou de dépérissement, et dans laquelle nous tenons plus que jamais le premier rang.

Il est probable qu'aucune des industries exercées maintenant dans notre pays ne donne des preuves aussi éclatantes de l'aptitude des Anglais à tirer parti de l'occasion que celle du jute. Le jute, comme on sait, est la fibre d'une plante de l'ordre des cochorus, et croît dans presque toutes les parties de l'Inde. Quoique des spécimens de cette plante eussent été à plusieurs reprises envoyés en Angleterre, avant le commencement du siècle, ce ne fut qu'en 1824 qu'elle fut réellement mise à l'essai comme substituant du lin. A partir de cette date jusqu'en 1833, de nombreuses tentatives furent faites dans cette direction spécialement à Dundee. Mais bien des années encore après qu'on eût reconnu praticable de filer le jute, on le mélangeait encore avec le lin et le chanvre ; ce ne fut qu'en 1833 que le jute pur fut régulièrement filé et mis en vente (1). Trois ans plus tard, la quantité totale importée à Dundee n'était que de 1,136 tonnes; mais en 1848 les importations s'étaient accrues jusqu'à 58,474 tonnes, et depuis cette époque elles ont presque continuellement augmenté.

Peut-être la meilleure méthode que l'on puisse employer pour juger des progrès de l'industrie du jute et du chanvre est-elle de constater le poids des importations de matière première, puisqu'elles représentent le volume actuel des affaires, sans tenir compte des fluctuations de la valeur. En 1869 la quantité totale de chanvre, de lin et de jute

(1) *Les industries de l'Ecosse*, par David Bremner, p. 252.

importée dans le Royaume-Uni était de 5,094,059 quintaux anglais ; en 1883, cette quantité avait exactement doublé, soit un accroissement de 100 p. 100 en quatorze années. Mais l'accroissement n'est pas le même pour chacun des trois textiles, car l'importation du jute a passé d'environ 2 1/2 millions de quintaux à environ 7 1/2 ; tandis que celle du lin donne à peu près le même chiffre pour les deux années, et le chanvre, etc., a passé de 1 million de quintaux à un peu moins de 1 million 1/2. L'accroissement a donc porté principalement sur le seul article du jute brut. Nos importations de ce textile ne sont pas tout à fait la moitié de celles de coton, et atteignent presque le double de celles de laine brute.

Il est assez remarquable que la Grande-Bretagne ait conservé sa suprématie dans les jutes et les toiles à un plus haut degré que dans presque toutes les autres industries. Dans celles du coton, de la laine et de la soie, dans la fabrication du fer et de l'acier, dans les arts mécaniques et dans une centaine d'industries moindres, sa prééminence a été entamée parfois. Mais dans cette grande branche des jutes elle reste aisément première, *facile princeps*, et les États-Unis, nos principaux compétiteurs pour tant d'autres articles, sont distancés. Il semble en vérité que certaines industries sont absolument incapables de prendre racine dans ce dernier pays. La vaisselle d'étain a été jusqu'ici l'une de celles-là, quoiqu'il semble au premier abord qu'il n'y ait aucune bonne raison pour que l'Amérique, qui a les matières premières facilement et abondamment à sa disposition, ne fabrique pas cette vaisselle aussi bien que la Grande-Bretagne. Les industries du jute et des toiles ont tout autant de difficultés à prendre pied sur le sol américain que celle de la vaisselle d'étain ; mais on conçoit mieux pourquoi. L'Amérique ne récolte ni lin ni jute ; il faudrait donc importer ces matières premières, et tant que l'Amérique augmente artificiellement le prix de toutes les marchandises, par un tarif protectionniste qui ajoute en moyenne 40 à 42 p. 100 à leur valeur sur le

marché, on concevrait à peine qu'elle fût capable de développer une industrie fondée uniquement sur un apport de matières premières importées. En fait, il existe ou il existait en 1880 quatre filatures de jute sur le sol des États-Unis, employant en tout 525 ouvriers; les toiles sont produites par 5 autres fabriques qui emploient, à elles cinq, encore 500 ouvriers. Dans des limites aussi étroites, ces deux industries peuvent être regardées comme n'existant pas; et jusqu'à l'époque actuelle, les États-Unis se sont contentés d'importer de notre pays la plus grande partie de ces deux produits.

Il n'y a rien dans les faits récents concernant l'industrie de la toile qui soit à la fois plus remarquable et plus décourageant que la décadence de la culture et de la fabrication de lin. Et tout d'abord il a été prouvé que le sol de l'Irlande est spécialement convenable à la culture du lin, de sorte que, en ce point, nous ne sommes pas nécessairement dépendants des centres extérieurs d'approvisionnement. On a dit aussi que l'Irlande pouvait récolter plus de lin qu'il n'en faudrait pour suffire aux besoins de toute l'Europe (1), et que le lin irlandais est bien supérieur à celui du continent. Quoi qu'il en soit, par un curieux phénomène, la récolte du lin diminue graduellement en Irlande. La portion du sol irlandais sous lin varie considérablement d'année en année, le maximum pendant les dix dernières années a été de 157,540 acres en 1880, et le minimum de 95,943 acres seulement en 1883. Le rendement est aussi excessivement variable, le maximum a été de 35,5 stones par acre en 1875 et le minimum de 27,0 stones dans l'année précédente. La quantité totale de lin récolté en Irlande en 1883 n'a été que de 18,292 tonnes, soit environ 30 p. 100 de la quantité importée d'autres pays pendant la même année, et en même temps la plus petite récolte pour une année depuis 1874. En même temps que déclinait ainsi la quantité de lin produite par l'Irlande, il y a eu une diminution

(1) *Compte rendu du Congrès de la science sociale à Belfast*, 1867, p. 676.

correspondante dans le nombre des moulins à préparer le lin, ce nombre est tombé de 1,380 en 1874, à 1,132 en 1883. Il est donc parfaitement clair que cette industrie, qui est presque la seule qui soit indigène en Irlande, n'a pas eu pendant ces dernières années toute la vigueur que l'on pourrait désirer. Nous n'essayerons pas d'analyser en ce moment les motifs de cet état de choses. On a dit que le lin est la meilleure ou la pire des récoltes qu'un fermier puisse cultiver ; la meilleure avec des soins et une science convenables, la pire si ces deux qualités essentielles manquent. Il est possible que les agriculteurs irlandais n'aient pas suffisamment tenu compte de cet aphorisme ; mais il est plus probable que le jute a été préféré au lin comme matière moins coûteuse et plus convenable. Après cet exposé, on ne sera point très surpris de nous voir ajouter que, entre 1870 et 1880, le nombre des fabriques de lin dans le Royaume-Uni est tombé de 500 à 400, le nombre des ouvriers employés de 124,000 à 109,000 ; et le nombre des broches de 1,349,000 à 1,329,700. Mais il y a eu un accroissement d'environ 500 dans le nombre des métiers.

Le jute n'a pas fait exception à la règle, que nous avons énoncée déjà plus d'une fois, de la tendance du prix de la matière première pendant les dernières années, vers un minimum apparemment irréductible. En 1833, le jute était vendu à Dundee 12 livres sterling par tonne, mais on pensait alors que c'était un prix excessivement bas ; ce qui est bien prouvé, puisque quatre ans après, quand la valeur de cette matière fibreuse fut plus largement connue, le prix s'éleva à 23 livres sterling par tonne (1). A partir de cette date jusqu'en 1870, les prix varièrent généralement entre 16 et 23 livres sterling et en 1883, ils arrivèrent à peu près au chiffre le plus bas qui ait été inscrit depuis 1833, soit une fraction au-dessus de 12 livres par tonne, ou pratiquement le même prix auquel le jute était offert en cette année 1833, quand il avait encore à faire

(1) *Industries de l'Écosse*, de Bremner, page 252.

ses preuves comme article de commerce et de fabrication.

Nous nous proposons d'examiner maintenant l'influence que les différences dans les taux des salaires pourront exercer sur l'avenir de cette industrie. Avant d'étudier ce problème il est nécessaire de rappeler un fait déjà bien établi, c'est que des salaires peu élevés n'entraînent pas toujours un prix peu élevé de production, mais que, au contraire, le bon marché des produits coïncide souvent avec des salaires élevés, et qu'il en est même le résultat direct.

Les pays qu'il faut principalement considérer dans toute comparaison de l'espèce dont nous parlons sont l'Inde, la France et les États-Unis ; l'Inde parce que la matière première y est plus abondamment disponible que dans tout autre pays, tandis que les salaires y sont bien plus bas que dans n'importe quelle partie de l'Europe ; la France, parce que l'industrie du jute y a fait, pendant ces dernières années, des progrès considérables ; et les États-Unis, parce que, quoiqu'ils soient aujourd'hui un de nos meilleurs clients, nous pouvons compter que nous serons en dernier ressort, et peut-être avant longtemps, exclus des marchés américains pour ces produits comme pour toutes nos principales marchandises.

En 1883, les salaires payés dans l'industrie du jute, à Calcutta et à Dundee, étaient les suivants :

(**Valeurs en shellings et en deniers**).

OCCUPATIONS.	SALAIRES PAR SEMAINE A CALCUTTA.	SALAIRES PAR SEMAINE A DUNDEE.
Batteurs et préparateurs....	2.10 1/4	10.6
Fileurs	5.0	11.0
Ourdisseurs	2.7 3/4	6.9
Trameurs..................	9.6	14.0
Lustreurs..................	5.0	15.0
Tisseurs..........	9.0	12.0
Apprêteurs.................	5.0	14.0
Ouvriers	4.0	20.0

On voit par ces chiffres que les salaires moyens payés à Dundee sont de 107 p. 100 plus élevés que ceux de Calcutta pour le même travail, en tenant compte, toutefois, de ce que la durée du travail est bien plus longue à Dundee. Avec un avantage si marqué dans les salaires, en faveur de Calcutta, il est naturel de penser que l'Inde doit faire une concurrence facile aux marchandises anglaises, sur les marchés neutres. Les tableaux officiels montrent que, tandis que les exportations de l'Inde en articles manufacturés de jute s'accroissaient, entre 1873 et 1881, de moins de 200,000 à plus de 1 million de livres sterling, celles de la Grande-Bretagne, dans le même intervalle, passaient de 1,590,000 livres sterling à 3,262,000. Il semblerait donc que l'Inde soit destinée à devenir une rivale heureuse de la mère patrie. Mais on ne doit jamais oublier que si l'Inde a les avantages du fret océanique et du travail à prix moins élevé, elle n'a à son service ni le capital ni l'habileté technique que possède la mère patrie, et il est douteux que le travail d'un Anglais dont le coût nominal est double, ne soit pas après tout moins cher que celui de l'Indou, qui est incapable, aussi bien par son manque naturel d'énergie que par son climat énervant, de rivaliser avec les Européens (1).

En France les industries de la toile et du jute ont fait des progrès marqués pendant ces dernières années, elles sont bien loin toutefois d'être arrivées à la même étendue qu'en Angleterre. Avec un système de libre-échange absolu, il serait peu probable que l'industrie française pût rivaliser avec celle de l'Angleterre, car elle n'a pas les mêmes facilités pour se procurer à bas prix l'approvisionnement des matières premières ; et même si le travail était aussi efficace, si l'organisation et l'habileté technique étaient égales, le combustible est plus coûteux. En ce qui concerne les salaires le tableau suivant des taux payés dans les fabriques

(1) Sir James Caird apprit par les fonctionnaires anglais dans l'Inde, que, en résultat net, le travail de l'Indou coûtait juste autant que celui de l'Anglais. *Revue du dix-neuvième siècle.* 1879.

de jute d'Angleterre et de France en 1872 est donné sous l'autorité de M. Alexandre Redgrave (1) :

Taux des salaires payés dans l'industrie du jute (1872).

OCCUPATION.	ANGLETERRE.	FRANCE.
	s. d. s. d.	s. d.
Fileurs	8.4 à 9.3	11.6
Raccomodeurs	» 7.0	5.0
Changeurs	» 5.0	5.0
Ourdisseurs	» 12.0	11.6
Tisseurs	7.3 à 11.0	15.0
Cardeurs	» 8.6	8.6
Passeurs	» 8.6	10.6
Dessinateurs	» 8.0	7.6
Apporteurs	» 8.3	8.6

On voit par ce tableau que, à l'époque indiquée, la France n'avait aucun avantage mais plutôt un désavantage sur l'Angleterre pour le coût du travail. Depuis 1872 les salaires se sont considérablement accrus aussi bien en Angleterre qu'en France (2).

Les salaires moyens payés par semaine dans les industries du lin et du jute, dans le Royaume-Uni et dans le Massachusetts, d'après le bureau de statistique du travail de ce dernier État, ont été en 1883 :

(Valeurs en shellings et en deniers.)

	Dans la Grande-Bretagne.	Au Massachusetts.
Hommes	28.0	35.6
Femmes	10.6	20.10
Jeunes filles	6.6	16.8
Enfants	2.2	11.10

(1) C'est peut-être trop dire d'affirmer que les différences relatives en 1872 peuvent s'appliquer approximativement à l'époque actuelle.

(2) L'annuaire officiel français donne les chiffres suivants comme moyenne des salaires journaliers payés dans l'industrie du jute en 1880. — En francs.

	Hommes.	Femmes.	Enfants
Fileurs	3f,30	1fr,58	1fr,12
Tisseurs	3fr,08	1fr,75	1fr,14

Si ces chiffres peuvent être acceptés comme représentant les différences de salaires qui existent entre les deux pays en général, il est évident que l'Amérique a un très grand désavantage en ce qui concerne le prix du travail. C'est un fait sérieux pour un pays qui comme l'Amérique est dans la nécessité d'employer de 80 à 100,000 tonnes de jute par année pour mettre en sacs son exportation énorme et toujours grandissante de céréales. Pendant l'année fiscale américaine 1884, une valeur de plus de 33 millions de dollars en lin, chanvre et jute a été importée aux États-Unis, soit manufacturée, soit à l'état brut. Plus de 120,000 tonnes de ces matières ont été importées sans avoir été manufacturées, et plus des 3/4 de ce total ont été envoyés par le Royaume-Uni. Va-t-on permettre à cet état de choses de continuer? Certainement non, si les Américains peuvent l'empêcher. Des compagnies se forment maintenant dans le but de cultiver le jute, et des usines sont projetées pour le manufacturer. Nous avons vu déjà combien peu de succès ont obtenu jusqu'ici ces efforts. Mais l'avenir répondrait bien mal à l'expérience du passé si le peuple américain continuait à rester à cet égard dans la dépendance de l'Europe.

CHAPITRE XV

COUT DE LA VIE DANS LES DIVERS PAYS.

Dans une certaine mesure, il n'existe pas de meilleur témoignage de la prospérité d'un pays, ou de la bonne adaptation de son système économique aux conditions de sa vie nationale que le taux relatif et la tendance des prix. Quand les salaires sont généralement élevés, avec un système quelconque de lois économiques, pourvu que ce système n'ait pas pour but de les accroître artificiellement aux dépens d'une partie particulière de la communauté, le pays peut être tenu pour prospère. Quand les salaires et le prix des choses montent en même temps, et dans d'égales proportions, c'est que la demande d'ouvriers et de produits s'est accrue, ou que l'approvisionnement des uns et des autres a diminué. Mais quand les salaires s'élèvent et que le prix des choses diminue, c'est une preuve que les conditions nationales changent de tous points pour le mieux, que ce changement soit dû à l'extension du commerce d'exportation ou à l'accroissement des importations et à l'abaissement de leur prix, ou bien à ces deux causes réunies.

Aux États-Unis, pendant les dernières années, la tendance a été vers la hausse à la fois des salaires et du coût de la vie. D'après les tableaux du bureau de statistique du travai_ du Massachusetts, le mouvement des salaires dans les principales industries de cet État, de 1878 à 1881, est représenté par les accroissements suivants :

Occupations.	Accroissement des salaires.
Agriculture	14.1 p. 100.
Travail du forgeron	11.8 —
Construction	4.9 —
Industrie du vêtement	20.7 —
— du coton	9.1 —
— du verre	11.6 —
Bonneterie	13.5 —
Cuirs	5.5 —
Machines	22.0 —
Métaux	2.0 —
— travail fin	13.7 —
Instruments et musique	13.3 —
Papier	7.5 —
Imprimerie	10.2 —
Gravure sur pierre	11.4 —
Lainages	7.3 —

L'accroissement moyen sur le tout, déduction faite des quelques catégories en baisse comme la menuiserie, les tapis, la fabrication des voitures, etc., est de 6,9 p. 100.

Mais en regard de cet accroissement de salaires il faut faire la part d'un accroissement plus que correspondant du prix de la vie dans le même intervalle (1878 à 1881). La même source officielle nous apprend que le prix des marchandises a augmenté, dans le Massachusetts, entre 1878 et 1881, dans les proportions suivantes :

Articles d'épicerie	9.1 p. 100.
Viandes et conserves	20.1 —
Combustible	31.1 —
Mercerie	9.0 —
Loyers	35.1 —
Nourriture	13.7 —

tandis que le seul article important de dépense pour lequel il y ait eu une baisse de prix (1,6 p. 100) est la cordonnerie.

L'accroissement moyen dans le prix de la vie entre 1878 et 1881 ayant été de 21,2 p. 100, tandis que l'accroissement moyen des salaires n'a été que de 6,9 p. 100, il s'ensuit que la condition des classes ouvrières dans le principal État industriel de l'Union américaine s'est empirée

dans une assez forte proportion (14 pour 100 environ).

Il serait probablement impossible de trouver un exemple plus frappant de cette vérité trop souvent méconnue que le seul accroissement des salaires ne doit pas être accepté comme une preuve suffisante de prospérité ou d'amélioration des conditions, si on ne tient pas compte en même temps du prix de l'existence; et ces chiffres prouvent également que la seule statistique des salaires, séparée des autres renseignements nécessaires pour éclairer la situation de ceux qui reçoivent des salaires, ne doit jamais être acceptée qu'avec réserve.

Le fait le plus frappant dans le tableau que nous venons de citer est peut-être l'accroissement du loyer des logements. Que cet accroissement ait atteint 35,1 p. 100 dans l'espace de trois années, cela semble impossible au premier abord, et cette affirmation serait sérieusement mise en doute, si elle ne figurait dans les annales du Bureau de statistique du travail de Massachussetts; cette société, quoique appartenant à un état hautement protectionniste, et où tous les avantages attribuables à la protection sont mis en lumière avec le plus grand soin, n'en est pas moins toujours consciencieuse dans ses investigations et impartiale dans ses comptes rendus.

On peut opposer aux chiffres ci-dessus une objection très loyale et raisonnable, c'est qu'ils s'appliquent à un intervalle de temps extrêmement court, et que si des informations dignes de foi s'étendaient sur une période beaucoup plus considérable, les conclusions qui en ressortiraient pourraient être bien différentes. Mais il est probable que personne ne niera qu'une période de vingt années soit suffisamment étendue pour expérimenter l'action d'un système économique, quelque compliqué qu'il puisse être. En tout cas, il n'y a pas de bonne raison de croire que les résultats établis par l'examen de chiffres s'appliquant à une plus longue période seraient bien différents, ou qu'ils auraient la moindre chance de conduire à des conclusions plus sûres et plus valables. Nous allons donc étudier dans quelles

proportions le prix des choses et les salaires ont été affectés par la législation économique, pendant les vingt dernières années, dans les deux principaux pays industriels du monde.

Un des meilleurs tableaux de la puissance d'achat de l'argent, pour deux époques comparées, que le Bureau de Statistique du travail du Massachusetts ait jamais établis, donne la quantité d'objets nécessaires à la vie, qu'on a pu se procurer pour 1 dollar (environ 5 francs) à différentes époques. En choisissant dans ce tableau les années 1860 et 1881, la comparaison embrassant vingt années donne les résultats suivants :

ARTICLES.	PUISSANCE D'ACHAT D'UN DOLLAR EN	
	1860.	1881.
Blé (bonne qualité)	25.64 livres.	19.76 livres.
Farine	45.45 —	32.0 —
Morue sèche	18.87 —	13.33 —
Riz	13.3 —	10.2 —
Haricots	12.6 —	7.5 —
Bœuf	9.1 —	5.8 —
Veau	13.7 —	8.5 —
Veau (côtelettes)	7.0 —	5.0 —
Mouton	13.5 —	8.8 —
Porc	9.2 —	7.6 —
Jambon fumé	7.7 —	6.5 —
Beurre	4.5 —	2.8 —
Fromage	7.5 —	5.7 —
Pommes de terre	1.6 boiss.	0.79 boiss.
Charbon	312.5 livres.	255.1 liv. angl.
Location (logement de 4 pièces)	6.7 jours.	3.7 jours.
Nourriture (homme)	2.5 —	1.47 —

Une étude très rapide des chiffres du tableau suffira pour montrer que les principaux articles nécessaires à la vie humaine ont augmenté, de 1860 à 1881, dans les proportions suivantes :

	Accroissement en 1881 sur 1860.
Blé	30 p. 100.
Pommes de terre	130 —
Bœuf	64 —
Location	81 —
Nourriture	80 —
Charbon	23 —

Il faut que nous examinions maintenant jusqu'à quel point l'accroissement des salaires, dans le même intervalle, a marché de pair avec l'énorme augmentation du prix de l'existence. Heureusement la même source nous fournit les renseignements nécessaires pour cette comparaison. Le rapport précité donne la moyenne des salaires, par semaine, dans cent métiers différents de 1860 à 1881. Nous ne choisirons dans cette nomenclature qu'une douzaine d'occupations principales : ce sera bien assez pour indiquer le caractère général de ce document :

OCCUPATION.	MOYENNE DES SALAIRES PAR SEMAINE en 1860.	en 1881.
	dollars.	dollars.
Travailleurs agricoles (avec nourrit.).	3.4	4.5
Forgerons	9.30	16.38
Cordonniers	10.33	12.21
Maçons	11.45	14.04
Ouvriers à la construction	7.12	8.60
Machinistes	9.64	17.09
Tanneurs	6.83	8.74
Mécaniciens	10.50	15.00
Imprimeurs	12.71	16.00
Tailleurs de pierres	5.70	8.00
Lainiers	6.98	9.43
Tisseurs	5.50	8 33
Charpentiers	9.92	12 64

Pour les métiers que nous venons de citer, la moyenne de l'accroissement des salaires de 1860 à 1881 a été de 36 p. 100. Cette évaluation doit se rapprocher de la réalité autant qu'il nous serait possible de le faire même en accumulant les recherches; il faut remarquer cependant que dans bien des cas, non seulement il n'y a eu aucune augmentation, mais qu'une diminution se fait ressentir en ce moment. Il en est ainsi, par exemple, pour les finisseurs de bottes, polisseurs, ardoisiers, graveurs, tisseurs de tapis, enfants employés aux bobines dans les fabriques de coton, etc. Mais en revanche, il y a beaucoup d'autres

métiers dans lesquels l'accroissement des salaires, pendant les vingt années que nous considérons, a été bien au-dessus de 36 p. 100.

On ne saurait se refuser à cette conclusion que 36 p. 100 de moyenne d'accroissement des salaires, 80 p. 100 de moyenne d'accroissement dans le prix de la nourriture et 80 p. 100 dans celui des locations, cela ne dit rien de bon pour l'amélioration de la situation des classes ouvrières, pour lesquelles ces deux articles représentent au moins les deux tiers du coût absolu de la vie. Cela ne parle pas non plus en faveur de ce système protecteur si soigneusement élaboré, et maintenu avec tant d'opiniâtreté. Mais, afin qu'il ne puisse subsister aucun doute sur le mérite respectif des deux principes, et sur les résultats obtenus par leur application dans les deux pays, il est convenable d'examiner ici le cours des choses en ce qui concerne les salaires et le prix de la vie, pendant la même période, dans notre libre-échangiste Angleterre (1).

Tout d'abord, nous croyons nécessaire de rappeler que les prix varient tellement, même dans deux districts attenants, qu'une recherche de cette nature est extrêmement délicate, On se fera une très bonne idée de la différence que l'on peut trouver dans le prix des marchandises, non seulement dans un même pays et dans une même province, mais

(1) On répondra, probablement, que ces chiffres statistiques ne s'appliquent qu'à un État américain, et même à un État de peu d'étendue. Cela est parfaitement juste; mais si le Massachusetts n'a qu'une superficie comparativement limitée, il est classé dans les États-Unis sous le n° 3, en ce qui concerne l'importance de ses intérêts commerciaux et industriels; en 1880, 425,000 de ses habitants étaient engagés dans le commerce et l'industrie. En outre, son extrême proximité de New-York et de la Pensylvanie indique suffisamment que la moyenne des salaires doit s'y rapprocher de fort près de celle de ces deux grands États; et si nous rappelons que ces trois États contiennent à eux seuls 2 millions des 5 1/2 millions d'habitants des États-Unis engagés en 1880 dans le commerce et l'industrie, on verra que les salaires et les prix cités s'appliquent à environ 40 p. 100 de toute la population commerçante.

dans un même district et au même moment, en consultant le Rapport du Bureau du gouvernement local. Dans les écoles métropolitaines pour les pauvres, les maxima et les minima des prix payés en 1882 pour les articles ci-dessous désignés ont été les suivants :

(**Valeurs en shellings et deniers.**)

MARCHANDISES.	PRIX LE PLUS ÉLEVÉ.	PRIX LE PLUS BAS.	DIFFÉRENCE.
Farine (par sac)........	41.3	33.6	7.9
Pain (par quintal)......	15.1	6.5	8.8
Mouton (par stone) (1)..	11.3 1/2	8.0	3.3 1/3
Bœuf (par stone).......	8.1	3.5	4.8
Jambon (par quintal)...	100.4	63.0	37.4
Lait (par gallon).......	1.4	0.9 1/2	0.6 1/2
Œufs (par 120)........	15.0	7.8	7.4
Beurre (par quintal)....	168.0	80.0	80.0
Lard (par quintal)......	93.4	49.0	44.4
Fromage (par quintal)..	92.6	52.0	40.6
Thé (par livre).........	2.4	1.2 1/2	1.1 1/2
Café (par quintal)......	140.0	107.4	32.8
Riz (par quintal).......	15.10 1/2	10.10 1/2	5.0
Farine d'avoine (par q.).	23.4	13.7 1/2	9.8 1/2
Pommes de terre (par t.).	120.6	87.6	39.0
Bière (par baril).......	45.0	28.6	16.6

Quand nous analysons la table ci-dessus, nous trouvons que, dans bien des cas, les prix nominaux payés pour une même marchandise varient souvent de 100 p. 100, ou davantage, et cela dans des localités situées à quelques milles de distance. Il est à présumer, bien entendu, que la qualité des marchandises varie grandement aussi, quoique pas dans la même proportion. Choisissons, par exemple, le pain ; il est difficile de comprendre comment il est possible que la qualité varie à un point tel que cette variation soit exactement représentée par la différence entre un minimum de 6 s. 5 d. et un maximum de 15 s. 1. d. Mais ces variations de prix représentant plus ou moins les différences

(1) 6 kg 35.

de qualité des marchandises achetées existent dans tous les districts et tous les pays.

Après les réserves que nous venons de formuler, procédons à la comparaison entre les prix des marchandises en Angleterre, à différentes époques.

M. Montgomery, président de la Société de statistique de Manchester, donne le prix de certaines marchandises, à l'Infirmerie royale de Manchester, pour chacune des années 1834 et 1884 :

(Valeurs en shellings et deniers.)

MARCHANDISES.	PRIX		POUR CENT	
	1834.	1884.	D'AUGMENT.	DE DIMINUT.
Farine (par sac)...........	38.0	35.0	»	8
Viande (par livre)..........	0.5	0.7 3/8	48	»
Lait(par douzaine) de quarts.	2.2	2.6	15	»
Beurre (par livre)..........	0.10	1.2	40	»
Fromage (par quintal)	60.0	66.4	11	»
Café (par livre)............	1.10	1.0	»	46
Thé (par livre)............	5.0	1.9 1/2	»	256
Pommes de terre (par charges)..	7.6	9.8 1/2	29	»
Charbon (par tonne).......	11.8	9.0 1/2	»	23
Sucre (par quintal)........	72 0	26.0	»	277
Savon (par quintal)........	50.6	30.0	»	49
Gaz (1,000 pieds cubes).....	10.3	2.8 3/4	»	369

On a calculé que si l'on eût payé les mêmes prix en 1884 qu'en 1834 pour les articles énumérés dans le tableau précédent, le montant total aurait été de 1,123 livres sterling ou 18 p. 100 plus élevé. Même en mettant de côté les prix du gaz, la différence serait encore de 131 livres ou 2 1/4 p. 100 en faveur de 1884. A propos de ces faits, M. Montgomery fait remarquer que « avec le même salaire, un homme peut acheter maintenant une plus grande quantité des choses nécessaires à la vie qu'il y a cinquante ans, et quelques-uns des articles de luxe qui étaient alors au-dessus de ses moyens. »

Restreignant nos observations à une période moins étendue, nous présentons maintenant le tableau suivant du prix moyen de certains articles de consommation journalière, emprunté aux rapports sur la quantité et la valeur des importations de ces produits dans le Royaume-Uni pour chacune des années 1860 et 1880 :

Prix moyen des importations dans le Royaume-Uni.
(Valeurs en livres sterling.)

ARTICLES.	1880.	1860.
Bœufs (par tête)	13.70	20.00
Moutons (par tête)	1.78	2.30
Beurre (par quintal)	4.90	5.75
Fromage (par quintal)	2.56	3.50
Café (par livre)	0.03	0.04
Blé (par quintal)	0.46	0.61
Farine (par quintal)	0.72	0.91
Thé (par livre)	0.07	0.06
Pommes de terre (par quintal)	4.73	5.84
Riz (par quintal)	0.53	0.43
Total	29.48	39.44

De ce tableau nous pouvons tirer cette conclusion que, au lieu d'un accroissement dans toute la série des prix, comme nous l'avons constaté pour les États-Unis dans la même période, il y a eu, en Angleterre, pendant les vingt années que nous examinons, une diminution d'environ 28 p. 100.

En ce qui concerne le vêtement, la même tendance se fait jour, autant du moins que peuvent en faire juger les comptes rendus de la valeur des matières premières importées dans le Royaume-Uni. Voici les prix des principales marchandises ainsi importées :

Prix moyen des matières premières destinées aux vêtements.

ARTICLES.	VALEUR (EN LIVRES STERLING) DÉCLARÉE ANNUELLEMETN EN	
	1860.	1880.
Coton (par quintal)...............	3.16	2.89
Laine (par livre)..................	0.07	0.05
Soie brute (par livre)............	1.02	0.90
Peaux brutes (par quintal).......	3.73	3.18

La proportion moyenne de la diminution de prix des principaux articles d'importation pour le vêtement, pendant cet intervalle a dépassé 12 p. 100.

Il serait facile de multiplier les chiffres de cette nature, mais ce n'est ni nécessaire ni même utile. Le fait qu'il y a eu une baisse générale considérable pour certains articles, dans le prix des marchandises pendant les dernières années, est si évident *qu'il crève les yeux des passants*. On ne saurait nier qu'il y ait eu en même temps un accroissement dans le prix de certains produits, et il est vrai aussi, que, en général, le prix des locations et le montant des taxes ont augmenté, mais ces augmentations ont été largement compensées par le confort et les agréments complémentaires qu'elles ont eu pour but de procurer.

Jusqu'à quel degré le taux des salaires dans notre pays s'est-il accru pendant les dernières années? C'est une question que nous avons étudiée à loisir dans un autre chapitre, en sorte qu'il est inutile d'y revenir ici avec quelque détail. Nous avons constaté que, pendant les trente dernières années, les classes ouvrières de la Grande-Bretagne ont obtenu un accroissement considérable de leur rémunération, aussi bien pour le travail perfectionné que pour le travail purement manuel, et qu'en même temps, la réduction du nombre des heures de travail a été telle, que la journée de l'ouvrier anglais est plus courte que dans toute

autre contrée civilisée du monde, peut-être sauf l'Australie. L'accroissement de salaire est indéniable, mais il y a des différences d'opinion et d'indication quant au montant et à la distribution de cette augmentation. Sur ce point, nous ne saurions probablement trouver de témoignage plus digne de confiance que celui qui nous est donné par les affirmations semblables quoique indépendantes de feu M. Lord, naguère président de la Chambre de commerce de Manchester, et de M. Montgomery, président de la Société de statistique de la même ville; tous deux admettent que l'accroissement depuis 1850 n'a pas été moindre de 48 p. 100. Depuis 1860, cet accroissement a été évalué par M. Lord à 24,3 p. 100, dans quatre-vingt-cinq métiers.

Le résultat général auquel nous sommes arrivés en comparant les deux principales nations industrielles du monde est donc, en résumé, celui-ci :

1° Aux États-Unis, dans les vingt années se terminant en 1880, l'accroissement moyen des salaires n'a été que de 36 p. 100, tandis que l'augmentation moyenne du prix de la nourriture a été de 80 p. 100, et celle du prix de location des logements de 81 p. 100.

2° La condition des ouvriers en Angleterre pendant la même période s'est améliorée de 24,3 p. 100 en ce qui regarde le coût des principaux articles de consommation journalière.

On objectera peut-être que les chiffres sur lesquels sont basés ces résultats généraux ne sont applicables qu'à certains districts, et sont tirés de sources partielles. Pour le premier point, il faut observer qu'il existe beaucoup de similitudes entre Manchester et le Massachusetts, en sorte que les chiffres sont en général strictement exacts et applicables des deux côtés. Tous deux sont de grands centres d'industrie, et spécialement du commerce des cotonnades; chez tous les deux la population industrielle a dépassé grandement la population agricole; tous deux sont entourés d'autres centres industriels où les salaires se rapprochent extrêmement des leurs. Quant à ce qui con-

cerne les sources d'où nous avons tiré les chiffres cités, nous pouvons seulement faire remarquer qu'aucune objection ne peut leur être faite qui ne puisse probablement s'appliquer avec bien plus de force à toutes les autres. Le bureau de statistique du travail du Massachusetts et la Chambre de commerce de Manchester sont deux sociétés au-dessus de tout soupçon, et aussi dignes de foi en raison de leur compétence et de la sûreté de leurs informations, que n'importe quelle autorité à laquelle on pourrait faire appel; et il ne faut pas oublier, en ce qui regarde le premier, que les données qu'il a rassemblées sur les salaires et le prix des choses ont été réunies dans un but local, et ne sont nullement destinées, du moins ne sont pas employées, par le Bureau lui-même à soutenir le système protecteur.

Jusqu'ici les conditions de notre comparaison ont été aussi parallèles qu'il est nécessaire pour établir son exactitude et sa « vraisemblance ». Mais désormais, les conditions de la comparaison vont cesser de se trouver aussi exactes; tandis que l'amélioration des salaires et la réduction du prix de la vie chez les classes ouvrières du Royaume-Uni ont été ressenties plus ou moins par toutes les classes de la Communauté, il en a été effectivement autrement aux États-Unis où la population manufacturière a obtenu un bénéfice, si bénéfice il y a eu, apparent ou réel, aux dépens de la classe agricole.

Cette considération a une telle importance qu'il est nécessaire de la soumettre à l'épreuve des chiffres, et si nous entamons une digression dans ce but, le résultat pourra justifier notre digression.

En 1880, aux États-Unis, sur 1,000 travailleurs, 250 étaient agriculteurs (fermiers) ou éleveurs de bestiaux, et 191 étaient garçons de ferme, ce qui forme un total de 441 (ou 44 p. 100 du nombre entier des habitants) engagés dans des occupations agricoles, à mettre en regard de 207, ou 20 p. 100 seulement du nombre total, engagés dans les manufactures ou les emplois mécaniques. Donc, évidemment, la classe agricole est de beaucoup la plus importante de la communauté.

Voici maintenant les données sur les salaires mensuels agricoles en 1866 et 1879 que fournit le Commissaire de l'agriculture :

GROUPE.	SALAIRES MENSUELS PAYÉS EN		DIMINUTION EN 1879.	AUGMENTATION EN 1879.
	1866.	1879.		
	Dols. cents.	Dols. cents.	Dols. cents.	Dols. cents.
États de l'est..	33.30	20.21	13.09	»
— du centre.	30.07	19.69	10.38	»
— du sud...	18.00	13.31	4.69	»
— de l'ouest.	28.91	20.38	8.53	»
Californie.....	35.75	41.00	»	5.25

En conséquence, le travailleur agricole a souffert en 1879 une réduction moyenne sur 1866, qui n'est pas moins moindre de 6 d. 39 par mois, et dans les États de l'est, où, comme nous venons de le voir, le coût de la nourriture s'est accru de 80 p. 100 et le prix de location de 81 p. 100, entre 1860 et 1880, la réduction sur les salaires n'a pas été moindre de 13 dollars par mois.

Pendant ce temps, quelle a été la situation du travailleur agricole en Angleterre? Voyons ce que le rapport de la Commission royale d'agriculture va nous dire sur ce sujet. Le rapport de M. Coleman sur le Northumberland nous apprend que dans les années 1860 et 1880, la moyenne des salaires payés dans une des principales fermes de ce comté était :

EMPLOI.	SALAIRES PAYÉS PAR SEMAINE EN		ACCROISSEMENT EN 1880 p. 100.
	1860.	1880.	
	liv. sh.	liv. sh.	
Valet conducteur..........	0.17.0	1. 1.0	23.5
Valet de ferme............	0.16.0	0.18.0	12.5
Femme employée.........	0. 5.10	0. 8.9	60.0

Ces chiffres sont corroborés, plus ou moins, par l'entière teneur du rapport de la Commission royale, mais il n'est pas nécessaire d'accumuler des colonnes supplémentaires de statistique pour établir un fait suffisamment prouvé et généralement admis.

Faut-il ajouter quelque chose pour montrer combien le système économique que l'Angleterre a adopté après mûre délibération, et en dépit de bien des alarmes et des doutes exprimés de divers côtés, l'emporte sur le système de protection cher à tant d'autres pays? Avec notre système de liberté, nous voyons les salaires s'élever et le prix des choses s'abaisser, en sorte que la population récolte les fruits sous une double forme; avec le système étranger, les salaires se sont accrus, cela est vrai, dans les industries protégées, mais même pour celles-là non pas, à beaucoup près, au point de faire équilibre à l'augmentation du coût de la vie, tandis que les salaires de ceux qui ont fait et font encore plus que toute autre classe pour augmenter la prospérité du pays (les agriculteurs) ont fortement baissé. Il y a là, en vérité, quelque chose de très inique, et nous pouvons bien, en voyant avec une telle évidence l'absolue perversité du système qui a amené de tels résultats, nous poser la question suivante :

« Notre civilisation fait-elle donc faillite, ou notre race caucasique est-elle usée et finie? »

Il est utile maintenant d'essayer d'établir la moyenne du prix actuel de l'existence pour les habitants des deux pays que nous considérons.

Le coût actuel de la vie aux Etats-Unis, calculé d'après la constatation du prix de nourriture de dix-sept hommes adultes, la plupart d'entre eux artisans astreints à un dur labeur, et huit femmes, trois d'entre elles servantes, pendant six mois de l'année 1884, dans un village manufacturier du Massachusetts, a attiré l'attention et les recherches de M. E. Atkinson (1), qui, dans une article sur *le prix de*

(1) Voyez le *Bradstreet's*, 18 avril 1885.

la nourriture fournie pendant la même période à soixante et douze *ouvrières adultes d'une fabrique et à huit servantes, dans le Maryland,* a établi la dépense occasionnée, de ce même chef, dans ce second État.

Comme on pouvait s'y attendre, le prix moyen de la nourriture dans le Massachusetts s'est trouvé bien plus élevé que dans le Maryland ; la différence porte surtout sur deux articles, la viande et la farine. La moyenne journalière pour le premier État a été de 13 1/2 deniers et de 9 1/2 deniers pour le second ; la différence entre les deux atteint environ 40 p. 100. En prenant une moyenne entre les deux États, on trouve que le prix moyen de la nourriture d'une personne pour une année monte, à une fraction près, à 18 l. s. (450 fr.) et que le coût total de la nourriture pour une population de 50 millions d'adultes, chiffre qui sera bientôt atteint aux États-Unis, sera d'environ 904 1/2 millions sterling (22 1/2 milliards).

M. David A. Wells a évalué le coût total de la boisson annuelle du peuple américain à environ 99 millions sterling (2,178 millions) ce qui, en admettant encore une population de 50 millions d'habitants, donne une moyenne d'un peu moins de 2 livres sterling (50 fr.) par tête et porte le total de la dépense par individu, pour la nourriture et la boisson, à 20 livres sterling (500 fr.) par an (1).

Il est intéressant de comparer les chiffres ci-dessus avec ceux d'un autre tableau presque aussi récent du pro-

(1) Les proportions des divers articles du coût journalier de la nourriture sont indiquées ci-dessous en cents ou demi-pence, et en décimales :

	Maryland.	Massachusetts.
Viande, volaille et poisson........	7.58	11.82
Laitage et œufs....................	3.84	7.37
Farine et fleur....................	2.09	2.90
Végétaux...........................	2.39	1.58
Sucre et sirops....................	1.98	1.90
Thé et café........................	0.86	1.18
Fruits secs et verts...............	0.50	0.73
Sel, épices, etc...................	0.46	0.52
Total...............	19.70 (0fr,96)	28.00 (1fr,40)

fesseur Levi, indiquant la dépense journalière par tête de la population du Royaume-Uni :

	Dépense en gros par jour.	Dépense nette.
	Deniers.	Deniers.
Pain	1.41	1.12
Pommes de terre	0.64	0.51
Végétaux	0.32	0.25
Viande	1.87	1.55
Poisson	0.26	0.23
Beurre et fromage	0.67	0.56
Lait et œufs	0.78	0.66
Fruits, etc	0.19	0.17
Sucre	0.50	0.46
Thé	0.60	0.16
Café et cacao	0.05	0.04
Bière	1.40	0.54
Liqueurs	0.75	0.14
Vin	0.16	0.10
Totaux	9.60 (0fr,96)	6.49 (0fr,649)

On peut conclure de ces chiffres que la dépense moyenne pour la nourriture et la boisson, sur la totalité des habitants de ces îles, est d'environ 3 s. 9 d. 43 par tête et par semaine. Si la population s'en tenait strictement au thé comme boisson, la dépense moyenne par semaine serait réduite de 5,46 dollars par tête, ou de 3 s. 9. d. 43, à 3 s. 4 1/2. d. Nous pouvons tirer de ces chiffres plusieurs conséquences intéressantes. Nous pouvons nous demander tout d'abord jusqu'à quel point les gains faits par la population peuvent lui permettre cette moyenne de frais, et lui laisser néanmoins une marge suffisante pour les autres dépenses nécessaires à la vie. On a établi, au dernier recensement, que la partie de la population de ce pays engagée dans les occupations profitables était d'à peu près 15 millions d'habitants, sur un total de 35 millions. En conséquence chaque gagnant doit soutenir 1,3 autres qui ne reçoivent aucune espèce de rémunération. Mais il faut encore faire la part de la diminution de salaires provenant de pertes de temps, de maladies, et d'autres causes. Quelle peut être la valeur

de ces pertes réunies? C'est ce qui serait bien difficile à apprécier, quoique plusieurs essais aient eu lieu dans cette intention. Admettons que leur total soit égal à la valeur du soutien donné à la moitié 0,7 de la population improductive, et nous arrivons à cette conclusion que tout rétribué a 1,3 + 0,7 ou deux autres personnes à faire vivre en même temps que lui-même. En calculant d'après cette base, il s'ensuivrait que tout rétribué doit se procurer l'équivalent de 10 s. 1 d. 1/2 par semaine, rien que pour sa nourriture et celle de ceux qui dépendent de lui, afin de maintenir sa consommation à la hauteur de la moyenne générale.

Après la nourriture, les articles de dépense les plus indispensables sont le logement et l'habillement. Le professeur Leoni Levi a calculé que la dépense nette sur ce dernier chapitre, dans le Royaume-Uni en général, n'est pas moindre de 123 1/4 millions sterling (3 milliards 81 millions 1/4) y compris cependant 4 millions sterling pour vaisselle d'or et d'argent, et près de 15 millions sterling de soieries. Si nous supprimons ces deux articles, comme n'ayant rien à faire avec les classes ouvrières qui forment la masse de la population, nous nous arrêtons à une dépense nette, en nombre rond de 104 1/4 millions sterling par année (2,612 millions 1/4), égale à environ 3 livres sterling par tête de la population ; ou si cette moyenne s'applique aux classes ouvrières en général, chaque salaire doit fournir environ 7 livres sterling par an de ce chef, pour lui et ceux qui dépendent de lui. C'est une nouvelle dépense de 2 s. 7 par semaine.

Nous arrivons maintenant au troisième grand article de dépense nécessaire, le logement. Son coût moyen, par tête de la population, ne peut être évalué avec quelque exactitude. Le professeur Levi a calculé que si l'on admet que la propriété bâtie rapporte un revenu moyen de 6 p. 100, la dépense nette de ce chef est égale à 1 d. 36 par tête et par jour, soit 10 d. 08 par semaine ; et si nous admettons encore que chaque habitant gagnant sa vie est appelé à soutenir 1,3 personnes en même temps que lui-même, il aurait à

dépenser environ 2 schellings par semaine pour le logement.

Réunissons maintenant ces trois résultats. Nous ferons le compte suivant :

Dépense par semaine pour toute personne remunérée.				Recette par semaine.		
Nourriture...	10 sch.	1 d. 1/2				
Habillement..	2	8		Salaire...	18 sch.	4 d.
Logement...	2	0		Dépense..	14	9 1/2
	14 sch.	9 d. 1/2		Balance..	3 sch.	6 d. 1/2

Cette balance ou ce reste de 3 sch. 6 d. 1/2 doit subvenir à un certain nombre de dépenses additionnelles, toutes plus ou moins indispensables, comme le charbon, le gaz et l'eau. Le professeur Levi a évalué ces trois articles à 0 d. 49 par tête et par jour, soit 3 d. 1/2 par semaine. Même, dans ces conditions, il ne reste qu'une marge bien étroite pour les dépenses accidentelles et généralement inévitables qui s'imposent même aux plus économes et aux plus prévoyants.

Parmi les personnes qui ont étudié ce sujet avec quelque attention, il n'en est pas une qui puisse admettre un seul instant que ces résultats soient autre chose qu'une représentation approximative des faits. Ils prêtent en effet à bon nombre d'objections évidentes. Tout d'abord, ils supposent que le pauvre consomme autant que le riche de tous les articles composant nécessairement le coût de l'existence. Cette hypothèse peut ne pas s'éloigner trop de la réalité en ce qui concerne la nourriture, quoique, même de ce chef, il doit y avoir une grande différence entre la dépense par tête faite dans le palais d'un pair du royaume ou dans la cabane d'un paysan. Mais l'hypothèse est bien moins acceptable pour le logement et le vêtement. Les marchandises coûteuses qui servent aux personnages de l'aristocratie doivent représenter une bien plus grande somme annuelle de frais par tête que les simples articles fabriqués à la maison et les chaussures usées dont font usage ceux qui vivent de salaires journaliers. De même il n'est point besoin d'explica-

tion pour faire comprendre qu'une distance incommensurable sépare la valeur locative des palais de Belgravia ou de Mayfair et celle des humbles réduits des marchands de quatre saisons de Whitechapel ; entre « les fières demeures » de l'aristocratie terrienne, et la masure de l'ouvrier agricole. Après avoir fait une part convenable pour ces différences, on trouve que la somme avec laquelle vivent, et sont forcés de vivre, les salariés en général et leur famille, est bien au-dessous de celle qu'indique la moyenne prise sur toute la population. D'autre part, il est tout aussi évident qu'un artisan ou un ouvrier qui perçoit la moyenne du salaire général, et qui est employé d'une manière continue, peut vivre suivant la moyenne générale du pays, et garder cependant un certain surplus à consacrer aux marchandises dites ordinairement « article de luxe ». Il paraît établi par le rapport de l'Association Britannique sur l'emploi des salaires (1), qu'une dépense moyenne de 12 d. 71 par jour, soit 7 sch. 6 deniers par semaine, permet à la population en général de s'accorder bien des consommations de luxe, et peut même couvrir des dépenses en vaisselle d'or et d'argent, en fréquentation des théâtres et autres amusements divers.

Quoique le coût moyen de la simple existence aux États-Unis ne diffère probablement pas beaucoup de celui du Royaume-Uni, nous trouvons une différence importante quand nous arrivons à l'évaluation des dépenses de logement et d'habillement. En s'appuyant sur le dernier *census* du recensement, sur la statistique des importations, et sur une évaluation du prix de transformation du drap en vêtements, on calcule que la dépense totale nécessaire pour fournir aux citoyens des États-Unis ce dernier article, l'habillement, n'est pas moindre de 362 1/2 millions de livres (9,62 millions 1/2), soit une moyenne de 7 l. 5 s. 0 d. par an pour chaque homme, femme ou enfant. Mais la dépense réelle pour cet objet est beaucoup plus grande que ne l'indiquent ces chiffres. Il n'est probablement pas un seul des centaines de milliers d'Américains

venus chaque année en Europe à travers l'Atlantique qui ne rapporte en Amérique, comme bagage personnel, une provision de vêtements achetés en Europe. Si la valeur de l'habillement ainsi introduit aux États-Unis pouvait être exactement constatée, il est probable qu'elle porterait le prix moyen de cet article, par tête de la population américaine, à 10 livres au moins par an, ou exactement la moitié de la somme totale nécessaire pour la nourriture et la boisson.

Les variations du prix des marchandises pendant les dernières années ont-elles indiqué une tendance à la hausse ou à la baisse dans les pays continentaux? C'est là une question à laquelle il est difficile de répondre d'une manière satisfaisante. Mais il existe des preuves suffisantes pour justifier cette conclusion que, dans les pays ayant l'habitude d'imposer des droits sur les aliments importés, la puissance d'achat de l'argent est moindre qu'en Angleterre, où les importations de tous les articles nécessaires à la consommation sont pratiquement exemptes de droits. Ce n'est pas là le seul motif qui a causé les différences dont nous reconnaîtrons l'existence. La Belgique, par exemple, est presque aussi libre-échangiste que l'Angleterre en ce qui concerne les céréales, cependant il a été constaté officiellement que le prix moyen du blé, à Verviers (1), a été de 48 schellings par quarter en 1841-50, et de 88 sch. 6 d. en 1871, tandis que dans le Royaume-Uni, aux mêmes dates, les prix étaient de 59 schellings et 54 sch. 2 d. seulement. Puis encore, les pommes de terre, par 100 kilogr. (2 quintaux), coûtaient à Verviers 5 sch. 5 d. en 1841-50, et 8 sch. 11 1/2 d. en 1871, tandis que dans le Royaume-Uni les prix aux époques correspondantes étaient considérablement moins élevés.

Ces chiffres nous indiquent une tendance que nous retrouverons dans tous les détails relatifs au cours des prix

(1) *Rapport de la Chambre de Commerce de Verviers* pour 1872, cité par M. A. Redgrave dans son pamphlet « sur le Travail, les Salaires, la Production, etc., en France et en Belgique », 1873.

sur le Continent. Pendant la dernière moitié du siècle, le coût de la vie s'est généralement accru à l'étranger, en même temps qu'il diminuait chez nous, ainsi que nous l'avons vu déjà. Le mouvement remonte même, en réalité, beaucoup plus loin. Si nous comparons le prix des grains en Angleterre et sur le Continent, depuis un siècle ou environ, nous trouvons que, pendant la première moitié de cette période, les prix sur le Continent ont été beaucoup plus bas qu'en Angleterre ; mais pendant la seconde moitié la différence n'a pas été au même degré contre l'Angleterre, à beaucoup près, et dans certaines années cette différence a même été en sa faveur (1). Il n'est pas du tout probable que le prix moyen des céréales en France, pendant la dernière moitié du siècle actuel, ait été bien au-dessous du prix en Angleterre, puisque jusqu'à une époque très récente la France a importé de chez nous de grandes quantités de blé (2).

Un des exemples les plus remarquables de cette grande hausse du prix de la vie sur le Continent dont nous venons de parler est contenu dans les « *Rapports sur la condition industrielle des classes ouvrières dans les pays étrangers* », dressés par le Parlement en 1872. On y constate que la moyenne de prix de l'alimentation et du logement pour les ouvriers employés à la filature Hürlimann, dans le canton

(1) Le document suivant concernant les prix du blé en Angleterre et en Allemagne (Dantzig) montre bien cette tendance :

(Valeur en schelli gs et deniers.)

ANNÉE.	PRIX DU BLÉ PAR QUARTER.	
	ANGLETERRE.	ALLEMAGNE.
1760	32.4	19.6
1780	36.7	25.3
1800	113.0	66.0
1820	67.8	40.0
1840	66.3	60.0

(2) En 1867, les importations de blé du Royaume-Uni en France ont été évaluées à plus de 12 millions de francs.

de Zurich, s'est élevée de 4 1/2 deniers par jour, en 1835, à 9 1/2 deniers par jour en 1871, soit un accroissement d'environ 110 p. 100 (1).

En résumé, nous avons quelques raisons de croire que les différences entre les salaires en Angleterre et ceux du Continent sont tout à l'avantage de notre pays. Lord Brabazon, après une étude très approfondie sur les conditions du travail et le prix de la vie en France, est arrivé à la conclusion que « la différence réelle entre la puissance d'achat de l'argent en France et en Angleterre n'est pas appréciable (2) ». Aussi ne faut-il pas supposer que les populations des deux pays aient les mêmes goûts et les mêmes habitudes en ce qui concerne la nourriture et le logement. La France et, à vrai dire, le Continent européen tout entier ont toujours gardé des habitudes de vie moins recherchées et plus économiques que les nôtres. Cela ne fait nul doute. En 1713, un opuscule traitant des relations commerciales entre la France et l'Angleterre disait que « la masse du peuple, en France, vit de racines, de choux et d'herbages ; quatre des grandes provinces mangent exclusivement des châtaignes, et les plus aisés parmi les habitants se nourrissent de pain fabriqué avec de l'orge, du millet, du maïs et du blé noir (3) ». Le prix des aliments a été augmenté sur le Continent, en partie par suite des droits levés sur les importations, et en partie en conséquence de l'augmentation des droits d'octroi. Ces derniers se sont élevés, en France, de la moyenne de 18 fr. 3/4 en 1867, à celle de 24 fr. 1/2 par tête en 1880. Néanmoins, si nous restreignons nos observations aux seules campagnes, le prix moyen des nécessités de la vie en France est d'une manière appréciable au-dessous de celui de notre pays. Il est probable que Lord

(1) Nous avons constaté ailleurs que, pendant cette même période, les salaires se sont accrus dans la même localité de 122 p. 100.

(2) *Rapport sur la situation des classes industrielles*, etc., 1872, p. 102.

(3) *Maximes générales de commerce spécialement appliquées au commerce entre la Grande-Bretagne et la France.*

Brabazon a établi ses généralisations sur des renseignements pris à Paris et dans d'autres grandes villes.

En Italie, le prix des articles nécessaires à la vie est généralement moins élevé qu'en France et en Allemagne. Mais la population est tellement misérable que cette différence n'a aucune importance pour elle, car elle ne peut faire usage que des aliments les plus grossiers et les moins chers. Les Commissaires royaux sur l'Instruction technique nous donnent un aperçu de l'espèce de nourriture que consomment en général les ouvriers des fabriques dans ce pays. En visitant quelques filatures de soie dans le nord de l'Italie, ils virent les ouvriers faisant leur repas du soir dans un intervalle de repos. Ce repas consistait, pour plusieurs d'entre eux, en pain noir, sans aucun beurre, relevé de gousses d'ail, d'un peu de sel et de petits navets. Un aliment général consistait en pain trempé dans de l'eau chaude avec une pincée de sel. La *polenta*, espèce de pâtée épaisse et froide, faite de farine de maïs, formait la nourriture d'un bon nombre; d'autres faisaient bouillir des pommes de terre dans l'eau de lavage des cocons, et les mangeaient. « Le pain de seigle et la polenta, ajoutent-ils, sont l'aliment principal des paysans italiens, et chaque ouvrière semblait avoir un croûton de pain devant elle. »

Après avoir ainsi jeté un rapide regard sur les conditions de l'existence dans l'Europe continentale, nous pouvons étudier deux séries de circonstances qui établissent des différences entre l'Europe et d'autres groupes de pays; le premier groupe est formé par l'Inde où nos concitoyens, sujets de l'Empire britannique, achètent leurs marchandises de première nécessité à un prix nominal généralement tout à fait minime; le second groupe est celui des districts ou contrées où des causes accidentelles ont énormément rehaussé le prix de tous les articles entrant dans les calculs de cette sorte.

Les causes qui créent une rareté relative et conséquemment un accroissement du prix des céréales sont souvent complexes et cachées. En général cette tendance est attri-

buée, et peut-être avec raison, à une hausse du prix du travail, quoiqu'on doive remarquer que, dans bien des cas faciles à citer, l'élévation du prix du travail est plus que compensée par une augmentation de son efficacité résultant de l'introduction des machines et de systèmes de travail perfectionnés. Mais, dans l'Inde, les variations des prix n'ont pas suivi les lois qui sont regardées comme devant gouverner le coût des marchandises, car le prix du travail est resté à très peu près le même pendant une série d'années où le coût de l'alimentation s'est accru. On affirme que le prix du riz a doublé de 1814 à 1874 (1); et de 1848 à 1875, le coût de la moyenne de nourriture mensuelle d'un Sepoy s'est élevé de 2 1/2 à 5 1/2 roupies, (c'est-à-dire 5 fr. 75 à 12 fr. 65), soit de plus de 100 p. 100. Il ne semble pas qu'on donne aucune raison suffisante de cette énorme différence; mais l'accroissement du prix de la terre, dont la rente a plus que doublé dans bien des lieux, a sans aucun doute une influence considérable sur ce phénomène.

Un écrivain mahométan a récemment écrit un livre (2) dans lequel il met en regard la condition d'un ouvrier agricole en Angleterre et celle de son congénère de l'Inde. Il montre que, dans notre pays, un ouvrier a pu se procurer un boisseau de blé avec

5 jours de travail en		1770
4	—	1843
2 1/2	—	1870 (3).

Dans l'Inde, au contraire, le salaire journalier de l'ouvrier agricole est souvent de 1 1/4 denier (0 fr. 125) et sa nourriture consiste en une demi-livre anglaise de grain grillé comme déjeuner de midi, et 2 livres de farine de

(1) *Comptes rendus établis par le Bureau du revenu à Madras, pour la commission de la famine.*

(2) *Nos difficultés et nos besoins dans l'Inde.*

(3) Depuis 1870 le prix moyen du blé a été tel qu'il a permis de se procurer un boisseau de blé avec une moyenne de *deux jours* de travail seulement.

millet cuite en couronne, avec quelques pois ou légumes verts, ou des herbes sauvages le soir. Il est donc bien clair que, malgré le prix extrêmement bas des marchandises en général, le ryot Indou est incapable de s'en procurer sauf en quantité tout à fait limitée.

On trouvera dans tous les pays d'Asie cette même règle en vigueur; le prix des aliments est bien moindre, et le prix des autres marchandises bien plus élevé qu'en Europe. Ainsi, on constate qu'à Ichang, en Chine, la volaille ne se vend que quatre pence (0 fr. 40) la pièce; mais le fer ordinaire coûte 10 guinées par tonne; le blé ne se vend que 5 sch. 2 d. par quintal, mais la tonne de charbon coûte environ 30 schellings; les œufs ne valent que 13 sch. 9 d. par mille; mais on ne peut se procurer les briques qu'à 35 sch. 9 d. pour le même nombre; et ainsi de suite. Les marchandises qui exigent l'aide des machines et des procédés industriels, œuvres de la civilisation occidentale, pour être produites à bon marché, sont extrêmement plus dispendieuses que celles qui sont confectionnées sur place.

Quoique, en thèse générale, là où les salaires sont élevés, là aussi la vie soit chère, il y a des exceptions à cette règle. Le travail ressemble au capital en ceci qu'il est plus ou moins exclu des métiers et des lieux où la rémunération est au-dessous de la moyenne, et qu'il est attiré vers ceux où l'on gagne le plus. Ce principe général subit évidemment des modifications sous l'empire de nombreuses causes perturbatrices qui limitent son application générale; autrement le ryot indou et le serf russe, pour ne rien dire du métayer italien et du paysan hongrois, inonderaient probablement de leur travail à meilleur marché les pays où l'industrie reçoit une rémunération supérieure à celle de leur propre pays. Les raisons pour lesquelles cet événement ne se produit pas sont variées et mélangées comme le sont généralement les motifs et les choses de l'humanité. L'attachement au pays et aux parents, le manque des fonds nécessaires pour

émigrer, l'ignorance des langues autres que la leur, des moyens à employer et des pays à atteindre pour améliorer leur condition, voilà quelques-unes des causes les plus faciles à indiquer qui empêchent l'application plus générale du principe que nous venons de signaler ci-dessus (attraction vers le gain le plus élevé).

Mais si le principe est juste, il ne s'ensuit pas que ceux qui appliquent dans tout son développement la règle de « vendre leur travail là où il est payé le plus cher » prennent les moyens les plus sûrs pour améliorer leur position. Ils apportent leur travail sur un marché où les nécessités de la vie sont habituellement plus chères, en sorte que leur gain, tout compensé, peut se trouver presque nul. Tel a été bien souvent le cas pour ceux qui ont quitté leur fabrique ou leur ferme pour aller creuser les mines d'or de l'Australie ou chercher les diamants du Cap. C'est aussi le cas, en ce moment même, pour les mineurs du Venezuela. Un rapport consulaire récent constate qu'aux mines d'or d'El Callao, dans cette république, les mineurs gagnent par jour 13 sch. 4 d.; les ouvriers 10 schellings; les mécaniciens 15 schellings; les ajusteurs 20 schellings; les maçons 15 schellings; les boiseurs 17 sch. 6 d. Voilà des salaires tout à fait inconnus en Europe, et si l'on devait s'en rapporter à la seule rémunération journalière, ces prix offriraient de puissantes attractions à ceux qui fournissent cette nature de travail dans presque toutes les autres parties du monde. Mais voyons l'autre plateau de la balance. La même autorité constate que le prix du pain aux mines était de 1 sch. 6 d. par livre anglaise; celui du beurre, 3 sch. 4 d. à 5 schellings; celui des œufs 5 schellings par douzaine; d'une poule 10 schellings à 12 sch. 6 d.; le thé 18 à 20 schellings par lb.; le sel 1 sch. 3 d. par lb.; le lait, 1 sch. 5 d. la pinte; et la farine, par baril de 200 lbs, de 168 à 200 schellings (1). Quant au logement, une petite chambre coûte, dit-on, de 3 l. 10 schellings à 5 livres par

(1) *Rapports commerciaux*, n° 38, 1884, p. 147.

mois, tandis que le bois à brûler coûte environ 40 schellings par corde de 28 quintaux. Si ces prix excessifs sont comparés avec le taux des salaires, et que tous deux soient mis en regard des salaires et des prix payés dans les pays d'Europe, on trouvera peut-être que ce sont ceux-là mêmes qui ont les plus hauts salaires qui sont le plus mal partagés et le plus mal à l'aise. En résumé, il ne faut jamais perdre de vue la distinction entre les salaires *nominaux* et les salaires *réels*.

Pour faire suite à la distinction sur laquelle nous venons d'appeler l'attention, il convient de nous demander à quel degré la cherté ou l'abondance plus grandes des marchandises en général se reflètent dans les documents indiquant la consommation par tête dans les divers pays. C'est peut-être la partie la plus difficile et la plus épineuse de toute notre enquête. Il est évident que les salaires ne peuvent être dits « élevés » que lorsqu'ils ont une grande puissance pour procurer les nécessités de la vie, et même certains articles de luxe. Mais même quand nous avons prouvé que nos salaires sont élevés dans ce sens, qui est le seul véritable, et qu'ils ont la capacité d'acheter relativement plus d'utilités que ceux auxquels on les compare, nous ne sommes pas au bout de notre tâche. Il est parfaitement concevable que de hauts salaires puissent ne pas être employés de manière à donner tous les avantages que l'on pourrait tirer de leur supériorité de puissance d'acquisition. Ils peuvent être dépensés dans une fausse direction, ou bien ils peuvent être « entassés » mis, en réserve, comme on le fait généralement en France, de sorte que les effets qu'ils devraient produire ne se réalisent en rien. Cependant, sauf des exceptions de cette nature, on constatera habituellement que plus haut est le taux réel des salaires, et plus élevée est la manière de vivre ; que la puissance d'achat supérieure des salaires se reflète dans le régime alimentaire et le mode d'existence relativement meilleurs du pays qui jouit de cet avantage.

Mais la fixation exacte de l'étendue de cette supériorité n'est pas un problème facile à résoudre. Il faut réunir bien des facteurs divers pour en trouver une solution complète. C'est déjà un sujet assez difficile de déterminer quelle est approximativement, pour un pays donné, la consommation moyenne par habitant, des céréales récoltées dans le pays même; mais quand la question se complique par les tableaux des importations et exportations, la difficulté va croissant. Il existe cependant deux méthodes, à l'aide desquelles il est possible d'évaluer, avec une suffisante approximation, la consommation des principaux articles alimentaires chez les grandes nations européennes; la première c'est de comparer et de faire la moyenne des importations de ces articles à différentes époques; la seconde c'est l'examen des registres d'octroi. Le premier système est particulièrement applicable au Royaume-Uni; le second, aux grandes villes de France. Nous pouvons donc comparer rapidement les conditions de ces deux pays, autant que les données dont nous disposons peuvent le permettre.

Voyons d'abord ce qui concerne « le soutien de la vie ». Un calcul récent a montré que le prix moyen du blé dans le Royaume-Uni, pour les 129 années qui précèdent 1884, a été de 55 sch. 2 d.; la moyenne pour les 29 années qui précèdent le rappel de la loi sur les céréales était de 66 sch. 4 d.; et le prix moyen depuis la mise en vigueur de cet acte a été de 46 schellings, ou 20 sch. 4 d. de moins que la moyenne des vingt années précédentes.

Cette réduction importante a été accompagnée par l'adoption universelle du pain de blé comme nourriture de la population; jusque-là, on avait fait usage de matières plus grossières et moins chères. En 1840, la consommation moyenne de grains, blé et farine de blé, par tête n'était que de 42, 47 livres; en 1860, elle était de 118,86; et en 1883, de 250,77 livres.

Un mouvement semblable s'est produit dans toutes les autres denrées d'alimentation. Les importations totales d'animaux vivants, de viande, de végétaux, de grains et

de farine, s'élevaient en moyenne à 25 sch. 7 d. par tête en 1864; 51 sch. 2 d. en 1874; et 70 sch. en 1884. Evidemment il ne s'ensuit pas nécessairement que la population en général a été mieux nourrie; mais le seul fait que ces importations ont eu lieu prouve qu'elle a été nourrie à meilleur marché; et la présomption qu'elle a été aussi mieux nourrie est pleinement garantie par le cours des prix, et le plus grand nombre des affaires (ventes et achats) engagées pour ce motif. En ce qui concerne la viande de boucherie, les résultats ne sont pas aussi satisfaisants qu'on pourrait le désirer. Nous savons par les rapports du Bureau du Commerce, que de 1840 à 1880 les importations de lard et de jambons ont augmenté de 0,1 à 15,96 livres par tête; mais nous sommes moins exactement informés sur la production du pays. Une bonne indication de la consommation de la viande peut sans doute se tirer des rapports sur la consommation de bœuf et de mouton dans la métropole. Pour les six années se terminant en 1883, la moyenne s'élevait, à une fraction près, à 70 livres par tête de la population entière, ce qui correspond environ à 140 livres par habitant âgé de plus de douze ans.

M. James Caird a calculé que la quantité de viande de toute espèce produite dans le Royaume-Uni s'élève à 24,500,000 quintaux; si nous ajoutons à ce total 6,300,000 quintaux de provenance étrangère, la consommation totale de viande pour le pays arrive à 30,800,000 quintaux. Ce chiffre représente environ 1/4 de livre par tête d'habitant, ou une dépense nette de 1 d. 55 par tête et par jour, en admettant à 7 d. 1/2 par lb. le prix de la viande au détail, ce qui est le prix moyen établi dans la métropole pendant une des dernières années (1).

Mais outre cette consommation de viande de boucherie, il y a celle de la « moisson de la mer » qui est aussi très

(1) *Rapport de l'Association Britannique sur l'emploi actuel des salaires*, etc. 1881.

importante. Dans la seule année 1879, 135,000 tonnes de poisson ont été introduites dans Londres, ce qui donne une consommation annuelle moyenne de 90 lbs. par tête (1). Le professeur Leoni Levi a évalué la consommation totale de poisson pour tout le pays à 700 millions de livres, d'où il suit que la consommation annuelle par personne s'élèverait à environ 20 livres (2).

Mais c'est surtout dans la consommation des articles de luxe que se réfléchit la plus grande puissance d'achat des salaires du peuple anglais. De 1840 à 1880, l'importation de thé par tête s'est élevée de 1,22 à 4,59 lbs; celle des groseilles et des raisins de 1,45 à 3,94 lbs; de cacao, de 0,08 à 0,31 lb. : de riz, de 0,90 à 14,14 lbs; de tabac, de 0,86 à 1,43 lbs.; celle de vin, de 0,25 à 0,46 lb. Tous ces articles sont nécessairement importés, et en conséquence, il ne saurait se glisser d'erreur sérieuse dans le chiffre de la consommation.

L'amélioration du mode d'existence qu'indiquent ces chiffres n'est pas limitée au Royaume-Uni; l'élévation générale du taux des salaires dans toute l'Europe a permis à la population un régime généralement meilleur. Le document officiel suivant, basé sur les tableaux de recettes de l'octroi, montre jusqu'à quel point le mouvement s'est prononcé dans les principales villes de France (3).

(1) *Rapport au Secrétaire d'État* par M. Spencer Valpole.

(2) Au prix de détail de 5 d. par l b., ce serait une dépense moyenne journalière de 0 d. 23 par tête, sur toute la population.

(3) Tableau tiré de l'Annuaire officiel de France pour 1882.

TABLEAU.

VILLES.	CONSOMMATION PAR TÊTE DE LA POPULATION DE							
	PAIN.		VIANDE FRAICHE.		VIN.		ALCOOL.	
	1865.	1880.	1865.	1880.	1865.	1880.	1865.	1880.
	kilogs.	kilogs.	kilogs.	kilogs.	litres.	litres.	litres.	litres.
Paris..........	153	152	67	84	196	212	5.8	6.6
Lyon..........	180	159	67	73	219	212	2.5	3.8
Marseille......	217	244	52	69	174	179	1.9	4.4
Bordeaux......	190	163	61	81	215	209	2.1	2.8
Lille..........	240	227	52	53	23	26	5.9	5.7
Nantes........	273	271	45	50	178	124	2.0	4 2

Ces chiffres prouvent bien évidemment que la population française a adopté un système d'alimentation plus confortable pendant la période mentionnée, mais on peut se demander si cette amélioration provient de l'accroissement de sa capacité d'acheter les marchandises inscrites au tableau ou bien de ce qu'elle consacre une plus grande partie de son salaire à cette dépense. Pour chacune des villes on constate une plus grande consommation moyenne de viande de boucherie dans la dernière année: c'est à Bordeaux, où elle atteint 33 d. 100, que cette augmentation est la plus considérable. Mais le trait le plus frappant du tableau est l'argumentation de la consommation d'alcool ; cette augmentation, sur l'ensemble des six villes, a atteint en 1880 une moyenne de 40 p. 100 plus élevée que quinze années auparavant.

Il n'est pas nécessaire de pousser cette enquête beaucoup plus loin. En le faisant, nous trouverions partout les mêmes tendances et les mêmes résultats, au moins chez toutes les nations progressives à un degré quelconque. Dans les pays plus neufs, comme les États-Unis d'Amérique, le Canada et l'Australie, on ne fait passer sur le marché qu'une beaucoup plus petite proportion de la viande consommée, et il n'est pas facile de constater soit la valeur courante, soit la quantité des denrées consommées sur le point même où elles sont récoltées; mais les conditions de

l'agriculture en Amérique et en Australie comportent généralement le bon marché et l'abondance de la vie. C'est pour ce motif que les populations qui habitent ces pays sont sans contredit les mieux nourries du monde, prises en bloc. Mais il y a beaucoup d'articles alimentaires qui peuvent être achetés par l'artisan anglais à meilleur marché même que par l'agriculteur américain, et s'il était possible de faire une balance exacte, il est plus que probable que, en considérant l'alimentation tout entière, il n'existe entre les deux pays qu'une différence minime (1).

(1) M. Mulhall a calculé que le coût moyen de la nourriture par habitant, y compris les liqueurs, est de 13 l. 9 sch. dans le Royaume-Uni, et de 11 l. 2 sch. aux États-Unis, mais il admet une consommation beaucoup plus grande de vins coûteux, etc., dans le premier pays. En ce qui concerne les quatre principaux articles d'alimentation, les grains, la viande, le beurre et le sucre, son évaluation est de 7 l. 2. sch. pour le Royaume-Uni, et de 6 l. 6 sch. pour les États-Unis.

CHAPITRE XVI

IMPOTS.

Sydney Smith disait souvent qu'il n'y a rien de certain ici-bas, sauf la mort et les impôts. Évidemment les gouvernements modernes, au moins chez les peuples civilisés, manifestent une forte tendance à un énorme accroissement des impôts. Tant que cet accroissement de taxes est consacré à des améliorations d'hygiène ou d'éducation nationale, ou à des travaux publics importants, comme des chemins de fer, des télégraphes, des canaux de transport ou d'irrigation, ou toute mesure ayant pour résultat immédiat ou prochain la santé générale, le bien-être, ou les convenances des populations, on peut dire que c'est une dépense reproductive, et qui par conséquent n'est pas à regretter. Par malheur, il est trop vrai que le fardeau supporté par les nations modernes leur a été imposé bien moins en raison de ces entreprises utiles que comme conséquence de guerres dévastatrices, et comme un héritage de l'envie, de la folie, de l'esprit de rapine et de la vanité. En ce point, toutes les nations de l'Europe ont un héritage semblable, mais pour chacune d'elles le poids du fardeau diffère, absolument et relativement, suivant la capacité de le supporter.

L'accroissement des dettes nationales aura probablement une grande influence sur l'avenir des nations industrielles, non pas seulement en augmentant l'impôt, mais aussi en affectant leur crédit. En effet il est évident que si, par suite de charges fiscales dépassant les capacités proba-

bles d'une nation pour l'amortissement de ses emprunts, elle est obligée de payer des intérêts plus élevés qu'il ne serait nécessaire en d'autres circonstances, elle se trouve dans une condition désavantageuse à l'égard d'une autre nation qui peut se procurer le capital à un taux moindre. Toutes choses égales d'ailleurs, la balance doit toujours pencher finalement en faveur de la nation qui emprunte au meilleur marché. Cette loi est si bien admise qu'un homme d'État distingué des États-Unis aurait dit qu'il enviait à l'Angleterre son capital à bas prix bien plus encore que son travail à bon marché, et que la cherté du capital était un plus grand obstacle que celle du travail au succès de la concurrence américaine.

L'accroissement des dettes nationales du monde pendant les trente dernières années a été effrayant, et rien dans l'histoire du XIX[e] siècle ne déroute davantage la prudence des sages. En 1848, le total des dettes nationales des dix-sept principales nations du monde, y compris toutes les nations européennes, avec les États-Unis et le Canada, montait à 1,525 millions sterling (38,125 millions). Sur ce total la dette anglaise représentait plus de la moitié. En 1880, ces mêmes nations ont une dette totale de 4,657 millions sterling (85,425 millions), et la part du Royaume-Uni n'est plus que de 16 p. 100. Dans l'intervalle, la dette nationale des États-Unis s'est élevée, par suite de la guerre civile, de 8 1/2 millions seulement, à plus de 500 millions sterling (12 milliards 1/2); celle de la France, par suite surtout de la guerre contre la Prusse, a passé de 177 à 766 millions sterling (de 4,425 millions à 19 milliards); celle de la Russie, résultat surtout, de sa dernière guerre avec les Turcs, de 97 à 664 millions sterling; celle de l'Italie, de 29 à 508 millions sterling; et celle de l'Espagne, de 110 à 516 millions sterling. Nous ne nous occupons pas en ce moment des effets de ces dépenses sur la stabilité et sur le caractère des nations qui s'y sont livrées. C'est là un sujet tout à fait en dehors du but que nous nous proposons dans le présent ouvrage. Il est possible que,

dans certains cas, par exemple celui de la guerre entre le Sud et le Nord des États-Unis, qui eut pour résultat direct l'abolition de l'esclavage, la dépense n'ait pas été sans compensation. Mais nous ne nous occupons en ce moment que du fardeau fiscal dont ces nations se sont chargées, et de la capacité qu'elles possèdent de le supporter.

Rien de plus remarquable dans l'histoire des nations que l'élasticité variable de leurs ressources. La dette nationale de l'Angleterre, toute grande qu'elle soit, et nécessitant une dépense annuelle de près de 20 schellings par tête d'habitant pendant le dernier demi-siècle, n'a pas pesé d'une manière aussi intolérable sur la population que si nous avions été un peuple pauvre. Les dettes publiques de quelques autres nations forment au contraire un fardeau insupportable pour elles. Le plus remarquable exemple de puissance de relèvement financier national nous est donné par les États-Unis. Leur dette s'était accrue, de 1860 à 1870, d'une quantité aussi énorme que 3,725 p. 100! Pendant la décade suivante, cette dette a été réduite de 360 millions de dollars, ou 14,5 p. 100, et au taux actuel d'extinction, elle sera probablement entièrement remboursée en très peu d'années. La France aussi, qui a augmenté sa dette de 332 p. 100 dans la décade 1870-80, a fait preuve d'une remarquable vitalité par la promptitude avec laquelle elle a payé les cinq milliards exigés par les Allemands comme rançon de sa défaite. Dans ces deux pays, la supériorité fiscale sur l'Angleterre dont ils jouissaient avant d'avoir contracté ces dettes énormes s'est vue ainsi amoindrie. En d'autres termes, la position relative de l'Angleterre s'est grandement améliorée pendant la période 1850-80, non seulement par l'accroissement considérable des dettes de nations rivales, mais aussi par la décroissance absolue de sa propre charge, qui a été diminuée dans cet intervalle d'un peu plus des 7 centièmes. On peut ajouter que l'Angleterre est le seul État européen dont la dette ait été réduite pendant le dernier quart de siècle, à l'exception

de l'Empire allemand (1), de la Hollande et du Danemark.

Les faits que nous venons de signaler prouvent d'une façon évidente que la perte de crédit financier et de considération politique qu'entraîne toujours plus ou moins le fardeau d'une dette énorme s'est amoindrie pour l'Angleterre pendant ces derniers temps, tandis qu'elle s'accroissait chez presque toutes les nations ses rivales. Cette perte de crédit et de considération sera plus ou moins grande dans l'avenir, suivant que les nations qui se sont plongées si imprudemment et si profondément dans la détresse financière montreront plus ou moins de capacité et de volonté pour reprendre leur situation, ou la rendront de plus en plus inextricable. Le Royaume-Uni fait preuve depuis longtemps de la première tendance; ses budgets ne se soldent que très rarement en déficit, et sa capacité de satisfaire à tous ses engagements est tout à fait hors de question. L'Italie, l'Autriche, et à un moindre degré la Russie nous donnent des exemples de la tendance contraire en persistant, comme elles le font, à dépenser au delà de leurs forces, en dépit des déficits annuels. Il en est de même, quoique à un bien moindre degré, de la France, qui garde et même accroît sa force armée, et supporte cependant une dette plus considérable que n'importe quelle autre nation, sans en excepter l'Angleterre. Après la bataille de Waterloo, le total de la dette anglaise était à peu près le même que celui de la dette française après Sedan, soit environ 900 millions sterling (22 milliards 1/2). Mais entre 1817 et 1850, la dépense annuelle n'a jamais dépassé 52 millions sterling (1,300 millions), et sur ce montant l'intérêt de la dette s'élevait au commencement à plus de 32 millions sterling (800 millions), ou plus de 60 p. 100 du total; la France au contraire, après un désastre financier tout aussi considérable, maintient une dépense annuelle de plus de 100 millions sterling (2 milliards 1/2).

Le danger qui menace maintenant l'Angleterre, pour

(1) En prenant l'Empire allemand comme un tout, et sans nous préoccuper des divers États qui le composent.

employer les paroles de Dudley Baxter, « c'est que nous ne réduisions pas notre dette avec une rapidité suffisante pendant la période de notre prospérité, et que nous ayons, après avoir épuisé notre charbon et avant d'avoir remboursé notre dette, à lutter contre la concurrence des immenses ressources de minéraux, de population et d'énergie que mettra au jour le développement prochain des États-Unis ». Bien des faits éclatants et des considérations qui sautent aux yeux prouvent qu'il y a là un véritable danger. Tels sont par exemple l'épuisement rapide de nos ressources minérales, la concurrence croissante des nations étrangères, l'accroissement énorme des manufactures dans les pays étrangers, et particulièrement dans nos colonies (lesquelles n'ont à supporter aucune part de notre dette, quoiqu'elle ait été contractée en grande partie à leur sujet), et aux États-Unis; la médiocrité de l'excédent habituel de nos recettes sur nos dépenses, disponible pour le remboursement de notre dette, et la répugnance pour ainsi dire invincible qu'éprouvent tous nos hommes d'État à prendre des mesures énergiques, mais impopulaires, pour une plus rapide réduction de la dette nationale.

Le taux moyen annuel de cette réduction pendant les trente dernières années a été au-dessous de 1 million 1/2 sterling. La proportion du remboursement n'a pas été, à beaucoup près, uniforme. Entre 1848 et 1860, elle a été de 2,4 p. 100; de 1860 à 1870, elle n'a été que de 0,25 p. 100; et de 1870 à 1880 (la période la plus prospère, du moins dans sa première moitié, qu'ait jamais connue le commerce britannique), elle n'a été que de 3 p. 100. Si nous prenons la moyenne de toute la période, il nous faudrait plus de cinq cents ans, à ce même taux, pour achever notre libération. Quelle sera alors la situation de l'Angleterre parmi les concurrents à la suprématie? Sa grandeur sera-t-elle éclipsée par celle de ses colonies et des États-Unis, comme sa population et ses ressources le seront certainement? Les lits de houille seront-ils épuisés? ses industries diverses amoindries? son commerce ne sera-t-il plus que l'ombre

de lui-même? l'incertitude qui enveloppe l'avenir est assurément complète; mais en tenant compte des progrès faits par les autres nations dans toutes les conditions nécessaires pour obtenir la richesse et la puissance, il semble raisonnable d'admettre que l'Angleterre ne se trouvera jamais dans une situation plus favorable qu'aujourd'hui pour se débarrasser de ce cauchemar financier; la question qui se pose devant la génération actuelle relativement à l'extinction de notre dette, comme aussi à l'épuisement de nos charbonnages, est celle-ci : laisserons-nous cette difficulté à résoudre à notre postérité, et les générations à venir seront-elles placées dans des conditions aussi favorables que celles qui nous ont été léguées à nous-mêmes, pour maintenir dans tout son lustre l'incomparable héritage de puissance, de richesse et de gloire que nous ont transmis nos ancêtres?

Nous avons prouvé jusqu'à l'évidence que la condition des nations européennes, en ce qui concerne les impôts, est vraiment affligeante; bien loin de s'améliorer, elle semble devenir de plus en plus mauvaise. Le montant des taxes imposées en ce moment dans tous les États de l'Europe s'élève à l'énorme total de 699 1/2 millions sterling (17,487 1/2 millions), soit une moyenne de 2 l. 15 sch. par tête. La situation de la Grande-Bretagne n'est ni meilleure, ni peut-être pire que celle des États du continent dont elle fait presque partie. L'impôt perçu pour les besoins de l'Empire est d'environ 2 l. 5 sch. par tête. La charge énorme d'impôts que représentent les chiffres ci-dessus ne suffit pas toutefois aux besoins des nations ainsi taxées. Il y a généralement un déficit; celui de 1883 a été d'environ 12 millions sterling (300 millions de francs) pour l'Europe tout entière. Sur la dépense annuelle de l'Europe, une somme qui n'est pas moindre de 197 millions sterling, ou 27 1/2 p. 100 du total, s'applique au paiement des intérêts des dettes nationales (1). Une

(1) Mais on ne doit pas omettre de dire que ces dettes ont été consacrées, jusqu'à un certain point, à des travaux utiles et reproducteurs : par exemple les réseaux des chemins de fer en Belgique et en Allemagne.

somme presque égale est appliquée au maintien des armées permanentes. Ainsi, dans ce but, on a dépensé en Europe 171 millions sterling (4,275 millions) ou 24 p. 100 de la dépense totale, pour maintenir sur pied une armée de 19,355,000 soldats, y compris les réserves.

D'après les statistiques dressées par l'Almanach de la *Réforme Nationale*, plus de 341 millions sterling sur le revenu total de 669 1/2 millions sterling réalisé chaque année par les États de l'Europe proviennent des taxes indirectes, et principalement des droits de douane. De ce chef la Grande-Bretagne et l'Allemagne se procurent à peu près la même somme annuelle, 47 millions sterling ; la Russie entière 16 millions sterling de plus ; et la France, 27 millions sterling de plus que la Russie.

Un procédé familier à quelques statisticiens consiste à juger de la pauvreté ou de la richesse comparative des nations, par le calcul du montant de la taxe par tête d'habitant. Mais c'est là une méthode d'évaluation extrêmement trompeuse, quoique, au premier regard, elle semble mener par une voie plus directe au résultat désiré.

En considérant les charges fiscales qu'une nation est appelée à supporter, il faut étudier non seulement le montant total, et la proportion par tête, mais aussi la capacité relative des citoyens pour supporter ce fardeau. Comparons le montant des taxes en Angleterre et en Italie, et nous apprécierons immédiatement la grande importance de cette considération. En Angleterre la taxe par tête de la population atteint de 2 l. 5 sch. à 2 l. 18 sch., tandis que l'impôt correspondant en Italie s'élève à 2 l. 10 sch. Mais on évalue que les taxes du peuple italien lui enlèvent 35 p. 100 de son revenu total, tandis qu'il est douteux que cette même somme prenne même 10 p. 100 de son revenu à la population de notre pays (1). Cette évaluation presque incroyable

(1) Ces chiffres sont établis sur cette appréciation que le total du revenu annuel dans le Royaume-Uni est de 1,000 millions sterling (25 milliards), tandis que celui de l'Italie n'est que de 200 millions sterling (5 milliards).

du montant des taxes en Italie se lit dans un mémoire que les propriétaires italiens ont adressé récemment à leur gouvernement; ils s'expriment ainsi :

« La taxe moyenne sur la terre en Italie s'élève à 30 p. 100 du revenu que l'on obtient actuellement de la propriété. Dans quelques provinces, en Lombardie par exemple, elle s'élève à 40 ou même à 45 p. 100, et dans les environs de Crémone elle atteint jusqu'à 60 p. 100, sans tenir compte des hypothèques et des frais d'enregistrement qui sont exigés quand la propriété change de mains. »

Il n'est pas nécessaire de faire observer que cet état de choses indique une situation dont l'Angleterre est heureusement exempte malgré l'énorme dette que lui ont léguée les guerres de Napoléon.

D'autres circonstances produisent un effet considérable sur les taxes imposées à une communauté : ce sont leur nature et leur mode de perception. C'est là un sujet immense, et pour le traiter avec le développement qu'il comporte, il faudrait aborder l'analyse de bien des points particuliers conduisant à des résultats généraux. Tel gouvernement préfère les impôts directs, tel autre les impôts indirects. Telles nations se soumettent à un lourd impôt sur le revenu, telles autres refusent de s'imposer une pareille taxe. L'Italie nous fournit un remarquable exemple du premier système en pleine activité ; les États-Unis sont un exemple tout aussi frappant du second. En Italie, si une personne jouit d'une rente annuelle de 100 livres sterling par an sur les fonds publics, 13 l. 4 sch. de ce total sont acquis à l'*income-tax*. Si les 100 livres proviennent des profits de son commerce, elle doit payer 9 l. 15 sch. Si cette somme provient de salaires, elle est imposée à 8 l. 5 sch. Aux États-Unis, il n'existe aucune taxe de cette nature, mais la population porte son fardeau d'une autre manière que bien des économistes regardent comme tout aussi injuste et susceptible de censure. La partie du revenu des États-Unis qui est encore, ou qui du moins était perçue en 1880, sous forme de

droits d'importation, atteignait 56 p. 100 du revenu total. L'Italie ne perçoit de ce chef que moins de 6 p. 100. L'effet produit ou plutôt la pénalité qu'inflige la perception par les douanes d'une proportion si considérable du revenu national des États-Unis porte à 43 3/4 p. 100, en moyenne, la taxe payée pour les marchandises soumises aux droits, importées dans ce pays pendant les dernières années. Ce n'est pas sans raison que l'on a regardé cette moyenne comme donnant la mesure de la différence entre les prix que paie maintenant la population des États-Unis pour sa consommation d'articles manufacturés, et ceux qu'elle paierait si les marchandises étrangères entraient en franchise. Autrement dit, et en conformité avec cette manière de voir, la puissance d'achat de l'argent, aux États-Unis, en ce qui concerne les objets manufacturés, est réduite de près de moitié, par suite d'un système douanier créé non seulement dans un but fiscal, mais avec l'intention déclarée de protéger l'industrie nationale.

Les règles qui régissent l'incidence des taxes dans le Royaume-Uni peuvent être considérées comme plus équitables que celles dont il est fait mention dans les deux exemples précédents. Nous avons un impôt sur le revenu, mais il est distribué de manière à ne pas peser avec une injuste sévérité sur les petits revenus. Un revenu de 300 livres par an, jusqu'à ces derniers temps où la taxe a été relevée pour satisfaire à des nécessités temporaires, ne payait que 1 l. 16 sch. chez nous, tandis qu'il aurait dû payer 24 l. 5 sch. en Italie; 22 p. 100 de notre revenu proviennent des droits de douane, mais ces taxes sont absolument fiscales, et en stricte conformité avec le troisième principe d'Adam Smith que « les taxes doivent être perçues à l'époque et de la manière qui occasionne le moins d'inconvénients à celui qui les paie ». Nous nous sommes aussi extrêmement rapprochés de la réalisation d'un autre principe de ce grand économiste : « qu'il y a égalité dans les taxes quand la population paie en proportion de sa capacité ». L'ouvrier qui n'a que le minimum

de capacité de paiement jouit maintenant d'une immunité presque complète de toute taxe au profit du gouvernement impérial britannique. Il est exempt d'impôt personnel, de taxe sur les aliments, d'impôt sur le revenu, de taxe sur presque toutes les marchandises, en même temps que, contrairement à ce qui arrive à la population moins rétribuée de France et d'Italie, il n'a jamais à payer de taxes municipales sous forme d'octroi.

Les principes d'après lesquels les taxes sont imposées dans la Grande-Bretagne diffèrent de ceux qui sont en vigueur dans d'autres pays autant qu'un bon gouvernement diffère d'un mauvais, ou qu'une vertu s'éloigne d'un vice. Chez les nations barbares ou à demi civilisées, les impôts sont levés sans aucun égard pour l'équité ou la loyauté de leur distribution. M. Power en a donné récemment un exemple frappant, en même temps que de la brutalité et de la cruauté des systèmes d'imposition pratiqués en Egypte et au Soudan (1).

Mais l'inégalité des taxes relativement aux moyens que possèdent les différentes classes pour les supporter peut se

(1) « Les Soudanais et les Arabes, dit M. Power, sont de braves gens, accablés et dépouillés par tout coquin qui se trouve posséder assez d'argent (mal acquis) pour acheter une position de pacha, c'est-à-dire l'autorisation de voler; ils sont tout à fait dans leur droit en se révoltant et en rejetant cette bande de voleurs de l'autre côté de Siout. Depuis bien des années on leur a appliqué la kourbash, la kourbash et toujours la kourbash (le fouet). Cela devient à la longue insupportable, et un beau jour les pauvres battus se révoltent. Vraiment j'excuserai le pauvre diable qui me percera de sa lance, si tel doit être mon sort, parce que je comprends qu'il en a le droit puisque je suis de la même couleur que les coquins qui le volent et le maltraitent lui et les siens, depuis tant d'années. Quel est le gouvernement de ce pays? On ne cultive que les plaines qui bordent le Nil. Tout Arabe doit payer l'impôt pour lui, ses enfants et sa femme ou ses femmes. Cet impôt, il faut qu'il l'acquitte trois fois ; une fois pour le khédive, une fois pour le collecteur de taxes ou bey local, et une fois pour le gouverneur général. Ces deux derniers paiements sont illégaux, mais n'en sont pas moins scrupuleusement exigés. Pour payer il faut qu'il cultive du blé et le droit de cultiver le blé se paie 3 l. st.

constater dans les usages de pays ayant la prétention d'être bien plus éclairés que l'Égypte. Voici une citation tirée d'un rapport consulaire sur la distribution des charges fiscales en Russie :

« En Russie le capital est virtuellement exempt de toute taxe, sans doute à cause de sa rareté et des difficultés qu'entraîne son accumulation. Tandis que les hautes classes paient peu, la classe des paysans est lourdement chargée. La taxe foncière frappe plus fortement le paysan que le noble, parce que ce dernier obtient une réduction pour les terres en friches, tandis que la terre du paysan est tout entière arable. Outre cette taxe le paysan doit payer environ 6 roubles par *desiatine* pour ses annuités de rachat, puis la capitation, les taxes dues au Zemstvo, et d'autres taxes locales. En outre, un paysan ne peut s'éloigner à plus de 30 milles de sa commune sans des formalités fastidieuses, et sans payer de 7 à 10 schellings pour son passeport. »

« Sous le système communautaire, ajoute-t-on, les impôts sont dus par le village et non par l'individu. Les ivrognes et les prodigues savent que leur voisin, âpre au travail,

par an. Pour cette culture, la terre inculte doit être arrosée ; le moyen d'irrigation est une *sakeh*, espèce de roue semblable à celle d'un moulin, armée de seaux qui élèvent l'eau et la déversent dans une auge d'où elle se répand sur le sol en petits ruisseaux. Une *sakeh* est tournée par deux bœufs. Tout homme qui se sert d'une *sakeh* doit payer 7 l. st. ; s'il ne s'en sert pas, il est condamné à la prison perpétuelle et sa hutte est incendiée. Tout Égyptien doit payer pour avoir le droit de gagner sa vie ; il doit payer aussi pour ne rien faire ; dans tous les cas il doit payer pour enrichir les fonctionnaires. S'il possède un *merkeb* ou bateau de commerce, il doit payer 4 l. st. s'il ne fait pas flotter continuellement le drapeau égyptien ; et il faut qu'il paie 4 l. le privilège de l'arborer. C'est le système et non pas le mahdi, qui a fait éclater la rébellion. Les révoltés sont dans leur droit. Dieu et la chance semblent combattre pour eux, et avant que j'aie assez vécu pour vous revoir, j'espère qu'ils auront chassé toute apparence égyptienne du Soudan. Mieux vaut mille fois la barbarie de l'esclavage que la détestable accumulation des crimes des fonctionnaires imposés par l'Égypte. »

paiera pour eux; enfin, à raison de la fréquente redistribution des terres, aucun cultivateur ne s'astreint spécialement à améliorer son lot temporaire. La capitation a déjà subi une diminution de 1 million 1/2 de livres sterling. »

Il est fort instructif de comparer la situation que nous venons d'exposer avec ce qui se passe dans notre pays où la tendance de toute la législation récente, comme nous l'avons déjà vu, est de faire peser les charges fiscales sur ceux qui sont les plus capables de les porter, ou autrement dit sur ceux qui possèdent.

En admettant que les classes ouvrières forment 70 p. 100 de la population, et que les classes moyenne et haute s'élèvent à 30 p. 100, le professeur Levi a calculé que l'incidence des taxes ou le degré de charge par classe pouvait être représenté pour les années 1842, 1862 et 1882 ainsi qu'il suit (1 l. st. = 1000) :

Incidence de l'impôt à différentes dates (En millions de livres sterling).

ANNÉES.	CLASSES MOY. ET SUPÉRIEURE.	CLASSE OUVRIÈRE.	TOTAL DE L'IMPÔT.
1842	24.200	26.000	50.200
1862	34.900	29.200	64.100
1882	39.500	31.800	71.300

En d'autres termes, la haute classe et la classe moyenne étaient taxées de 3 livres sterling par tête en 1842, et 3 l. 6 sch. en 1882, en ce qui concerne les impôts attribués à l'État, tandis que les classes ouvrières ont fourni 1 l. 7 sch. 4 d. par tête en 1842 et 1 l. 5 sch. 11 d. en 1882. D'après ces données, le professeur estime que la famille d'un ouvrier a dû payer, en 1842, 6 l. 3 sch. ou 16 p. 100 de son gain total, pour contribuer aux charges publiques, tandis que, en 1882, la même famille n'aurait été appelée à payer que 5 l. 16 sch., ou 7 1/3 p. 100 de son salaire grandement

accru, encore cette charge pourrait être bien diminuée par l'abstention de tout alcool et de tabac.

M. Leone-Levi, dont l'autorité est ici incontestable, a dressé un autre tableau indiquant les variations qui ont eu lieu dans le caractère des taxes dans le Royaume-Uni depuis 1842. Ces chiffres sont totalisés dans le tableau suivant :

Sources des impôts à différentes dates.

CARACTÈRE DES TAXES.	POUR CENT DE L'IMPÔT TOTAL DU PAYS EN		
	1842.	1862.	1882.
Confort général (blé, thé, etc.).......	31.47	22.39	6.90
Articles de luxe (liqueurs, tabac)....	36.05	38.73	52.75
Industries (papier, houblon, etc.)....	6.49	2.04	1.21
Transferts de propriété..............	14.55	13.40	16.13
Propriété (taxe foncière, etc.)...... .	8.67	3.24	3.86
Emplois (licences, etc.)..............	2.77	4.03	5.06
Revenu	»	16.17	14.09
Totaux....................	100.00	100.00	100.00

Un examen du mode d'action des systèmes d'assistance charitable dans les divers pays fait nécessairement partie de toute étude sur la condition des nations et spécialement sur la situation des classes ouvrières.

Dans notre propre pays, nous n'avons guère de motifs d'être satisfaits de l'histoire de nos lois des pauvres. Depuis l'adoption de l'acte 43 du règne d'Elisabeth, qui, jusqu'à ces derniers temps, réglait l'assistance obligatoire des pauvres, aucun régime n'a donné lieu à plus d'abus. Cet acte donnait aux inspecteurs des pauvres le droit de lever sur les habitants de la paroisse « les sommes nécessaires pour assister les paroissiens âgés ou infirmes, et pour procurer du travail à toute personne ne gagnant pas sa vie par l'un des moyens ou métiers habituels et reconnus. » Jusqu'au règne de George III, la somme dépensée dans ce but ne dépassa jamais 1 million sterling dans une année. En

1775, cependant, le total s'éleva à plus de 1 million et demi; en 1832-33 à plus de 6 1/2 millions sterling; et depuis cette époque jusqu'en 1850, il a varié de 4 à 5 millions sterling par an.

Pendant une partie considérable de la période qui s'écoula entre la guerre de l'Indépendance des États-Unis et l'adoption d'une nouvelle Loi des pauvres en 1833, il s'était établi un système vicieux, celui de fournir un supplément de salaire aux garçons de fermes sur le fond des pauvres. M. Herbert Spencer a montré le système en action dans une paroisse que son oncle dirigeait. Ce genre de secours était principalement prélevé sur les fermiers, et néanmoins, comme les autres contribuables fournissaient aussi une part, les fermiers semblaient gagner à l'arrangement et en désiraient le maintien (1). Mais quand la nouvelle Loi des pauvres fut mise à exécution, elle réduisit les taxes dans cette seule paroisse de 700 à 200 livres par année; en même temps la situation de la paroisse fut tellement améliorée, que, sur une population de 800 âmes, on n'eut à en envoyer que 15 à l'Union comme incapables de gagner leur subsistance, au lieu de 100, qui peu de temps auparavant recevaient des secours à domicile.

Le résultat des abus de cette loi des pauvres, appliquée comme nous venons de le voir, fut de faire de l'Angleterre le pays peut-être le plus *paupérisé* de l'Europe. En 1801, la dépense moyenne pour l'assistance des pauvres en Angleterre et dans le pays de Galles était de 9 sch. 1 d. par habitant de ces pays; en 1811 elle s'éleva à 13 sch. 1 d.; en 1821 elle fut de 10 sch. 7 d.; en 1831, de 9 shc. 9 d.; et en 1841, après la mise en action de la nouvelle loi, elle tomba à 6 sch. 2 d. par habitant. Depuis cette époque la moyenne s'est abaissée encore davantage, et en 1881, elle n'était plus que de 4 sh. 7 d. par habitant.

Il y a eu heureusement une diminution considérable, pendant ces dernières années, dans le nombre des pauvres

(1) *Revue contemporaine*, avril 1884.

réduits à l'assistance, et la diminution a été absolue aussi bien que relative. En 1870 le nombre total des pauvres adultes non infirmes en Angleterre et dans le pays de Galles était de 194,089; en 1880 ce nombre n'était plus que de 126,000, et en 1884 il s'était encore abaissé à 98,071.

Mais quoique l'Angleterre occupe toujours une position peu enviable en raison du grand nombre de ceux qui reçoivent l'assistance des deniers publics, elle n'est pas, à beaucoup près, seule dans cette situation. L'institution de la loi des pauvres n'est pas spéciale à l'Angleterre. Au contraire, il y a bien des années que M. de Chateauvieux a montré que « l'existence d'une taxe en faveur des pauvres, sous une forme ou sous une autre, peut être reconnue dans presque tous les pays entièrement peuplés (1). »

En Norwège, Suède, Russie, Danemark, Mecklembourg, Prusse, Wurtemberg, Bavière, et en Suisse, il est admis que les pauvres possèdent un droit légal à être assistés par le reste de la communauté (2).

(1) *Recherches sur la situation comparative des pauvres en France et en Angleterre.*

(2) *Progrès de la nation*, de Porter.

CHAPITRE XVII

FACILITÉS DE TRANSPORT.

« Laissons l'Inde vanter ses palmiers, nous n'envions pas l'ambre ressemblant à une larme, ni l'arbre aux épices, tant que nos navires porteront ces charges précieuses, et que nous serons les maîtres des royaumes dont ces arbres font l'ornement. » Pope.

Avec l'organisation moderne de la vie commerciale, le pays qui dispose des meilleurs modes de transport économique pour les marchandises, soit d'une province à une autre, soit de ses propres ports à d'autres rivages, doit probablement, toutes choses égales d'ailleurs, avoir un avantage décidé dans la lutte pour la suprématie. Il est donc important d'examiner, en quelques pages, quelle est à cet égard la situation de notre pays vis-à-vis de ses rivaux.

Les moyens de communication intérieure sont probablement aussi nombreux et aussi complets en Angleterre que dans tout autre pays du monde. Elle a 19,000 milles de chemins de fer pour une superficie de 121,000 milles carrés; il s'ensuit qu'elle possède plus de 1 mille de chemin de fer pour 6 milles carrés de surface. En ce point la comparaison avec les autres contrées lui est très favorable. Aux États-Unis, qui ressemblent de si près à la mère patrie sous d'autres points de vue, le rapport est seulement de 1 mille de chemin de fer pour 27 milles de superficie, malgré l'énorme développement donné à la cons-

truction des railways pendant les dernières années et quoique les chemins de fer de ce pays aient une longueur totale de plus de 130,000 milles. En France, avec une aire de 204,000 milles carrés et 17,000 milles de chemins de fer en exercice, le rapport est de 1 mille de railways pour 12 milles de superficie; en Prusse, où l'aire est de 134,000 milles carrés et la longueur des railways d'environ 13,000 milles, il est de 1 mille de railways pour 10 milles de territoire. Si nous étendons la comparaison à d'autres pays d'Europe, en exceptant cependant la Belgique où l'on trouve 1 mille de chemin de fer pour 4 milles de superficie, nous verrons que la différence en faveur de notre pays est encore plus marquée.

Mais les railways du Royaume-Uni ont le désavantage manifeste d'être plus chers que tous les autres. Leur coût moyen, à la fin de 1883, était au-dessus de 45.000 livres sterling (1,125,000 fr.) par mille; il n'est, aux États-Unis, que d'environ 12,000 1/2 l. st.; 27,000 l. st. en France; 21,000 l. st. en Prusse; 25,000 l. st. en Belgique; 22,000 l. st. en Autriche. Cela veut dire évidemment que, à trafic égal, les chemins de fer anglais devraient taxer un chargement donné, deux fois plus que les railways des autres pays, pour payer le même dividende.

Mais, heureusement pour le commerce anglais, ce n'est pas une nécessité absolue. La quantité plus grande de marchandises et le trafic minéral qui passent sur les lignes anglaises compensent suffisamment les désavantages dus au prix de construction plus élevé, en sorte qu'il n'y a aucune raison pour qu'elles ne fassent pas les transports à aussi bon marché que les railways des autres pays, tout en laissant un profit aussi grand, sinon beaucoup plus grand, à leurs exploitants. Les railways anglais exécutent-ils les transports à aussi bas prix que ceux des autres pays? C'est une question qui a été bien débattue, et à laquelle il n'est pas facile de donner une réponse satisfaisante. Elle se complique de questions de tarifs différentiels selon les distances, et d'autres circonstances qui rendent difficile d'éva-

luer exactement le prix moyen du transport par mille; mais comme ce sujet est d'une importance vitale pour les relations et le commerce du pays, et que, en outre, l'incertitude y règne, nous allons présenter quelques remarques en ce qui le concerne.

Ce qui frappera probablement tout d'abord quiconque étudie ce sujet, c'est le volume énorme des marchandises et des matières minérales transportées par les chemins de fer anglais, relativement au nombre de milles en exploitation, à la population et à l'aire du pays. Ceci est évidemment le résultat de l'extension extrême de notre industrie, et spécialement de l'abondance de nos produits minéraux, dont la production est à peu près double de celle de tout autre pays.

Mais quoique, en conséquence du volume plus grand de nos marchandises et de notre trafic minéral, les recettes des chemins de fer anglais, pour le nombre de milles parcourus, et par mille ouvert au trafic, soient plus grandes que celles de n'importe quel autre pays, il faut malheureusement constater que les commerçants anglais ne jouissent pas, comme cela devrait être, du bénéfice de cette différence. Au contraire, un examen très détaillé des prix de transports par tonne dans les différents pays du monde, fait par l'auteur même de ce livre pour l'association britannique des commerçants en fer, prouve d'une manière indéniable que, pour les distances au delà de 50 milles, le prix du transport de la tonne sur les railways anglais est plus élevé que sur ceux du continent ou des États-Unis d'Amérique; la différence variant de 20 à 100 p. 100.

Si l'Angleterre était un pays très étendu au lieu d'être relativement d'une superficie assez restreinte, cette différence pourrait affecter sérieusement sa situation industrielle, et ralentir la nation dans la course pour la suprématie commerciale. Mais comme l'aire de l'Angleterre est moindre que celle de la plupart des contrées européennes, la cherté plus grande des transports par terre n'est pas, en

thèse générale, une cause absolue de ruine pour nos grandes industries qui ont, pour la plupart, leur centre à courte distance de la mer. Cependant, dans certains cas, par exemple pour les industries qui ont leur siège dans les comtés du milieu, les charges excessives imposées pour le transport des marchandises ont produit des inconvénients considérables. C'est pour cette raison et d'autres encore, qu'on a souvent demandé le rachat et l'exploitation des chemins de fer par l'État. En France, en Belgique, en Allemagne il existe des voies ferrées sous le contrôle de l'État et elles ont été généralement gérées avec efficacité et économie. Mais c'est une question trop étendue pour que nous la discutions ici ; on ne peut que la signaler pour un changement possible dans l'avenir.

Navigation à vapeur.

Les progrès de la marine marchande chez les nations modernes peuvent être généralement acceptés comme une preuve et une mesure de leur importance commerciale et de leur développement. Il est vrai que cette règle comporte des exceptions, et que son application doit être limitée. Dans une contrée enfermée dans les terres, comme la Suisse, certaines industries qui ne nécessitent pas un mouvement considérable de marchandises ni des exportations ou importations de gros matériel peuvent être pratiquées avec un grand succès, comme on le constate depuis bien des années, pour la fabrication des montres. Avec un sol fécond, une population frugale et travailleuse, il est possible aussi de trouver une nation jouissant d'un haut degré de satisfaction et de prospérité, sans aucun commerce étranger qui vaille la peine d'être cité, comme dans quelques autres parties de l'Europe continentale. Mais le pays habituellement le plus prospère, et le plus civilisé, est celui qui a les relations les plus fréquentes avec le reste du monde.

Il ne faut pas oublier cependant que cette règle n'est pas applicable également à toutes les nations, quelles que soient leurs conditions d'existence. Si le Royaume-Uni, par exemple, ne recevait pas, un seul jour, les marchandises du reste du monde, quelle panique et quel trouble n'y régnerait-il pas ! Supposez la suspension de notre commerce maritime pendant quelques semaines, quelles en seraient les conséquences ? Tout d'abord notre population serait réduite presque à la famine, car le blé des États-Unis, le beurre de Bretagne et de Normandie, le mouton et le bœuf de l'Australie, sont devenus les compléments indispensables de notre alimentation. Quoique le peuple de nos îles puisse probablement subsister pendant un certain temps sans importation de produits alimentaires étrangers, l'Angleterre ne récolte pas maintenant suffisamment pour ses propres besoins ; et dans une situation comme celle que nous avons supposée, la famine la frapperait certainement tôt ou tard. Mais ce ne serait pas encore là le désastre le plus immédiat. Car sans les États-Unis et l'Inde pour nous fournir le coton brut, le jute, etc., nos fabriques seraient bientôt arrêtées. Sans la laine d'Australie nos manufactures de lainages suspendraient bien vite leur murmure de ruches travailleuses ; fermez les mines de Bilbao, et bon nombre de nos hauts fourneaux s'éteindront; empêchez l'arrivée des pyrites espagnoles et nos fabriques de produits chimiques n'exhaleront pas longtemps leur détestables odeurs ; empêchez les rapports avec le Honduras et quelques autres possessions lointaines, et que deviendront nos ateliers d'ébénisterie ? Sans les spartes, que deviendront nos papeteries ? Et ainsi de suite pour presque toutes les matières premières utilisées dans les arts et les manufactures, avec l'exception seulement du charbon, de l'étain et, à un moindre degré, du minerai de fer et de cuivre.

Mais il n'en est pas de même pour quelques autres pays, et plus spécialement pour les États-Unis. Quoique les importations générales et spéciales de cette contrée s'élèvent maintenant à plus de 297 millions de livres sterling par

an, et les exportations à 308 millions, formant un total commercial de plus de 600 millions sterling chaque année, on peut supposer tout ce commerce arrêté sans que la nation en souffre beaucoup. Car les États formant la République sont presque l'un pour l'autre autant de pays indépendants, commerçant entre eux. Dans leur immense superficie, embrassant 3 millions 1/2 de milles carrés, ils font croître et récoltent tout ce qui est réellement nécessaire pour leur consommation. Ils produisent du blé, du maïs, du bétail et toute espèce de produits alimentaires en quantité suffisante pour approvisionner le double de leur population. Ils produisent le coton, la laine et les matières premières des autres textiles en quantités plus que suffisantes pour habiller tous leurs habitants. Ils possèdent les exploitations houillères les plus belles et les plus étendues du monde; ils trouvent dans leur propre sol les plus amples approvisionnements de toutes les espèces de richesses minérales et métallurgiques. Il est enfin à peine possible de citer une seule production, parmi celles qui sont nécessaires ou agréables à l'homme, qui ne soient pas actuellement produites, ou qui ne puissent être produites dans ce territoire si vaste et si richement doté.

Cependant, si nous en arrivons à examiner les comptes rendus du commerce et de la navigation des États-Unis, nous trouvons que, en dépit de toute cette profusion de ressources nationales, il est peu de marchandises qui ne soient plus ou moins importées dans le pays. C'est peut-être l'industrie cotonnière qui fournit l'exemple le plus remarquable des importations américaines. En 1883 l'Angleterre recevait des États-Unis du coton brut pour une valeur dépassant 32 millions sterling et leur renvoyait du coton manufacturé pour près de 3 millions 1/2. En sorte que, même pour les marchandises dans la production desquelles elle excelle, l'Amérique ne se suffit pas entièrement. Elle trouve plus avantageux d'importér certains articles de notre pays, malgré le double fret et le droit considérable dont ils sont chargés, que de les produire sur

son propre sol. Il en est de même pour beaucoup d'autres articles que nous pourrions citer, sans excepter même notre charbon dont 274,000 tonnes ont été importées, principalement sans doute comme ballast, dans les ports américains en 1883. Il est en effet absolument nécessaire, dans l'économie moderne des relations internationales, qu'il y ait échange de marchandises; et il n'est aucun pays qui, malgré ses ressources variées et inépuisables, puisse s'exempter de cette loi, s'il veut profiter de la diffusion de richesse et d'influence dont elle est la principale cause. Il ne saurait guère y avoir de sujet plus utile à étudier, d'après ce que nous venons de dire, que celui des ressources maritimes des divers pays, en considérant d'abord leur efficacité, et deuxièmement le volume total du commerce de ces pays avec le reste du monde.

En prenant ce volume total du commerce, comme l'un des facteurs, et la puissance de la marine commerciale à vapeur comme l'autre, le lecteur se trouvera en position de juger des ressources des transports maritimes, en les comparant à l'importance commerciale de chacune des principales nations; voici le tableau qui s'y rapporte :

Tonnage à vapeur et commerce des différents pays.

PAYS.	VALEUR TOTALE du commerce EN IMPORTATIONS et EXPORTATIONS en 1882.	TONNAGE des NAVIRES A VAPEUR appartenant à CHAQUE PAYS.	TONNAGE A VAPEUR par million de LIVRES STERLING de commerce.
	Millions de liv. st.	(1 = 1000 t.).	Tonnes.
Allemagne..........	813	251	309
France.............	764	311	407
États-Unis..........	606	1.354	2.234
Russie..............	161	7	43
Belgique...........	333	70	210
Italie..............	199	93	467
Autriche-Hongrie...	343	65	190
Hollande...........	143	72	503
Royaume-Uni.......	960	3.331	3.470

Les chiffres précédents montrent clairement la prééminence incontestable du Roaume-Uni. On remarquera bien entendu que, si nous réunissions le tonnage à voiles au tonnage à vapeur, les conclusions à tirer d'un tableau semblable seraient assez différentes, mais il est admis maintenant de toutes parts que les transports du monde ne peuvent pas à beaucoup près être effectués aussi efficacement par la voile que par la vapeur, et le prix de la lutte reviendra toujours à la nation qui pourra disposer du plus grand nombre de steamers (1).

Ainsi nous avons vu que, si la Grande-Bretagne a un besoin exceptionnel de ressources maritimes pour son approvisionnement en aliments et en matières premières, elle est exceptionnellement bien pourvue de ces ressources, puisque, en fait, la puissance de transport de sa marine marchande égale celle de toutes les autres nations du monde réunies.

Quelle est la cause de cette supériorité de l'Angleterre? Est-elle due à l'accident de sa position géographique, à sa richesse plus développée, à son habileté plus grande dans la navigation, à l'extension de son commerce, ou à toutes ces causes, combinées avec d'autres encore? Et existe-t-il quelque motif de supposer que cette suprématie puisse nous être arrachée, dans le cours des temps, à un degré quelconque, par d'autres nations?

Des questions analogues à celles-là s'agitent assez fréquemment, et parfois les réponses sont de nature à causer quelque inquiétude. On nous annonce de temps en temps que des primes ont été concédées aux constructeurs de navires dans un pays; que le bas prix du travail donne des avantages évidents à un autre, que les armateurs anglais eux-mêmes ont trouvé avantageux d'envoyer leurs commandes en Hollande ou en Allemagne, et divers autres avertissements de Cassandre.

On peut affirmer, d'une manière générale, que le pays

(1) M. John Glover, grande autorité maritime, admet qu'une tonne de navire à vapeur est équivalente à trois tonnes de navires à voiles.

qui possède le plus de ressources pour la construction des navires doit aussi, toutes choses égales d'ailleurs, posséder les plus grandes facilités pour être et demeurer une nation maritime. Mais personne n'a jusqu'ici mis sérieusement en péril la supériorité de l'Angleterre en cette matière. Aucun autre pays ne peut être appelé « le constructeur de la marine du monde ».

En France même, avec le système des primes en pleine action, qu'est-il arrivé? Simplement que le tonnage ajouté à la marine a considérablement diminué d'année en année pendant cette décade. Il était au-dessus de 63 000 tonnes en 1870; il n'était plus que de 46 000 tonnes en 1880. En Allemagne la marche des affaires n'a pas été beaucoup meilleure. Plus de 107 000 tonnes ont été ajoutées à la marine marchande de ce pays en 1875; mais l'accroissement n'a monté qu'à 82,000 tonnes en 1878, et à 92,000 tonnes en 1880. Pendant ce temps l'Angleterre a continué ses progrès, heureuse de constater que, de 1870 à 1880, ces deux années comprises, non seulement elle a ajouté près de 2 millions de tonnes à sa propre flotte marchande à vapeur, mais qu'elle a accru la proportion des navires qu'elle construit pour l'étranger, de 51,000 à 107,000 tonnes par année. Ces chiffres sont officiels; on peut compter sur leur exactitude absolue; et s'ils signifient quelque chose, c'est évidemment que l'Angleterre, bien loin d'avoir reculé, a considérablement amélioré sa position relative pendant l'intervalle que nous considérons.

Les motifs qui ont rendu notre pays capable de lutter ainsi seul contre tous les autres ne s'aperçoivent pas tout à fait à première vue. Il est vrai qu'aux États-Unis, le pays le plus rapproché de l'Angleterre comme marine marchande, le prix du travail est beaucoup plus élevé; mais il n'en est pas de même en Allemagne, en Hollande, en France, et le prix d'un navire est, de quelque manière qu'on s'y prenne, presque entièrement formé de la valeur du travail qui s'y incorpore. On peut dire encore que le fer est bien plus cher aux États-Unis que chez nous, mais

le bois dont on se sert pour la construction des navires l'est bien moins; d'autre part, sur le continent européen, en Allemagne, en Hollande et particulièrement en Belgique, il n'existe qu'une différence fort minime dans le prix du fer. Les plaques de navires anglaises peuvent être livrées en Hollande et dans d'autres ports du continent à aussi bon marché qu'à Londres. Il paraît donc que la suprématie de l'Angleterre en matière de constructions navales n'est pas due entièrement soit au bas prix des matériaux, soit au bon marché du travail; et si elle n'est attribuable à aucun de ces éléments du prix, quelle est donc la cause? Comme nous l'avons vu, cette cause n'est rien moins qu'évidente; mais on la trouvera très probablement dans la combinaison de l'habileté technique des constructeurs avec la compétence spéciale des ouvriers, et jusqu'à ce que ces qualités essentielles puissent être développées d'une manière égale par l'étranger, la situation de l'Angleterre dans cette industrie n'aura probablement pas grandement à souffrir. Il en est de la navigation océanienne, cet élément si important du commerce de notre pays, comme de la construction des navires. Le seul pays qui possède une marine marchande approchant de la nôtre, ce sont les États-Unis; mais, outre que notre flotte à vapeur est presque trois fois aussi forte que celle de l'Amérique, il est important de faire remarquer que 154,000 tonnes seulement, soit environ la neuvième partie du tonnage à vapeur de cette contrée, sont capables de faire un trafic transocéanien. Le reste ne pratique que le cabotage, où la concurrence des navires anglais est prohibée. L'effet de l'impossibilité de toute concurrence se fait lourdement sentir par l'élévation des frets payés dans les eaux américaines. Non seulement les navires de construction américaine coûtent beaucoup plus cher que les navires semblables construits en Angleterre, mais les salaires payés aux marins américains sont aussi beaucoup plus élevés. Comparons rapidement les salaires payés dans les deux contrées afin de faire nettement ressortir le montant de la différence. Aux États-Unis, d'après

le census de 1880, le salaire moyen des 57,000 marins employés sur les navires à vapeur pratiquant les eaux américaines était de 95 livres par an. D'autre part, en Angleterre, le salaire moyen payé à un matelot adulte pendant cette même année n'était que de 39 livres sterling (1).

Nous trouvons ici une différence de 56 livres sterling par an, ou 143 p. 100, au préjudice des États-Unis. En raison de la protection dont jouissent les navires américains dans leurs propres eaux, cette énorme différence n'a pas une action importante (si même elle en a une quelconque) sur leur commerce intérieur ; mais elle leur rend impossible la rivalité avec les navires anglais dans le commerce des transports du reste du monde, et elle nous assure à nous, du moins en ce qui concerne la concurrence américaine, le monopole complet de ce commerce.

Le moment est venu d'examiner rapidement ce que rapporte à l'Angleterre son commerce de transports maritimes. Le rapport lu par M. Giffen devant la Société de statistique (2), auquel nous renvoyons le lecteur pour des détails plus circonstanciés, donne à ce sujet des chiffres frappants et dignes de foi. Mais nous pouvons dire en peu de mots que le bénéfice total du commerce de transport maritime du monde a été évalué à environ 133 millions sterling (3, 325 millions) sur lesquels non moins de 73 millions sterling (1,824 millions) ou 55, 2 p. 100 appartiennent au Royaume-Uni, tandis que 19,6 seulement forment la part des États-Unis, 5,4 celle de la France et environ 5,5 celle de l'Allemagne.

Si nous avons réussi dans notre dessein, nous avons montré distinctement que l'un des éléments les plus essentiels de la suprématie de l'Angleterre est l'énorme supériorité de sa marine marchande. Un compte rendu de la puissance de transport et du commerce de l'Angleterre doit nécessairement comprendre un grand nombre de

(1) *Rapport de la commission commerciale sur la marine marchande anglaise.*

(2) *Sur l'usage des statistiques d'importation et d'exportation.*

chiffres statistiques sans commentaires, mais cette statistique terre à terre ne saurait jamais faire passer dans l'esprit une appréciation suffisante de l'énorme prépondérance de l'Angleterre en richesse maritime et en prestige. La puissance du *carrying trade* maritime de la Grande-Bretagne s'est augmentée entre 1870 et 1880 de plus de 7 millions de tonnes, ce qui fait exactement 60 p. 100 de l'accroissement total de la puissance de transport dans le monde entier pendant cette période. La puissance totale de ce trafic en 1880 atteignait 48 p. 100 de la puissance de transport du monde à cette date. Sous une autre forme nous dirons que la puissance de transport de l'Angleterre *pour mille habitants* a passé de 310 tonnes en 1870 à 487 tonnes en 1880, soit un accroissement de 177 tonnes; celle de la France dans le même intervalle a passé de 44 à 53 tonnes, par mille habitants; celle de l'Allemagne de 34 à 35 tonnes; celle de la Russie de 7 à 11 1/2 tonnes; celle de l'Autriche de 12 à 14 tonnes; celle de l'Italie de 37 à 45 tonnes; celle des États-Unis (par mer seulement) a baissé de 64 à 47 tonnes.

On peut encore se faire une idée de la grandeur maritime de l'Angleterre d'une autre manière, particulièrement en comparant les entrées dans ses ports avec celles des autres contrées. De 1869 à 1879 les entrées dans nos ports ont passé de 17 à 26 millions de tonnes, soit un accroissement de 9 millions. Dans cette même période, les entrées dans les ports de nos colonies ont monté d'environ 14 millions de tonnes à 25 millions, augmentation d'environ 11 millions. Aucun autre pays du monde ne se rapproche de ces chiffres, sauf les États-Unis, dont le développement en ce sens s'élève à 8 millions de tonnes. Peut-être la manière la plus frappante d'exprimer la position relative de l'Angleterre à ce sujet serait-elle de dire que, sur l'accroissement total des entrées dans les ports du monde entre 1870 et 1880, qu'on a évalué à plus de 50 millions de tonnes, 20 millions environ, ou 40 p. 100, appartiennent à l'empire britannique.

Un exemple des désavantages que doit nécessairement éprouver tout pays qui manque de moyens efficaces de transport est l'empire chinois où les chemins de fer sont inconnus jusqu'ici, et où la navigation fluviale est pratiquée par des navires qui sont loin d'être à la hauteur de leur tâche. Sur le Yangtze, par exemple, entre Ichang et Hankow, distance de 430 milles, se fait un commerce considérable et croissant, à l'aide de bateaux qui mettent près d'un mois à la montée, et environ 8 jours à la descente; un steamer filant seulement 11 nœuds achèverait le premier parcours en 3 jours, et le second en 30 heures. Dans les conditions actuelles, le fret est beaucoup plus élevé qu'il ne devrait l'être. Le coton paye environ 5 sch. 3 d. par balle; c'est à peu près le prix du transport d'une tonne de minerai de fer du nord de l'Espagne aux ports d'Angleterre; d'autres marchandises payent 30 schellings de fret par tonne à la remontée; c'est l'équivalent du fret d'au moins 3 tonnes de blé de New-York à Liverpool. Les prix de transport pour les passagers sont tout aussi élevés. Un passager européen paye 7 liv. 10 sch. à l'aller comme au retour, mais les natifs, fournissant leur nourriture et leur couchage, n'ont à payer qu'une somme bien moins considérable.

CHAPITRE XVIII

ÉMIGRATION.

Voici un problème bien discuté et bien difficile à résoudre. Dans quelles limites l'émigration a-t-elle pour résultat de favoriser la prospérité générale d'un pays? Doit-elle être encouragée ou découragée? Doit-on la regarder comme une cause de faiblesse, ou comme un moyen d'acquérir une plus grande puissance? La réponse doit différer suivant les conditions du pays d'où part cette émigration. Il est raisonnable de penser qu'une contrée comme la Grande-Bretagne, possédant un énorme empire colonial, doit, en fin de compte, devenir plus puissante par suite d'un grand courant d'émigration, allant de la mère patrie à ses dépendances. Dans ce cas, chaque émigrant va contribuer à augmenter la demande de marchandises anglaises dans une autre partie du monde, et ses besoins grandissant dans son nouveau domicile, il peut être plus utile à la richesse de la mère patrie que s'il était resté dans son sein. Mais, d'autre part, l'émigration peut avoir un résultat tout différent si elle se dirige vers une contrée étrangère qui s'efforce (comme le font le plus grand nombre de pays étrangers) d'exclure toutes les marchandises anglaises par des tarifs hostiles. Dans ce dernier cas l'émigrant met presque inévitablement ses opinions et ses prédilections en accord avec celles de sa patrie adoptive, à laquelle est lié son avenir, et son intérêt comme son désir le portent désormais à la seconder dans la guerre contre son pays de naissance, car c'est avec raison qu'on l'a affirmé, tout tarif hostile est un acte de guerre.

En prenant cette appréciation comme mesure, il est important de déterminer si l'Angleterre a gagné ou perdu par suite du courant d'émigration large et continu qui, pendant le dernier demi-siècle, a coulé de ses ports vers l'extérieur. Depuis 1820, l'Angleterre (en donnant à ce terme sa signification la plus étendue) a vu sa population diminuer de près de 5 1/2 millions d'âmes par l'émigration. On peut dire, vraiment, que ce courant n'a commencé qu'avec le siècle, puis a grandi d'année en année, jusqu'au jour où d'une moyenne annuelle de 7 1/2 mille émigrants entre 1820 et 1830, il est arrivé à former un fleuve majestueux de 160,000, en 1873. Où ce grand exode a-t-il trouvé sa nouvelle installation? Nous aimerions à pouvoir dire qu'il s'est, en général, dirigé vers nos colonies australiennes ou vers le Canada : mais la vérité ne nous permet pas, malheureusement, une affirmation aussi agréable et aussi satisfaisante. Un nombre de nos émigrants bien supérieur aux deux tiers du total a quitté nos rivages pendant le dernier demi-siècle, pour se rendre directement aux États-Unis. Bien des milliers encore, qui s'étaient dirigés dès l'abord vers le Canada, ont quitté ce pays après un court séjour, pour s'établir définitivement dans l'Union américaine. Le motif n'en est pas difficile à saisir. Les salaires sont généralement plus élevés aux États-Unis, et les émigrants, qui supportent depuis longtemps déjà la gêne des salaires minimes, sont attirés par la plus haute valeur nominale de ceux qui leur sont offerts, quoique la puissance d'achat de ces salaires ne soit pas du tout en rapport avec la quotité de la somme reçue. Il est vrai qu'au Canada le colon entre tout d'abord en jouissance de ses droits politiques et de ses privilèges, tandis qu'aux États-Unis il doit acheter cette possession par une certaine période de domicile ; mais il n'y a aucun motif de penser que cette considération ait beaucoup de poids pour déterminer un émigrant dans le choix de sa destination. Son but principal, pour ne pas dire son seul but, est, en général, de s'assurer la meilleure rémunération possible de son travail, et en même

temps d'en finir le plus possible avec la misère et « la vie de privations ».

Il résulte de ces faits que l'Angleterre n'a pas gagné autant qu'elle aurait pu le faire à l'émigration de ses fils. Un tiers, tout au plus, de ceux qui ont cherché au delà des mers un foyer plus hospitalier, a fait choix d'une colonie anglaise. L'Angleterre a certainement obtenu quelques avantages par l'émigration de ce tiers. Tout émigrant qui élit domicile dans nos colonies australiennes contribue plus ou moins à augmenter la demande des marchandises fournies par la mère patrie, et continue ainsi, dans un autre hémisphère, à favoriser sa prospérité matérielle. Mais il en est autrement de ceux qui ont cherché un asile aux États-Unis, et comme ces derniers forment la grande majorité, nous sommes forcé d'accepter cette conclusion, quelque désagréable qu'elle soit, que l'Angleterre n'a, après tout, réalisé aucun avantage par l'émigration.

Il existe, tout le monde le sait, une certaine école qui maintient et cherche à faire accepter cette opinion que l'émigration est par elle-même un bien sans mélange pour tout pays qui, comme l'Angleterre, possède une population surabondante, tendant incessamment à peser sur les moyens de subsistance. Mais cela est bien loin d'être aussi évident qu'on voudrait le faire croire. En général, ce ne sont pas les déclassés et les rebuts de la population qui cherchent à améliorer leur sort dans un autre pays. Le courage et l'*endurance* (ténacité), l'ambition, la volonté absolue de réussir, conditions nécessaires pour l'émigration, sont parmi les plus hautes qualités que puisse posséder un peuple. Ce sont ceux qui possèdent ces qualités qui nous quittent ; ce sont ceux à qui elles manquent qui restent pour augmenter notre hideuse population de mendiants et de criminels. Et ce n'est pas une réflexion bien consolante de penser que ceux qui possèdent ces qualités si désirables les transportent en si grand nombre, non pas dans la Grande-Bretagne d'au de là des mers, où, dans un milieu plus vaste et mieux approprié, elles serviraient quand même au bien de l'An-

gleterre, mais chez une nation qui ne nourrit aucun sentiment amical, du moins en matière de commerce, pour le peuple qui lui a donné naissance.

L'émigration dans de grandes proportions a été regardée par quelques écrivains comme la preuve de la pauvreté d'un pays. D'autres affirment qu'elle doit être acceptée plutôt comme un signe de vigueur nationale et de puissance. Il n'y a rien dans l'histoire de l'émigration anglaise qui puisse établir d'une manière concluante l'une ou l'autre de ces appréciations. La plus grande émigration sortant des ports britanniques a eu lieu en l'année 1882. qui a été une année de prospérité générale suffisante ; la plus grande après celle-là a été celle de 1873, l'année la plus prospère qu'aient jamais connue l'industrie et le commerce anglais. En 1878, année qui fut caractérisée par une dépression exceptionnelle de toutes les branches du commerce, le nombre total des emigrants sortis des ports anglais n'a pas été le tiers de celui qui les a quittés en 1873 et 1882. On pourrait presque supposer que ces faits prouvent une tendance à l'accroissement de l'émigration quand nos industries nationales sont florissantes. Mais si nous étudions la question de plus près, nous trouvons que, relativement à sa population, l'Irlande fournit un plus grand contingent d'émigrants que l'Angleterre ou l'Écosse ; ce qui prouverait, jusqu'à un certain point, que ce sont les pays les plus pauvres, et placés dans les plus mauvaises conditions commerciales, qui alimentent le plus l'émigration. Cette manière de voir peut encore se prévaloir de l'histoire de l'émigration en Allemagne et en France. Cette dernière contrée, qui a toujours été de beaucoup la plus riche des deux, a très peu contribué au peuplement de nouveaux pays. Le nombre total des émigrants français pendant les soixante années qui finissent avec 1880 n'a été que d'environ 330,000. L'Allemagne, d'autre part, a vu émigrer plus de 3 millions et demi du surplus de sa population pendant la même période. Ces chiffres semblent justifier la croyance que les Allemands émigrent à cause de leur

pauvreté et que les Français n'émigrent pas parce qu'ils sont dans l'aisance. Mais avant de porter ce jugement, il y aurait à tenir compte de bien des considérations de nature à le modifier. La plus importante est peut-être la différence entre les caractères des deux nations. L'une d'elles est plus aventureuse et moins enracinée au sol que l'autre. Le Français est convaincu que le plus haut degré de la félicité terrestre ne peut être trouvé qu'en France. Qu'il ait seulement la plus étroite possibilité de faire en dehors de l'absolu nécessaire quelques économies, il les fera et s'estimera heureux. Le caractère du Teuton est différent, il n'est ni aussi facile à satisfaire ni aussi limité dans ses aspirations. Ces considérations, jointes à beaucoup d'autres, expliquent pourquoi l'Allemagne, dont la population n'est guère plus dense que celle de la France (1), a tellement dépassé cette dernière par le nombre de ses émigrants.

Un autre aspect de la question doit nous arrêter encore. Quel qu'en soit le motif, la tendance récente de l'émigration du Royaume-Uni n'a pas été de s'accroître. Le nombre total des émigrants du Royaume-Uni pendant les dix années se terminant en 1880, a été de 313,000, soit environ 30 p. 100 de moins que celui de la décade immédiatement précédente ; et 545,000 de moins que dans les dix années 1851-60, où l'émigration atteignit son maximum de développement. La même tendance se fait remarquer en Allemagne, quoique à un moindre degré (2). Voilà un fait social et économique digne d'étude. Comment peut-on l'expliquer? Ce n'est certainement pas en prétendant qu'il n'y a pas eu récemment autant de motifs d'émigration qu'auparavant. Les colonies anglaises n'ont jamais été plus disposées à recevoir à bras ouverts des émigrants honnêtes et

(1) La France a une population de 181 âmes par mille carré ; l'Allemagne en a 200 ; la population de l'Angleterre et du pays de Galles s'élève à 445 habitants au mille carré.

(2) 612,086 émigrants ont quitté l'Allemagne pendant les dix années finissant en 1880 ; 184,000 dans la précédente décade, et 907,000 pendant la décade 1851-60.

disposés au travail. Les États-Unis offrent autant d'attraits que jamais à ceux qui veulent lier leur sort à celui de la grande République. Le Canada, qui n'a encore qu'un habitant par mille carré, est encore plus avide d'émigration que ces deux contrées. Donc, c'est évidemment ailleurs que nous devons chercher l'explication de ce phénomène social. La solution unique qui se présente est à la fois raisonnable et satisfaisante. La voici : c'est que le travail a trouvé dans le vieux monde une demande plus régulière et une rémunération plus élevée qu'autrefois. Cette conclusion est en outre tout à fait d'accord avec ce fait remarquable, mis en lumière ailleurs déjà, que l'accroissement du taux des salaires en Europe pendant les dernières années, combiné avec la diminution considérable du prix général de l'existence, a grandement réduit les différences qui existaient naguère entre les prix du travail dans le nouveau monde et dans l'ancien, si bien qu'il y a moins à gagner qu'autrefois par l'émigration, pour ceux dont les services sont principalement demandés.

CHAPITRE XIX

L'EMPIRE COLONIAL DE L'ANGLETERRE.

« Il n'y a rien de comparable dans toute l'histoire du monde à la fécondité de cette prolifique Angleterre semant ses innombrables enfants sur toute la terre, où ils deviennent les fondateurs d'une demi-douzaine d'empires. Cette mère, avec cette progéniture, a presque le droit de proclamer qu'elle constitue une espèce d'église politique universelle. » GLADSTONE.

Dans l'introduction de cet ouvrage nous avons fait allusion à la formation de cette *Plus Grande-Bretagne*, dont le maintien intéresse à un si haut degré la suprématie et le prestige du Royaume-Uni. Il est nécessaire maintenant de traiter cette partie de notre sujet avec un peu plus de détails. En bien comme en mal, l'empire colonial de l'Angleterre est un des phénomènes les plus merveilleux non seulement de notre propre histoire, mais de l'histoire générale du monde. Une réunion si unique et si vaste de possessions doit nécessairement réagir sur la mère patrie d'une manière extrêmement avantageuse ou extrêmement funeste, et donner aux conditions de sa suprématie et à sa suprématie elle-même quelque chose de spécial, parmi les nations de la terre. On admet généralement que les colonies sont une source de force et de puissance ; mais on n'apprécie pas aussi clairement dans quelles limites elles confèrent ces avantages, non plus que les motifs et le but de leur possession.

Quelle est l'étendue réelle de l'empire britannique? telle est la question qu'il faut d'abord se poser. Sa superficie

dépasse 8 millions de milles carrés, c'est-à-dire environ soixante-dix fois celle de la mère patrie. Sa population est au-dessus de 300 millions d'âmes ou huit fois et demie celle du Royaume-Uni. D'autres pays ont possédé des colonies bien avant l'Angleterre, d'autres pays en possèdent maintenant; mais jamais aucune nation n'a été dotée de colonies si remarquables à la fois par une telle étendue et de si rapides progrès, par une aussi large extension et une si admirable fécondité. Rien ne peut frapper davantage l'imagination que l'étude de la croissance de notre empire colonial. Comme population, commerce, revenu, dettes, et généralement, en tous les éléments de développement matériel, cette croissance a été merveilleuse. De 1860 à 1884, la population de nos colonies, y compris l'Inde et le Canada, a passé de 152 millions 1/2 à 300 millions d'âmes. Dans ce même intervalle, la valeur annuelle de leur commerce s'est élevée de 190 millions 1/2 sterling (4,750 millions) à 370 millions sterling (9,250 millions). Ce même quart de siècle a vu leur revenu passer de 51 à 110 millions sterling (de 1,275 à 2,750 millions) et la dette publique (contractée en grande partie pour l'établissement des chemins de fer), de 125 millions sterling (3,125 millions) à 320 millions sterling (8 milliards). Naturellement, quelques colonies se sont développées bien plus rapidement que d'autres. Ce sont nos possessions africaines qui, à ce point de vue, ont pris le pas sur tout le reste. Entre 1860 et 1880, la population de nos possessions dans l'Afrique du Sud s'est augmentée de 251 p. 100, et dans l'ouest africain, de 148 p. 100. Dans cette même période le commerce des premières a grandi de 320 p. 100 et celui des secondes de 245 p. 100. Comme nombre, le plus grand accroissement s'est produit, comme on pouvait s'y attendre, dans l'Inde, où la population s'est augmentée de 71 millions d'âmes, soit d'environ deux fois le nombre total des habitants du Royaume-Uni. En somme, notre empire colonial, regardé en bloc, a vu, dans les vingt dernières années, sa population s'accroître de 50 p. 100 et son commerce de 90 p. 100. Où cette énorme expansion

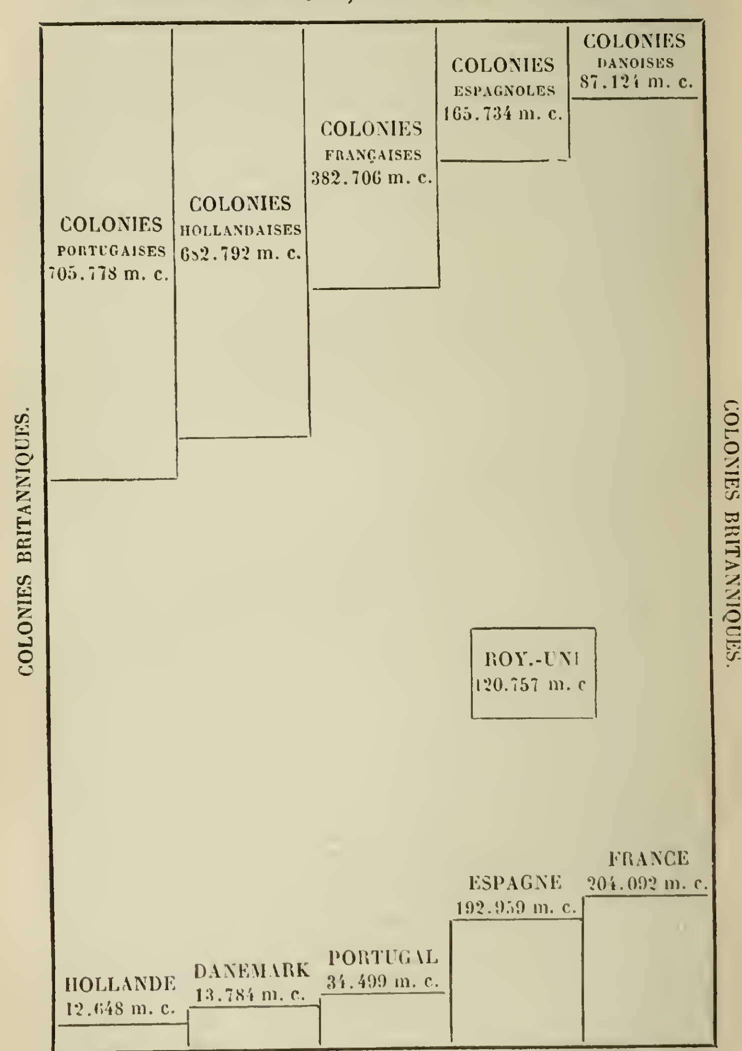
va-t-elle nous conduire en fin de compte? Si cette même proportion de croissance continue pendant moins d'un demi-siècle, l'Angleterre possédera en 1930 un empire de 700 à 800 millions d'âmes, c'est-à-dire plus que deux fois la population actuelle de l'Europe, et presque neuf fois celle du continent américain en ce moment. Il ne semble pas qu'il y ait aucune limite physique à cette perspective. La moyenne de la population par mille carré de l'Empire britannique ne dépasse pas aujourd'hui 40 habitants. On compte en Angleterre, 445 personnes par mille carré; aux Etats-Unis 287. Si tout l'Empire était aussi peuplé que l'Angleterre et le pays de Galles, le nombre total des sujets de la couronne britannique serait non pas de 300 millions comme il est à cette heure, mais de 3,563 millions ou plus de 35 fois plus grand. Nous ne voulons pas dire que ce chiffre, qui représente plus de deux fois la population présumée du globe en ce moment, sera jamais atteint. Mais ces hypothèses ne sont pas néanmoins toujours vaines et sans valeur. Dans le prochain demi-siècle, le problème de l'emploi de l'énorme accroissement de population de quelques-unes de nos colonies deviendra l'une des questions les plus brûlantes de la politique pratique, en admettant que notre empire reste intact. Sur toute la surface de l'Inde britannique, il y a maintenant environ 225 habitants par mille carré. Dans quelques provinces la densité de la population s'élève même à 400. Déjà maintenant, la pauvreté de l'Inde est un des problèmes les plus sérieux qu'ait à résoudre notre gouvernement. Il n'est pas probable que cette pauvreté diminue par suite d'une pareille multiplication de la population. Cette même difficulté nous menace dans quelques-unes de nos possessions de l'Inde occidentale. Les Barbades nourrissent en ce moment une population de 1,033 âmes au mille carré; l'île Maurice, 501 ; la Grenade, 323; Saint-Christophe, 444 et les Bermudes, 734. Mais aucun de ces points n'est une source de dangers et de difficultés, pour l'avenir, comparable à notre Empire indien, où une période de famine trouve près de 300 millions d'Indous incapables

de se défendre contre la mort, et où il semble qu'on ne puisse ni prévoir ni imaginer aucun moyen de délivrer la grande masse de la population de la pauvreté abjecte, absolue, sans espoir, dans laquelle elle est plongée.

L'auteur doit à son ami sir Rawson W. Rawson, Président de la Société de Statistique, l'autorisation de reproduire le diagramme suivant, tiré de son discours présidentiel adressé à cette Société en 1884, dans le but de montrer l'étendue comparative des possessions coloniales de différents pays :

Tableau présentant la comparaison entre celles des superficies des pays et des colonies, à une même échelle.

COLONIES BRITANNIQUES, 7.938.422 MILLES CARRÉS.



La figure entière représente l'area des colonies britanniques.

Après avoir ainsi cherché à nous rendre compte de l'étendue de l'Empire anglais, voyons maintenant l'effet

que produit et peut probablement produire sur nos conditions d'existence, comme nation commerçante et manufacturière, la possession d'aussi énormes territoires.

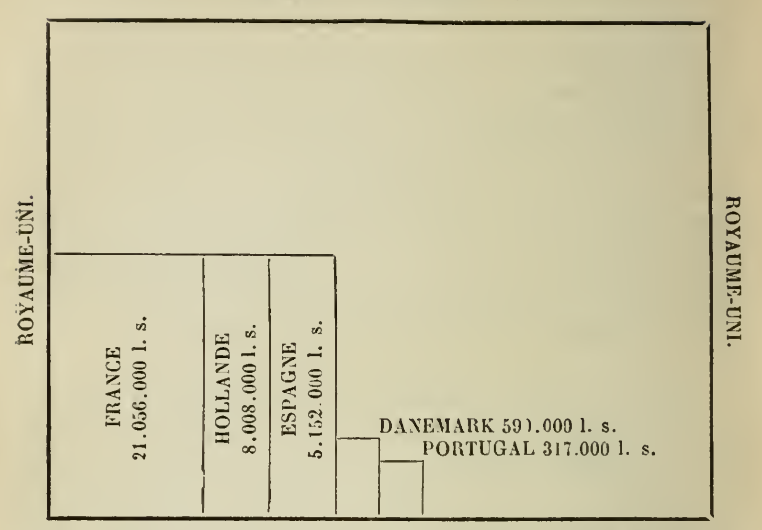
Si l'on fait tout d'abord la part d'exceptions évidentes et assez fréquentes, sur lesquelles nous n'avons pas à nous arrêter ici, il est peu de maximes relatives aux affaires d'une vérité plus générale que celle-ci : « Le commerce suit le drapeau ». Cet aphorisme est cependant plus particulièrement exact quand on l'applique au commerce du Royaume-Uni. C'est ce dont on se rendra plus facilement compte si nous comparons nos possessions coloniales et notre commerce, à ce point de vue, avec ceux des autres pays.

Les pays les plus colonisateurs et possédant le plus de colonies, après le Royaume-Uni, sont : le Portugal, la Hollande, la France, l'Espagne et le Danemark. Les colonies réunies de ces cinq contrées comptent une population d'environ 47 1/2 millions d'âmes, soit à peu près un cinquième de la population des possessions coloniales de la Grande-Bretagne. Mais tandis que la valeur totale des importations et exportations des cinq nations ci-dessus nommées monte approximativement à 700 millions sterling (17,500 millions), 35 millions sterling seulement (875 millions) ou 5 p. 100 de ces échanges, se font avec leurs colonies respectives. La Grande-Bretagne, de son côté, fait un commerce total, importations comprises, évalué officiellement à environ 715 1/2 millions sterling (17,900 millions), sur lesquels 186 1/2 millions au moins (4,600 millions) ou 26 p. 100, avec ses possessions coloniales. Il est donc évident que, au point de vue commercial, les colonies confèrent à la mère patrie des avantages du caractère le plus solide et le plus exceptionnel.

Les faits que nous venons de signaler sont présentés graphiquement dans le diagramme suivant que nous devons aussi à sir Rawson Rawson :

Commerce de chaque pays avec ses colonies.

ROYAUME-UNI : 186.358.000 L. S.



La figure entière représente le commerce du Royaume-Uni avec ses colonies.

L'argument le plus concluant pour justifier l'axiome : « le commerce suit le drapeau » se tire de notre commerce avec l'Inde. Le commerce de l'Inde est très considérable, comme on peut s'y attendre puisqu'il s'agit d'une nation de 250 millions d'habitants, dont un grand nombre sont engagés dans des occupations industrielles. Elle exporte du coton, des cafés, des jutes, des cuirs, des peaux, de l'opium, du thé, des grains, de l'indigo et de la laine brute ; elle est apte à fournir tous ces objets d'exportation en quantités presque illimitées. La valeur annuelle de ces exportations s'est accrue pendant les douze dernières années de 55 à 82 millions sterling (de 1,375 millions à 2,50 millions). Cette énorme quantité de produits s'est distribuée entre seize nations d'Europe, onze d'Afrique, cinq d'Amérique, et 15 d'Asie, en tout 47 parties prenantes. Mais le Royaume-Uni, quoique bien plus éloigné que tous ces autres pays, a reçu 50 p. 100 de l'exportation totale de l'Inde dans l'avant-dernière année, et 42 p. 100

dans la dernière; les chiffres exacts sont 28 1/2 et 35 millions sterling (712 millions et 875 millions) pour chacune d'elles. Voyons maintenant les importations. En 1873, l'Inde a importé des marchandises (y compris la monnaie) pour 35 millions sterling (875 millions de francs), sur lequels 27 1/2 millions sterling (687 millions de francs) ou 77 p. 100 venant du Royaume-Uni. Mais en 1882 les importations dans l'Inde ont atteint le total de 58 millions sterling (1,450 millions) sur lesquels aussi 43 millions 1/2 sterling (1,100 millions), ou 74 p. 100 du total, sont venus du Royaume-Uni. Nos exportations vers l'Inde ont donc marché plus rapidement que nos importations de cette contrée; cependant c'est à elle que nous devons une grande partie des matières premières de nos manufactures, plus spécialement le coton et les jutes, en même temps qu'une proportion considérable et croissante du froment nécessaire pour alimenter notre abondante population.

Comme débouché pour le surplus de population de la mère patrie, la possession assurée de colonies est de la plus extrême importance. Dans le Royaume-Uni, la population tend depuis longtemps, et de plus en plus, à dépasser les moyens de subsistance. L'émigration est le remède naturel et évident à cet état de choses. Mais les habitants d'un pays ne sont enclins à émigrer que lorsqu'on peut leur montrer qu'ils trouveront à ce déplacement des avantages personnels. Toutes les plus importantes colonies appartenant à la couronne britannique présentent cet attrait. Le taux moyen des salaires est très élevé dans nos principales colonies, relativement aux salaires payés en Angleterre, tandis que le coût moyen des aliments, dans ces mêmes colonies, est généralement bas, en comparaison des prix de la mère patrie. Mais ces avantages, déjà si grands, ne sont pas les seules attractions qui s'offrent à l'émigration. Nos colonies, en thèse générale, sont extrêmement salubres. La moyenne température à l'ombre, à Sydney, est de 62°, 6′ Fahreinheit (17° centigrades) et c'est aussi à très peu près la température moyenne de toute la

Nouvelle-Galles du Sud. Dans d'autres parties du Continent australien la température s'élève davantage, mais nulle part elle ne devient insupportable à l'Européen. Au Canada la température moyenne varie de 44°, 3′ F (7° centigrades), Montréal, à 32° (0° centigrade) dans le Manitoba. Nos colonies du Cap possèdent un climat plus modéré que presque toute autre partie du continent africain ; enfin nos autres colonies sont placées pour la plupart dans la zone tempérée.

Que nos colonies soient importantes pour la mère patrie parce qu'elles lui fournissent les moyens de subvenir à ses besoins alimentaires considérables et croissants, c'est là un fait qui n'exige que peu ou point de démonstration. Mais on peut objecter qu'en ce moment nos approvisionnements alimentaires ne nous sont pas fournis principalement par nos propres possessions. Au contraire, sur un total de 84 1/2 millions de quintaux de grains reçus par nous en 1883, 16 millions 1/2 seulement, ou 19 p. 100 du total, sont importés de nos propres colonies, en y comprenant le Canada et l'Inde. Le reste provient de pays qui sont ouvertement en rapports peu amicaux avec l'Angleterre, en matière de commerce. Plus de 20 p. 100 du total nous arrivent de la Russie et de l'Allemagne, contrées qui non seulement s'efforcent, par des tarifs hostiles, d'exclure les marchandises anglaises, mais contrées aussi avec lesquelles, sur certains points de notre politique nationale impériale, nous pouvons à tout instant nous trouver en hostilité ouverte. Environ 50 p. 100, ou la moitié du total, sont reçus des États-Unis ; et quand nous nous rappelons l'affaire de l'Alabama, et les efforts persévérants de cette république pour développer les manufactures nationales aux dépens de l'Angleterre, ce n'est certes pas à nous de montrer aucune partialité en faveur des fournitures alimentaires qu'elle nous envoie en si grande abondance. Combien ne serait-il pas plus désirable de transférer notre clientèle à nos propres colonies, auxquelles nous sommes déjà si redevables pour les débouchés de notre commerce.

et dont nous avons le droit d'espérer des acquisitions encore plus considérables dans l'avenir?

On peut nous opposer que, toutes choses égales, nous ne pouvons pas acheter notre blé dans l'Australie, le Canada ou l'Inde, à aussi bon marché qu'aux Etats-Unis. C'est ce qui n'a pas encore été prouvé; et il faudrait beaucoup plus de détails que nous n'en pouvons donner ici à ce sujet, pour étudier tous les aspects de cette question. Au premier abord, il est tout à fait évident que si les blés d'Australie et de l'Inde ne pouvaient lutter heureusement, comme importation, avec ceux des États-Unis, nous n'aurions pas vu nos acquisitions passer de 100,000 quintaux seulement en 1870, à environ 14 millions de quintaux en 1883. Ce seul fait est, ce me semble, péremptoire dans l'espèce, et prouve la capacité de notre empire colonial à fournir le blé qui nous est nécessaire, aussi convenablement et à aussi bon marché que les États-Unis. Sans doute cette fourniture ne pourra pas se faire du jour au lendemain. Il faut dans nos colonies, comme dans l'Inde, un beaucoup plus grand développement de nos lignes ferrées pour atteindre ce résultat, et nous pouvons affirmer qu'avec la fédération impériale, le capital anglais ne pourrait trouver un meilleur revenu final que dans la construction des chemins de fer nécessaires pour mettre les grandes étendues de terres à blé de l'Inde et de l'Australie mieux à portée des marchés anglais. Ces lignes ferrées deviendraient probablement de bons placements (à ne considérer que ce point de vue), dans un temps très court (1); mais elles procureraient certainement, dans tous les cas, des ressources illimitées d'alimentation, probablement moins chères que la fourniture actuelle, pour la population si considérable de la mère patrie.

L'Inde diffère de nos autres possessions en ce que notre gouvernement y est maintenu par la force des armes. On trouve, en général, dans tout ce que l'histoire peut fournir

(1) Déjà les chemins de fer de l'Inde payent un dividende moyen de plus de 5 p. 100.

de situations analogues à celle de nos affaires indiennes, que le profit a été du côté des « pouvoirs existants », et que les pays vaincus ont été gouvernés avec une attention spéciale pour l'avantage des conquérants. Même sous le régime assez juste de l'ancienne Rome, les nations sujettes et les colonies étaient tenues de payer de groses sommes pour réduire les charges, qui, sans ce tribut, seraient retombées entièrement sur le peuple dominateur. Mais l'histoire de notre gouvernement de l'Inde nous offre un système différent. Il est vrai que nous avons développé avec ce pays un énorme commerce d'exportation, qui a plus que doublé en vingt ans. Mais cette exportation a été parfaitement libre et non forcée. Nous n'avons pas obligé les peuples soumis à acheter sur les marchés anglais, ils ne l'ont fait que lorsque telle a été leur volonté. Nous les avons laissés parfaitement libres de recourir à tout autre marché, au mieux de leurs intérêts. Ils ont usé pleinement de cette liberté, à ce point même que les produits indiens, agricoles et manufacturés, arrivent dans toutes les parties du monde. Et quand même l'Inde ne trouverait à sa soumission pas d'autre avantage que d'obtenir les facilités pour disposer ainsi de ses produits, celui-là seul serait énorme. Mais l'examen des comptes rendus d'exportations et d'importations du Royaume-Uni fait voir que, pendant les quinze années qui finissent en 1883, nous avons importé en marchandises de l'Inde une valeur dépassant de 94 millions sterling notre exportation totale dans ce pays pendant la même période. Autrement dit, nos importations de l'Inde, pendant ce temps, montent à 468 millions sterling (11 milliards 700 millions) et nos exportations vers l'Inde n'ont atteint qu'une valeur totale de 374 millions sterling (9 milliards 350 millions).

Ici, nous avons à poser deux questions importantes. D'abord, l'Inde, avec le système de la liberté absolue du commerce, a-t-elle pu trouver pour ses produits, dans d'autres pays, des marchés aussi bons ou meilleurs que les nôtres ? En second lieu, existe-t-il un motif spécial

pour que la Grande-Bretagne reçoive de son Empire indien, plutôt que d'ailleurs, une aussi énorme quantité de marchandises ? La réponse à la première question est donnée par ce fait que, sur les exportations totales de l'Inde en 1882, montant à une valeur de 83 millions sterling (un peu plus de 2 milliards), non moins de 35 millions sterling (875 millions de francs) ont été reçus par le Royaume-Uni.

On répondra peut-être : « Oui, mais après tout, cela ne fait que 42 p. 100 du total. » C'est vrai, mais en analysant les chiffres, on trouve qu'aucun autre pays n'a reçu plus de 15 p. 100, et que ce dernier chiffre représente l'exportation en Chine, chez la voisine porte à porte, pour ainsi dire, du pays producteur, et une voisine qui, malheureusement à l'appréciation de plusieurs d'entre nous, se livre à une consommation très spéciale et très extraordinaire (l'opium). Tout en ayant le choix sur tout le reste du monde, l'Inde n'a pas réussi à placer dans une année quelconque plus de 10 p. 100 de ses produits natifs dans n'importe quel autre pays, et son commerce avec sa voisine si grandement redoutée et envahissante, la Russie, est représenté par le chiffre ridicule de 0,006 pour 100.

Évidemment si les Indous devaient être jamais appelés à évaluer les avantages comparatifs qu'ils pourraient recevoir du gouvernement de la Russie, en regard de ceux que leur confère celui de l'Angleterre, ce fait seul leur fournirait une réponse suffisante.

Il en est qui soutiennent que la politique coloniale de l'Angleterre a été une méprise. A ceux qui tiennent ce langage, comme à ceux qui prétendent que les colonies n'ont dû jusqu'ici que peu de chose à la mère patrie, il est sans doute convenable de répondre en appelant leur attention sur les résultats obtenus par une autre grande puissance colonisatrice européenne, la France.

La République française possède seize colonies, placées pour la plupart dans des régions malsaines ; peu d'entre elles sont douées de ressources naturelles d'une grande

valeur et toutes sont dans des conditions plus ou moins arriérées. La population française totale, civils et natifs de ces colonies, d'après les derniers rapports, était de 5 millions 1/2 d'habitants, sur lesquels veillaient des garnisons et une police comptant 121,494 hommes, avec un nombre d'employés français s'élevant à 16,562. Leur revenu total ne s'élevait pas à 3 millions sterling (75 millions de francs) et le montant de la somme annuelle dépensée par l'État français pour venir à leur aide n'était pas au-dessous de 4 millions sterling (100 millions). Comparer ces faits avec ceux qui ressortent de la situation de l'empire colonial de l'Angleterre, ce serait presque une réduction à l'absurde de l'opinion que nous combattons.

Nous n'avons parlé jusqu'ici que des avantages que procure à la mère patrie son empire colonial ; c'est maintenant le devoir d'un historien fidèle de présenter l'autre côté de la question. Nier qu'il y ait un autre coté, ce serait manquer de gravité et de sincérité. La possession d'un si nombreux assemblage de « principautés et de puissances » dans les différentes parties du monde, attire sur l'Angleterre des risques et des responsabilités si considérables que jamais probablement aucune nation n'en a eu d'aussi redoutables à envisager. Par suite de l'effort nécessaire pour garder ouvertes les grandes voies qui conduisent à nos possessions coloniales et en ramènent, nous sommes à chaque instant susceptibles d'être emportés dans le tourbillon d'une grande guerre européenne. Depuis l'époque de la guerre de l'Indépendance américaine jusqu'à nos jours, ce danger a toujours été présent et menaçant ; et la plupart des guerres, grandes ou petites, dans lesquelles nous avons été engagés depuis cette époque, ont été entreprises, plus ou moins directement, par suite des difficultés qui nous sont imposées par nos obligations envers nos colonies. C'estde ce haut prix que l'Angleterre a dû payersa suprématie. Que ce compte soit encore loin d'être entièrement réglé, c'est ce que prouve suffisamment la récente attitude si menaçante de la Russie.

Puis, c'est encore une méprise commune de supposer que si les colonies ne contribuent en rien aux dépenses de la mère patrie, elles ne nous coûtent rien non plus, comme dépense directe. Quels sont au contraire les faits ? D'après sir John Lubbock (1) il n'a pas été publié de compte des sommes dépensées par la mère patrie dans ses colonies avant l'année 1858, mais de 1859 à 1869 cette dépense s'est élevée à plus de 41 millions sterling (un milliard), soit une moyenne de 4,100,000 livres sterling (100 millions) par an. Jusqu'à 1870, la mère patrie supportait les dépenses militaires des colonies, et quoique d'autres mesures aient été prises peu à peu pour un grand nombre d'entre elles, notre dépense de ce chef est toujours, ou était encore tout dernièrement, très considérable.

Des considérations semblables ont fait que des hommes d'État très sagaces et pratiques se sont demandé s'il ne serait pas possible de s'entendre pour un traité qui assurerait une union plus ferme et plus durable que celle qui existe maintenant entre la mère patrie et ses colonies. Il n'entre pas dans notre dessein de traiter la vaste question de la « fédération impériale », mais si l'on considère que les colonies ne sont maintenant unies à la mère patrie que par des liens susceptibles de se briser à la plus légère tension, il convient que les hommes d'État responsables de l'empire examinent comment un pareil état de choses pourrait être modifié. Personne n'est disposé à douter de la loyauté des colonies. Il n'y avait non plus aucun motif de douter de la loyauté des habitants du Nord-Amérique quand éclata la guerre de l'indépendance. Le danger est aujourd'hui aussi réel et aussi imminent qu'alors. Le Canada a déjà une population bien plus grande que celle des États-Unis en 1780. Le gouvernement de cette époque regardait sans doute l'impôt qui conduisit à la guerre de la révolution comme « une bagatelle aussi légère que l'air », mais une bagatelle tout

(1) *Revue du dix-neuvième siècle*, 1877, page 38.

aussi légère peut, à chaque instant, conduire à un résultat tout aussi déplorable en ce qui regarde nos possessions coloniales actuelles. Les colonies australasiennes ont refusé tout dernièrement une proposition de la mère patrie de contribuer aux dépenses du gouvernement des îles Fidji, annexées à la Couronne pour se conformer à leurs propres désirs ; et si l'Angleterre n'avait pas pris le parti d'être généreuse, de sérieuses complications auraient pu facilement s'élever sur le principe que soulevait ce litige. En outre, il n'y a pas de moyen plus sûr de créer des frottements et de l'irritation entre deux parties de l'Empire, que le maintien des tarifs différentiels et profondément hostiles, qui caractérisent en ce moment jusqu'à un certain point la politique des colonies. C'est un sentiment assez répandu en Angleterre que les colonies, tant qu'elles sont sous l'autorité anglaise, ne devraient pas être autorisées à établir des tarifs hostiles au commerce anglais, pas plus qu'à suivre un autre système économique que celui avec lequel la mère patrie s'est identifiée. Des hommes d'État coloniaux, d'autre part, sont disposés à s'irriter de toute tentative faite par la mère patrie, pour suggérer les principes et le système d'impôts à l'aide desquels les colonies peuvent prélever leurs revenus, et nous ne devons pas oublier que tous les pays possédant le blé en abondance, et n'ayant qu'une industrie peu développée, trouvent quelque chose d'attrayant et de plausible dans les doctrines protectionnistes. A l'époque actuelle, on constate que trente et une des colonies ou autres possessions de la couronne britannique prélèvent, sur les cotonnades, un droit d'importation qui varie de 2 p. 100 dans la Gambie, à 12 1/2 p. 100 dans l'Australie occidentale et à la Jamaïque. Le sucre est chargé de droits qui varient de 3 schellings par quintal, en Victoria, à 18 8 d. dans la Guyane anglaise. Le papier et les fournitures de bureau doivent payer depuis 4 p. 100 sur la côte d'Or jusqu'à 12 1/2 p. 100 à la Jamaïque; et 28 colonies imposent des droits s'élevant depuis 4 p. 100 aux Barbades jusqu'à 17 1/2 p.

100 au Canada, sur certaines qualités d'un article d'une consommation aussi nécessaire que le fer. Et ceci n'est pas tout. Quelques colonies poussent si loin l'erreur dans leur système fiscal qu'elles lèvent des droits sur des articles d'exportation, comme si elles voulaient encourager par une prime les entraves à leurs moyens de développement; et de ce chef, ni l'Inde, qui impose un droit d'exportation de 6 1/2 deniers par quintal sur le riz, ni le Canada qui impose un droit de 4 sch. 2 d. par mille pieds cubes de pins ou de sapins, ne sont exempts de blâme. Des faits de cette nature n'ont pas pour résultat de faire naître dans la mère patrie des sentiments de bienveillance envers les colonies; mais il n'y a probablement pas beaucoup à espérer qu'un avenir prochain puisse amener l'adoption d'un tarif uniforme.

CHAPITRE XX

LES PROFITS DE L'INDUSTRIE.

Comment évaluer le plus promptement et le plus exactement la prospérité comparative des divers pays? Tel est le problème qui a souvent attiré l'attention d'habiles hommes d'État et d'éminents économistes. Mais il arrive rarement que deux écrivains soient parfaitement d'accord sur ce sujet. Il en est qui regardent l'accroissement de la population comme le témoignage le plus sûr de la prospérité nationale; pour d'autres c'est l'étendue du commerce; pour ceux-ci, c'est la puissance des manufactures; et pour ceux-là enfin, ce sont les progrès réalisés dans les arts et dans les sciences. D'après M. Culloch, « il est impossible de tirer des conclusions certaines relativement à la prospérité d'une nation, du chiffre de son commerce, de son revenu, ou de l'état de son agriculture et de ses manufactures » ; et il s'efforce de démontrer que « la proportion moyenne du profit est la mesure réelle, le critérium véritable et infaillible de la prospérité nationale, » parce que « l'élévation des profits vient de ce que l'industrie est devenue plus productive ; et montre que la société a augmenté sa puissance d'amasser du capital et des richesses, ainsi que d'accroître sa population, et que, enfin, sa marche progressive s'est accélérée. »

On peut remarquer que cet étalon de prospérité n'est pas tout à fait d'accord avec une bonne partie de ce que nous a dit l'auteur dans son premier chapitre, où il

constate que « les citoyens de la Grèce et de Rome considéraient comme dégradantes les occupations qui font l'affaire principale des habitants de l'Europe moderne. Dans quelques-uns des États de la Grèce, il était interdit aux citoyens de s'engager dans aucune industrie commerciale ou manufacturière; à Athènes et à Rome, où cette prohibition n'existait pas, ces occupations étaient universellement considérées comme indignes d'hommes libres. » Pourtant M. Culloch lui-même ne nie pas que la Grèce et Rome ont atteint, chacune à leur tour, une grande prospérité, quoiqu'elles « dénonçassent la passion d'accumuler comme grosse des conséquences les plus funestes et les plus destructives », il est donc difficile de comprendre comment leur prospérité pouvait dépendre d'une manière quelconque du taux moyen des profits.

On ne saurait cependant douter que, en tant que la prospérité nationale dépend simplement de l'accroissement de la richesse, il n'est pas d'étalon plus certain de la situation financière d'un pays que le taux moyen des gains produits par les échanges. A ce point de vue, le désavantage d'un taux des profits excessivement bas est évident, et une nation dont les produits en sont atteints ne peut se maintenir en face d'autres mieux partagées, que par la pratique de la plus stricte économie. C'est donc une question d'une importance nationale que celle d'étudier et de préciser, autant que les données utilisables le permettent, les conditions comparatives de notre pays et des autres nations à cet endroit.

Dans quelques pays, par exemple les États-Unis, le taux moyen des profits pour chaque industrie, et pour la nation en général, peut être évalué avec une approximation suffisante, d'aprés les comptes rendus du *Census*. En France et en Belgique, on peut calculer les profits moyens de chaque industrie, en prenant le prix total moyen réalisé par la vente de la marchandise produite (par exemple le charbon) et en en soustrayant les sommes payées comme salaires. Mais en Angleterre il n'existe réellement aucunes

données suffisantes pour établir un résultat précis sur une matière aussi importante et il faut se résoudre à tirer des déductions plus ou moins plausibles, en tous cas approximatives des comptes rendus de l'impôt sur le revenu.

On pourrait essayer d'établir une évaluation du taux des profits dans les différents pays soumis à l'impôt sur le revenu, en prenant pour base le montant du revenu taxé, année par année, pendant un certain laps de temps. Mais cette méthode d'évaluation serait sujette à des objections sous divers points de vue. D'abord personne ne croit sérieusement que le chiffre tout entier du revenu soit déclaré aux commissaires de la taxe. Il y a en effet des causes d'erreur de deux sources contraires. La première est évidemment la non-déclaration par ceux des particuliers qui peuvent être soumis à la taxe, du montant complet de leur revenu. Mais de plus, il est des commerçants qui payent pour un revenu plus grand que celui qu'ils gagnent actuellement, parce qu'il ne leur convient pas de faire savoir à d'autres que leur revenu n'est pas aussi considérable qu'on le suppose.

Sous ces réserves nous pouvons maintenant procéder à l'étude de ce qu'est la valeur annuelle de la propriété et des profits soumis à l'income-taxe, ou en d'autres termes, de ce qu'est le profit moyen annuel dans les principales industries qui sont les sources du revenu dans le Royaume-Uni. L'impôt sur le revenu est, comme on sait, perçu sous quatre cédules différentes, la première cédule A, se rapporte aux terres et aux maisons; la seconde B, aux profits de l'agriculture; la troisième C, aux fonds publics, sauf les fonds réservés ; et la quatrième D, aux métiers et professions. C'est évidemment cette cédule D que nous devons considérer comme le principal moyen d'apprécier la croissance de notre revenu national, et les variations dans le taux moyen des profits. En examinant le rendement des revenus classés sous cette cédule, on ne peut qu'être frappé du fait qu'ils montrent un taux d'accroissement qui n'est atteint par aucun autre, ni même par tous

les autres réunis. La valeur totale de la propriété et des profits recensés sous cette cédule en 1804 n'était que de 35 millions sterling (875 millions); en 1840 il était de 70 millions sterling (1,750 millions), en 1850, 65 millions sterling (1,625 millions), en 1860, 95 millions sterling (2,375 millions), en 1870, 178 millions (1) (4,450 millions), et en 1880, 215 millions sterling (5,375 millions) (2). D'où il suit que le montant de l'accroissement dans les vingt années de 1860 à 1880, n'a pas été moindre de 120 millions sterling (3 milliards), autrement dit, que le rendement de la taxe du revenu a bien plus que doublé dans cette période.

Mais le progrès n'a pas été le moins du monde uniforme. Pendant quelques années, les profits paraissent avoir été extraordinaires, et dans quelques autres, nuls; et entre les deux extrêmes on peut constater tous les degrés.

En comparant les quantités de minerai extraites dans les mines de houille, de fer, de sel, de cuivre et de plomb du Royaume-Uni pendant les dix-neuf années finissant en 1880, avec le montant total des profits sur les mines, soumis à l'impôt du revenu pendant cette période, on trouve que le chiffre moyen du profit réalisé, par tonne de minéral extrait, était d'environ 1 sh. 3 d. (1 fr. 42). Le profit moyen a varié considérablement d'une année à l'autre, le maximum paraît avoir été atteint en 1875, où ce profit a dépassé 2 shellings (2 fr. 24) par tonne (3).

Arrivés à cette moyenne générale, nous sommes bien loin encore d'avoir résolu le problème que nous nous sommes proposé. Car il est évident que certaines caté-

(1) Cet accroissement subit est dû en grande partie à ce que les taxes sur les mines ont été transférées en 1866, de la cédule A à la cédule D.

(2) Cependant le maximum a été de 267 millions sterling (6,675 millions) en 1875.

(3) Ce résultat ne correspond point à l'impression générale qui désigne l'année 1873 comme la plus prospère, comme elle a été certainement l'année des prix nominaux les plus élevés.

gories de mines doivent avoir donné un produit plus grand, d'autres un produit moindre; ainsi un bénéfice qui paraîtrait ample et même princier dans une mine de houille ou de fer, conduirait certainement le propriétaire d'une mine de plomb ou de cuivre à la porte du tribunal des banqueroutes.

S'il était permis d'affirmer que 1 sh. 3 d. était le profit moyen par tonne réalisé pendant la période dont nous parlons, dans notre principale industrie minérale (1), il est probable que personne ne s'en plaindrait; mais il est bien connu que le profit moyen réel a été considérablement au-dessous de cette somme, et si on le porte à 9 ou 10 deniers par tonne, on approchera probablement bien davantage de la réalité.

Maintenant, quelle est la valeur du capital employé actuellement dans l'industrie de la houille? Bien des appréciations et des évaluations ont été mises en avant à cet égard, mais toutes sont plus ou moins hypothétiques. Aux États-Unis, ce chiffre n'est pas laissé tout à fait à l'hypothèse. Le rapport sur le recensement de 1880 constate, comme résultant d'une étude (ascertainement) complète de la matière, que dans ce pays, le capital engagé dans les mines de houille est d'environ 365 millions de dollars, ou, en admettant la valeur du dollar à 4 sh. 2 d., d'environ 76 millions de livres sterling (2,500 millions), ce qui fait un peu plus d'une livre sterling (25 francs) par tonne de charbon extraite annuellement. Si la même proportion du capital aux résultats est acceptée pour le Royaume-Uni, il s'ensuivrait que le capital engagé dans l'industrie de la houille de notre pays dépasserait 160 millions sterling (4 milliards); mais comme les machines de toute espèce et le travail sont à bien meilleur marché ici qu'en Amérique, ce capital est probablement beaucoup au-dessous de ce chiffre. En admettant, par exemple,

(1) Les quantités de minéraux produites pendant cette période se sont élevées à un total de 2,326 millions de tonnes, sur lesquels 2,039 millions étaient de la houille, et 250 du minerai de fer.

20 p. 100 pour cette différence, le capital placé dans notre industrie houillère ressortira à 128 millions sterling (3,200 millions).

Aux États-Unis, la quantité totale de charbon extraite en 1880 dépassait quelque peu 70 millions de tonnes. Si nous déduisons de la valeur réalisée du produit celle de tous les matériaux consommés pour fournir cette quantité de charbon et le total des sommes payées comme gages et salaires, le reste net est de 8,950,000 livres sterling, ce qui donne environ 2 sh. 6 d. par tonne sur le déboursé entier, ou, en d'autres termes, presque 12 p. 100 sur tout le capital engagé. Il semblerait donc qu'aux États-Unis, les profits de l'industrie qui est, sans aucune comparaison, la plus importante de toutes dans les deux pays, s'élèvent bien plus haut que chez nous, et cela malgré l'absence de tout impôt sur les importations de houille.

Mais si le Royaume-Uni n'a pas l'avantage à ce point de vue, sur les États-Unis, on verra qu'il supporte favorablement la comparaison avec les pays continentaux.

En Belgique, d'après les statistiques officielles (1), les 17 millions 1/2 de tonnes de charbon exploitées en 1882 ont coûté, pour salaires et autres charges, 171 millions de francs, et comme la valeur totale réalisée a été d'environ 176 millions, le bénéfice net n'a monté qu'à environ 5 millions. Dans l'année précédente, le résultat net de l'exploitation des charbonnages de Belgique présentait un déficit, ou excès de dépense, montant à 1 million 1/2 de francs. En France et en Allemagne les résultats de l'exploitation des mêmes industries ont été meilleurs qu'en Belgique, mais toujours au-dessous de ceux du Royaume-Uni.

L'espace ne nous permet pas d'étudier les résultats comparatifs des autres industries avec détail, comme nous venons de le faire pour l'industrie de la houille, il est vrai que celle-ci est la plus importante de toutes. Mais quelques faits ressortent avec évidence. Ce n'est pas sans étonnement

(1) Statistique des mines, minières, carrières, usines métallurgiques et appareils à vapeur pour l'année 1882.

qu'on le constate, tandis que le chiffre de la propriété et des bénéfices soumis à la taxe du revenu dans le Royaume-Uni est arrivé, de 1862 à 1876, à la somme de 221 millions sterling (5,525 millions), avec un accroissement d'environ 63 p. 100, la valeur de la propriété terrienne ne s'est accrue que de 6 millions 1/2 sterling (162 millions 1/2), c'est-à-dire de moins de 12 p. 100. Ainsi la valeur de la terre n'a pas, d'après toutes les apparences, suivi la proportion d'accroissement des autres propriétés. S'il est possible de tirer de ce fait une conséquence, c'est évidemment que, dans cet intervalle, les fermiers, en général, n'ont pas subi de rehaussements considérables de fermage. La superficie totale des terres cultivées dans le Royaume-Uni est de 50 millions d'acres, en sorte que le chiffre d'impôt fixé par la taxe sur le revenu ne représente, par acre, qu'un accroissement de valeur sans grande importance. En ce qui concerne les maisons, l'augmentation a été bien plus considérable. Le montant de la valeur imposable a passé de 62 millions sterling (1 milliard 550 millions) en 1862, à 115 millions sterling (2 milliards 875 millions) en 1880, soit un accroissement de 52 millions sterling (1 milliard 325 millions) ou 84 p. 100. Ce n'est pas plus qu'on ne devait espérer du grand accroissement tant du nombre des maisons construites que du loyer croissant qu'on en a tiré dans cet intervalle, quoiqu'il soit utile de faire observer que le nombre seul ne fournit aucune donnée pour l'évaluation des profits réalisés dans cette nature de placement, et qu'il faudrait tenir compte aussi de particularités telles que le luxe de l'architecture, le coût de construction, etc. On ne sera pas surpris que le revenu annuel des chemins de fer ait passé, dans la période que nous étudions, d'environ 15 millions sterling (375 millions) à plus de 29 millions sterling (727 millions), si l'on considère que, parallèlement à cet accroissement, la longueur des lignes exploitées a passé de 11,551 à 17,933 milles, et le capital immobilisé de 385 millions sterling (8,625 millions) à 728 millions sterling (18,200 millions).

Après l'industrie minière, l'une des plus importantes, sinon la plus importante du pays, est celle du fer et de l'acier, et jusqu'aux toutes dernières années, aucune autre industrie n'a fait preuve, d'après les comptes rendus de l'impôt sur le revenu, d'une aussi grande rapidité de développement. Mais, quoique le commerce du fer jouisse de la distinction d'une catégorie spéciale dans les comptes du département des revenus intérieurs, ce n'est pas, pour ce motif, une affaire aussi aisée qu'on pourrait le croire à première vue, de calculer le taux moyen du bénéfice d'après la valeur totale annuelle imposable. Le calcul peut être compliqué par bien des circonstances perturbatrices. Pour commencer, personne, sauf les initiés, ne peut connaître ce qui est compris dans les comptes de l'income-taxe sous l'en-tête « Usines de fer » qui peut comprendre ou exclure les fonderies et les ateliers de machines, les creusets, le Bessemer, la fabrication de l'acier à ciel ouvert, les usines pour la galvanisation et pour la fabrication des clous, des ancres, des chaînes, et une douzaine d'autres fabriques.

Aux États-Unis, les comptes rendus des « énumérateurs » du recensement donnent la possibilité d'évaluer approximativement les bénéfices moyens. La production totale du fer en gueuses en 1880 était de 3,781,021 tonnes, et les bénéfices nets réalisés auxquels on arrive après avoir déduit la valeur totale de la matière première employée, ainsi que le total des sommes payées comme gages et salaires, étaient de 3,750,000 livres (93,750,000 fr.) ce qui donne, à peu de chose près, un bénéfice d'un peu moins d'une livre sterling pour chaque tonne de fer produite ; ou, en d'autres termes, 17,1 p. 100 du capital total engagé.

Dans les usines de fer travaillé nous trouverons un résultat très rapproché ; la production totale de fer roulé, en 1880, a été de 2,353,000 tonnes, et le bénéfice réalisé, calculé comme nous l'avons indiqué plus haut, a été de 3,020,000 livres sterling (75,500,000 fr.), soit une moyenne d'environ 26 shellings par tonne produite (29 fr. 12) ou un

peu plus de 16 p. 100 sur un capital de 89 millions de dollars (445 millions de francs).

Mais c'est dans le commerce de l'acier Bessemer, et à ciel ouvert, que les États-Unis ont, d'après notre calcul, réalisé les bénéfices les plus considérables. Dans cette branche de l'industrie métallurgique, le bénéfice net en 1880, après déduction de toutes les dépenses pour salaires et matériaux, a été de 2,915,000 livres sterling (72 millions 875,000 francs), ce qui, sur une production de 983,000 tonnes, donne plus de 3 livres sterling par tonne, et sur un capital total engagé de 21 millions de dollars (105 millions de francs), aussi près que possible de 70 p. 100.

C'est évidemment un taux bien plus élevé de bénéfices qu'on ne l'obtient ordinairement ; c'est même probablement bien au-dessus de la moyenne des profits, même dans cette industrie. La suite des rapports du recensement, jusqu'au dernier, indique une diminution dans le taux de ces bénéfices, ce qui est parfaitement d'accord soit avec l'état connu et la tendance des affaires industrielles, soit avec leurs lois naturelles,

Les profits faits en Angleterre dans le commerce du coton sont loin d'être uniformes, et, quels qu'ils soient, il est difficile de les évaluer. Que ces profits aient été considérables pendant les années passées, c'est ce qu'on peut déduire avec sûreté du fait que de si grands capitaux ont été attirés dans ce commerce. Nous avons sous les yeux une liste d'environ trente sociétés à responsabilité limitée, du Lancashire, pour la filature du coton et de la laine, et le chiffre de leurs dividendes en 1873. Le dividende le plus bas de cette liste est 10 p. 100, le plus élevé est 42 p. 100, et la moyenne est au-dessous de 20 p. 100. Mais il serait absurde de regarder 1873 comme une année moyenne dans un sens quelconque. Le prix moyen du fil de coton exporté pendant cette année fut de 17,76 deniers par lb., tandis que pendant les sept années finissant en 1883, il ne s'est élevé qu'une seule fois au-dessus de 13 deniers par lb. Le coton en pièce, uni, atteignait en 1873 le prix de 3,45 deniers par

yard, contre une moyenne de seulement 2,7 deniers par yard pendant les sept dernières années. Avec des avantages aussi énormes en sa faveur, l'année 1873 ne pouvait guère manquer d'être prospère en tous points. Mais en 1883, qui peut être regardé comme une année plus normale, les circonstances ont été bien différentes. M. Montgomery affirme que, dans cette année, 49 filatures de coton dans le district d'Oldham ont fait un profit moyen de 7 3/4 p. 100 (1). Ce bénéfice s'est fait quoique le prix moyen du fil de coton pour toute l'année ait été plus bas que dans toute autre année antérieure, dans l'histoire du commerce. Il ne faut pas, néanmoins, affirmer témérairement, pour ce motif, que dans toutes les années précédentes les bénéfices ont été proportionnels aux différences dans le prix du fil. L'industrie de la filature du coton, comme toutes les autres, s'est vue modifiée par l'introduction de nouveaux procédés et de nouvelles machines. Partout où cela a été possible, des économies ont été réalisées. De plus petits profits se sont répartis sur une production plus considérable; le prix de la force motrice a été largement réduit par l'amélioration des chaudières et des machines locomobiles, et la puissance moyenne de production des ouvriers a été énormément augmentée. Il ne faut pas non plus se hâter de prétendre que, puisque beaucoup de sociétés sont capables de faire un profit rémunérateur, toutes se trouvent dans le même cas. Les sociétés précitées sont, d'après M. Montgomery dans une meilleure situation que les particuliers propriétaires d'usines.

« Elles ont de grands capitaux, empruntent à de bonnes conditions, et ne sont pas tenues par leurs banquiers. L'organisation est pratique et économique; les filatures sont vastes, neuves, et bien adaptées pour faire la besogne à peu de frais et en grande quantité. Si elles trouvent des difficultés à procurer au capital un intérêt convenable, il est impossible au filateur isolé de faire un profit suffisant

(1) *Notices lues devant la Société de statistique de Manchester*, novembre 1884.

dans les circonstances ordinaires ». Après cet exposé, l'affirmation que l'on a enregistrée, pendant les dix années de 1873 à 1883, 305 nouvelles sociétés pour la filature et le tissage du coton dans le Lancashire et la frontière du Yonkshire, avec un capital nominal de près de 20 millions sterling (500 millions), que leur nombre continue à s'accroître, cette assertion ne laisse pas d'étonner quelque peu. Dans la ville d'Oldham, il est à peine un cabaretier, porteur du chemin de fer, policeman ou boutiquier, qui ne soit actionnaire de l'une d'elles. Ces gens-là, nous pouvons en être sûrs, *ne mettraient pas leurs œufs dans une corbeille trouée;* et le grand accroissement du nombre des filatures de coton est la meilleure preuve que ce placement n'a pas été, en général, sans rémunération dans le passé. Aussi sûrement que l'aiguille magnétique se dirige vers le pôle, le capital cesse d'être attiré par un placement notoirement sans rémunération; et nous pouvons par conséquent tirer cette conclusion que, tant que le filé de coton ne tombe pas au-dessous de 12 d. 25 par livre, ni la pièce de marchandise unie au-dessous de 2 d. 61 par yard (ce sont les prix moyens de 1883), il est extrêmement probable que les usines à filer le coton se tireront suffisamment d'affaire, tandis que au-dessus de ces prix, on peut espérer d'assez beaux bénéfices, en admettant bien entendu que le prix du travail et des matières premières ne subisse pas d'accroissement.

Dans le commerce du coton aux États-Unis, les profits semblent s'élever moins haut que dans presque toutes les autres industriss. Le *quantum* moyen du profit sur le capital engagé en 1880, tel qu'il est évalué par le recensement, était de 22,97, et si nous déduisons 10 p. 100 de ce chiffre pour la dépréciation, le renouvellement et les pertes, le profit net ne semblerait pas excessif. En Amérique, comme ailleurs, les manufactures de coton ont été forcées dans ces dernières années de vivre plutôt sur de petits profits avec une production considérable, que de grands profits avec une fabrication plus restreinte. Une preuve

frappante de cette tendance est fournie par quelques chiffres empruntés à M. Atkinson (1) qui constate que, dans la même usine, travaillant la même qualité et la même nature de matériaux, le profit moyen par yard en 1830 était 2 cents 40, et en 1884 seulement 0 cent 41 centièmes, ce qui indiquerait une diminution de 83 p. 100. Mais parallèlement à ce déclin de profit, la production a augmenté énormément, car la quantité de coton filé en un jour par chaque ouvrier a été 9,94 livres en 1830; et 31,22 livres en 1884; l'accroissement de production serait donc de 214 p. 100, ce qui s'explique par ce fait que 17 ouvriers ont pu conduire mille broches en 1884, tandis qu'il en fallait 49 en 1830 pour exécuter le même travail.

Le montant total du capital engagé dans les manufactures et l'industrie aux États-Unis, non compris l'agriculture, était en 1880 de 2,790 millions de dollars (13,950 millions); le total des sommes payées en salaires pendant l'année a été de 948 millions de dollars (4,740 millions), et la valeur de la matière première employée dans toutes les industries a été de 3,397 millions de dollars (16,985 millions), tandis que la valeur totale des produits obtenus a été de 5,369 1/2 millions de dollars (26,847 millions de francs); le bénéfice réalisé, après déduction des salaires et du payement de la matière première, a donc été de 1,024 millions de dollars (5,120 millions de francs), somme égale à 40 p. 100 du capital engagé. Nous ne prétendrons pas un instant que cette somme représente le bénéfice moyen du commerce des États-Unis pour l'année en question, il y aurait de nombreuses déductions à faire, outre l'intérêt du capital engagé; par exemple, les dépenses d'administration, la dépréciation et le renouvellement du matériel et des ateliers, les créances mauvaises et douteuses, etc., mais même après que les allocations les plus libérales auront été faites de ces divers

(1) *Mécanisme et métaphysique de l'échange*. Boston, 1884.

chefs, on admettra que le rendement moyen semble assez satisfaisant.

Si nous pouvions arriver à une moyenne qui pût représenter exactement la somme à mettre de côté dans toutes les industries pour faire face à ces différents titres de dépenses, dépréciation, renouvellement, mauvaises créances, etc., nous serions alors capables de calculer, d'après les données fournies par les tables du recensement, les profits nets de l'industrie manufacturière en Amérique. Mais en l'absence d'une telle moyenne générale, nous laisserons à chacun le soin d'employer les chiffres que sa propre expérience pourra lui suggérer comme pouvant le mieux répondre aux probabilités indiquées.

Le capital se sent toujours attiré vers le commerce ou le placement qui rend le plus haut intérêt ; c'est là une loi d'application universelle et qui ne subit que de très légères modifications. Adam Smith admet que l'une de ces modifications, c'est le plus ou moins d'agrément de la fonction commerciale, et il cite spécialement la différence qui existe, en général, entre les profits d'un boucher et ceux d'un boulanger, affirmant que l'amoindrissement du bénéfice pour ce dernier, provient du caractère plus agréable de son travail. On peut douter que cette distinction ait encore de l'exactitude à l'époque actuelle. Le désir de faire fortune par le plus court chemin, et la difficulté de faire fortune en présence de la concurrence actuelle, sont tels, que les considérations de la nature de celle que nous venons de citer n'ont probablement qu'une influence bien limitée, pour déterminer la direction dans laquelle le capital doit être engagé.

Cette affirmation générale comporte cependant une restriction notable. Les capitalistes se contentent ordinairement d'un rendement plus petit dans l'industrie agricole que dans les manufactures, et voilà pourquoi, autant qu'il est possible d'en juger, le taux du profit provenant de la culture de la terre est bien au-dessous de celui que donnent les manufactures.

Il est presque aussi difficile d'arriver à une évaluation digne de confiance de la moyenne des bénéfices agricoles que de déterminer les profits de l'industrie manufacturière. Tous deux dépendent également de l'excellence et de l'économie dans l'administration, de la convenance et de la facilité d'accès de marchés avantageux, et enfin du bon marché et de l'efficacité du travail. Mais l'agriculture diffère des manufactures en ce qu'elle dépend aussi de la nature du sol, de la régularité des saisons, et des risques d'épizootie.

Sir James Caird estime la valeur totale annuelle des produits agricoles du Royaume-Uni à environ 260 millions sterling (6,700 millions). Dans l'autre plateau de la balance il faut placer :

	Liv.
Rente à 30 shs. par acre...........	75.000.000
Impôts et taxes.....................	16.000.009
Engrais, etc........................	30.000.000
Salaires de 1 million et demi de laboureurs à 14 sh. par semaine.......	55.900.000
Intérêt sur un capital de 400 millions à 5 p. 100........................	20.000.000
Déboursé total..............	196.900.000

d'où il résulterait qu'il reste un profit de 64 millions sterling pour le travail propre du fermier et celui de sa famille, et pour les pertes que l'on subit si fréquemment dans les opérations agricoles. Ce bénéfice donne une moyenne de 52 shellings par acre, ou un peu plus de 55 livres (1,376 fr.) (1) pour chaque ferme, petite ou grande, dans les trois royaumes. On peut ajouter que ces chiffres viennent à l'appui des plaintes générales sur la dépression agricole.

Comparons maintenant ces chiffres avec ceux que donne le Census comme représentant les résultats économiques des opérations agricoles, aux États-Unis, en 1880.

(1) De très hautes autorités, y compris M. Harris (M.-P.), et le major Craigie regardent ce chiffre comme trop élevé, opinion probablement juste au moment actuel.

La valeur estimative de tous les produits de ferme aux États-Unis (y compris ce qui a été vendu, aussi bien que consommé ou mis en réserve), est portée à 2,212 1/2 millions de dollars (11 milliards de francs), soit une moyenne d'environ 8 dollars (40 fr.) par acre de terre cultivée ou 553 dollars (l. 112) (2,800 fr.) par ferme. La valeur totale des fermes, outils, bétail vivant, prix des engrais, coût des barrières, etc., est portée pour la même année à 21,210 1/2 millions de dollars (106 milliards). En allouant un intérêt de 5 p. 100 à cette dernière somme, il s'ensuivrait que 1,060 1/2 millions de dollars (5,302 millions 1/2 de francs) de la valeur totale annuelle des produits de l'agriculture seraient ainsi absorbés, ce qui ne laisserait que 187 dollars ou 57 livres (1,425 fr.) par ferme pour le travail, les renouvellements, etc. Or, comme il y avait en moyenne 1,9 individus, de tout âge et des deux sexes, employés sur chacune des fermes des États-Unis en l'an 1880, il semblerait que le métier de fermier dans ce pays ne soit pas beaucoup plus avantageux que dans le nôtre. Mais l'exactitude des comptes rendus du Census, quant à la valeur approximative des produits agricoles, a été mise en doute. M. Edward Atkinson, dont les appréciations méritent un haut degré de considération, évalue ces produits à environ 1,000 millions de dollars (5 millards de francs) de plus que le rapport du recensement, ce qui donnerait, évidemment, après avoir fourni l'intérêt du capital, au taux de 3 p. 100 par an, un reste de 107 livres sterling par ferme, pour solder le coût du travail, ainsi que les risques et dangers déjà indiqués, et menaçant spécialement l'agriculture. Sur cette base de calcul, le revenu net moyen arrivant au fermier américain semblerait bien plus élevé que celui de son rival britannique, et il est raisonnable d'admettre qu'il en est ainsi.

Quoique ce ne soit point ici tout à fait le lieu d'entrer dans l'examen des causes qui contribuent à élever les profits moyens dans un pays et à les déprimer dans un autre, il ne sera peut-être pas entièrement hors de propos de se de-

mander si l'élévation plus grande des profits du fermier américain n'est pas due à une plus grande économie du travail manuel, ou autrement dit à un usage plus général de machines remplaçant l'ouvrier. Nous avons déjà fait voir que, en comparant la superficie de la terre cultivée dans les deux pays, avec le nombre des personnes engagées actuellement dans la culture, on trouve que, dans le Royaume-Uni, le nombre des agriculteurs de toute espèce est, relativement à la terre cultivée, deux fois aussi grand qu'aux États-Unis.

On ne saurait douter que, dans notre pays, la tendance générale pendant ces dernières années n'ait été de réduire le taux moyen du profit sur une certaine quantité d'affaires, de sorte que les manufacturiers et les marchands espèrent trouver leur rémunération plutôt dans de petits profits sur une grande quantité d'affaires que dans de grands bénéfices pour une fabrication plus limitée. Les chiffres permettent de soumettre cette affirmation à une facile vérification. Les prix des fonds publics et des obligations de chemins de fer donnent une indication assez exacte du revenu moyen des capitaux placés ; ces deux prix ont considérablement augmenté pendant les dernières années. L'industrie anglaise, comme sir Thomas Brassey l'a admirablement démontré (1), est à même de se procurer le capital à un taux d'intérêt plus bas qu'il n'a été possible de le faire jusqu'ici dans aucun autre pays, à l'exception de la Hollande. Le landlord « grand propriétaire » se contente de 3 p. 100 d'intérêt sur l'argent qu'il avance pour des améliorations agricoles, tandis que les agriculteurs allemands doivent payer 6 à 6 1/2 p. 100 aux « banques du peuple » pour un prêt de même nature ; et, aux États-Unis, les fermiers doivent accepter un taux d'intérêt bien plus considérable encore.

John Stuart Mill a examiné le sujet du taux moyen du revenu pour des placements sûrs en Angleterre, et il l'a

(1) *Note sur l'accroissement des produits de l'industrie*, lue à la conférence sur les bénéfices de l'industrie, tenue à Londres. Janvier 1885.

fixé à 3 ou 4 p. 100. La rapidité de l'accroissement du capital est telle, dans son opinion, qu'elle devrait ramener avant peu le taux moyen de la rente à 1 p. 100 seulement, s'il ne se présentait pas de circonstances contraires, comme dissipation du capital, soit dans les périodes d'excès de commerce, soit pour amélioration dans le matériel de production ; plus grande facilité pour obtenir les marchandises à meilleur marché de l'étranger ; et écoulement constant du capital cherchant de plus grands bénéfices dans de nouveaux pays.

Une chose est certaine. Quel que soit le taux moyen du bénéfice dans le Royaume-Uni, il est suffisant pour permettre à la grande masse de la population de se maintenir dans un plus haut degré de bien-être que presque toute autre nation. Si nos profits sont généralement plus petits, relativement à une quantité de marchandises donnée, le produit net semble devoir être porté presque à la hauteur de la moyenne de pays plus neufs, par le bas prix de notre capital et l'énormité du volume de notre production. Cette situation est bien plus désirable dans l'intérêt général de la communauté qu'un grand bénéfice sur une production moindre, malgré l'affirmation de M. Culloch, citée plus haut, sur la prospérité qu'attestent les hauts profits.

CHAPITRE XXI

RICHESSE NATIONALE.

« Le chiffre actuel de mille millions sterling (vingt-cinq milliards, qui peut être accepté comme représentant à peu près le revenu annuel du Royaume-Uni, a été atteint avec une rapidité surprenante : cette rapidité sera peut-être mieux comprise à l'aide de cette hypothèse. Si nous étions partis de zéro, il y a seulement quarante ou cinquante ans, et si notre revenu annuel s'était accru avec la rapidité que nous constatons dans la période actuelle, nous aurions atteint déjà notre grande situation présente. Mais tandis que nous avançons avec cette vitesse extrême, l'Amérique nous dépasse comme en un temps de galop. Cependant, maintenant encore, l'œuvre de recherche à la surface et dans les entrailles du sol des États-Unis et l'exploitation de cette vaste superficie par l'entreprise sont encore dans l'enfance. » GLADSTONE.

La richesse des nations est si intimement liée à leur bien-être matériel et social, qu'il est très utile de considérer sérieusement cette partie de notre suprématie nationale. Toutes choses égales d'ailleurs, la nation qui a accumulé des réserves de capital possède de bien meilleures chances dans la lutte pour la première place qu'une autre moins bien pourvue de ce que l'on a appelé « les nerfs et les muscles » du commerce et de l'industrie. Elle peut, en effet, se procurer le capital à un prix moindre, adopter immédiatement les procédés les plus économiques et les plus perfectionnés de travail agricole et manufacturier, employer la main-d'œuvre la plus habile, et enfin organiser plus aisément la distribution avantageuse de ses produits. En un mot, une nation en possession d'une grande richesse accu-

mulée est toujours prospère, tandis qu'une nation dans une situation contraire est très généralement, sinon nécessairement, dans un état misérable. Sans doute on ne doit pas en inférer que la richesse seule mérite nos efforts; quelques-uns de nos grands poètes et plusieurs philosophes tant anciens que modernes en ont dénoncé l'accumulation comme un signe de faiblesse nationale. Mais nous n'avons pas ici à traiter cette question, nous ne voulons pas savoir si la « terre pâtit » ou si « la race décroît » quand les richesses grandissent, nous n'étudions pas une question de philosophie éthique, nous voulons seulement nous demander si notre richesse nationale égale ou surpasse celle des autres pays, et si cette richesse est favorable au maintien de la prééminence de l'Angleterre dans les arts et les manufactures.

C'est un fait incontestable que la masse des citoyens anglais, qu'ils soient actuellement plus ou moins à l'aise qu'autrefois, ne sont nullement aussi satisfaits de leur sort que leurs ancêtres. Ils demandent de plus en plus l'égalité des droits et des conditions; c'est là, pour citer les paroles bien connues de M. Disraeli, dans son discours aux étudiants de Glascow, « c'est là l'esprit de vertige qui se lève sur l'Europe comme un vent de menace, et qui, lorsque vous entrerez dans la carrière, sera peut-être une tempête déchaînée ». Cette même crainte de l'avenir caractérise les derniers écrits de Carlyle : « L'aspect de l'Angleterre », dit-il, « est pour moi, en ce moment, plein de menace. La question du Capital et du Travail enfante de plus en plus l'anarchie; elle est insoluble par les notions qui lui sont appliquées jusqu'ici, et elle aboutira sûrement quelque jour au pétrole, à moins qu'un évangile autre que celui de « la science maudite » vienne l'éclairer ». Il en est qui semblent craindre que le pétrole soit tout près de nous, et d'autres assez nombreux qui témoignent leur impatience de ce que l'ouvrier hésite trop longtemps à appliquer la torche.

Mais si la « tempête déchaînée » prédite par Disraeli et « le pétrole » appréhendé par Carlyle sont « à nos portes », il est bon que ceux qui ont la charge d'empêcher de pa-

reilles révolutions ne nous y précipitent pas aveuglément. On ne peut nier qu'il y ait beaucoup de misère et de pauvreté, en Angleterre comme ailleurs.

« Il est impossible », écrit Guizot, « de regarder sans une compassion profonde tant de créatures humaines si misérables... cela est douloureux à penser; et cependant il faut y penser, y penser beaucoup; car à l'oublier, il y a tort grave et grave péril ». Mais il existe une tendance constante à exagérer les injustices et les misères dont souffre la classe des travailleurs. Les hommes comme Henri George font un mal incalculable en prêchant une doctrine impossible à réaliser dans n'importe quelles circonstances, et certainement calculée pour rendre, si cela était possible, « la confusion plus grande encore ». Il n'est pas vrai que « le pauvre devienne de plus en plus pauvre », il est douteux que les riches en général deviennent plus riches. Si les statistiques prouvent quelque chose, elles montrent certainement que Lamartine était entièrement dans l'erreur quand il affirmait que les travailleurs se trouvent maintenant dans une position plus mauvaise que jamais et quand il ajoutait : « ils agiteront la société jusqu'à ce que le communisme ait succédé à l'odieux individualisme ». Il suggérait ainsi une conclusion que ses prémisses ne sauraient justifier.

Essayons donc d'appliquer à la condition économique de la population anglaise le seul étalon réel qui puisse déterminer si ses conditions d'existence sont meilleures ou pires qu'autrefois; celui des chiffres. Il existe une grande masse d'appréciations applicables à la solution de ce problème; aucune d'elles n'est susceptible d'une démonstration mathématique, mais, pour le plus grand nombre, elles sont dignes d'assez de confiance pour qu'on s'en serve sans scrupule. Un des calculs les plus intéressants qui aient été faits sur les conditions sociales comparées de la population de notre pays, en ce qui concerne le revenu, est celui du Parlement en 1821. Dans ce rapport les 2,941,383 familles composant alors la population du Royaume-Uni sont divisées en 28 classes dont le revenu annuel est calculé et

placé à son rang sous l'un des quatre titres suivants : agriculture, ou production naturelle ; manufactures ou production artificielle ; taxes, impôts, etc., et épargne.

D'après ce compte rendu 34 p. 100 de toutes les familles habitant le Royaume-Uni en 1821 n'avaient qu'un revenu (1) annuel de 25 livres sterling (625 fr.) ou moins encore; 85 p. 100 avaient un revenu ne dépassant pas 42 livres (1,050 fr.). On admettait que toute cette portion de la nation était hors d'état de faire aucune économie, parce qu'il ne lui restait rien à épargner après avoir donné satisfaction aux nécessités de la vie. Le revenu total de ces 2,500,000 familles s'élevait d'après le rapport, à 105 millions sterling (2,625 millions de francs).

Dans la catégorie suivante, celle des familles avec un revenu de 100 à 1,000 livres (2.500 à 25,000 fr.), on comptait 384,000 familles ou 13 p. 100 de toutes les familles du royaume; le montant total de leur revenu était de 180 millions (4,500 millions), ce qui donnait en moyenne 470 livres annuellement à chaque famille (11.750 francs). Le revenu épargné, ou les économies de chacune de ces familles était évalué à 12 millions sterling (300 millions de francs) soit environ 31 livres sterling par famille (775 francs).

Le reste, environ 57,000 familles, possédait, suivant l'estimation, un revenu total de 195 millions (4,875 millions), c'est-à-dire 3,400 livres sterling par famille (85,000 francs) (2). L'épargne annuelle de ce groupe est évaluée à 13 millions sterling (325 millions de francs) soit 227 livres sterling (5,675 fr.) par famille.

Le résumé de cette exposition, c'est que le revenu total de la population de la Grande-Bretagne en 1821 s'élevait à 480 millions sterling (12 milliards), soit en moyenne, à 166 livres sterling (4,150 francs) par famille, ainsi répartis :

(1) Note du traducteur. Sous le nom de *revenu* l'auteur comprend les *gains*, *salaires*, *revenus* et en général tout ce qu'une famille peut légitimement dépenser par an.

(2) 33 familles avaient au-dessus de 100,000 livres (2,500,000 fr.) chacune, de revenu annuel.

En produits agricoles....	240.000.000 st.	(6.000.000.000 fr.)
En produits manufacturés.	147.000.000	(3.675.000.000
Taxes, dîmes, impôts, etc.	68.000.000	(1.700.000.000
Surplus, économies......	25.000.000	(625.000.000
Total.............	480.000.000 st.	(12.000.000.000 fr.)

Ce total diffère de celui que quelques statisticiens ont obtenu pour la richesse du pays à cette époque ou vers cette époque. Mulhall, par exemple, ne donne comme revenu total de la Grande-Bretagne en 1822 (un an plus tard) que 280 millions sterling (7 milliards de francs) (1). Mais ce dernier chiffre ne semble pas en rapport avec les conditions connues de l'agriculture et de l'industrie à l'époque dont nous parlons. Le prix moyen du blé, qui était alors le principal objet de commerce pour l'agriculture anglaise, n'était pas au-dessous de 86 schellings par quarter, entre 1801 et 1820. De 1821 à 1850 ce prix moyen a été de 57 schellings pour la même mesure. Le rendement moyen d'alors, par acre, peut être évalué à 24 bushels, et en prenant le dernier prix indiqué, qui est le plus bas, et en admettant que toute la superficie alors cultivée fût semée en froment, ou en céréales de valeur équivalente, le revenu d'alors de la seule agriculture aurait été de plus de 300 millions sterling par an (2) (7 milliards 1/2). Cependant, comme il est paobable que tout le terrain cultivé ne donnait pas le même profit que les terres à blé, il faut faire une déduction pour cette différence ; mais tout en faisant une large part à cette déduction, il resterait encore une somme considérable en excès sur le chiffre donné par M. Mulhall.

A partir de l'époque où commence notre enquête, un grand changement s'est effectué d'une manière continue dans les conditions du revenu national non seulement de l'Angleterre, mais aussi de toutes les autres puissances

(1) *Dictionnaire de statistique.* — Revenu.

(2) La superficie totale en culture pour l'année 1821, dans la Grande-Bretagne, est évaluée à 40 millions d'acres, et le produit aurait une valeur moyenne de 6 livres (150 fr.), appréciation probablement exacte

principales du monde. Pendant le premier quart du XIX[e] siècle, l'agriculture était la source presque unique de revenu dans le monde entier, sans en excepter une seule puissance européenne. Chez le plus grand nombre des nations, l'agriculture est encore la première source de richesse; mais chez une demi-douzaine d'entre elles, la valeur des manufactures s'est élevée peu à peu si haut qu'elle a laissé l'agriculture loin derrière elle. C'est particulièrement le cas en Angleterre, où le revenu annuel provenant de l'agriculture est évalué à 200 ou 250 millions sterling (5 à 6 milliards), tandis que le revenu provenant du commerce et de l'industrie, l'agriculture exclue, s'élève à 981 millions (24 milliards 1/2). Il en est de même en France, quoique à un moindre degré ; la valeur annuelle des produits de l'agriculture y est évaluée à 400 millions sterling (10 milliards), c'est 60 p. 100 de plus que dans le Royaume-Uni ; la valeur annuelle du produit du commerce et des manufactures n'est estimée qu'à 521 millions sterling (15 milliards) soit 46 p. 100 de moins qu'en Angleterre. En Belgique, la valeur annuelle des produits manufacturés est de 30 millions sterling (750 millions) et dépasse de 66 p. 100 le produit de l'agriculture. En Hollande, en Suisse et en Grèce, on accorde la même supériorité aux produits des manufactures. Dépassons les limites du continent européen, et nous trouverons que des pays comme le Canada et les États-Unis, dont la prospérité est si étroitement liée à l'agriculture, multiplient leurs manufactures au point que leurs produits ont déjà dépassé comme valeur ceux de l'agriculture pure. L'écart, pour le Canada, est encore minime, mais pour les États-Unis, il est déjà considérable.

Ne sommes-nous pas, semble-t-il, en possession d'un critère pouvant nous faire apprécier l'influence sur le revenu national de la pratique exclusive de l'agriculture d'une part, ou du mélange de l'agriculture et de l'industrie, d'autre part. La Grande-Bretagne, qui possède, du fait des manufactures ou de l'industrie, un revenu supé-

rieur à celui de toute autre nation, a certainement en même temps une plus grande moyenne de revenu par tête d'habitant que toute autre nation européenne ; mais la moyenne de revenu par tête est plus grande encore dans nos colonies d'Australie, qui sont cependant presque exclusivement adonnées à l'agriculture. La France, la Belgique et la Hollande, où la valeur des manufactures l'emporte sur celle de l'agriculture, viennent immédiatement après l'Angleterre comme moyenne de revenu par habitant; mais toutes trois ont un revenu moindre qu'un habitant des États-Unis ou du Canada, où l'agriculture est une source bien plus importante de gains nationaux. Mais, en tenant compte de ces exceptions, il n'est pas douteux que la tendance générale que manifeste la supériorité des manufactures sur l'agriculture soit d'élever la moyenne des gains de la population. En prenant la somme moyenne des gains pour six des principaux pays agricoles de l'Europe, Allemagne, Russie, Autriche, Italie, Espagne et Portugal, et faisant la division par le chiffre de la population, nous trouvons une moyenne de revenu annuel par tête ne dépassant pas 13 livres (325 francs). Si, d'autre part, nous adoptons le même procédé avec six des principales contrées industrielles du monde, Grande-Bretagne, France, Belgique, Hollande, Suisse et États-Unis, nous trouvons un revenu annuel moyen d'environ 25 livres (625 fr.) par tête (1). En conséquence, dans ce dernier groupe, le revenu moyen est presque double du premier.

Maintenant, quel a été l'effet de l'accroissement général des manufactures et de l'agriculture sur la prospérité relative des différentes nations? l'Angleterre a-t-elle perdu ou gagné du terrain, et dans quelle mesure? Voilà encore des questions qui peuvent être mises à l'épreuve des faits actuels. Il est convenable, en outre, d'examiner quelle part de l'accroissement du revenu national est allée aux classes

(1) Dans ce calcul le gain moyen annuel par habitant des États-Unis a été compté à 27 liv. 2 sch. (677 fr. 50) et pour le Royaume-Uni à 35 liv. 2 sch. (877 fr. 50 .

supérieures, et quelle part aux ouvriers; de savoir si, en fait, le revenu national des divers pays a marché vers une répartition plus ou moins inégale, et dans quelles limites exactes cette évolution s'est effectuée. En ce qui concerne le dernier point, on trouvera dans un autre chapitre, celui qui concerne les salaires, que la condition générale des travailleurs de ce pays a éprouvé une grande amélioration pendant les trente ou quarante dernières années. L'augmentation des ressources de la population, du fait de ce progrès, lui a permis d'accroître largement ses épargnes, mais comme j'ai traité ce sujet ailleurs, je me borne à le mentionner ici. Il faut aussi remarquer que les grandes diminutions qui ont eu lieu dans le prix des marchandises ont procuré au salaire une puissance d'achat bien plus considérable qu'autrefois, et ce phénomène est, par ses effets, égal à un accroissement de revenu annuel dans toute la communauté, même si le chiffre nominal était resté identique. Au contraire, comme nous allons le voir immédiatement, il a augmenté considérablement, et les gains ou revenus de la classe des travailleurs plus encore que ceux des classes supérieure et moyenne.

Examinons d'abord les conditions comparées de l'industrie anglaise. L'Angleterre a-t-elle maintenu sa position relative comme pays manufacturier pendant les dernières années? Pour jeter une lumière suffisante sur ce sujet il nous faudrait le secours de toute une pyramide de chiffres. Mais quelques citations empruntées à la statistique peuvent suffire à notre but principal. D'après Mulhall (1), la valeur des manufactures du monde entier (2), en 1870, montait à 2,986 millions sterling (74,650 millions), dont 642 millions, ou 22 p. 100, appartenaient à l'Angleterre et à ses colonies. En 1880, la valeur des manufactures

(1) *Balance des comptes du monde*, p. 18.

(2) Malgré l'expression du monde employée par M. Mulhall, les chiffres ne comprennent pas un grand nombre des contrées de l'Afrique de l'Amérique du Sud, etc., dont les statistiques sont sans valeur

des mêmes pays s'était accrue jusqu'à 3,544 millions sterling (88,600 millions), dont 758 millions appartenaient à l'Empire anglais. Dans l'intervalle, les manufactures de l'Angleterre et de ses colonies s'étaient accrues de 136 millions sterling (3,600 millions) soit environ 20 p. 100, tandis que celles de tout le reste du monde, excepté les États-Unis, ne s'étaient accrues que de 216 millions sterling (5,400 millions) soit environ 13 p. 100. Le cas des États-Unis est tout à fait exceptionnel. Les chiffres de M. Mulhall montrent que le total de la valeur des manufactures de ce pays était de 682 millions sterling (17 milliards) en 1870, soit 8 p. 100 de plus que la valeur de celles du Royaume-Uni dans la même année, et en 1880, de 888 millions (22 milliards), ou 17 p. 100 de plus que celles du Royaume-Uni. Mais ces chiffres, quelle qu'ait été la marche suivie pour les obtenir, ne sont pas d'accord avec les évaluations du dixième recensement des États-Unis, qui montrent que entre 1870 et 1880, la valeur des produits manufacturés de ce pays avait passé de 677 à 1,074 millions de livres (1) (de 16 milliards 1/2 à 26 milliards 3/4 de francs) tandis que le profit avait passé de 279 à 394 millions sterling (de 6,975 à 9,850 millions de francs). L'ouvrage de M. Mulhall avait, évidemment, paru avant que ces comptes rendus officiels fussent utilisables, et en conséquence, il est probable que ses chiffres sont approximatifs, mais cette appréciation est ridiculement au-dessous de la réalité, soit qu'on la compare à la valeur totale ou aux profits des produits manufacturés du pays ; et, en raisonnant du connu à l'inconnu, il est important que nous n'acceptions pas sans examen des chiffres de cette nature. Mais après avoir fait toutes les déductions admissibles, afin d'enlever toute possibilité d'erreur, nous avons des motifs suffisants pour conclure que les manufactures anglaises se sont accrues dans une mesure telle que leur accroissement a

(1) Le dollar est compté comme valant 4 schellings (5 fr.).

dépassé de beaucoup celui de tout autre pays, en exceptant seulement, comme nous l'avons constaté plus haut, les États-Unis d'Amérique (1).

Pour la décade 1870-80, l'accroissement de la valeur annuelle du commerce, des manufactures, etc., chez les quatre principales nations du monde, a été le suivant :

Royaume-Uni ..	337.000.000 st.	8.425.000.000 fr.
France.........	144.000.000	3.600.000.000
Allemagne	267.000.000	6.675.000.000
États-Unis	716.000.000	17.900.000.000

Une des premières considérations qui frappent à l'examen des détails de ce tableau, c'est l'énormité de l'accroissement de la valeur de l'agriculture aux États-Unis, (27 p. 100 en dix ans), comparée aux progrès faits dans le Royaume-Uni. En réalité. l'Angleterre a perdu du terrain, aussi bien absolument que relativement, et ses ressources agricoles ont diminué ; mais on observera que sous ce rapport elle n'est pas tout à fait seule, la France a montré la même tendance, quoique à un degré un peu moindre ; l'accroissement de 30 millions sterling des produits agricoles de l'Allemagne peut, non seulement tenir tout entier à l'acquisition de l'Alsace-Lorraine, mais il

(1) La table suivante indique les progrès comparatifs de l'Angleterre et des trois principales nations du monde, ses rivales en commerce et en manufactures, de 1870 à 1880. Les chiffres indiquent des millions sterling.

	ANGLETERRE.		FRANCE.		ALLEMAGNE.		ÉTATS-UNIS.	
	1870.	1880.	1870.	1880	1870.	1880.	1870.	1880.
Commerce	547	692	249	332	270	384	172	301
Manufactures.....	642	758	439	485	311	427	677	1071
Mines...........	46	65	9	12	14	21	38	72
Agriculture.......	260	240	412	400	310	340	415	525
Transports........	78	121	33	50	38	64	115	141
Banques	80	108	30	31	25	28	40	52
Divers	34	40	9	12	4	5	17	25
Totaux......	1687	2024	1181	1325	1002	1269	1474	2190

est possible que, restreint à ses anciennes limites géographiques, ce pays eût montré les mêmes tendances au déclin matériel, pour les mêmes motifs que le Royaume-Uni. Car il est important de faire observer que la décroissance de la valeur des produits agricoles en Europe n'est pas due à un affaiblissement de l'efficacité du travail ou à une diminution de la fertilité du sol, mais à la grande baisse de la valeur des céréales, et aussi, quoiqu'à un degré moindre, de certains autres produits; baisse provenant de la concurrence des États-Unis et des colonies.

On a essayé bien des évaluations de la proportion dans laquelle le revenu national se partage entre la classe supérieure et celle des travailleurs manuels. Il serait impossible d'exagérer la valeur de ce renseignement s'il était possible de l'obtenir d'une manière certaine. Il ne peut exister de preuve plus concluante de la prospérité d'une nation que la disparition relative de la classe pauvre. Un pays qui a la supériorité à ce point de vue est très probablement plus prospère et plus satisfait que celui où se rencontrent les extrêmes de pauvreté et de richesse. On a souvent prétendu que l'Angleterre est le type caractéristique de cette dernière condition sociale, et on a fait observer que la pauvreté qui existe au milieu de nous est plus remarquée en raison du contraste éclatant du grand déploiement de notre richesse; cette observation est juste. Mais c'est une erreur absolue de supposer que ceux qui gagnent leur pain quotidien par leur travail soient plus pauvres en Angleterre que dans d'autres pays. Au contraire, la classe des ouvriers anglais, en général, perçoit un revenu annuel plus considérable que celui de n'importe quelle autre nation de l'Europe.

On s'est livré à d'assez nombreux calculs touchant l'évaluation du revenu de la classe ouvrière ; mais ces évaluations sont trop peu d'accord entre elles pour permettre une conclusion certaine. Dans un essai présenté à la Société de statistique, en décembre 1884, l'auteur de ce livre estimait ce total à 535 millions sterling (13,375 millions),

c'est-à-dire environ 42 livres (1,050 francs) par tête. Quelques mois plus tard, le professeur Lévi arrivait presque au même résultat par tête en partant d'un montant total différent, en raison du nombre plus grand des individus compris comme ouvriers dans son calcul. Dans chacun de ces tableaux, la proportion du revenu national attribuée aux classes ouvrières ne serait probablement pas au-dessous de 52 p. 100. Dans notre vingt-sixième chapitre nous dirons quelque chose de plus au sujet de l'accroissement de la richesse dans notre pays, spécialement comparé à ce même accroissement aux États-Unis.

En étudiant ce sujet de la richesse nationale, il est naturel de demander : Pourquoi l'Angleterre est-elle si riche et l'Inde si pauvre? Voilà un problème économique auquel on ne peut trouver de solution satisfaisante qu'en le soumettant à l'épreuve des chiffres. Un premier pas vers cette solution consiste à estimer la valeur actuelle des produits de la terre, cette source naturelle la plus importante de la richesse dans les deux pays. La valeur totale annuelle des produits agricoles dans le Royaume-Uni a été évaluée par sir James Caird à 260 millions (6 milliards 1/2). En 1880, la valeur des produits des mines anglaises, produits tirés directement du sol comme ceux de l'agriculture, se divise ainsi :

Charbon.........	47.000.000 liv. st.	(1.175.000.000 fr.)
Étain............	670.000	(16.750.000)
Plomb...........	850.000	(21.250.000)
Minerai de fer....	7.000.000	(175.000.000)
Sel..............	1.320.000	(33.000.000)
Cuivre..........	686.000	(17.150.000)
Total........	57.526.000 liv. st.	(1.438.150.000 fr.)

En conséquence, la valeur totale annuelle des produits des mines et de l'agriculture en Angleterre peut être estimée à environ 317 millions sterling (7,925 millions), donnant une moyenne d'environ 9 livres (225 fr.) par tête de la population. La valeur totale annuelle des pro-

duits des manufactures a été évaluée à 923 millions sterling (2,373 millions) ou 26 liv. 4 par tête (660 francs).

Mais; dans l'Inde, le revenu de la population est tiré presque exclusivement du sol. Il serait difficile de calculer quelle est la valeur du produit. Mais il n'est pas difficile de comprendre qu'il est loin d'égaler en valeur celui du Royaume-Uni, car l'Inde n'a fait que peu d'efforts ou même n'a rien fait, jusqu'ici, pour développer ses grandes ressources minières, et la valeur des produits qu'elle cultive est extrèmement minime, mesure pour mesure, relativement à ceux du Royaume-Uni, en raison tant de la grande puissance d'achat du capital monnayé (1) que de l'absence de marchés pour la plus grande partie des récoltes. En 1870, un écrivain s'occupant de l'agriculture indoue (2) calculait que la valeur totale de son produit ne s'élevait qu'à 200 millions sterling (5 milliards) ou environ 27 schelling (33 fr. 75) par habitant et que 100 millions de plus (2 milliards 1/2) représenteraient la valeur totale annuelle de l'industrie, etc. dans l'Inde, ce qui ne donne ainsi qu'un total général de 40 schellings (50 fr.) par tête, tandis que le revenu moyen dans le Royaume-Uni s'élève à 35 livres (875 fr.). En 1876, le même écrivain a fait une seconde appréciation du revenu total de toute provenance pour l'Inde anglaise, dans laquelle il élève la valeur des produits agricoles à 260 millions sterling. Il estime la valeur du sel, de l'opium et des profits du commerce à 17 millions sterling; la valeur des produits manufacturés à 17 millions sterling; enfin la valeur du poisson, bétail, etc., à 15 millions de plus, ce qui, avec 30 millions ajoutés

(1) La valeur du produit de l'agriculture indoue, *par acre*, a été estimée à 12 roupies (soit 22 schellings ou 27 fr. 50) dans les provinces du centre et le Pundjaub. Dans le Royaume-Uni, si nous acceptons le chiffre de 24 bushels de blé à l'acre et la valeur de ce blé seulement à 40 schellings par quarter, cela nous donne une valeur moyenne de 6 livres *par acre* (150 fr.), ou 445 pour 100 de plus que la moyenne de l'Inde.

(2) *Rapport* lu par D. Naoroji devant l'association de l'Inde orientale.

comme produits divers, forme un total de 340 millions ou 40 schellings (46 fr.) par tête pour une population de 170 millions d'âmes, dans une bonne année ordinaire (1). D'autre part, il faut se rappeler, évidemment, que les naturels de l'Inde vivent avec un régime à la fois sobre et peu coûteux. La commission des prix de Bombay a calculé les besoins des plus modestes serviteurs du gouvernement dans le district de Poonah en 1863, à 6 roupies 1/2 (soit 10 sch. = 12 fr. 50) par mois. En 1870, le prix proposé pour le nourriture des coolies émigrants s'élevait à un peu plus de 5 roupies par mois. Dans les prisons de l'Inde, le prix de la seule nourriture annuelle varie de 18 roupies 1/2 dans les provinces du nord-ouest, à environ 42 roupies à Bombay. En comparant les produits actuels du sol avec le prix de simple nourriture, l'auteur déjà cité remarque que « même pour la nourriture et le vêtement tels qu'un criminel les obtient, la production est à peine suffisante quand l'année est bonne », et que les populations de l'Inde « ne récoltent pas assez pour subvenir aux simples nécessités de la vie ».

(1) *Pauvreté de l'Inde*, par N. Naoroji. Londres, 1878.

CHAPITRE XXII

DE L'EXTENSION DE L'EMPLOI DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE ET DE SES CONSÉQUENCES.

L'influence sur la prospérité nationale de la concurrence entre les hommes et les femmes, pour les travaux dans les fabriques et les manufactures, peut ne pas sembler manifeste au premier abord. C'est pour ce motif que certains lecteurs nous reprocheront de traiter dans un ouvrage de ce genre cette question au moins éloignée de notre sujet, si elle ne lui est pas absolument étrangère. Mais un instant de réflexion suffira sans doute pour modifier cette appréciation. En effet, s'ils se trouvait que deux pays eussent à peu près les mêmes ressources naturelles, et qu'ils fussent arrivés presque au même point de préparation pratique dans la carrière où les nations civilisées se disputent la suprématie industrielle, sauf toutefois en ce qui concerne les proportions relatives de travail masculin et de travail féminin, il n'est pas du tout impossible que cette seule différence fût suffisante pour déterminer le résultat final. Il est évident que la différence dans le taux de la rémunération et dans l'efficacité relative du travail des femmes doit, en tous cas, exercer une influence considérable.

Mais nous avons à considérer cette question sous un autre aspect bien plus important encore. Il peut être vrai qu'une nation employant une grande proportion de travail féminin dans ses métiers industriels devienne capable, avec ce secours, d'obtenir et de maintenir une supériorité

industrielle qu'elle n'aurait pu atteindre autrement. Mais si, d'autre part, on constatait que le recours au travail féminin est indispensable à une nation et qu'il est moins nécessaire à une autre pour que chacune conserve sa position industrielle, on admettra généralement que la situation la plus satisfaisante et la plus sûre est celle de la nation où les femmes ne sont pas enlevées à leur sphère propre et naturelle, pour partager avec les hommes les travaux pénibles de la ferme, de l'atelier et de la mine. En résumé, on admettra que le plus haut degré de prospérité est indiqué par la plus basse proportion de travail féminin, et que le plus haut degré de civilisation coïncide habituellement avec le plus petit nombre d'ouvrières employées dans les métiers et manufactures. On peut affirmer avec raison aussi que l'admission plus générale des femmes dans les professions libérales est en même temps la preuve et la conséquence d'une haute civilisation et de la prospérité nationale.

Sur les 13,344,000 femmes habitant l'Angleterre et le pays de Galles en 1881, 9,930,000, soit environ 75 p. 100, sont enregistrées comme appartenant à la classe « non définie et sans profession ». Font naturellement partie de cette catégorie les 4,739,000 jeunes filles au-dessous de l'âge de quinze ans; il reste donc à déterminer quelles sont les 5,191,000 autres unités féminines ainsi classées. S'il était admissible d'inscrire dans cette catégorie des « non définies et sans profession » toutes les femmes mariées, la partie non déterminée serait réduite à de bien minimes proportions vraiment, puisque 4,437,000 femmes sont désignées comme « mariées ». Mais ce serait s'éloigner complètement de la réalité. Un nombre considérable, trop considérable malheureusement, de femmes mariées, spécialement dans les ateliers et les fabriques des districts manufacturiers, travaillent à la journée ou autrement, aussi régulièrement que leurs maris; il est en conséquence impossible d'inscrire toutes les femmes mariées dans la classe sus-indiquée. D'autre part, la catégorie qui reste sans indication d'occupation est

beaucoup trop nombreuse pour être comprise tout entière dans la série des « filles résidant avec leurs parents ».

Mais ce n'est pas cette classe « non définie et sans profession » que nous voulons étudier, mais bien les 3,404,000 femmes ou 26 p. 100 du total général, qui appartiennent à la population vivant de salaires. Ce nombre considérable est classé d'après les tableaux du census de 1881, comme il suit :

196.000	ou 5.8 p. 100	exerçant une profession.
1.545.000	45	vivant comme servantes.
19.000	0.6	employées au commerce.
65.000	1.9	employées à l'agriculture.
1.578.000	46	employées dans les manufactures.

Ainsi le service domestique et les manufactures absorbent 3,123,000 ou presque 92 p. 100 de toute la population féminine ouvrière du pays. Du service domestique nous n'avons que peu de choses à dire. Ses conditions sont à peu près les mêmes partout. Cependant on peut remarquer que pendant les vingt années qui précèdent 1881, le nombre total des femmes en service s'est accru de 474,000 ou 44 p. 100, tandis que la population féminine générale croissait de 3,045,000, ou de 29 p. 100 seulement. On peut admettre sans crainte que cette proportion indique l'emploi d'un plus grand nombre relatif de servantes, et par conséquent une aisance plus générale dans le pays.

En général, on ignore probablement d'une manière absolue à quel point le travail féminin fournit un appoint et fait plus ou moins concurrence au travail de l'homme dans les industries de notre pays. Deux cent quatre-vingts industries distinctes sont inscrites sur les tableaux du Census pour 1881. Sur ce nombre il n'en est que vingt où le travail féminin paraît ne pas être employé, et puisque le nombre en est si limité, il n'est peut-être pas déplacé de donner ici la liste de ces exceptions; la voici :

Meuniers.
Ajusteurs et tourneurs.
Fabricants de chaudières.
Charpentiers pour navires.
Couvreurs.
Porteurs de charbon.
Gaziers.
Carriers.
Tailleurs de pierre.
Ardoisiers.
Puisatiers.
Paveurs.
Constructeurs de routes et surveillants.
Cantonniers.
Entrepreneurs de chemins de fer.
Poseurs de plaques (navires).
Terrassiers.
Conducteurs de locomotives.
Égoutiers.
Batteurs d'or et d'argent.

Dans le dernier Census des États-Unis les occupations industrielles et manufacturières sont différemment classées, et sont seulement au nombre de 135, sur lesquelles 33 n'emploient aucun travail féminin.

En examinant l'extension du travail féminin dans les divers pays, il est de la plus haute importance de tenir compte du caractère des industries où ce travail est utilisé, tout aussi bien que de son extension générale. Une nation qui laisserait 10 p. 100 par exemple de sa population féminine travailler dans les briqueteries, les mines de houille, ou les hauts-fourneaux, contribuerait plus à dégrader la dignité de la femme et ferait preuve d'une appréciation moins élevée de ses qualités fonctionnelles qu'une autre, chez laquelle 50 ou 60 p. 100, par exemple, de cette population seraient engagés dans des métiers pour lesquels elle a une aptitude spéciale, et propres à maintenir le respect que les nations professent habituellement pour la dignité féminine, en proportion de leur civilisation. Mais ce serait entrer sur un terrain difficile ; car on ne trouverait pas deux individus, encore moins deux peuples en parfait accord sur la nature du travail qui peut dégrader ou relever la dignité de la femme.

Parmi les occupations rudes et pénibles auxquelles nous pensons que les femmes ont le moins d'aptitude, il n'en est probablement aucune qui soit aussi peu en harmonie avec les tendances de notre population féminine que les mines. Cependant il est prouvé que, dans la Grande-Bre-

tagne, il existait en 1881 5,775 femmes employées dans les mines. Ce n'est évidemment que 1 p. 100 minime du nombre total des mineurs du pays, pas plus de 1,1 p. 100, mais c'est beaucoup plus qu'aux États-Unis où le nombre des femmes employées aux mines n'était en 1880 que de 79 sur une population minière de 234,000 personnes.

Ceux qui désirent que les femmes soient détournées de toute occupation, soit incompatible avec leur sexe, soit même ayant une tendance à diminuer leurs qualités et leurs aptitudes féminines, apprendront avec satisfaction que chez nous, en Angleterre, la proportion des femmes employées dans les mines a considérablement diminué récemment. En 1861, sur 410,000 ouvriers employés dans les mines de charbon, cuivre, étain et sel de notre pays (Angleterre et Galles), on ne comptait pas moins de 16,805 femmes, soit environ 4 p. 100 (au lieu de 1,1 actuellement). Nous pouvons donc affirmer que depuis 1861 nous avons marché rapidement dans la vraie direction, quoiqu'il y ait encore à désirer que les femmes ne soient d'aucune manière mises en contact avec les duretés de ce travail dégradant pour elles. S'il nous reste une consolation, c'est de penser que, tout en étant moins avancés que les États-Unis sur ce point, nous le sommes plus que plusieurs autres nations européennes. En Belgique, sur un total de 103,000 ouvriers de toute espèce employés aux mines de houille en 1883, on n'en comptait pas moins de 13,685 appartenant au sexe féminin. Sur ce nombre 5,500 étaient des jeunes filles au-dessous de seize ans.

Dans ce qu'on appelle ordinairement les métiers de construction, les choses ont bien changé en ce qui concerne le travail féminin, pendant les vingt dernières années. En 1861, sur un total de 505,000 personnes employées dans l'industrie de la bâtisse, plus de 2,500 étaient des femmes. Mais en 1881 on ne compte plus que 1,388 femmes dans cette catégorie, sur un total de plus de 666,000 ouvriers. La proportion p. 100 s'est donc abaissée, dans les dernières années, de 0,49 à 0,20.

Bien des lecteurs trouveront étrange que sur un total de 267,000 employés engagés dans la fabrication et la conduite des machines et outils, on ne compte pas moins de 14,000 femmes. Cette occupation exige un travail rude et pénible pour leur sexe, quoiqu'il ne soit pas nécessairement dégradant. Au contraire, quelques-unes des industries mécaniques, l'horlogerie, la fabrication d'instruments de science ou de musique, comportent un haut degré d'habileté et de capacité. Le plus grand nombre des femmes de cette catégorie est classé sous l'en-tête « instruments et outils », savoir 8,925 sur 48,556 ouvriers, après quoi le plus gros chiffre, 1,899 sur 4,864, est placé sous l'en-tête « attirail de jeux et de chasse ». Les 224 femmes employées dans la catégorie d'apparence guerrière de « armes et artillerie » sont sans doute principalement occupées dans les boutiques d'armuriers de petites villes, et on n'a pas à les rechercher dans les fabriques de Woolwich et d'Enfield. Nous pouvons ajouter que le nombre des femmes employées dans la fabrique des machines et outils s'est accru absolument, mais non pas relativement depuis 1861. Sur un total de 117,000 employés on en comptait alors 6,646 du sexe féminin ; en 1881, on en compte 9,987 sur un total de 209,000.

Aux États-Unis, les femmes ne s'engagent dans les industries mécaniques qu'en très petit nombre. Sur 101,000 personnes désignées comme « mécaniciens » en 1880, il n'y avait pas une seule femme. Sur 13,749 ouvriers en outils et coutellerie, on comptait 533 femmes ; dans plusieurs autres industries similaires, comme ouvriers charrons, poêliers, fumistes, fabricants de grilles, de chaudières à vapeur, de pompes, etc., le travail féminin n'est employé en aucun cas.

Les conditions dans l'Europe continentale, et spécialement en Belgique, en ce qui concerne le travail des femmes, sont bien moins satisfaisantes que celles que nous venons de décrire. Dans ce dernier pays le nombre des hommes, sur une population de 5,600,000, l'emporte de 52,000.

Mais, sur les 2,786,000 femmes, 961,000, ou 34 p. 100 sont employées dans un certain nombre de métiers où l'Angleterre n'en emploie que 26 p. 100. Cette différence devient encore plus remarquable, quand nous constatons que le service domestique et les industries textiles, qui chez nous emploient ensemble 63 p. 100 de la population féminine vivant de salaires, ne donnent du travail en Belgique qu'à 43 p. 100 des femmes ouvrières. La réalité est donc qu'en Belgique les femmes peuvent et doivent s'adonner à des travaux bien plus fatigants que chez nous. On les trouve en nombre dans les industries pénibles de Belgique, comme les hauts-fourneaux, ateliers de machines, fabriques d'artillerie, constructions, etc. ; et pour les travaux que nous sommes tout disposés à regarder comme appartenant presque absolument aux femmes, comme le service domestique, elles sont obligées de subir la concurrence des hommes.

Nous allons maintenant étudier le sujet du travail féminin dans ses relations avec l'agriculture, plus spécialement dans les deux pays que nous avons déjà souvent comparés, l'Angleterre et les États-Unis.

L'agriculture étant l'industrie principale des États-Unis, il est naturel de penser qu'on devra trouver, aussi bien en hommes qu'en femmes, dans la partie de la nation qui vit des occupations agricoles, une proportion de la population plus grande que dans tout autre métier, et telle est en effet la réalité. Le nombre total des personnes enregistrées comme employées dans tous les métiers sans exception, en 1880, était de 17,392,000. Sur ce nombre 14,744,000 étaient des hommes, et 2,647,000 des femmes; ainsi le travail féminin représentait environ 15 p. 100 du tout. Le nombre total des ouvriers des deux sexes engagés dans l'agriculture aux États-Unis était de 7,670,060, ou 41 p. 100 de toute la population ouvrière. Mais considérons-nous de plus près les conditions particulières de la population agricole, nous trouvons dans cette catégorie environ 48 p. 100, ou presque la moitié du total des

hommes enregistrés comme employés dans tous les métiers des États-Unis, tandis que la population féminine vivant de salaires n'y participe que de 23 p. 100.

Mais une analyse plus serrée des chiffres prouve que la situation de la population féminine agricole des États-Unis n'est pas, à beaucoup près, aussi bonne que celle de l'autre sexe, tandis que sur les 7,075,000 ouvriers agricoles, 4,169,000 occupent la situation de « fermiers ou de planteurs » ou, autrement dit, emploient leur travail ou celui des autres; 56,000 seulement des 594,000 femmes engagées dans l'agriculture occupent cette position. En d'autres termes, on voit que, sur les employés agricoles, laboureurs ou salariés, 19 p. 100 sont des femmes, tandis que sur ceux qui sont désignés comme employeurs ou maîtres-laboureurs, 1,3 p. 100 seulement appartiennent au sexe faible.

Il n'est pas sans intérêt de comparer ces chiffres avec ceux qui représentent la condition des choses, chez nous, c'est-à-dire dans un pays ayant à divers points de vue une situation bien différente.

Le nombre total des personnes classées en 1881, dans le Royaume-Uni, comme engagées dans les opérations agricoles, en y comprenant les jardiniers, était de 1,383,000; sur lesquelles 1,318,000 étaient des hommes et 64,800 des femmes. Le nombre total des personnes classées comme exerçant des métiers spécifiés, dans cette même année, était de 11,188,000. Ainsi 12 p. 100 seulement du nombre total des ouvriers étaient engagés dans l'agriculture, tandis que nous en avons trouvé 41 p. 100 aux États-Unis. La proportion des femmes occupées dans l'agriculture anglaise n'était que 5 p. 100 de ce même total général.

Mais quand nous arrivons à diviser ces totaux entre les deux classes principales des « fermiers et herbagers, et des ouvriers laboureurs », on voit que 9,8 p. 100 des femmes engagées dans les occupations auxquelles préside Cérès appartiennent à la première catégorie, et moins de 5 p. 100 à la seconde. Les nombres des employés dans l'agri-

culture seule, non compris les jardiniers, sont les suivants :

	Hommes.	Femmes.
Fermiers et herbagers........	203.329	20.614
Laboureurs, etc.............	807.608	40.346
Totaux..................	1.010.937	60.960

D'où il ressort que la proportion du travail féminin au travail masculin dans l'agriculture est beaucoup moindre chez nous qu'aux États-Unis.

Cette conclusion est en réalité exacte, mais elle est cependant sujette à certaines explications et modifications qui tendent à limiter sa portée. La plus importante de ces dernières est la différence qui existe dans l'emploi de la population colorée et celui de la population blanche. On nous permettra quelques remarques sur ce point.

Le recensement constate qu'il y avait aux États-Unis, en 1880, 6,580,000 noirs, sur lesquels 3,253,000 étaient des hommes et 3,327,000 des femmes ; cette population nègre habite principalement les États de Alabama, Louisiane, Mississipi, Caroline du Nord, Caroline du Sud et Virginie. La proportion des hommes et des femmes de ces États engagée dans les deux principales classes d'occupations, l'agriculture, et les services professionnels et personnels, est indiquée dans le tableau suivant :

ÉTATS.	ENGAGÉS DANS L'AGRICULTURE.		DANS LE SERVICE PERSONNEL ET LES MÉTIERS SPÉCIFIÉS.	
	Hommes.	Femmes.	Hommes.	Femmes.
Alabama.....	291 000	80.000	72.000	41.000
Géorgie.......	329.000	102.0 0	104.000	62.000
Louisiane.....	147.000	57.000	66.000	31.000
Mississipi.....	252.000	87 000	28.000	20.000
Caroline du N.	314.000	46.000	34.000	34.000
— du S.	208.000	85.000	34.000	29.000
Virginie......	238.000	15.000	87.000	58.000
Totaux....	1.779.000	481.000	425.000	275.000

Donc, si nous éliminons les principaux États employant le service des noirs, au moins en ce qui concerne les deux catégories de l'agriculture et des services professionnels et personnels, le tant p. 100 moyen des femmes employées aux États-Unis serait considérablement réduit, car le tant p. 100 moyen du travail féminin s'élève, dans les États que nous considérons, de 15 p. 100 à 26 p. 200.

On peut donc dire que, dans l'agriculture des États-Unis, le travail féminin n'est guère employé que dans les sept États à population noire indiqués ci-dessus, car nous voyons que, tandis que le nombre total des femmes classées comme « laboureurs » dans le pays tout entier est de 534,000, on n'en compte pas moins de 481,000 ou 90 p. 100 du tout, dans le sud. En conséquence l'on peut admettre que dans les États du nord et de l'est les femmes ne sont pas appelées, en nombre, au travail des champs, ou que certainement le nombre de celles qui sont ainsi employées est bien au-dessous de celui des femmes engagées dans ce travail en Angleterre, où 5 p. 100 de toute la population ouvrière agricole appartiennent au sexe féminin.

Il nous paraît convenable maintenant d'examiner brièvement l'extension comparative prise par les occupations professionnelles des femmes dans divers pays.

En essayant d'établir une comparaison entre les États-Unis et l'Angleterre en ce qui concerne les occupations professionnelles, un fait frappe tout d'abord : en Amérique il semble que les professions dites libérales s'ouvrent avec bien plus de facilité devant les femmes. En Angleterre, il n'existe pas un seul exemple d'une femme remplissant les fonctions de ministre religieux régulier, ou de prédicateur, quoiqu'on en compte 1,660 comme lectrices de l'Écriture sainte, etc.; mais aux États-Unis, sur 64,533 « clergymen » 165 femmes sont classées comme étant réellement des ministres du culte. Puis encore, en ce qui concerne la médecine, sur un total de 15,091 médecins en Angleterre, nous trouvons que 25 femmes seulement sont indiquées comme exerçant actuellement la profession mé-

dicale, comme médecins ou chirurgiens, tandis que 2,432 sur un total de 83,239 remplissent ces fonctions aux États-Unis. Dans l'éducation des enfants, les femmes sont utilisées en bien plus grand nombre que les hommes, aussi bien aux États-Unis que chez nous, mais comme la proportion des institutrices est de 70 p. 100 du total général en Angleterre contre 67 p. 100 aux États-Unis, il s'en suit que les femmes sont encore plus utilisées ici que là-bas, pour ce service. Si nous arrivons aux professions plus strictement littéraires, il semble que le nombre de ceux qui gagnent leur vie à l'aide de la littérature soit bien plus grand aux États-Unis que de ce côté-ci de l'Atlantique.

Les comptes rendus du recensement en Angleterre et dans le pays de Galles portent un total de 6,121 personnes des deux sexes dans cette catégorie contre un total de 13,151 personnes classées de même aux États-Unis. Mais le nombre des femmes qui y sont comprises est *proportionnellement* plus élevé en Angleterre où on en compte 467, qu'aux États-Unis où l'on en inscrit 608.

S'il est une classe d'emplois pour laquelle les femmes soient plus aptes que pour toute autre, par leurs goûts et leurs qualités, c'est probablement la carrière des bureaux. Dans cette carrière le travail est léger et facile, la durée n'est généralement pas exagérée, et si la rémunération est habituellement minime, elle est cependant aussi élevée que dans la plupart des autres carrières ouvertes au sexe féminin. Aux États-Unis, les employés dans les bureaux généraux et ceux du gouvernement, les hôtels, les magasins, forment une armée de 406,000 commis, sur lesquels 27,581 ou 6,6 p. 100 sont des femmes. Pour l'Angleterre et le pays de Galles, les tables du recensement divisent cette classe en service civil et commis commerciaux. La première catégorie comprend en tout 25,568 personnes, sur lesquelles 3,216 ou 12 p. 100 sont du sexe féminin. Dans la seconde, le nombre total est de 181,475, dont 5,989 seulement, ou 2,7 p. 100, sont des femmes.

Évidemment d'après ces chiffres le gouvernement

(et spécialement les directeurs des postes) encourage l'emploi des commis féminins plus que le public en général. Il n'est peut-être pas surprenant, non plus, au moins pour ceux qui savent à quel prix infime le travail d'un commis peut être assuré, que les femmes ne s'emparent pas de ces positions plus rapidement encore. Néanmoins le travail féminin a fait des progrès même dans ce champ déjà bien trop encombré par les hommes. En 1861, sur un total de 55,657 commis de commerce, 274 seulement, ou 0,5 p. 100, étaient des femmes ; il y en a eu 2,7 p. 100 en 1881 ; dans les services civils le nombre des employés féminins a passé dans la même période de 1,822 à 5,989. Sur le continent, le travail féminin a pris bien moins d'extension dans les emplois professionnels qu'en Angleterre ou aux États-Unis. En France, on ne trouve que 151,000 femmes ainsi employées, soit 0,92 p. 100 de toute la population ouvrière comprenant les hommes et les femmes ; en Prusse 124,000, ou 1,1 p. 100 ; en Autriche le nombre indiqué est seulement 28,500 ou 0,25 p. 100 de la population ouvrière ; en Russie et en Turquie la proportion des femmes ainsi employées est encore plus petite, tandis que la proportion de celles qui sont occupées aux travaux manuels s'élève à un chiffre plus considérable.

Le tableau suivant du nombre total des femmes engagées dans les occupations industrielles, relativement au nombre total des employés des deux sexes de cette même catégorie dans les principales contrées du monde, est intéressant à cet égard.

	TOTAL des travailleurs industriels.	SUR LESQUELS appartiennent au sexe féminin.	PROPORTION p. 100 des femmes.
Royaume-Uni.......	7.997.529	2.005.304	25
États-Unis..........	3.837.112	631.079	16
France.............	4.465.000	1.505.000	35
Prusse.............	3.650.000	583.000	16
Autriche...........	2.279.000	964.500	42

Les faits et les chiffres rassemblés dans ce chapitre ont une signification précise. Ils montrent que l'Angleterre occupe une position intermédiaire entre les États-Unis et le continent européen quant au nombre des femmes employées dans les occupations industrielles, justement comme elle est placée à mi-chemin entre ces deux extrêmes pour le taux moyen des salaires payés au travail industriel, sans qu'il y ait une corrélation bien évidente entre ces deux faits. Ils prouvent aussi qu'il reste beaucoup à modifier dans notre pays pour l'utilisation du travail féminin. On ne saurait accepter comme une condition satisfaisante que le travail féminin soit employé dans 24 p. 100 des industries inscrites aux tableaux de notre recensement, tandis qu'il n'est utilisé que dans 7 p. 100 des industries pratiquées de l'autre côté de l'Atlantique. Que l'Angleterre tende à diminuer l'emploi du travail féminin dans les métiers pénibles et à se rapprocher ainsi de son illustre descendant transatlantique, c'est ce qui a été suffisamment démontré par les considérations invoquées. Son efficacité et sa supériorité industrielles seront-elles atteintes à un degré quelconque par cette réforme, c'est ce qui reste à déterminer. Parmi les nombreuses industries pratiquées également dans les deux pays, il y a de bonnes raisons d'admettre qu'il en est quelques-unes que l'Angleterre exerce plus économiquement en raison de l'utilisation plus étendue du travail féminin. Cette remarque est particulièrement applicable aux industries textiles, dans la plupart desquelles les femmes peuvent rendre des services tout aussi efficaces que les hommes, tout en recevant une rémunération bien moindre (1). Mais elle s'appliquerait probablement avec

(1) La Belgique peut être citée comme exemple de l'incapacité d'un pays qui emploie les hommes en majorité dans les industries textiles, à rivaliser avec les contrées où domine le travail féminin. En Belgique sur 88,522 personnes des deux sexes engagées dans l'industrie cotonnière, 26,642 seulement, ou 29 p. 100 du total, étaient des femmes d'après le recensement de 1884. En Angleterre, au contraire, le nombre des femmes s'élevait à 355,523, sur un total de 586,470 ou 60 p. 100

moins d'exactitude à d'autres industries, spécialement aux mines et aux industries mécaniques, où la force musculaire et la résistance à la fatigue sont des facteurs importants dans la détermination de l'efficacité relative. A un point de vue général il n'est pas douteux que l'extension de l'emploi du travail féminin tend à réduire le taux moyen des salaires. En France et en Autriche, où les femmes sont employées plus généralement qu'en Angleterre et aux États-Unis, le travail reçoit en général une rémunération moins élevée, et les salaires tombent au taux le plus bas dans les États où les femmes sont utilisées en plus grande proportion dans les travaux industriels. Mais jusqu'ici l'Angleterre n'a été atteinte à aucun degré matériel par suite des considérations ci-dessus exposées. En dépit du taux généralement plus élevé des salaires dans notre pays, et de l'emploi plus restreint du travail féminin relativement au travail masculin, nous ne sommes pas aussi menacés dans notre suprématie par les pays qui font appel au travail des femmes, que par des contrées nouvelles, qui en font un moindre usage, et où la moyenne des salaires est plus élevée que dans le nôtre.

du nombre total des employés dans l'industrie du coton, en 1881 ; aux États-Unis, sur un total de 169,771 engagés dans la même industrie, 91,479, ou 53 p. 100 appartenaient au sexe féminin. Il semble juste de supposer que pour la Belgique, où le travail est si peu cher, un emploi plus étendu du travail féminin permettrait à ce pays de prendre une situation bien plus élevée dans le commerce des cotons.

CHAPITRE XXIII

NOS RESSOURCES HOUILLÈRES.

« Le jour où l'avantage d'avoir la houille à bon marché sera à jamais perdu pour nous doit arriver. L'économie peut retarder, mais non empêcher, cet événement. Si nous nous efforçons dès à présent de restreindre la consommation de la houille, ce jour viendra tard; dans le cas contraire, il viendra bientôt, et nous nous trouverons selon toute apparence réduits à ces combinaisons et à ces habitudes parcimonieuses qui ont pour objet de maintenir le faible niveau de la dépense, malgré la hausse de la marchandise. D'autres pays, et notamment nos plus redoutables rivaux, les États-Unis, possèdent des approvisionnements de houille incomparablement plus considérables que les nôtres, et peuvent exploiter leurs mines à des prix moins élevés; et la houille est un article tout à la fois si indispensable, si souvent en usage, et si encombrant, que le sceptre industriel du monde passe naturellement au pays où on la trouve en plus grande abondance et au meilleur marché. »

W. R. Greg, *Brisants à l'avant.*

« Quand le prix d'exploitation des houillères anglaises ne laissera aucun bénéfice au capital et au travail, par suite de la concurrence des mines des autres contrées, ces houillères seront aussi absolument perdues, pour l'ascendant de la Grande-Bretagne et pour les profits d'exportation que si elles avaient réellement cessé d'exister; alors, on peut s'y attendre, si aucun changement ne survient, la supériorité de l'Angleterre dans les mécaniques et les manufactures passera à une autre nation. »

Rapport de la Commission de South Shields sur les houillères, 1843.

« L'épuisement de notre houille aura plutôt pour effet d'affecter notre suprématie que d'arrêter le cours de notre prospérité et de nos progrès. » W. S. Jevons, *La question de la houille.*

Certains écrivains ont exagéré, comme d'autres ont diminué systématiquement, l'importance des gisements

houillers de l'Angleterre pour sa suprématie industrielle. Quoique la houille soit incontestablement un des principaux agents de cette suprématie, comme aussi de prospérité matérielle, c'est trop dire cependant que de lui attribuer une toute-puissance, un pouvoir absolu sur ces desiderata. Des nations ne possédant sur leur territoire aucunes ressources houillères n'en sont pas moins arrivées à une haute situation industrielle, comme nous l'avons vu déjà en parlant de la Suisse. D'autres contrées, qui renferment d'immenses dépôts de ce précieux minéral, sont restées bien loin en arrière au point de vue industriel et commercial, témoins la Russie, la Chine et l'Inde. Enfin, certains pays, comme la France, suppléent à l'insuffisance ou à la mauvaise qualité de leurs houillères en important la houille d'autres contrées, et continuent, malgré ce désavantage, à augmenter grandement leur bien-être matériel. Mais tous ces exemples présentent un caractère plus ou moins exceptionnel. A égalité de ressources sous tous les autres rapports, il semble évident que la nation qui possède les houillères les plus étendues, les plus nombreuses, et extrait la houille au plus bas prix, est incontestablement celle qui est le mieux outillée pour soutenir la lutte industrielle et prendre le premier rang.

Une autre vérité aussi éclatante, c'est que le haut rang dont s'enorgueillit l'Angleterre comme nation industrielle est dû en grande partie aux avantages qu'elle possède en qualité de pays possesseur et producteur de houille. Il serait très possible que les qualités qui distinguent la race anglo-saxonne permissent à l'Angleterre de conserver sa suprématie dans le cas même où ses approvisionnements de houille seraient moins considérables ; mais elle éprouverait alors plus de difficultés à établir sa prééminence et devrait la fonder sur d'autres bases.

Pour divers motifs, il est nécessaire que nous examinions dans quelle proportion notre pays possède ce puissant élément de bien-être. Ce n'est pas du reste la première fois qu'on tente une telle enquête. Il est même peu probable que

nous réussissions à jeter quelque nouvelle lumière sur le sujet. On a fait bien des efforts pour résoudre le problème, tantôt dans un sens pessimiste, tantôt avec calme et d'une façon pratique ; mais que le danger paraisse imminent ou éloigné, chacun admet qu'il est réel, et peu susceptible d'être conjuré pour l'avenir.

Beaucoup d'entre nous peuvent encore se rappeler le jour où sir William Armstrong, lors de la réunion de l'Association britannique à Newcastle-sur-Tyne, en 1863, appela l'attention sur ce fait que « nous avons déjà extrait de nos principales mines une quantité de houille plus considérable que celle fournie par toutes les autres contrées du monde réunies; et l'époque n'est pas très éloignée où nous serons réduits à voir augmenter le coût du travail d'extraction et diminuer la valeur du produit » (1).

La conclusion à laquelle était conduit l'ancien Président de l'Association britannique s'appuyait sur ce que, à la fin de 1861, « la quantité de houille extraite annuellement dans le Royaume-Uni avait atteint le total énorme de 86 millions de tonnes, et la moyenne de l'accroissement annuel pendant les huit années précédentes s'était élevée à 2,750,000 tonnes ».

Trois ans plus tard encore, le professeur Jevons, dans son *Essai* bien connu, entreprit, d'après la moyenne de consommation d'alors, une estimation minutieuse qui le conduisit à cette conclusion surprenante que « la progression actuelle, en continuant pendant un siècle, épuiserait nos mines à une profondeur de 4,000 pieds, ou de 1,500 pieds plus considérable que celle de la mine la plus profonde que nous possédions maintenant » (2).

En d'autres termes, il pensait que « si notre consommation de houille augmentait pendant 100 ans aussi rapidement qu'elle l'avait fait jusque là, la quantité totale de houille consommée dans cet intervalle serait de 100 milliards de tonnes ».

(1) *Rapport de l'Association britannique en* 1863.

(2) *La question de la houille*, p. 241.

Quoique les calculs de M. Jevons lui eussent donné les étonnants résultats mentionnés ci-dessus, il n'affirmait pas positivement que nos houillères dussent, dans un peu plus d'un siècle, être épuisées à une profondeur de 4,000 pieds. Son opinion était, au contraire, que nous ne pourrions jamais atteindre le maximum de consommation indiqué. Il dit : « Mais ceci implique seulement que dans l'espace d'un siècle, à partir de ce jour, nos progrès doivent subir un ralentissement sensible ; que le prix de la houille doit s'élever peut-être, de nos jours, à un taux qui sera préjudiciable à notre suprématie industrielle et commerciale (1). »

Le 28 juin 1866, une Commission royale fut constituée pour faire des recherches sur l'étendue et la durée probables des houillères du Royaume-Uni. Le 27 juillet 1871, cette Commission, après avoir terminé son enquête, et supputé la quantité probable de houille renfermée dans les mines connues, déclara que la quantité totale de houille exploitable, à une profondeur moindre de 4,000 pieds, profondeur au delà de laquelle il serait impossible d'extraire le minéral, était de 146,736 millions de tonnes. Cette réserve, d'après l'estimation faite en diminuant la proportion de l'augmentation de la consommation, devait être épuisée en 360 années, période à la fin de laquelle la population du pays s'élèverait à 131,750,000 âmes. Mais en admettant une augmentation en proportion arithmétique dans la consommation, la durée de nos ressources houillères serait limitée à 276 ans ; tandis que si la population et la consommation restaient ce qu'elles sont, la période de durée serait de 1,273 ans (2). Les Commissaires, tout en faisant remarquer qu'une appréciation quelconque sur la durée de notre production houillère restait nécessairement soumise à des modifications imprévues, déclaraient que, d'après la proportion actuelle de l'augmentation de consommation, l'épuisement devait être très rapide.

(1) *La question de la houille*, p. 242.

(2) *Rapport*, p. XVII.

Il y a maintenant vingt-deux ans que sir William Armstrong a fait entendre à Newscastle son fameux avertissement; il y a dix-neuf ans que M. Jevons a émis ses théories alarmantes, sinon alarmistes, relativement à la durée limitée de notre suprématie industrielle ; et il y a quatorze ans que la Commission royale présidée par le duc d'Argyll a fait son rapport sur l'étendue et la durée des gisements houillers du Royaume-Uni. Examinons maintenant la marche des événements qui se sont accomplis dans ces intervalles.

Comme nous l'avons déjà vu, à l'époque où sir William Armstrong (1861) prononçait son discours, la production annuelle de houille était dans notre pays de 86 millions de tonnes. En 1883, elle s'élevait à près de 164 millions. Par conséquent, elle avait presque doublé pendant cette période, l'augmentation étant exactement de 90 p. 100. Quand M. Jevons écrivit son fameux traité (1866), la production houillère était de 92 millions de tonnes par an, de sorte que l'augmentation pendant les dix-neuf années écoulées en 1883 a été de 72 millions de tonnes environ, ou à peu près 78 p. 100; et quand la Commission royale des houilles adressa son estimable rapport en 1871, la consommation de la houille s'élevait à 109 millions de tonnes par an ; de sorte que l'augmentation en quatorze ans a été de 55 millions de tonnes ou 50 p. 100. Depuis 1863, par conséquent, la moyenne de l'augmentation annuelle a été de 4 p. 100 ; depuis 1866 (époque à laquelle écrivait M. Jevons) elle a été de 4,1 p. 100 ; et depuis 1870, de 3,5 p. 100.

Si nous admettons que le premier de ces trois nombres représente probablement la proportion d'accroissement annuel, nous arriverons à des résultats moins alarmants peut-être que ceux obtenus par les premiers écrivains qui se sont occupés de ce sujet, mais néanmoins de nature à altérer nos prévisions optimistes sur l'avenir.

En admettant le taux de 4 p. 100 comme augmentation annuelle de notre production houillère actuelle, notre extraction annuelle serait, à la fin d'une période de dix années,

de 230 millions de tonnes; au bout de vingt ans, de 295 millions de tonnes, et à la fin d'une période de quarante ans, elle serait de 426 millions de tonnes. Il est presque inutile d'ajouter que, pour diverses raisons, ces chiffres ne paraissent pas devoir être atteints en réalité, mais ils se trouvent dans les limites du possible, et sont certainement bien au-dessous de ceux que M. Jevons a assignés comme moyenne de consommation à la fin de cette période (1).

Voyons maintenant les ressources minérales qui nous restent, après avoir examiné dans quelle mesure nos houillères ont déjà été exploitées.

Il est très difficile d'estimer la quantité de houille extraite de nos mines avant le commencement de ce siècle. M. Jevons a calculé que de 1781, époque à laquelle notre consommation houillère annuelle n'était que de 5 millions de tonnes environ, ou à peu près un trente-troisième de la production actuelle, à 1853, la quantité totale de houille extraite a été de 1,437 millions de tonnes environ. A partir de cette dernière date (1853) la consommation, jusqu'à la fin de 1883, s'est élevée à 3,243 millions de tonnes. environ, de sorte que la production totale de nos houillères a été, depuis l'invention de la machine à vapeur de Watt et l'application de la houille aux hauts fourneaux, de 4,479 millions de tonnes.

Mais on peut remarquer que si pendant toute cette période la consommation annuelle avait été égale à celle que nous faisons actuellement, la quantité totale de houille extraite à la fin de 1883 aurait été, non de 4,679 millions, mais de 15,908 millions de tonnes, ou une quantité près de 3 fois 1/2 plus grande.

La Commission royale des houilles a calculé en 1871 que

(1) M. Jevons a trouvé que le taux moyen annuel de l'augmentation de notre consommation pendant les dix années finissant en 1864 était de 3 1/2 p. 100 ; il en concluait par un calcul logarithmique que l'augmentation devait être, en 58 ans, de 458 p. 100; ou, en d'autres termes, que notre extraction serait, en 1921, de 6,586 millions de tonnes par an.

les réserves de houille que nous possédons encore à une profondeur moindre de 4,000 pieds forment un total de 146,736 millions de tonnes. Depuis cette époque (1870), 1,875 millions de tonnes de houille ont été extraites de nos mines, de sorte que les ressources actuelles ne doivent pas dépasser 144,861 millions de tonnes, et, d'après le taux annuel de notre consommation présente, dureraient 888 ans; mais d'après la moyenne de consommation que nous avons admise comme probable dans vingt ans, elles seraient épuisées dans une période beaucoup plus courte.

On entend dire à chaque instant que les moyens économiques se perfectionnant continuellement, la somme de chaleur fournie par la houille sera plus complètement utilisée dans l'avenir, ce qui permettra de diminuer la moyenne actuelle d'accroissement. Il est bon d'étudier les faits à ce point de vue.

On peut d'une façon générale rapporter à quatre catégories différentes la consommation de la houille dans le Royaume-Uni :

1° La consommation domestique;

2° L'exportation;

3° Les manufactures;

4° Le commerce maritime.

Il n'existe malheureusement pas de données qui nous permettent d'établir dans quelle proportion ces diverses sources contribuent à la consommation de la houille; les seuls documents officiels auxquels nous puissions recourir se rapportent à l'exportation. On trouve cependant certaines indications au moyen desquelles on peut fixer approximativement la quantité de houille absorbée pour chaque usage.

La consommation domestique s'est constamment accrue et continuera sans doute à s'accroître tant que la houille restera à bon marché. Parmi les nombreux spécifiques préconisés pour servir au chauffage domestique, aucun n'a réussi à devenir d'un emploi général. La préférence que les Anglais éprouvent pour les appareils de chauffage

à foyer visible n'a pas encore disparu, et ne semble pas devoir disparaître (1). La Commission des houilles de 1866-71 a calculé que la quantité de houille employée aux usages domestiques s'élevait à 3 tonnes 9,636 (presque 4 tonnes) par tête, pour la population de la Grande-Bretagne.

Il paraît peu probable que la moyenne de consommation doive descendre au-dessous de ce niveau, à moins que la rareté et la cherté croissantes du combustible fossile nous obligent à chercher les moyens d'y suppléer. Ce jour venu, le péril ne sera en effet que trop réel.

Les exportations de houille anglaise ont augmenté de nos jours dans une proportion extraordinaire, car elles ont presque doublé pendant les quinze dernières années. En 1870, nos exportations de houille comprenaient environ 11 p. 100 de la quantité extraite. En 1884, ces exportations s'élevaient à 14 p. 100 de notre extraction totale. L'Angleterre exporte maintenant annuellement une quantité de houille beaucoup plus considérable que la quantité totale extraite annuellement pendant la première partie de ce siècle. On a beaucoup discuté la question de savoir si nous devions permettre la continuation de cette exportation. Quelques économistes affirment qu'il serait utile de rétablir les droits qui, jusqu'en 1831, ont été prélevés sur l'exportation de la houille. Les statistiques du commerce houiller prouvent nettement qu'une telle mesure diminuerait l'exportation. Entre 1821 et 1831, les droits d'exportation sur la houille ont été réduits de 7 sch. 6 d. à 4 schellings par tonne, et la quantité exportée s'est élevée de 170,941 tonnes à 356,419 tonnes ou de 109 p. 100. Mais de 1831 à 1841, les droits ayant été abolis, la quantité exportée s'est élevée de 356,419 tonnes à 1,497,197 tonnes ou de 320 p. 100. Il est certain cependant qu'une restriction

(1) Feu sir William Siemens, qui a accordé une grande attention à la dépense de houille dans les usages domestiques, a calculé que la plus grande partie du calorique développé était entièrement perdue.

artificielle quelconque imposée à cet important élément de nos échanges exercerait une influence désastreuse sur notre commerce extérieur en général : ce commerce qui est, dans une si grande mesure, « l'air même » indispensable à notre vie. On peut considérer la facilité avec laquelle s'accomplit maintenant l'exportation de la houille comme la base de notre commerce maritime. Ce fait est tellement manifeste qu'il n'a presque pas besoin d'être démontré. La valeur de l'exportation houillère au point de vue des intérêts de notre commerce maritime est beaucoup plus grande que la valeur actuelle de la houille même. Jevons a calculé que la différence en faveur des propriétaires de navires était dans la proportion de trois à deux, ajoutant avec raison que, si l'exportation de la houille se trouvait ainsi empêchée, « la plus grande part du fardeau serait « supportée par la communauté en général, qui consomme « les produits étrangers; » nous ne pourrions plus importer ces produits à aussi bon marché, de sorte que le prix de tous les objets d'origine étrangère hausserait nécessairement; « cette branche de notre industrie, la navigation qui est réellement la sauvegarde et la gloire de l'Angleterre, serait frappée au cœur. » De là, il résulte « que le progrès inévitable du libre-échange augmentera sans cesse l'importance de notre exportation houillère... Notre commerce de houille avec l'étranger a été, est, et continuera d'être une partie intégrante de notre système industriel. C'est l'alpha et l'oméga de notre commerce. »

Tandis que les principes économiques et les intérêts immédiats de l'Angleterre semblent exiger la liberté de l'exportation houillère, l'application de ce principe doit évidemment hâter le moment inévitable de l'épuisement des mines. Si cependant l'Angleterre acquérait rapidement de grandes richesses au moyen de son commerce houiller, le mal ne paraîtrait pas si grand. Mais pendant bien des années, l'Angleterre a livré son combustible fossile à des prix tout à fait insuffisants. D'après la moyenne des neuf

dernières années, la valeur de la houille exportée de notre pays n'excéderait pas 9 schellings par tonne au port d'embarquement, de sorte que les propriétaires de houillères n'auraient perçu que des bénéfices presque insignifiants, et la grande armée industrielle occupée à extraire le minéral si libéralement prodigué n'aurait obtenu que la moindre rémunération à laquelle elle pût prétendre. L'Angleterre en définitive n'ajoute rien ou presque rien à son capital en consentant à l'épuisement rapide des sources de sa richesse. Mais ce n'est pas là encore ce qu'il y a de plus fâcheux. Nos meilleurs clients au point de vue du commerce houiller, les Français, sont d'avis « que le moyen le plus simple de lutter contre les manufactures anglaises est d'acheter la houille à l'Angleterre elle-même, qui se prête à ce dessein en développant et facilitant l'exportation de la houille de toutes les manières possibles. » Cette observation est vraie. La concurrence étrangère, dont nous entendons tant parler, serait probablement moins redoutable si la houille anglaise n'avait pas été employée pour l'usage et le profit des rivaux de l'Angleterre.

Passer de l'exportation de la houille à sa consommation dans le commerce maritime est une transition naturelle. Dans cette voie, une sérieuse économie a été réalisée. Il nous est impossible d'estimer exactement l'importance de cette économie. Un tel problème se complique de considérations relatives à la proportion plus ou moins grande de bâtiments à voiles ou à vapeur, au nombre de navires employés ou mis en réserve, à la proportion des steamers de modèle ancien ou nouveau, au système des machines et des appareils adoptés, à la vitesse, etc. Dans tous les steamers construits récemment pour la marine marchande, on a invariablement établi l'usage des machines Compound qui permettent une remarquable économie de combustible pour atteindre un résultat déterminé. Dans quelques cas, cette économie égale 100 p. 100, quand on prend comme terme de comparaison des navires construits il y a trente ans; si ce sont des navires de construction plus récente, l'économie est

beaucoup moindre (1). Mais quelle que soit la moyenne de l'économie obtenue, elle ne contrebalance pas, évidemment, l'augmentation du tonnage de nos bâtiments à vapeur. Ce tonnage, qui était de 1,111,375 tonnes en 1870, s'est élevé à 3,331,000 tonnes en 1882 : accroissement de 2,220,000 tonnes, ou de 200 p. 100 environ. Ce sera pour l'Angleterre un jour funeste que celui où elle devra renoncer à faire des progrès dans cette voie, mais il serait probablement vain d'espérer que nous puissions voir réaliser une économie importante sur les résultats atteints maintenant par nos steamers les plus perfectionnés. Au contraire, il est probable que les voyages rapides que demande notre époque exigeront une plus grande consommation de combustible pour un résultat déterminé. Le combustible liquide a été adopté dans une certaine mesure pour remplacer la houille, mais on ne saurait espérer que cette innovation doive se généraliser.

En ce qui concerne l'industrie, il est peu probable que nous voyions se produire une réduction appréciable dans la quantité de houille consommée, « à moins que *comme résultat direct du déclin de nos manufactures* ». Dans la métallurgie, qui a toujours été la principale cause de consommation, l'économie du combustible réalisée sur les points essentiels a été portée à un degré de perfection qu'on ne pourra probablement pas dépasser beaucoup dans l'avenir. Dans les opérations des hauts fourneaux aussi bien que dans les fabriques d'acier, les méthodes les plus perfectionnées suivies maintenant ne paraissent pas susceptibles de recevoir de grandes améliorations pratiques. Si cette opinion est fondée, il s'ensuit que tout développement de notre industrie métallurgique entraînera une dépense

(1) Les transports de la société Cunard en offrent des exemples très remarquables. Dans le steamer *Asie*, l'un des premiers bâtiments construits par cette compagnie, la consommation de houille était de 4 lbs. par cheval-vapeur et par heure. Dans les navires récemment construits, la dépense a été quelquefois de 2, et souvent n'a pas dépassé 1,6 ou 1,7 lbs ; par conséquent l'économie réalisée a été dans ce cas de plus de 100 p. 100.

de houille correspondante (1). La même remarque s'applique à la plus grande partie de nos autres industries. L'économie du combustible dans les moteurs à vapeur ordinaires a été poussée si loin dans les dernières années qu'on ne peut guère conserver l'espoir d'obtenir de meilleurs résultats au moyen d'appareils plus perfectionnés, quoique dans les moteurs et les fourneaux de toute sorte on n'ait pas atteint le maximum théorique de l'efficacité (2). Il serait en vérité absurde de prétendre que dans toutes les branches industrielles on soit parvenu à la dernière limite de l'économie. Un certain nombre d'ingénieurs pensent que l'air atmosphérique remplacera la vapeur, que le pétrole ou un autre combustible liquide sera employé au lieu de combustible solide sur nos steamers et nos locomotives; enfin, que l'électricité sera universellement utilisée aussi bien comme source de lumière que comme force motrice. Mais tout en admettant qu'il n'est pas impossible de réaliser ces prévisions, on ne saurait prétendre ni espérer qu'on puisse dans un avenir prochain remplacer efficacement la houille pour les usages généraux de l'industrie (3).

(1) Ceci, en réalité, ne s'applique qu'à la production du fer en gueuse et de l'acier. Il est probable que la quantité de fer malléable maintenant produite diminuera, circonstance qui donnera lieu à une économie ou à une réduction correspondante dans la consommation du combustible.

(2) Babbage cite un exemple très intéressant de l'accroissement de l'efficacité des appareils à vapeur des mines de Cornouailles à son époque. En 1813, la moyenne du travail de chaque machine, sur 24 apareils à vapeur observés pendant une année entière, était de 19,456,000 kilogrammes d'eau élevés à un mètre *par hectolitre de charbon consommé*. En 1833, la moyenne sur 58 machines s'élevait à 46 millions de kilogrammes. Dans la première année (1813) le travail moyen des meilleurs appareils était de 26,400,000 kilogrammes ; dans la dernière (1833) cette moyenne atteignait 83,306,092. Ainsi, dans le premier cas l'accroissement était de plus de 140 p. 100, et dans le second il dépassait 200 p. 100.

(3) Il n'est sans doute pas impossible que dans notre pays, comme aux États-Unis, on arrive à découvrir et utiliser des ressources natu-

Ce rapide examen nous conduit à cette conclusion que, si *nos progrès industriels continuent, ils doivent tant qu'ils dureront hâter l'épuisement de nos gisements houillers déjà exploités dans une large mesure*. Cette augmentation sera de 2, 4 ou 6 p. 100 par an selon l'importance de nos progrès comme nation manufacturière et la mesure dans laquelle nous pourrons introduire et pratiquer l'économie dans notre vie domestique et industrielle. A ce dernier point de vue, il n'y a probablement pas beaucoup à espérer. C'est l'affaire de tous d'économiser notre houille, et en conséquence, personne ne s'en souciera tant que le combustible restera à bas prix. On doit en vérité excepter de cette règle les très grands consommateurs de houille. Leur intérêt les oblige à considérer l'économie la plus stricte comme un élément de succès essentiel pour leur industrie particulière. Mais, comme nous l'avons dit, ces motifs ont déjà inspiré dans l'usage de la houille des économies telles que nous ne les verrons sans doute pas surpasser dans la pratique.

C'est évidemment pousser un cri d'alarme lointain que d'évoquer le temps où nos industries seront sérieusement menacées par la cherté ou la rareté du combustible. Mais, à certains égards, nous avons déjà un avant-goût des difficultés que nous apportera ce temps-là. Dans quelques-uns de nos districts métallurgiques, la houille la plus propre à la fabrication du fer s'épuise rapidement. Il est avéré que dans notre principal district métallurgique, le gisement houiller utilisé pour la production du coke ne doit pas, d'après le taux de la consommation actuelle, durer plus de cent vingt ans (1). Dans d'autres districts, le développement des manufactures a été arrêté par l'épuisement des houillères locales. Quelques personnes affirment que quand notre

relles telles que les sources de pétrole et de gaz de la Pennsylvanie. Dans le village de Pittsburg, la houille a été dans une grande mesure abandonnée pour le service des manufactures et remplacée par le gaz naturel.

(1) *Journal de l'Institut des fers et aciers*, vol. II, 1877.

houille deviendra réellement rare, nous pourrons importer ce combustible de l'Amérique, ou d'autres contrées qui en possèdent d'abondants approvisionnements. Mais qui peut nous dire de quelle nature seront dans cent ans les relations entre notre pays et les États-Unis ? Il est en ce moment parfaitement exact que « frère Jonathan » a de la houille à revendre ; que les houillères de la Pennsylvanie sont les plus abondantes du monde connu, et qu'on peut en extraire le minéral à des prix au-dessous des moindres auxquels nous puissions descendre dans nos pays (1). Mais dans le cas même où il serait possible d'alimenter nos industries au moyen d'importations de combustible, les conditions de leur existence deviendraient si incertaines et si précaires que le capital engagé en serait graduellement retiré; de sorte que les industries qui dépendent le plus directement de la houille deviendraient semblables « aux créations sans bases réelles d'une vision ». Une hausse soudaine des prix, un nouveau régime fiscal, un bruit de guerre et beaucoup d'autres circonstances ébranleraient si sérieusement et si fréquemment les manufactures dépendant de l'importation houillère, qu'il n'y aurait aucune sécurité pour ceux qui s'y trouveraient intéressés. La question n'est donc pas de savoir si nous pourrions tirer d'autres contrées la houille qui nous serait nécessaire, ni même si nous pourrions nous la procurer à des prix relativement peu élevés. Il s'agit plutôt de savoir si un tel mode d'approvisionnement possèderait des éléments de stabilité et de permanence suffisants pour donner au capital ce sentiment de sécurité qu'offrent toujours les ressources houillères nationales.

Les considérations qui viennent d'être énoncées ont une si grande importance au point de vue de l'avenir de l'Angleterre comme nation industrielle, qu'il ne saurait être déplacé d'examiner les effets probables que produirait sur

(1) Le prix de l'extraction de la houille à coke dans la Pennsylvanie est, paraît-il, de moins de 2 schellings par tonne, et le coke, d'excellente qualité, est livré aux métallurgistes aux prix de 4 sch. à 4 schellings 6 d. par tonne, ou environ moitié du prix moyen de notre pays.

une ou deux de nos principales industries leur dépendance de l'importation de la houille. Le commerce du coton en Angleterre doit son incomparable prospérité à trois avantages particuliers dont deux sont acquis et le troisième naturel. Si nous devions les énumérer par ordre d'importance, nous dirions que le premier de ces avantages a été la grande avance que nous avons prise dans le perfectionnement des méthodes et des procédés qui ont assuré l'économie de la production ; le second, l'efficacité du travail et l'habileté de nos ouvriers; et enfin le troisième, la faculté de se procurer à bon marché un combustible d'excellente qualité. Toute autre nation peut maintenant égaler ou même dépasser l'Angleterre sous les deux premiers rapports; la troisième condition, tant que nous n'en serons pas dépouillés, nous reste spéciale. L'industrie du coton, comme toutes les industries textiles, exige une grande dépense de combustible. La quantité totale de houille employée annuellement dans nos manufactures de coton dépasse probablement 8 millions de tonnes. S'il fallait importer cette houille d'un autre pays, elle coûterait presque le double, ou même le double de ce qu'elle coûte aujourd'hui, et par conséquent l'industrie supporterait une charge permanente de 3 millions sterling au moins dont elle est exempte maintenant. Or, le capital total engagé dans notre commerce de coton n'est pas inférieur à 80 ou 90 millions sterling, et un simple calcul montre que le fardeau résultant de la nécessité d'imposer la houille égalerait le payement d'un dividende de plus de 3 p. 100 sur ce capital. Les personnalités les plus compétentes dans l'industrie du coton n'hésitent pas à déclarer que, pendant les sept ou huit dernières années, le dividende moyen payé pour toutes les manufactures du royaume a été au-dessous de ce chiffre (1).

Pour apprécier l'importance de ses gisements houillers

(1) C'est ce qu'affirmait au mois de février 1884, dans un meeting de la Société de statistique, M. Benjamin Whitworth, membre du Parlement, et homme d'une grande compétence.

pour l'Angleterre, il suffit d'examiner brièvement dans quelle mesure cette source de richesse différencie notre pays de la France, qui renferme des houillères beaucoup moins abondantes et d'une qualité généralement inférieure. Les statisticiens les plus autorisés ont calculé que le revenu national de la France est presque égal à celui de l'Angleterre, mais il est beaucoup moins considérable que celui de ce pays relativement à la superficie et à la population. On estime que l'industrie houillère de la France réprésente seulement 13 millions sterling par an environ, en admettant une valeur moyenne de 13 schellings à peu près par tonne extraite; si on admet une moyenne semblable pour l'industrie houillère de la Grande-Bretagne, la valeur annuelle de la production sera de 105 millions sterling par an environ, ou plus de 800 p. 100 de plus que la production française. En d'autres termes, si le revenu national annuel des deux pays était le même — supposons 1,200 millions sterling environ (30 milliards) — la houille ne représenterait que la quatre-vingt-douzième partie de celui de la France, tandis qu'elle constituerait plus de la douzième partie de celui de la Grande-Bretagne (1).

Ceux-là mêmes qui, en ce qui concerne nos gisements houillers, envisagent l'avenir au point de vue le plus pessimiste, ne peuvent méconnaître deux circonstances rassurantes : — la première c'est que l'Angleterre, après tout, possède des ressources houillères infiniment supérieures à celles des autres pays de l'Europe, excepté la Russie ; la seconde, c'est que quoique les progrès de notre industrie, avec les méthodes actuelles, puissent être sérieusement compromis par l'épuisement de nos mines de combustible minéral, il sera peut-être possible d'adapter dans une

(1) Un savant bien connu, M. Vacher, a calculé que le revenu national de la France était en 1875 de 800 millions de livres (20 milliards) environ. Depuis cette époque, il s'est probablement accru de 200 millions (5 milliards). Le revenu national du Royaume-Uni a été estimé de 1,000 à 1,200 millions sterling (de 25 à 30 milliards).

grande mesure nos procédés industriels au changement que ce désastre entraînerait.

Des géologues compétents ont évalué à 11,900 milles carrés la superficie totale des houillères du Royaume-Uni, tandis que les houillères de l'Allemagne ne comptent que 1,770 milles; celles de la France 2,086, celles de la Belgique 510, celles de l'Autriche 1,800, et celles de l'Espagne 3,510; la Suède, la Norwège, le Danemark, la Suisse, les Principautés Danubiennes, la Turquie et l'Italie ne possèdent pas de gisements houillers d'une réelle valeur commerciale. La Grande-Bretagne renferme par conséquent une superficie de gisements houillers plus considérable que celle de toutes les autres nations de l'Europe réunies, en exceptant la Russie, où la superficie des mines de houille est évaluée à 30,000 milles carrés. On peut tirer une conclusion consolante de ces chiffres, car ils montrent avec évidence que tant que la suprématie industrielle reposera sur la possession de la houille, notre pays sera le dernier en Europe, un seul excepté, dont la prospérité pourra être atteinte.

Quant à la seconde considération rassurante qui vient d'être suggérée — la possibilité d'entretenir de vastes industries quand notre combustible sera devenu rare et cher — elle offre tant d'incertitude que ce serait une folie d'en parler avec quelque assurance. La Suède, nous le savons, est parvenue à créer une importante industrie métallurgique sans avoir de ressources de houille indigène, mais on ne doit pas oublier que les métallurgistes de cette contrée disposent d'immenses quantités de charbon de bois, que n'ont pas ceux de l'Angleterre. La Suisse, encore, a réussi à donner de grands développements à son industrie des soieries et des cotonnades, sans parler de sa suprématie au point de vue de l'horlogerie, mais elle a bien plus que nous à sa disposition la force motrice de l'eau, et le prix moyen de la main-d'œuvre y est à peu près de moitié moins élevé qu'en Angleterre.

CHAPITRE XXIV

EFFICACITÉ COMPARATIVE DU TRAVAIL.

« Le caractère de l'Anglais moderne reflète la constitution anglaise en ceci, qu'il abonde en paradoxes, qu'il possède toutes les forces, mais y joint toutes les faiblesses, qu'il semble alternativement s'élever bien au-dessus ou s'abaisser bien au-dessous du niveau moral moyen de l'humanité, qu'il mérite toutes les louanges ou tous les blâmes selon qu'il est considéré sous l'un ou l'autre de ses nombreux aspects, et que c'est malgré beaucoup de défauts et d'erreurs que le peuple du Royaume-Uni a établi déjà ou établira son droit à être reconnu, parmi les enfants des hommes, comme le fils aîné d'une race impériale. » W. E. GLADSTONE.

« L'ambition de créer de la valeur met en œuvre toutes les facultés ; le gouvernement devient une corporation industrielle, et chaque maison se transforme en fabrique. La tendance invincible vers la création d'utilités ne permet pas au talent de rester caché — elle enseignerait à l'araignée, si cela était possible, à tisser des bas de soie. Un Anglais, qui ne mange et ne boit pas plus, ou pas beaucoup plus, qu'un autre homme, travaille trois fois autant d'heures dans le cours d'une année qu'un autre Européen; sa vie, comme travailleur, vaut trois vies. Il travaille vite. Tout en Angleterre se fait rapidement. Les Anglais ont accru l'efficacité de leurs efforts personnels par la création de ce merveilleux outillage de machines qui distingue ce siècle de tous les autres. » R. W. EMERSON.

Après la possession des ressources naturelles de premier ordre, il n'y a pas de fait qui exerce une influence plus puissante sur l'état industriel d'une nation que l'efficacité comparative de son travail. Le « travail efficace » implique un certain nombre de qualités indépendantes de la simple dextérité dans les manipulations ou de l'aptitude

à remplir des tâches pénibles. Il s'identifie dans une large mesure avec la haute intelligence, l'habileté technique, la force physique, la ténacité, la sobriété, le désir et la faculté d'exceller, qualités qui doivent être favorisées par une bonne administration, une subdivision minutieuse et méthodique du travail, par les machines les plus perfectionnées, un capital suffisant pour assurer la production en grand, et de nombreux éléments de moindre importance qui contribuent à l'économie de la production.

Cette énumération incomplète des conditions essentielles de l'efficacité des opérations industrielles suffit pour montrer qu'une comparaison entre l'efficacité du travail de différents pays n'est pas une chose aussi simple qu'elle le paraît tout d'abord. Un pareil problème est si réellement compliqué que, à supposer qu'il ait jamais été résolu, il ne l'a jamais été d'une façon satisfaisante. Aucune solution ne peut pénétrer au cœur du sujet si elle ne tient pas compte des différences économiques, qui distinguent toujours un pays d'un autre, comme le taux des salaires, et la quantité des choses nécessaires à la vie que ces salaires sont capables de procurer. Après l'influence d'un climat fortifiant et agréablement tempéré, il n'est pas de circonstance qui affecte plus favorablement l'efficacité comparative du travail qu'une alimentation saine et substantielle. Cette condition se rencontre plutôt dans le nord et l'ouest de l'Europe que dans l'est et le sud et cela seul suffit pour expliquer les différences de force physique que constate l'observation; mais le climat trop brûlant contribue peut-être plus puissamment encroe que l'insuffisance de la nourriture à rendre le travail inefficace; cette dernière n'est souvent, en vérité, que le corollaire de l'autre. Il résulte encore de ces faits que les habitants des pays du nord ont une immense supériorité sur ceux du sud. « En traversant les contrées méridionales de l'Europe, » dit Gilbart (1), « on trouve des terres mal cultivées, des marais qui s'éten-

(1) *Lectures et essais*, vol. II, p. 357.

dent sur des surfaces où croissait autrefois le blé; les avantages naturels sont négligés; on voit des rivières sans ponts, des baies sans navires, des provinces sans routes, des villes sans industrie. L'homme reste inactif, anéanti sous un soleil accablant. Trop indolent pour entreprendre un travail quelconque, en dehors de celui qui est nécessaire pour soutenir simplement l'existence, il estime que les jouissances de la vie ne valent pas les efforts qu'il faut faire pour les obtenir. » Seaman appelle l'attention sur le même phénomène quand il dit (1) : « Le manque d'éducation industrielle et les habitudes d'indolence et d'imprévoyance ont toujours été, chez presque toutes les tribus indiennes et les nations de l'Amérique, des obstacles insurmontables au progrès, de quelque nature qu'il soit; et ce sont les mêmes causes qui ont entravé les progrès de toutes les populations qui vivent sous la zone torride. » Il n'est pas nécessaire de multiplier davantage les citations à ce sujet.

Les plus puissantes nations du monde sont généralement situées dans la zone tempérée, et aucune d'elles ne peut se vanter de posséder une supériorité marquée sous le rapport du climat. Il y a en vérité, pour le taux des salaires payés au travail, des différences très considérables entre telle ou telle contrée, par exemple entre le Royaume-Uni et les États-Unis; mais ces différences de salaires ne coïncident en aucune façon avec la somme plus ou moins grande de bien-être dont on jouit dans ces divers pays. Si on forme un groupe de quatre ou cinq grandes nations industrielles, avec les États-Unis à une extrémité et la Belgique à l'autre, on trouvera probablement, au point de vue de l'efficacité du travail, que l'alimentation assurée par la rémunération du travail ne varie pas suffisamment en nature et en quantité, pour expliquer d'une manière satisfaisante les différences qui se produisent incontestablement dans les résultats de l'activité industrielle. Un artisan anglais consommera probablement dans le cours d'une année un tiers

(1) *Progrès des nations*, seconde série, p. 19.

ou un quart de viande de bœuf ou de mouton de plus qu'un habitant de la même classe dans l'un des autres pays mentionnés; mais il est très douteux qu'on puisse admettre que cette différence produise un effet suffisant, pour expliquer la plus grande diligence à l'ouvrage de bon nombre d'ouvriers, et la plus grande efficacité du travail du plus grand nombre.

Arrivés à ce point du sujet, nous devons nous efforcer de trouver une solution à un double problème qui se pose ainsi :

1° Quelles sont les différences caractéristiques dans l'efficacité comparative du travail des diverses nations industrielles?

2° A quelles causes spéciales peut-on attribuer ces différences caractéristiques?

Il est manifeste que ce n'est que par l'examen détaillé et consciencieux de tous les renseignements nécessaires pour élucider la seconde question que la première peut être résolue. Ces renseignements ne se trouvent pas sans recherches. Ils sont, pour la plupart, profondément enfouis dans les livres de comptabilité des grandes manufactures, ou ensevelis dans les *rapports* consulaires; et quand on les a découverts, ils ne peuvent être utilisés que par des hommes spéciaux qui doivent, pour que leur étude ait une certaine valeur, être plus ou moins complètement familiarisés avec les conditions du travail et des salaires dans les différents pays. Pénétré du sentiment de la nature délicate de cette investigation et des qualités particulières qu'elle réclame pour avoir quelque valeur, nous désirons ne parler qu'avec la plus grande circonspection, quoique ce sujet ait absorbé une part importante de notre attention pendant de nombreuses années.

Par quelles mesures d'évaluation tenterons-nous d'estimer la valeur comparative du travail, et à quel étalon la ramènerons-nous? C'est à peine si deux espèces de travail peuvent être soumises au même critérium. Le travail agricole exige évidemment la force physique, une connaissance spéciale des procédés de la culture, et une application per-

sévérante. Le travail manufacturier, en prenant pour type l'industrie du coton, est plutôt une affaire de dextérité manuelle et de pratique incessante. Le travail des mines nécessite surtout une grande force de résistance physique, unie à un degré plus ou moins marqué d'adaptabilité à une position spéciale pour exécuter le travail requis. La valeur du travail de l'ingénieur résulte en partie de l'habileté technique, en partie d'une longue étude de l'art d'adapter les moyens au but. L'efficacité du travail dans l'horlogerie, l'optique, et d'autres industries, que l'on pourrait compter par centaines, provient surtout des connaissances techniques et de l'habileté manuelle. Il en est de même des autres occupations. Parmi les nombreuses qualités qui concourent à l'efficacité du travail, chacune se manifeste à un degré différent selon la nature de ce travail. Il ne serait possible, en conséquence, de déterminer l'efficacité comparative du travail que dans les cas où les mêmes occupations existeraient dans la même proportion, et avec des conditions exactement semblables dans différents pays; comme une telle uniformité ne se produit pas, et ne peut pas se produire, il en résulte qu'au seuil même de l'enquête, on se trouve arrêté par des obstacles presque insurmontables, si même ils ne le sont pas entièrement.

Ces considérations répondent justement, quoique peut-être d'une manière incomplète, à ceux qui ont l'habitude de généraliser dans la plus large mesure possible, en fixant la valeur comparative d'une quantité de travail déterminée dans divers pays. Évidemment de telles généralisations n'ont aucune portée dans la plupart des cas. Comme personne ne peut apprécier exactement les conditions variables du travail dans chacune des mille industries établies maintenant dans les pays civilisés, de même personne ne peut juger avec autorité, sauf dans une limite bien restreinte, de la valeur comparative de ce travail. Quand on demandait à Socrate ce qu'il pensait des œuvres d'Héraclite, il répondait : « Je trouve excellent ce

que j'en comprends; en conséquence, j'en conclus que la partie que je ne comprends pas doit être excellente aussi. » Le principe qui guidait le philosophe grec est le seul qui puisse être appliqué sûrement au sujet qui nous occupe; mais l'application ne doit pas en être invariable, et doit évidemment être soumise à de nombreuses restrictions. L'oubli de cette règle a fait commettre de grandes injustices à l'égard du travail anglais; injustices dans l'exaltation de ses mérites aussi bien que dans la condamnation de ses défauts. L'artisan anglais n'est ni le prodige de vertu, ni le type d'incapacité et de vice que l'on a représenté.

Quelque environnée de difficultés et de circonstances variables que soit nécessairement notre investigation, il existe cependant quelques caractères à l'aide desquels l'efficacité comparative du travail dans divers pays peut être approximativement déterminée, pour un nombre limité d'occupations industrielles. L'agriculture, qui occupe la plus grande partie de la population de toutes les nations modernes, ne se trouve pas dans cette catégorie. Une des plaintes les plus fréquentes, c'est que le travail du cultivateur devient de moins en moins efficace, et on a attribué, en grande partie, notre crise agricole à cette circonstance. Mais il s'est produit un si grand changement dans les conditions de la culture depuis une cinquantaine d'années, que toute comparaison entre le travail accompli à chacune des deux périodes par un cultivateur de moyenne habileté ne peut manquer d'être erronée, malgré l'étude la plus scrupuleuse. Cette comparaison s'établirait non entre le travail de la bèche et celui de la bèche, le travail du fléau et celui du fléau, le travail de la faucille et celui de la faucille, mais entre le travail manuel et celui de la charrue à vapeur, entre le fléau et la machine à battre perfectionnée, la faux et la moissonneuse-lieuse, enfin entre des instruments qui accomplissent leur œuvre dans des conditions entièrement différentes aussi bien sous le rapport de la méthode que des résultats. Nous n'atteindrions pas davantage le but que nous poursuivons, en

divisant la superficie arable de chaque pays, ou la quantité et la valeur des produits obtenus, par le chiffre de la population qui, d'après les tableaux du recensement, était engagée dans l'agriculture à chacune des deux époques comparées. Dans quelques pays, dans le nôtre par exemple, la culture des céréales nécessite une grande dépense de travail manuel, pour le drainage, les clôtures, la fumure des terres, le sarclage, etc., en dehors du simple travail de la semaille et de la récolte, qui, dans certaines contrées, constitue presque la totalité des efforts exigés. Quand, en conséquence, nous énonçons ce fait que le nombre d'ouvriers employés à l'agriculture dans ce pays est, *relativement à la superficie* cultivée, presque le double de celui qui est employé aux États-Unis, on ne doit pas en conclure nécessairement que le travail du cultivateur américain vaut deux fois celui de son congénère anglais. Le prix élevé de la main-d'œuvre, pour commencer par cette considération, oblige le fermier américain à se servir dans la plus grande mesure possible des machines épargne-travail, de sorte que la différence apparente dans l'efficacité du travail peut être, et est sans doute, due entièrement à ce fait. Si nous pouvions comparer le travail accompli pendant une période de temps considérable au moyen de machines parfaitement semblables, sur un sol d'une nature identique, dans les mêmes conditions de climat et de récolte, nous possèderions les éléments nécessaires pour prononcer un jugement équitable; autrement, ce jugement est impossible.

Il existe quelques industries importantes, communes à tous les pays civilisés, et qui ne présentent pas les difficultés spéciales de comparaison qui viennent d'être indiquées pour l'agriculture. Telles sont les manufactures, les houillères, les fonderies, les usines métallurgiques et une ou deux autres industries. Mais, comme l'auteur l'a démontré dans une brochure lue en 1884 devant la Société de statistique (1), il existe des conditions particulières à

(1) *De l'efficacité comparative et des bénéfices du travail en Angleterre et à l'étranger.*

chaque nation qui la différencient de toute autre, et qui nous obligent, en conséquence, à n'accueillir des conclusions générales qu'avec la réserve déjà recommandée. Ainsi, dans la production houillère, l'Amérique est supérieure à l'Angleterre sous le rapport de la quantité extraite quotidiennement ou annuellement par homme employé, tandis que l'Allemagne et la France restent loin derrière nous. Cette conclusion est basée sur la division du chiffre représentant la quantité totale du minéral extrait, par le nombre des ouvriers employés à l'extraction, et, comme opération, rien ne saurait être plus exact. Mais néglige-t-on de prendre en considération le fait que la houille américaine est plus facile à extraire que la houille anglaise, et que les mineurs de Philadelphie travaillent pendant un plus grand dombre d'heures qne les mineurs anglais, on s'expose à méconnaître la cause de l'apparente supériorité des premiers au point de vue de l'efficacité du travail, et la mesure dans laquelle y contribue leur plus grande habileté ou leur plus grande énergie, si toutefois ils possèdent ces qualités à un plus haut degré. De même, l'infériorité supposée des mineurs allemands et français est due probablement moins à une moindre capacité de travail qu'à une moindre épaisseur des bancs et à une plus grande difficulté d'extraction du minéral. Tout en reconnaissant l'influence que ces circonstances et d'autres encore peuvent exercer, il n'est pas sans importance de constater que, soit à cause de la plus grande efficacité du travail de nos mineurs, soit à cause des gisements plus favorables et de l'épaisseur plus considérable des lits de houille, ou pour d'autres raisons, moins faciles à discerner, la moyenne de production du mineur anglais *est plus élevée que celle de tous les autres mineurs du monde*, les mineurs américains seuls exceptés. La même supériorité dans les résultats obtenus se manifeste dans l'extraction du minerai de fer; la moyenne de production des ouvriers anglais étant, pour une période donnée, plus élevée que celle de tous les autres ouvriers, excepté du petit nombre de travailleurs

employés dans les mines du Luxembourg, où le produit considérable est dû à la facilité extrême de l'extraction. Dans les manufactures, en outre, les ouvriers anglais, soit qu'on évalue leur travail par le nombre de broches qu'ils surveillent, soit par la quantité de fil qu'ils obtiennent, donnent, par employé, un résultat bien supérieur à celui des ouvriers des autres pays. Mais on ne doit pas grossir la portée de ce fait, car, quoiqu'il y ait de bonnes raisons de croire qu'au point de vue de la simple habileté mécanique, l'ouvrier anglais est supérieur à tout autre, l'étendue de cette supériorité doit être déterminée par des considérations qui ne peuvent être appréciées aussi aisément que le nombre des broches ou la quantité moyenne de matière ouvrée obtenue; — par exemple la qualité ou la finesse comparative du produit (1).

Quel qu'ait été dans le passé le degré réel de supériorité du travail anglais, cette supériorité est sans aucun doute due, en grande partie, au plus grand perfectionnement, et à l'extrême variété des appareils de notre outillage mécanique, comme aussi au meilleur dressage, et à la connaissance plus complète des procédés techniques que nos artisans ont pu acquérir en raison de ces avantages. Mais ce sont là des qualités dont nous ne pouvons pas conserver le monopole. Tout indique au contraire que nos rivaux étrangers étudient minutieusement les causes de notre supériorité sous ce rapport, et cherchent à nous égaler.

Nous trouverons en Allemagne une preuve évidente de ce fait. « Il y a trente ans, l'Allemagne économique, comparée à l'Angleterre, n'existait pas; mais si nous établissons maintenant un parallèle entre l'industrie anglaise et l'industrie allemande, nous trouvons que les progrès de cette dernière ont été véritablement merveilleux. Pendant toute cette période, les Allemands ont suivi les Anglais pas à pas, important leurs procédés et leur outillage, enga-

(1) On trouvera des chiffres sur ce sujet dans un mémoire que l'auteur a lu devant la Société de statistique en décembre 1884.

geant, quand ils le pouvaient, les meilleurs ouvriers des fabriques les plus importantes, s'appropriant nos méthodes et notre organisation industrielle; mais en outre ils donnaient une attention spéciale à un sujet dont les Anglais ne se sont guère occupés : « l'instruction technique ou scientifique de leurpopulation ». La croyance générale, c'est que le service militaire obligatoire en Allemagne est pour l'industrie de ce pays une entrave permanente, mais « le jeune homme reprenant son travail à vingt-trois ans peut très rapidement regagner ce qu'il a perdu, et se trouve dans de meilleures conditions qu'un homme de cet âge qui n'a pas fait de service. Le service militaire enseigne l'ordre, la régularité, la discipline, et l'art de rendre efficaces les efforts combinés » (1).

Au point de vue de la capacité de travail, on affirme que « les Allemands ne font pas autant d'ouvrage que les Anglais; mais ils sont généralement plus dociles, plus intelligents et plus dignes de confiance que ceux-ci. Ils sont sobres. Les pertes de temps qu'entraîne la boisson leur sont presque inconnues » (2). On prétend que les irrégularités visibles dans la conduite même des meilleurs travailleurs anglais n'existent pas chez les Allemands. Berlin était autrefois une cité d'ivrognes, mais on affirme que ce vice n'existe plus parmi ses habitants, et on attribue cette amélioration à l'éducation. Les progrès accomplis en Allemagne ont été de même réalisés, avec plus ou moins de succès, par la Belgique, la France et la Suisse.

Nos compétiteurs étrangers n'ont pas seulement cherché à rivaliser avec nous sous le rapport des procédés les plus économiques et du perfectionnement des machines industrielles. Ils ont poursuivi un autre but, et, suivant une remarque déjà faite, ils nous ont dépassés dans la connaissance technique des arts et des principes sur lesquels repose essentiellement l'industrie en général. Il est maintenant hors de doute que l'éducation technique des artisans étran-

(1) *Rapports de la commission royale de l'Instruction technique.*
(2) *Idem.*

gers est généralement supérieure à celle des nôtres. Ce fait est affirmé avec une insistance décourageante à presque chaque page du rapport des commissaires royaux pour l'instruction technique; on y lit : « Quoique les spécimens des manufactures du continent, à l'Exposition internationale de Paris en 1878, nous eussent indiqué de grands progrès, nous n'étions pas préparés à voir le remarquable développement des ressources naturelles, ni la perfection des établissements industriels que nous trouvons actuellement en France, en Allemagne, en Belgique et en Suisse. L'étranger fabrique maintenant beaucoup de machines de toute sorte égales au point de vue de la qualité et de l'usage à celles de notre pays; dans beaucoup de cas, elles sont égales aux nôtres comme fini et comme efficacité, et elles sont souvent adaptées au travail des manufactures avec autant d'habileté et d'intelligence qu'en Angleterre. »

Les commissaires royaux, cependant, ne s'en tiennent pas à ces considérations. Ils ajoutent que dans quelques branches de l'industrie, surtout dans celles qui demandent une connaissance approfondie de la chimie organique — telles par exemple que la préparation des couleurs artificielles extraites du goudron minéral, l'Allemagne a pris incontestablement le premier rang.

« L'introduction, par Solway, de Bruxelles, du procédé ammoniacal dans les manufactures de soude, et l'application allemande du strontium dans les raffineries de sucre ont marqué le début d'une nouvelle ère pour ces industries. Relativement à la production économique du coke, nous ne faisons que suivre lentement les traces de nos voisins du continent; les expériences faites en France pendant plus d'un quart de siècle dans le but de recueillir dans cette opération le goudron minéral et l'ammoniaque n'ont attiré notre attention que dans ces derniers temps.

« La ventilation des mines profondes au moyen de pompes aspirantes a été perfectionnée en Belgique avant de l'être en Angleterre, et quoique notre système de puits tubulaires ait, pendant bien des années, servi de modèle

aux autres pays, l'étranger y a introduit des améliorations que nous adoptons maintenant avec profit.

« Les cours d'eau qui abondent en Suisse et dans d'autres contrées montagneuses sont utilisés comme force motrice au moyen de turbines qui fonctionnent d'une manière irréprochable. L'exportation que Verviers fait en Écosse de fils de laine qui ont été cardés et tissés par des machines de fabrication anglaise, avec des laines provenant de l'Amérique du Sud, qui autrefois se vendaient à Liverpool et à Londres, mais pour lesquelles Anvers est devenu le principal marché ; cette exportation offre un exemple d'un commerce spécial dû aux soins minutieux, intelligents et persévérants apportés aux détails; le bon marché du travail dans les manufactures belges aide au maintien actuel de ce commerce spécial.

« Le commerce des rubans de Bâle, celui des velours et soieries en tous genres de Crefeld, les fabriques de tissus mélangés de Chemnitz, sont des industries récemment établies ou transformées, qui, au double point de vue de la hardiesse de l'entreprise ou de l'heureux succès des résultats, ont été rarement dépassées dans notre pays par des créations analogues. Et il n'est pas inutile de rappeler ici que, si l'instruction technique de nos rivaux du continent a pu, dans une certaine mesure, leur permettre d'entrer en concurrence avec nous sur leurs marchés nationaux, sur ceux des neutres, et même parfois jusque sur les nôtres, ils doivent en grande partie leurs succès à un labeur plus patient, à une adaptation plus souple, à une économie plus serrée, et aussi à l'instruction générale, à la connaissance des langues modernes et de la géographie économique que possèdent ordinairement les manufacturiers du continent.

« Mais, quelque grands qu'aient été les progrès des pays étrangers, et quelque active que soit leur concurrence dans certaines branches industrielles importantes, nous pouvons sans hésiter dire avec une conviction que nous croyons partagée par les manufacturiers du continent eux-mêmes, qu'au point de vue général de l'art de construction et de

l'exploitation des principales manufactures, notre peuple reste à la tête du monde industriel. »

Les exemples qui viennent d'être cités portent, il est vrai, plutôt sur les autres conditions d'efficacité de production économique que sur les efforts individuels du travailleur; mais l'efficacité absolue du travail ne provient pas seulement de la capacité physique d'accomplir une tâche déterminée dans un espace de temps donné. Dans l'économie des manufactures modernes, ce n'est même pas cette qualité qui est la plus nécessaire.

Mais s'il montre que les nations étrangères font des progrès, le *rapport* de la commission royale d'instruction technique cite plusieurs exemples frappants de la supériorité dont jouit encore l'Angleterre au point de vue industriel. Il établit que dans certaines manufactures du continent l'outillage est entièrement d'importation anglaise, et, en ajoutant les droits d'entrée, les frais de transport et d'installation au prix d'achat, le prix de revient final est d'environ 25 p. 100 plus élevé que dans le Lancashire. Il cite aussi de nombreux cas dans lesquels de grands manufacturiers du continent rendent témoignage de la supériorité du travail anglais. Un grand industriel de Gand pensait que « de bons ouvriers anglais peuvent faire dans le même espace de temps un travail de 20 p. 100 plus considérable que des Français ou des Allemands. Les Anglais ont plus d'énergie et tiennent à la besogne plus longtemps. Ils possèdent une plus grande force physique. En outre, les industries mécaniques sont ordinairement plus concentrées en Angleterre et les Anglais s'alimentent mieux et plus copieusement que leurs rivaux du continent. »

Presque tous les pays dont les ressources naturelles ou les industries ne sont qu'imparfaitement développées fournissent des exemples de la haute valeur attribuée au travail anglais. Souvent ces pays attirent des ouvriers anglais dans le but d'initier les populations indigènes aux méthodes et aux procédés anglais, mais ils les retiennent à cause de leur incontestable supériorité, même quand l'éducation de leur

population ouvrière est aussi complète que possible. A Fodos Santos, à Valence, au Brésil, un certain nombre de jeunes filles anglaises travaillent côte à côte avec des jeunes filles indigènes, mais tandis que les jeunes filles du pays ne surveillent que deux métiers, et ne gagnent que de 4 à 18 schellings par semaine, les ouvrières anglaises en dirigent trois et gagnent de 17 à 30 schellings pour la même durée de travail, outre la nourriture et le logement (1). Gallenga offre un témoignage analogue relativement aux salaires plus élevés payés en Russie (2) aux artisans et ouvriers de manufacture anglais. Il est naturel que le travail anglais soit extraordinairement rémunéré tant qu'il sert à enseigner ses procédés, mais on l'abandonnerait quand l'instruction est complète, s'il n'était pas bien avéré qu'il mérite la haute paye accordée invariablement à sa plus grande efficacité.

Quoique les différences d'efficacité comparative du travail chez les divers peuples doivent se chercher surtout dans les occupations qui demandent un certain degré d'habileté technique, telles que les industries manufacturières, ces différences ne se manifestent pas exclusivement dans ces branches de l'activité humaine. On peut, au contraire, les reconnaître dans la culture du champ le plus ordinaire, quel que soit d'ailleurs l'avantage dû à l'emploi plus ou moins étendu des machines. M. Porter a clairement démontré ce fait, et établi que dans la Grande-Bretagne, en 1881, 1,000 individus consacrés à l'agriculture assuraient l'alimentation de 3,174 personnes, eux-mêmes compris; tandis qu'en Irlande 1,000 individus employés au même travail ne nourrissaient que 1,522 personnes, eux-mêmes compris. M. Porter a soin de modifier ses calculs en tenant compte des produits agricoles exportés d'Irlande et importés dans la Grande-Bretagne; sans cette modification on trouverait que le travail de 1,000 personnes employées à la culture dans la Grande-Bretagne équivaut à celui de 2,636 personnes occupées de

(1) *Rapports commerciaux des consuls de Sa Majesté*, n° 37. 1884.
(2) *Une excursion d'été en Russie.*

la même façon en Irlande; mais même en admettant ces restrictions, la différence dans l'efficacité du travail est très considérable, en dehors d'ailleurs des différences de fécondité des terrains, et des secours fournis à la culture par les machines (1).

On peut, jusqu'à un certain point, considérer les mots « efficacité du travail » et « régularité des occupations » comme des termes équivalents. La régularité des occupations contribue évidemment dans une grande mesure à l'efficacité générale du travail. Quelquefois les interruptions du travail sont causées par le manque de matière première, la rareté des commandes, ou par d'autres événements qui échappent complètement au contrôle du travailleur. Quelquefois ce sont les travailleurs eux-mêmes qui sont responsables du chômage (2). A d'autres moments encore ce sont ces différentes causes réunies qui réduisent d'une manière plus ou moins sérieuse le nombre des jours d'œuvre de l'année. A ce point de vue, les travailleurs n'ont pas toujours une égale responsabilité. Dans les pays catholiques, particulièrement dans l'est de l'Europe, les solennités religieuses et les fêtes occasionnent de fréquentes pertes de temps. Saint Lundi encourt à cet égard de graves reproches dans le Royaume-Uni. Mais il y a dans tous pays un important prélèvement sur le temps ouvrable, pendant lequel aucun travail n'est fait. Les États-Unis fournissent peut-être un des meilleurs exemples de régularité du travail que l'on puisse citer. Les jours fériés reconnus y sont rares, espacés, et la population ouvrière se distingue généralement par son assiduité et sa sobriété. Mais même aux États-Unis, pour un travail tel que celui des houillères,

(1) *Progrès de la nation.*

(2) La disette de houille qui s'est produite en 1873 dans notre pays a été incontestablement le résultat de la diminution du travail des mineurs. Les rapports officiels des inspecteurs des mines démontrent que si chaque mineur employé pendant cette année avait donné une moyenne semblable à celle de 1883, la quantité de houille extraite aurait été de 35 millions de tonnes plus considérable, ce qui eût rendu toute disette de houille impossible.

dont la régularité est si facile à assurer, on assure que le nombre moyen de jours pendant lesquels ont travaillé les mineurs employés dans un des principaux districts, celui de Wilkes-Barre, en 1883, ne s'est élevé qu'à 228 ; soit 26 p. 100 de moins que le nombre total des jours ouvrables (1).

De tous ces faits, il résulte que relativement au temps employé au travail pendant une période déterminée, il existe entre les diverses nations moins de différences qu'on ne le croit communément. En Angleterre, le nombre des heures de travail est moindre que dans tout autre pays de l'Europe, mais comme dans presque toutes les autres contrées européennes les jours fériés sont plus nombreux, les conditions tendent à s'égaliser. Mais, en mettant de côté cette considération, il est à peine nécessaire d'ajouter que l'efficacité du travail ne doit pas être mesurée seulement, ou même principalement par le nombre d'heures ouvrées. Si on admettait ce critérium l'Angleterre serait très probablement classée au dernier rang. Mais, quelle que soit sa durée, le travail anglais est plus tenace, plus assidu et plus productif.

Il faut encore rappeler qu'il n'existe rien de semblable à « une supériorité uniforme » ou une différence moyenne d'efficacité dans une industrie particulière quelconque, et moins encore dans les industries considérées dans leur ensemble. Aucune usine du monde n'a probablement, pendant deux années, donné le même produit moyen par ouvrier employé. D'une année à l'autre, le produit subit des variations considérables, indépendantes de causes spéciales telles que les grèves, les crises, ou la pénurie de commandes. Si, par exemple, on divise la quantité de houille extraite par le nombre d'ouvriers employés à ce travail dans un district particulier, ou une contrée, pendant une période de plusieurs années, on trouve que la moyenne de production par ouvrier varie considérablement d'année en année. Un meilleur exemple encore est fourni par une

(1) *Rapport du consul Clipperton sur le commerce*, etc., de Philadelphie pendant l'année 1883, p. 1677.

houillère isolée dont les filons et les conditions de travail sont les mêmes d'une année à l'autre. Sir Isaac Bell en cite une dans le South Durham où le poids de la houille extraite par homme et par jour a varié d'une moyenne de 70,14 quintaux en 1875 à une moyenne de 91,96 en 1880; soit une différence d'environ 17 p. 100 en faveur de cette dernière année, différence qui s'est produite sans cause perturbatrice spéciale (1).

L'état de l'agriculture et des manufactures dans l'empire du Brésil offre un exemple frappant de ce fait que la race, l'énergie et l'habileté acquise exercent une plus grande influence que ce qu'on appelle les avantages naturels. Aucun pays du monde ne possède probablement des ressources supérieures à celui-là. Tous les genres de produits agricoles y croissent magnifiquement, et on y trouve en telle abondance les productions tropicales que, dans beaucoup de cas, les fruits les plus rares constituent la principale alimentation du peuple. Et cependant, le travail y reste dans l'état le plus misérable et le plus avili. Les journaliers libres, pour ne rien dire des esclaves, s'offrent en grand nombre au prix quotidien de 1 sch. 9 d. Notre consul à Bahia donne les détails suivants sur la manière de vivre de ces journaliers (2) : « Ils mènent toujours une vie nomade quand ils sont loués, et n'éprouvent aucune difficulté à s'établir près du centre de leur travail; quelques pieux enfoncés en terre et grossièrement recouverts de feuilles de palmier constituent pour eux un abri suffisant. Leur nourriture est de la nature la plus grossière et se compose surtout de farine de manioc, d'huile de palmier, de bananes, de plantains et de jaca. Un agouti, un iguane, un lézard à double queue, un singe, un perroquet, un crabe terrestre ou d'autres mets analogues constituent les friandises du dimanche et des jours de fête, quand ils peuvent trouver le temps de se les procurer par leur chasse. »

(1) *Principes des manufactures de fer et d'acier*, p. 507.

(2) *Rapports commerciaux*, n° 137, 884.

Il résulte de tout ce que nous avons déjà dit que l'efficacité du travail dépend de nombreuses conditions particulières, dont plusieurs ne proviennent ni de la conduite ni de la volonté des travailleurs eux-mêmes. Cette efficacité est soumise à des influences qui tiennent au sol et au climat, au degré d'habileté acquise, à la régularité des occupations, au genre de travail accompli, à la facilité de se procurer une nourriture saine et substantielle, et de maintenir par cette alimentation un fond de vigueur et d'énergie, aux efforts tentés pour améliorer la position économique des travailleurs, à la facilité de se procurer des machines et de les employer, enfin à l'aptitude pour s'assimiler des connaissances techniques. L'agriculture de l'Inde est bien au-dessous de celle de l'Angleterre, non pas nécessairement parce que le travail indou est très inférieur au travail anglais, quoique cette infériorité soit de la plus haute importance et doive être attribuée en grande partie à l'influence climatérique, mais aussi parce que le *zemindar* et le *ryot* (cultivateur et paysan indous) sont trop pauvres pour se procurer les instruments indispensables à une culture efficace et économique. En Amérique, la culture est moins coûteuse qu'en Angleterre, parce que les fermiers américains possèdent ordinairement des machines qui accomplissent une notable partie du travail qu'on fait encore ici à la main. Il ne s'ensuit pas nécessairement que le travail cher soit toujours le plus efficace. On ne peut baser aucune loi de ce genre sur de simples différences nominales de prix. Mais le travail le plus payé est généralement le plus efficace pour deux raisons : d'abord parce que sa plus grande efficacité lui a permis de réclamer un salaire plus élevé; et ensuite le fait même de cette élévation de salaire engage et oblige l'ouvrier et le patron à maintenir l'efficacité du travail par tous les moyens mécaniques à leur portée.

Il est temps maintenant de réunir en faisceau les rayons de lumière épars que nous nous sommes efforcé de projeter sur cette question complexe. Nous constatons que le

travail anglais, jugé d'après l'une quelconque des nombreuses considérations développées ci-dessus, conserve jusqu'à présent son haut rang, mais que cette supériorité sur le travail étranger, maintenue jusqu'ici, diminue chaque jour. La part de prééminence que nous devions à une plus grande facilité d'employer les méthodes et les machines perfectionnées, à une longue éducation industrielle, à une connaissance spéciale des procédés manufacturiers, doit lentement, mais inévitablement, devenir le partage des nations rivales et enfin se perdre pour nous. Il n'existe probablement pas de procédé ou d'invention importante permettant de réaliser une économie sur la production qui ne soit déjà connue de toutes les nations industrielles du monde. Dans l'avenir, à mesure que les autres nations accumuleront du capital, elles se hâteront d'utiliser leurs nouveaux moyens d'action pour faire disparaître les imperfections qui existent encore dans leurs industries et élever ainsi l'efficacité de leur travail au niveau de celui de l'Angleterre. Par quel procédé, dans ce cas, « le prix de la course reviendra-t-il au plus agile, et le gain de la lutte au plus fort? »

Principalement, nous le croyons, par le maintien d'un haut degré d'efficacité et de conscience dans l'exécution du travail. Quelques écrivains semblent penser que, en ce qui concerne le travail anglais, ces qualités nécessaires s'altèrent visiblement par suite de mauvaises influences manifestes et auxquelles on n'aperçoit encore ni remède ni palliatif.

« La puissance, dit M. W. R. Greg, et l'organisation de nos classes ouvrières augmentent d'année en année; et cette puissance et cette organisation sont constamment employées à élever le taux des salaires et à diminuer la durée du travail; tandis que, comme conséquence des mêmes causes, le travail devient moins consciencieux et moins discipliné. Le résultat inévitable de ces actions combinées, c'est que le coût de la production des objets pour la fabrication desquels l'Angleterre a toujours été si renommée a fortement haussé

positivement et relativement; tandis que l'immense accumulation et le bon marché des capitaux, qui jusqu'ici réduisaient si considérablement le prix de revient relatif, cessent d'être le monopole de ce pays (1). »

Les appréciations extrêmement pessimistes de M. Greg exagèrent probablement le mal, mais elles contiennent un avertissement que nos industriels, et les classes ouvrières en particulier, feraient bien de ne pas négliger.

L'Angleterre profite peut-être des plus grands avantages naturels et des circonstances les plus favorables dont ait jamais joui une nation, mais ces conditions heureuses ne sont pas nécessairement hors de la portée des autres peuples. L'habileté technique, la force de résistance physique, et l'énergie invincible de la race anglo-saxonne ne sont plus, comme autrefois, l'apanage exclusif de l'Angleterre. Au contraire l'Angleterre partage maintenant ces précieuses qualités avec d'autres pays, dont les populations réunies sont plus de trois fois supérieures à la sienne; et chacun de ces pays semble résolu à réaliser pour lui-même, nécessairement plus ou moins contre l'Angleterre, tous ces progrès qui ont procuré à notre mère patrie tant de richesses et tant de gloire.

(1) *Revue contemporaine*, juin 1874.

CHAPITRE XXV

PRODUCTION EN GRAND ET PRODUCTION RESTREINTE.

Dans ses *Éléments d'économie politique* Mill consacre le neuvième chapitre du livre I à l'examen des effets qui résultent de la dimension ou échelle des moyens de production mis en usage. Babbage aussi, dans son « Economie de la Machinery et des Manufactures », consacre un chapitre, le vingt-deuxième, à l'étude « des causes et des conséquences de l'établissement des grandes usines », et un autre, le vingt-troisième, à la « situation des grandes usines ». Il n'existe vraiment que peu d'économistes qui ne se soient occupés plus ou moins de cette question, car c'est un élément de la plus haute importance pour la détermination du prix auquel les objets manufacturés peuvent être livrés.

Les avantages de la production sur une vaste échelle, ou, en d'autres termes, de la fabrication en grand, comparée à la fabrication restreinte, sont évidents. Mill a remarqué très judicieusement que, « en règle générale, les frais d'une affaire ne s'accroissent en aucune façon proportionnellement à l'importance des transactions », et il a indiqué quelques-unes des économies les plus évidentes résultant de la fabrication en grand, comme la réduction des frais généraux, l'avantage de réunir autant de machines, « broches ou métiers », qu'un ouvrier peut en surveiller à la fois ; l'économie de force motrice aussi bien que de main-d'œuvre qui en résulte, et la diminution du travail, même pour les capitalistes.

Il est utile d'examiner jusqu'à quel point l'Angleterre doit la position prépondérante qu'elle occupe dans l'industrie manufacturière à la dimension plus grande de ses usines et de ses fabriques, comparées à celles des nations rivales; et dans quelle mesure ces nations se rapprochent de nous à cet égard.

On ne trouve pas aussi facilement qu'on le désirerait les renseignements nécessaires pour établir une telle comparaison. Les informations statistiques ne manquent pas sur le nombre des manufactures consacrées aux industries textiles, sur les gisements fournissant le minerai de fer ou la houille, sur les hauts-fourneaux produisant le fer, sur les ateliers de constructions navales, les fabriques de produits chimiques, de machines, et autres établissements industriels, et sur la production totale de chaque genre de manufactures. Mais ce n'est pas là tout ce qui serait nécessaire pour établir une comparaison équitable, parce que les données fournies sur la proportion qui existe entre les grandes et les petites usines, mines, etc., sont en trop petit nombre.

Les principes généraux qui s'appliquent aux vastes opérations industrielles peuvent aussi s'appliquer, quoique avec quelques réserves peut-être, à l'agriculture ; et comme la terre, pour employer le mot si frappant de Quesnay, *est la mère et l'unique source de toute richesse*, nous devons comparer tout d'abord les différentes nations entre elles, sous le rapport du nombre et de l'étendue des grands établissements agricoles.

En Angleterre, il s'est manifesté dans les dernières années une tendance vers l'accroissement du nombre des plus petites et des plus grandes exploitations, et une diminution dans celui des fermes de moyenne étendue. En 1880, le nombre total des fermes de toute contenance était de 414.804, au lieu de 412,340 en 1873. Pour le pays en général, l'étendue moyenne des fermes avait très légèrement augmenté, car la moyenne, qui était en 1875 de 58 acres, ne s'élevait qu'à 59 acres en 1800. Si nous remon-

tons plus haut, nous trouvons, par ferme, une moyenne de superficie inférieure à celle de 1875. Sur le nombre total des fermes en 1880, 295,313, ou plus de 70 p. 100, n'avaient qu'une étendue de 50 acres et au-dessous.

En Écosse, les grandes exploitations, aussi bien que les petites, ont subi une diminution ; le nombre des fermes d'une superficie de moins de 50 acres n'est plus que de 55,280 en 1880, au lieu de 56,311 en 1875 ; et celui des fermes contenant plus de 1,000 acres est tombé, dans le même intervalle, de 126 à 79. La superficie moyenne des fermes de l'Ecosse était de 57 acres en 1880, et plutôt au-dessous de ce chiffre en 1875. Il ne semble pas, en conséquence, qu'un changement tendant à augmenter l'étendue des exploitations agricoles soit en voie d'accomplissement dans ce pays. En 1880, plus des 83 centièmes de toutes les fermes de la Grande-Bretagne comptaient moins de 100 acres de superficie, étendue trop limitée pour permettre de pousser au plus haut point l'économie du travail dans la culture. Mais tandis que la contenance moyenne des propriétés agricoles de notre pays paraît avoir atteint un maximum, et n'offre aucun signe de morcellement prochain, celle des États-Unis, au contraire, tend continuellement à diminuer. L'étendue moyenne des fermes était en 1850 de 203 acres; de 199 acres en 1860; de 153 acres en 1870; et de 132 acres en 1880 ; en comprenant les terres cultivées et les terres non cultivées. Ces résultats semblent démontrer que l'étendue moyenne des fermes des États-Unis est trois fois plus considérable que celle des fermes de la Grande-Bretagne ; mais comme dans 17 comtés anglais la superficie moyenne des fermes est, d'après les chiffres cités par sir Thomas Brassey (1), de 152 acres, les contenances moyennes sont, en négligeant les fractions, presque les mêmes dans les deux pays.

Sur le continent presque sans exception, il résulte du morcellement de la terre, et du système des cultivateurs-

(1) *Discours présidentiel à la Société de statistique*, 1879.

propriétaires et des métayers, qui prévaut généralement, que les exploitations agricoles ont une étendue moyenne moindre que celles de l'Angleterre ou des États-Unis. Il est donc évident que si, au point de vue des avantages que peut offrir la culture en grand, l'Angleterre ne prend rang qu'après les États-Unis, elle doit être classée avant les pays continentaux.

L'expérience faite dans la fromagerie d'Aston-by-Budworth, dans le Cheshire, fournit un argument puissant en faveur de l'exploitation en grand des produits agricoles. Ce vaste établissement, d'après le système coopératif, convertit en fromages le lait de 500 à 550 vaches, et n'emploie pour les travaux de la laiterie que deux hommes et deux femmes, plus un homme chargé de soigner les porcs ; on élève 150 à 160 de ces animaux, pendant la bonne saison, pour consommer le petit-lait. Outre l'épargne de main-d'œuvre réalisée au moyen du grand développement donné à la fabrication. on assure que cette production en grand évite « toute inquiétude relative à la qualité du produit, aussi bien que tout risque de non réussite » et garantit en outre « l'uniformité plus grande de qualité des fromages » qui résulte du mode de fabrication adopté (1). On pourrait citer d'autres exemples qui tous aboutissent à la même conclusion ; mais en vérité l'exploitation en grand réduit si manifestement le prix de revient pour un produit donné, qu'il est inutile de multiplier les preuves de ce fait.

La culture sur une très grande échelle appliquée à beaucoup de fermes des États-Unis, jointe à l'introduction des machines, a permis d'obtenir des résultats remarquables. Autrefois, une moyenne de 8 à 9 boisseaux de blé, récoltés en un jour par un seul homme, était considérée comme bon travail. Maintenant, une récolte de 50 boisseaux, faite en un jour, par un seul homme, n'est pas rare. Cette moyenne a été atteinte, assure-t-on, en Cali-

(1) *Rapports de M. Coleman à la commission royale d'agriculture*, p. 54.

fornie, dans la ferme du gouverneur Bidwell. Dans une autre ferme du même État, une troupe de 67 ouvriers, disposant de machines à vapeur et de chevaux, a obtenu, pendant la récolte de 1879, une moyenne de 57 boisseaux par homme et par jour; et, dans une troisième ferme, 5 hommes ont réussi, au moyen d'une moissonneuse-batteuse de nouvelle invention, à obtenir 144 boisseaux par homme et par jour.

Passons, par une facile transition, des produits de la surface à ceux des entrailles de la terre. Sous ce rapport notre pays n'a pas autant de succès qu'une ou deux autres nations. Sans doute on y trouve quelques-unes des mines et des houillères les plus importantes du monde; mais nous nous occupons en ce moment non de cas particuliers, mais de caractères généraux, et, autant qu'on peut s'en rapporter aux rapports officiels, la moyenne d'extraction de la houille est beaucoup moins élevée, pour chaque houillère, dans la Grande-Bretagne qu'aux États-Unis, en Allemagne, en France, ou en Belgique; elle n'atteint pas même la moitié de celle des deux premiers pays mentionnés (1). De 1873 à 1878, le produit moyen des houillères anglaises s'est trouvé réduit par l'exploitation de nombreux petits gisements à peine dignes d'être rangés dans la catégorie des mines. Mais, dans les dernières années, cette tendance a diminué par l'effet de la loi naturelle qui assure la survivance aux mieux adaptés, en sorte que le produit moyen des houillères restées en activité a atteint un niveau plus élevé. Il se produit, d'ailleurs, des différences notables d'un district à un autre. Dans le North-Durham, par exemple, les houillères en exploitation donnent une moyenne de plus de 65.000 tonnes par an, tandis que, dans le Lancashire du Nord et de l'Est, la

(1) La valeur de cette affirmation dépend en grande partie de la signification donnée aux termes « houillère » et « mines ». Si ces deux mots ne sont pas employés, dans les divers pays, pour désigner des entreprises identiques, il est évident que toute comparaison devient impossible.

moyenne est inférieure à 30,000 tonnes, et, dans quelques autres districts, elle est encore moindre. Dans les mines d'anthracite de Philadelphie, la moyenne de l'extraction annuelle est, par mine, de plus de 100,000 tonnes.

Si nous passons aux opérations manufacturières, nous pouvons dire, d'une manière générale, que les manufactures du Royaume-Uni sont certainement aussi importantes, si ce n'est plus, que celles des pays étrangers. En ce qui concerne les filatures de coton, le chiffre moyen des broches de chaque établissement s'est élevé de 12,174 à 16,300 entre 1856 et 1878; tandis que le nombre moyen des métiers à vapeur était porté, pendant la même période, de 130 à 172, soit une augmentation de 34 p. 100 dans le nombre des broches, et de 49 p. 100 dans le nombre des métiers.

Quelque satisfaisant que soit cet accroissement, il n'est rien auprès de celui qui s'est accompli aux États-Unis où, de 1860 à 1880, le nombre moyen des broches, par manufacture, s'est élevé de 4,800 à 14,090; et celui des métiers de 115 à 295. Les établissements des États-Unis possèdent donc en ce moment, par filature, un nombre de broches de 14 p. 100 seulement moins élevé que celui des établissements de notre pays; et ils possédaient en 1880 un nombre de métiers, par filature, de 55 p. 100 plus considérable. Ces résultats montrent d'une façon évidente l'importance que les Américains attachent à la production en grand. Déjà, cependant, les États de la Nouvelle-Angleterre, qui comprennent les trois quarts des manufactures de coton et de la force motrice consacrée à ce textile en Amérique, ont dépassé l'ancienne patrie dans les dimensions données à leurs fabriques, car si nous considérons ces États à part, nous trouvons que l'importance moyenne de leurs manufactures de coton, calculée d'après le nombre des broches employées, 19,663 par usine, est de 20 p. 100 plus considérable que celle des manufactures de la Grande-Bretagne.

Il est beaucoup moins facile d'établir une comparaison entre les différents pays pour la production des lainages

que pour celle des cotonnades. Il existe une telle variété de lainages, qu'on emploie nécessairement un grand nombre de machines de types divers dans les manufactures; pour celles de ces machines qui n'appartiennent pas à la catégorie des broches, on ne peut obtenir des renseignements dignes de foi assez étendus pour évaluer avec exactitude les progrès réalisés. Autant que le nombre des broches peut être accepté comme mesure des résultats, il s'est produit une augmentation considérable dans l'importance moyenne des manufactures, aussi bien dans toutes les contrées européennes qu'aux États-Unis. Dans la Grande-Bretagne, la moyenne de 1,533 broches employées par manufacture en 1856 a été portée à 2,115 en 1878.

Au point où nous sommes arrivés, il paraît évident que si l'Angleterre, dans ses dernières années, s'est tenue à hauteur des progrès faits par les autres nations industrielles, elle ne les a pas dépassées, au point de vue des avantages que procure la fabrication en grand. Mais, dans certaines autres branches de l'industrie, à peine moins importantes, sa position est unique. En ce qui concerne les constructions navales, les produits chimiques, la métallurgie et plusieurs autres fabrications, les usines anglaises sont supérieures à tous les établissements de ce genre, dans le monde entier, et l'économie de production provenant de ce fait a permis à l'Angleterre de conserver la position prépondérante déjà acquise par le même moyen. Les données qu'il est possible de réunir ne permettent pas d'établir des comparaisons détaillées entre ces industries chez les diverses nations. Mais le fait de notre prépondérance est trop évident pour avoir besoin de preuves; il se manifeste dans les annales quotidiennes des relations du commerce anglais avec le reste du monde.

Il est bien démontré maintenant que, dans les pays qui occupent une haute situation au point de vue de l'économie industrielle, il se produit une tendance de plus en plus marquée vers la transformation des petites fabriques en établissements de dimensions colossales. On admet partout

que la différence de prix de revient entre la grande production et la production restreinte d'une marchandise quelconque, brute ou manufacturée, peut représenter, et représente probablement souvent, pour l'exploitation, la différence entre le profit et la perte. On peut prendre pour exemple l'exploitation d'une houillère. Il peut n'être, et souvent il n'est pas, plus coûteux d'organiser l'exploitation dans une houillère pouvant produire 100,000 tonnes de houille, que dans une autre ne donnant que 50,000 tonnes. Dans les deux cas il faut installer l'outillage de surface, creuser les puits, organiser la ventilation, établir des pompes, etc.; et la différence de dépense entre une petite et une grande houillère est principalement causée par l'établissement de machines d'entretien plus ou moins puissantes. Il est évident que, dans ces conditions, les frais généraux par tonne, les frais d'administration, les dépenses d'aération, de force motrice pour les pompes, de traction, d'intérêts, de service religieux, etc., doivent s'alléger considérablement pour la mine donnant un produit deux fois plus grand; et si, à notre époque de concurrence extrême, les charges sont diminuées seulement de 3 deniers par tonne, cette différence suffit pour assurer, et assurera très probablement la prospérité de la houillère la plus productive, tandis qu'elle causera la ruine de l'autre. Les remarques que nous venons de faire pour les houillères s'appliquent aux fabriques de tout genre. *Ex uno disce omnes.*

On peut puiser dans l'examen des statistiques de la production des marchandises brutes ou manufacturées cette grave leçon : plus les opérations sont traitées sur une grande échelle, moins considérable est le nombre d'ouvriers nécessaire pour obtenir un résultat déterminé; et plus élevées sont les moyennes de puissance productrice. Cette conclusion ressort nettement des rapports sur la production des cotonnades en Amérique. M. Atkinson démontre (1) que, dans la Caroline du Nord, où les manufac-

(1) *Métaphysique et mécanisme de l'échange.*

tures sont généralement de petite dimension, le travail de cinq personnes ne produit que 2,400 mètres de tissu par an ; tandis que dans la Nouvelle-Angleterre, où les manufactures sont généralement plus vastes et mieux outillées, le même nombre d'ouvriers, travaillant pendant la même période de temps, donne 140,000 mètres, ou environ 60 fois plus. Il en résulte que le coût de la production du mètre de cotonnade dans la Nouvelle-Angleterre, en fixant le salaire moyen d'un ouvrier à 287 dollars par an ; est de 1,08 cent (0 fr. 05 à 0 fr. 06), tandis que, dans la Caroline du Nord, le prix de revient, en admettant le même salaire par ouvrier, s'élève à 58,49 cents (2 fr. 92 1/2) par mètre de tissu.

Tandis qu'il est universellement admis que l'un des grands secrets du succès contre les concurrents et de la production économique réside dans le vaste développement donné aux fermes, aux manufactures et aux mines, il ne se manifeste pas une pareille unanimité dans le jugement porté sur les résultats du travail de nuit, ou système du travail ininterrompu. Les commissaires royaux de l'Instruction technique, dans le cours de leur enquête sur le continent, ont constaté que l'opinion générale se prononçait en faveur du travail de 22 heures sur 24, dans les manufactures, au lieu de 11 heures seulement, parce que, dans les deux cas, les dépenses fixes — loyers, impôts, taxes, intérêts du capital, etc. — sont les mêmes. Il est vrai que l'un des systèmes entraîne une plus grande dépréciation de l'outillage, mais on estime que c'est là plutôt un avantage qu'un inconvénient, parce que le manufacturier, obligé de renouveler fréquemment son matériel, le tient à la hauteur des perfectionnements les plus récents. Quelques manufacturiers pensent qu'il vaudrait tout autant fermer complètement leurs usines que de les arrêter pendant 12 heures sur 24. D'autres croient que le système du travail ininterrompu exerce une influence fâcheuse sur les ouvriers et diminue la valeur de leur travail. Pendant la nuit, on obtient moins d'ouvrage, et les détériorations sont

plus nombreuses; enfin le coût du gaz est une dépense sérieuse.

Dans quelques manufactures du continent par exemple dans les filatures de laines et les ateliers de tissage de Verviers (Belgique), la durée du travail est fixée par jour à 22 heures, que l'on divise en deux séries, l'une de 11 heures 1/4 pendant la journée, l'autre de 10 heures 3/4 pendant la nuit. Les ouvriers commencent le travail à 6 heures du matin, et le continuent jusqu'à 7 heures du soir; alors reprend la seconde série, qui se termine à 6 heures du matin, sans autre interruption qu'un repos d'un quart d'heure consacré au repas. Il y a dans la nuit du dimanche une courte séance de 9 heures, puis, à 4 heures du matin, la fabrication cesse pour permettre aux travailleurs de se reposer, et aux machines de se refroidir jusqu'au lundi. Les manufactures travaillent ainsi 130 heures par semaine. Les ouvriers passent tous les quinze jours du service de jour au service de nuit. En Angleterre le travail de nuit n'est pas très généralement en usage, à moins que les affaires présentent une animation exceptionnelle.

On pourrait écrire encore bien des pages sur le sujet traité dans ce chapitre. Mais nous en avons dit assez pour montrer que l'Angleterre n'a pas jusqu'ici négligé les avantages que la production sur une grande échelle a pour but de procurer. Ses ressources au point de vue de la mécanique restent sans rivales. Si elle ne devance pas les autres nations autant qu'autrefois, son rang est cependant celui qu'elle avait le droit d'espérer.

CHAPITRE XXVI

L'AVENIR DE L'ANGLETERRE ET LES ÉTATS-UNIS.

« Ceux qui dans l'avenir étudieront la philosophie politique, auront à établir beaucoup de comparaisons entre les institutions américaines et les institutions anglaises. La parenté entre ces institutions est unique dans l'histoire. La République américaine a, tant par la richesse de son sol que par son étendue, une base naturelle pour le plus grand empire continu qui ait jamais été établi par l'homme... Le développement que la République a pris a été sans exemple dans sa rapidité et sa puissance. » GLADSTONE.

Déjà, dans le cours de cet ouvrage, nous avons eu plusieurs fois l'occasion d'établir des comparaisons entre les deux plus grandes nations industrielles des temps modernes ou anciens, le Royaume-Uni et les États-Unis. Mais les effets du développement de ces deux contrées et de l'influence qu'elles exercent aussi bien l'une sur l'autre que sur le reste du monde, sont tellement importants qu'ils exigent un examen plus attentif des conditions particulières et relatives de leur haute situation. On reconnaît au premier coup d'œil que ces conditions sont extrêmement inégales en raison des différences dans l'étendue du territoire et les ressources naturelles; et même ces différences sont telles que nous sommes appelé à établir plutôt un contraste qu'une comparaison.

Le territoire des États-Unis s'étend sur une superficie de plus de 3 millions de milles carrés. Celui du Royaume-Uni n'est que de 120,000 milles carrés. Le Texas, seul, embrasse un territoire aussi vaste que celui de l'Empire allemand,

de l'Angleterre et du pays de Galles réunis, et on assure que la portion de terre arable que possède cet État est au moins égale à la superficie de bonne terre que renferment l'Allemagne et l'Angleterre. Les États de Kansas, de Nebraska et d'Iowa réunis ont une superficie plus étendue que celle de la France, et contiennent, dit-on, une plus grande proportion de terres fertiles. Mais tandis que les quatre États que nous venons de nommer ont une population qui dépasse à peine 5 millions d'habitants, les trois contrées européennes qu'ils égalent en étendue territoriale renferment une population qui dépasse de beaucoup 100 millions d'âmes !

Ces faits n'ont pas besoin de commentaires. Ils démontrent avec évidence les ressources infiniment plus grandes qu'offre l'Amérique au développement de la population. Si considérables sont ces ressources qu'un écrivain compétent a calculé que les États-Unis, qui contiennent maintenant près de 60 millions d'âmes, peuvent presque en nourrir 100 millions, « sans augmenter la superficie d'une seule ferme; sans en accroître le nombre, simplement en amenant leurs récoltes à la moyenne qu'on peut attendre d'une bonne culture ordinaire; et quand ce résultat serait obtenu, il resterait encore pour l'exportation une quantité de grains deux fois plus considérable que celle dont les États-Unis disposent maintenant pour alimenter les affamés des nations étrangères. »

Il a été déjà question de l'immense développement qu'ont pris récemment les ressources agricoles des États-Unis. Il est inutile de parler de l'étendue du territoire national de ce pays. Il est tellement vaste que nous ne pouvons, en Europe, nous en former qu'une faible idée. Mais cette grande étendue même peut devenir une sérieuse entrave, du moins en ce qui concerne les relations de l'Amérique et de l'Europe. En ce moment la tendance des événements ne paraît pas tout à fait favorable à l'avenir de l'agriculture américaine. Les meilleures terres des États de l'Est ont été cultivées, et beaucoup d'entre elles ont été assez épuisées

pour rendre nécessaire l'adoption du système de culture européen; c'est-à-dire qu'il a fallu fumer avec soin les terres, opération coûteuse; varier méthodiquement les récoltes, et substituer dans une forte proportion les prairies artificielles aux céréales. En même temps que ces changements de méthode se produisaient, la valeur de la terre s'est beaucoup accrue, et les prix des produits agricoles ont considérablement baissé (1). Sur quelques points, dans l'État d'Orégon, par exemple, qui se consacre principalement à la culture du blé, le prix de la terre s'est élevé de 2,50 dollars l'acre, à 25 et 30 dollars. Dans l'Illinois, les terrains qui se vendaient, en 1873, 1,25 dollar l'acre, ont été vendus plus tard entre 5 et 15 dollars, augmentation de valeur due surtout aux facilités plus grandes qui résultent de la construction des chemins de fer. Il en a été de même dans le Nebraska et les États voisins, où, jusqu'à l'apparition de la locomotive, la terre se vendait généralement 1,25 dollar l'acre, prix du gouvernement; tandis qu'elle vaut maintenant de 5 à 10 dollars l'acre, quand elle n'est pas située à plus de 10 milles d'une ligne de chemin de fer. Si nous ajoutons, à une telle augmentation du prix d'achat de la terre, une diminution de moitié ou même plus, dans les prix de vente réalisés par les productions agricoles les plus importantes, la première réflexion qui se présente à l'esprit c'est que la principale source de la richesse américaine —

(1) Un récent document officiel montre que de 1870 à 1880 les changements suivants se sont produits dans les prix :

MARCHANDISES.	PRIX EN 1870.	PRIX EN 1879.	PRIX EN 1879, EN REPRÉSENTANT par 100 LE PRIX DE 1870.
	dols.	dols.	dols.
Blé indien, le boisseau......	0.925	0.471	196
Avoine......................	0.630	0.297	212
Blé.........................	1.289	1.068	121
Coton, la livre anglaise.....	0.235	0.099	237
Lard et jambon, la liv. angl.	0.167	0.070	221

l'agriculture — ne se trouve pas dans une situation aussi propice qu'il y a quelques années.

Cette question offre cependant un autre aspect. Il est parfaitement vrai que, dans les parties privilégiées, les terrains de l'Amérique valent aujourd'hui deux ou trois fois ce qu'ils valaient il y a dix ou douze ans, et que les prix des productions agricoles ont constamment baissé depuis une période de temps considérable. Il est vrai aussi qu'une grande partie du sol vierge, particulièrement dans les États de l'est et du centre, a été épuisée, et exige maintenant les procédés de culture européens, qui sont beaucoup plus coûteux. Mais le fermier américain a en même temps réduit de toutes les manières les dépenses de son exploitation. Le prix de sa main-d'œuvre est moindre, et il se sert de machines beaucoup plus qu'il ne le faisait autrefois. Même quand il est obligé de reconstituer un sol presque épuisé, il est largement dédommagé de ses frais par une récolte plus abondante. Et enfin, comme conséquence de l'accroissement de la valeur de sa terre, il peut emprunter de l'argent, quand il en a besoin, plus aisément qu'autrefois; et c'est là aussi un avantage réel.

L'absence de recensements industriels dans les contrées européennes rend la tâche de vérifier leurs progrès agricoles plus difficile qu'aux États-Unis, où abondent les statistiques de ce genre. Le rapport sur le dizième *Census* (1880) montre qu aucun effort n'est épargné pour substituer le travail exécuté par des machines à la main-d'œuvre, ce qui, comme l'a remarqué avec justesse M. Michel Chevalier, est le seul moyen qui permette au travail cher de lutter avec le travail à bas prix. Considérez seulement les instruments aratoires qui contribuent plus que quoi que ce soit au développement de la principale branche de l'activité des États-Unis. Il y avait, en 1880, 1,943 usines consacrées à la fabrication de ces instruments, représentant ensemble un capital de 62 millions de dollars, employant plus de 38,000 ouvriers, et consommant des matières premières pour une somme de plus de 31 millions de dollars par an. Avec ces

moyens de production, on fabriquait plus d'un million de machines diverses, évaluées à 68 1/2 millions de dollars, parmi lesquelles environ 20,000 machines destinées à la culture du coton. Dans ce nombre considérable d'instruments agricoles, nous trouvons plus de 68,000 machines ensemenceuses de blé, 43,000 batteuses, 28,000 charrues, etc. On estime à plus de quatre millions le nombre total des différentes fermes des États-Unis, de sorte que, même en conservant la moyenne actuelle de fabrication, le nombre d'instruments fournis à chaque ferme ne serait en moyenne que de « un » par période de quatre ans. Et cette industrie se développe constamment, d'année en année. La valeur des instruments aratoires des États-Unis est évaluée par le recensement de 1880 à 406 1/2 millions de dollars (2,032 millions 1/2 de francs), ce qui donne une moyenne de plus de 100 dollars par ferme.

Ce n'est pas seulement aux États-Unis que la valeur de la terre a augmenté dans ces dernières années. Le même mouvement s'est produit dans notre pays et dans les autres contrées de l'Europe, et a suscité les mêmes efforts, c'est-à-dire des tentatives pour réduire les autres dépenses de l'agriculture. L'accroissement de la valeur de la terre aux États-Unis a été surtout causé par l'établissement de nombreux chemins de fer, qui ont permis d'apporter plus facilement les produits agricoles sur les divers marchés.

En Angleterre, la plus-value « *imméritée* » de la terre, dont nous entendons tant parler, est due en partie à la même cause, mais surtout à la plus grande demande d'une marchandise dont la quantité est nécessairement restreinte ; demande qui provient du rapide accroissement de la population. Et dans quelle proportion s'est produite cette plus-value? On a déjà dit que la valeur moyenne de la rente des terres était en Angleterre de 13 schellings par acre en 1770, et de 30 schellings par acre en 1880 (1). Maintenant, si nous

(1) Il serait possible de remonter à des dates antérieures à 1770, mais cette date fournit une base suffisante pour établir des comparaisons dans un but pratique. En 1100, le fermage des terres arables

multiplions les 50 millions d'acres de terre cultivés par la différence qui existe entre ces deux sommes, nous obtenons un total d'environ 38 millions sterling (950 millions de francs de revenu) par an, représentant l'accroissement naturel de valeur dont les propriétaires ont bénéficié dans les cent dernières années. Multiplions encore ce résultat par la valeur de trente années d'acquisition, autrement dit, calculons à 3 1/2 pour 100 le capital de 38 millions sterling de rente, et nous obtiendrons une somme de 1,136 millions de livres (28,400 millions) qui constituera la différence entre la valeur actuelle des terres de la Grande-Bretagne et de l'Irlande et celle que ces terres avaient en 1770. On commettrait cependant une erreur économique et une injustice à l'égard des grands propriétaires de l'Angleterre en supposant que la totalité de cette plus-value est « imméritée ». Une grande partie en est due à des améliorations réalisées au moyen de drainages, de clôtures, etc., ou bien a été le résultat de la construction de nouveaux bâtiments ou de l'ouverture de nouvelles voies de communication ; le propriétaire a donc obtenu cette augmentation de capital au même titre que le manufacturier obtient les fruits de son capital et de son travail réunis. Mais, en ce qui concerne la culture de la terre, il existe cependant une très grande différence matérielle dans la plus-value « imméritée » des deux pays. Aux États-Unis, le bénéfice entre directement dans la bourse des cultivateurs réels du sol (1), et est employé principalement à perfectionner les procédés et moyens de culture, tandis que, dans le Royaume-Uni, il va remplir les poches

s'élevait à 1 sch. 1 1/2 d. et celui d'une prairie à 11 1/2 d. par acre; et à partir de 1692, quand on imposa à la terre une taxe de 4 schellings par livre sterling de revenu, le fermage de la terre s'éleva considérablement.

(1) Sur 10,000 fermes qu'on comptait en 1880 aux États-Unis, 7,444 étaient cultivées par les propriétaires, et 1,752 étaient des sortes de métairies, dont les produits étaient partagés, et 804 seulement étaient louées en fermage moyennant un déterminé, payé en argent. En Angleterre, au contraire, le nombre des fermiers qui cultivent leurs propres terres est comparativement restreint.

des propriétaires fonciers, dont un grand nombre dépensent leurs revenus à l'étranger, et parmi lesquels bien peu, relativement, prennent un intérêt pratique au développement des ressources agricoles du pays.

En Amérique comme en Angleterre, et en vérité dans toute l'Europe, il s'est produit dans ces deux ou trois dernières années un grand abaissement des prix qui a affecté presque tous les produits agricoles. Dans quelques cas il y a eu une réduction de 100 p. 100. Comme nous l'avons démontré ailleurs, le grand problème de l'avenir est celui-ci : l'Amérique continuera-t-elle à inonder les marchés de l'Europe du surplus de ses récoltes de céréales à aussi bon marché qu'elle l'a fait jusqu'ici?

Il serait intéressant d'estimer, si cela était possible, l'augmentation moyenne du capital des agriculteurs des deux pays pendant les vingt dernières années, en prenant pour base l'élévation de la valeur du stock de bétail et les autres moyens de contrôle. On a calculé que, dans notre pays, cette augmentation ne s'était pas élevée à moins de 114 millions sterling (2,850 millions) pendant les vingt années qui se sont terminées en 1875. Mais, même si cette évaluation était exacte, on devrait admettre que pour deux raisons principales, outre de nombreux motifs secondaires, il a dû se produire depuis 1875 une diminution plutôt qu'une augmentation. Tout d'abord les cinq années qui ont suivi 1874 ont été caractérisées par de mauvaises récoltes, qui ont beaucoup réduit les bénéfices réalisés par les fermiers sur la culture des céréales. La valeur moyenne du blé récolté dans le Royaume-Uni, non compris la valeur de la paille, est tombée de 8 l. 15 sch. par acre, moyenne des quatre années finissant en 1874, à 6 l. 12 sch. pendant les cinq années finissant en 1880. Dans la dernière période, la culture totale du blé a compris environ 16 1/2 millions d'acres, ou une moyenne de 3,280,000 acres par an, de sorte que la différence de valeur entre les deux périodes constituerait une perte d'environ 35 millions sterling (875 millions de francs), rien que sur la vente du blé. La perte au-

rait été beaucoup plus considérable si la culture du blé n'eût pas été réduite sur la surface du Royaume-Uni de près de 800,000 acres, ou un quart de la totalité, dans le cours des six années finissant en 1880. Il est probable que le préjudice causé par l'épidémie du bétail et la dépréciation des récoltes a été d'une importance égale, et en acceptant cette évaluation, on ne doit pas porter à moins de 70 millions sterling (1,750 millions de francs) la perte subie par les fermiers anglais pendant cette période.

L'Amérique n'est pas moins bien partagée sous le rapport des ressources minérales, qui, après la richesse agricole, méritent d'être prises immédiatement en considération. Tandis que les dépôts carbonifères du Royaume-Uni sont évalués à 11,000 milles carrés, dont une grande partie a déjà été épuisée, le professeur Rogers estime que ceux des États-Unis comprennent plus de 196,000 milles carrés. Et on trouve dans ces derniers les mines de charbon les plus riches et les plus faciles à exploiter qu'il y ait dans le monde entier ». Dans les houillères de l'Ouest, le charbon ne coûte que le prix de l'extraction ; c'est-à-dire qu'il revient à 1 cent ou 1 cent 1/4 (5 ou 6 centimes) par boisseau » (1). Quelle est, demande un écrivain américain, « la valeur de 63,000 milles carrés d'une contrée qui renferme, sous une surface fertile, la houille, le fer, l'huile minérale et le sel? Là, tous les éléments de la force, de la chaleur, de la lumière, de l'alimentation, de la puissante vapeur, s'offrent en même temps à la science, à l'habileté et à l'énergie infatigable d'un peuple entreprenant » (2).

On peut dire, et non sans raison : Mais si l'Amérique possède toutes ces richesses, pourquoi ne s'affranchit-elle pas de la protection? Les protectionnistes eux-mêmes, quand l'existence de ce système n'est pas en cause, sont prêts à admettre les ressources extraordinaires du pays, et par conséquent la possibilité de se passer des moyens de défense mis si libéralement à leur disposition. Pour mieux

(1) *La question de la houille*, p. 294, par Jevons.

(2) *Traité sur la houille, le pétrole*, etc., par Gesner. New-York, 1861.

expliquer notre pensée, prenons l'article récemment fourni à une Revue anglaise (1) par M. Carnegie, un des plus grands fabricants de fer et d'acier des États-Unis. Cet écrivain dit, en parlant de Pittsbourg, qui, en sa qualité de métropole du commerce du fer en Amérique, est peut-être la cité la plus protégée de la contrée, dans le sens économique du mot protection : « C'est, sous le rapport des richesses souterraines, la capitale du plus riche district du monde connu. » Les gisements houillers de la Pennsylvanie sont si abondants que « des milliers de tonnes de coke ont été vendues au prix de 3 sch. 6 d. par tonne chargée sur wagon » (2). Et encore : « La houille est chargée sur les transports anglais moyennant 3 schellings par tonne » (3). Les sources de pétrole du même État sont classées parmi les plus étonnantes merveilles naturelles de l'univers. M. Carnegie nous parle d'un de ces puits qu'il a acheté, avec la participation de quelques amis, pour la somme de 8,000 livres, à l'époque où les usages du pétrole étaient encore peu connus, et qui, plus tard, a donné dans une seule année un dividende de 200,000 livres, et bientôt a acquis une valeur de 1 million de livres sterling (4). Non moins remarquables sont les réserves de gaz qu'une nature prodigue a accumulées pour le service de l'homme dans ce pays favorisé. Ce gaz, regardé à l'origine comme une simple curiosité naturelle, est maintenant employé généralement comme combustible dans les verreries et les usines de Pittsbourg et des environs, et on peut se rendre compte des avantages qu'il offre par ce fait que, d'après l'aveu de M. Carnegie, il permet d'épargner dans l'usine de ce manufacturier les services de 90 chauffeurs et de réaliser une

(1) *Macmillan's Magazine* de janvier 1885.

(2) Pas tout à fait la moitié du prix payé ordinairement dans les houillères de l'Angleterre.

(3) Les compagnies de gaz anglaises s'estimeraient généralement heureuses de faire leurs achats pour le double de ce prix.

(4) Ces puits à pétrole ont fourni 250 millions de barils jusqu'en 1884, et ils produisaient à ce moment à raison de 70,000 barils par jour.

économie de 400 tonnes de houille par jour! C'est véritablement la terre où coulent le lait et le miel pour le manufacturier, qui peut profiter tout à la fois des dons de la nature et des fruits du génie et du travail de l'homme. « Il n'est pas étonnant qu'un peuple d'origine anglaise, mis en possession de terres aussi riches, aussi vastes, et aussi aisément accessibles que celles des États-Unis, se soit étendu et multiplié. C'est à la libéralité prodigue de la nature qu'est dû principalement le développement des États-Unis » (1).

Voyons maintenant de quelle manière et dans quelles limites les États-Unis, avec tous les avantages particuliers dont ils jouissent, ont accru leur industrie, leur commerce et leur prospérité. En nous livrant à cette recherche, nous laisserons de côté les industries spéciales, dont il a été plus ou moins question dans les chapitres précédents. Nous ne nous occuperons ici que des résultats généraux.

D'après les recensements des États-Unis qui semblent accorder une attention particulière au développement des industries nationales, la progression des manufactures de ce pays pendant les trente années finissant en 1880, et à deux périodes intermédiaires, s'est accomplie ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

Tableau de l'accroissement des manufactures américaines.

DÉSIGNATION.	AUGMENTATION OU BÉNÉFICE p. 100 de 1860 à 1870.	BÉNÉFICE p. 100 de 1870 à 1880.	BÉNÉFICE p. 100 EN 30 ANNÉES de 1850 à 1880.
Valeur brute des produits manufacturés.......	124.42	26.87	426.89
Valeur nette des produits manufacturés.......	104.14	13.12	325.22
Capital placé....	109.75	31.73	423.26
Salaires.........	104.71	22.22	300.39
Ouvriers employés	56.64	33.04	185.22

(1) *La question de la houille*, par Jevons, p. 295.

Il résulte de ces chiffres que l'accroissement dans chacun des articles spécifiés a été beaucoup plus considérable entre 1860 et 1870 que dans les dix années suivantes, quoique, pendant la première période, les États-Unis aient subi une guerre dévastatrice, qui n'a pas coûté moins de 2,000 millions sterling (50 milliards de francs) au trésor de ce pays. Il est difficile de comprendre une telle anomalie. Peut-être peut-on l'expliquer par ce fait que « la guerre d'Amérique n'a pas, comme le font les guerres dynastiques de l'Europe, légué à la nation des millions d'hommes armés désireux de la guerre, prêts à la faire et perpétuellement exercés pour le combat. Les soldats américains quittent l'industrie pour la guerre puis reviennent à leur occupation première dès que la guerre est terminée. »

Il n'est pas possible d'établir une comparaison exacte entre les résultats qu'accuse pour les États-Unis le tableau cité plus haut et les résultats obtenus dans le Royaume-Uni ; mais il est probable que dans ce dernier pays, nous ne sommes pas restés le moins du monde au-dessous des progrès industriels de l'Amérique. Nous savons, par les comptes rendus de l'exportation, que nos manufactures ont pris dans les dernières années une extension plus considérable et plus rapide qu'à aucune autre période antérieure. Dans toutes les branches importantes de notre commerce, on constate un immense développement, dont les détails sont exposés dans les autres parties de cet ouvrage. Et on ne doit jamais oublier que, plus ou moins considérable que celui des États-Unis, le développement de l'industrie anglaise a suivi une progression naturelle, rationnelle, et qui n'a pas été étayée, comme chez beaucoup de nations des temps modernes, sur les béquilles de la protection.

En passant en revue les ressources naturelles que possèdent les différentes nations pour l'industrie et le commerce, on peut citer deux exemples qui montrent d'une manière frappante que l'industrie ne saurait fleurir simplement parce que la matière première est abondante ou la main-d'œuvre à bon marché. Un de ces exemples est

fourni par le commerce de coton de Mobile; l'autre par les chantiers de construction navale et le commerce maritime de la Norwège et de la Suède.

Dans le premier cas, nous voyons un port placé dans le voisinage immédiat des vastes et magnifiques plantations de cotonniers de l'État d'Alabama, dont il est le débouché naturel, et pouvant employer un nombre presque illimité de travailleurs nègres (1). Or il n'y a pas longtemps, notre consul à Mobile disait, en parlant du commerce de coton de cette ville, « que la matière première était abondante, les transports peu coûteux, les travailleurs nombreux; le travail à des prix modérés, et enfin que les profits, ne se trouvant pas diminués par des frais de transport excessifs, étaient beaucoup plus considérables que ceux des manufactures du Nord » (2). Et cependant le même rapport nous apprend que, tandis que l'Alabama cultive près de deux millions d'acres de cotonniers, et récolte plus de 242 millions de livres de coton, ses manufactures ne consomment sur cette quantité que 6 3/4 millions de livres, ou un peu plus de 2 pour 0/0 de la totalité. Sur le reste, environ 63 millions de livres sont exportés en Europe et à peu près 28 millions sont expédiés dans la Grande-Bretagne. Cependant la valeur moyenne du coton brut au départ de Mobile (en prenant la valeur du dollar à 4 sh. 20) n'est que de 3 c. 33 par livre ou un peu plus de 1 1/2 denier de notre monnaie anglaise, tandis que la valeur moyenne du même coton rendu dans les ports anglais est de 4 deniers 5/10 par livre. En d'autres termes, la matière première ne coûte, à Mobile, qu'un tiers de ce qu'elle se vend en Angleterre. Si nous appliquons ces différences de prix aux exportations totales de coton brut en Angleterre, elles révèlent un curieux état des affaires. Car si les manufacturiers anglais pouvaient acheter dans leurs ports le coton brut au prix de vente de Mobile, ils réaliseraient, sur les

(1) D'après le recensement de 1880, l'État d'Alabama avait une population nègre de 610.000 habitants.

(2) *Rapports des consulats sur le commerce*, n° 26, 1880.

importations de ce port seul, un bénéfice de 350,000 livres. Ou bien encore, en d'autres termes, si la manufacture de coton de Mobile était assez importante pour absorber toute la quantité de coton envoyée en Angleterre, cette fabrique aurait en sa faveur cette somme considérable de 350,000 livres comme prime. Et cependant le nombre total des broches à coton dans tout l'Alabama n'était pas en 1880 beaucoup supérieur à celui qu'on trouve dans une seule fabrique de moyenne importance dans notre pays.

Le second exemple que nous voulons citer est celui du commerce maritime et de la construction navale en Norwège et en Suède. Il semble tout d'abord que ces contrées soient particulièrement bien situées pour se livrer à l'industrie de la construction navale. Elles obtiennent la main-d'œuvre à un peu plus de la moitié du prix payé en Angleterre ; elles possèdent d'immenses forêts, d'où l'on peut tirer, à très bon marché, d'inépuisables ressources en bois de charpente, et comme elles ont la sagesse de ne pas imposer de lourdes taxes sur les différents produits des fonderies, employés dans des proportions importantes, elle peuvent importer d'Angleterre les plaques d'acier au prix même que les constructeurs anglais se les procurent, plus le fret ou environ 10 à 12 schellings seulement de plus par tonne. Et cependant quels sont, d'après les faits, les avantages tirés de ces facilités? En 1876, le tonnage des navires construits dans ces pays était de 54,930 tonnes et celui des navires achetés à l'étranger — probablement en Angleterre — s'élevait à 45,330 tonnes; cinq ans plus tard, en 1880, le tonnage des bâtiments construits dans la contrée tombait à 26,500 tonnes, et celui des navires achetés à l'étranger à 45,194 tonnes; enfin, dans cette dernière année, le tonnage ajouté à la marine du pays était de 6,106 tonnes au-dessous de celui de 1876. Dans la période qu'embrassent ces chiffres, le capital employé au commerce maritime est tombé, dit-on, de 11 1/2 millions à 9 1/2 millions sterling; et cette diminution s'est produite en dépit des avantages que l'on reconnaît comme appartenant au commerce norvégien au point de vue de « l'emploi

d'officiers généralement loyaux, consciencieux et intelligents, et du soin, de l'ordre et surtout de l'économie apportés dans la conduite des affaires maritimes » (1).

Les Américains sont un peuple ambitieux, et, sous le rapport commercial, un peuple agressif. Ils poursuivent un double but : 1° se rendre entièrement indépendants de l'importation étrangère pour tous les objets qui peuvent être fabriqués dans leur pays ; et 2° supplanter les nations européennes dans l'approvisionnement des marchés neutres. Jusqu'ici, cependant, ils sont loin d'avoir réalisé l'un ou l'autre de ces désirs. Leurs importations continuent à s'accroître, et s'accroître d'une manière notable, malgré les efforts extrêmes faits pour les restreindre par l'établissement de lourds droits protecteurs. La valeur totale de ces importations n'était en 1865 que de 41,931,000 livres sterling; en 1884, elle ne s'élève pas à moins de 133,515,000 livres sterling. Dans la première année indiquée ci-dessus, 8,012,000 livres sur la valeur totale des importations étaient exempts de droits; dans la dernière 42 millions de livres sur la totalité ne sont pas imposés. C'est, pour 1863, 19 p. 100 du total, et pour 1884, 31 p. 100; de sorte que, dans cet intervalle, la proportion des marchandises non frappées de droits introduites pour la consommation, s'est considérablement accrue.

On évalue maintenant la population des États-Unis à environ 55 millions d'âmes. La valeur totale des importations et des exportations de marchandises de ce pays pendant l'année 1884 s'est élevée à 1,408 millions de dollars, soit une moyenne de 25 dol. 6 par tête. La valeur moyenne des exportations et des importations du Royaume-Uni a été pour les trois dernières années de 3,481 millions de dollars par année. Or, en acceptant 38 millions d'âmes comme chiffre de la population de l'Angleterre pendant cette période, la valeur moyenne de nos transactions serait de 91 l. 6 par tête, ou de 258 p. 100 plus élevée, pour chaque habitant, que le commerce extérieur des États-Unis. Il est cepen-

(1) *Rapports consulaires*. N° 26, 1880.

dant important de noter que, tandis que 724 millions de dollars ou 51 pour 100 du commerce extérieur des États-Unis proviennent des exportations, 42 p. 100 seulement du commerce total de la Grande-Bretagne sont dus à cette source.

Nous allons maintenant examiner, aussi brièvement que possible, les statistiques établissant l'accroissement de la richesse dans les deux pays. C'est évidemment une investigation d'une haute importance économique, car elle porte sur la question du capital dont dispose chaque pays, et par conséquent sur la facilité plus ou moins grande avec laquelle le peuple peut non seulement se procurer les choses nécessaires à la vie, mais encore les moyens d'accomplir les améliorations perpétuelles que réclament la machinery de l'industrie et les entreprises commerciales.

En 1840, époque au delà de laquelle il est inutile de remonter, la richesse totale du Royaume-Uni était évaluée par Porter à 4,000 millions sterling (100 milliards). Celle des États-Unis, d'après le recensement de cette même année, était de 3,764 millions de dollars (753 millions sterling, 18,825 millions de francs). Par conséquent, il y a moins de quarante ans, la richesse du Royaume-Uni était plus de cinq fois plus considérable que celle des États-Unis.

En 1860, le professeur Leoni Levi calcula, sur des données analogues à celles adoptées par Porter vingt ans auparavant, que le capital du Royaume-Uni atteignait un total de 6,000 millions sterling (150 milliards). Le recensement américain indiqua la même année une valeur de 16,157 millions de dollars (80,825 millions de francs). Admet-on l'exactitude de ces évaluations, il en découle que dans un intervalle de vingt années, le capital des États-Unis s'était élevé, de moins d'un cinquième, à plus de la moitié de celui du Royaume-Uni.

En 1879, M. R. Giffen estimait à 8,800 millions (220 milliards) le capital du Royaume-Uni, ce qui donne une augmentation de 2,800 millions sterling (70 milliards) sur

l'évaluation faite vingt ans auparavant par le professeur Leoni Levi. Le recensement de 1880 aux États-Unis porte, à cette date, le capital du peuple américain à 43,642 millions de dollars (8,730 millions de livres, 218 milliards); c'est une augmentation de 5,497 millions de livres, (137 milliards 1/2), ou de 95 p. 100 plus considérable que celle réalisée par le Royaume-Uni pendant la même période.

Aux États-Unis, la valeur réelle de la propriété particulière était évaluée en 1850 à 7,135 millions de dollars (35 milliards 1/2) ou une moyenne de 308 dollars par habitant; en 1860 à 16,159 millions de dollars (80,759 millions) ou 514 dollars par tête; en 1870, à 30,068 millions de dollars (150,340,000 fr.) ou 780 dollars par tête; et en 1880, à 43,642 millions de dollars (218,210 millions) ou 870 dollars par tête.

Ces chiffres nécessitent quelques explications pour pouvoir être bien appréciés. Dans l'évaluation donnée pour 1870, la propriété des esclaves qui constituait une source de richesse importante pour les États du sud et qui figurait dans les deux évaluations précédentes, disparaît définitivement. D'un autre côté, la valeur nominale de la propriété était beaucoup augmentée parce qu'elle était exprimée en monnaie de papier inconvertissable qui, d'après le recensement de 1870, perdait environ un cinquième de sa valeur dans l'échange avec l'or.

Ces restrictions cependant ne s'appliquent pas aux années 1850 et 1880, où les évaluations sont exprimées en monnaie d'or; on doit seulement remarquer que, dans les États du sud, la propriété des esclaves se trouvait comprise dans la première année énoncée ci-dessus, et ne l'est pas dans la seconde. Et pourtant, malgré ce fait, on voit que le capital s'est accru dans cet intervalle (30 ans) de 36,507 millions de dollars (182 milliards 1/2 de francs), d'une manière absolue, soit plus de 500 p. 100. L'augmentation de la richesse, par tête, pendant cette période, étant de 562 dollars ou 180 p. 100.

Mais même le remarquable développement de la fortune publique qu'indiquent ces chiffres paraît relativement moins digne d'attention quand on le compare à l'accroissement de prospérité qui s'est manifesté dans les pays ne possédant pas d'esclaves, pendant la décade 1860-70. Les recensements constatent que dans cet intervalle le capital par habitant s'est accru de 159 p. 100 dans les dix-huit États du Nord et de l'Ouest; dans l'État de Minnesota, il s'est accru de 337 p. 100; et de 252 p. 100 dans l'État de New-York; tandis que dans les quinze États esclavagistes du sud, la diminution du capital ne dépassait pas 18 p. 100, malgré la perte d'environ trois millions d'esclaves. Ces résultats exciteraient l'étonnement s'ils étaient obtenus dans les circonstances les plus favorables au développement des industries pacifiques et du bien-être national, mais quand nous nous rappelons que, pendant la période à laquelle ils s'appliquent, le pays a subi une des guerres les plus dévastatrices des temps modernes, ils nous révèlent une vitalité et une puissance réparatrice qui, en tenant compte de toutes les circonstances, n'ont probablement jamais été égalées dans l'histoire du monde.

On peut ainsi répartir les différentes catégories qui constituent le capital respectif du Royaume-Uni et des États-Unis (1) :

(1) Dans ce tableau, les évaluations relatives aux États-Unis ont été empruntées aux divers recensements; celles qui se rapportent au Royaume-Uni ont été puisées dans les meilleurs documents qu'on a pu se procurer.

(**Par milliers de livres sterling.**)

	Royaume-Uni.	États-Unis.
Fermes	1.700	2.040
Immeubles	2.400	1.997
Chemins de fer et matériel	800	1.108
Télégraphes, navigation et canaux	120	84
Bétail et capital des fermiers	360	501
Meubles, articles personnels et de luxe	1.100	1.000
Mines et carrières dont la moitié du produit annuel attribuée aux producteurs	300	160
Trois quarts des produits annuels des manufactures et de l'agriculture attribués aux producteurs et aux négociants	1.300	1.233
Églises, écoles, édifices publics	450	400
Numéraire	140	123
Articles divers, comprenant les outils des artisans, etc.	170	130
Totaux	8.840	8.776

Nous avons vu que c'est vers 1880 que, pour la première fois dans leurs annales si bien remplies, les États-Unis ont atteint le même capital que la mère patrie. Il est nécessaire, cependant, de regarder plus loin que les chiffres pour apprécier toute la signification de ces deux lignes de résultats. Tout d'abord il est évident qu'on doit déduire de la richesse publique du Royaume-Uni le montant de notre dette nationale qui s'élève à un total de 760 millions 1/2 sterling, tandis que celle des États-Unis n'est que de 320 millions sterling. Proportionnellement à sa population, le Royaume-Uni semble encore la contrée la plus riche des deux, mais en sera-t-il longtemps ainsi? L'Amérique a décuplé son capital pendant les quarante années que nous venons d'examiner. L'Angleterre a un peu plus que doublé le sien dans le même intervalle. Si nous basons sur l'analogie avec le passé nos prévisions pour l'avenir, il nous

paraîtra évident que l'Angleterre cessera bientôt d'être, à l'égard de la richesse, sur la même ligne que sa précoce postérité. Et ce n'est pas l'Angleterre seule, mais l'Europe entière qui se trouvera ainsi distancée. Car l'Europe, en général, n'a pas seulement des ressources naturelles infiniment moindres, mais celles qu'elle possède sont absorbées dans une infiniment plus grande mesure qu'aux États-Unis. En Europe, chaque groupe de 100 habitants, ou, en admettant un homme fait sur cinq personnes, chaque groupe de vingt-deux hommes faits, fournit un soldat au service actif Aux États-Unis, ce service ne prend qu'un homme par groupe de deux mille habitants, ou par 400 hommes faits. Cela veut dire, comme M. Atkinson le fait très judicieusement observer, qu'en Europe le travail d'un adulte mâle sur vingt-deux est enlevé à la production ; cet homme est entretenu aux frais de ceux qui restent disponibles pour le travail (1), lesquels néanmoins sont en grand nombre obligés de gaspiller une grande partie de leur temps dans les casernes. Cet état de choses se reflète dans la situation financière des deux continents dont nous nous occupons. La dépense moyenne de l'Europe pour la défense nationale s'élève à plus de 2 livres sterling par habitant, tandis que celle des États-Unis n'atteint pas 16 schellings. Les budgets des États européens montrent des déficits constants, tandis que ceux des États-Unis accusent un excédent de revenu de 150 millions de dollars (750 millions de francs) environ par an, de sorte qu'une taxe annuelle de 100 millions de dollars pourrait être entièrement abolie, et il resterait néanmoins un surplus suffisant pour amortir totalement la dette du pays avant la fin du siècle (2). Un écrivain américain moderne, frappé

(1) En Angleterre, la dépense moyenne par soldat est de 100 livres; pour le reste de l'Europe, la moyenne est d'environ la moitié de cette somme.

(2) Ce remarquable état de choses est dû évidemment tout d'abord au tarif, qui, s'il ne remplit pas, comme nous l'avons déjà montré, le but de sa création, qui était d'exclure les articles manufacturés de

de ces faits, a dit avec justesse : « On peut mettre en doute que les nations de l'Europe, écrasées sous le lourd fardeau des armées permanentes, qui rendent improductives les meilleures années des jeunes générations, et imposent à chaque groupe de cinquante millions d'âmes de population européenne une taxe plus forte que celle dont les États-Unis pourraient se débarrasser sans péril, par une simple mesure législative, on peut mettre en doute, dis-je, que ces nations soient capables de nous disputer dans l'avenir le grand commerce du monde » (1).

l'étranger, fait subir au peuple américain, sous prétexte de maintenir le taux des salaires, une taxe dont le total approche du *montant de tous les salaires payés dans les industries* que ce tarif est destiné à soutenir.

(1) *Revendication de l'unification du tarif des chemins de fer*, par Edward Atkinson. New-York, 1883.

CHAPITRE XXVII

LE TALON D'ACHILLE DE L'ANGLETERRE.

In florid beauty groves and fields appear,
Man seems the only growth that dwindles here;
Contrasted faults through all his manners reign,
Though poor, luxurius : though sub mistive, vain.
GOLDSMITH.

Les champs comme les bois montrent leur beauté fière,
L'homme seul ici semble diminuer sans fin ;
Des défauts contrastés forment son caractère.
Pauvre, il aime le luxe, esclave, il reste vain,

Une légende, née après Homère, raconte que Thétis ayant plongé son fils Achille dans le Styx, un seul point, le talon du héros futur, resta vulnérable. Cette légende a sa contre-partie dans l'histoire des relations particulières qui existent entre l'Angleterre et son île-sœur. Il n'est pas, dans tout l'Empire anglais, de point plus vulnérable que l'Irlande. Aucune autre partie des vastes contrées qui reconnaissent l'autorité de l'Angleterre n'a été une source aussi constante et aussi sérieuse d'inquiétudes et de difficultés depuis qu'ont commencé les soucis de l'Angleterre. Il nous est donc impossible de méconnaître l'influence que l'Irlande a exercée et qu'elle continuera sans doute à exercer sur les destinées futures de l'Empire britannique. Cette influence a été décidément sinistre et malheureuse jusqu'ici. Dans toute l'histoire des relations entre les deux pays, il y a à peine un événement ou une époque qui ne rappelle des souvenirs douloureux et irritants. C'est du

commencement à la fin un récit de perfidies, de trahisons, de révolutions, de famines, et de crimes rarement traversé par le rayonnement d'un véritable progrès ou d'un seul instant de prospérité et de contentement réels. La population de l'Irlande est peut-être la plus misérable de l'Europe. C'est en même temps la plus prodigue, la plus imprévoyante et la moins entreprenante. En conséquence, elle a pris l'habitude de vivre sur l'extrême limite de la famine, et séparée des plus terribles extrémités seulement par les hasards d'une récolte unique. L'industrie a de temps en temps fait une tentative pour s'établir dans le pays, mais elle a toujours été repoussée et finalement a disparu

> Comme un flocon de neige sur la rivière
> Un instant aperçu, puis perdu pour jamais.

On peut signaler une ou deux exceptions, dont les plus notables sont : les fabriques de tissus de l'Ulster et les chantiers de construction de Belfast. Aucun pays de l'Europe n'a accusé une aussi grande diminution de population dans ces dernières années — signe bien certain que ses affaires sont dans une mauvaise voie. En résumé, la question de la condition de l'Irlande est un des problèmes les plus difficiles et les plus absorbants dont la solution ait été jamais demandée à la raison des hommes d'État.

Si nous jugeons nécessaire d'examiner les principales causes qui ont contribué à produire ce résultat déplorable, c'est moins dans l'espoir d'être capable de dire quelque chose de nouveau sur un sujet qui a déjà été examiné au microscope sous ses divers aspects, que dans le but de chercher à découvrir dans quelle proportion l'Empire en général a subi le contre-coup des infortunes, des souffrances, de la haine et des crimes d'un de ses membres les plus importants, et de recueillir ainsi, autant que possible, des indications qui nous permettent de prévoir l'avenir dans une certaine mesure. Si l'Irlande n'est pas comprise, ce n'est pas, sans aucun doute, parce qu'on manque d'informations sur son compte. Depuis l'époque

où Arthur Young écrivait, au dernier siècle, son excellente étude sur ce pays, les lumières de la publicité, de l'analyse et de la critique ont été continuellement portées sur ses annales, jusqu'à l'heure présente.

L'histoire de l'Irlande, aux temps les plus reculés de l'histoire, offre une ressemblance frappante avec celle des derniers siècles. Ni le mépris de l'ordre et de l'autorité, ni la terrible inconscience de la sainteté de la vie humaine, ni la misère excessive des classes pauvres ne sont des maux causés par le dix-neuvième siècle; encore moins les phénomènes caractéristiques sont-ils dus entièrement à la domination anglaise. Sur cent soixante-dix-huit rois de la colonie de Milet, qui ont successivement gouverné le pays jusqu'à l'arrivée des Anglais, en l'an 1170 de notre ère, soixante ont été perfidement assassinés, et remplacés par leurs meurtriers, soixante et onze ont succombé sur les champs de bataille, de sorte que vingt seulement sont morts naturellement. Pendant cette période « nul homme ne pouvait jouir avec sécurité de sa vie, de sa femme, de ses propriétés ou de ses richesses, si un autre, plus puissant, les lui enviait; et le faible n'avait aucun recours contre le fort (1) ». La masse du peuple, dit un autre écrivain, était dans un état de servitude brutale (2). Du quatorzième au dix-huitième siècle, l'Irlande eut un parlement national siégeant à intervalles irréguliers, mais rien ne prouve que la nation ait été alors plus tranquille et plus prospère. L'histoire de la situation du pays sous le dernier parlement irlandais ressemble même à un récit exagéré des malheurs contemporains. De 1782 jusqu'à l'Union, toute l'île se trouva dans l'agitation la plus misérable, nuit et jour, par l'action d'associations de mécontents et d'exaltés, portant des désignations qui se sont conservées, pour la plupart, jusqu'à nos jours, telles, par exemple, que : les *White Boys* (compagnons blancs), les *Peep-of-day Boys* (compagnons de l'aurore), les comités catho-

(1) Voir les *Annales* de sir John Davis.

(2) *L'Irlande avant et après l'union*, par Martin.

liques, les sociétés du goudron et des plumes (chauffeurs), les Défenseurs, les coupe-jarrets d'hommes et de bêtes, les Libérateurs, les Irlandais unis, les Réformateurs, les Révolutionnaires, etc. — Les assassinats devinrent quotidiens; des discours insidieux, des proclamations et des pamphlets de prétendus patriotes ou d'enthousiastes dangereux furent répandus à foison ; on traça des plans d'insurrection générale ; on négocia avec l'étranger dans le but de se procurer des secours d'hommes et d'argent ; on proclama ouvertement la séparation d'avec l'Empire, et on demanda l'établissement d'une république, sous la protection de la France et de l'Amérique. Tous ces phénomènes se sont reproduits d'une façon frappante dans l'histoire plus récente de l'Irlande. *Mutatis mutandis*, l'Irlande est aujourd'hui et semble devoir rester ce qu'elle était il y a cent ans.

On admet généralement que l'état malheureux de l'Irlande est une conséquence de la pauvreté qu'un écrivain très compétent en cette matière attribue aux causes générales suivantes :

1° Une population trop considérable relativement à la superficie cultivable ;

2° La pauvreté du sol dont les deux tiers seulement offrent des terres arables ;

3° Le défaut de continuité dans les occupations et le manque d'habitudes laborieuses (1);

4° L'aversion pour toute amélioration ;

5° Les mariages prématurés ;

6° Les effets corrupteurs et démoralisateurs de l'agitation politique.

On a souvent, et non sans raison, imputé la pauvreté de l'Irlande à l'excès de population. En 1841, la population était en moyenne de 251 habitants par mille carré. Au-

(1) Il y a trop de motifs de croire que l'Irlandais, dans son pays, n'est pas un travailleur modèle. On a calculé qu'en tenant compte des marchés, foires, veillées, fêtes patronales et autres réjouissances ou occasions spéciales, l'Irlandais ne travaille pas en moyenne plus de 200 jours par an.

cune autre population de l'Europe, excepté celle de l'Angleterre et du pays de Galles, n'était alors aussi dense. On estime que, de 1800 à 1841, l'Irlande a doublé sa population (1). Aucun autre pays, si l'on excepte les États-Unis, n'a accompli une semblable transformation en un temps aussi court. Si le sol de l'Irlande eût été d'une qualité exceptionnelle, ou que l'industrie s'y fût développée dans la même proportion qu'en Angleterre, pendant cette période de quarante années, ce grand accroissement de population n'eût pas produit des conséquences aussi graves. Mais l'Irlande a toujours été un pays pauvre, même au point de vue de l'agriculture. Plus du quart du sol est rebelle à toute culture, et les trois autres quarts, tant à cause de la pauvreté naturelle de la terre que de l'humidité extrême du climat, ou du manque de capitaux et de la culture imparfaite et rétrograde qui en résulte, ne produisent pas, acre pour acre, une récolte moyenne approchant de celle de l'île-sœur. Depuis 1840 la densité de la population a beaucoup diminué. Au lieu d'une moyenne de 251 habitants, on ne trouve plus qu'une moyenne de 160 habitants par mille carré. Si les autres conditions de l'existence étaient restées les mêmes qu'avant 1840, cette diminution aurait contribué à améliorer le sort de ceux qui restent au pays. Mais ces autres conditions sont loin d'être demeurées identiques. Entre 1830 et 1840, le prix moyen officiel du blé dépassait 57 schellings par quarter impérial ; maintenant ce prix n'atteint, depuis quelque temps, qu'à peine 40 schellings. En raison de l'importance de sa production de blé, l'agriculture irlandaise a donc beaucoup souffert dans l'intervalle (2). La valeur de presque tous

(1) Il est possible que les données du recensement manquent d'exactitude à cet égard, les plus anciens comptes rendus se trouvant très insuffisants.

(2) La culture du blé a en conséquence beaucoup diminué, et la production n'est pas aujourd'hui de plus de 2 millions de quintaux par an, sur un total de 26 millions 1/2 de quintaux de céréales récoltés en Irlande.

les autres produits agricoles a subi une dépréciation analogue, quoique très variable; et il est bien à craindre que l'augmentation de la valeur du bétail n'ait pu, en somme, compenser suffisamment cette dépréciation générale des productions du sol.

Il n'y a pas de pays en Europe, et probablement pas de pays au monde qui ait fait preuve d'une aussi constante tendance à se dépeupler que l'Irlande pendant les cinquante dernières années. De 1821 à 1841, la population s'était élevée de 6,604,000 habitants à 8,175,000, soit une augmentation d'environ 23 p. 100. Mais dans la décade suivante la population diminua de plus de 1 million 1/2 d'habitants, soit d'environ 20 p. 100; et, entre 1845 et 1881, la diminution totale a été de 3,135,000 âmes, ou d'environ 40 p. 100. Dans ce nombre on compte plus de 2,750,000 émigrants à l'étranger. Les 325,000 autres absents, ainsi que le surplus non dénombré, provenant de l'accroissement naturel de la population, sont allés chercher en Angleterre et en Écosse les moyens d'existence qu'ils n'ont pu trouver dans leurs foyers.

Quelle que soit l'explication du déclin de la population irlandaise, on ne saurait en trouver la cause dans la négligence des intérêts de l'Irlande par le Parlement impérial. Depuis l'Union, l'Irlande a obtenu bien des avantages législatifs et sociaux dont elle n'aurait probablement jamais joui sous un Parlement national. L'émancipation des catholiques a été décrétée; les corporations municipales ont été réformées; les dîmes ont été converties en rentes fixes destinées à secourir les cultivateurs pauvres; les impôts ont été diminués; un système d'éducation nationale a été établi; bien des millions des revenus impériaux ont été dépensés en travaux publics; des sociétés, des établissements de crédit ont été fondés, avec des capitaux anglais, pour l'amélioration du sol; des fonds ont été votés par la législature en faveur des infirmes, des pauvres et des abandonnés; la loi relative aux prisons a été revisée; on a procédé à un relevé et à une estimation des terres dans le but

de faire cesser les inégalités dans la répartition des impôts; le code criminel a été réformé; on a organisé une justice peu coûteuse et efficace; l'Église d'Irlande a été abolie; la loi relative au sol irlandais a été votée afin d'empêcher l'élévation excessive des fermages et d'autres abus; enfin de nombreuses mesures, aussi utiles et bienfaisantes, sont devenues des lois du pays. Ces faits justifient pleinement l'opinion exprimée par le professeur Cairnes quand il dit que « le mauvais gouvernement dont souffre l'Irlande, à supposer qu'il y ait réellement mauvais gouvernement, n'est pas de date récente, et les fautes de la législation moderne à l'égard de ce pays ne sont, en les considérant avec la plus grande sévérité, que des péchés par omission » (1). La question de savoir si le gouvernement anglais s'est montré équitable envers l'Irlande comporte un certain nombre de considérations qui ne peuvent trouver place ici; mais quand on évoque l'histoire du passé de cette nation, et qu'on se rappelle les mesures exceptionnelles prises par les gouvernements successifs dans le but de pacifier le pays et d'améliorer sa situation, il est difficile de croire que l'imputation de mauvais gouvernement, généralement admise comme explication, donne la clef du problème irlandais (2).

Combien est petite, parmi les maux que les hommes endurent,
La part que les Rois peuvent causer ou guérir.

Si la pauvreté, qui semble incurable, du peuple irlandais doit être attribuée, comme nous le croyons, non pas tant à la mauvaise administration actuelle, prétexte spécieux trop facile à mettre en avant, qu'à des causes dont la législation n'a pas pour fonction de s'occuper, comme, par exemple, à ce que l'existence de la population dépend

(1) *Essais politiques*, page 143.

(2) Entre la date de l'Union et 1833, il y a eu 60 commissions d'enquête et 114 rapports de commissaires, tous consacrés aux intérêts irlandais. Depuis 1833, on a récolté également une abondante moisson d'enquêtes et de documents.

presque exclusivement de l'agriculture, et spécialement de la récolte d'un tubercule particulier; au manque de capacité commerciale, à l'élévation excessive des fermages, au défaut d'instruction, à l'absence d'habitudes de travail et d'économie, ou enfin à ces différentes causes combinées et à d'autres encore, le mal et le danger deviennent alors des sujets dignes de la sollicitude la plus vigilante. Les infirmités sociales qui peuvent être guéries par le remède, si simple et si facile à appliquer, d'une loi votée par le Parlement, ne sont pas habituellement d'une durée aussi longue que la question irlandaise; elle ressemble plutôt à un chancre qui aurait entamé le cœur même de la nation, et aurait pénétré trop profondément pour pouvoir être enlevé par une opération chirurgicale.

Quoiqu'on ait prétendu qu'en Irlande, si ce fait a pu se produire en un point quelconque de l'Empire anglais, les pauvres sont devenus plus pauvres dans ces dernières années, cette opinion n'est pas corroborée par le témoignage le plus irrécusable qu'on puisse invoquer à cet égard — je veux dire les cédules de l'impôt sur le revenu. — Elles prouvent, au contraire, que la valeur totale annuelle des revenus et profits soumis à l'income-tax en Irlande a augmenté de 1 million 1/2 sterling (37 millions 1/2 de francs) entre 1875 et 1884 (1); et comme l'augmentation a porté principalement sur les terres, on peut la capitaliser au denier vingt, ce qui donnerait un accroissement de capital de 30 millions sterling (750 millions de francs).

D'un autre côté, cependant, il y a quelque raison de douter que la condition actuelle de la population irlandaise ait été améliorée dans la proportion que ces chiffres paraissent indiquer. Il semble qu'il y ait maintenant beaucoup plus de petits domaines qu'autrefois, relativement à la po-

(1) En Angleterre et dans le pays de Galles l'augmentation correspondante a été de 49 millions sterling (1,225 millions de francs), et en Écosse de 8 millions sterling (200 millions de francs) de sorte que, comparativement, l'Irlande reste bien bien au-dessous des deux autres pays.

pulation. Plus de 50 p. 100 de toutes les propriétés rurales sont au-dessous de 15 acres d'étendue, et plus de 20 p. 100 au-dessous de 5 acres. En outre, la population de l'Irlande est presque exclusivement agricole. La fraction engagée dans l'industrie n'est que de 13,3 p. 100, tandis qu'en Angleterre et en Écosse on compte, dans l'industrie, 24, 5 p. 100 de la population (1). La classe agricole, — j'entends par là ceux qui se livrent actuellement aux travaux de l'agriculture, — comprend 19 p. 100 de toute la population irlandaise, tandis qu'en Angleterre cette même classe n'est que les 5,3 p. 100 de la population totale. On peut, sans doute, admettre l'idée d'une population agricole à la fois nombreuse et prospère. Ce sont les conditions dans lesquelles se trouvent les agriculteurs des États-Unis et de nos colonies australiennes. Ce sont aussi les conditions dans lesquelles vivent, peut-être un peu moins abondamment, mais largement encore, les paysans de la France et du Danemark. Mais la situation du fermier irlandais (*cottier*), qui est l'agriculteur type du pays, diffère complètement des divers types que nous venons de citer. D'abord, il ne possède pas un pouce de terrain. Les fermiers vivent, pour la plupart, sur la limite extrême du paupérisme absolu. Ils voient, dans la culture de quelques acres de terre, le seul espoir d'échapper à l'émigration et au workhouse, et il en résulte qu'ils se sont habitués à donner, pour leurs petits domaines, jusqu'au dernier penny qu'ils peuvent arracher au sol, aiguillonnés par la perspective de l'exil ou de la mendicité. On ne doit pas s'étonner, dans de telles conjonctures, que non seulement la population de l'Irlande diminue, mais qu'il se produise une dépréciation dans la valeur des terres laissées aux mains de ceux qui demeurent. Ce fait peut être constaté et prouvé de deux manières. Il apparaît, tout d'abord, dans les *rapports* sur le recensement des animaux vivants, que publie chaque année le ministre de l'agriculture : ils montrent que de 1872 à 1882 le

(1) D'après les comptes rendus du recensement de 1881.

nombre total des bêtes à cornes, chevaux, moutons et porcs, est tombé, dans la contrée, de 10,650,000 à 9,506,000. En d'autres termes, quoique la population ait diminué dans cet intervalle de plus d'un quart de million d'âmes, on compte seulement 1,8 de tête de bétail par habitant en 1882, au lieu de 1,9 en 1872. On peut tirer des statistiques de la propriété immobilière les mêmes inductions sur l'augmentation de la misère. De 1821 à 1841, le chiffre des maisons construites en Irlande s'est élevé de 1,164,000 à 1,384,000. De 1841 à 1881, au contraire, le nombre des maisons a diminué de plus de 424,000, ou 30 p. 100. Plus récemment, il est vrai, les fermages ont subi une réduction générale, de sorte que les fermiers ne sont plus obligés de payer une part aussi considérable du produit de leurs terres comme redevance. Mais on doit remarquer que cet état de choses n'est qu'une autre preuve de la pauvreté croissante du pays qui, jamais, même à l'époque où il était le plus florissant, et quoique ses terres soient presque d'une aussi bonne qualité que celles de l'Angleterre et de l'Écosse, n'a donné un revenu moyen égal à celui de ces deux pays (1). Quand le revenu total d'une contrée diminue sensiblement, peu importe que la diminution se manifeste dans le montant de la vente des terres ou dans la valeur des produits du sol, que ce soit le revenu du propriétaire ou celui du cultivateur qui se trouve affecté, — le résultat général est une diminution des moyens d'existence. O'Connel déclarait, en 1843, que plus de 2,385,000 Irlandais sont, les uns pendant une partie de l'année, les autres pendant l'année entière, dans un état de complet dénûment (2). Quoique les tableaux du paupérisme indiquent que le nombre total des indigents ne dépasse pas 100,000, comme moyenne de plu-

(1) En 1871 le revenu moyen ou la rente moyenne des 20 millions d'acres que renferme l'Irlande était de 13 sch. 6 d. environ par acre, au lieu d'environ 3 livres sterling 5 sch. par acre, que produisent les 29 millions d'acres de l'Angleterre et de 20 sch. environ par acre, pour les 19 millions d'acres de l'Écosse.

(2) *Adresse aux habitants des pays soumis à la couronne d'Angleterre.*

sieurs années, il n'est pas du tout certain que la situation du peuple en général, au moins en ce qui concerne ses moyens de lutter contre la misère, soit bien meilleure aujourd'hui qu'elle n'était au moment où O'Connell fit paraître son fameux manifeste. De 1860 à 1880, la somme dépensée pour secourir et administrer les indigents de l'Irlande a plus que doublé. A d'autres égards, il ne paraît pas le moins du monde évident qu'il y ait eu amélioration réelle. La pomme de terre est toujours la principale récolte, et si cet humble tubercule éprouvait une atteinte sérieuse, nous verrions se reproduire, sur une échelle plus ou moins considérable, la terrible famine de 1845. Les paysans ou les fermiers irlandais se contentent généralement de cultiver une quantité de blé et de pommes de terre suffisante pour leur permettre d'éloigner de leur porte la menaçante famine. Le fermage — pour ceux-là qui payent un fermage, — est ordinairement fourni par l'élevage des porcs et de la volaille. On peut juger combien le paysan irlandais est incapable de faire davantage par ce fait que sur les 660,185 fermes qui existaient en Irlande dans ces derniers temps, on estimait que 63 p. 100 rendaient moins de 10 livres par an, et environ 34 p. 100 moins de 4 livres. La convoitise de l'Irlandais pour la terre est si grande que tout homme possédant le capital nécessaire pour cultiver une plus grande étendue du sol ne manque presque jamais d'augmenter son domaine en conséquence. Et comme il n'y a en Irlande que 12,367 domaines rapportant plus de 100 livres sterling par an, on peut affirmer que le nombre des possesseurs de capitaux ne dépasse pas beaucoup ce chiffre, qui représente moins de 2 p. 100 de la totalité des domaines (holdings) du pays.

Il n'y a cependant aucune raison de croire que le sol de l'Irlande, là où il est convenablement et complètement cultivé, soit moins productif que le sol de l'Angleterre en général. Les documents officiels sur l'agriculture irlandaise constatent que dans la période décennale 1874-1883, dont quelques années sont considérées comme très mauvaises,

le rendement moyen des principales récoltes, par acre, a été beaucoup plus élevé que celui des autres contrées de l'Europe, l'Angleterre et le pays de Galles exceptés, ou même que celui des États-Unis. Ces faits nous conduisent naturellement à examiner s'il ne serait pas possible de tirer du sol de l'Irlande plus qu'on ne l'a fait jusqu'à ce jour. En d'autres termes, la population actuelle de l'Irlande peut-elle, à l'aide d'une somme *praticable* de secours, être arrachée à sa condition actuelle, si misérable et si humiliée?

On admet depuis longtemps que l'Irlande, si elle était convenablement et judicieusement administrée, pourrait donner, même au point de vue purement agricole, des résultats bien supérieurs à ceux qu'elle produit maintenant. Sur une surperficie totale d'environ 28 millions 1/2 d'acres, tout près de 5 millions d'acres sont inondés, ou peuvent être considérés comme des marais ou des landes incultivables. Cette vaste superficie s'est accrue, au lieu de diminuer, pendant les dernières années (1). En 1838, une statistique publiée à Dublin donnait aux montagnes non cultivées et aux marécages une superficie de 6,610,000 acres, ou environ 36 p. 100 de plus que les relevés de 1883 n'en attribuent à cette catégorie. Il est probable que, dans l'intervalle, on a mis en culture une étendue considérable de marais et de montagnes; mais il ne faut pas oublier que les statistiques de l'agriculture, comme celle de beaucoup d'autres branches, étaient établies avec moins d'exactitude il y a un demi-siècle qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Deux choses sont absolument nécessaires pour entreprendre, d'après un plan général et complet, la transformation des marécages irlandais en terres arables, la première, c'est l'assurance d'une rémunération suffisante

(1) En 1874 la superficie désignée comme inculte était de 4 millions 252,000 acres; en 1884, elle était de 4,853,000 acres. Mais on assure que depuis 1877, cette superficie, dite inculte, comprend une grande étendue de pâturages montagneux arides qui peuvent avoir été classés autrefois comme prairies.

pour ceux qui entreprendraient cette transformation; la seconde, c'est que les moyens de culture soient assez perfectionnés, et que le sol soit mis dans un état assez satisfaisant pour que l'abondance des récoltes permette d'obtenir cette compensation de la dépense faite.

En 1809, une commission fut nommée avec mission d'examiner la nature et l'étendue des marais de l'Irlande et la possibilité de les dessécher et de les mettre en culture. Cette commission, dans un *Rapport* à la société pour l'amélioration de l'Irlande, évalua la superficie des principaux marécages à près de 3 millions d'acres, et déclara qu'ils se trouvaient tous à plus de 100 pieds, et même, à l'exception de trois d'entre eux, à plus de 200 pieds au-dessus du niveau de la mer, de sorte qu'il n'y avait aucune difficulté à en faire écouler les eaux dans les rivières et les lacs voisins, puis, de là, pour la plus grande partie, dans la mer. La dépense était évaluée par la commission à un peu plus de 1 million 1/4 de livres sterling (32 millions de francs), ou environ 9 schellings par acre; mais M. Edgeworth, dont la compétence faisait autorité à cette époque, évalua la dépense supplémentaire de mise en culture à 8 à 15 schellings par acre. Or il n'y a pas bien longtemps que le revenu des terres de l'Irlande, dans une grande partie du pays, était estimé à moins de 20 schellings l'acre; et, dans le comté de Donegal, le revenu de 1 million d'acres était évalué à « moins de 5 schellings par acre » (1). Depuis lors, les revenus ont tour à tour augmenté ou diminué. De nos jours, et depuis quelques années, il s'est produit, en vue d'arrêter absolument le payement des rentes, un mouvement qui n'a eu que trop de succès. La valeur du revenu actuel de la terre n'est probablement guère au-dessus de la moitié de ce qu'elle était il y a vingt ans. Inutile d'ajouter que, tant que cet état de choses continuera d'être possible, il n'est pas probable que les

(1) Le nombre total d'acres relevé en 1843 était de 8,042,280 et l'évaluation du revenu annuel de 4,316,746 livres sterling, soit une moyenne de 10 sh. 8 3/4 par acre.

capitalistes songent à entreprendre aucunes dépenses de la nature de celles dont nous venons de parler. Pour qu'un tel événement puisse se produire, il faut d'abord que les lois et l'ordre public soient plus respectés qu'ils ne l'ont été dernièrement. La même remarque s'applique à beaucoup d'autres améliorations urgentes, qui ont été retardées par le manque de sécurité résultant de l'anarchie dans laquelle se trouve le pays. L'Irlande n'est pas dépourvue de ressources minérales, mais nul homme de bon sens ne voudrait avancer de l'argent pour leur exploitation sans avoir des garanties que l'état actuel des choses ne comporte pas.

C'est pour le même motif que les chemins de fer et les canaux n'ont pas été développés, relativement à l'étendue du pays et à la population, comme dans les autres parties du Royaume-Uni. Et c'est surtout la répugnance qu'éprouvent les capitalistes à aventurer leurs fonds dans des entreprises aléatoires, qui cause la misère du pays et qui l'entretient. Dans d'autres parties de l'Empire l'industrie a été constamment florissante pendant ce siècle, et les salaires se sont élevés progressivement. En Irlande, le contraire a été la règle (1). Si on pouvait établir avec précision la moyenne des salaires payés dans les différentes industries que possède l'Irlande, on verrait, croyons-nous, que cette moyenne est en général bien au-dessous de celle de l'Angleterre. Mais ce n'est pas la modicité des salaires qui est le plus grand mal. Le taux immédiat des salaires n'aurait pas autant d'importance si un travail régulier pouvait être assuré. C'est la rareté des occasions de travail qui est le plus à déplorer.

(1) Des témoignages apportés devant la commission irlandaise des métiers à main pour le tissage en 1838, prouve que si un tisserand pouvait, en 1800, gagner 2 sch. 6 d. à 3 sch. 6 d. par journée de travail, il ne pouvait pas, en 1837, gagner plus de 10 deniers à 1 schelling Cet état de choses était évidemment dû, en grande partie, à l'introduction des métiers à vapeur qui, bientôt, donnèrent en Angleterre des salaires plus élevés qu'il n'était possible d'en gagner avec les métiers à main ; mais en Irlande, cette amélioration des salaires ne se produisit pas.

Il n'est rien qui prédispose davantage un peuple au mécontement et aux révolutions que l'étreinte de la misère et le sentiment de son abandon. L'histoire du passé de l'Irlande ne justifie pas l'espoir que, dans une lutte de vie ou de mort pour l'existence nationale, lutte qui peut s'imposer à chaque instant et dont nous avons été récemment plusieurs fois menacés, l'Angleterre obtiendrait de son associée hibernienne une sympathie sincère et un secours efficace. Si nous pouvions dans ce cas empêcher les conspirateurs irlandais d'ourdir des complots contre les intérêts anglais, c'est probablement, à en juger d'après le passé, tout ce que nous pouvons espérer. Lorsque, dans les dernières années du siècle précédent et les premières de celui-ci, l'Angleterre était engagée dans ses guerres contre la plus grande partie de l'Europe, l'Irlande entretenait des relations régulières avec le Directoire français et harassait le gouvernement anglais, aux moments les plus périlleux, par des plans d'insurrection. Le danger qui se montrait alors menaçant peut à peine être considéré comme conjuré. L'esprit qui animait les tentatives violentes de démembrement n'a pas été encore exorcisé. Le sera-t-il jamais ? et quel est le meilleur moyen de procéder à cet essai de conciliation ? Ce sont là des problèmes que l'on peut classer parmi les plus importants et les plus ardus dont la raison des hommes d'État ait eu jamais à trouver la solution.

APPENDICE[1]

I. — Valeur déclarée des importations et exportations de marchandises anglaises, et proportion par tête d'habitant, 1840-1883.

ANNÉES.	IMPORTATIONS. VALEUR TOTALE.	PROPORTION par tête DE LA POPULATION. Roy.-Uni.	EXPORTATION de PRODUITS ANGLAIS. Valeur totale.	PROPORTION par tête DE LA POPULATION. Roy.-Uni.
1840	£62.004.000	£2 7 6¾	£51.308.740	£1 18 9
1854......	152.389.053	5 10 2	97.184.726	3 10 2
1855......	143.542.850	5 3 2	95.688.085	3 8 10
1856......	172.554.154	6 3 2	115.826.948	4 2 10
1857......	187.844.441	6 13 5	122.066.107	4 6 7
1858......	174.583.832	5 16 0	116.608.756	4 2 5
1859......	179.182.355	6 5 5	130.411.529	4 11 2
1860......	210.530.873	7 7 0	135.891.227	4 14 7
1861......	217.485.024	7 10 2	125.102.814	4 6 5
1862......	22[illegible].716.976	7 14 7	123.992.264	4 5 7
1863......	248.919.020	3 9 5	146.602.342	5 0 0
1864......	274.952.172	9 6 2	160.449.053	5 8 7
1865......	271.072.285	9 2 0	165.835.725	5 11 5
1866......	295.290.274	9 17 2	188.917.536	6 6 2
1867......	275.183.137	9 1 5	180.961.923	5 19 4
1868......	294.693.608	9 12 10	179.677.812	5 17 4
1869......	295.460.514	9 11 2	189.953.957	6 2 7
1870......	303.257.493	9 14 4	199.586.822	6 7 11
1871......	331.015.480	10 10 1	223.066.162	7 1 7
1872......	354.693.624	11 2 6	256.257.347	8 1 0
1873......	371.287.372	11 11 2	255.164.603	7 18 10
1874......	370.082.701	11 8 3	239.558.121	7 7 9
1875......	373.939.577	11 8 5	223.465.963	6 16 6
1876......	375.154.733	11 6 8	200.639.204	6 1 3
1877......	394.419.682	11 15 10	198.893.065	5 18 11
1878......	368.770.742	10 18 3	192.848.914	5 14 1
1879......	362.991.875	10 12 7	191.551.758	5 12 2
1880......	411.229.565	11 18 7	223.060.446	6 9 5
1881......	397.022.489	11 7 4	234.022.678	6 14 0
1882......	413.019.608	11 14 1	241.467.162	6 16 10
1883......	426.891.579	11 19 9	239.799.473	6 14 8
Totaux.	8.873.177.088 st.		5.394.552.522 st.	

(1) Le premier tableau de l'Appendice ci-dessus donne le chiffre

II. — Relevé indiquant les sommes payées comme salaires, la valeur des matériaux bruts employés, et des produits obtenus dans les principales industries des États-Unis en l'année du recensement 1880.

INDUSTRIE.	CAPITAL ENGAGÉ.	SALAIRES.	VALEUR DES MATÉRIAUX bruts employés.	VALEUR DES PRODUITS.	BÉNÉFICE RÉALISÉ.	POUR CENT sur le CAPITAL ENGAGÉ.
	1 = 1000 dollars.	1 = 1000 dollars.	1 = 1000 dollars.	1 = 1000 dollars.	1 = 1000 dollars.	
Outils et machines pour l'agriculture........	62.109	15.359	31.531	68.640	21.750	35.02
Chaussures...........	42.994	43.001	102.442	166.050	20.607	47.93
Produits chimiques...	85.394	11.840	77.494	117.377	28.043	32.84
Coton................	208.280	42.040	102.206	192.090	47.844	22.97
Moulins à blé et à farine.	177.361	17.422	441.545	505.185	46.218	26.06
Fer et acier...........	230.071	55.476	191.271	296.557	49.810	21.65
Cuirs............. ...	16.878	4.845	50.306	71.351	16.200	95.10
Textiles...............	37.996	13.316	37.227	66.221	15.678	41.26
Papier................	46.241	8.525	33.951	55.109	12.633	27.32
Constructions navales.	20.979	12.713	19.736	36.800	4.351	20.74
Laines...............	96.095	25.836	100.845	160.606	33.925	35.30
Lainages.............	20.374	5.683	22.013	33.549	5.853	28.73
Coke.................	5.545	1.198	2.995	5.359	1.166	21.03
Verre................	19.844	9.144	8.028	21.154	3.982	20.07
Construction de voitures et de wagons..	37.973	18.988	30.597	64.951	15.366	40.47
Fonderies et ateliers de machines...........	154.519	65.982	103.345	214.378	45.051	29.16

des importations et des exportations de l'Angleterre, pendant 30 ans, année par année, de 1854 à 1883 inclus.

En additionnant les deux colonnes, je trouve :

Importations..........................	8.873.177.088 liv. st.
Exportations..........................	5.394.552.522 —
Les importations l'emportent donc de....	3.478.624.566 liv. st.

soit de 86,965,614,150 francs, ou tout près de 87 milliards de francs. C'est de cette somme énorme que l'Angleterre se serait appauvrie depuis 1854, d'après la théorie qui exige, sous peine de ruine, au moins l'égalité des exportations avec les importations.

L'absurdité flagrante de la conclusion prouve assez la fausseté de cette théorie. Il n'est pas besoin de faire remarquer que le tableau V

III. — Tableau de l'accroissement des industries manufacturières dans les principaux États d'Amérique. 1850-80.

ÉTATS.	NOMBRE des ÉTABLISSEMENTS.		OMBRE des OUVRIERS EMPLOYÉS.		CAPITAL ENGAGÉ.	
	1850.	1880.	1850.	1880.	1850.	1880.
					(1 = 1000	dollars).
Massachusetts.	8.852	14.352	177.461	352.255	88.940	303.806
Connecticut...	3.737	4.448	50.731	112.915	25.876	120.480
New-York....	23.553	42.739	199.349	531.533	90.904	514.246
Pensylvanie..	21.605	31.232	146.766	387.072	94.473	474.510
Ohio.........	10.622	20.699	51.491	183.609	29 019	188.939
Illinois.......	3.162	14.549	11.559	144.727	6.217	140.652
Michigan.....	2.033	8.873	9.344	77.591	6.563	92.930
Missouri.....	2.923	8.592	15.808	63.995	8.576	72.507
Wisconsin....	1.262	7.674	6.089	57.109	3.382	73.821
Californie.....	1.003	5.885	3.964	43.693	1.006	61.243
Totaux.....	78.752	159.083	672.562	1.954.499	354.956	2.043.134

IV. — Montant de la valeur annuelle des revenus et profits soumis à l'impôt sur le revenu dans le Royaume-Uni, sous les cédules A et D.

OBJETS DES IMPÔTS.	ANNÉE 1865.	ANNÉE 1868.	ANNÉE 1870.	ANNÉE 1873.	ANNÉE 1875.	ANNÉE 1878.	ANNÉE 1880.	ANNÉE 1884.
	liv. sl.	liv. st.	liv. st.	liv. st.	liv. sl.	liv. sl.	liv. st.	liv. st.
Terres........	62.127	64.109	64.133	65.514	66.911	69.324	69.548	65.442
Maisons.......	68.757	78.126	81.519	89.457	94.638	106.976	115.006	127.050
Mines........	4.829	5.745	5.544	7.283	14.108	12.899	7.501	7.050
Usines de fer.	1.798	2.014	2.019	4.762	7.261	2.315	1.720	7.064
Chemins de fer.	16.576	18.831	20.718	25.440	27.545	28.290	29.367	33.010
Canaux.......	900	743	747	790	1.007	2.993	2.189	6.830
Usines à gaz..	1.849	1.991	2.157	2.797	2.630	3.923	3.175	3.365
Carrières.....	590	641	697	763	916	1.341	1.149	4.879
Autres profits.	3.012	2.437	2.747	3.413	3.801	4.346	4.708	5.178

(page 484) constate au contraire que l'Angleterre s'est enrichie constamment, et que l'épargne annuelle de ce pays s'élève à plus de 3 milliards 1/2 (3,850 millions de francs);

Celle de la France à 3,500 millions; — celle des États-Unis à

V. — Richesse et revenu des diverses nations comparés.

	MILLION (LIV. ST.).		PAR HABITANT.		REVENU SUR LE CAPITAL. P. 100.	ÉCONOMIE ANNUELLE.	
	Richesse.	Revenu.	Richesse.	Revenu.		Million (liv. st.).	Par habitant.
			liv. sl.	liv. sl.			
Royaume-Uni........	8.720	1.247	248	35	14.3	154	84
France...............	8.060	965	218	26	12.0	140	73
Allemagne...........	6.323	850	140	19	13.5	40	18
Russie................	4.343	760	53	9	17.5	10	2
Autriche.............	3.613	602	95	16	16.7	40	22
Italie................	2.351	292	82	11	12.4	10	7
Espagne.............	1.593	188	93	12	11.7	8	9
Portugal.............	371	45	90	11	12.2	2	8
Belgique.............	806	120	145	22	14.9	11	40
Hollande.............	987	104	240	26	10.5	9	42
Danemark...........	366	47	198	24	12.8	3	30
Suède et Norvège....	977	104	152	16	10.6	7	22
Suisse...............	324	44	126	16	13.5	5	36
Grèce................	211	23	116	12	11.0	1	19
Europe..............	39.045	5.391	126	18	13.8	440	27
États-Unis...........	9.495	1.420	180	27	14.9	210	77
Canada...............	650	118	184	27	18.1	15	63
Mexique.............	638	104	65	11	11.0	»	»
République argentine.	332	61	146	27	18.4	5	38
Australie............	590	133	197	44	22.6	22	135
Total............	50.750	7.227	137	19	14.2	692	35

5,250 millions; — celle de l'Allemagne à 1 milliard;

Enfin celle de la Russie à 250 millions seulement.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que la conclusion qui ressort avec plus de netteté du livre tout entier, c'est que la suprématie appartiendra à la nation pouvant disposer du capital *au meilleur marché;* et que la sécurité est la première des conditions du bon marché des capitaux (Note du traducteur).

VI. — Moyenne générale des salaires payés par semaine aux employés des principales industries dans la Grande-Bretagne et aux États-Unis (Massachusetts) pendant chacune des années 1872 et 1883.

(D'après le Rapport annuel pour 1884 du *Bureau de statistique du travail dans le Massachusetts.*)

INDUSTRIES.	SALAIRES MOYENS PAR SEMAINE PAYÉS			
	DANS LA GRANDE-BRETAGNE en		AUX ÉTATS-UNIS en	
	1872.	1883.	1872.	1883.
	s. d.	s. d.	s. d.	s. d.
Bottes et souliers............	23.6	18. 5	61. 4	48. 5
Ateliers de construction......	27.8	30. 0	65. 2	62. 5
Voitures et wagons...........	27.3	20. 4	71. 3	57. 6
Habillement..................	24.1	25.11	51. 6	42. 5
Cotonnades...................	22.4	19. 5	33.11	26.10
Marchandises de lin, toiles, chanvre, jute...............	13.8	11.10	32. 0	26.11
Préparations alimentaires.....	19.1	11. 4	40. 4	40.10
Verre........................	29.0	28.11	48. 5	51. 2
Machines et machinery.......	28.2	28. 0	56. 3	48.11
Métaux et articles métalliques	28.6	30.10	64. 8	46.10
Imprimés et publications......	27.3	23. 0	53. 6	47. 4
Imprimerie, teinture, blanchiment et achèvement des cotonnades..................	25.9	20. 9	53. 8	36. 2
	(fer).	(fer).	(bois).	(bois).
Constructions navales.........	28.2	33.11	67. 4	85. 2
Lainages.....................	19.4	20. 3	30. 4	28. 9

Dans le tableau VIII ci-contre page 486, considérons les vingt dernières années; nous voyons clairement que la France a fait avec l'Angleterre, dans cet intervalle de vingt ans, des *affaires* pour plus de 31 milliards :

Sur lesquels la France a livré en marchandises. 18 milliards 1/2
— l'Angleterre à la France........... 12 — 1/2
D'où l'Angleterre a payé à la France........... 6 —

L'Angleterre est donc de beaucoup notre meilleur client.

La Belgique, qui vient après elle, atteint à peine la moitié.

(NOTE DU TRADUCTEUR.)

TABLEAU.

VII. — Nombre d'ouvriers employés dans les divers métiers à Montréal (Canada), et salaires annuels totaux et moyens dans les années 1871 et 1881.

INDUSTRIES.	NOMBRE TOTAL DES PERSONNES employées.		MONTANT TOTAL DES SALAIRES payés.		MOYENNE DU SALAIRE ANNUEL par employé.	
	1871.	1881.	1871.	1881.	1871.	1881.
			dollars.	dollars.	dollars.	dollars.
Instruments d'agriculture	22	69	7.300	17.800	332	258
Boulangeries	339	469	97.274	138.732	287	296
Forgerons	165	180	45.776	50.558	277	281
Briquetiers	203	324	39.000	78.950	192	244
Ateliers de voitures et de wagons	60	1210	36.000	553.588	600	458
Charpentiers	754	520	282.114	108 649	374	209
Tonneliers	153	147	44.483	50.335	291	342
Filateurs de coton	1123	724	19.500	134.200	158	185
Fondeurs de fer	282	1390	378.574	482.266	295	347
Meuniers	104	200	32.680	208.300	314	1041
Menuisiers	383	852	104.499	336.075	273	396
Ouvriers en fer	380	1126	121.860	389.000	321	345
Imprimeurs	766	878	249.550	334.312	326	381
Scieurs	97	292	28.100	96.400	290	330
Constructeurs de navires	158	103	54.200	27.500	343	267
Ouvriers en étain et en feuilles de fer	345	362	87.966	77.656	255	215
Ouvriers des tabacs	1110	2293	190.687	392.279	172	171

VIII. — Tableau du commerce entre la France et l'Angleterre depuis trente ans (Les unités représentent des millions).

(D'après l'*Annuaire d'économie politique et de statistique.*)

ANNÉES.	COMMERCE TOTAL entre LES DEUX PAYS.	VALEUR DES MATIÈRES ACHETÉES par L'ANGLETERRE à la France.	VALEUR DES MATIÈRES ACHETÉES par LA FRANCE à l'Angleterre.	DIFFÉRENCE payée par L'ANGLETERRE.
1875 à 1884	15.849.4	9.420.6	6.428.8	2.991.8
1865 à 1874	15.423.1	9.302.3	6.120.8	3.181.5
1855 à 1864	9.862.5	5.805 4	4.057.1	1.748.3
Total 30 ans	41.135.0	24 528.3	16.606.7	7.921.6

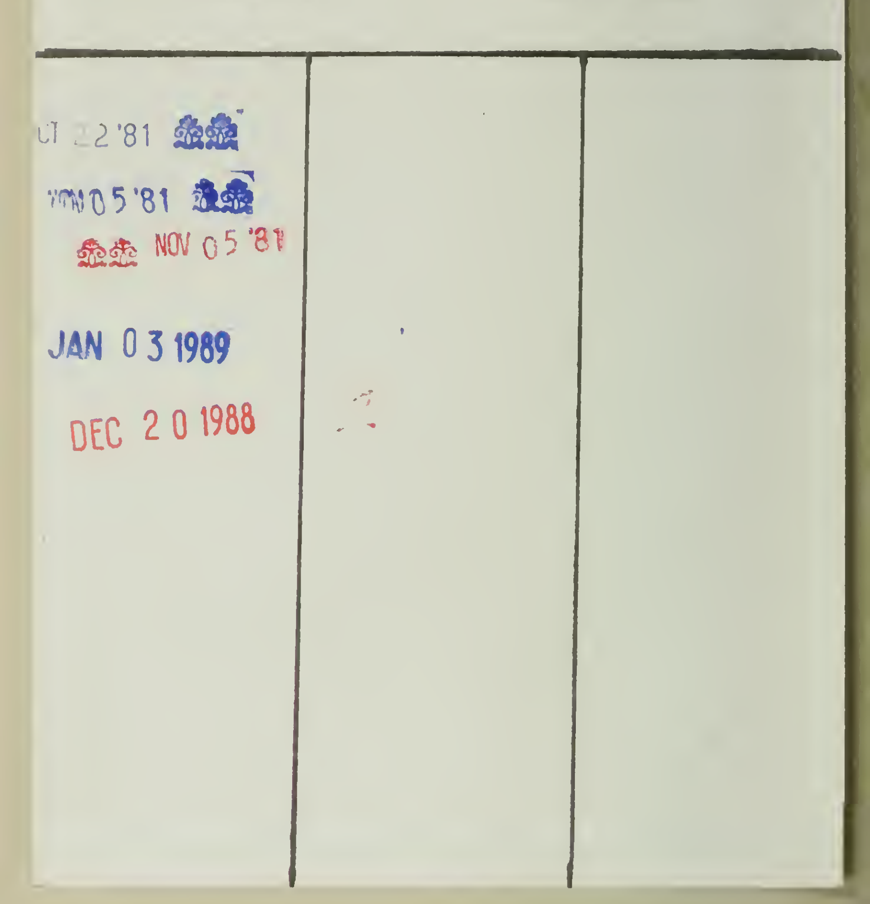
INDEX

5378-86. — Corbeil. Typ. et Ster. Crété.

TABLE DES MATIÈRES

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

5378-86. — Corbeil. Typ. et Stér. Crété.


La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance
The Library
University of Ottawa
Date Due
NOV 05 '81
JAN 03 1989
DEC 20 1988

